



CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°8 - SESSION ORDINAIRE 2014-2015

Relations entre l'État et les communautés religieuses
- déclaration du Premier Ministre p. 297
- débat p. 309
Modification de la loi sur le référendum national p. 297

Sommaire des séances publiques n°s 20 et 21 p. 326
Extraits du rapport d'activité de la médiatrice p. R1
Sommaire des questions parlementaires p. Q109

20^e séance
21^e séance

Mardi 20 janvier 2015
Mercredi 21 janvier 2015

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

Mme Lydie Err présente le rapport d'activité 2014 à la Chambre des Députés



En 2014, l'institution de l'Ombudsman a enregistré 689 réclamations dont quelque 200 se sont avérées non fondées. Dans pratiquement autant de cas, la médiatrice, Mme Lydie Err, a obtenu une correction partielle voire totale de l'administration visée par la réclamation. Ces chiffres clés du troisième rapport d'activité que Mme Err a présenté le 4 mars à la Chambre devant des députés et des représentants de la presse se caractérisent par une grande stabilité par rapport à l'année précédente.

Mme Err a noté avec satisfaction qu'en général l'autorité et la compétence du médiateur ne sont plus contestées. Avec une petite nuance toutefois concernant les communes qui réagiraient parfois de manière hostile. À l'adresse des députés dont beaucoup remplissent également des fonctions au niveau local, Mme Lydie Err a souligné qu'il s'agissait moins de critiquer les responsables communaux que de les inciter «à faire comprendre aux citoyens leurs prises de décisions». Au niveau communal, le taux de correction est passé de 80% à 50%.

La médiatrice regrette que sur les 50 recommandations formulées par son prédécesseur et elle-même depuis 2004, seulement la moitié ait été prise en compte. Parmi celles qui restent



La médiatrice, Mme Lydie Err, présente son rapport d'activité entourée de M. Marco Schank et M. le Président Mars Di Bartolomeo (à droite).

sans écho, on pourrait citer la discrimination de couples mariés par rapport aux couples pacés: alors que les premiers sont imposés collectivement d'office, les seconds ont le choix entre une imposition individuelle et une imposition collective. Mme Err déplore également qu'il n'existe toujours pas de guide de bonne conduite au Luxembourg pour épauler les administrations dans leur comportement.

Finalement, la médiatrice a fait quelques suggestions en vue d'une éventuelle adaptation de la loi de 2003 qui a institué l'Ombudsman au Luxembourg, comme par exemple:

- l'extension de ses compétences aux organismes investis d'une mission de service public;
- la possibilité de remédier à un dysfonctionnement systémique sur base d'une réclamation individuelle;
- l'obligation pour le Gouvernement de prendre position sur une recommandation du médiateur dans un délai raisonnable de trois mois.

Lydie Err revendique par ailleurs une plus grande indépendance budgétaire pour son institution et suggère de mentionner le droit des particuliers de porter plainte auprès de l'Ombudsman dans la future Constitution.

Signature d'un accord sur le référendum

Le 3 mars 2015 les six groupes politiques qui siègent à la Chambre des Députés ont signé un accord sur la campagne du référendum du 7 juin prochain. Ils se sont tous engagés à se respecter mutuellement durant la campagne. Les trois autres partis, à savoir le PID (Partei fir Integral Demokratie), le Parti pirate (Piratenpartei Lëtzebuerg) et le KPL (Kommunistesch Partei Lëtzebuerg) également invités à signer l'accord, n'étaient pas présents.

Par leur signature, les groupes politiques se sont engagés à respecter les principes suivants:

- la durée de la campagne sera d'un mois et celle-ci sera lancée en même temps que la campagne politique officielle, soit le 11 mai 2015;
- le budget de la campagne est limité à 100.000 € qui ne pourront être engagés que pour des annonces dans les médias imprimés,

les médias en ligne et les réseaux sociaux. De plus, un flyer unique pourra être distribué dans les boîtes aux lettres et les affiches des partis pourront être placardées sur les panneaux publics prévus à cet effet;

- les partis garderont le numéro qu'ils avaient l'an passé pour les élections européennes.

Ne sont pas autorisées:

- les publicités télévisées, radio et au cinéma;
- les lettres personnelles aux électeurs;
- les grandes affiches, les publicités sur les bus et arrêts de bus;
- la distribution de gadgets, à l'exception du stylo.

Pour des raisons de transparence, tous les partis devront rendre public leur bilan de campagne jusqu'au 31 décembre 2015.



Les représentants de six partis ont signé un accord sur le référendum.

Visite officielle du Président français, M. François Hollande



(© SIP / Charles Caratini)

Dans le cadre de sa visite officielle à Luxembourg le 6 mars 2015, le Président de la République française, M. François Hollande, a reçu en audience au Palais grand-ducal M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés.



CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

www.referendum.lu
de Site vun der Chamber
fir de Referendum
vum 7. Juni

op Lëtzebuergesch, Däitsch a Franséisch

Informatiounen iwwer

- d'Verfassung an hir Geschichte
- de Referendum
- déi dräi Froen, etc.

an eng Rubrik
fir Är Iddien a Virschléi
fir déi nei Constitutioun

Visite du port franc



Depuis septembre 2014 le Luxembourg dispose d'un des ports francs les plus modernes et sécurisés en Europe. Avec une surface de 22.000 m² répartis sur quatre étages, le «Freeport» offre à ses clients un endroit idéal pour l'entreposage, la préservation et la gestion d'œuvres d'art et d'objets de valeur.

L'immeuble a été spécialement aménagé pour donner à ses clients la possibilité d'exposer leurs objets de valeur.

Lors d'une récente visite d'une délégation de l'Assemblée interparlementaire du Benelux au «Freeport», les parlementaires des trois pays ont pu constater que les biens entreposés bénéficiaient d'un contrôle très sévère et d'une traçabilité totale afin de garantir que toutes les activités répondent strictement aux normes internationales en la matière.

Une délégation de l'Assemblée interparlementaire du Benelux a visité le «Freeport».

Accueil d'une délégation parlementaire irlandaise

L'expiration du système des quotas laitiers en Union européenne a été au centre de l'échange entre les députés membres de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs de la Chambre des Députés et leurs invités irlandais.

La délégation irlandaise, menée par M. Andrew Doyle, a présenté les défis qui se présentent au secteur laitier irlandais, défis également bien connus au Luxembourg. En effet, 734 des quelque 1.900 exploitations agricoles du Grand-Duché sont des fermes laitières. Ceci correspond à 39% du nombre de producteurs agricoles et à 23% de la valeur totale de la production agricole du pays.

Globalement, les intervenants étaient d'avis que la position de départ des deux pays devrait permettre d'affronter les défis d'un marché laitier libéralisé avec confiance.

Ils ont souligné l'importance d'une croissance économiquement saine des producteurs laitiers et leur ont recommandé de s'orienter également vers les marchés hors de l'Union européenne.

En novembre 2008 le Conseil européen avait approuvé le principe d'une augmentation progressive des quotas laitiers, de 1% par an pour la période de 2009 à 2013, devant conduire à leur suppression en 2015. En effet, le régime des quotas laitiers expire le 31 mars.



M. Andrew Doyle signe le Livre d'or de la Chambre des Députés, entouré de membres des délégations irlandaise et luxembourgeoise.

Le Conseil de Presse reçu à la Chambre

Le Président de la Chambre des Députés a eu un échange de vues sur des thèmes d'actualité avec le Conseil de Presse.



(de gauche à droite) M. Paul Peckels, Mme Annette Duschinger, M. Roger Infalt (Président du Conseil de Presse), Mme Ines Kurschat, le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, M. Joseph Lorent, M. Claude Karger et le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen.

Le Président a reçu...



...S. E. M. Petr Kubernát, Ambassadeur de la République tchèque.

Meenungsaustausch am Centre de Rétention um Findel

Den 3. März huet d'Madame Anne Brasseur als Presidentin vun der Parlamentarescher Versammlung vum Conseil de l'Europe mat de Membere vun der lëtzebuergescher Delegation eng Visite vum Centre de Rétention um Findel gemaach.

No enger Entrevue mam Direkter an der Directrice adjointe vum Centre konnt d'Delegation d'Installatiounen besichtegen, sech mat de Retenuen ënnerhalen an duerno beim Debriefing weider Froen dozou stellen.

D'Delegation konnt sech dervun iwwerzeegen, datt de Centre gutt gëfëiert ass an datt d'Personal eng gutt Aarbecht leescht, déi net einfach ass, well et mat Persounen ze dinn huet, déi meeschtens schonn eng ganz schwieereg Vergaangenheet hunn an onni Perspektive sinn. Op jidde Fall war déi Visite ganz instruktiv a wäert wahrscheinlech den 18. Dezember bei Geleeënheet vun der Journée internationale des Migrants widerholl ginn.

Op der Foto sinn: d'Madame Greta Faggiani, Adjointe vum Chef du Cabinet vum der Madame Presidentin, d'Madame Toïny Thommes-Gerbec, Sekretärin vun der Delegation, d'Madame Anne Brasseur, Presidentin vun der Parlamentarescher Versammlung vum Conseil de l'Europe, d'Madame Françoise Hetto-Gaasch an d'Häre Claude Adam a Marc Spautz, Membere vun der Delegation, grad ewéi den Här Yauheni Kryzhanouski, parlamentaresche Beroder vun der Madame Presidentin.



Séminaire Affaires juridiques au Parlement européen

Activités transfrontalières dans l'UE - Faciliter la vie des citoyens

Dans l'esprit des ateliers juridiques de 2011 et de 2013, la Commission des Affaires juridiques du Parlement européen a organisé, le 26 février 2015, un séminaire intitulé «Activités transfrontalières dans l'UE - Faciliter la vie des citoyens» en présence de députés des Parlements nationaux de l'Union européenne (UE) et de différents experts. La Chambre des Députés était représentée par Mme Viviane Loschetter, Présidente de la Commission juridique.

L'organisation de cet atelier a permis aux députés d'interroger des experts et de débattre avec ces derniers de différents aspects du droit international privé, comme le droit de la famille ou le droit de la vente, mais aussi le droit procédural qui était

jusque récemment une prérogative exclusive des États membres. Pour le Parlement européen, il semblait donc essentiel de réunir les députés européens et les membres des Parlements nationaux sur ces questions d'intérêt commun.

La réunion a abordé, entre autres, la promotion de la mobilité intra-européenne des citoyens et des entreprises en facilitant les procédures administratives, la résolution des litiges transfrontaliers ainsi que la refonte du règlement Bruxelles I concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale entré en vigueur le 10 janvier 2015.

Le Vice-Président du Parlement européen en charge des relations avec



Mme Viviane Loschetter

les Parlements nationaux, M. Ramón Luis Valcárcel Siso, a souligné que seule une partie du droit international privé relève d'une compétence partagée entre l'UE et les États

membres. Une majeure partie reste du ressort national.

Avec le développement de la liberté de circulation des citoyens, services et capitaux, il est essentiel de trouver un équilibre entre niveau européen et national. Des passerelles devraient être créées entre les différents ordres juridiques. Selon le député européen, la question est de savoir comment l'UE peut faciliter la vie des citoyens dans des situations transfrontalières.

Lors du débat, la Vice-Présidente de la Saeima (Parlement letton), Mme Inese Lībiņa-Egnere, a présenté les priorités de la Présidence lettone en matière de droit civil en soulignant l'importance d'améliorer le droit international privé et des sociétés pour fa-

ciliter la libre circulation des individus et des capitaux au sein de l'UE.

Les dossiers-clés énumérés ont été, entre autres:

- la proposition de règlement sur l'acceptation de certains documents publics dans l'Union européenne, où on espère trouver un accord au Conseil au mois de juin, et

- la révision du règlement sur la procédure européenne de règlement des petits litiges transfrontaliers et la modification du règlement relatif aux procédures d'insolvabilité.

Les parlementaires ont également pu aborder les questions transfrontalières de succession et d'enlèvement d'enfants par des parents.



M. Gusty Graas et Mme Josée Lorsché

14^e Session d'hiver de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE à Vienne

La crise en Ukraine vue des deux côtés

Les présentations et discussions lors de la 14^e Session d'hiver de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE (Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe) du 18 au 20 février 2015 à Vienne furent dominées par la crise en Ukraine. Elle fut caractérisée comme la plus importante crise de sécurité en Europe durant les deux dernières décennies. Le rôle de l'OSCE dans ce contexte pourrait être celui d'un intermédiaire en vue d'une solution politique du conflit. Par ailleurs, l'OSCE pourrait procéder au contrôle des frontières entre la Russie et l'Ukraine si le mandat afférent était donné.

En ce qui concerne l'évaluation des faits depuis les manifestations du

Maidan, des vues diamétralement opposées furent exprimées par les membres de la délégation russe respective ukrainienne. Un an après les violences au Maidan, les uns parlent d'une prise de pouvoir illégale par le gouvernement pro-européen, tandis que les autres contestent avec véhémence le rôle de la Russie dans ce conflit et l'annexion de la Crimée.

Pour l'OSCE se pose le défi de devoir intervenir simultanément sur trois champs distincts qui se sont ouverts, à savoir les conflits de longue durée («conflits gelés»), les conflits internes en Europe et le terrorisme international.

Le Forum méditerranéen, ayant précédé la session d'hiver propre-

ment dite, fut marqué par les interventions des présidents des délégations parlementaires des partenaires méditerranéens pour la coopération (Algérie, Égypte, Israël, Jordanie, Maroc, Tunisie). La différence entre l'initiative italienne «Mare nostrum», qui a pour but de sauver des réfugiés devant la côte de la Méditerranée, et l'initiative de l'Union européenne «Triton» qui consiste à surveiller les côtes, fut un autre sujet évoqué par la délégation italienne.

La Chambre des Députés était représentée par Mme Josée Lorsché et M. Gusty Graas.

Réunion des Présidents des Commissions des Affaires sociales et de l'Emploi à Riga

Intégrer les personnes vulnérables dans le marché du travail

Dans l'Union européenne, une augmentation de la proportion des chômeurs à longue durée est à observer. L'intégration des personnes vulnérables dans le marché du travail était le sujet principal d'une réunion des Présidents des Commissions des Affaires sociales et de l'Emploi organisée dans le cadre de la dimension parlementaire de la Présidence lettone du Conseil de l'Union européenne à Riga les 22 et 23 février 2015.

Des facteurs tels que l'âge, le sexe, les différences régionales, le niveau d'éducation, le manque de demande pour des professions spécifiques ou encore un handicap peuvent s'avérer comme obstacles à trouver un emploi. Dans l'Union européenne, une personne sur 20 de la population active est handicapée ou a des pro-

blèmes de santé chroniques. Le handicap peut consister en des déficiences de la mobilité, de la fonction auditive, de la fonction de vue ou encore en des problèmes de capacités intellectuelles ou psychosociales. La définition varie entre les États membres et les services pour les concernés diffèrent beaucoup. Créer un environnement adapté, fournir des aides pour surmonter le handicap et pour permettre aux personnes concernées de mener une vie autodéterminée sont des voies à suivre. Par ailleurs, les États membres devraient mettre en œuvre des programmes pour insérer ces personnes au marché du travail et pour intéresser les employeurs à les embaucher.

Un deuxième sujet abordé lors de la conférence était l'entrepreneuriat social dont l'objectif principal n'est

pas le profit, mais l'inclusion sociale. Les entreprises sociales fonctionnent souvent sous forme de coopérative. Le profit est réinvesti. 11 millions de personnes sont concernées en Union européenne, ce qui correspond à 6% de la population active. Le manque de visibilité et de compréhension, l'absence de statistiques, d'opportunités de financement et de législation conforme dans différents États membres illustrent les obstacles à l'entrepreneuriat social.

La Commissaire européenne en charge de l'Emploi, des Affaires sociales, des Compétences et de la Mobilité professionnelle, Mme Marianne Thyssen, a par ailleurs présenté l'initiative de la garantie pour la jeunesse qui a été mise en œuvre depuis 2014 sous la responsabilité partagée entre l'Union européenne et les États

membres. Mme Thyssen a constaté que le soutien des Parlements nationaux est nécessaire pour atteindre les objectifs.

7,5 millions de jeunes dans l'Union européenne ne disposent ni d'un emploi, ni d'une formation. La garantie pour les jeunes consiste à les faire disposer d'un emploi, d'une formation ou d'un stage dans les quatre mois suivant leur demande. 18 projets pilotes dans huit États membres sont financés par l'Union européenne. Or, les fonds européens ne suffisent pas. La Commissaire a fait appel aux parlementaires afin d'investir une partie des budgets nationaux dans la garantie pour la jeunesse.

La Chambre des Députés était représentée par M. Georges Engel,



M. Georges Engel

Président de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

Moselschifffahrt

Anrainerländer werben in Berlin für schnelleren Schleusenausbau

Rheinland-Pfalz, das Saarland und das Großherzogtum Luxemburg haben Anfang März im Rahmen eines Parlamentarischen Abends in der Landesvertretung Rheinland-Pfalz in Berlin vor mehr als 100 Gästen aus Politik, Verwaltung, Transport- und Logistikgewerbe die verkehrstechnische und wirtschaftliche Bedeutung der Mosel für die Großregion Saar-Lor-Lux diskutiert. Frau Octavie Modert und Herr Henri Kox nahmen als Vertreter des luxemburgischen Parlaments an diesem Meinungsaustausch teil.

Unter dem Motto: „Schifffahrt im Südwesten - Drei Länder, ein Ziel“ standen die Moselschifffahrt und die zügige Ausstattung der deutschen Moselschleusen mit den dringend benötigten zweiten Schleusenkammern im Mittelpunkt. Es wurde deutlich, dass aufgrund der seit Jahren bestehenden Probleme bei der Schleusung der Güterschifffahrt durch die



Die Abgeordneten Henri Kox (links) und Octavie Modert nahmen an der Tagung teil.

neu eingerichteten regelmäßigen Containerverkehre zwischen den Häfen Metz, Thionville, Mertert, Trier und den Seehäfen in Rotterdam und

Antwerpen eine zügige Lösung notwendig ist.

Zur Sicherung der Wettbewerbsfähigkeit der Großregion fordern die

drei Anrainerländer eine deutliche Aufstockung der Planungskapazitäten bei der Wasser- und Schifffahrtsverwaltung des Bundes, damit die notwendigen Investitionen in die Infrastruktur der Mosel schneller umgesetzt werden können.

Im neuen Bundesverkehrswegeplan 2015 müsse der Ausbau der Moselschleusen mit oberster Priorität verankert werden, waren sich der rheinland-pfälzische Verkehrsminister Roger Lewentz, die saarländische Verkehrsministerin Anke Rehlinger und Abteilungsleiter Max Nilles vom luxemburgischen Infrastrukturministerium einig. „2036 als Fertigstellungsjahr für alle deutschen Schleusen ist für Logistikbranche und Wirtschaft inakzeptabel“, stellten die Anrainerländer sowie Vertreter von Logistik und Wirtschaft fest.

Die Anrainerländer erneuerten das Angebot an den Bund, zusätzliches Planungspersonal bei der Wasser-

und Schifffahrtsverwaltung mitzufinanzieren, damit die Planungen schneller vorankommen. Erwartet wird dabei allerdings eine verbindliche Planungsaussage für einen schnelleren Ausbau. Mit zügigeren Schleusenplanungen könnte sichergestellt werden, dass die Bundesmittel für den Ausbau der Wasserstraßen ausgeschöpft und weitere EU-Mittel des neuen TEN-T-Förderprogramms (Transeuropäische Netze im Bereich Transport) für den Moselschleusenausbau eingesetzt werden.

Von den zehn Moselschleusen zwischen Trier und Koblenz verfügen derzeit lediglich die Schleusen Zeltlingen und Fankel über eine zweite Schleusenkammer. Die Schleuse Trier befindet sich im Ausbau. Weitere sieben Schleusen in Lehmen, Wintrich, Müden, St. Aldegund, Detzem, Enkirch und Koblenz haben noch keine konkrete Ausbauperspektive.

L'émancipation des femmes et des filles par l'éducation

À l'occasion de la Journée internationale de la Femme, la Commission des droits de la femme et de l'égalité des genres du Parlement européen avait invité les parlementaires nationaux des États membres de l'Union européenne (UE), des pays visés par la politique d'élargissement de l'UE et de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe pour discuter des droits des femmes dans l'Union européenne et dans le monde. Cette réunion a permis un échange de vues sur les meilleures pratiques concernant la façon de renforcer les droits des femmes et des filles à travers l'éducation, ainsi que les actions stratégiques et des idées pour l'avenir.

Au cours de cette entrevue, les parlementaires ont souligné que malgré le fait que les femmes soient bien éduquées dans l'Union européenne, il existe un écart entre leur niveau d'éducation et l'évolution de leur carrière. Bien que dans l'Union européenne les femmes bénéficient d'un accès total à l'éducation et soient même plus diplômées que les hommes, les femmes n'ont toujours

pas les mêmes opportunités en ce qui concerne la vie professionnelle; elles sont souvent moins bien payées et travaillent souvent à temps partiel.

Ainsi, en 2012, 83% en moyenne des jeunes femmes dans l'Union européenne étaient titulaires d'au moins un diplôme d'études secondaires, contre 77,6% de leurs homologues masculins. Les femmes représentaient également 60% des diplômés universitaires au sein de l'UE.

L'écart de rémunération entre hommes et femmes, dont le taux varie de 8 à 23% selon les États membres et qui atteint 16% en moyenne signifie que les femmes gagnent moins au cours de leur vie, ce qui augmente notamment le risque de pauvreté à un âge avancé. Cette situation s'explique notamment par des contrats de travail qui rendent très difficile la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle. Les parlementaires ont constaté qu'en général plus le niveau d'éducation est bas, plus l'écart de rémunération s'accroît.

Pour les participants, il est évident que les stéréotypes liés au genre influencent les enfants dès leur plus jeune âge. En l'absence de modèles féminins, les filles opèrent des choix stéréotypés et le plus souvent ne s'intéressent pas à la science, à l'ingénierie ou aux mathématiques. Pour y remédier l'Union européenne a mis en place en 2013 un prix de la femme numérique et de la fille numérique de l'année. Dans son intervention devant les parlementaires, la fille numérique de 2014, âgée de 11 ans, a insisté sur l'importance de l'éducation technologique dès le plus jeune âge et a rappelé l'importance de disposer à l'école d'un matériel informatique approprié.

Les députés nationaux et européens ont également abordé la question des droits des femmes dans les pays en voie de développement et ont rappelé que l'accès à l'éducation était une condition préalable à l'égalité. Alors qu'une partie des pays en voie de développement a progressé dans le domaine de l'égalité dans leur système éducatif, le bilan reste mitigé



Mme Cécile Hemmen et Mme Nancy Arendt

et les femmes dans ces pays sont confrontées à des problèmes qui diffèrent largement de ceux des femmes en UE. Les chances des filles de terminer leur enseignement primaire voire secondaire sont beaucoup plus limitées, notamment parce qu'elles sont confrontées à la pauvreté, la violence sexuelle, au mariage des enfants, aux

mutilations génitales, ou encore à des normes et traditions sociales discriminatoires. En outre, une représentation équilibrée des femmes dans les gouvernements de certains pays en voie de développement pose problème.

La Chambre des Députés était représentée par Mme Nancy Arendt et Mme Cécile Hemmen.

Conseil parlementaire interrégional (CPI)

La Grande Région à l'heure de la coopération au développement



MM. Roger Negri, Justin Turpel, Emile Eicher, Mmes Cécile Hemmen, Josée Lorsché et M. Gusty Graas au milieu des participants

C'est en renforçant les liens entre acteurs de la coopération que l'on peut mieux agir pour réduire la pauvreté et soutenir l'efficacité des politiques de coopération au développement. L'Année européenne pour le développement 2015 a été l'occasion

pour M. Roger Negri, député luxembourgeois, et Mme Isolde Ries, Vice-Présidente du Landtag de Sarre, d'organiser, en leurs qualités respectives de Présidents des Commissions «Agriculture et Environnement» et «Transports et Communications» du Conseil

parlementaire interrégional (CPI), une réunion conjointe sur ce thème à Remich, le 13 mars 2015.

La coordination et la cohérence de l'action au développement figuraient au centre de cette rencontre qui a ré-

uni plus de cinquante élus et spécialistes de la coopération issus de l'ensemble de la Grande Région.

Ambassadeur spécial de l'Année européenne pour le développement, M. Ben Fayot, ancien député, a no-

tamment insisté sur la nécessité d'assurer une plus grande cohérence entre politiques régionales, nationales et européennes de la coopération, ainsi qu'en ce qui concerne la coordination sur le terrain.

De même, Mme Christine Dahm du Cercle des ONG a mis en évidence les risques que la politique commerciale de l'Union européenne, par exemple l'accord de libre échange avec la CEDEAO, fait porter sur les propres objectifs et actions de développement des pays européens, dès lors qu'une baisse des barrières douanières vient empêcher des pays pauvres de créer des entreprises et industries compétitives et autonomes.

Pour leur part, les représentants de l'organisation de microfinance luxembourgeoise ADA ont présenté les défis qui se posent aujourd'hui pour offrir un soutien aux populations pauvres, exclues des systèmes financiers traditionnels, afin d'assurer leur indépendance en toute dignité.

Alors que la coopération entre ONG, universités et structures gouvernementales reste très ponctuelle, les participants de la réunion ont conclu que les structures nécessaires doivent être mises en place pour en arriver à des formes de collaboration plus structurées.

Évaluation de l'autonomie locale au Luxembourg par le Conseil de l'Europe

Le 4 mars 2015, les membres de la Commission de suivi du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe (CPLRE), menée par le maire de Chişinău (Moldavie), M. Dorin Chirtoacă, se sont entretenus avec le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, le Président de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle, M. Alex Bodry, le Président de la Commission des Affaires intérieures, M. Claude Haagen, et le membre de la délégation luxembourgeoise au CPLRE, Mme Josée Lorsché, au sujet de la mise en œuvre de la Charte européenne de l'autonomie locale.

Globalement, les évaluateurs du Conseil de l'Europe se sont montrés satisfaits, notamment en raison des efforts du Luxembourg à diminuer la tutelle exercée sur les communes par le Ministère de l'Intérieur et d'une politique de fusion de communes pointue où chaque fusion bénéficie de son propre projet de loi.

Lors de cette rencontre le cumul des mandats et la représentativité des

acteurs communaux sur le plan national et, en particulier, au niveau de la Chambre des Députés ont également été débattus.

Les membres de la Chambre des Députés ont estimé qu'il ne serait pas nécessaire de créer une «chambre des communes» au Luxembourg et qu'une consolidation approfondie des liens entre le Syvicol et le parlement constituerait certainement une bonne pratique supplémentaire.

La Commission de suivi s'est également vu expliquer les éléments de la révision constitutionnelle en cours venant renforcer considérablement l'autonomie des communes, comme par exemple une plus grande autonomie financière et la possibilité d'instituer des établissements publics locaux.

Suite à cette rencontre, les membres de la Commission de suivi ont rencontré Mme Anne Brasseur en sa qualité de Présidente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.



Les membres de la Commission de suivi du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe reçus à la Chambre.

Réunion interparlementaire à Bruxelles

Paquet «Frontières intelligentes»

Le 23 février 2015, la Commission des Libertés civiles, de la Justice et des Affaires intérieures (LIBE) du Parlement européen a invité les députés des Parlements nationaux à participer à une réunion interparlementaire intitulée «Paquet „Frontières intelligentes”: défis européens, expériences nationales, marche à suivre.» La Chambre des Députés était représentée par M. Marc Angel, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

Le paquet «Frontières intelligentes» fut présenté par la Commission européenne en février 2013 et se compose de deux principaux éléments:

- la proposition relative à un système d'entrée/sortie permettant d'enregistrer la date et le lieu d'entrée et de sortie des ressortissants de pays tiers franchissant les frontières extérieures, de calculer la durée de leur séjour et de déclencher une alerte lorsque les périodes de séjour autorisées arrivent à expiration, et

- la proposition relative à un programme d'enregistrement des voyageurs, qui permettrait à certaines ca-



M. Marc Angel

tégories de ressortissants de pays tiers qui voyagent fréquemment (par exemple voyageurs d'affaires, membres de la famille, etc.), sous réserve qu'ils aient fait l'objet d'un contrôle de sûreté préalable adéquat, d'entrer dans l'Union en utilisant des

procédures simplifiées de vérification aux frontières, y compris des barrières automatiques.

Les préoccupations relatives à certaines dispositions exprimées par la Commission LIBE et les États membres au sein du Conseil, ainsi

que par la Commission, ont conduit à la réalisation d'une étude technique approfondie. Les propositions de 2013 ont finalement été retirées et celles-ci seront remplacées par de nouvelles propositions à la fin de l'année 2015 ou au début de l'année 2016, comme l'a rappelé lors du débat le Commissaire à l'Immigration et aux Affaires intérieures, M. Dimitris Avramópoulos.

La réunion interparlementaire a été conçue comme un échange de vues qui permettrait d'entendre l'avis des Parlements nationaux, non seulement sur des questions d'ordre général, mais également sur des contextes nationaux et pratiques spécifiques à chaque pays. Ces considérations pourraient ainsi alimenter les réflexions des deux rapporteurs sur ce paquet législatif, les députés européens Mme Tanja Fajon et M. Agustín Díaz de Mera García Consuegra, en attendant les nouvelles propositions de la Commission.

Lors de cette réunion, certains députés se sont interrogés sur le coût qu'impliquerait le nouveau projet de la Commission, qui tient à élaborer

un nouveau paquet législatif centré sur l'automatisation du système biométrique, pour permettre un meilleur contrôle aux frontières.

«Faisons-nous suffisamment usage des outils existants avant de proposer un nouveau cadre législatif?», s'est interrogée la rapporteure Tanja Fajon. La députée, qui s'inquiète des dangers relatifs à la collecte de données via les informations biométriques, s'est demandée si le véritable but est de permettre aux citoyens de pays tiers souhaitant se rendre dans l'Union de franchir les frontières de manière plus fluide et plus rapide, ou de transmettre des données aux forces de sécurité.

Le Commissaire Avramópoulos s'est voulu rassurant en déclarant que la Commission mettrait en place les sauvegardes nécessaires sur les données, après avoir entendu les différentes propositions.

Au cours de l'année 2015, un certain nombre d'essais pratiques seront menés dans différents postes-frontières afin de mettre à l'épreuve l'efficacité de diverses options en situation réelle.

Forum relatif aux ONG

Améliorer le dialogue avec la société civile

C'est à Riga en Lettonie que s'est tenu récemment un forum relatif aux ONG (organisations non gouvernementales). La Chambre des Députés y a été représentée par M. Gusty Graas, membre de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence de M. Valdis Dombrovskis, Vice-Président de la Commission européenne, et de Mme Dace Melbārde, Ministre de la Culture lettone. La deuxième journée a été inaugurée par Mme Laimdota Straujuma, Premier Ministre de la Lettonie.

Durant deux jours les quelque 250 participants ont élaboré dans le cadre de plusieurs workshops une «roadmap» pour l'application des articles 11 (1) et 11 (2) du Traité de l'Union européenne prévoyant un

dialogue régulier et transparent des institutions européennes avec les associations représentatives et la société civile. Ainsi il a été demandé qu'une réunion annuelle soit organisée entre les plus hautes institutions européennes et la société civile. Les partenaires devraient être le Conseil économique et social européen, la Commission européenne, le Parlement européen, le Conseil européen, le Comité des Régions et l'EPSCO. La stratégie européenne 2020, qui sera actualisée en juin de l'année en cours, offrirait un grand potentiel pour planifier ce processus.

Tous les citoyens de l'UE, par l'intermédiaire des associations qui représentent leurs intérêts, devraient avoir accès au dialogue civil à tous les niveaux, soit au niveau local, régional, national ou européen.

Des suggestions ont été soumises afin d'améliorer encore davantage le

dialogue avec la société civile. Il faudrait réduire le fossé existant entre les décideurs politiques et les citoyens. Le rôle du dialogue civil serait important pour l'élaboration d'une base législative et réglementaire et entraînerait un plus grand attachement pour les valeurs communes. Une recommandation du Conseil a été requise pour établir des dialogues plus poussés entre les États membres. Les ONG devraient encore profiter davantage de subventions financières. L'Union devrait inclure la participation des citoyens dans les priorités horizontales. Finalement des rapports adoptés par les associations de la société civile devraient être pris en compte dans le processus de dialogue au niveau européen.

Dans son intervention le député luxembourgeois Gusty Graas a informé les participants de la situation actuelle au Grand-Duché de Luxembourg. Il a parlé d'une véritable cul-



M. Gusty Graas

ture de dialogue tout en rappelant qu'un référendum sera organisé en date du 7 juin prochain où les citoyens auront la possibilité de se prononcer sur trois questions. M. Graas a également annoncé qu'une nouvelle plate-forme sera créée afin que le citoyen puisse encore mieux avoir accès aux informations publiques. L'offre de l'éducation civique sera élargie et le rôle de l'Ombudsman portera à l'avenir également sur la protection des droits humains. La formule de la pétition online est couronnée d'un grand succès. Cet instrument témoigne de la volonté du législateur luxembourgeois d'approfondir le dialogue avec les citoyens.

Finalement M. Graas a annoncé que son pays profitera de la présidence de l'UE pour rendre plus transparent le processus de décision au niveau de l'UE.



Conférence interparlementaire pour la PESC et la PSDC

Défense et politique étrangère et de sécurité commune

L'état d'avancement de la politique européenne de voisinage, la situation dans la région de la Méditerranée et au Proche-Orient, le partenariat oriental, le déploiement des groupements tactiques ainsi que la coopération avec l'OTAN figuraient à l'ordre du jour de la Conférence interparlementaire pour la PESC et la PSDC qui s'est déroulée du 4 au 6 mars 2015 à Riga. M. Henri Kox, M. Eugène Berger, M. Jean-Marie Halsdorf et M. Fernand Kartheiser y ont représenté la Chambre des Députés.

Dans le cadre de leurs travaux, les représentants des commissions des affaires étrangères et des commissions de la défense des Parlements nationaux de l'Union européenne, du Parlement européen et des pays candidats ont notamment discuté avec Mme Federica Mogherini, Haute représentante de l'Union européenne

pour les affaires étrangères et la politique de sécurité sur l'actualité de la politique étrangère et de sécurité commune. Les parlementaires ont salué en particulier l'engagement de la Haute représentante de lancer un processus de réflexion stratégique sur le cadre de la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne en coopération étroite avec les États membres et les Parlements de l'Union.

Une autre partie des travaux était consacrée aux nouveaux enjeux liés à la sécurité, créés par «la guerre dite de quatrième génération», la guerre hybride qui se manifeste par une combinaison de méthodes irrégulières et non conventionnelles, ainsi que des éléments de la cyber-guerre, de guerre économique et de guerre d'information, de même qu'une pression politique.

Les parlementaires ont condamné dans ce contexte la guerre hybride menée par la Russie dans les régions orientales de l'Ukraine et souligné qu'une solution durable et pacifique du conflit dans les régions ukrainiennes de Donetsk et de Louhansk ne peut être obtenue que par des moyens politiques et par des négociations diplomatiques.

La prochaine réunion de la Conférence interparlementaire sera organisée sous présidence luxembourgeoise. Des ateliers y seront consacrés notamment aux flux migratoires et aux situations d'urgence humanitaire et d'opérations de sauvetage en mer, aux missions civiles de la politique de sécurité et de défense commune ainsi qu'au suivi de la mise en œuvre des conclusions du Conseil européen sur la défense qui se déroulera au mois de juin.

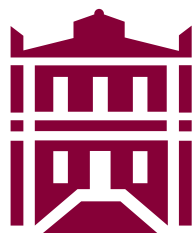


(de droite à gauche) M. Henri Kox, M. Jean-Marie Halsdorf, M. Eugène Berger, M. Fernand Kartheiser

«Bretzelëmzuch 2015»



La Fédération des Patrons Boulangers-Pâtisseries du Grand-Duché de Luxembourg est venue, accompagnée de musiciens, remettre des bretzels à la Chambre des Députés. La Reine du Bretzel a offert un bretzel au Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, en présence des Vice-Présidents, Mme Simone Beissel, M. Laurent Mosar et M. Henri Kox.



NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N°8 • SESSION ORDINAIRE 2014-2015

Jugement sur accord

6518 - Projet de loi modifiant le Code d'instruction criminelle afin d'y introduire le jugement sur accord

Le projet de loi a pour objet de compléter l'arsenal des procédures applicables en matière pénale et d'introduire en droit luxembourgeois, en dehors des procédures de la médiation et de l'ordonnance pénale, une nouvelle procédure en vue de permettre une réponse pénale rapide à une infraction commise.

Il a été élaboré par un groupe de travail constitué de représentants tant du parquet et de la police que de magistrats et d'avocats.

Le souci principal était d'élaborer une procédure simple, visible, accessible et transparente qui, tout en déchargeant les juridictions du fond, aboutit à un jugement rendu par un tribunal, après un procès équitable, conformément aux droits de l'Homme en sauvegardant la transparence de la justice et les droits des victimes.

La procédure consiste en une négociation entre le parquet et un auteur auquel on reproche la commission d'une infraction, afin de trouver une position commune quant à la peine à appliquer.

Ce nouveau mécanisme consiste à faire précéder un procès pénal en audience publique par la conclusion d'un accord écrit qui sera soumis à une juridiction de fond pour qu'il y soit statué de façon contradictoire. Un des buts de cette réforme législative est d'amener un cer-

tain nombre d'affaires plus rapidement à un jugement coulé en force de chose jugée en respectant pleinement les droits de toutes les parties en cause.

Selon les chiffres du rapport d'activité du Ministère de la Justice, le nombre d'affaires arrivant aux parquets augmente constamment alors que le nombre d'audiences reste le même, rendant presque impossible l'évacuation de toutes les affaires pénales dans un délai raisonnable. (http://www.mj.public.lu/chiffres_cles/rapport_activite2013.pdf)

Ainsi, de nombreuses affaires sont classées sans suite après un simple rappel à la loi. Les procédures alternatives telles que les ordonnances pénales, la médiation et le recours à la procédure du juge unique ne permettent pas de remédier efficacement à la situation.

L'ordonnance pénale ne permet que de prononcer une amende et une interdiction de conduire, de sorte qu'elle est exclue pour les peines d'emprisonnement même avec sursis. Aussi l'ordonnance pénale est exclue lorsqu'un tiers a subi un préjudice ou dans l'hypothèse où une restitution ou un rétablissement des lieux doit être prononcé comme par exemple dans les affaires de protection de l'environnement.

La médiation ne s'applique que lorsque l'atteinte à l'ordre public peut être réparée adéquatement par une indemnisation de la victime.

La procédure pénale luxembourgeoise, si elle a l'avantage de garantir pleinement les droits des personnes mises en cause, est pourtant longue.

Il arrive qu'une personne - témoin ou victime d'une infraction - doit être entendue à trois reprises: d'abord par la police, puis au cours de l'information par le juge d'instruction et enfin à l'audience publique.

Une des particularités d'une procédure d'instruction au Grand-Duché est que de nombreux devoirs de l'instruction d'une affaire impliquent des personnes résidant à l'étranger ou des commissions rogatoires internationales respectivement l'exécution de par des autorités étrangères. Il s'ensuit une perte de temps considérable pouvant conduire à l'abandon de l'instruction.

Le présent projet de loi poursuit l'ambition d'innover en la matière et de prévoir une procédure simple, visible et transparente, accessible à tout justiciable qui tient compte de toutes les exigences du procès équitable prescrites par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales.

Le mécanisme implique toutes les parties d'un procès pénal de droit commun et garde le plus grand parallélisme possible avec la procédure de droit commun, aboutissant à un jugement prononcé en audience publique par un tribunal impartial et indépendant.

Il ne s'agit nullement de réduire le rôle du juge à simplement homologuer une convention antérieurement négociée entre parties dans le secret des bureaux.

L'intitulé initial de «transaction pénale» pour la procédure a quo a été remplacé par celui de «jugement sur accord» afin d'éviter toute con-

fusion de terminologie quant aux implications de la nouvelle procédure prévue.

L'accord pénal ne sera possible que pour les délits et crimes dont la peine ne peut excéder cinq ans. Les contraventions ne font pas partie du champ d'application de la loi.

Cette procédure devra permettre d'éviter des procès sur plusieurs audiences et les nombreux passages à la barre de témoins et des victimes. Elle peut intervenir à tout moment au cours de la première instance et être proposée par le procureur ou par l'auteur présumé des faits, lequel devra obligatoirement se faire assister par un avocat.

Une partie des dossiers devraient concerner des infractions au Code de la Route.

Quant à la crainte de voir certaines personnes poursuivies plaider coupable pour pouvoir profiter de peines allégées il y a lieu de répondre que la tentation de faire de faux aveux existe déjà dans notre droit actuel.

Les droits des victimes restent intacts: la partie civile peut présenter sa demande indemnitaire et sera informée sur les débats sur les transactions, sans pour autant pouvoir s'opposer à l'accord.

Dans un arrêt du 29 avril 2014 (affaire Natslishvili et Togonidze c. Géorgie, requête n°9043/05), la Cour européenne des droits de l'Homme a statué que «Le fait qu'un accord de "plaider coupable" puisse s'analyser en une renonciation à certains droits procéduraux ne pose pas de problème en soi au regard de l'article 6 de la Convention. Toutefois il importe



que la renonciation soit établie de manière non équivoque, qu'elle soit assortie de garanties minimales pour prévenir les abus et qu'elle ne se heurte à aucun intérêt public.».

Toutes les conditions fixées par la Cour européenne des droits de l'Homme sont respectées entièrement par le projet de loi.

La Commission juridique, après avoir longuement discuté le pour et le contre de la réforme préconisée, partage les principes directeurs qui ont guidé les auteurs du projet de loi.

Le texte ne constitue pas une simple copie d'un texte de loi emprunté à d'autres droits nationaux, mais est le résultat d'une concertation

étroite entre praticiens du droit pénal en vue d'aboutir à une loi bien adaptée à la situation luxembourgeoise et en tous points conforme à notre conception de la justice pénale.

Si ce souci conduit à certains endroits à des procédures plus longues, il a le mérite de mettre le nouveau mécanisme à l'abri de toute contestation sérieuse au sujet du respect des droits des parties impliquées.

Comme il s'agit d'une véritable nouveauté dans notre instruction pénale, la Commission préconise que soit effectuée une évaluation de la réforme après une période d'application de trois ans.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 03.01.2013
Rapporteur: M. Alex Bodry

- Travaux de la Commission juridique
(Présidente: Mme Viviane Loschetter)
- 22.01.2014 Désignation d'un rapporteur
 - 07.05.2014 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
 - 14.05.2014 Continuation de l'examen du projet de loi
 - 04.06.2014 Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
 - 18.06.2014 Continuation de l'examen des articles et de l'avis du Conseil d'État
 - 25.06.2014 Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
 - 02.07.2014 Présentation et adoption des propositions d'amendement
 - 05.11.2014 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
 - 19.11.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport
 - 07.01.2015 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
 - Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace
(Présidente: Mme Simone Beissel)

- 02.07.2014 Présentation et adoption des propositions d'amendement

Vote en séance publique: 20.01.2015

Marché de produits pétroliers

6533 - Projet de loi relatif à l'organisation du marché de produits pétroliers

À l'instar des deux lois-cadres organisant les marchés du gaz et de l'électricité, le projet de loi relatif à l'organisation du marché de produits pétroliers affiche la même ambition pour le marché des produits pétroliers dont le cadre normatif s'est mis en place suite au premier choc pétrolier en 1973.

Le présent projet de loi ne se limite donc pas à une pure transposition en droit national de la directive 2009/119/CE qui fait obligation aux États membres de maintenir un niveau minimal de stocks de pétrole brut et/ou de produits pétroliers. Ce projet de loi instaure le cadre pour la surveillance du secteur par le ministre ayant l'énergie dans ses attributions et crée une entité centrale de stockage, l'établissement public appelé «Agence nationale de stockage de produits pétroliers».

En plus, le projet de loi tient compte de l'accord relatif à un Programme international de l'Énergie tel qu'amendé jusqu'au 25 septembre

2008 et créant l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE). Cet accord prévoit, notamment, le maintien par chaque pays signataire de réserves d'urgence suffisantes pour couvrir la consommation pendant au moins 90 jours sans importations nettes de pétrole et prévoit la fourniture par chaque pays signataire d'un certain nombre d'informations à caractère général ou statistique sur le secteur pétrolier national.

Jusqu'à présent, le cadre légal pour le secteur des produits pétroliers se limitait au règlement grand-ducal modifié du 31 octobre 1973 relatif aux obligations de stockage de produits pétroliers. Ce règlement sera abrogé. Néanmoins, les dispositions et principes encore pertinents du règlement grand-ducal pré-mentionné ont été repris dans le texte du projet de loi.

À noter que le délai de transposition en droit national de la directive 2009/119/CE à l'origine du présent projet de loi est dépassé depuis fin décembre 2012, de sorte que la Commission européenne a émis, le 25 septembre 2014, un avis motivé à l'encontre du Luxembourg pour non-transposition complète de la directive 2009/119/CE endéans les délais impartis.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 28.01.2013
Rapporteur: M. Frank Arndt

- Travaux de la Commission de l'Économie
(Président: M. Franz Fayot)
- 06.02.2014 Désignation d'un rapporteur
 - Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
 - 13.02.2014 Informations statistiques supplémentaires concernant la structure de la consommation annuelle de produits pétroliers
 - Examen de l'avis du Conseil d'État
 - 27.02.2014 Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
 - 06.03.2014 Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État (à partir de l'ancien article 6)
 - 20.03.2014 Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État (à partir de l'ancien article 10)
 - 27.03.2014 Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État (à partir de l'article 16)

- 10.04.2014 Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État (à partir de l'article 26)
- 08.05.2014 Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État (à partir de l'article 35)
- 15.05.2014 Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État (à partir de l'article 45)
- 22.05.2014 Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État (à partir de l'article 52)
- 25.09.2014 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
- 11.12.2014 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
- 15.01.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.01.2015
Loi du 10 février 2015
Mémorial A: 2015, n°28, page 308

Réseau cyclable national

6600 - Projet de loi relatif au réseau cyclable national et aux raccordements de ce réseau vers les réseaux cyclables communaux

Le projet de loi remplacera la loi du 6 juillet 1999 portant création d'un réseau national de pistes cyclables qui avait créé une base légale pour l'aménagement d'un réseau national fortement axé sur la sécurité des cyclistes en ciblant essentiellement un usage du vélo à des fins sportives ou touristiques.

Il est vrai que jusqu'ici le vélo a été perçu comme moyen de divertissement et non comme moyen de transport et que, tandis que 40% des trajets quotidiens portent sur une distance de moins de 3 km, seuls 13% de ces déplacements sont effectués à pied ou à vélo. Pourtant, il est établi qu'en milieu urbain, le vélo est le mode de transport le plus rapide et le plus efficace pour les distances se situant entre 1 et 3 km.

C'est pourquoi, par sa stratégie pour une mobilité durable («MoDu»), le Gouvernement

s'est fixé pour objectif qu'à l'horizon 2020, 25% des déplacements quotidiens se feront par le biais de la mobilité douce et a décidé de promouvoir le vélo comme moyen de transport.

Ainsi, le projet de loi sous rubrique a pour objectif de:

- contribuer à la réalisation d'une infrastructure susceptible de favoriser le vélo sur les trajets de courte distance inhérents aux activités de la vie quotidienne (trajets domicile-lieu de travail, courses ménagères, etc.);
- créer une législation permettant d'augmenter continuellement la part de la mobilité douce dans les trajets quotidiens;
- prévoir une complémentarité entre les transports en commun et la mobilité douce;
- créer un milieu favorable et flexible au développement du réseau;
- motiver les communes à compléter le réseau national au niveau local.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 30.07.2013
Rapporteuse: Mme Josée Lorsché

- Travaux de la Commission du Développement durable
(Présidente: Mme Josée Lorsché)
- 25.06.2014 Désignation d'un rapporteur
 - Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
 - 29.09.2014 Continuation de l'examen du projet de loi et des amendements gouvernementaux
 - 12.11.2014 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
 - Adoption d'une série d'amendements parlementaires
 - 14.01.2015 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
 - 04.02.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.02.2015

Droits d'auteur et droits voisins

6667 - Projet de loi portant transposition de la directive 2011/77/UE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2011 modifiant la directive 2006/116/CE relative à la durée de protection du droit d'auteur et de certains droits voisins et ayant pour objet de modifier la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de transposer la directive 2011/77/UE et de modifier la loi modifiée du 18 avril 2001 pour adapter la législation nationale à la nouvelle norme européenne en matière de droits d'auteur et de droits voisins.

L'objectif principal de la directive 2011/77/UE consiste à accorder aux artistes interprètes et exécutants «un niveau de protection qui reconnaisse leur contribution créative et artistique».

Ainsi, la durée de protection des droits des artistes interprètes ou exécutants «applicable aux fixations d'exécutions et aux phonogrammes» est «prolongée jusqu'à soixante-dix ans après le fait générateur pertinent».

La directive 2011/77/UE prévoit en outre des mesures visant à accroître le régime de protection des droits des artistes interprètes ou exécutants suite à l'expiration de la durée de protection initiale de cinquante ans.

- Une clause permet aux artistes interprètes ou exécutants de résilier le contrat par lequel ils ont cédé ou transféré leurs droits sur la fixation de leur exécution à un producteur de phonogrammes si celui-ci «s'abstient de mettre en vente, en quantité suffisante, au sens de la convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion, des exemplaires d'un phonogramme qui, en l'absence de prolongation de la durée de protection, serait dans le domaine public, ou s'abstient de mettre un tel phonogramme à la disposition du public».
- Une autre mesure d'accompagnement a trait aux contrats de cession ou de transfert de droits entre producteurs de phonogrammes et artistes interprètes ou exécutants attribuant une rémunération non récurrente. Dans une telle hypothèse, le producteur de phonogramme se voit obligé «de réserver, au moins une fois par an, une somme correspondant à 20% des recettes provenant des droits exclusifs de distribution, de reproduction et de mise à disposition de phonogramme», et ce pour



chaque année complète suivant la cinquantième année de la publication du phonogramme, ou à défaut, de la communication écrite au public.

- Dans un souci de rééquilibrage des contrats de cession ou de transfert de droits conclus entre un producteur de phonogrammes et un artiste interprète ou exécutant, la directive 2011/77/UE instaure également le principe exigeant que «les artistes interprètes ou exécutants reçoivent, pendant la période de prolon-

gation des droits, des redevances ou une rémunération qui ne soient pas grevées par les avances versées ou des déductions définies contractuellement».

- Finalement, une mesure d’accompagnement de la directive 2011/77/UE consiste dans «l’harmonisation de la durée de protection des compositions musicales comportant des paroles, dont le texte et la musique ont été créés pour être utilisés ensemble».

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 11.09.2014

Rapporteur: M. Gérard Anzia

Travaux de la Commission de l’Environnement
(Président: M. Henri Kox)

03.12.2014 Désignation d’un rapporteur
Examen du projet de loi et de l’avis du Conseil d’État
15.01.2015 Présentation et adoption d’un projet de rapport

Vote en séance publique: 21.01.2015
Loi du 27 février 2015
Mémorial A: 2015, n°38, page 374

Référendum

6738 - Proposition de loi portant organisation d’un référendum national sur différentes questions en relation avec l’élaboration d’une nouvelle Constitution

La proposition de loi a pour objet l’organisation d’un référendum national en vue de consulter les électeurs préalablement à la révision globale de la Constitution.

Les auteurs de la proposition de loi entendent associer les citoyens à l’élaboration d’une nouvelle Constitution, dont le projet est en voie d’élaboration depuis maintenant dix ans (doc. parl. 6030).

La Constitution dispose, en son article 51, paragraphe (7), que «Les électeurs pourront être appelés à se prononcer par la voie du référendum dans les cas et sous les conditions à déterminer par la loi.»

L’article 52 de la Constitution précise que «Pour être électeur, il faut: 1° être Luxembourgeois ou Luxembourgeoise; 2° jouir des droits civils et politiques; 3° être âgé de dix-huit ans accomplis. Il faut en outre réunir à ces trois qualités celles déterminées par la loi. Aucune condition de cens ne pourra être exigée.»

La proposition de loi prévoit l’organisation d’un référendum ainsi que les questions à soumettre aux électeurs, conformément aux dispositions de la loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national.

Les électeurs sont appelés à se prononcer le 7 juin 2015 par voie du référendum en application de l’article 51, paragraphe (7) de la Constitution.

Au départ, quatre questions étaient prévues, dont une portant sur l’obligation de l’État à prendre en charge les traitements et pensions des ministres des cultes.

Il s’agit de questions institutionnelles sur lesquelles il n’existait pas de majorité large au Parlement pour le maintien du *statu quo* respectivement pour une modification des règles en vigueur.

Le recours au référendum est censé permettre d’avancer dans l’élaboration de la nouvelle Constitution.

Suite à un accord survenu en janvier 2015 sur la nouvelle définition des relations entre les communautés religieuses et l’État et sur les termes d’une modification de la Constitution sur le point du financement des cultes, cette question est devenue caduque.

L’ensemble des groupes et sensibilités politiques représentés à la Chambre des Députés se prononcent désormais contre l’inscription dans le texte de la Constitution d’une obliga-

tion de l’État de prendre en charge les traitements et pensions des ministres des cultes.

Dès lors, trois questions seulement seront proposées aux électeurs:

(1) La première question a trait à l’extension du droit de vote actif aux jeunes âgés entre seize et dix-huit ans.

(2) La seconde question concerne la participation des résidents étrangers à la vie politique nationale (droit de vote actif sous certaines conditions).

(3) La troisième question concerne l’organisation respectivement la composition du Gouvernement.

Pour ce qui est du contenu et de la portée des trois questions, il est renvoyé au commentaire de l’article unique dans la proposition de loi (doc. parl. 6738).

Conformément à l’article 28 de la loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national, le bulletin de vote doit comprendre le texte de la question soumise au référendum, ainsi que les réponses, en langues française, luxembourgeoise et allemande.

Un modèle d’un bulletin de vote à questions multiples est annexé à la proposition de loi. Il correspond au modèle d’un bulletin de vote reproduit à l’annexe 6 de la loi modifiée précitée du 4 février 2005.

Le texte indique clairement que le référendum se situe exclusivement dans le cadre de l’élaboration d’une nouvelle Constitution. Les questions soumises à la consultation des électeurs doivent dès lors avoir une valeur constitutionnelle.

Ce référendum consultatif ne doit pas être confondu avec celui inscrit à l’article 114 de la Constitution. Dans cette dernière hypothèse, le référendum a un caractère décisif et porte sur le texte de la révision constitutionnelle adopté préalablement en première lecture à la majorité qualifiée par la Chambre des Députés. Il est prévu d’avoir recours à cette procédure à la fin du processus d’élaboration de la nouvelle Constitution. Il y aura dès lors un deuxième référendum sur l’ensemble du projet de la Constitution en 2016 ou plus probablement en 2017.

À côté de la formulation des questions soumises au référendum, la proposition de loi fixe la date de la consultation et détermine les formes et les conditions de son déroulement. Il est proposé de tenir le référendum national sur les questions constitutionnelles le 7 juin 2015.

Pour respecter cette date, la publication au Mémorial du texte de loi doit intervenir début mars 2015.

Dépôt par M. Alex Bodry, M. Eugène Berger et Mme Viviane Loschetter, Députés, le 04.11.2014

Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle
(Président: M. Alex Bodry)

14.01.2015 Désignation d’un rapporteur
Présentation et examen de la proposition de loi et de l’avis du Conseil d’État
21.01.2015 Continuation des travaux
11.02.2015 Examen de l’avis complémentaire du Conseil d’État
Présentation et adoption d’un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.02.2015
Loi du 27 février 2015
Mémorial A: 2015, n°35, page 358

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l’Économie, le 17.03.2014	
Rapporteur: M. Claude Haagen	
Travaux de la Commission de l’Économie (Président: M. Franz Fayot)	
02.10.2014	Désignation d’un rapporteur Examen du projet de loi et de l’avis du Conseil d’État
04.12.2014	Examen de l’avis complémentaire du Conseil d’État
15.01.2015	Présentation et adoption d’un projet de rapport
Vote en séance publique: 21.01.2015	
Loi du 10 février 2015	
Mémorial A: 2015, n°25, page 292	

Changements climatiques

6700 - Projet de loi portant approbation de l’amendement au Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, adopté à Doha le 8 décembre 2012

Le projet de loi 6700 a pour objet d’approuver l’amendement au Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, adopté à Doha le 8 décembre 2012. Cet amendement instaure la deuxième période d’engagement du protocole de Kyoto, qui débute le 1^{er} janvier 2013 et se

termine le 31 décembre 2020. L’amendement renouvelle et modifie donc pour une deuxième période les engagements quantifiés de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Les pays développés parties au Protocole s’étaient engagés à respecter ces obligations pour la première période d’engagement, du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2012. L’objectif global de réduction d’au moins 5% par rapport au niveau de 1990 de la première période passe à 18% pour la deuxième période. Dans le cadre de l’amendement, l’Union européenne et ses États membres s’engagent à une réduction de 20% par rapport aux niveaux de 1990.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 24.06.2014	
Rapporteur: M. Henri Kox	
Travaux de la Commission de l’Environnement (Président: M. Henri Kox)	
20.11.2014	Désignation d’un rapporteur Examen du projet de loi et de l’avis du Conseil d’État
03.12.2014	Présentation et adoption d’un projet de rapport
Vote en séance publique: 21.01.2015	
Loi du 27 février 2015	
Mémorial A: 2015, n°37, page 366	

Diversité biologique

6716 - Projet de loi portant approbation du Protocole sur l’accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation relatif à la Convention sur la diversité biologique, conclu à Nagoya le 29 octobre 2010

Le projet de loi a pour objet d’approuver le Protocole de Nagoya sur l’accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation, relatif à la Convention sur la diversité biologique, adopté à Nagoya le 29 octobre 2010.

Le Protocole vise à favoriser la protection de la biodiversité et à encadrer l’exploitation des ressources génétiques entre les pays détenteurs de ces ressources et les industries utilisatrices afin d’aller vers plus d’équité et de sécurité juridique dans l’utilisation de ces ressources. En se fondant sur le principe de la souveraineté des États sur leurs ressources naturelles, y compris les ressources génétiques, le Protocole dispose qu’il n’est désormais plus possible d’utiliser la richesse génétique d’un pays sans obtenir son consentement et lui offrir une contrepartie définie d’un commun accord. Cette contrepartie pourra être réinvestie dans la conservation et l’utilisation durable de la biodiversité. Le Protocole prévoit ainsi notamment:

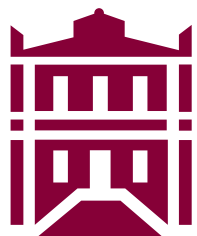
- l’instauration de conditions plus prévisibles d’accès aux ressources génétiques. Les entre-

prises souhaitant accéder à ces ressources devront dorénavant déposer une demande officielle et préalable auprès du pays concerné et les pays fournisseurs devront établir des procédures d’accès justes et non arbitraires;

- la mise en œuvre d’un mécanisme de partage juste et équitable des avantages et des applications découlant de l’utilisation des ressources génétiques ainsi que de leur commercialisation ultérieure. Ce partage avec la partie fournissant les ressources génétiques pourra notamment être monétaire ou consister dans la transmission de résultats de recherches ou dans un transfert de technologie;

- l’incitation des utilisateurs et fournisseurs de ressources génétiques à favoriser la conservation de la diversité biologique et l’utilisation durable de ses éléments constitutifs en garantissant que seules des ressources génétiques acquises légalement soient utilisées.

Le Protocole est entré en vigueur le 12 octobre 2014. Au niveau européen, il a été approuvé par la décision 2014/283/UE du 14 avril 2014 et a été mis en application par le Règlement UE n°511/2014/UE du 16 avril 2014 relatif aux mesures concernant le respect par les utilisateurs dans l’Union européenne du Protocole de Nagoya sur l’accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation.



Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
2. Communications
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
3. Ordre du jour
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. Serge Urbany
4. Déclaration de M. le Premier Ministre, Ministre d'État, sur l'accord entre l'État et les communautés religieuses établies au Grand-Duché de Luxembourg
 - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État
5. 6719 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national
 - Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle: M. Alex Bodry
 - Discussion générale: M. Paul-Henri Meyers, Mme Lydie Polfer, M. Claude Adam, M. Roy Reding, M. Serge Urbany
 - Prise de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
6. 6518 - Projet de loi modifiant le Code d'instruction criminelle afin d'y introduire le jugement sur accord
 - Rapport de la Commission juridique: M. Alex Bodry
 - Discussion générale: M. Léon Gloden, Mme Viviane Loschetter, M. Guy Arendt, M. Roy Reding, M. Serge Urbany
 - Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
7. 6586 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant
 1. transposition de la directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services;
 2. modification du Code pénal;
 3. modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance
 - Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports: M. Marc Angel
 - Discussion générale: M. Fernand Kartheiser, Mme Sylvie Andrich-Duval, Mme Josée Lorsché, M. Gusty Graas (interventions de Mme Nancy Arendt et Mme Lydia Mutsch, Ministre de l'Égalité des chances)
 - Prise de position du Gouvernement: Mme Lydia Mutsch, Ministre de l'Égalité des chances
 - Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 6586 (rejetée)
8. 6766 - Projet de loi modifiant l'article L.222-9 du Code du Travail
 - Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: M. Georges Engel
 - Discussion générale: M. Aly Kaes, M. Gast Gibéryen, M. André Bauler, M. Gérard Anzia, M. Serge Urbany
 - Prise de position du Gouvernement: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Jean Asselborn, Félix Braz, Nicolas Schmit, Romain Schneider, François Bausch, Fernand Etgen, Mmes Maggy Nagel, Lydia Mutsch, MM. Dan Kersch, Claude Meisch, Mmes Corinne Cahen et Carole Dieschbourg, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- E schéine gudde Mëtteg. Léif Kolleegeinnen a Kolleegen, ech maachen heimat d'Sëtzung offiziell op an ech stellen déi traditionell Fro un d'Regierung: Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Jo, Här President, ech hunn eng Deklaratioun ze maachen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Dovun hu mer Note geholl a mir wäerten herno eng Adaptatioun vum Ordre du jour proposéieren.

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun deenen neie parlamentaresche Froen a vun den Äntwerten ass um Büro vun der Chamber hei deponéiert. D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung an der Administratioun vun dem Parlament deponéiert goufen, ass de Fraktiounen zougestallt ginn.

Op Ufro vun der Regierung sinn den 23. Dezember vum leschte Joer de Projet de loi 6187, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Aide au logement an d'Bonifikatioun vun den Zënsen, de Projet de loi 6252 iwwert d'Aféierung vun enger Allocation de logement an enger Allocation de loyer souwéi de Projet de loi 6510 iwwert d'Schafe vun enger nationaler Wunnungsbaugesellschaft vum Rôle vun der Chamber gestrach ginn, dat heescht, déi dote Projete sinn zrëckgezunn. D'Lëscht vun de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn, ass un d'Fraktiounen verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 20 janvier 2015

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

6758 - Projet de loi renforçant les garanties procédurales en matière pénale portant:

- transposition de la directive 2010/64/UE du 20 octobre 2010 relative au droit à l'interprétation et à la traduction dans le cadre des procédures pénales;

- transposition de la directive 2012/13/UE du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales;

- transposition de la directive 2013/48/UE du 22 octobre 2013 relative au droit d'accès à un avocat dans le cadre des procédures pénales et des procédures relatives au mandat d'arrêt européen, au droit d'informer un tiers dès la privation de liberté et au droit des personnes privées de liberté de communiquer avec des tiers et avec les autorités consulaires;

- modification:

- du Code d'instruction criminelle et de son intitulé en „Code de la procédure pénale“;

- du Code pénal;

- de la loi du 7 juillet 1971 portant, en matière répressive et administrative, institution d'experts, de traducteurs et d'interprètes assermentés;

- de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

- de la loi modifiée du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 23.12.2014

6759 - Projet de loi portant approbation du „Memorandum of Understanding between the Government of the Grand-Duchy of Luxembourg and the United States of America for the exchange of terrorism screening information“, signé à Luxembourg le 20 juin 2012

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 06.01.2015

6760 - Projet de loi portant réforme du recrutement dans la magistrature et modification de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 06.01.2015

6761 - Projet de loi portant mise en œuvre de certaines dispositions de la Résolution 2178 (2014) du Conseil de Sécurité des Nations Unies et portant modification du Code pénal et du Code d'instruction criminelle

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 07.01.2015

6762 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique aux fins du renforcement de la coopération en matière de prévention et de lutte contre le crime grave, signé à Luxembourg le 3 février 2012

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 07.01.2015

6763 - Projet de loi portant modification du Code d'instruction criminelle et de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 07.01.2015

6764 - Projet de loi relatif à l'acquisition de la cité policière Findel

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 07.01.2015

6765 - Projet de loi relatif à la cession d'un terrain domanial au Fonds de compensation

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 07.01.2015

6766 - Projet de loi modifiant l'article L.222-9 du Code du Travail

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 12.01.2015

6767 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 15.01.2015

6768 - Projet de loi concernant la mise à disposition sur le marché du matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 16.01.2015

6769 - Projet de loi portant introduction du règlement extrajudiciaire des litiges de consommation dans le Code de la consommation et modifiant certaines autres dispositions du Code de la consommation

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 16.01.2015

6770 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 19.01.2015

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3) Sur demande du Gouvernement les projets de loi n°6187 portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement et visant à abroger la bonification d'intérêt généralisée, n°6252 introduisant une allocation de logement et une allocation de loyer et portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement et n°6510 portant 1) autorisation de constitution de la Société Nationale de Développement Urbain S.A. et de la société anonyme Fonds du Logement S.A. Nationale, 2) modification de certaines dispositions de la loi modifiée du 25 février 1979 et 3) modification de la loi du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes ont été retirés du rôle des affaires de la Chambre des Députés en date du 23 décembre 2014.

3. Ordre du jour

An hirer Sëtzung vum 15. Januar huet d'Präsidentekonferenz den Ordre du jour fir dës Woch festgeluecht: Sëtzung haut a muer. Dir hat deen Ordre du jour zougestallt kritt. Opgrond vun enger Rei vu rezenten Entwécklungen huet d'Präsidentekonferenz de Moien eestëmmeg decidéiert, fir lech eng Ännerung vum Ordre du jour ze proposéieren.

Deementspriedend géife mer déi virgesinne Froestonn op en aneren Termin verleeën. Mir géifen d'Sëtzung ufänke mat enger Deklaratioun vun dem Statsminister iwwert den Accord vun der Regierung mat de verschiddene Glawensgemeinschaften.

An d'Conférence des Présidents ass sech och eens ginn, fir en fin d'ordre du jour de Projet iwwert d'Upassung vum Mindestloun un d'Lounentwécklung op den Ordre du jour ze huelen.

De Statsminister wäert also de Mëtteg seng Deklaratioun maachen. Muer de Mëtteg, am Ufank vum Ordre du jour, wäerten d'Deputéierte vun deene verschiddene Fraktiounen an de Sensibilitäten da kënnen Stellung dozou bezéien. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht ginn, wou mer eis eens waren, dass mer an d'Riedezäit mat abezéien déi Zäit, déi fir d'Motiounen zougestanen ass.

Ass d'Chamber mat deene Propositionne vum Ordre du jour d'accord? Ech hunn dozou eng Wuertmeldung vum Här Urbany.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Jo, Här President, ech hat jo gefrot, fir dass d'Regierung déi Deklaratioun haut mécht an engem Brëif un lech. Ech sinn dofir och ganz frou, dass se dat ugehall huet. An ech sinn nach méi frou, dass deen Accord net ënnerschrifwe ginn ass, bis dass mer hei konnten driwwer diskutéieren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci, Här Urbany. Ech stelle fest, dass Dir zefridde sidd, dass déi Deklaratioun stattfënn. Ech muss awer der Komplettheet halber soen, dass och schonn de leschte Freideg d'Regierung ugeklappt hat, fir kënnen, jee no deem wéi d'Entwécklung vum Dossier wär, haut de Mëtteg eng Deklaratioun ze maachen. Dat festgestallt, sinn ech zefridden, dass jiddwereen d'accord ass, dass déi Debatt hei am Parlament - do, wou se och higeheiert - stattfënn.

Ech wollt déi Fro nach eng Kéier da widderhuelen: Ass d'Chamber mat deem virgeschloenen Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert. An de Statsminister huet direkt d'Wuert fir seng Deklaratioun.



4. Déclaration de M. le Premier Ministre, Ministre d'État, sur l'accord entre l'État et les communautés religieuses établies au Grand-Duché de Luxembourg

► **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir schreiwen all zesumme Geschicht - an ech insistéieren op den „all zesummen“: Regierung, Chamber a Culden. Ee Joer laang huet d'Regierung ëmmer nees Gespréicher gefouert mat de Reliounsgemeinschaften, mat de Communautéiten, géintwuer deenen de Stat Obligationen huet, an och mat deenen, déi eng Unerkennung fuerderen. Am Dialog an och am géigesäitege Respekt gouf en Accord fonnt. En Accord, deen zäitgeméiss an zukunftsweisend ass.

Et ass och en Accord, mat deem d'Regierung hiert Versprechen hält an d'Kapitel iwwert d'Culden am Koalitionsofkommes eent ze eent ëmsetzt. Mir sinn ugetruede mam Versprechen, d'Relationen tëschent dem Stat an de Reliounsgemeinschaften ze iwwerpräiwen, dat nom Prinzip vun der „Liberté de pensée“ an der Neutralitéit vum Stat an awer och am Respekt vu jiddwerengem sengem perséinleche Choix.

Mir hunn eis am Koalitionssaccord engagéiert, d'Konventionne mat de Culden ze dénoncéieren an nei ze verhandelen. Mir hunn och ofgemaach, de System vun de Kierchefabriken an den Ënnerhalt vun de Kierchen nei ze reglementéieren. Schliisslech hu mer och annoncéiert, dass de Reliounsunterrecht an de Cours vun der Formation morale et sociale an der ëffentlecher Schoul duerch e gemeinsame Wäerteunterrecht sollen ersat ginn.

Dat, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ass, nieft dem Aféiere vun enger ziviller Zereemonie op Nationalfeierdag, wéi mer se dëst Joer schonn haten, den Inhalt vun eise Koalitionssaccord, an dat ass och de Résumé vun deem Accord, deen ech de Moien der Institutionskommissioun, der Commission de l'Intérieur an der Commission de l'Éducation presentéiert hunn.

D'Regierung proposéiert eng Neiausrüchtung an eng modern Positioun vum Stat vis-à-vis vun de Reliounsgemeinschaften. Mir sinn der Meinung, dass eng modern Gesellschaft an e moderne Stat och eng Verfassung sollen hunn, déi dem Zäitgeescht entsprécht. An engem demokratesche Stat, deen op Fräiheet a Gläichheet opgebaut ass, ginn et gemeinsam Wäerter, déi och an enger Verfassung hir Plaz hunn. Et sinn déi Wäerter, déi eis matenee verbannen an déi mer all deelen.

De Stat muss awer och a wäert neutral fonctionnéieren, wann et ëm déi eenzel Usiichten, ëm ganz perséinlech Iwwerzeegungen, ëm de Glawe geet. Eng Trennung tëschent Reliounen an deem Stat ass duerfir e wichtegt Element fir eng modern Verfassung. Ech si frou, dass mer op deem Punkt och konnte Gehéier fanne bei deenen eenzelne Communautéiten. An ech hoffen och op eng breet Zoustëmmung hei am Parlament.

D'Obligationen, wéi se haut an der Constitution festgehal sinn, sollen net méi weider gëllen. Déi verfassungsméisseg Pflicht, fir d'Paien an d'Pensiounen vun de Kierchevertrieeder iwwert de Statsbudget ze finanzéieren, soll also an Zukunft net méi gëllen. Déi Measure huet eng grouss Inzidenz op de Fonctionnement vun de Reliounsgemeinschaften hei am Land an et wäert och zu gréissere Changementer misse kommen.

De Stat huet awer och eng Responsabilitéit vis-à-vis vun de Leit, déi haut am Dëngscht vun der Kierch schaffen an deenen hire Saläre iwwert de Stat garantéiert ass. Et soll also net zu enger Vague vun Entloossunge kommen, de Stat zitt sech progressiv aus sengem Engagement eraus.

En Haaptelement vun enger méi neutraler Interpretatioun iwwert dat, wat eis matenee verbënnt, geet iwwert dat eraus, wat an de Kierchen, de Synagogen an de Moscheë geschitt. D'Leit, d'Leier, pardon, vun enger Relioun huet an eisen Ae keng Plaz am Programm vun den ëffentleche Schoulen.

Wuel ass et wichteg, dass déi Jonk iwwer Relioun schwätzen, dass Wäerter an de Mëttelpunkt vun engem Schoulfach réckelen. Mir brauchen e Schoulfach, wou Plaz ass, fir mat de Schüler d'Fundamente vun eiser Gesellschaft ze entdecken, kënnen ze léieren an och ze diskutéieren.

Esou e Wäerteunterrecht soll awer net vun enger oder vun e puer Reliounsgemeinschaften ausgeen. Déi klassesch Instruction religieuse, op där enger Säit, an de Cours vun der Formation morale et sociale, op där anerer Säit sollen

also duerch ee gemeinsame Wäerteunterrecht ersat ginn. Esou eng Éducation aux valeurs ass e Schoulfach, wou et keng Ënnerscheeder gëtt a wou d'Schüler net jee no Glawen oder Netglawe getrennt, mä zesummegefouert ginn!

Och hei huet de Stat eng Responsabilitéit fir all déi Leit, déi haut an de Schoule Reliounsunterrecht halen an deenen hir Pai iwwert de Statsbudget bezuelt gëtt. Et verléiert kee seng Existenz. Et gi Perspektive fir déi Concernéiert geschaf, wann et déi innerhalb vun hirer Communautéit net sollt ginn.

Mir sinn der Meinung, dass Kanner a Jonker effektiv sollen hire Choix kënnen treffen, wat hir philosophesch, reliéis oder net reliéis Entwécklung betrëfft. Eng Viraussetzung, fir de Choix kënnen ze treffen, ass d'Wëssen iwwert déi eenzel Weltanschauungen.

An den nächste Woche soll e Grupp zesumme gesat ginn, a Form vun enger Programmkommissioun, fir den Inhalt vun esou engem Cours kënnen ze definéieren. Wéi den Éducationsminister de Moie preziséiert huet, ass et d'Zil, fir e Programm ze definéieren, deen net fir Provokatiounen suert, mä deen neutral a senger Ausrichtung ass, dee sech orientéiert um Prinzip vun der Wëssensverméttlung. Dat ass nämlech d'Missioun vun der ëffentlecher Schoul an op déi Missioun soll sech och de Schoulprogramm konzentréieren.

En drëtten Pilier vun der Trennung tëschent Kierch a Stat ass déi alldieglech Realitéit queesch uechtert d'Land um Niveau vun de Gemengen. Et feelt an deem Beräich un engem reglementéierte Kader, wou awer och Transparenz muss kommen. D'Besetzverhältnisse vun de Kierche sinn net uniform a souguer relativ onkloer. Et ass souguer esou, dass déi allermeeschte Kierchen net onbedéngt de Gemenge gehéieren.

Den Émgang mat de Kierchen als Gebaier, déi mussen ënnerhale ginn, ass och ënnerschiedlech jee no Gemeng. Datselwecht gëllt fir déi finanziell Situatioun vun de sougenannten „Kierchefabriken“, déi jee no Gemeng variéiert respektiv onkloer an net transparent ass.

An Zukunft sollen d'Gemengen net méi obligéiert ginn, fir fir den Ënnerhalt vun de Kierchen opzekommen, wann déi Gebaier och als Kierch benotzt ginn. Et gëtt en nationale Fong geschaf, wou d'Kierchefabriken alleguerten zesummegefaasst ginn. Aus deem Fong gëtt den Ënnerhalt vun de Kierche bezuelt. Dat betrëfft déi Lieux de culte, an deenen och d'Masse gehale ginn.

Déi Gebaier, déi net fir hiren eigentlechen Zweck genotzt ginn, falen an de Besëtz an och an d'Gestioun vun de Gemengen. Iwwert d'Zukunft vun deene Gebaier kënnen d'Gemengen och fräi decidéieren.

An der Praxis bedeit dat, dass d'kathoulesch Kierch, ëm déi et hei an der Haaptsaach geet, an Zukunft d'Méiglechkeet huet, fir déi Kierche fir hire Service ze benotzen, déi se och aktuell notzt. All Gebai, wou e Besoin besteet, ass weider dofir zur Dispositioun. Déi ëffentlech Hand kënnt awer net méi op fir den Ënnerhalt, d'Reparatur an d'Renovatioun.

Do, wou d'Kierch kee Besoin gesäit, ginn d'Gebaier verkaaft, woubäi d'Gemengen an de Stat e Virkafsrecht zum Präis vum symboleschen Euro hunn. Esou soll Spekulation mat deene Gebaier um private Marché och évitéiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Finanzement vun de Ministres des cultes soll aus der Verfassung erausgeholl ginn, de Reliounsunterrecht duerch e gemeinsame Wäerteunterrecht ersat ginn an d'Gemengen net méi obligéiert sinn, den Ënnerhalt vun de Kierchen ze garantéieren.

Dat sinn déi dräi Kärelementer vum Accord mat de Reliounsgemeinschaften. Dräi Kärelementer, déi weisen, dass mer kënnen op de Wee goen, deen d'Trennung vu Kierch a Stat an d'Realitéit ëmsetzt. Dat ass net nëmme richtig an néideg en vue vun der Verfassungsreform, et ass och en Zeeche vun Erneuerung!

Mir sinn e modernt Land a presentéieren eis gär als Pionéier an zukunftsorientéierte Beräicher. Eng Moderniséierung am Émgang mat de Reliounsgemeinschaften ass an deem Sënn och en Deel vun der Image de marque vu Lëtzebuerg. Et gëtt eng kloer Trennung a gläichzäiteg en oppenen, strukturéierten a reglementéierte Kader fir den Émgang mat de Culden.

Mir liewen an engem Land, wou et och vill Leit gëtt, déi sech enger Reliounsgemeinschaft zougehéiere fillen. Si sinn en Deel vun enger Communautéit an hire Glawen ass en Deel vun hirem Liewen. E moderne Stat, deen d'Reliounsfräiheet respektéiert, muss och déi Realitéit unerkennen an eng gerecht Léisung fannen, déi de Besoine vun de Communautéite gerecht gëtt.

D'Regierung huet sech duerfir engagéiert, fir komplett nei Konventionen auszuschaffen. Déi Konventionne sinn natierlech lassgeliest vun der Verfassung a bewege sech an engem kloer geregelte Kader, esou wéi et och de Fall ass mat de Konventionen an anere Beräicher.

D'Grondzich vun deene Kontrakter tëschent dem Stat an de Reliounsgemeinschaften goufen am Accord festgehalen a beinhalte souwuel Engagementer wéi och Regeln, e gesetzleche Kader an och eng plafonéiert finanziell Enveloppe. Déi finanziell Ënnerstützung variéiert jee no Gréisst vun der Communautéit. A schonn haut kann ech lech awer soen, dass och déi zweetgréisst Gemeinschaft zu Lëtzebuerg, nämlich déi moslemesch, wäert unerkannt ginn.

Nom Accord, dee mir mat de Vertrieeder vun de Communautéiten zu Lëtzebuerg négociéiert hunn, géif d'Budgetsenveloppe fir déi kathoulesch Kierch progressiv op 6,75 Milliounen Euro erofgoen.

Fir déi aner Communautéite gëlle folgend Montanten: Déi jiddesch Communautéit soll eng Budgetsenveloppe vun 315.000 Euro kréien. D'protestantesch Kierch soll 450.000 Euro kréie fir hire Fonctionnement. Déi orthodox Communautéit kritt 285.000 Euro. Déi anglikanesch Kierch kritt 125.000 Euro zougesprach. An déi moslemesch Communautéit kritt, als zweetgréisst Gemeinschaft zu Lëtzebuerg, an Zukunft 450.000 Euro pro Joer.

Dat ass en Total vun ongeféier 8,4 Milliounen Euro géintwuer deene 24,6 Milliounen Euro, déi haut festgeschriwwen sinn a woubäi natierlech déi sëllegen Annex-Subside vun de Gemengen net mat agerechent sinn, déi awer och ewechfalen.

Op dësen ënneschte Sockel kënnt een net vun haut op muer, mä et geet progressiv iwwert déi nächst Joren erof. Wa mir op de Wee gi vu komplett neie Konventionen ausserhalb vun der Verfassung, dann ass dat e grouss Changement.

Wat awer net dierf changéieren a souguer nach méi intensiv muss ginn, dat ass de Volet vun der Transparenz an och vun der Supervisioun vun de Subsiden, déi d'Reliounsgemeinschaften accordéiert kréien. Esou hu mir am Accord mat de Kierchevertrieeder och Regele festgehalen. An déi Regele wäerten an eenzelne bilaterale Kontrakter nach ausformuléiert ginn.

Et ass wichteg, dass d'Relioun an d'Léier vun enger Relioun sech afüügt an d'Gronduerdnung vun eise Stat a seng fundamental Prinzipien och respektéiert. De géigesäitege Respekt vu Meinungsfreiheet an Toleranz vis-à-vis vu Minoritéite si Grondvoraussetzungen, fir e Kontrakt mam Stat kënnen anzegoen. Iwwert de Wee vun enger Konvention ass och e Kader geschaf, deen en Auserneendrifte vun de Communautéite verhënnert.

Fir dass mer deen Accord kënnen ëmsetzen, wéi mer e mat den etablierte Reliounsgemeinschaften zu Lëtzebuerg négociéiert hunn, brauch d'Regierung de Feu vert vun dësem Parlament.

Ech soen lech Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass d'Chamber den Ordre du jour esou adaptéiert huet, dass muer och en Débat kann doriwuer sinn an uschléissend dann e Vote iwwert déi prinzipiell Ausrichtung vun deem Accord, deen ech haut an der Chamber presentéiert hunn. Ech ginn net méi an den Detail eran, ech hunn et de Moien an der Kommission gemaach. An, wéi gesot, d'Konventionne sinn och à disposition vun all den Deputéierten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Accord, deen d'Regierung mat de Reliounsgemeinschaften fonnt huet, erlaabt eis, an eng nei Richtung ze goen. De Stat ass net méi an der verfassungsméisseg Obligation géintwuer de Reliounsgemeinschaften. Et ass e Stéck Fräiheet, wat op béide Säite garantéiert gëtt, am géigesäitege Respekt an am Konsens. Dat kann dem Zesammenhalt an eiser Gesellschaft nëmmen hëllefen. A justement déi sozial Kohäsion brauche mer am Moment méi wéi jee!

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix**. - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*. - Ech ginn dem Här Premierminister Akt vu senger Deklaratioun. Ech wollt nach eng Keier preziséieren, dass d'Debatte muer um Ufank vun der Sëtzung wäerte stattfannen ab zwou Auer. Merci.

A mir géifen dann zum Ordre du jour, wéi e vun der Presidentekonferenz a vun der Chamber festgehal sinn ass, iwwergoen. Mir géifen zum nächste Projet iwwergoen, dat ass de Projet de loi 6719, deen eng Ofännerung vum Gesetz iwwert de Referendum virgesäit. Eng organisatoresch Ännerung, net ze verwiessele mat där Proposition de loi iwwert d'Organisatioun

vum Referendum vum 7. Juni, déi muer an der Institutionskommissioun zur Diskussioun steet an Enn Februar wäert hei am Haus diskutéiert ginn.

D'Wuert huet direkt den Här Rapporteur, den Alex Bodry.

5. 6719 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

► **M. Alex Bodry** (*LSAP*), *rapporteur*. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären,...

(Problème technique de sonorisation)

...gi war. Déi Diskussioun kréie mer, mir kréie se awer net haut. Mä et geet drëm, fir eng kleng punktuell Modifikatioun ze maachen un eise Kadergesetz iwwert d'Referendumen. An zwar huet d'Regierung de 24. September 2014 e Projet eragereecht, fir op engem Punkt eng Modifikatioun virzehuelen, an zwar déi, fir och bei dem Referendum e sougenannten „Bureau centralisateur gouvernemental“ anzerichten.

Wat ass dat? Et geet hei drëm, dass de Wahldag kënn méiglechst schnell sämtlech Resultater kollektéiert ginn an diffuséiert ginn, fir dass also u sech d'Informatiounen un d'Bierger schnell erausginn, wéi d'Resultat vun de Wahlen ass. Dat ass net méiglech, wann een dat nëmme mécht am Kader vun deene beste-hende Wahlbüroen. Et ass also wichteg, dass déi offiziéis Resultater kënn kollektéiert an diffuséiert ginn, zimlech schnell.

An duerfir ass hei de Virschlag an dësem Projet de loi, fir eng Bestëmmung, déi mer haut scho kennen an eise Wahlgesetz, an déi gëllt fir d'Legislativwahlen, déi gëllt fir d'Europawahlen an déi gëllt fir déi allgemeng Gemengerots-wahlen, dass mer och déi Méiglechkeet elo vun engem Bureau centralisateur gouvernemental schafe bei engem nationale Referendum.

Esou e Referendum steet jo, wann dës Chamber den Accord gëtt, de 7. Juni dëst Joer op der Dagesuerdnung, soudass also d'Noutwendegkeet, fir esou e Bureau centralisateur ze schaffen, fir also deen Dag selwer och schnell d'Resultater kënnen ze kollektéieren a weiderzeginn, eng gewëssen Urgence huet.

Vum Prinzip, mengen ech, wiere mer eis allequerten eens, do hat d'Kommissioun keng Schwierigkeeten an och de Conseil d'État keng Schwierigkeeten. Mir sinn allerdéngs hei erëm gestouss op den ominéisen Artikel 32 vun eiser Verfassung: Wat kann duerch Gesetz festgeluecht ginn, wat kann duerch Reglement vun der Regierung, Règlement grand-ducal festgeluecht ginn?

An dat huet sech hei, déi Fro huet sech gestallt am Zesammenhang vun den Indemnitéiten, déi d'Membere vun deem Büro géife kréien. Och bei deenen anere Bureaux centralisateurs, déi mer bei deenen anere Wahle kennen, ginn et esou Indemnitéiten. An hei, wann een deeselwechte System wëllt hei maachen, da muss een eigentlech schonn am Gesetz selwer eng Base légale schaffen, fir déi Indemnitéiten herno och kënnen un déi Membere vun deem Bureau centralisateur do ausbezuelen.

Duerfir ass och en Amendement gemaach ginn, fir där Observatioun vum Statsrot Rechnung ze droen. An elo steet dann an deem neien Artikel 63bis vum Gesetz vun 2005 iwwert de Référendum national dran: „un règlement grand-ducal détermine la composition, le fonctionnement et les attributions du bureau centralisateur gouvernemental et fixe le montant des indemnités revenant à ses membres“. Et ass deen dote Bout de phrase, deen eigentlech bäikomm ass iwwer Amendement.

De Statsrot hat natierlech kee Problem, dass mer dat opgrond vu senger Remarque esou virgeschloen hunn. An d'Kommissioun war eestëmmeg mat deem heite Projet averstanen.

An domadder géif ech also och bieden, dee Gesetzesprojet hei ze stëmmen an där Form, wéi e virläit, an ech bréngen och gläichzäiteg den Accord vu menger Fraktioun eran.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*. - Merci dem Här Bodry. An éischte Riedner ass den Här Paul-Henri Meyers.

Discussion générale

► **M. Paul-Henri Meyers** (*CSV*). - Här President, de Rapporteur huet a sengem schrëftlechen a mündleche Rapport alles zu deem Pro-



jet gesot. Et bleift mir nach, him Merci ze soe fir déi Aarbecht an den Accord ze gi vu menger Partei.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Meyers. Dann huet d'Wuert d'Madame Lydie Polfer.

► **Mme Lydie Polfer (DP).**- Merci, Här President. Ech wëll mech deem Merci ganz kloer uschlëssen un de Rapporteur. Dëse Projet de loi huet eng grouss Aktualitéit, vu datt mer wëssen, wat am Juni op eis duerkënnt. De Bureau centralisateur huet seng Preuvë bruecht an den nationale Wahlen, an den Europawahlen a Gemengewahlen. An dofir ass et nëmmen normal a richtig, datt mer dat och elo fir de Referendum virgesinn.

Dofir bréngen ech och heimat ganz kloer den Accord vu menger Fraktioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och der Madame Polfer. Nächste Riedner ass den Här Claude Adam.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Merci, Här President. Ech wëll och just dem Rapporteur Merci soe fir säi gudden mëndlechen a schrëftlechen Rapport an ech bréngen den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Den Här Reding.

► **M. Roy Reding (ADR).**- Merci, Här President. Och ech wollt mech deene Wieder uschlëssen a mir wäerten dat Gesetz do och matstëmmen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. An dann nach den Här Urbany.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Jo, Här President, mir stëmmen dat selbstverständlech, dass e Bureau centralisateur ageriicht gëtt bei deem Referendum. Et bleift elo just nach ze hoffen, dass dee Referendum méiglechst seriö an objektiv kann organiséiert ginn. An dann, mengen ech, hu mer domat eppes Wichteges gemaach fir d'Demokratie am Land.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Urbany. An d'Wuert huet den Här Statsminister.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Här President, ech wëll dem Här Bodry, dem Här Meyers, der Madame Polfer, dem Här Adam, dem Här Reding an dem Här Urbany Merci soe fir hir konstruktiv Aussoen an ech schlësse mech dann all deenen Aussoen och un a soen dem Här Bodry Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Statsminister. Da kënnen mer direkt zur Ofstëmmung iwwergoen iwwert de Projet de loi 6719.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6719 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung huet ugefaangen. D'Procuratiounen. An de Vote ass ofgeschloss.

Mir hunn Unanimité a mer wäerten déi Korrektur maache bei deene Kollegen, deenen hir Maschinn net fonctionnéiert huet.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6719 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Laurent Mosar), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Félix Eischen), Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Paul-Henri Meyers), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par Mme Taina Bofferding), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gilles Baum), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel (par M. Serge Urbany) et Serge Urbany.

Da géif ech nach d'Fro stellen, ob d'Chamber d'accord ass, fir d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn.

(Assentiment)

Villmools Merci, dann ass dat esou décidéiert.

Mir géifen dann zum nächste Projet iwwergoen, de Projet de loi 6518 iwwert de Jugement sur accord; dat bedéngt eng Ännerung vum Code d'instruction criminelle. Et ass nach Zäit, fir sech anzuschreien. D'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Här Alex Bodry.

(Brouhaha)

Wann ech gelift, et huet elo am Moment just den Här Rapporteur d'Wuert!

6. 6518 - Projet de loi modifiant le Code d'instruction criminelle afin d'y introduire le jugement sur accord

Rapport de la Commission juridique

► **M. Alex Bodry (LSAP), rapporteur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei dësem Projet de loi dréit et sech ëm eppes méi Fundamentales wéi dat, wat mer elo grad hei op déi Schnelle diskutéiert an ofgestëmmt hunn. Et geet ëm eng fundamental Neierung an eisem Strofsystem, déi mer eis virgeholl hunn, elo hei anzeféieren.

Et ass ee Projet, deen am Ursprung nach op déi viiregt Regierung zrëckgeet. En ass den 3. Januar 2013 hei vum Minister Biltgen deponéiert ginn. Dës Regierung huet en iwwerholl, a mir hunn och an etleche Sitzungen an der zoustänneger, an der juristescher Kommissioun iwwert deen heiten Text diskutéiert, fir d'Eischt iwwert de Prinzip an duerno am Detail.

E puer Zuele vläicht, fir eis e bëssen an déi Matière vun der Strofsjustiz eranzebréngen. 50.000 bis 60.000, dat ass d'Zuel vun de penalen Affären, mat deenen all Joer d'Parquete vu Lëtzebuerg an Dikrech befaasst ginn. Et ass net den Total vun allen Affären, mä et ass den Total vun den zousätzlechen Affären, déi all Joer hei zu Lëtzebuerg bei deenen zwee Parqueten enregistriert ginn. 50.000 bis 60.000, dat war de Schnëtt vun deene leschte Joren.

Ëm 15.000, kann ee schätzen, dat ass ongeféier den Total vun de klasséierten Affären, déi sech aus deenen doten Dossierien erginn. Et kënn dann d'Zuel vun den Uerteeler derbäi, wou natierlech d'Ordonnances pénales mat abegraff sinn. An da kënn ee warscheinlech op eppes iwwer 10.000 pro Joer. Dat sinn alles perséinlech Schätzungen allerdéngs, déi ech hei soen, well aus de Rapports d'activités net am Detail eigentlech déi Zuelen do ervirginn, wat eigentlech ze bemängelen ass.

Et bleift also ënnert dem Stréch nach ëmmer ongeféier d'Halschent vun den Dossierien, wou der Joer fir Joer iwwer 20.000 bäikommen, ouni evakuéiert ze ginn am selwechte Joer.

Déi puer Fakten do maachen also dee Bierg vun Aarbecht däitlech, virun deem net nëmmen de Parquet, d'Statsanwaltschaft, mä och d'Polizei an d'Gerichter stinn. Dëse Stock vun den onofgeschlossenen Dossiere gëtt vu Joer zu Joer méi grouss an domadder natierlech och d'Erausfuorderung fir eis Justiz an de Rechtsstat, fir deen dote Bierg vun Affären - stänneg wuessende Bierg vun Affären - uerdentlech ofzewëckelen, wéi dat sech fir e moderne Rechtsstat gehéiert.

Et ass keen Zweifel, dass d'Lëtzebuerg Justizwiesen zënter geraumer Zäit - et ass kee rezente Phänomeen, mä et bestärkt sech ëmmer méi - sécherlech un d'Grenze vu senger Capacitéite stéisst. Laang Délairen, eventuell onzefridde Justiciabellen, Prescriptiounen, sinn d'Konsequenze vun dësem Bierg vun Dossierien a Prozeduren.

Eng Hëllef bei der Beschleunegung vun de Strofsprozeduren gëtt sech mat der Aféierung vun der Iddi vun der „transaction pénale“ - oder, wéi mer et elo nennen, dem „jugement sur accord“ - versprach.

Et geet drëm, mat där heiter dach fundamentaler Neierung ze erreechen, dass eng Rei vun Affäre méi schnell, awer gradesou uerdentlech kënnen ofgewëckelt ginn, wéi dat an de gängegen Prozeduren haut de Fall wär.

Ëm wat geet et? Et geet eigentlech ëm eng Eenegung tëscht der Statsanwaltschaft an dem Verdächtige oder dem Beschëllegten iwwert d'Scholdfro an d'Strofmooss bei Delikten a bestëmmte Verbrechen. De Beschëllegte gëtt seng Schold zou a kritt am Géigenzuch e schnell Uerteel zu akzeptabele Konditiounen, am Regelfall warscheinlech mat enger gewë-

sener Strofminderung par rapport zum Normalfall.

Dësen Accord tëschent Parquet a Beschëllegten, deen an all Stadium vun der Prozedur praktesch bis zur Uerteelspriedung kann ofgeschloss ginn, muss an ëffentlecher Sitzung vum Strofgericht akzeptéiert ginn. Dat ass a graffe Wieder dee System, wéi en elo hei zu Lëtzebuerg proposéiert gëtt.

Dee Lëtzebuerg Modell - well et ass en echte Lëtzebuerg Modell, et ass net einfach eng Kopie vun iergendengem ähnleche Modell, dee géif an engem vun eisen Nopeschlänner bestoen - vun der Transaction pénale - och emol „plaider-coupable“ genannt - garantéiert eng Berodung vum Beschëllegten, Transparenz an Interventioun vun engem onofhängege Richter, deen net Partei an de Verhandlungen iwwer Schold a Strafmooss war. D'Rechter vun den Affer bleiwen intakt.

Dëse Gesetzesprojet versicht déi Neierung vun engem négociéierten Accord bei Strofdoten am Respekt vun den Haaptregelen vun eisem Code d'instruction criminelle anzeféieren. Hei gëtt probéiert, esou wäit wéi méiglech net ze derogéiere par rapport zu den allgemenge Bestëmmunge vun eiser Strofsprozessuerdnung. Och respektéiert de Gesetzesentwurf a senger éischter wéi och a senger definitiver Versioun an enger Rei vun Amendementen, déi mer och an der zoustänneger Kommissioun ugeholl hunn, d'Bestëmmunge vun der Europäescher Konventioun vun de Mënscherechter an och d'Jurisprudenz vun de Stroosbuerg Richter.

Dës Reform ass - dat muss ee gläichzäiteg soen - en zolitte Broch mat där traditioneller Opfaassung vun eisen Instruktiouns- a Strafverfahren an och vun der Roll vum Parquet.

An alle Länner - an et sinn der vill -, wou dëse System agefouert ginn ass, nach virun deem Akt hei vu Lëtzebuerg, ass am Virfeld oft hefteg diskutéiert ginn. Et kann een dat deelweis an der belscher, an der franséischer Literatur nach noliessen. Och gi regelméisseg emol Richter, wéi och dat däitsch Verfassungsgericht, befaasst mat Kloten, wat dann hire System ugeet a senger praktescher Uwendung.

Mä et muss een awer och gradesou soen, obwuel bei der Aféierung déi dote Prozeduren oft kritesch begleet si gi vun eenzelne Stellen, dass awer a kengem Land, menges Wëssens, déi Neierung ofgeschaaft ginn ass, well se sech als falsch erweisen hätt an hirer praktescher Uwendung. D'Transaction pénale, also den „jugement sur accord“, ass net an allen, mä an deene meeschten europäesche Länner e Bestanddeel vun der Strofsprozessuerdnung ginn.

Mä den Ursprung, muss ee wëssen, kënn aus dem angelsächschesche Recht, et sinn Amerika, England, Kanada, déi eigentlech déi doten Iddi vun der Négociation a Strofsprozess scho méi laang kennen, mä awer no hire Regeln, wat net déi sinn, déi eis sinn. Duerfir däréi een also net ze vill sech e Bild maachen iwwert déi eng oder aner Fernsehserie oder Fernsehfilm, wou een deen dote System an der amerikanescher Applikatioun gesäit. Dat ass net onbedéngt dat, wat elo hei zu Lëtzebuerg wäert ënnert dem Begrëff vum Jugement sur accord agefouert ginn.

Ech stellen esouguer fest, dass eenzel Länner, déi en éischte Schrëtt an déi Richtung gemaach hunn, wéi eist Nopeschland d'Belsch, déi d'Transaction pénale scho kennen, elo d'Regierung wëlles huet, dee System auszudehnen an op en „plaider-coupable“ vun allgemenger Natur wëllt reforméieren.

A Frankräich besteet déi sougenannten „comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité“ zënter dem Joer 2004, an och an Däitschland gëtt et dat sougenanntent „Verständigungsgesetz“, dat esou Transaktiounen virgesäit, awer wou de Richter selwer vill méi eng staark Inzidenz an deem Ganzen huet, wou mir ganz kloer hei en Trennstréch zéien tëschent Parquet a Beschëllegten op där enger Säit an engem onofhängege Gericht op där anerer Säit, wat deen Accord muss am Endeffekt guttheeschen.

D'Bundesverfassungsgericht huet an engem Uerteel vun 2013 kloergemaach, dass an hirem Kontext informell Ofsproochen onzoulässeg sinn. Et ass selbstverständlech och eppes, wat zu Lëtzebuerg net méiglech ass, well an där ganzer Prozedur hei op vill Formalitéiten an op Schrëftlechkeet vun deem Accord gehale gëtt.

Et bleift och - an dat, mengen ech, kënn een disposéieren op Lëtzebuerg -, dass d'Gericht weider d'Flicht huet, fir de Sachverhalt ze klären. Den Accord däréi deemno net déi eenzeg Grondlag vum Uerteel sinn, wat schlussendlech geholl gëtt.

An d'Gerichter vu Karlsruhe hu besonnesch och op d'Transparenz an d'Dokumentationspflicht higewisen, déi och am däitsche Recht bestinn. Och dat ass zu Lëtzebuerg de Fall, Trans-

parenz an Dokumentationspflicht gëllen och fir de Lëtzebuerg Modell.

Och den Europäesche Gerichtshaff vun de Mënscherechter hat scho bei e puer Affären d'Geleeënheet, fir d'Conformitéit vun esou engem System vun der Transaction pénale ze ënnersichen am Zesummenhang mat enger Rei vun Dispositiounen vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun, notamment d'Recht op e faire Prozess an d'Recht och op en „double degré de juridiction en matière pénale“.

An och do ass prinzipiell gesot gi vun de Richter vu Stroosbuerg, dass dat an der Rei ass. Allerdéngs sinn dräi Bedéngunge genannt ginn, dräi Bedéngungen, déi mer an eisem Lëtzebuerg Modell erfëllen. Dat ass, dass dee Verzicht, deen de Beschëllegte mécht, muss eendeutig sinn. Et muss minimal Garantie fir de Beschëllegte bestoe bleiwen, fir gewësse Mëssbrauch auszuschalten, déi kënnen an esou enger Prozedur vu Verhandlungen entsteet weinst dem méiglechen Ongläichgewicht tëschent de Parteien, Parquet op där enger Säit a Beschëllegten op där anerer Säit. An drëtten: Den Accord däréi selbstverständlech net op Drock oder op falsch Versprechen hin entstanen sinn.

D'Stroosbuerg Richter hunn och akzeptéiert, dass d'Berufungsrecht eventuell méi ageschränkt ass, wéi dat am Normalfall ass. Dat ass hei zu Lëtzebuerg net de Fall. An deem System, dee mer proposéieren, besteet eigentlech en onageschränktent Appellsrecht, wéi dat och am Normalprozess de Fall ass.

De Gesetzesprojet ass also am volle Respekt geschriwwen gi vun den internationalen Normen an deem dote Beräich, an dem Statsrot säin Avis ass eigentlech e Spigelbild gewiescht vun deene méi prinzipielle Bedenken, déi och am Ausland zu deem dote System geäussert gi sinn.

A wann d'Kommissioun och am Ufank reservéiert war an där doter Fro, hu mer eis awer notament och vun den Argumenter vun de Vertrieeder vun de Parqueten, déi aktiv eigentlech sech fir deen dote Projet agesat hunn, wéi och vun den Argumenter vun de Vertrieeder vum Barreau iwwerzeege gelooss, dass am Lëtzebuerg Modell, wéi en elo konzipéiert ass, och a senger definitiver Versioun no den Amendementen vun der zoustänneger Kommissioun, déi dote Bedenken eis net als gerechtfertigt schéngen an dass de Lëtzebuerg Modell also de Risiko vun enger Zwouklassejustiz respektiv de Risiko vun engem Erzwänge vu falsche Scholdageständnisser wäitgehend hëlleft auszuschlëssen.

Eng honnertprozenteg Garantie huet een ni, mä hei sinn awer déi néideg Garde-fouen agebaut ginn an dee ganze System, fir dass déi dote Risiko, déi een oft an den Diskussiounen, an der Doktrin ermëfent, sech bal net méi kënnen hei zu Lëtzebuerg stellen.

Duerch d'obligatoreschen Assistenz vun engem Affekot - jiddwereen, dee sech wëllt an eng Transaction pénale erabeginn, muss duerch en Affekot assistéiert ginn, an den Affekot wäert herno och mussen dee schrëftlechen Accord au préalable mat signéieren, fir kloerzemaachen, dass en och seng Berodungsfonctioun iwwerholl huet -, duerch och virun allem de vollen Ermiessungsspillraum, deen de Strofriichter behält hei am Lëtzebuerg System - wann en Accord tëschent Parquet an engem Beschëllegten ofgeschloss ginn ass, da kënn dat Ganzt an ëffentlecher Sitzung, an de Strofriichter oder d'Strofriichter behalen am Fong e vollen Ermiessungsspillraum.

Net nëmmen also maache se eng formal Kontroll, ob alles richtig gelaf ass, mä si kucken och den Dossier inhaltlech, fir sech eng Meinung driwwer ze maachen, a si kënnen selbstverständlech deen Accord och oflehnen, wa se mengen, dass eppes net an der Rei wär an deem ganzen Dossier.

De verschiddene formellen Oppositionen, déi de Statsrot a sengem éischten Avis hat, konnt d'Kommissioun an engem definitiven Text Rechnung droen. Dee leschte Sträitpunkt, deen nach bliwwen war, dat war d'obligatorescht Bäiwunne vum Beschëllegte bei der Verhandlung herno vum Strofriichter. An do hu mer eis schlussendlech géeneegt, dass mer en allgemenge Renvoi géife maachen op den Artikel 185 vum Code d'instruction criminelle, deen déi dote Fro regelt a wou de Prinzip ass, dass natierlech den Ugeklote soll viru Gericht erschéngen, mä dass ënner gewëssen Emstänn awer dat Erschéngen net muss sinn an et duergeet, wa säin Affekot da viru Gericht optrëtt. Hei gëtt also och do keng speziell Regelung am Endeffekt virgesinn.

Ech wëll awer vläicht e bësse méi am Detail och op eenzel Punkte vun deem Text hei agoen, wéi dee ganze System elo ka funktionnéieren.

Fir d'Eischt emol de Champ d'application - e wichtege Punkt. Bei wat gëllt en?



Deen heite Gesetzesprojet göllt net fir d’Kontraventionen, e göllt hauptsächlech fir Delikter respektiv och fir eenzel Verbiechen, wann duerch Circonstances atténuantes et esou ass, dass fir och déi Verbiechen nëmmen eng maximal Strof vu bis zu fënnf Joer Prisong ka verhaange ginn. Mir sinn net hei op de Wee gaangen, fir eenzeg, spezifesch Delikter oder Criminen a priori aus dem Champ d’application vun deem heite Gesetz erauszehuelen, wéi déi eenzel aner Länner gaange sinn.

Zweete Punkt: d’Initiativrecht. Ech hunn et scho gesot, d’Initiativrecht ass gedeelt. D’Initiativ, fir esou en Accord ofzeschleissen, kann entweder vun dem Verdächtigten oder dem Beschëllegten ausgoe respektiv kann och vum Parquet ausgoen.

Dat Ganzt muss a schréfftlecher Form geschéien, wou och d’Délaie virgesi sinn. Ee Mount, wou op déi prinzipiell Offer muss geäntwert ginn, a schlussendlech muss am Prinzip bannent véier Méint, mat der Méiglechkeet vun enger weiderer Verlängerung, déi ganz Transaktioun ofgeschloss ginn, fir ze verhénnere, dass dat hei eng Manœuvre dilatoire gött, fir am Fong nëmmen d’Prozesser an d’Längt ze zéien. Selbstverständlech doduerjer, dass iwwert d’Transaktioun verhandelt gött tèschent Parquet a Beschëllegten, ass natierlech d’Prescription ënnerbrach an déi spillt dann an deem heite Fall net méi.

Drëttens: Wat ass den Inhalt vun deem Accord, deem ofgeschloss gött?

Deen Accord muss d’Oplëschtung vun de Faiten - ganz wichteg, vun alle Faiten - begräfen, iwwert déi sech déi Verhandlung an deem Accord bezielen, déi Faiten ervirsträichen, déi de Verdächtigten ausdrécklech unerkannt huet, wou en d’Schold also bekannt huet. Eventuell mildernde Emstänn, wa se ufalen, müssen an deem Accord mentionnéiert ginn. All Haupt- an Niewestrafen, déi sollen ausgesprach ginn, müssen och schréfflech festgehalen ginn. D’Décisionen iwwert d’Restitutiounen an d’Fraise vun der Poursuite gehéieren an dee schréfftlechen Accord an och d’Décisionen, déi solle geholl ginn iwwer Entschiedegungsmandanten, déi bekannt sinn, mat engem Délai an dem Montant, deem de Verdächtige schonn elo unerkennt.

Ech hu gesot, de Statsanwalt, deem derfir zoustänneg ass, de Verdächtigten oder Ugekloten a säin Affekt mussen dat Ganzt ënnerschreien. A bis zur Verurteilung virum Srofgericht kann also esou een Accord ofgeschloss ginn. Et ass allerdéngs fraglech, ob de Parquet bereet wär, nach an allerleschter Minutt esou en Accord ofzeschleissen, wann d’Affär scho praktesch virum Strofgerecht gelant ass.

Véierte Punkt: Wat sinn d’Rechter vun den Affären? Dat, mengen ech, ass e wichtige Froekomplex.

D’Affär sinn net direkt an déi Transaktioun mat implizéiert - dat muss ee ganz kloer soen. Si brauchen net den Accord ze ginn a si kënnen och kee Vetorecht géint esou en Accord maachen. Mir sinn hei net an der Médiation pénale, wat en Täter-Opfer-Ausgleich ass. Hei si mer an engem ganz anere Konzept dran.

Nach sinn awer och déi Leit, déi Schued erliden hunn, mat implizéiert. Si ginn informéiert, wann déi Transaktioun an enger öffentlecher Sitzung da sollt diskutéiert an och vum Gericht doriwwer decidéiert ginn. Si kënnen sech also do zu Wuert mellen a viru Gericht optreden.

Si kënnen sech allerdéngs net dem Accord opposéieren, mä de Richter muss se froen, ob se eventuell d’accord si mat deem, wat elo an der Transaktioun virgesinn ass, fir den zivilen Volet eigentlech vun deem Ganzen. Wa se d’accord sinn, da gött dat aktéiert, da gött et e Bestandteil vun de Verurteilungen; wann net, da verweist de Strofrichter, dat ass d’Chambre correctionnelle vum Bezirksgericht, op d’Zivilchamber vun deemselwechte Bezirksgericht, wou den zivilrechtleche Volet da kann ofgeurteilt ginn. Dat ass also eigentlech och net fundamental anescht, wéi dat oft haut am ordinäre Strofvorgang de Fall ass.

Wat sinn d’Pouvoir vum Gericht, dat also saiséiert gött - vun deenen zwou Parteien, Parquet a Beschëllegten -, bei engem Accord, dee se fonnt hunn?

D’Gericht statuéiert iwwert d’Scholdfro, fir d’Faiten, déi doranner unerkannt sinn. Et kontrolléiert d’Legalitéit vun de virgeschloene Strofen an et kontrolléiert och, ob se adequat sinn - also net nëmmen eng reng formal Kontroll, mä och ob se wierklech ugepasst sinn op déi Strofdot, déi eigentlech hei zougi gött.

D’Gericht hält dann en Uerteel iwwer all déi dote Froen. Et kann net vum Accord ofwäichen, et muss den Accord tel quel iwwerhuelen. Wann do Erreurs matériels dra sinn, déi nach kënnen rectificéiert ginn, weist d’Gericht drop hin. Da kënnen d’Parteien sech do eens

setzen an der Sitzung. Wann dat net méiglech ass, dann ass eigentlech déi Prozedur do eriwuer.

Wann d’Gericht zum Schluss kënnt, dass d’Schold net erweisen ass oder dass d’Srof net adequat ass respektiv dass eenzel Elementer vun deem Accord net an der Rei sinn, da muss den Tribunal correctionnel feststellen, dass den Accord échouéiert ass, an d’Parteien ginn erëm eng Kéier op de Verfahrensstand zrëckverwisen virum deem doten Accord. Géint en Uerteel, wat do geholl gött vun dem Tribunal correctionnel, besteet Appell- a Rekursméiglechkeet.

Wat sinn d’Konsequenzen vun deem Uerteel?

Mat deem Uerteel, dat den Accord iwwerhält, hält d’Action publique op. Dat heescht also am Kloertext, weinst deeneselwechte Faiten, deene Faiten, déi mentionnéiert sinn an deem Accord, kann - och wann nei Elementer kommen - net méi eng nei Enquête ugekuert ginn. D’Zivilkloe vu Geschiedegte sinn duerch dat doten net betraff.

Gëtt den Accord duerch de Richter ofgelehnt, ginn all d’Pièces, all Dokumenter vum Accord zerstéiert an déi ganz Prozedur ass caduc, wéi wa se eigentlech ni bestanen hätten. An déi Deklaratioun wéi och déi Pièces dierfen herno net spéiderhin an där Prozedur évoquéiert ginn. Et ass, wéi gesot, wéi wann do ni esou en Accord bestanen hätten iwwer eng méiglech Transaktioun.

Et ass och wichteg vläicht drop hinweisen, dass och den Untersuchungsrichter, wa schonn en Untersuchungsrichter mat där Affär befasst ass, dass den Untersuchungsrichter net kann esou einfach désaiséiert gi vun esou engem Dossier, well elo Parquet a Beschëllegte sech eens sinn, fir a Richtung Transaction pénale ze goen. E gött säin Avis doriwwer of an e ka sech esouguer opposéieren, dass en déi Affär do ewechgeholl kritt. Allerdéngs muss en dat motivéieren. A géint déi doten Décision, déi en hält, besteet natierlech och eng Rekursméiglechkeet.

Et ass, Dir Dammen an Dir Hären, eng interessant Neuerung, déi mer hei maachen. Et ass och eng Form, déi a Frankräich eng gewëssen Importenz hat. Ech hunn eng Statistik gesinn, dass praktesch 10% vun den Affären a Frankräich iwwert deem dote Wee vun der Transaction pénale eigentlech ofgewéckelt gi sinn. Mir stinn eréischt am Ufank vun där doter Neuerung.

Ech mengen och kënnen ze soen am Numm vun de Kommissionsmemberen, dass mer der Meinung sinn, dass de Parquet sollt mat Bedacht eigentlech déi doten Neuerung uwenden. Si selwer soten, si gesinn zwou Matièreen, wou een dat dote kéint hauptsächlech asetzen. Dat ass en matière de délits à la circulation, wou een et kéint maachen, awer och a ganz komplexen Affären, wou vill Devoirs d’instruction am Ausland musse gemaach ginn, wat oft zu onheemlech laange Prozeduren féiert, zu komplexen Prozeduren féiert, wou et schwéier ass, all Elementer zesummenzestellen.

A si verspieche sech awer eng Verbesserung vun haut, wou oft déi doten Affären herno zu kengem richtegen Uerteel féieren, dass se iwwert deem dote Wee, iwwert d’Transaction pénale awer kéinten e propperen Ofschluss vun de penalen Dossiere kréien.

Dat do ass sécherlech net déi Léisung, fir u sech deem immense Koup vun Affären, penalen Affären ofzebauen, déi sech an eiser Justiz unheefen, mä et ass eng vun e puer Méiglechkeeten, déi sollen hëllefen, dat ze bewerkstelligen.

Mir hu schonn haut de System vun den Ordonnance-pénallen, op deem oft zrëckgegräff gött. Mir hunn de System vum Juge unique. Mir hunn d’Médiation pénale. An hei gött am Fong e véierter Instrument an eist Arsenal vu Prozeduren agefuert, fir eng Beschleunigung ze kréien, wat d’Lëtzebuerger Strofgerecht ugeet.

Mir waren eis eens an der Kommissioun, Här President, dass et wichteg wär, dass d’Regierung géif no dräi Joer praktescher Applikation vun deem heiten Text, zesumme mat de Justizorganen, en éischte Bilan zéien vun der praktescher Uwendung an dass mer dat géifen an der Chamber hei gemeinsam diskutéieren, fir ze kucken, wat huet e bruecht, wat sinn eventuell déi Ajustementen, déi mer musse maachen, fir d’Effektivitéit vun deem heite System nach ze verbessern.

An deem Sënn géif ech hei, wéi gesot, den Accord vun der Kommissioun bréngen a gläichzäitig och den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Rapporteur. An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Léon Gloden. Här Gloden, Dir hutt d’Wuert.

Ech wëll iwwerens soen, dass déi Zäit, déi aginn ass, net iwwerschratt ass. De Rapporteur huet 20 Minutten. Hei ass ee kleng Mëssel geschitt.

Dir hutt d’Wuert, Här Gloden.

Discussion générale

► **M. Léon Gloden (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d’Éischt, dem Rapporteur Merci ze soe fir säi geschriwwene wéi och mëndleche Rapport an dach engem komplexen Dossier.

An deem Projet, dee vum deemolege Justizminister François Biltgen nach deponéiert ginn ass, geet et drëm, d’Transaction pénale oder, wéi et elo no den Ofännerungen am Projet de loi heescht, de Jugement sur accord an der Strofgerecht anzeféieren. Dat ass dann och e kleng Paradigmewissel an eise Strofgerecht.

Am Zivilrecht kenne mer d’Transaktioun, wou Parteien ënner sech probéieren, hirem Sträit en Enn ze setzen, andeem jiddwereen op een Deel vu senger Prävention verzicht. An der ziviller Prozedur intervenéiert d’Gericht am Prinzip net, ausser et gött vun de Parteien gefrot, deem Accord aktéieren ze loosse.

Datt en matière pénale ka mam Procureur en Accord ausgehandelt ginn, dee vun engem Gericht an engem Jugement verankert gött, kann, an de Rapporteur huet et gesot, à première vue schockéieren. Mä firwat schockéiert et à première vue? Well mer aus amerikanesche Serien oder Neiegkeete wëssen, dass Ugeklotener sech kënnen fräikafen oder en Deal mam Gericht oder der Staatsanwaltschaft agoen, fir dass se iwwerhaupt keng Strof kréien oder eng manner héich Strof. Ganz oft ass et och eng mediatiséiert Prozedur, well oft berühmt Perséinlechekeete vun enger Prozedur Gebrauch maachen, fir net condemnéiert ze ginn oder eng manner héich Strof ze kréien.

Ech hu misse schmunzelen, wéi ech an engem Artikel am „Le Monde“ vum 12. Februar 2004 nogelies hunn, dass e gewëssenen Här Strauss-Kahn sech deemools géint esou eng Prozedur ausgesprach huet. Och dat rezent Beispill an Däitschland, wou den Här Ecclestone en contrepartie vun enger Zomm vu 74 Milliounen Euro sech „fräikaaft“ huet, huet dobauss fir vill Diskussioun gesuergt.

D’Fro stellt sech also, ob mer mat deem Projet de loi eng „Deal-or-no-deal“-Strofgerecht maachen. Féiere mer mat deem Projet de loi eng nei Nischepolitik an der Justiz an? Schafe mer mat deem Projet de loi eng Zwouklassejustiz, wou déi Räich sech dem Strofgesetz entzée kënnen?

Mir hunn an der Commission juridique vill iwwert d’Perception vum Public iwwert dës nei Prozedur diskutéiert. Et soll een net verstopen, an de Rapporteur huet et gemaach, dass et och an dem Milieu juridique Befürworter an awer och Géigner vun esou enger Prozedur ginn. Den Titel vun engem Artikel an der „Süddeutsche Zeitung“ vum 24. Januar 2009 gött dat gutt zréck: „Warum der sogenannte Deal im Strafverfahren viele Fürsprecher hat - und doch sehr problematisch ist“.

Ech wëllt besonnesch dem Procureur Aloyse Weirich an dem Bâtonnier Rosario Grasso vun dëser Plaz aus Merci soe fir déi wierklech exzellente Aarbecht, déi se gemaach hunn an eis et domadder méiglech gemaach hunn, eis dach mat deem Projet de loi unzefrënnen.

Em wat geet et also hei? Et geet drëm, am Respekt vum Ordre public a vun der Justitia d’Strofgerecht ze entlaaschten am Kader vu Strofdoten, wou ee bis zu fënnf Joer Prisong ka kréien.

Jo, Här President, de Facteur Zäit ass e wichteg Element am Kader vun engem Strofgerecht. Wat d’Prozedur méi laang dauert, wat besonnesch fir d’Victimmen de Cauchemar méi laang unhält. Och eng zäitno Condamnation huet e psychologischen Advantage: De Condamnéierten ass sech senger Schold nach méi bewusst, wéi wann en eréischt no Jore condemnéiert gött.

Et ass och kloer, dass duerch dës Projet de loi kee Beschëllegte sech fräikafe kann. Et gött och net am Hannerzëmmer vum Gericht verhandelt. D’Prozedur ass, esou wéi se elo hei am Projet de loi steet, eng komplett transparent Prozedur. Den Accord tèschent Ugekloten a Parquet gött an engem Jugement vum Tribunal festgehalen. D’Tribunal verifizéiert nach eng Kéier, dass alles an der Rei ass, well et geet drëm, jo och ze évitéieren, dass ee sech schëlleg bekennt, obwohl e keng Strofdot gemaach huet. De Schëllege gött vum Gericht condemnéiert.

Op där anerer Säit ginn d’Rechter vun der Victime, déi Schued erliden huet, duerch déi Strofdot oprechterhalen. Entweder gött den zivilen Volet, also normalerweise de Schuedenersaz, och am Accord festgehalen. Wann net,

kann d’Victime nach ëmmer, wéi bis elo, virum zivilen Gericht Schuedenersaz akloen.

Esou eng Prozedur gött et och mat gewëssen Differenzen a Frankräich, der Belsch an Däitschland.

Doriwwer eraus ass de Prinzip vun engem Accord am Kader vun enger Strofdot vum Europäesche Gerichtshaff fir d’Menscherechter an engem Jugement vum 29. Abrëll 2014 validéiert ginn. Den Europäesche Gerichtshaff ass zur Konklusioun komm, dass esou eng Prozedur am Aklang mam Artikel 6 betreffend d’Recht op den équitabel Prozess a betreffend d’Présomption d’innocence ass.

De Rapporteur ass schonn am Detail op de Gesetzesprojet, an d’Prozedur agaangen. Erlaabt mer e puer Remarques.

Goung am initiale Projet nach vun enger „transaction pénale“ rieds, si mer no laange Berodungen zum Schluss komm, dass den „jugement sur accord“ d’Terminologie ass, déi am beschten d’Ratio legis vun deem Projet de loi zréckspigelt. Duerch eng Transaktioun gött engem Sträit en Enn gesat. D’Gericht ass net méi zoustänneg. Hei bleift d’Gericht zoustänneg, well den Accord gött eréischt rechtskräfteg doduerch, dass den Tribunal den Accord an engem Jugement verankert. Dofir hu mer, no laangem Hin an Hier, d’Expressioun „jugement sur accord“ festgehalen.

Zu all Moment kann am Kader vun enger Prozedur en Accord ofgeschloss ginn. Sief et virum der Instruktioun oder no der Instruktioun a souguer währenddem eng Affär schonn virum Correctionnel unhängeg ass.

Hei war de Statsrot anerer Meinung. De Statsrot wollt, dass mer déi franséisch Prozedur iwwerhuelen, wou esou een Accord just méiglech ass, éier d’Action publique ugefaangen huet.

Fir wéi eng Infraktiounen ass dës Prozedur dann applikabel?

Fänke mer ganz ënnen un. D’Contraventionen sinn net betraff. Hei ginn et jo schonn accélériert Prozeduren wéi d’Ordonnance pénale. Op där anerer Säit ass et natierlech net de Wëllen, fir am Kader vu schwéier Criminen kënnen dem Auteur d’Méiglechkeet ze ginn, iwwer seng Strofmossen ze verhandelen. Dofir ass d’Prozedur nëmmen applikabel fir Delikter a Criminen, wou d’Prisongstrof net iwwer fënnf Joer erausgeet. Des Weiteren, an de Rapporteur ass dorobber agaangen, dass d’Assistenz vun engem Affekt obligatoresch während der ganzer Prozedur.

Här President, wéi gesäit d’Prozedur dann elo an der Praxis aus? Dës ass am einfachste mat engem Beispill ze illustréieren.

Huele mer e Beispill vu Coups et blessures volontaires. De Procureur d’État oder den Auteur schléit en Accord vir. Ass schonn eng Instruktioun beim Juge d’instruction amgaangen, muss den doriwwer informéiert ginn a gött en Avis of un de Parquet. An deem Avis deelt de Juge d’instruction dem Parquet mat, wéi wäit d’Instruktioun ass a wat nach ze maache wier.

Gëtt en Accord ofgeschloss tèschent dem Parquet an dem Auteur vun der Infraktioun, adresséiert de Procureur d’État un de Juge d’instruction eng Requête, fir d’Instruktioun zouzemaachen. De Juge d’instruction kann dann innerhalb vun e puer Deeg d’Instruktioun zoumaachen a mécht dann e Rapport un d’Chambre correctionnelle. Dës Rapport gött un de Procureur d’État adresséiert an un d’Partei an da muss den Tribunal, also an deem Fall d’Chambre correctionnelle, den Accord vun engem Jugement validéieren.

Wann de Juge d’instruction net wëllt d’Instruction préparatoire clôturieren, well e mengt, dass an deem Fall keen Accord kéint ofgeschloss ginn, dann deelt en dem Procureur dat schréfflech mat an enger motivéierter Ordonnance. Géint dës Ordonnance kann de Procureur d’État oder den Auteur vun der Infraktioun Appell bei der Chambre du Conseil maachen.

Wat ass d’Roll vun dem Gericht, also vun der Chambre correctionnelle? D’Chambre correctionnelle gött mam Accord saiséiert. D’Gericht kuckt, dass eng Rei Informatiounen, wéi se am Artikel 565 virgeschriwwen sinn, dran opgeschriwwen sinn, wéi d’stroferechtlech Qualifikatioun vun de Faiten, d’Peinen, d’Identitéit vum Auteur an esou weider. An enger Audienz héiert dann de President vun der Chambre correctionnelle d’Parteien zu dem Accord.

Nach eng Kéier kloer gesot: An dem Jugement gött d’Culpabilitéit vun dem Auteur zréckbehalen: („...“) le tribunal statue sur la culpabilité („...“), heescht et kloer am Artikel 575. An d’Pei-



nen, wéi se am Accord verhandelt gi sinn, ginn am Jugement festgehalten. Dann ass d'Affär fäerdeg an et kann net méi Appell gemaach ginn.

Et ass wichteg, datt dës nei Prozedur vun den zoustännegen Autoritéiten dem Public do-bausse kloer explizéiert gëtt. Et däerf net sinn, datt hei och just de Soupçon bei de Leit opkënn, datt iergendwéi am Hannerzëmmer vun der Justitia eppes gemauschelt gëtt.

Här Minister, dat ass den Défi vun dësem Gesetz.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vu menger Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Gloden. Nächst ageschriwwene Riednerin ass d'Madame Viviane Loschetter.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, virun allem e grouse Merci un de Rapporteur. Dat war, wéi et schonns genannt ginn ass hei, en technesche Rapport, well mer ganz vill verschidde Factetten hu missen nokucken, nokontrolléieren, diskutéieren, vläicht och all Schrëtt nach eng Keier hannerfroen, fir sécherstellen, datt mat dëser neier Prozedur am Droit pénal och all Rechter a Flichten, déi d'Justiz muss an engem État de droit garantéieren, garantéiert sinn an och garantéiert bliwen.

Dëse Projet de loi huet an der zoustänneger Commissioun fir vill konstruktiv an och munchmol kontrovers Diskussiounen gesuergt, deen och mir selwer notamment erlaabt huet, wirklech ganz interessant Sätzungen ze leeden. Ech mengen, do si mer ons eens.

An dëse Sätzungen wore mer ëmmer begleet vum Procureur général, vum Procureur vun Dikrech a vum aktuelle Bâtonnier vum Barreau, déi, sief virausgesot, dësem Projet de loi och ganz positiv gesénnt waren. Hinnen och fir dësen interessanten Austausch e grouse Merci.

D'Iddi an d'Philosophie vun dësem Jugement sur accord, dat heescht, eigentlech den Ursprung vun dësem Projet de loi, wéi en elo hei finaliséiert ass, dës Iddi huet am Fong geholl hiren Ursprung fonnt an engem Aarbechtsgrupp, wou all déi implizéiert Institutiounen drun deelgeholl hunn.

Nieft eben deene schonn existéierenden alternative Prozeduren, wéi zum Beispill d'Ordonnance pénale, an et ass ons gesot ginn, datt der 1.100 am Joer gemaach ginn, haaptsächlech eben duerch Delikter am Autosverkéier, nieft der Mediatioun, déi am Droit pénal sech dach awer nach ëmmer schwéierdeet, schafe mir haut eng drëtt, eng zousätzlech Prozedur.

De Rapporteur huet et och explizit beschriwwen. Dëse Jugement sur accord besteet schonn a verschiddenen anere Länner, mä mir hunn et hei an dësem Projet de loi mat enger effektiv spezifescher Lëtzebuerger kalkéiert Prozedur ze dinn.

déi gréng wellen haaptsächlech op dräi Punkten aus dësem Projet de loi sech konzentréieren, vu datt jo och de Rapporteur zimmlech prezis war an all senge juristeschen Aspekter.

Den éischte Facteur ass de Facteur Zäit. An et ass och schonn e puermol hei ënnerstrach ginn, datt d'Gerichter net méi nokomme mat hiren Dossieren, sief et an der Stad oder sief et och zu Dikrech. Et ass och erkläert ginn, notamment vum Procureur général, datt mir zu Lëtzebuerg e Problem hunn, e sougenannte Ressource-humaines-Problem, an datt dat och notamment e Problem ass, fir ebe séier virunzekommen.

Dat war an onsen Aen éischter e generelle Problem. En huet zwar eng Inzidenz op d'Lenteur vun der Justiz. Mir denken awer éischter, datt duerch dëse Projet de loi, datt dee wäert eng Inzidenz op d'Lenteur hunn a vläicht net ëmgedréit. Mä bon, mir sollten u sech net déi hei nei Prozedur aféieren uniquement, well mer e Problem vu Lenteur hunn, well mer e Mangel u Leit hunn, mä éischter, well déi Philosophie vun där neier Prozedur, well mer déi eigentlech positiv fannen.

Ons interesséiert dann och eben de Facteur Zäit fir déi zwee Haaptconcernéiert. An enger normaler penaler Prozedur muss d'Affär sech enger ustrengender Prozedur stellen, wou et gläich e puermol op verschidden Instanze gehéiert gëtt. Ëmmer erëm muss et munchmol och extrem penibel, mä op alle Fall ëmmer en désagrèabelt Erliewe frësch beschreiwen. Virun der Police bei enger Enquête préliminaire, da beim Untersuchungsriichter, da bei der zou-

stänneger Juridiction, gegebenenfalls dann nach eemol.

An de Facteur Zäit erhéicht mat Sécherheet de Schmäerz, d'Gefill, net verstanen ze sinn, zousätzlech zu deem Gefill vun..., oder zu där Ongerechtegkeet, déi engem als Affer ugedoe ginn ass. A jiddweree weess, datt juristesche Prozeduren e verwalteresche Charakter hunn, wou een och oft nach nieft der gudder Portioun Ausdauer muss eng gutt Portioun Courage heiansdo hunn. An am Fall vum Affer ass dat mat Sécherheet de Fall.

Am Fall vun enger Procédure sur accord brauch d'Affär net méi e puermol an op verschidden Instanzen ugehéiert ze ginn. Och dat ass eng enorm Plus-value fir d'Affär, fir déi et méiglech gëtt, nëmmen eemol ugehéiert ze ginn.

Den Täter, deen huet sech mat senger Dot schëlleg gemaach a gehéiert bestrooft fir seng Dot. Am Fall wou net e Minimum vun Asiicht ass, ass wahrscheinlech dës nei Prozedur net déi adequat. Mä am Fall wou den Täter seng Dot zougëtt, muss hien an engem Rechtsstat dann och zouginn, akzeptéieren, datt hien och, loosse mer emol soen, muss no de Regele vun engem Rechtsstat matspillen. An d'Regele vum Rechtsstat si sécherlech net, dem Täter laang Prozeduren ze octroyéieren, mä hien zu enger adequater Strof fir seng Dot ze veruer-teelen.

Verschidde Stëmmen denke munchmol un eng Procédure vu Comparution immédiate. Mir als Gréng sécherlech net! Mä wann heiansdo oder oft doriwwer geschwat gëtt, dann ass et grad, well tèschent deem, wat geschitt ass, an tèschent dem Uerteel vun deem, wat geschitt ass, einfach ze vill laang Zäit vergaangen ass an et eigentlech munchmol schwierig an och net méi richtig ass, net méi engem Recht u sech entsprécht, fir mussen onheemlech laang ze waarden, sief et, fir bestrooft ze ginn, sief et awer virun allem, fir Recht ze kréien oder fir souguer en Deel Reparatioun ze kréien.

Déi zäitlech adequat Relatioun tèschent Dot a Strof respektiv tèschent Dot a Reparatioun ass eminent wichtig, fir ons Gréng bal e Recht. An dës nei Prozedur vu Jugement sur accord ass mat Sécherheet eng Prozedur, déi e Bäitrag dozou leescht.

En zweete Facteur fir ons ass de Facteur Suen. An et ass och fir ons Gréng kloer, datt ee mat engem Jugement sur accord kann d'Fraise reduzéieren. D'Fraisen am Allgemengen, dat heescht déi vum Affer, déi vum Täter a schlussendlech och déi éffentlech Sue gi reduzéiert. Mir begrëssen dat ausdrécklech, ouni wellen engem ze no ze trieden. Well d'Justiz an d'Recht op Justiz ass munchmol en deiert Recht fir déi concernéiert Leit an och fir d'effentlech Hand.

A meeschtens spillt och d'Zäit eng Roll. A ganz oft spillen de Gebrauch vun alle méigleche juristesche Weeër a Méiglechkeeten och eng Roll, fir datt d'Zäit méi laang gëtt a fir datt de Käschtpunkt och méi héich gëtt. Dofir: Kuerz Weeër an eng kloer Situatioun féieren zu manner Käschten!

A schlussendlech, de leschte Punkt fir ons, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, deen net onwesentlech awer ass, datt ass de mënschleche Facteur vun esou enger neier Prozedur: Se erlaabt oder encouragéiert den Täter, seng Dot direkt zouzeginn. An dat ass wichtig och fir d'Affär. Mir schwätzen hei an esou enger Situatioun direkt an Termen, déi der Wourecht entsprechen, an Termen, déi echt sinn, déi der Realitéit entsprechen.

Et ass schlussendlech eng mënschlech Manéier mateneen ëmzegoen, déi och akzeptéiert gëtt vun deenen zwee Concernéierten. Den Täter weess a gëtt zou, datt e muss bestrooft ginn. D'Affär kritt, wat et brauch, fir iwwert dat, wat him geschitt ass, ewechzekommen.

An aus deene Grënn haaptsächlech, deene manner juristesche, technesche, mä dofir net manner wichteg Grënn, wäerten déi gréng dëse Projet matstëmmen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madame Loschetter. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Guy Arendt.

► **M. Guy Arendt (DP).** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegeen, fir d'Éischt wëll ech dem Rapporteur, dem Alex Bodry, Merci soe fir säin exzellente schrëftlechen a mündleche Rapport. Et ass dëst net einfach eng Klausel (veuillez lire: Floskel), déi ech esou an d'Welt geheien, mä et ass wirklech éierlech gemengt! Fir esou en technesche Projet war de Rapport wirklech exzellent.

En huet och scho bemierkt, dass d'Infraktiounen zu Lëtzebuerg vu Joer zu Joer ëmmer weider zouhuelen. D'Plaz fir Prisonéier ass staark limitéiert an d'Mille vun eiser Justiz dréinen,

duerch eben d'Zuel vun den Dossieren, oft vill ze lues.

Aus dësen Ursaache sti bei der Justiz an dem Strofvollzuch an nächster Zäit eng Rei wichteg Reformen un. Nieft dem Vote iwwert d'Maison d'arrêt Uerschterhaff, gëtt d'Exécution des peines reforméiert an eng Administration pénitentiaire geschaf. Et ass och en Débat iwwer alternativ Sanktiounen zum Fräiheitsentzuch geplangt. Do dernieft gëllt et och, d'Direktiv „Victimes“ esou séier wéi méiglech ëmzesetzen.

De Projet, iwwert dee mer haut ofstëmmen, soll da virun allem derfir suergen, dass eis Justiz méi séier schaffe kann, andeems nieft der Ordonnance pénale an der Mediatioun mat dem Jugement sur accord eng drëtt Prozedur agefouert gëtt, déi d'Gerichter entlaaschte soll.

Ech ginn net op d'Detailer vun der Prozedur vum Jugement sur accord an, meng Virriedner hunn dat schonn am Detail gemaach, déi de Rapporteur och schonn exzellent presentéiert an erkläert huet.

Wat bei dësem Projet wichteg ass, ass Folgendes: Et geet net drëm, hei Gemauschels ze féieren, mä et soll drëm goen, ënner alle Parteien eng ugepasste Strof fir dee Schëllegen ze fannen, déi en fin de compte vun engem Gericht guttgeheescht gëtt. Et gëtt also näischt am stil-len Kämmerlein gekoschtert!

Erlaabt mer kuerz e puer generell Remarques ze maachen.

Fir d'Éischt emol muss een ervirsträichen, dass d'Aart a Weis, wéi dëse Projet ausgeschafft ginn ass, virbildlech ass! Et ass nämlech e Groupe de travail agesat ginn, a meng Virriedner si schonn drop agangen, dee sech aus Verriedner vum Parquet, der Police, vu Magistraten an Affekoten zesummegeesat huet. Dësen Aarbechtsgrupp huet derfir gesuergt, dass de Projet de loi équilibréiert a fachlech korrekt gestalt konnt ginn an den Uregungen a Bedenke vun alle bedeelegten Akteure gerecht konnt ginn.

Vu menger Säit wëll ech och dem Aloyse Weirich, Procureur d'État zu Dikrech, an dem Kolleeg Bâtonnier Rosario Grasso e grouse Merci ausdrécke fir déi exzellent Aarbecht, déi se gemaach hunn, mat hire Mataarbechter respektiv, natierlech.

Eis Prozedur vum Jugement sur accord ass also keng einfach Kopie vun engem auslänneschen Text, mä ass eng adaptéiert Solutioun fir Lëtzebuerg. Nëmmen esou ka séchergestallt ginn, dass och alle Lëtzebuergesche Gegebenheete Rechnung gedroe ka ginn.

Dann ass et awer och - trotz alle Beméiungen, déi penal Prozeduren ze vereinfachen a virun allem méi séier an effizient ze gestalten -, do ass et ganz wichteg, weiderhin d'Rechter vun alle Bedeelegten ze respektéieren. Dozou gehéiere virun allem d'Ufuerderungen, déi d'Europäesch Gericht fir Mënscherechter un e Procès équitable stellt. Dës Ufuerderunge gi vun dësem Projet de loi respektéiert, wat fir eis als Demokratesch Partei eng net verhandelbar Konditioun ass, fir dëse Projet matzestëmmen.

Fir ze verhënneren, dass an der Praxis awer eppes net esou klappt, wéi mir eis dat hei alleguerte virstellen, begrëisst an ënnerstëtzt d'DP dann awer och, dass an dräi Joer eng Evaluatioun vum Jugement sur accord gemaach soll ginn.

Dëse Jugement sur accord kann a soll e ganz wichtige Bestanddeel vun eise Rechtssystem ginn. Eng Infraktioun, déi eng Instruction criminelle ausléist, ka fir ganz vill Leit voll Konsequenze sinn! Dat sinn an éischter Linn natierlech d'Victimmen an den Auteur vun der Infraktioun, awer och d'Familjen a Bekanntter vun deenen zwou Säiten oder och méiglech Zeien. Fir all dës Leit ass d'Period vun der Instruction criminelle bis zum Prozess an dem Uerteel eng ganz schwéier a belaauschend Zäit. D'Aussoe mussen ëmmer erëm widerholl ginn. Dat Erlieftent muss ëmmer erëm virun den Aen ofgespillt ginn, wat bei verschiddenen Infraktiounen ganz penibel an éprouvant ass!

Et ass also am Intérêt vun all de Bedeelegten, wann iwwert d'Procédure vum Jugement sur accord dës Zäit staark ageschränkt gëtt. Aus deem Grond bleift mir da just nach, den Accord vun der DP-Fraktioun ze ginn an lech Merci ze soe fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Arendt. An ech ginn dovun aus, dass den Nächsten den Här Roy Reding ass.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegeen, effektiv huet den Alex Bodry dat heite Gesetz esou gutt erkläert, datt och Netjuriste ganz bestëmmt verstanen hunn, wouër et geet an datt dat eng ganz gutt Saach ass.

Virun allem war et eng ganz flott legislativ Prozedur, well wirklech emol eng Keier d'Prakti-

ker e Gesetz, jo, geschriwwen hunn, kann ee soen. Leit, Penalisten, Affekoten, Magistraten, Leit vum Parquet, déi wëssen, wouër et geet an déi hei eng exzellent Aarbecht gemaach hunn. Net ëmsoss huet de Léon Gloden ganz speziell dem Aloyse Weirich, dem Roby Biever an dem Maître Grasso Merci gesot.

Ech perséinlech hunn u sech eng eenzeg Kritik, wat den Text selwer ugeet, an dat ass déi Limitatioun op fënnef Joer, also datt nëmme Saachen, déi mat fënnef Joer Prisong bestrooft ginn, kënnen ënnert dës Transaktioun falen.

An do gräifen ech dat op, wat d'Viviane Loschetter zu Recht gesot huet. Eng vun den Ursaachen, déi heite Procédure accélérée - kommt, mir nenne se emol esou - ze maachen, ass, fir enger Victime ze erspieren, ëmmer erëm an och éffentlech mussen auszesoen.

A grad do kann ee sech Saache virstellen, déi mat méi wéi fënnef Joer bestrooft ginn. Ech soen einfach emol Kanneremëssbrauch, Vergewaltigung an esou weider, déi extrem grav sinn. Mä et kéint ee jo och an deene Fäll déi Transaktioun maachen. Et seet jo keen, datt déi Strof dann duerfir misst null sinn, nichteg sinn oder onugepasst sinn deem, wat eigentlech begaange gouf.

Méi schlëm schénge mer de Kontext vun deem Ganzen ze sinn. An do sinn déi Zuelen, déi den Alex Bodry genannt huet, jo awer erschreckend! E seet eis, tèschent 50.000 a 60.000 nei Affaires pénales kommen op de Parqueten eran. 15.000 bis 16.000 ginn offiziell klasséiert. Et kënn zu 10.000 Jugements an Ordonnances pénales.

Dat heescht, datt méi wéi d'Halschent nimools traitéiert gëtt, weder offiziell klasséiert nach zu engem Jugement féieren! Dat heescht, datt se ganz einfach prescrivéieren, datt de Parquet Zäit versträiche léisst, déi en hätt, fir déi Saach ze poursuivéieren. An hei muss ee sech froen: Wat fir een exorbitante Pouvoir huet dee Parquet, fir ze décidéieren, dech, Mënsch, sichen ech un, du kënn virun de Kadi, an deng Affär, déi loosse mer am Tirang leien a verstëpsen?

Ech sinn der Meenung, kee Pouvoir hei am Land dāerf exercéiert ginn ouni e Contrôle! Och eisen heibanne gëtt jo net exercéiert ouni Contrôle. Och mir mussen eis jo all fënnef Joer dem Wieler stellen. A keen anere Pouvoir gëtt ouni Contrôle exercéiert. Firwat ausgerechnet deen, deen esou schlëm ass, fir ze décidéieren, wat fir e Mënsch ugeklot gëtt a wat fir een net? Wéi kann et sinn, datt esou ee Pouvoir ouni dee geréngste Contrôle an och ouni och nëmmen eng qualitativ Analys exercéiert gëtt?

Oder wësse mer, Här Justizminister, wat fir eng Affäre prescrivéiere gelooss ginn? Wat fir eng am Schaf verstëpsen? Wat fir eng Infraktiounen datt dat waren? Mir wëssen et net!

Ouni aus der Schoul ze schwätzen: Ech kéint lech erziele vu Vol domestique, vu Menace d'attentat, vu Faux, Usage de faux, déi prescrivéiert sinn. An ech kann lech garantéieren, datt onwichtig, klenglech, och zum Deel Infraktiounen, déi et guer net gi sinn, poursuivéiert goufen. An ech konnt mech der Impressioun net erwieren, datt heiansdo Leit do eng Muecht och ausspillen a jee no der Persoun, déi be Traff ass, décidéieren.

Da gëtt et eng aner Fro, och déi ass wichteg, a méi wichteg wéi déi: Ass hei e Gemauschels méiglech? Neen, et ass net, well dat Gesetz dat ausschléisst! Mä kuckt emol - an och do, mengen ech, hu mer keng Analyse qualitative -, wat fir eng Uerteeler gesprach ginn, d'Hiérarchie des peines. Wat gëtt mat wat bestrooft? Mir maachen heibannen ëmmer Gesetzer, mat Recht, wou mer soen, et gëtt bestrooft mat Amendé vu/bis a mat Prisong vu/bis. Dat soll jo dem Riichter d'Méiglechkeet ginn, emol méi oder emol manner haart ze strofen, jee no de Circonstancen oder jee nom Akommes vun enger Persoun. Dat ass och gutt esou!

Mä gëtt dat ëmmer gemaach oder kommen aner Kritären an d'Spill? Ass et normal, datt e Chèque sans provision mat sechs Méint Prisong bestrooft gëtt an en Accident, deen ee causéiert huet ënner Alkoholafloss op engem Foussgängersträif, wou een eng Persoun zum Krëppel gefuer huet an duerno Fahrerflucht begaangen huet, och mat sechs Méint? Dat fannen ech net normal!

An ech fannen, do misst zumindest e Regëster agefouert ginn, eng Analyse qualitative, an och do misst et e Contrôle ginn, wat do geschwat gëtt. Dat géif ech ganz normal fannen an eise Rechtsstat.

Mä fir de Rescht fannen ech dësen Text exzellent an duerfir wäerte mer e selbstverständlech och stëmmen als ADR. Merci.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Reding. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Serge Urbany.



► **M. Serge Urbany** (*déi Lénk*).- Här President, ech wëll och hei mäi Bedenken awer zum Ausdrock bréngen zu deem Text hei. Ech ka mer virstellen, dass en a ville Situatiounen eng gutt Léisung ass. Ech fäerten awer trotzdeem, dass mer hei e Schrëtt maachen, fir d'Gläichheet virum Gesetz awer anzeschränken.

Egal wéi gutt et gemenzt ass, egal wéi gutt déi prozedural Précautiounen sinn, déi mer hei huelen, ech sinn iwwerzeegt, dass en aarmen Däiwele, dee viru Geriicht soll kommen, méi schlecht ewechkënnst an Zukunft heideruech, wéi ee mat deenen néidege Mëttelen an ee mat deenen néidege Relatiounen. Dat ass einfach esou an der Gesellschaft. An duerfir fäerten ech, dass mer heimadder nach e Schrëtt weider maachen, fir déi Ongläichheet vun de Leit virum Geriicht nach weider ze prononcéieren.

Ech hätt léiwer gesinn, amplatz dat hei ze maachen, wa mer higaange wieren, wat och de Statsrot gesot huet, a mer hätten eng generell Diskussioun gefouert iwwert d'Noutwendegkeet an iwwert d'Héicht vun de Strofen. Do gëtt et och ganz grouss Ongläichheeten!

Ech wëll nëmmen ee Beispill ginn, de Ministre du Travail ass hei: Wéi de Code du Travail agefouert ginn ass virun enger Partie Joren, sinn emol systematesch déi meescht Penalitéite fir d'Patronen aus dem Code du Travail erausgeholl ginn, während awer aner Saachen ëmmer nach haart bestrooft ginn.

Wou ee sech wierklech emol eng Kéier misst d'Fro stellen, an den Här Reding huet dat jo och elo gemaach, iwwert d'Hierarchie vun de Strofen, iwwert d'Héicht vun de Strofen, iwwert d'Roll vum Prisong an deem Ganzen.

Duerfir, obschonn ech der Meenung och sinn, dass dat hei a gewësse Fäll kann eng Léisung sinn, fäerten ech déi Ongläichheeten, déi domat verbonne sinn. Ech wäert mech hei enthalte bei deem Gesetz an ech waarde virun allem emol op dee Rapport, dee soll no dräi Joer kommen, wou mer da gesinn, wéi d'Praxis heivunner wäert ausgesinn.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci dem Här Urbany. An d'Wuert huet den Här Justizminister, de Félix Braz.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*.- Merci, Här President. Ech wëll do am Fong och ufänken, wou de Rapporteur, den Här Bodry, ugefaangen huet. En huet verwisen op déi héich Unzuel vun Affären. Aner Riedner sinn och schonn dorop agaangen.

Eppes ass net erwähnt gi bei der Erklärung vun de villen Affären, dat ass, dass et och an eiser Gesellschaft offensichtlech eng Tendenz gëtt, fir villes, wat ee soss ouni Geriichter fäerdegbruecht hätt ze léisen, elo just nach op den Niveau vun de Gerichter ze bréngen, fir eng Léisung vun deem Konflikt erbäizeféieren. Och dat ass en Zeeche vun eiser Zäit. Wat een dergéint kann ënnerhuelen, weess ech net. Et bleift mer just iwwreg, dat feststellen an och feststellen, dass d'Gerichter domadder da mussen eens ginn.

Dat ass och e Problem, deen net vun engem Minister ka geléist ginn, mä wou och vläicht jiddweree sech d'Fro muss stellen, ob mer ëmmer alles müssen op d'Geriicht huelen an ob net aner Methoden dofir an Zukunft méi Bedeitung misste kréien. Stéchwuert Mediatioun, mengen ech, ass mat Sécherheet eent, wat méi Bedeitung an den nächste Jore misst kréien.

Et ass och geschwat ginn, nieft der héijer Unzuel vun Affären, vun de Lenteuren, déi d'Justiz kann hunn. Et ass geschwat gi vun den Effektiven. Sécher, mat méi Leit kann ee méi Affäre verschaffen. Ech wëll d'Chamber awer just drop hiweisen, dass, wa mer vun Effektive schwätzen, d'Justiz am Moment Schwieregkeeten huet, ze rekrutéieren. Mir kréien am Moment den Effectif légal net gefëllt. Déi Plaze si fräi. Et ass also keng Fro vun nach méi Plaze fräi ze maachen, obwuel dat op bestëmmte Plazen duerchaus sënnvoll kéint sinn. Mä mir kréien am Moment den Effectif légal iwwert de Concours net gefëllt.

Dat heescht, mir hunn also Plaze fräi a mir fanne keng Kandidat fir déi Plazen. Dofir hunn ech och e Projet déposéiert virun e puer Wochen, deen d'Prozedur, den Zougang zum Examen-concours soll vereinfachen, erliichteren an deen awer och soll erlaben, Leit, déi weinstens fënnf Joer um Barreau ageschriwwen sinn, och den Zougang zum Attaché de justice ze erliichteren.

Här Reding, do wär souguer fir lech nach eng Perspektiv dran.

(Hilarité)

Et ass e Projet de loi, dee mer, mengen ech, allegueren ouni grouss Begeescherung maachen, well mir alleguerte léiwer hätten, mat där

Prozedur, déi mer elo hunn, dass mer domadder kéinten d'Effektiven allegueren assuréieren. Well dat awer net de Fall ass, huet et kee Wäert, driwwer ze lamentéieren. Da muss een eppes ënnerhuelen. An dofir hunn ech e Projet gemaach, dee probéiert, deem Problem do bäizekommen, ouni riseg Begeescherung, mä mam Versuch zumindest, fir de Problem, dee mer hunn, awer ze léisen.

Et ass gesot ginn, dass dës Projet natierlech als Zweck huet, eng Rei Affäre kënne méi séier ze maachen. Ech wëll awer och ënnersträichen, dass et net nëmmen ëm Lenteure geet, net nëmmen ëm Affäre méi séier evakuéieren. Ech wëll ausdrécklech ënnersträichen, wéi wichtig et ass, fir d'Victime an awer och fir den Täter, den Inculpéierten, dass ee séier zu engem Ofschloss vun der Affär kënnt.

Net nëmme fir d'Gerichter ze désengorgéieren, mä fir deen Eenzelen ass et wichtig, fir deen, deen eng Dot begaangen huet, a vläicht nach méi fir déi, déi d'Affär gi si vun enger Dot, dass se séier wëssen, wou se dru sinn. Et ass also och am Intérêt vum Justiciablen, egal op wéi enger Säit en am Kader vun engem Prozess steet. An zu deem Zweck hëlleft dësen Text mat Sécherheet och.

Ech mengen, dass d'Chamber haut invitéiert ass, e Projet ze adoptéieren, dee ganz wichtig ass. Et ass wuel nëmmen e Prozedurprojet eigentlech, mä et ass awer eng nei Prozedur, an déi d'Akteure vum Monde judiciaire grouss Erwaardungen setzen.

Mir müssen, wéi an anere Länner och, aner Methode fannen, zousätzlech Methode fannen, fir d'Konflikter zu Lëtzebuerg ze regelen. Ech hu virdu schonn d'Mediatioun genannt am penale Beräich, awer natierlech och d'Médiation civile an och d'Médiation commerciale. Och den Arbitrage, fir deen et nach keng eigentlech Base légale gëtt. De Juge unique ass och virdu schonn erwähnt ginn. D'Ordonnance pénale. Dat si sécher nei Elementer an dat heiten ass ee weidert, déi eis et wäerten erlaben, mat neie Méiglechkeeten Atteinten zum Ordre public zu engem Ofschloss ze bréngen, ouni dass d'Intérète vun iergendenger Partei léiséiert wieren.

Ech ginn zou, ech gehéieren zu deenen, wou mäi Virgänger, de François Biltgen, dee Projet déposéiert huet, déi Skepsis haten. An der Commission juridique war déizäit, an och elo, e groussen Deel Skepsis. Dat war och gutt, well dat huet erlaabt, dass een, ausgehend vun där Skepsis, eng déif gräifend Diskussioun vum Projet gemaach huet.

Ech wëll och hei dofir net nëmmen dem Rapporteur Merci soen, mä der ganzer Commission juridique. Déi nei Regierung huet wuel dee Projet iwwerholl, net vum Rôle erofgeholl, mä hei huet wierklech, fir meng Begrëffer, eng exemplaresch parlamentaresch Aarbecht stattfonnt. D'Chamber huet sech de Projet, jo, quasi appropriéiert an a villen an intensiven Diskussiounen déi Ännerungen am Text gemaach, déi haut dozou féieren, dass mer en Text um Dësch leien hunn, deen ech och fir e ganz équilibréierten halen.

D'Regierung huet also kee Problem mat deem heiten Text. Au contraire, ech wëll wierklech déi Qualitéit vun der Aarbecht ënnersträichen, déi d'Chamber gemaach huet. ouni d'Aarbecht vun der Chamber wier et net méiglech gewiescht, deen Text haut op déi Qualitéit ze kréien. Och well d'Chamber bereet war, deenen nozelauschteren a mat deenen am Gespräch ze sinn, déi am Alldag mat dëse Prozedure musse schaffen.

Déi Leit vum Parquet, un der Spëtzt de Procureur général, awer ganz besonnesch och eise Procureur vun Dikrech, den Här Weirich, an och de Bâtonnier vu Lëtzebuerg, de Rosario Grasso, déi der Chamber zur Verfügung stoungen an déi mat villen Argumenter, och aus der Praxis, et erlaabt hunn, den Text schlussendlech esou wäit ze kréien, dass en déi Feinheit huet, déi en haut huet.

An dofir deelen ech och dem honorabelen Här Urbany seng Bedenken net. Bedenken ass richtig, mä Bedenken ass jo net en Ofschloss vun enger Reflexioun, just den Ufank, Här Urbany. An ech mengen, dass d'Chamberskommission, déi déiselwecht Bedenken hat wéi Dir, dunnt d'Reflexioun weidergefouert huet an zesumme mam Bâtonnier a mat de Leit vum Parquet op en Text komm ass, deen elo, mengen ech, wierklech en eegestännege Lëtzeburger Text ass an en Text awer och, deen déi Qualitéiten huet, déi e soll hunn.

Mir hunn eis inspiréiert, natierlech, un eisen Nopeschlänner. Ob dat elo Frankräich ass mat dem „plaider-coupable“ oder Däitschland mat der Verständnegung oder an der Belsch mat der „transaction pénale“, en Term, dee mir jo hei zu Lëtzebuerg net bäibehalen hunn an zu deem, wéi ech och fannen, méi richtigen Term vum „jugement sur accord“ iwwergaange sinn.

Merci nach eng Kéier, wéi gesot, fir déi ganz gutt Zesummenaarbecht. A mir wäerten och domadder eise prozeduralen Eventail méi breet kënne maachen, fir eng Rei Affären a méi verstännegen Délaie kënne ze evakuéieren. Et sinn déi Affären, an et ass e fundamentale Punkt, wou d'Faiten onmëssverständlech etabléiert sinn, wou et also doriwwer keng Diskussioun ka ginn, a besonnesch, wou de Schëllege seng Schold unerkennt. Dat ass e fundamentale Punkt.

De Schëllege muss dës le départ an deem Sënn gestänneg sinn, dass en d'Faiten a seng Schold och net méi kontestéiert. Dat ass ganz wichtig fir deen, dee beträff ass. Et ass och ganz wichtig fir d'Victime. Ech mengen, d'Madame Loschetter huet dat virdu an hirer Ried och ënnerstrach. Och fir d'Victime ass et wichtig, dass dës le départ déi Fro zumindest scho gekläert ass. Wat nach bleift, dat ass d'Diskussioun ronderëm déi adequat Strof. Wat eng ganz wichtig Diskussioun ass. Mä et ass, mengen ech, och fir d'Victime eng Prozedur, déi mat Sécherheet hir Avantagen huet.

Ech erspueren lech den Detail vun de Punkte vum Gesetz. Dat huet de Rapporteur op eng ganz komplett an exhaustiv a kohärent Aart a Weis och duergeluecht. Do hunn ech absolutt näischt bäizefügen. Ech wëll dofir just nach zwee, dräi positiv Aspekter vun dëser Reform nach eng Kéier ënnersträichen.

De Rôle vun der Victime, dat hunn och schonn eenzel Virriedner virdu erwähnt. Ech wëll der Chamber och matdeelen, dass de Projet de loi iwwert d'Ëmsetzung vun der Direktiv „Victimes“ nach virum Summer wäert déposéiert ginn, zesummen och, virdu schonn, mat enger Rei vun anere Projets de loi, déi och den Här Arendt a senger Ried erwähnt huet, ob dat d'Exécution des peines ass, wou et viraussichtlech zum Dépôt wäert komme vun engem neien Text, well et esou vill Amendements sinn, déi mussen integréiert ginn. Dat géif eng kohärent Aarbecht nëmmen erschwéieren. Mir mengen, et wär besser, mir géifen en neie Projet déposéieren. An den nächste Woche wäert dat och méiglech sinn. Op jidde Fall nach am Laf vum éischte Semester wäerte mer dee Projet an der Chamber kënne déposéieren.

Wichtig ass och fir mech, ze ënnersträichen, dass dës Projet eng ganz transparent Prozedur wäert mat sech bréngen. Déi, déi d'Suerg hate vum Gemauschels, wéi gesot gëtt, op enger Plaz, wou kee ka matlauschteren oder matschwätzen, déi Bedenke sinn net justifiéiert. Déi Prozedur, déi elo am Text zrëckbehale ginn ass, ass eng transparent Prozedur, mat um Ënn och engem Jugement. De Virwurf also, an engem Jugement, an enger Audience publique, vun der mangelnder Transparenz ass mat Sécherheet net richtig.

Méiglech gëtt et och hei, Délaie ze verbesseren. Besonnesch bei Affären, där mer der awer ganz vill hunn, déi mam Code de la route ze diinn hunn. Dat sinn Affären, déi kënne iwwert dës Wee evakuéiert ginn. Dat sinn oft keng esou komplizéiert Affären, déi awer laang an der Prozedur kéinte bleiwen. Dat huet kee Gewinn, fir keen. Dofir, wann een dat iwwert dës Wee ka maachen, mam Accord vun..., sief et op Initiativ vum Parquet oder och vum Betreffene selwer, da kann dat eis virubréngen.

Ech wëll awer och soen, dass selbstverständlech déi hei Prozedur elo net d'Universal Léisung fir all eis Schwieregkeeten ass. Mir hunn nach aner Schwieregkeeten. Mir hunn och nach aner Méiglechkeeten, fir och an de Prozeduren nach Vereinfachungen ze maachen. Et gëtt keng simpl Léisung. De Constat, dee gemaach ginn ass, dee kann ee méi oder manner schaarf prononcéieren, mä de Constat eleng ass nach net den Ufank vun der Léisung.

Mir brauchen och dofir méi villschichteg Léisungen. Et gëtt net eng Léisung eleng, fir den Délaie op de Gerichter kënne bäizekommen. Et gëtt méi Léisungen. Dat hei ass eng vun deenen, déi nei Prozedure schaffen, déi d'Rechter vu jiddwerengem respektéieren. Well dat ass e wichtigen Enjeu. Et kann ee sécher d'Prozedure vereinfachen, dat ass à la rigueur relativ leicht, d'Prozeduren ze straffen, ze vereinfachen. D'Schwieregkeet besteet doranner, déi Vereinfachung esou auszugestalten, dass se mat de Rechter souwuel vun de Victime wéi vun den Accusé kompatibel ass.

Rechter ofzeschaffen, vereinfacht och d'Prozeduren. Dat ass awer net dat, wat mer ustriewen. Dofir muss een, bei all Verständnis fir e Bilan, deen een heiansdo mécht, deen och streng ass, muss een ëmmer am Hannerkapp hunn, dass d'Léisungen net kënne esou sinn, dass se d'Rechter vun de Leit entaméiere ginn. An dat ass jo och dee schwierigen Équiliber, deen hei an der Commission juridique probéiert ginn ass ze errechen an dee fir meng Begrëffer och erreecht ginn ass.

Eng nei Prozedur, déi kann Délaie verkierzen, ouni awer, dass Rechter vu sief et dem Accusé

an och besonnesch net der Victime dovunner tangéiert wieren. Dat ass ëmmer d'Schwieregkeet. An dofir sinn och d'Léisungen net esou einfach ze maachen an ze gestalten, wéi et einfach ass, de Bilan ze maachen an op d'Lenteuren hinzuweisen.

Et ass de Wonsch och geäussert ginn, dass een e Bilan vun deem Gesetz géif maachen. Den Här Reding huet och d'Fro opgeworf: Firwat bleift Der gäre bei deene fënnf Joer stoen? Firwat net méi? Et ass eng Fro, déi een, fir meng Begrëffer, absolutt kann diskutéieren.

Ech mengen, hei ass wierklech de Versuch gemaach ginn, fir déi nei Prozedur esou anzeféieren, dass mer se kloer a prezis perimetriert hunn. Et ass eng Approche gewiescht, ech wëll net soen, dass se virsichteg ass, mä si ass räsabel an duerchduecht. Wat net heescht, dass een net op deem engen oder anere Punkt eng Entwécklung ka maachen. Ech mengen, et besteet kee Problem, fir an dräi Joer och doriwwer ze diskutéieren, ob et muss bei fënnf Joer stoe bleiwen oder net.

À ce stade fannen ech et awer eng verstänneg Approche, de Kader vun där neier Prozedur esou kloer ofzestiechen. Et ass eng räsabel Approche. An ech engagéiere mech virun der Chamber, dass mer an dräi Joer heiriwwer de Bilan maachen. Mir brauchen och dofir keng Motioun. Mir sinn eis eens. Kommt, mir schreien eis all an den Agenda am Januar 2018 de Bilan op! Da kënne mer iwwert dës Mesure diskutéieren.

A mir wäerten och nach an den nächste Méint a Jore bis dohinner mat Sécherheet méi wéi eng Kéier d'Geleeënheet kréien, eis iwwert dësen Themekomplex ze ënnerhalen. Do sinn nach aner Saachen ënnerwee. Et ass och noutwendeg. A mat Ärer Ënnerstëtzung kënne mer déi och virubréngen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och dem Här Justizminister.

Mir sinn domat um Enn vun den Diskussiounen zum Projet 6518 a mir géifen dann direkt zur Ofstëmmung iwwert den Ensembl vum Projet de loi iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6518 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen.

D'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss. De Projet de loi 6518 ass mat 58 Jo-Stëmmen, bei 2 Enthaltungen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par Mme Diane Adehm), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusti Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel (par M. Serge Urbany) et Serge Urbany.

Ech ginn dervun aus, dass d'Enthalunge genuch motivéiert sinn. An ech géif dann d'Chamber froen, ob se bereet ass, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn.

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir géifen dann zum Projet de loi 6586 iwwergoen. Et geet ëm d'Transpositioun vun der Direktiv 2004/113/CE an et geet ëm de Prinzip vun der Égalité de traitement tëschent Männer a Fraen. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den éierewäerten Här Marc Angel.

**7. 6586 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant****1. transposition de la directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services;****2. modification du Code pénal;****3. modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance****Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports**

► **M. Marc Angel** (LSAP), *rapporteur*.- Jo, Merci, Här President, fir d'Wuert. Madame Minister, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kollegen, wéi de President et gesot huet, handelt et sech hei ëm eng Proposition de loi mat der Nummer 6586, déi eng Modifikatioun vun engem modifiéierte Gesetz vum 21. Dezember 2007 betrëfft. An deem Gesetz 2007 hate mer, wéi gesot, déi Direktiv 2004/113 iwwert d'Égalité de traitement tëschent Fraen a Männer deemools hei ëmgesat.

Den Auteur vun där Proposition de loi ass den Deputéierte Fernand Kartheiser. Hien huet dës Proposition de loi den 2. Juli 2013 hei déposiert. An de Statsrot huet knapp ee Joer duerno, den 3. Juni 2014, säin Avis ofginn.

Mir haten eng Réunion vun der Kommissioun vun der Santé, der Égalité des chances an dem Sport, déi sech mat dem Thema Égalitéit ofgëtt, de 24. Juni, wou den Auteur Fernand Kartheiser och konnt seng Proposition de loi virdroen a wou mer en éischten Tour de discussion haten, wou ech och Rapporteur genannt gi sinn a wou ech du gesot hunn, dass ech a menger Fonctioun als Rapporteur och e Brëf géif schreiwen un de Presserot, fir deen och nach eng Kéier ëm Avis ze froen. Mir hunn dunn, wéi gesot, eng Äntwert vum Presserot e puer Méint méi spéit kritt, den 22. Oktober 2014.

Op Ufro vun der ADR hate mer dunn nach eng Commission jointe den 10. November mat der Commission des Médias, des Communications et de l'Espace, wou dann och de Conseil de Presse mat enger Delegation vertruede war, fir en Échange mat de Vertriederinnen a Vertrieder vun deem Presserot ze hunn.

Den Objet vun der Proposition de loi ass et, fir d'Ännerung ze annulléieren, déi duerch d'Gesetz vum 19. Juni 2012 um Gesetz vum 21. Dezember 2007 gemaach gouf. Erlaabt mer, lech e bëssen de Kontext ze erklären.

D'Gesetz vum 21. Dezember 2007 setzt also déi Direktiv vun 2004 ëm iwwert d'Égalité de traitement tëschent Fraen a Männer, beim Accès an der Fourniture vu Biens a vu Services. Aus där Direktiv waren 2004, deemools, ausgeklammert d'Beräicher vun de Medien, der Publicitéit an der Éducation.

D'Éducation gëtt iwwer eng aner Direktiv geregelt. A bei de Medien a bei der Publicitéit gongt et deemools, am Joer 2004, ëm d'Diskussioun, ob dat kéint en Agrëff an d'Pressefräiheet bedeuten.

An enger éischter Phas, wéi mer déi Direktiv also transposéiert hunn am Joer 2007, mam Gesetz vum 21. Dezember 2007, huet Lëtzebuerg sech ganz strikt un den Text vun der Direktiv gehalen an och d'Medien, d'Publicitéit an d'Éducation ausgeklammert. Wat deemools awer schonn eng enorm Kritik vum Statsrot provoziert huet, zu där ech herno nach kommen, an och déi deemoleg Chambre des Employés privés an de Conseil national des Femmes haten déiselwecht Bedenke wéi de Statsrot.

(Coups de cloche de la présidence)

De Grond fir déi Bedenke waren deemools scho ganz kloer, well et net ze vertriebe war, laut deene Berichter, deenen Avisen, dass net all Zorte vun Diskriminatioun op deem nämlechen Niveau behandelt goufen. Et gongt deemools an deem Kontext och scho rieds vun enger Hiérarchisation des égalités.

Am Joer 2010 huet dunn déi deemoleg Chancëgläichheetsministesch Françoise Hettogaasch, am Numm vun där deemoleger Regierung, an esou wéi dat och an deem deemolege Regierungsprogramm stoung a virgesi war, en neie Projet de loi abruucht, wou, mengen ech, de Kolleg Eicher Rapporteur war,

wann ech mech net iren, an deem dann de Champs d'application vum Gesetz vum 2007 erweidert sollt ginn, fir dass d'Ausnahme fir d'Medien an d'Publicitéit, déi deemools gemaach gi waren, sollten erëm erausgeholl ginn.

D'Zil war et, fir déi verschidde Gesetzter, bei deenen et ëm de Schutz vun Diskriminatiounen geet, op een Niveau ze bréngen. Esou wéi beim Schutz virun Diskriminatiounen aus anere Grënn, zum Beispill der Hautfaarf, der Rass, der Relioun, der sexueller Orientéierung an esou weider, sollten och bei der Diskriminatioun opgrond vum Geschlecht déiselwecht Regele fir all Beräicher gëllen, also och fir d'Medien a fir d'Publicitéit.

Den entsprechende Projet de loi 6127 ass mat 55 Jo-Stëmme ugeholl ginn a gouf also d'Gesetz vum 19. Juni 2012. D'Proposition de loi, iwwert déi mer elo hei diskutéieren a wäerten ofstëmme, soll also dës Ännerung nees réckgängeg maachen.

Erlaabt mer op den Avis vum Statsrot zréckzekommen, eng technesch Saach. De Statsrot huet op e Feeler am Intitulé higewisen. D'Kommissioun huet och där Recommandatioun vum Statsrot Rechnung gedroen an den Intitulé vun der Proposition de loi ass elo d'Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 21 décembre 2007 (...). Am Intitulé ass also keng Referenz méi op d'Modifikatioun vum 19. Juni 2012.

Dat zu deem techneschen Aspekt. Wann een awer elo op de Fong geet, wat de Statsrot gesot huet, de Statsrot huet a sengem Avis zu der Proposition de loi natierlech op seng fréier Avice vun 2007 a vun 2012 an och op déiselwecht Argumenter verwisen.

Beim urspréngleche Gesetz, wou jo genee wéi an der Direktiv d'Medien an d'Publicitéit ausgeklammert goufen, huet de Conseil d'État deemools déi „minimalistesche a restriktiv“ Approche vum Législateur schaarf kritiséiert. Dës Virgehensweis géif eng Hierarchisatioun tëschent de verschiddenen Diskriminatiounsmotiver aféieren an dem Schutz vun der Égalité de traitement tëschent Fraen a Männer eng mannewäerteg Plaz zouerkerne par rapport zu aneren Diskriminatiounsgrënn, zum Beispill dem Schutz géint d'Diskriminatioun wéinst Behënnerung, der Rass, der Hautfaarf, wou, wéi scho gesot, d'Medien an d'Publicitéit mat abegraff sinn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kollegen, léif Madame Minister, de Conseil de Presse huet ëmmer nees a sengen Avisen an och a senger Positiounspabeieren an och an där Entrevue, déi mer mam Conseil de Presse haten, argumentéiert, dass e Journalist oder en Éditeur kéint risquéieren, sech ze autozensuréieren beim Reportage iwwer Faiten, déi diskriminatoirech kéinte sinn oder interpretéiert ginn.

Op där anerer Säit betount awer de Presserot, dass se ouni Reserv och de Principe vun der Égalité de traitement tëschent Fraen e Männer unerkennen an dass dee jo souwéiso an hirem eegene Code de déontologie festgeschriwwen ass. Si schreiwe souguer, dass si „des dispositions contraignantes claires et nettes“ an deem Code de déontologie drastoen hunn.

Nom Avis vum Presserot an och no där Entrevue mam Presserot huet d'Chamberskommissioun vun der Égalité des chances du festgestallt, dass am Fong keng nei, iwwerzeegend Argumenter um Dësch louchen. An de 6. Januar hu mer du mäi Rapport ugeholl, an an deem Rapport recommandéiert d'Kommissioun, dës Proposition de loi also net ze stëmmen, also der Recommandatioun vum Statsrot nozegoen.

Ech wollt nach e puer zousätzlech Erklärungen ginn, Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Et gouf dacks monéiert, Lëtzebuerg wär dat eenzeg Land, dat op de Wee gaange wär, fir de Champ d'application vun där Direktiv op d'Medien an op d'Publicitéit auszeweiden.

Dozou ass fir d'Éischt emol ze soen, dass dat am Fong kee gutt Argument gewiescht wär. Lëtzebuerg muss jo net ëmmer Nachzügler sinn. Et kéint jo och emol eng Kéier ee vun den Éischte sinn, vun de Virreider sinn, wann et ëm eng gerecht Cause geet.

Mä et ass net esou. Mir sinn hei an deem Fall net déi Eenzeg, well Lëtzebuerg steet bei Wäitem net eleng do mat där Regierung. An engem Experterapport, deen ech och zitéieren, wou Der och d'Sourcë fannt a mengem schréffleche Rapport, iwwert d'Transpositioun vun där Direktiv vun 2004, steet ze liesen, dass d'Legislatioun a Saache Gender Discrimination - de Rapport ass op Englesch - vill méi wäit geet wéi de Minimum, deen an der EU-Direktiv virgesinn ass, an dass, wéi et op Englesch an deem Rapport steet, „in a significant number of states“ (veuillez lire: „in a significant proportion of states“) d'Legislatioun iwwert d'Geschlechterdiskriminatioun géif déiselwecht Beräicher aschléisse wéi déi sougenannten „race“-Direktiv.

Andeems mer dës Proposition de loi net stëmmen, mengen ech, bekunde mer och e ganz kloeren Neen zur Hierarchisatioun tëschent de verschiddene Motifs de discrimination.

Fir et am Kloertext nach eng Kéier ze soen: Fir jiddwereen, och fir d'Medien, schénge et also absolutt kloer a selbstverständlech ze sinn, dass d'Medie sech mussen un d'Diskriminatiounsverbuet a Saachen Hautfaarf oder sexueller Orientéierung, Rass, Relioun oder Behënnerung halen, an do gesäit scheinbar keen d'Pressefräiheet a Gefor. Mä bei der Diskriminatioun wéinst dem Geschlecht ass dat anescht. A mir wëlle jo net, dass dës Diskussioun, déi op d'Geschlecht baséiert, haut an hei zu Lëtzebuerg nach akzeptéiert kéint ginn. A mir wëllen och net, dass déi Diskussioun nees salonfähig géif ginn.

Zum Argument vum Conseil de Presse, dass dat jo souwéiso am Code de déontologie steet, muss ech soen, dass een am Fong dovunner ausgoe kann, dass d'Journaliste sech scrupuleusement un hire Code de déontologie halen an dass de Presserot scrupuleusement drop oppasst, dass dat och esou geschitt. An an deem Fall bréngt d'Gesetz vum 2012 am Fong keng Ännerung an et kann also net dovu rieds sinn, dass d'Pressefräiheet dowéinst a Gefor gerode wier.

(Coups de cloche de la présidence)

Zum Thema Pressefräiheet wëll ech hoffen, dass et net dobaussen zu enger Diskussioun kéint am Kader mat der Diskussioun iwwert d'Liberté de presse zu deene schrecklechen Attentater a Frankräich op „Charlie Hebdo“, dass do net d'Saache vermëscht ginn. Dat wär, mengen ech, a mengen Aen eng populistesch Aart a Weis, fir mat deene wichtege Froen dann ëmzegoen.

D'Pressefräiheet an d'Liberté d'expression si grondleedend Valeuren an enger Demokratie, déi mer musse verdeedegen an héichhalen, déi awer net ëmmer illimitéiert sinn. Et dierf een nämlech net diffaméieren, et dierf een och zum Beispill keen, wat och verbueden ass, dass een en Appel à la haine aussprécht. An ech erlaber mer, d'Zeitung „Le Monde“ ze zitieren an hire Online-Ausgab vum 14. Januar, do hu se en Artikel publizéiert mam Titel „«Charlie», Dieudonné...: quelles limites à la liberté d'expression?“.

An deem Artikel ginn d'Basen an d'Prinzipien vun där Fräiheet erkläert, grad wéi och d'Limiten. Ech zitieren: «La liberté d'expression n'est donc pas totale et illimitée, elle peut être encadrée par la loi. Les principales limites à la liberté d'expression en France relèvent de deux catégories: la diffamation et l'injure, d'une part; les propos appelant à la haine, qui rassemblent notamment l'apologie de crimes contre l'humanité, les propos antisémites, racistes ou homophobes, d'autre part.»

A méi spéit resüméiert dann och deeselwechten Auteur: «(...) la liberté d'expression ne permet pas d'appeler publiquement à la mort d'autrui, ni de faire l'apologie de crimes de guerre, crimes contre l'humanité, ni d'appeler à la haine contre un groupe ethnique ou national donné. On ne peut pas non plus user de la liberté d'expression pour appeler à la haine ou à la violence envers un sexe, une orientation sexuelle ou un handicap.»

D'Auteure vum besoten Artikel beschäftegt sech alleréngs dann och mam „cas complexe“ vum Humor, der Satir an och der Karikatur. A se soen och, natierlech, dass Karikatur a Satir musse kënnen stéieren, par définition muss se och onbequem sinn. Se mussen och souguer e bësse wéidoen. Dat ass gewosst. Mä och d'Karikatur a Satir, dat ass e spezielle Regëster. Mä och do ginn et dem Artikel vun der Online-Edition „Le Monde“ no Limiten. Eng dovunner wier „de ne pas s'en prendre spécifiquement à un groupe donné de manière gratuite et répétitive“. Ech hu just deen Artikel do zitéiert.

Här President, léif Kolleeginnen a Kollegen, et ass net einfach, iwwert d'Limite vu Presse- a Meinungsfräiheeten ze diskutéieren. Um Gesetz ass et, fir déi grouss Prinzipien festzehalen. Wou awer genee déi Limite vun der Presse- a Meinungsfräiheet sinn an ob se iwwerschratt goufen oder net, kann nëmmen au cas par cas vun de Gerichter beuerteelt ginn. Dat ass net iergendwellechen Interessensgruppen hir Aufgab. Et ass och net d'Aufgab vun de Kierchen a vun de Reliounsgemeinschaften. Et ass och net d'Aufgab vun de Politiker. Dat wollt ech nach hei gesot hunn.

Ech soen lech zum Schluss Merci fir d'Nolauschteren. An ech wëll am Numm vun der LSAP-Fraktioun soen, dass mer dës Proposition de loi net wäerte stëmmen.

Ech wollt och drun erënneren, dass an der Commission de l'Égalité mäi Rapport mat där Recommandatioun, dës Proposition de loi net ze stëmmen, unanime ugeholl ass. Ech wëll awer do preziséieren, dass de Fernand

Kartheiser, den Auteur, ëmmer an der Kommissioun matgeschafft huet, mä dass en net Member an där Kommissioun ass an dass en also kee Stëmrecht hat. Mä, op jidde Fall, de Rapport ass unanime vun der Kommissioun ugeholl ginn; dee seet, déi Proposition de loi hei net ze stëmmen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► Plusieurs voix.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och dem Rapporteur. Ech wëll mech entschëlleegen, dass ech vun engem Projet de loi geschwat hat. Et ass selbstverständlech, Dir hutt et berichtegt, eng Proposition de loi, wou och direkt den Auteur, den Här Kartheiser, elo d'Wuert huet.

Discussion générale

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR), *auteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen dem Här Angel villmools Merci fir säi Rapport. Mä et gëtt einfach Sujeten, déi vill ze seriösin sinn, fir se als populistesch ze qualifizéieren, wann ee sech dermat beschäftegt.

Mir haten an deene leschten Deeg, duerch d'Actualitéit - eng Actualitéit, déi mer net kannt hunn, wéi ech dës Proposition de loi gemaach hunn -, d'Geleeënheet, ganz vill iwwert d'Fräiheet vun der Press ze schwätzen. Mir hate vill Deputéierten heibannen, déi op hire Mediesäit, op elektronesch Medie gesot hunn: «Je suis Charlie.» Mir haten der, déi op Demonstratiounen gaange sinn. Mir haten der, déi gekrasch hunn opgrond vun deem, wat geschitt ass zu Paräis, a mir hu vun alle Säiten héieren, datt d'Leit sech bekennen zu der Fräiheet vun de Medien. An et ass och gutt an et ass richtig esou, datt mer esou eng Solidaritéit weisen.

Haut awer, duerch den Zoufall vum Kalenner, diskutéiere mer iwwer e Gesetz, wou mer kucken: Wéi escht ass et eis da mat der Fräiheet vun der Press? Dat ass e Lackmустest. Et ass een, wou mer musse weisen, ob mer wierklech d'Fräiheet vun der Press verdeedegen, wéi et an engem demokratesche Rechtsstat muss sinn, oder ob mer Ursache fannen, fir se anzuschranken opgrond vu Pressiounsgruppen, opgrond vu schwammege Konzepter, déi eis derzou bréngen, Grondprinzipien vun eise Rechtsstat a Fro ze stellen.

Mir hunn esou Grondprinzipien, dat ass d'Fräiheet vun der Press. Se steet an eise Artikel 24 vun der Verfassung, wou mer soen: «La censure ne peut jamais être établie.» Dat ass e ganz, ganz wichtige Grondprinzip. An et wär eigentlech dorunner, un deem Prinzip, wou mer alles misste moossen, wat am Abléck kéint u politesch Propositionen, fir ze kucken, ob et deem entsprécht.

De Statsrot huet eigentlech als Aufgab gehat, als Statsrot, fir ze kucken, ob e Gesetz konform ass zur Verfassung. E versteet sech jo als Gardien de la Constitution. Mä de Statsrot huet dat an deem Fall net gemaach. Et ass, leider, e ganz staark politiséiert Organ, dat an deem Fall deem Optrag sécher net nokomm ass.

De Statsrot huet net a sengem Avis iwwer e Gesetz iwwert d'Fräiheet vun der Press, ëm déi et hei geet, déi Analys gemaach, ob dat Gesetz konform ass zur Constitution. En huet d'Constitution emol net ernimmt. E seet a sengem Avis, datt seng Referenzen e politesch Plang sinn an enger Konferenz zu Peking, ausserdem de Plan national de l'égalité, awer dat si sekundär Texter, tertiär Texter, politesch net contraignant Texter, juristesche net contraignant Texter. Mä d'Constitution huet en net ugefëiert an en huet déi Analys iwwert d'Zensur net gemaach. Et ass ganz schued, datt dat esou geschitt ass.

Mir hunn an der Diskriminatiounsdiskussioun, an ech muss soen zu de Kollegen an der CSV, a menger Analys ass et ee vun deene gréisste Feeler, déi d'CSV an där Zäit gemaach huet, wou se an der Regierung war, datt se rechtlech Grondprinzipien opgrond vun elektoralen oder grad politesch opportune Grënn a Fro gestallt huet. An déi Diskriminatiounsdebatte gehéieren dozou.

Eng Partei, déi sech als statsdroend laang verstanen huet a sech och vläicht erëm wëllt esou verstoen, kann net higoen a Grondprinzipien vum Stat zur Dispositioun stellen. Si kann och net higoen a mat legalisteschen Argumenter wéi Hierarchien an Diskriminatiounsfroen argumentéieren, wann déi Diskriminatioun selwer op ganz schwammege Konzepter berout, déi eigentlech net dat duerstellen, wat eng Rechtssécherheet kann hierginn.

Et ass schued, datt op esou Manéieren argumentéiert gëtt, wann et awer kéint op engem ganz aneren Niveau geschéien, wou wierklech kéint mat Iwwerzeegung fir dat agestane ginn, wat awer d'Essenz vun eise westlechen Demokratien ausmécht.



Mat esou Argumenter argumentéieren, dat sinn Defizienzargumentatiounen. Et weist, datt eigentlech déi wichteg Saachen net méi am Zentrum stinn, mä datt éischter mat elektoralisteschen oder anere Considératione Politik gemaach gëtt. Dat ass schued.

D'ADR huet dës, oder ech hunn et gemaach mat der Ennerstëtzung vun der ADR, dës Proposition, wësst Der, well et einfach wichteg ass, datt mer eis bewosst sinn, a wéi engem Exercice mer hei sinn. Mir féieren eng indirekt Zensur mat dësem Gesetz an, dofir kënne mir als ADR och net domat zefridde sinn. Et ass eng indirekt Zensur! An dat soen net nëmme mir, dat seet de Conseil de Presse. An de Conseil de Presse seet et net emol, mä en huet et dräimol gesot!

De Conseil de Presse huet et gesot, well d'CSV dee Projet 6127 erabruecht hat an dës Debatt. En hat en Avis geschriwwen, dee ganz kritesch war, deen ebe just op déi Problematik opmierksam gemaach huet vun der indirekter Zensur an deene Risiken, deenen d'Medievertrieeder an d'Éditeure sech ebe kënne aussetzen. An en huet et nach eng Kéier gemaach an engem Mémoire, deen en duerno adresséiert huet un all Member vun der Chamber, wou e gesot huet, e géif eng Campagne maachen. Sou eescht war et dem Conseil de Presse!

An en huet et nach eng Kéier gemaach, wou mer elo dës Diskussioun iwwert dëst Gesetz hatten, wou alt nees eng Kéier, an dat muss een awer och soen, der Eierlechkeet halber, déi zoustänneg Chamberskommissioun vun der Egalitéit u sech dem Conseil de Presse déi Fro net wollt stellen. Et ass d'ADR, déi insistéiert hat, mat der Hëllef, an dëser Diskussioun, vun der DP. Wann dat net gewiescht wär, da wär de Conseil de Presse écartéiert gi vun der Diskussioun, obschonn hien et ass, deen un éischter Plaz beträff ass.

Ech bedauern och, ech bedauern, datt an eiser Press, déi leider zu engem ganz groussen Deel parteigebonnen ass, dee Kampf net gefouert gëtt, dee mer hei misste gesinn, wann et ëm d'Fräiheet vun der Press zu Lëtzebuerg geet!

Et ass schéin, datt eis Zeitungen an eis Medie sech engagéieren, wann zu Paräis en Attentat géint Journalisten oder Karikaturiste gemaach gëtt. Dat ass gutt. Mä ech géif mer wënschen, datt d'Parteien net de Kritär wiere vun eise Journalisten, wann et drëm geet, fir ze beuer-teelen, wéi d'Fräiheet vun der Press hei soll an de Medie reflektéiert ginn.

Et ass net, well eng Proposition fir d'Fräiheet vun der Press vun der ADR kënnt, datt eis Journalisten doriwwer vläicht an der Press net esou berichten a sech net esou engagéieren, wéi de Conseil de Presse et hei am Land vormécht.

Et ass schued, well ech mengen, et géif och e breede Public interesséieren. Mir haten de Bewäis fir den Interessi jo virun e puer Deeg, wou en Imam an och e Vertrieeder vun der kathoulescher Kierch envisagéiert haten, fir verschidde Saachen, déi si als blessant empfanne fir hir reliéis Gefiller, net onbeschränkt an de Beräich vun der Karikatur oder der Kritik wëlle kommen ze loosser.

Doriwwer kann ee streiden. Well, wéi den Här Angel richteg rappeléiert huet, ass jo ee vun den Diskriminatiounsgrënn, dee fir hien a fir anerer, déi op déi Manéier argumentéieren, jo wichteg sinn, d'Diskriminatioun opgrond vun der Relioun. Also ass dat u sech eppes, wat ee kann och an deem Geescht liesen, wéi mer et haut hei diskutéieren am Kader vun der Gläichheet vu Fraen a Männer. Dat ass och ee Grond. Et ass also och ee vun deene Grënn, déi an der Press, am Pressegesetz oder op jidde Fall an der Wirklechkeet vun der Press musse respektéiert ginn.

D'AHA hat direkt geschriwwen, wou dee Kommentar gemaach gouf: «L'AHA juge l'initiative visant à limiter la liberté d'expression comme la manifestation d'un cynisme monstrueux. Il relève de la responsabilité des politiques d'étouffer dans l'œuf de telles atteintes aux libertés d'expression, de la presse et de pensée», obschonn et am Gesetz steet! Hei hate mer also e Fall, wou direkt eng Associatioun sech dorunner gestéiert huet a wou mer direkt eng Diskussioun hei haten.

An haut de Moien huet den Här Bettel gesot, wou mer iwwert d'Fräiheet oder d'Trennung vu Kierch a Stat geschwat haten an der Kommissioun, e géif zu Lëtzebuerg keng Restriktioun vun der Liberté de la presse akzeptéieren. Dat waren d'Wieder vum Statsminister de Moien an der Chamberskommissioun.

D'Realitéit ass awer aner! An et ass dat och, wat mech stéiert, dat ass, datt mer u sech - net mir als ADR -, mä awer ganz vill Politiker, Parteien, en Discours priedegen, an deem se d'Fräiheet vun der Press als en héije Wäert duerstellen, a mat Recht, an awer, wann et an d'Praxis geet, dat direkt vergiessen an et, wéi

gesot, an d'Kategorie vun Diskriminatiouns-diskussiounen réckelen, déi awer juristesche, fir et emol ganz modéréiert ze soen, net kloer beschriwwen sinn an e gewëssenen Arbitraire hierstellen.

Fir eis als ADR, nach eng Kéier, war et wichteg, dës Proposition de loi ze maachen, well mer einfach net kënne akzeptéieren, datt eng Zensur hei am Land, sief se direkt oder indirekt, wéi mer se hei aféieren, datt eng Zensur hei am Land existéiert. Datt et net méiglech ass fir d'Pressevertrieeder, verschidde Saachen an hire Medien ze soen, ouni mussen ze fäerten, e Prozess ze kréien! Wou se och nach konfrontéiert si mat enger anerer Verletzung vum Rechtsstat, nämlech dem Renversement de la charge de la preuve. Eng Praxis, déi sech an deene leschte Jore leider agebiergert huet.

► **M. Roy Reding** (ADR).- Très bien!

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR), *auteur*.- Et ass einfach fir eis net akzeptabel! A mir sinn als ADR net an enger Schinn vu Populismus, wa mer doriwwer schwätzen, mä am Sënn vun enger Partei, déi eng Wäertorientéierheet an eng Trei zu rechtsstaatleche Prinzipie konkret iwwersetzt a Gesetzespropositionen an an e Behuelen, wat déi wichteg Grondpfeiler vun eise-m demokratesche Stat héichhält an nach weess, wou déi sinn, wéi se ze identifizéieren an ze beschreiwe sinn, a mat eise Wëllen, fir se och ze verdeedegen!

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Nächst ageschriwwen Riednerin ass d'Madame Sylvie Andrich. Madame Andrich, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Sylvie Andrich-Duval** (CSV).- Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, fir d'Éischt emol Merci dem Rapporteur fir säin exzellente schrëftlechen a ganz engagéierte mëndleche Rapport an där Proposition de loi hei. Mä och Merci dem Initiateur hei vun der Proposition de loi, deen doduerch eng weider interessant ëffentlech Diskussioun, ënner ane-rem zum Thema Gläichbehandlung tëschent Mann a Fra, erméiglecht.

D'CSV begreist ausdrécklech, dass et zu engem Austausch mam Presserot koom an enger gemeinsamer Sitzung, et ass scho gesot ginn, vun der Chancëgläichheetskommisioun an der Mediekommisioun vun der Chamber.

De Presserot huet sech zu der Ëmsetzung vun där concernéierter europäescher Direktiv 2004/113 vum 13. Dezember 2004 zur Gläichbehandlung tëschent Mann a Fra, wat den Zougang zu Gidder a Servicer respektiv fir d'Zouliwwerung ugeet, e puermol zu Wuert gemellt. D'Vertreieder vun der Press konnten hire Point de vue och schonn am Virfeld vun der Ëmännerung vum initiale Gesetz vum 2007 an enger Entrevue de 17. Februar 2011 mat den deemolegen zoustännegen Ministere Biltgen an Hetto ausdrécken.

Dofir, am Numm vun der CSV, just e kuerze Kommentar zu der virleiender Gesetzespropos, wat d'Hierarchisatioun vun den Diskriminatiounsmotiver ubelaangt.

Engersäits ass bei der Ëmsetzung vun dëser Direktiv duerch d'Gesetz vum 21. Dezember 2007 de generelle Prinzip vun der Gläichbehandlung tëschent Mann a Fra a ville Beräicher agefouert ginn, dat awer mat e puer Ausnahmen, dorënner déi Froen, déi sech mat dem Inhalt vun de Medien, der Publicitéit an der Éducatioun beschäftegen. De Rapporteur huet et beschriwwen, mä ech widderhuelen awer verschidde Saache weinst der Kloeerheet vun der Argumentatioun.

Déi lescht dräi Beräicher si bei der Ëmsetzung vun der Direktiv, bei der Ausschaffung vun dem initiale Gesetz am Joer 2007 ausgeschloss ginn, ënner ane-m, well d'Direktiv dëst net virge-sinn hat. Déi Direktiv ass also eent zu eent ëmgesat ginn. An et war effektiv deemools schwéier, um europäesche Plang eng Eene-gung tëschent all deene concernéierten Akteu-ren ze fannen, well eng méiglech Interferenz mat der Pressefräiheet an der Pressevielfalt in-voquéiert ginn ass.

Mä déi europäesch Direktiv ass eng minimal Harmonisatioun, déi de Memberstate fräi Hand léisst, Dispositiounen doriwwer eraus ze huelen, wat och eng signifikativ Zuel vu Länner gemaach hunn. De Statsrot war drop agaangen, gradesou wéi de Marc Angel a sengem Rap-port.

Anerersäits gëtt et hei zu Lëtzebuerg d'Gesetz vum 28. November 2006, dat de Schutz géint all Zort vun Diskriminatiounen garantéiert, sief dat weinst dem Alter, engem Handicap, der sexueller Orientéierung, der Relioun oder sen-gen Iwwerzeegungen an der ethnescher oder Rassenzougheieregkeet. An dozou gehéiert och d'Netdiskriminatioun an de Beräicher vun

der Beschäftegung, der Éducatioun an dem gläichberechtigten Zougang fir Mann a Fra zu de Gidder a Servicer, gradesou wéi och d'Zou-stellung vun dësen, wat jo d'Thema vun haut ass.

Den Uwendungsberäich vum Gesetz vum 2006 ass also e gutt Stéck méi breet wéi dee vum Gesetz vum 2007 a begräift och déi Beräicher, déi bei der Ëmsetzung vun der Direktiv ausge-klamert goufen. An doduerch sinn eng ganz Rei Ongereimtheeten entstanen.

Éischtens ass et zu enger Hierarchie tëschent de Rechter vun de Bierger komm. Zum Beispill huet de Bierger wuel d'Recht, fir net diskrimi-néiert ze gi weinst sengem Alter, engem Handi-cap oder senger Relioun, net awer d'Recht, fir géint eng Diskriminatioun opgrond vum Ge-schlecht an de Medien an an der Publicitéit an deelweis och an der Éducatioun geschützt ze ginn.

Zweetens. D'Kohärenz, d'Equivalenz an d'Uge-passtheet vun eise Lëtzebuurger Rechtsnormen a virun allem de Respekt vum Artikel 11 vun der Verfassung, wou d'Gläichheet tëschent Mann a Fra verankert ass an deen ausserdeem virgesäit, ech zitieren: «L'État veille à promouvoir activement l'élimination des entraves pou-vant exister en matière d'égalité entre hommes et femmes», waren domat a Fro gestallt a puncto Rechtsstat.

Drëtzens. Déi international Verpflichtungen, déi Lëtzebuerg agaangen ass par rapport zu der Organisatioun vun de Vereenten Natiounen, der UNO also, der Europäescher Unioun an dem Conseil de l'Europe am Beräich vun der Gläichbehandlung vu Mann a Fra waren och net méi respektéiert, ënner ane-m d'Konven-tioun iwwert d'Eliminatioun vun allen Diskrimi-natiounen géegeniwwer vun de Fraen, bekannt als CEDAW-Konventioun, oder d'Engagemen-ter vun der Aktionsplattform vu Peking, fir nëmme déi ze nennen, déi jo hiren Nidder-schlag fannen am nationalen Aktionsplang fir d'Gläichheet vun de Fraen a Männer vun der Regierung.

Fir dës Onkohärenzen nees ze behiewen, huet déi viregt CSV/LSAP-Regierung an hirem Koali-tionsprogramm virgesi gehat, déi Ausnahm, déi sech op déi dräi Beräicher vun der Publici-téit, de Medien an der Bildung bezunn huet, opzehiewen. Dëst bedeit, dass d'Gläichbehand-lung tëschent Mann a Fra am Zougang zu Gid-der a Servicer souwéi och der Bereetstellung vun dësen ausdrécklech op déi dräi Beräicher erweidert gouf duerch eng Ëmännerung vum Gesetz vum 2007, déi de 15. Mee 2012 hei an der Chamber mat enger écrasanter Majoritéit gestëmmt gouf. Domat hunn déi Persounen, déi sech op deem Gebitt diskriminéiert fillen, e Mëttel krit, fir sech ze wieren.

Déi virleiend Gesetzespropos géif net nëmme de Schutz vun de Bierger géint dës Diskrimi-natioun nees ophiewen, mä déi gesetzlech On-kohärenzen nees aféieren. An dat ass fir d'CSV net tragbar! D'CSV ass der Meenung, dass et zum generelle Prinzip vun der Gläichheet të-schent Mann a Fra keng Ausnahmeregelung dierf ginn.

D'Pressefräiheet muss am Respekt vun der mënschlecher Wüerd an der Gläichheet tëschent Mann a Fra spillen. An dat huet näischt mat deene rezenten dramateschen Evenementer a Frankräich ze dinn. An dat huet och näischt mat engem „schwammege Konzept“ ze dinn, esou wéi et vum Auteur vun der Gesetzespro-position hei ugedeit gouf.

Sämtlech Avisen, déi an der gesetzgeberescher Prozedur zum Gläichheitsprinzip tëschent Mann a Fra fir den Zougang zu Gidder a Servi-er souwéi och der Bereetstellung vun dësen erstallt gi sinn, deelen dës Meenung, vum Statsrot iwwert d'Berufsskummere bis zum Conseil national des femmes an dem Centre pour l'égalité de traitement.

Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, d'CSV-Fraktioun wäert dës Gesetzespropos deemno net matstëmmen. Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci, Madame Andrich. Nächst ageschriwwen Riednerin ass d'Madame Josée Lorsché.

► **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wéi scho gesot ginn ass, mat enger grousser Majo-ritéit huet d'Chamber am Joer 2012 décidéiert, de Prinzip vun der Gläichbehandlung vu Fra a Mann iwwerall unzewenden an och a méi sub-tille Beräicher wéi ebe just de Medien an der Werbung.

Bis op véier Ausnahme waren all d'Deputéierten heibanne sech eens, datt d'Diskriminatioun opgrond vum Geschlecht déiselwecht Gravitéit huet wéi all aner Zort vun Diskriminatioun an datt se mat deeneselwechte Mëttel muss be-kämpft ginn. Eng Hierarchiséierung dierf et an där doter Fro net ginn! An ech si frou, datt

souwuel d'Madame Sylvie Andrich wéi och den Här Marc Angel dat do gesot hunn.

Weder d'Geschlecht nach den Alter, den Han-dicap, déi kulturell Hierkunft, d'Relioun, de Glawen oder all Zort vun Iwwerzeegung dier-fen e Motiv sinn, fir eng Persoun ze diskrimi-néieren.

Dës Positioun hunn déi gréng allerdéngs net eréischt am Joer 2012 vertrueden, wéi d'Gesetz nogebessert ginn ass. Schon am Joer 2007, wéi d'Direktiv transposéiert ginn ass, eben d'Direktiv zum Accès zu Gidder an Dëngscht-leeschungen, hunn déi gréng sech enthalten, well se net d'accord waren, datt d'Medien an d'Publicitéit aus dem Gesetz ausgeschloss gi sinn.

D'Kollegin Viviane Loschetter huet deemools eng deementspriedend Motioun hei dépo-séiert, déi awer leider nëmme vun eiser Frak-tioun gestëmmt ginn ass. Leider huet et fënnef Joer gedauert, bis d'Chamber eiser Fuerderung nokomm ass. Mä ëmmerhin, et war e wichtige Schrëtt an eng gutt Richtung.

D'Proposition de loi vun haut gëtt mir d'Ge-leenheet, eis Positioun eng weider Kéier ze widderhuelen a mir wäerten déi Positioun och bäibehalen. Si bitt awer och d'Geleenheet, mech e bësselche mam Avis vum Presserot ze beschäftegen, deen an dëser Diskussioun jo awer mat eragezu ginn ass an deen och net onbedeitend ass an deem Secteur.

Grad wéi den Auteur vun der Proposition de loi, schwätzt och de Presserot sech jo derfir aus, d'Medien an d'Publicitéit nees aus dem Gesetz ze sträichen. D'Suerg vum Presserot, datt eng Application à la lettre, wéi et a sen-gem Avis steet, d'Riedefräiheet vun de Journa-listen an d'Pluralitéit vun de Medien aschränke kéint, kënne mir eigentlech aus der Perspektiv vun de Journalisten duerchaus novollzéien.

Effektiv ass et jo esou, datt d'Journaliste stän-neg engem Drock ausgesat sinn an un der viischer Front stinn, schonn eleng, wa si dat maachen, wat d'Gesellschaft sech vun engem gudde Journalist erwaart. Wa si hirer journalis-tescher Tâche gerecht ginn, déi dora besteet, ze recherchéieren, ze informéieren, ze kom-men-téieren, ze kritiséieren, ze hannerfroen a wa se d'Konscht beherrschen, och ze karikatu-réieren, sti se oft am Mëttelpunkt vun der Kri-tik.

Zu wéi enge Reaktiounen dës Tätegkeet am Ex-tremfall ka féieren, huet déi terroristesch Attack op d'Karikaturiste vun „Charlie Hebdo“ bewi-sen. Dat war kee Glanzmoment vum Journalis-mus. „D'Affer si gekäppt ginn, well se e Kapp haten.“, huet de Psychiater an Auteur Paul Rauchs a senger rezenter Carte blanche op RTL behaapt. De Mann hat recht!

D'Affer haten d'Intelligenz a se haten de Cou-rage, fir sech mat brutalem, mä och mat raffi-néiertem Humor zu Saachen ze äusseren, déi se perséinlech awer déif respektéiert hunn. Dës an aner subtile Methoden oder Manéieren, sech zu Wuert ze mellen, mussen d'Recht an d'Fräiheet vun all Journalist sinn a bleiwen, och am Kon-text vun der Gläichstellung vu Fra a Mann an am Kontext vun der Gläichstellung vun Trans-gender-Persounen, déi an dëser Diskussioun oft vergiess ginn.

Allerdéngs, an dat ass mer wichteg, dierf dës journalistesche Fräiheet kee Fräipass sinn, fir aner wichteg Regele vum demokrateschen Ze-summeliewen ausser Kraaft ze setzen. Am Kontext vum terroristeschen Uschlag op „Char-lie Hebdo“ zum Beispill heescht dat, datt déi Attack net als Argument benotzt dierf ginn, fir d'Presse- an d'Meenungsfräiheet iwwert déi ëffentlech Uerdnung an iwwert dat ëffentlecht Recht ze stellen. Se ass just den Deel vun en-gem Ganzen. Zu deem Ganze gehéieren nach ganz aner Grondprinzipien, déi jiddweree muss respektéieren, an och Grondrechter, déi jidd-weree muss schützen.

Dat zielt och fir den Accès, de gläichberechtigten Accès zu Servicer a Gidder, ëm déi et an dëser Proposition de loi geet, notament och an der Press an an der Publicitéit. E wichtegt Grondrecht ass ebe just dobäi de Schutz géint d'Diskriminatioun, grad wéi och d'Recht, sech mat legale Mëttel géint all Zort vun Diskrimi-natioun ze wieren.

Duerno geet et dann drëms, déi néideg juris-tesch Schrëtt anzeleeden a gegebenfalls Strofen auszeschwätzen, wann et sech ëm eng Diskriminatioun handelt.

De Verbuet vun der Diskriminatioun, d'Vielfalt vun de Kulturen, de Reliounen an de Sproo-chen an notament och de Prinzip vun der Gläichheet tëschent Fra a Mann sinn iwwre-



gens och an der Europäescher Mänscherechtscharta an den Artikelen 21, 22, 23 verankert. Et handelt sech hei ëm universell Mänscherechter, déi e Ganzt bilden a keng Ausnahm zouloossen! Dowéinst gëtt et an eisen Ae kee Grond, fir zwee Beräicher aus deem Gesetz auszuklamieren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*).- En zweeten, wichtige Grondprinzip vun eise Rechtsstat, deen och an de Kontext vun dëser Proposition de loi gehéiert, ass d'Recht op fräi Meenungsausserung, déi schonn e puermol hei erwähnt ginn ass. Dozou zielt och d'Pluralitéit vun de Medien, d'Pressefräiheet an d'Fräiheet, Informatiounen ze empfänken a weiderzeginn. Dës Dispositiounen sinn am modifizéierte Gesetz vun 2004 festgehalen a sinn och am Artikel 11 vun der Europäescher Mänscherechtscharta verankert. Se hunn also genoe deeselwechte Stellwäert wéi d'Gläichbehandlung vun de Geschlechter an de Verbuet vun der Diskriminatioun.

Natierlech, dat wësse mer, gëtt et ëmmer Konflikter tëschent dem Recht vun deem engen an dem Recht vun deem aneren. Am Konflikt tëschent dem Recht op Meenungsfräiheet an dem Recht vum Eenzelnen op Gläichbehandlung ass et dann awer weder un der Press nach um Presserot nach um Eenzelnen, fir doriwwer ze jugéieren. Mir liewen an enger Demokratie. An an der Demokratie läit déi Entscheedung beim Gericht als iwwergeuerdet an neutral Instanz, natierlech an der Hoffnung an ernnert der Viraussetzung, dass d'Affär och traitéiert gëtt. Dee Problem ass virduer ugeschnidde ginn.

Op enger ganz anerer Ebene gesi mir de Code de déontologie vun der Press, dee laut dem Presserot méi streng ausgeriicht ass wéi den Text vum Gesetz. Der Meenung vum Presserot no ass dee Code an déi gutt Aarbecht vun der Commission des plaintes Ursach genuch, fir keng speziell Dispositiounen an deem Gesetz ze schafen oder se dranzeloossen.

Mir zweifele kee Moment drun, dass seriö Presseorganer ganz virsiichteg a bewusst mam Volet vun der Gläichstellung ëmginn an all Diskriminatioun och bewusst ënnerloossen.

Déi niddreg Zuel vu Plainten ass schonn eleng e Bewäis, dass mer keng grouss Problematik hei am Land hunn. Trotzdem si mir der Meenung, dass et mam Code de déontologie als Instrument net duergëet, well en enger betroffener Person net déi néideg legal Basis liwwert, fir zu hirem Recht ze kommen.

Ech kéim dann zur Publicitéit, ëm déi et hei och geet. Mir gesinn do keng aner Dispositiounen wéi bei der Press oder bei de Medien.

Mir mengen, dass och d'Publicitéit net därer ausgeschloss ginn. Och wann et do e strenge Code de déontologie gëtt, dee mir als wäertvollt Instrument ugesinn, wuel fir d'Ethik an der Werbung ze jugéieren an ze iwwerwaachen. Alerdéngs schafft och dës Code net déi néideg gesetzlech Handhab, soudatt sech fir de Bierger an d'Biergerin déiselwecht Fro stellt, wéi um Niveau vun der Press.

Och hei muss et méiglech sinn, juristesche Schrëtt géint d'Initiateuren vun enger Werbecampagne anzeleeden, wann d'Campagne nun emol elementar Mänscherechter verletzt. Dës ëmsou méi, well déi ënnerschwellig Messagen, déi virun allem duerch Biller a Fotoe vermittelt ginn, ganz ufälleg si fir Sexismus an Instrumentalisierung vun der Fra, munchmol och vum Mann.

Dës Problematik ass längst erkannt an ass och am Joer 2010 an enger ganz opschlussräicher Etüd vum Conseil de la publicité zesumme mam Ministère de l'Égalité des chances dokumentéiert ginn.

Et ass festgehalen ginn, dass de Gros vun de Reklammen, vun der Werbung hei am Land eigentlech kee Problem duerstellt a ganz neutral ausgeriicht ass. An et ass awer och festgestallt ginn, dass mer eng ganz Retsch vu Reklammen hunn, déi net onbedenklech sinn.

Virun allem huet d'Etüd bestäet, dass d'Werbecampagnen och zu Lëtzebuerg vill Klischeen a stereotyp Rollbilder véhiculéieren. Beispielsweis an der Werbung vu Miwwelen, wou an insgesamt 21 Reklamme just zwee Männer a ganzer 19 Frae virkommen. Déi Frae ginn awer do net als aktiv Mänschen duergestallt, mä ausnahmslos als passiv a verféieresch Dekoratioun vun de Miwwelen.

Am Banken- an Assuranceselector sinn et ni d'Fraen, mä ausnahmslos d'Männer, déi d'Kapital vun der Famill - d'Wuert seet et - „en bon

père de famille“ géréieren. Beim Akafegoen - Verschiddener schwätze vu Shopping - sinn et, laut därselwechter Etüd, ëmmer d'Fraen, déi dës Beschäftigung noginn an am léifsten all Euro ausginn, deen de Mann alt nees „en bon père de famille“ gespuert huet.

Dës si just e puer Beispiller aus der Etüd, déi beschuens illustréieren, dass d'Publicitéit bei der Verbreedung vun erniddregende Klischeen a Stereotypen net onschëlleg ass.

Natierlech sinn ënnerschwellig Messagë wéi déi do - an d'Weltbild, wat derhannertstécht -, net Grond genuch, fir dee ganze Sector vun der Publicitéit a Ketten ze leeën. Och do muss eng gewësse Fräiheet erlaabt sinn an och eng gewësse Fantasie. Se sinn awer Grond genuch, fir och d'Publicitéit net aus deem Gesetz ze sträichen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kéim zum Schluss. Ech wëilt dem Marc Angel villmools Merci soe fir säin exzellente Rapport a virun allem fir déi demokratesche Wäerter, déi en dora vertritt. Ech sinn iwwerzeegt, dass mir d'Rad vun der Geschicht haut net zrëckdréien an d'Mänscherechter weiderhi verteidegen an héichhalen, grad ewéi vill aner Staten och.

Domat soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Präsident*.- Merci och der Madame Lorsché. D'Wuert huet den Här Gusty Graas.

► **M. Gusty Graas** (*DP*).- Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären, dës Proposition de loi huet jo u sech zwee Voleten: engersäits de Prinzip vun der Gläichbehandlung tëschent Mann a Fra an zweetens d'Pressefräiheet. An et kann ee jo och net niéieren, dass e gewëssene Lien tëschent deenen zwee Beräicher besteet.

Wat deen éischte Volet ubelaangt, d'Diskussion iwwert den Traitement d'égalité, ass et sécher, dass et oft Leit gëtt, déi dat méi emotional diskutéieren. Op där anerer Säit gëtt et natierlech awer och Leit, déi dat méi rational gesinn a vläicht och méi dee juristesche Aspekt an de Vierdergrond stellen.

Firwat soen ech dat? Ech wëll emol drop hiweisen, dass d'Demokratesche Partei ganz kloer sech ëmmer fir e gutt funktionnéierende Rechtsstat asetzt an dass se heiansdo Schwierigkeiten huet, Argumentatiounen ze akzeptéieren bei der Ausaarbechtung vun engem Gesetz, déi éischer vläicht elo op emotionalen lwwerleunge baséieren.

Ech ginn hei e Beispill, an zwar de Vote vun deem Gesetz, iwwert dass mer haut jo u sech och diskutéieren, aus dem Joer 2007, déi sougenannten „Unisex-Direktiv“ vum 13. Dezember 2004. D'DP hat sech deemools enthalen. Net u sech, wat elo den Inhalt vum Gesetz ubelaangt, mä éischer aus reng juristesche Grënn.

Et waren dräi Ursachen, dräi Haaptargumenter, firwat dass meng Fraktioun sech deemools enthalen hat. Eise Spriecher war iwwregens kee Geréngere wéi den heitege Statsminister Xavier Bettel an huet op dräi Punkten higewisen.

Dat éischt ass: Associatiounen krute jo d'Recht, am zivilen Beräich Recours géint eng Person ze maachen. Dann zweetens, wou mer eis dru gestéiert haben, dass war d'Affäre vun engem Montant forfaitaire am Kader vum Préjudice moral. An den drëtte Punkt, dass war de Renversement vun der Charge de la preuve.

Et waren u sech déi reng juristesche Argumenter, firwat dass mer eis deemools enthalen hunn.

D'DP ass och net - dass kann een och nach eng Kéier hei betounen - ee ganz grouss Frënd vun de Quoten. Wa mer schonn an där ganzer Diskussioun sinn, déi ech elo net wëll hei verdeiwen, mir sinn eng vun deene wéinege Parteien, déi net onbedéngt euphoresch...

(*Interruption*)

...sech duerstellt, wann et heescht, Quoten anzeféieren. Mir hu keng Quoten an eiser Partei. A wann ech d'Kolleeginnen an d'Kolleegen esou kucken, mengen ech kaum, dass dat à court an à moyen terme en erstriewenswäert Zil wäert sinn.

Mir respektéieren alerdéngs aner Parteien, déi do éischer eng aner Meenung vertrieeden. Ech mengen, do soll jiddweree maachen, wéi en et fir richtig hält.

Firwat, wéi gesot, ginn ech op all déi lwwerleungen hei an? Mä fir nach eng Kéier ze ënnersträichen, wa mer den Discours féieren an der Matière vun der Gläichstellung tëschent de Geschlechter, dass mer rasonabel musse légiféieren, an dass natierlech net nëmme reng ideologesch lwwerleungen dierfen eis do guidéieren.

Mä et ass awer kloer, dass dat een net soll verënnern, weiderhi sech derfir anzesetzen, dass

mer eng Égalité des chances an eiser Gesellschaft ustriewen.

A wa mer elo kucken, wat an deene leschten honnert Joer Positives geschitt ass, vun 1919 un, wou de Vote universel agefouert ginn ass, bis hin zu deem ganz modernen Ofdreiwungsgesetz, wat mer virun e puer Wochen hei gestëmmt hunn, dann ass dat ouni Zweifel dee richtige Wee gewiescht. E Wee, deen dës Partei jo och ëmmer matgaangen ass.

Den Tempo vun der Gläichstellungskultur - fir et emol esou ze soen -, deen ass ouni Zweifel och déi lescht Jore richtegerweis accélériert ginn, dass virun allem och um europäeschen Niveau, wou mer eng Rei vun Instrumenter hunn, déi dës Politik och erlaabt hunn.

Ech erënnern zum Beispill hei un den Traité vun Amsterdam, deen u sech d'juristesche Basis geliwwert huet, fir déi Politik ëmzesetzen. Ech erënnern dann och un d'Charta iwwert d'Grondrechter vun der EU, wou d'Eliminatioun vun all Form vun Diskriminatioun dran enthalen ass.

An da gëtt et doriwwer eraus natierlech och eng Rei vun internationalen Instrumenter - dass eent oder dass anert ass och schonn hei genannt ginn. Ech erënnern och hei un d'UNO-Charta iwwert d'Grondrechter vun 1945 a virun allem natierlech déi universell Deklaratioun vun de Mänscherechter aus dem Joer 1948.

An da wëll ech an deem Kontext awer och op d'Gesetz vum 28. November 2006 erënnern iwwert d'Diskriminatioun - fir et elo emol e bësse méi pauschal auszudrécken -, well do sti jo awer schonn eng Rei wesentlech Elementer och dran, wat d'Gläichbehandlung ubelaangt. An ech wëll zum Beispill zitéieren, wat awer iwwert den Harcèlement do drasteet: «...qui a pour objet ou pour effet de porter atteinte à la dignité d'une personne et de créer un environnement intimidant, hostile, dégradant, humiliant ou offensant».

An dann nach, wat ganz interessant ass, am Artikel 2 vun deem Gesetz steet explizit ënnert dem Champ d'application, ënnert dem Punkt g), d'Éducation. A mir schwätze jo och hei iwwert d'Education. Ech si licht verwonnert, dass dee Volet am Fong hei nach weider guer net ugeschwat ginn ass. Et geet jo net nëmme ëm d'Press an deem Gesetz hei. Et geet jo net nëmme ëm d'Publicitéit, mä et geet och ëm d'Education.

Bon, dass ass, wéi gesot, hei elo e bëssen ënnergaangen. Huet och vläicht seng Berechtigung, well mer eben do eng ganz Rei gesetzlech Dispositiounen schonn hunn, soudatt mer do net weider hu musse légiféieren.

Ech wëll och hei ënnersträichen, dass an deene leschte Jore jo awer och d'Ausbildung vu Jongen a Meedercher sech ëmmer méi openeen zoubeweegt huet - wat jo och gutt ass - an dass an deem Beräich do dach wahrscheinlech keng gréisser Problemer méi festzestellen sinn.

Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 5739, also dass spéidert Gesetz vum 21. Dezember 2007, hat jo, wéi gesot, déi dräi Kärberäicher Medien, Publicitéit an Education ausgeschloss. Deemools war et jo virun allem um europäeschen Niveau, wou keng Eenigung fonnt ginn ass.

Déi Dispositioun, déi mir hei zu Lëtzebuerg, wéi gesot, deemools écartéiert hunn, hat natierlech awer och zu enger Rei negative Stëmme gefouert. Enner anerem de Lëtzebuerger Fraeröt hat sech dergéint ausgeschwat, an awer och déi deemoleg Chambre des Employés privés war net frou, dass de Législateur déi do dräi Beräicher net respektéiert hat.

Natierlech, wann een éierlech ass, ech mengen, Sexismus, Viruerteeler an déi verschidde Stereotype kënnen natierlech duerch d'Medien an duerch d'Publicitéit geféiert ginn - ob dass elo bewusst oder onbewusst geschitt. Hoffentlech oft net bewusst. D'Leit bilde sech natierlech och eng Meenung. Eng Meenung, déi natierlech iwwert de Wee vun de Medie kann och staark beaflosst ginn.

Jiddefalls, laut där Proposition de loi hei vum Här Kartheiser soll d'Rad jo dann elo zrëckgedréit ginn op 2007. An dass, wat 2012 hei décidéiert gi war, soll da réckgäengeg gemaach ginn.

De Problem ass, eiser Meenung no, wéi gesot, net ze gesinn um Niveau vun der Education, well et eben do eng Rei vun nationalen an internationalen Dispositiounen ginn, wat d'Publicitéit ubelaangt. Do besteet natierlech en enke Lien zu de Medien, zu der geschriwwener an zu der geschwatener Press, mä d'Publicitéit u sech huet och e gewëssenen eegene Fräiraum.

A fir eis ass et op alle Fall och do kloer, dass net a Fro soll gestallt ginn, fir déi Dispositiounen do an Zukunft aus dem Gesetz erëm erauszehuelen. Ech mengen, et ass ganz kloer - et ass och

hei schonn ugeschwat ginn -, dass an der Publicitéit e Mänsch, sief dass e Mann oder eng Fra, net soll als Lustobjekt oder als männerwäertge Mänsch duergestallt ginn. Dass ass inakzeptabel. Ech mengen, et ass och d'Dignitéit, déi hei muss ganz kloer priméieren.

Natierlech stellt sech dann awer och d'Fro: Wéi wäit huet de Législateur dann d'Recht, awer do och anzegräifen? Wéi wäit ënnerhieche mer vläicht awer och déi fräi Maartdécisiounen, de fräie Maart? Wéi wäit kann deen awer elo hei vum Législateur ageschränkt ginn? An do - besonnesch als Liberalen - gëtt een natierlech vill méi hellhöreg, wann de Législateur ufänkt, do ze vill wäit ze goen.

Fir bei engem Beispill ze bleiwen, wat d'Aktualitéit de Moment eis jo gëtt: Mir sti jo am Ufank vum Autosalon. Solle mer dann elo de Publicitéitsmaacher verbidden, bei engem schéinen, flotten Auto, dass nach eng flott, attraktiv Damm dernieftsteet? Natierlech kann ee sech doriwwer seng Gedanken maachen. Natierlech kann een d'Fro stellen, wéi wäit dass dat sënnavoll ass. Mä ob de Législateur dozou beruff ass, fir dass ze verbidden, ech woen awer emol trotzdem, dass elo hei awer och a Fro ze stellen.

Da kënn natierlech dee leschten, deen drëten an dee wichtigste Volet: Dass ass natierlech d'Press. An ech mengen, et ass dem Här Kartheiser jo och prioritär drëms gaangen, fir hei eben iwwert de Wee vun senger Proposition de loi d'Pressefräiheet ze garantéieren och an Zukunft. D'Fro, déi sech natierlech direkt hannendru stellt: Ass d'Pressefräiheet agéenkt ginn zënter 2012? Ech kommen herno nach eng Kéier kuerz dorobber zrëck.

Mä dass ass e ganz wichtige Sujet. An ech mengen, wat een hei soll ënnersträichen, dass déi Proposition de loi zumindest och de Virdeel huet, dass ee sech haut och e puer Gedanken mécht iwwert d'Pressefräiheet insgesamt, de Pressepluralismus insgesamt. An dass, wat natierlech de 7. Januar zu Paräis geschitt ass, dass kann een awer och haut hei net ignoréieren. Well do ass jo awer eng barbaresch Attack op de Kär u sech vun der Substanz vun enger Demokratie gemaach ginn, an all fräiheitsdenkende Mänsch muss natierlech do wierklech méi wéi erfieert sinn iwwert dass, wat do vir sech gaangen ass.

Ech wëll emol eng Kéier kuerz och drop hiweisen, wat d'Pressefräiheet u sech duerstellt. An ech sinn do op e ganz flott Zitatzestouss vun deem genialen Dichter Goethe - dee jo awer elo scho laang net méi ënnert eis ass -, an deen huet do eppes ganz Flottes gesot: „Zensur und Preßfreiheit werden immerfort miteinander kämpfen. Zensur fordert und übt der Mächtige, Preßfreiheit verlangt der Mindere. Jener will weder in seinen Plänen noch seiner Tätigkeit durch vorlautes widersprechendes Wesen gehindert, sondern gehorcht sein; diese wollen ihre Gründe aussprechen, den Ungehorsam zu legitimieren.“ Ech mengen, méi flott kann een u sech net eng Definitioun iwwert d'Pressefräiheet erëmginn.

An natierlech ass dann déi kruzial Fro ze stellen: Wou sinn d'Grenze vun der Pressefräiheet? Virun ass dass och schonn hei kuerz undiskutéiert ginn: d'Blasphemie zum Beispill. Soll d'Blasphemie an Zukunft an der Press net méi kënnen diskutéiert respektiv och traitéiert ginn? Déi Aussoen, déi vu verschiddene kierchleche Wierdenträger an deene leschten Deeg gemaach gi sinn, sinn eiser Meenung no jiddefalls an där Form net esou ze ënnerstëtzen, well se dach indirekt eng Anengung vun der Pressefräiheet géife mat sech bréngen.

Et därerf een awer net vergiessen, Glawen - a virun allem reliéis motivéierte Glawen - ass eppes Subjektives, entsprécht also enger Virstellung vun engem Individuum, och vun engem Kollektiv, wat zwar meeschtens nach Kollektive sinn, déi eng Minoritéit duerstellen. Dass soll ee respektéieren, dass soll een akzeptéieren.

Mä wann awer géif verbuede ginn, dass ee sech iwwert dee Glawen auslosse kann - sécher aus Respekt weess ee vläicht, wou d'Grenze sinn -, mä wann een awer verbuede kritt, trotzdem iwwert de Wee vu Karikaturen oder dass och méi satiresch ze gesinn, dann, mengen ech, si mer awer wierklech um Wee, fir an d'Pressezensur eranzegoen. An duerfir menge mer op alle Fall, dass een do muss ganz virsiichteg sinn, wéi wäit dass ee soll an Zukunft do och légiféieren.

Wéi gesot, déi Diskussioun hei ass natierlech, besonnesch wat deen drëten Aspekt ubelaangt, ganz komplex an d'Grenze vun der Pressefräiheet si ganz schwéier ze zéien. Global kann ee soen: Natierlech do, wou d'Dignitéit vun deem Eenzelnen a Fro gestallt ginn ass, natierlech muss do ganz kloer eng Grenz gesat ginn.

D'Fro, déi sech dann ebe stellt, ass: Solle mer op de Wee vum Gesetz vun 2007 zrëckkommen oder solle mer um Wee vum Gesetz vun



2012 bleiwen? Wat ech och net hei verheemlechen wëll, dass d'Demokratesch Partei deemools den Accord ginn huet. Allerdéngs mat enger gewëssener Äschränkung, déi ech och nach eng Kéier wëll hei widderhuelen.

Well deemools ass gesot ginn - den Eugène Berger war eise Spriecher -, datt mir zwar eis Zoustëmmung géife ginn, mä datt eng Kéier soll e Bilan gemaach ginn. An dat ass dat, wat wichteg ass. An ech wëll dat haut och nach eng Kéier hei ënnersträichen. Et ass wichteg, datt mer awer trotzdem no enger Rei vu Joren emol kucken: Wat huet déi Dispositioun u sech dann elo an der Praxis mat sech bruecht?

Dann däerf een och net vergiessen, datt de Conseil de Presse 2012 - loosse mer eis emol virsiichteg ausdrécken - net onbedéngt ganz gentil behandelt ginn ass. Déi pertinent Argumenter, déi an hirem Mémoire ouni Zweifel dra sinn, sinn deemools kaum zur Kenntnis geholl ginn. An ech war zwar dunn net hei derbäi, mä ech weess, datt dat eng Affär vu Stonne war, wéi dee Mémoire koom, a mëttes ass hei schonn driwwer diskutéiert ginn.

An et däerf een awer net vergiessen, wann et hei ëm de Kär vun der Press geet, datt dann awer dat Organ, wat jo nun awer d'Press par excellence hei zu Lëtzebuerg representéiert, muss mat an den Diskussiounsprozess do integréiert ginn.

Ech wëll iwwregens dann och nach drop hiweisen... Den Här Kartheiser huet virdrun hei gesot, datt - mat Ënnerstëtzung vun der DP - effektiv de Conseil de Presse an d'Kommissioun geruff ginn ass. Dat stëmmt. Ech ginn esouguer esou wäit ze behaupten, datt et op Initiativ vun der DP war, Här Kartheiser, wann ech mech nach gutt kann erënneren, well mer einfach der Meenung sinn, datt et wichteg ass, datt awer och an där heiteger Diskussioun déi Haaptakteuren zu Wuert komme sollen an datt se och kënne sech dozou äusseren.

Jiddefalls, eppes ass kloer - dat gëllt fir all demokratesch Gesellschaft: Et gëtt keng Fräiheet ouni Pressefräiheet. An do sinn ech och ganz mam Auteur vun der Proposition de loi eens.

Et gëtt einfach ze vill Beispiller op der Welt, déi beweisen - an déi rezent Aktualitéit beweist dat ganz kloer -, datt do, wou keng Pressefräiheet besteet, do bestinn och politesch Systemer, déi elementar Mënscherechter net méi respektéieren.

Ech mengen, dat ass jo dat Allerlescht, wat mir wëllen. Mir wëllen natierlech en ziviliséierten, kontradiktorieschen Meenungaustausch, an zu deem gehéiert natierlech selbstverständlech awer och, säin Ausdrock vu senger Meenung an enger Press och kënnen eriwwe ze ginn.

Ech wëll dann zum Schluss och nach kuerz op den Avis vum Conseil d'État agoen, deen do vun där berühmten „hiérarchisation entre les différents motifs de discrimination“ geschwat huet. Dat ass natierlech eng Iwwerleeung, do sinn ech net esou ganz eens mam Här Kartheiser. Sécher ass et keng direkt juristesche Argumentatioun, mä et ass awer zumindest och eng Argumentatioun, déi net vun der Hand ze weisen ass an déi awer fir eng Kohärenz an eiser Gesetzgebung antrëtt.

Ech mengen, dat ass och e Wee, dee mir als Demokratesch Partei awer och versiche matzegoen. Jiddefalls aus där Optik gekuckt, wär et wahrscheinlech net ratsam, dann d'Rad erëm zrëckzedréien an op dann d'Joer 2007 zrëckzekommen.

Duerfir gesi mir als Demokratesch Partei keng direkt Nécessitéit, fir där Proposition de loi elo hei eng positiv Ënnerstëtzung ze ginn. Ech wëll awer, wéi gesot, nach eng Kéier hei kloer ënnersträichen, datt mir net zu deene gehéieren, déi elo voller Euphorie vläicht géint verschidde Moosssinn sinn, déi 2012 geholl gi sinn, an datt mer op sinn, fir natierlech dee ganze Prozess do ganz no ze suivéieren, well et fir eis eben evident ass, datt d'Pressefräiheet, de Pressepluralismus einfach de Grondpfeiler vun eiser Demokratie ass an och muss bleiwen.

Ech sinn allerdéngs iwwerzeegt, datt mer do och eng gutt Ënnerstëtzung duerch d'Press ebe selwer kréien. An et kann een - mat enger Ausnahm - jiddefalls ganz kloer hei behaupten, datt all eis Zeitungen - eis geschriwwene Press, wéi gesot, eis geschwate Press, d'visuell Medien - op engem gudden, ziviliséierten Niveau funktionnéieren, wat een och nëmmen hei kann ënnersträichen.

An ech weess och duerch de Code de déontologie vun de Journalisten, datt selwer natierlech de Reflex do ass, fir d'Grenzen ze erkennen. An ech weess och, datt mer hei zu Lëtzebuerg gutt Chefredakteren hunn, déi och wëssen, weini se d'Längt vun hire Journaliste mussen méi kuerz halen, wa se géifen zu Excès sech verleede loossen.

An deem Sënn, wéi gesot, wëll ech awer ofschléissend och nach eng Kéier dem Marc

Angel Merci soe fir säi flotte Rapport. Nach eng Kéier: Et ass eng Diskussioun, déi ganz interessant ass, déi komplex ass a wou, mengen ech, awer keen onbedéngt déi absolutt Wourecht gepacht huet.

Ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Eng Sekonn, wann ech gelift! D'Madame Nancy Kemp-Arendt, mengen ech, wollt eng Fro un Iech stellen, oder eng Präzisioun froen.

► **M. Gusty Graas (DP).**- Selbstverständlech.

► **Mme Nancy Arendt (CSV).**- Jo, Här President, den Här Graas huet a senger Interventioun gesot, och wann et haut net zur Debatte steet, datt d'DP net fir d'Quote wär. Ech wollt hie froen, ob hien dat a sengem perséinlechen Numm gesot huet oder am Numm vun der Fraktioun.

Well d'Madame Mutsch ass jo hire Programm virstelle koom mat ganz präzisen Ugaben, wéi déi Quote sollen ëmgesat ginn, an huet eis och do gesot, si hätt de Go vun der Regierung. An ech wollt elo den Här Graas froen, ob dat d'Meenung ass vun der DP-Fraktioun oder ob d'Meenung vun der DP-Fraktioun eng aner Meenung ass wéi déi vun där DP, déi an der Regierung sëtz.

Merci.

► **M. Gusty Graas (DP).**- Also, da kann et sinn, datt Der mech vläicht net ganz richtig verstanen hutt. Fir d'Éischt hunn ech emol geschwat vun de Quoten an der Partei. Do hunn ech ganz kloer gesot, datt d'Demokratesch Partei net déi Partei ass, déi à court, à moyen terme als erstriewenswäert Zil ugesäit, parteiinternen Quoten anzusetzen. Dat ass emol dat Éischt.

Dat Zweet, wat ech gesot hunn, wou d'Demokratesch Partei ganz grouss Problemer huet a wou se mat Sécherheet - an, ech mengen, ech kann dat ënnert dem Contrôle hei vun eise Kollege soen - Problemer huet, dat ass, wann um Niveau vun der Privatwirtschaft Quoten agesat ginn. An d'Madame Minister huet jo awer ganz kloer gesot, déi leschte Kéier, wéi se hire Programm presentéiert huet, datt se net wëlles huet, ze léigiféieren, wat zum Beispill d'Privatwirtschaft ubelaangt.

Madame Minister, oder hunn ech elo eppes Falsches gesot? Esou hunn ech et op alle Fall déi leschte Kéier verstanen.

► **Mme Lydia Mutsch, Ministre de l'Égalité des chances.**- D'Ministesch hält sech un de Regierungsprogramm.

► **M. Gusty Graas (DP).**- Maja.

► **Mme Lydia Mutsch, Ministre de l'Égalité des chances.**- Do steet et ganz détailléiert dran. Souwuel, wat déi politesch Quoten ubelaangt, wéi och, wat déi wirtschaftlech ubelaangt.

► **M. Gusty Graas (DP).**- Mä dat, wat ech jo awer elo gesot hunn, ass jo awer net falsch.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Sou, elo géif ech mengen, dass mer mat dem Trilog oder Dialog fäerdeg sinn. Et ass eng Fro un den Här Graas gestallt ginn. Den Här Graas soll déi beäntweren an zum Schluss kommen. An d'Madame Minister kritt herno d'Wuert, da ka se dorop reagéieren.

► **M. Gusty Graas (DP).**- Merci, Här President. Ganz kuerz nach. Ech mengen, dat ass deen drëtten Aspekt, dat ass d'Äféierung vu Quoten um Niveau vum Wahlgesetz, wat och d'Wahlleschten ubelaangt. Dat steet am Regierungsprogramm, dat stelle mir net hei a Fro, an d'Äféierung vu Quoten a gewëssenen Établissements publics oder beim Stat stelle mir net a Fro.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Gusty Graas (DP).**- Ech wëllt nach eng Kéier kloer hei betounen: éischters parteiinternen, zweetens um Niveau vun der Privatwirtschaft.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci.

► **M. Gusty Graas (DP).**- Sidd Der zefridden dermat?

► **Mme Nancy Arendt (CSV).**- Ech soe Merci fir d'Präzisiounen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Soss nach Wuertmeldungen? Well ech hu keng méi hei stoen. Da géif ech der Madame Minister direkt d'Wuert ginn. Madame Chancëgläichheitsminister!

Prise de position du Gouvernement

► **Mme Lydia Mutsch, Ministre de l'Égalité des chances.**- Merci, Här President. Mäin éischt Wuert gëllt all deenen, déi op eng a mengen Ae konstruktiv Aart a Weis hei d'Wuert geholl hunn, fir zu deem Sujet ze schwätzen. An ech fannen, dat ware se allegueren.

Et ass schonn ausräichend hei gesot ginn oder rappeliert ginn, firwat d'Gesetz 2012 geännert ginn ass. Et hat deemools zwou Grondlagen. An där enger Grondlag, déi vun 2006, waren eben d'Éducatioun, d'Medien an d'Publicitéit net ausgeschloss, an an där anerer Grondlag waren eben déi Beräicher ausgeschloss. Mir hatten also zwee verschidden Niveaue vu Protektioun, jee nodeem, wat d'Motiv ass, opgrond vun deem eng Persoun hei am Land kann diskriminéiert ginn.

Ech fannen, dass de Rapporteur, de Marc Angel, wéi iwwregens och de Rescht vu sengen Ausféierungen, ganz kloer doranner war. Ech soen him dofir, fir seng exzellent Presentatioun, hei Merci an ech wäert och drop verzichten, dat hei nach eng Kéier ze widderhuelen, wat hie scho ganz daitlech gesot huet.

Et hunn der och schonn eng Rei vun Iech rappeliert, wéi mer deemools an der Chamber, an ech war do och nach en Deel vun där Chamber, doriwwer geschwat hunn. Et war deemools wierklech eng ganz breet Majoritéit do, dat ware 55 vun 59 Stëmmen, déi fir dee Projet de loi deemools plädéiert hunn an déi och fonnt hunn, dass déi Situatioun misst geännert ginn. An dat ass dann och ebe mat deem Gesetz vum 19. Juni 2012 - an a mengen Ae komplett zu Recht - geschitt.

Vun deem Dag u gëtt et also keng ënnerschiddlech, mä just nach eng gemeinsam juristesche Notioun fir all Affer vun Diskriminatiounen, egal wéi e Motiv se invoquéieren. An och dat Motiv, wat haut eben am Mëttelpunkt vun eisen Diskussiounen steet.

Bon, elo war eben déi Proposition vum honnablen Deputéierten Här Kartheiser do, fir dorobber zrëckzekommen, eben déi Situatioun, déi mer 2012 erbäigefouert hunn, fir déi réckgängeg ze maachen. An déi éischt Fro, déi ech mer an deem Zusammenhang gestallt hunn, dat war: Gëtt et elo iergendwelch nei Elementer an deem Dossier, déi eis missten dozou bréngen, fir dorobber zrëckzekommen? Oder och, wat ee sech och kéint froen: Sinn elo eis Gerichter iwwerheeft gi mat Prozesser, zënter dass mer déi Gesetzesännerung do gemaach hunn? Oder och: Gëtt et iergendeng aner Entwécklung, déi et elo géif rechtfertegen, dass mir als Land eis Démarche an deem doten Zusammenhang géifen a Fro stellen?

Bon, ech muss Iech éierlech soen, dass meng Antwort op déi do Froen eendeiteg Neen ass, au contraire. Déi Argumenter, déi virbruecht gi sinn, déi sinn am Fong déi nämlech wéi deemools, wou mer doriwwer diskutéiert hunn. Et ass gesot ginn, dass dat Gesetz vun 2012 e massiven Agrëff an d'Pressefräiheet wier. Ech wëll effektiv hei net d'Pressefräiheet a Relatioun zu deene rezenten Evenementer huelen, well dat haut net eise Sujet ass. An ech mengen, dass eise Premier do eng Positioun fir eist Land ageholl huet, déi mir op alle Fall komplett Satisfaktioun gëtt. Mä a mengen Ae stëmmt dat ganz einfach net, well och d'Press muss d'Gläichstellung vu Fraen a vu Männer respektéieren.

Ech zitieren de Conseil d'État a sengem Avis vum 3. Juni 2014: «(...) la liberté des médias doit s'exercer dans le respect de la dignité humaine et de l'égalité entre les femmes et les hommes et ne justifie pas une dérogation au principe général de l'égalité entre les femmes et les hommes».

D'Press selwer gesäit dat iwwregens och esou. An et huet jo kee Sënn, fir hei de Contraire ze behaupten. Dozou och dräi weider kuerz Zitater.

A sengem zweeten Avis vum 17. September 2014 schreift de Conseil de Presse: «Tout d'abord, le Conseil de Presse tient à souligner qu'il adhère sans réserve aucune au principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes.» Ech widderhuelen: „sans réserve“.

Den Artikel 5 vum Code vum Presserot hält fest: «La presse s'engage à éviter et à s'opposer à toute discrimination pour des raisons de sexe, de race, de nationalité, de langue, de religion, d'idéologie, d'ethnie, de culture, de classe ou de convictions, tout en assurant le respect des droits fondamentaux de la personne humaine.»

An dann den Artikel 4 vum Code vum Werberot: «La publicité doit respecter la dignité humaine en encourageant ou en ne cautionnant aucune forme de discrimination, y compris fondée sur la race, l'origine nationale, la religion, le sexe, l'âge, le handicap ou l'orientation sexuelle.»

Dir Dammen an Dir Hären, fir mech ass dat ganz kloer. D'Pressefräiheet gëtt och an deser Regierung héichgehalten a respektéiert an et gëtt och dorunner keng Ännerung un deem Prinzip. Ech géif soen, haut nach manner wéi jee.

Eng Diskriminatioun opgrond vum Geschlecht ze toleréieren, bedeit awer och eng Verletzung

vun de Mënscherechter, an dat wëllt weder des Regierung nach d'Press, an déi Zitater, mengen ech, beleen dat hiräichend.

Et gëtt awer och nach en anert Element, wat ech hei wëll ervirsträichen. „D'Gesetz vun 2012 verschäerft och de Code pénal“, ass hei ee Virwurf, dee gemaach ginn ass. Och dat Argument, Dir Dammen an Dir Hären, ass falsch, well déi betreffend Artikelen aus dem Code pénal bezéien zanter 2006 d'Medien, d'Publicitéit an d'Éducatioun mat an. Dat heescht, dass d'Diskriminatiounen opgrond vum Geschlecht säitdem kënne penal bestrooft ginn.

Ech zitieren hei d'Artikelen 454 a 455 aus dem Code pénal, do gëtt gesot: «Constitue une discrimination toute distinction opérée entre les personnes physiques à raison de leur origine, de leur couleur de peau, de leur sexe, de leur orientation sexuelle, de leur situation de famille, de leur âge (...)» an esou weider an esou weider, an dat gëtt och am Artikel 455 nach eng Kéier widderholl, soudass dat net richtig ass, dass hei de Code pénal verschäerft ginn ass, well dat schonn ëmmer esou dra virgesi war.

Dir gesitt also, Dir Dammen an Dir Hären, dass eis Gesetzgebung, an zwar souwuel den zivilrechtleche wéi och de strof rechtleche Volet absolutt kohärent sinn, andeem si nämlech keng Ausnahme méi zouloossen. An dat war deemools esou gewollt an dat ass och haut ënnert där neier Regierung nach ëmmer esou gewollt. Well all Motifs de discrimination sti fir eis op deem nämlechten Niveau an all Mënsch huet déiselwecht Rechter a Méiglechkeeten, sech ze wieren, egal opgrond vu wéi engem Motiv hie sech diskriminéiert fillt.

Dat ass och gutt a richtig. An des Regierung wëllt dat och esou bäibehalen. Genauso wéi des Regierung fir d'Pressefräiheet steet, ass se a mengen Aen och de weidere Garant fir d'Mënscherechter a fir d'Gläichstellung an deem Land, an dat och fir Fraen a Männer an egal wéi engem Beräich.

An ech mengen, dass ech d'éineschters op déi aner Fro, déi hei gestallt gi war, schonn ausräichend geäntwert hat. Ech hunn och fonnt, dass d'Explikatiounen, déi den Här Graas ginn huet, kloer waren. Wann awer d'Méiglechkeet besteet oder de Wonsch vun der Chamber besteet, fir hei an der Chamber nach eng Kéier iwwert dee Strategiekonzept vun der Regierung ze schwätzen, deen 100% op deem berout, wat am Regierungsaccord festgehal ginn ass, da sinn ech natierlech zu Déngschte vun der Chamber a komme gär heihinner zrëck. Mä dat ass jo net den Objet vun haut.

Villmools Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och der Madame Ministesch.

Ech géif dann zur Ofstëmmung iwwergoen iwwert d'Proposition de loi 6586.

Vote sur l'ensemble de la proposition de loi 6586

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Déi, déi mat der Proposition de loi d'accord sinn, stëmme mat Jo, an déi, déi dergéint sinn, wéi dat gehandhabt gëtt, déi stëmme mat Neen.

D'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss. 59 Deputéierten hunn direkt oder indirekt um Vote deelgeholl. 3 Jo-Stëmmen a 56 Nee-Stëmmen. Domat ass d'Proposition de loi ofgelehnt. An ech brauch déi traditionell Fro net ze stellen. Merci.

Résultat définitif après redressement: la proposition de loi 6586 est rejetée par 57 voix contre 3 voix.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Laurent Mosar), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Marc Spautz), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles,



Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Justin Turpel (par M. Serge Urbany) et Serge Urbany.

An domat géife mer zum leschte Punkt vun eise Ordre du jour iwwergoen, dat ass de Projet de loi 6766. Et geet ëm d'Upassung vum Mindestloun un d'Lounentwécklung. D'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Här Georges Engel.

8. 6766 - Projet de loi modifiant l'article L.222-9 du Code du Travail

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

► **M. Georges Engel** (LSAP), *rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech presentéieren Iech de Rapport vun der Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale iwwert de Projet de loi 6766. Et geet ëm de Virschlag vun der Regierung, fir de soziale Mindestloun der Lounentwécklung vun de Joren 2012 an 2013 unzepassen. Dat geschitt no enger Rei vu Kritären, déi Dir a mengem Rapport konnt noliessen.

Zu de Kritären zielen och d'Population active an d'Salären. D'Methodologie huet säit dem Aféiere vun dem Statut unique geännert, an op Basis vun deene Berechnunge komme mer op eng Progressioun, déi an der Period 2012 an 2013 liicht an d'Luucht gaangen ass. An duerfir soll de Mindestloun elo réckwierkend op den 1. Januar 2015 ëm 0,1% gehuewe ginn.

Déi lescht Augmentatioun ass an der Chambersitzung den 18. Dezember 2012 gestëmmt ginn an an de Joren 2012 an 2013 ass et dräimol zu enger Augmentatioun vum soziale Mindestloun komm. Am Oktober 2012 ëm 2,5% duerch d'Indexuppassung, am Januar 2013 ëm 1,5%, wat ech virdru gesot hunn, hei duerch e Vote an der Chamber, an dann nach eng Kéier am Oktober 2013, nach eng Kéier 2,5% duerch den Index.

Den net qualifizéierte Mindestloun, deen am Joer 2000 op 1.220 Euro war, géif dann elo fir den 1. Januar 2015 vun aktuellen 1.921,03 op 1.922,96 Euro klammen, wat eng Augmentatioun vun 1,93 Euro ass. Dat mécht eng Erhéijung vum Stonneloun vun elo 11,1042 op 11,1154. Am Joer mécht dat e Plus vun 23,16 Euro aus. Sécherlech ass et keng grouss Augmentatioun.

Ech gesinn et villméi als Bäibehale vun engem ganz eminent wichtege Prinzip, nämlech der Upassung vum Loun vun deenen, déi et am néidegsten hunn, vun deenen, déi op der ënneschter Leeder vun der Lounskala stinn. Fir déi Leit spillt dës Upassung net nëmmen eng finanziell Roll, mä och eng moralesch. Si kënnen schwéierlech vum soziale Lift profitéieren, an duerfir ass et wichteg, dass mer hei en Zeeche setzen, fir dass och si net vergiess ginn an eiser Gesellschaft.

Et ass keen Automatismus, well am Code du Travail steet, dass dës Upassung le cas échéant soll geschéien, a grad dës Cas échéant, dës Fall ass elo agetratt. An duerfir ass d'Proposition vun der Regierung awer e wichtegt Zeechen, e Signal, dass och a schwieregen Zäiten, a Krisenzäiten de solidaresche Modell hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer spillt.

An et brauch ee sech nëmmen aner Länner unzekucken, wou an dësen Zäite sécherlech keng Erhéijung vum Mindestloun virgesinn ass, wou keng Neistellunge gemaach ginn, wou souguer Leit aus dem Statsapparat entlooss ginn. An ech kann et duerfir och scho bal net méi héieren, wann een an dësem Land, wou d'Zoustänn absolut net si wéi an deene Länner ronderëm, dass dann hei vun Austeritéitspolitik geschwat gëtt.

De Mindestloun an eisen Nopeschlänner ass laang net esou héich wéi bei eis. A Frankräich läit e bei 1.648, an Holland bei 1.576, an der Belsch nach 2 Euro manner, bei 1.574, an an Däitschland bei 1.470 Euro.

Natierlech sinn déi Leit, déi hei zu Lëtzebuerg de soziale Mindestloun kréien, net mat Zoossiss ugestréckt, an dës Erhéijung wäert och net alles retten. Natierlech hu si vill Problemer, fir iwwert d'Ronnen ze kommen. Dat läit virun allem dorunner, dass, wann een zu Lëtzebuerg wunnt, d'Präisser, haaptsächlech fir ze wunnen, am Verglach zum Ausland enorm héich sinn an ee groussen Deel, ee vill ze groussen Deel vum

Loun geet an dësen Deel vum Wunnen, also an d'Wunnpräisser. Am Kanton Esch wunnen déi meeschte Leit, déi de soziale Mindestloun kréien, 35,4%, an duerno kënn't de Kanton Lëtzebuerg mat 21,9%.

Déi Leit, déi de Mindestloun kréien, si ganz no derbäi, fir an d'Aarmut ofzerutschen, well d'Käschte fir ze liewen einfach ze héich sinn an ee klengen Incident de vie dësen dach fragillen Équiliber séier un d'Wackele bréngt an domadder d'Spiral fir an d'Aarmut séier lassge-tratt ass.

De soziale Mindestloun spillt natierlech haaptsächlech fir déi, déi net vun engem Kollektivvertrag kënnen profitéieren an déi also un esou Upassungen, wéi déi vun haut, ugewise sinn, fir en Ajustement vun hirem Loun ze kréien.

Ee Phänomene dierfe mer och net aus den Ae loossen. De Phänomene vun den „working poor“, vun deenen also, déi trotz Aarbecht, déi, trotzdeem dass se all Dag opstinn, fir schaffen ze goen a sech drunzeginn, net genuch hunn, fir hiert Liewen a gudd Konditiounen, ënner uerdentleche Bedéngunge kënnen ze liewen. Dat muss engem Suerge maachen an deene Leit muss mer entgéintkommen, fir dass d'Liewe liewenswäert fir si bleift a si net ofrutschen, mat alle Konsequenzen, déi dat fir eis Gesellschaft huet.

An ech stinn heibannen net eleng do, wann ech der Iwwerzeegung sinn, dass, wann ee 40 Stonnen eierlech a gutt schaffe geet, een och muss d'Recht hunn, uerdentlech ze liewen an net fäerte muss, beim klengsten Incident ënner d'Rieder ze kommen an d'Enner net méi beieneen ze kréien.

Dir Dammen an Hären, mir schwätzen hei vun enger grousser Zuel vu Leit. 57.747 Leit schaffen hei am Land fir de Mindestloun. Dat sinn iwwer 16%. D'Zuel vun de Mindestlounempfänger ass säit 2012 ëm 5.673 Leit an d'Luucht gaangen, a par rapport zu 2008, also viru siwe Joer, do waren et der nach 34.000, also ass et eng Progressioun vun 23.608 Leit, déi elo méi de Mindestloun kréie wéi 2008.

Dat spigelt natierlech och erëm, wat zurzäit an den Entreprises lass ass, wou d'Kris nach ëmmer spillt a wou et deemno och nach ëmmer eng defensiv Haltung gëtt par rapport zu de Léin.

Ronn 26.000 Frae si Mindestlounbezéier, ronn 31.000 Männer si Mindestlounbezéier. Dat mécht, dass den Taux vun de Fraen, déi schaffe ginn an déi de Mindestloun kréien, zimmlech héich ass, well manner Fraen u sech schaffe ginn.

Frae schaffen haaptsächlech am Commerce an am Horeca-Beräich. Bei de Männer ass et haaptsächlech de Bau, de Commerce an nach eng Kéier den Horeca-Beräich.

De geschatene finanziellen Impact vun der Erhéijung mécht fir all d'Salären d'Zomm vun 1,3 Milliounen aus. D'Hausse vun de Cotisations fir de Patron mécht 340.000 Euro aus a fir de Fonds pour l'Emploi ass et eng Méiausgab vun 80.450 Euro.

Den 28. November 2014 huet d'Regierung mat de Gewerkschaften en Accord getraff, dass de Mindestloun ëm 0,1% an d'Luucht goe soll. D'Chambre des Salariés grad esou wéi och de Statsrot hu bemierkt a kritiséiert, dass et déi zweete Kéier hannereneen ass, dass bei der Upassung vum soziale Mindestloun net parallel den RMG och mat gehéicht gouf. De Statsrot bemierkt zousätzlech, dass d'Regierung déi Analys iwwer RMG, soziale Mindestloun a Chômage soll an Ugrëff huelen.

D'Chambre des Métiers opposéiert sech aus Prinzip zu all Erhéijung vum soziale Mindestloun. Den Avis vun der Chambre de Commerce, deen ass eréischt de Moien erakomm, an d'Chambre de Commerce kann dës bescheiden Erhéijung vum soziale Mindestloun approuvéieren. Ech mengen, dass dat säit laange Joren erëm eng Kéier eng Première ass!

D'Chamberskommissioun huet sech an enger Réunioun dës Projet de loi ugekuckt an huet à l'unanimité dësem Projet den Aval ginn. Ech géif Iech duerfir bieden, och hei dësem Projet de loi mat engem unanime Vote À Zoustëmmung ze ginn an domadder e kloert Zeeche fir dës solidaresche Modell ze setzen.

Ech ginn domadder den Accord vun der LSAP-Fraktioun an ech soen Iech Merci fir d'No-lauschteren.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och dem Rapporteur. Éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Aly Kaes.

Discussion générale

► **M. Aly Kaes** (CSV).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll direkt emol dem Här Engel Merci soe fir deen detailléierte mëndlechen a schrëftleche Rapport. Hien huet déi meeschte Saache gesot, soudatt

et net méi néideg ass, dass ech op eenzel De-tailer aginn.

Wichteg ass awer ze soen, dass u sech de Mindestloun an déi regelméisseg Erhéijung vum Mindestloun e wichtegen Aspekt vun der sozialer Kohäsion an eisem Land ass. Dat muss ee ganz kloer soen. Et ass just iwwert dës Wee, dee mer haut maachen, dee mer all zwee Joer maachen, wou mer regelméisseg de Mindestloun un d'Entwécklung, un d'Lounentwécklung upassen, dass déi do Leit eppes bäikréien, en-gersäits iwwert den Index an anerersäits just iwwert dës Moyer, well se jo quasi net alle-guerten ënner e Kollektivvertrag falen an u sech iwwert dee Wee näischt bäikréien.

Duerfir ass et also wichteg, och wann et - an och dat huet de Rapporteur gesot -, wann et eng minimal Upassung ass, dann ass et awer wichteg, dass se geschitt. An dann ass et awer extrem wichteg, dass mer u sech déi Prozedur net ënnerbriechen, mä dass mer an där be-kannter Regelméissegkeet weiderfueren.

Ech wëll zum Ofschloss och nach soen, dass et mengen ech, och fir eis Wirtschaft, all Kéiers dann, wa mer de Mindestloun erhéijen, géif ech emol behaapten, dass déi Sue virun allem eiser Wirtschaft...

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Wann ech gelift, fir de Moment huet just den Här Aly Kaes d'Wuert!

► **M. Aly Kaes** (CSV).- ...zeguttkommen, well déi do Leit net onbedéngt déi sinn, déi den Haaptdeel vun hirem Akommes ausginn, fir Va-kanzen ze maachen!

Mä leider hu se déi Moyer net a mussen u sech fir den dagdeeglechen, bon, fir hiert dagdeeglecht Liewen déi Suen ausginn. Et ass schonn de Loyer genannt ginn, mä och all déi aner Elementer vum dagdeegleche Liewen, déi ginn domadder ofgedeckt. An ech mengen, da bleiwen net méi allze vill Suen, fir net ze soen, keng Sue méi iwwreg.

Dat heescht, all Euro, deen déi Leit kréien, kënn't der Lëtzeburgerer Economie zegutt. An duerfir kann ech dat nëmmen ënnerstëtzen, wat den Här Engel sot, dass u sech fir déi do Leit, dass mer ëmmer erëm, dass et wichteg ass, no deenen dote Leit ze kucken, well déi brauchen d'Suen am néidegsten!

An deem Sënn wëll ech dann och den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn. Ech soe Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och dem Här Kaes. Nächste Riedner ass den Här Gibéryen. Et ass un Iech.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll och dem Kolleeg Georges Engel Merci soe fir säi Rapport, deen hien hei gemaach huet, fir mengen ech, déi klengsten Upassung vum soziale Mindestloun virzehuelen an der Geschicht vum soziale Mindestloun.

D'Regierung huet an engem Dokument vun iwwer 30 Säiten d'Evolution an d'Berechnung vum soziale Mindestloun festgehalen a konnt dann, opgrond vun deene Berechnungen, déi am Gesetz virgesi sinn, de Mindestloun op den 1. Januar 2015 ëm 0,1% héijen. Selbstverständlech net, dass déi Leit elo mengen, se kéinten direkt vill Geld ausginn, wëll ech hei betounen, dass dat brutto ass an net netto, wat se do bäigesat kréien.

Wat seet dee Chiffer vun 0,1% eis? Ma e seet eis an enger éischer Stell, dass d'Lounentwécklung an deene leschten zwee Joer och minimal hei am Land war. Et war also quasi keng Loun-augmentatioun mat 0,1%. A wann een dann awer weess, dass awer an deem engen oder anere Kollektivvertrag Lounaugmentatiounen waren, da sinn op där anerer Säit d'Léin dann och zréckgaang!

Ech mengen, dass muss een also emol festhalen, well jo och verschiddelech gesot gëtt, d'Lounaugmentatiounen hei zu Lëtzebuerg, déi hätten eng terribel grouss Progressioun. Ech mengen, hei ass eng Berechnung gemaach ginn, déi am Fong festhält, dass mer an deenen zwee Joer 2012 an 2013 keng Lounaugmentatiounen hei zu Lëtzebuerg haten.

0,1%, wéi gesot, dass ass déi klengsten Augmentatioun, déi mer jeemools haten. An et hu Virriedner elo hei geschwat vun engem staarken Zeechen, vun enger moralescher Ennerstëtzung an Unerkennung, déi déi 0,1% do hunn. Mä ech mengen, wa mer et e bësse méi global kucken a mer gesinn, dass déi Leit dann, déi de Mindestloun hunn, 1,93 Euro brutto de Mount bäikréien - 1,93 Euro brutto! -, an déi vum qualifizéierte Mindestloun kréien 2,33 Euro de Mount bäi.

Déiselwecht Leit mussen awer vum 1. Januar un och méi TVA bezuelen, vun den 3% bleiwen déi 2%, méi TVA bezuelen. Se mussen och...

een Deel vum Mindestloun mussen se déi 0,5% Steier bezuelen an och déi Steier, déi se kréien...

(Interruption)

Dach, si mussen och een Deel bezuelen. En ass net ganz fräi, de Mindestloun.

► **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Neen, neen!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Ass e ganz fräi oder dräi Véirels?

► **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- En ass ganz fräi.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Ass e ganz fräi? Dann zéien ech dat zréck. Dann hunn ech dat net gesot. Also ech war der Meenung elo, et wieren dräi Véirels vum Mindestloun, wat fräi wier.

(Interruptions diverses)

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Macht eis net méi schlecht wéi mer sinn!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Jo, dass ass zwar schwéier, fir Iech nach méi schlecht ze maachen, Madame Loschetter, wéi Der sidd. Also dat bréngen ech emol net méi fäerdeg. Dat maacht Dir esou exemplaresch selwer, dass ech do souguer machtlos heiansdo sinn, fir Iech nach méi schlecht ze maachen, wéi Der sidd. Do muss een Iech drëm beneiden. Et huet selten een dat esou séier fäerdegbruecht, wéi d'Gambia dat fäerdegbruecht huet!

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Adresséiert Iech och elo erëm direkt un d'Chamber, Här Gibéryen!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Här President, Dir hutt vollkommene recht. Et huet, Här President, nach ni eng Regierung esou séier et fäerdegbruecht, fir sech esou schlecht dohin-nerzustellen, wéi d'Gambia dat gemaach huet. Ech wollt, Här President, der Chamber dat aus-drécklech nach eng Kéier soen.

(Brouhaha)

Et ass elo ze hoffen, dass d'Leit mat där Augmentatioun vun deenen zwee Euro net och nach an eng aner Grupp vun de Steiere falen, Här President, well da misste se och nach méi Steiere bezuelen. Dat kéint och nach de Fall sinn.

A wat een awer och nach feststellt, dass ass, dass d'Zuel vun de Mindestlounbezéier enorm an de leschte Joren, de Kolleeg Engel huet dat hei genannt, enorm an d'Luucht geklommen ass, dass mer haut bei quasi 57.000 Leit ukomm sinn, déi mussen mat dem Mindestloun hei zu Lëtzebuerg liewen.

Wann Der haut, Här President, d'„Tageblatt“ gelies hutt, dat huet op der Säit 2 eng relativ interessant Publikatioun gemaach, wou et am Fong seet, dass d'Verméige vun deenen 80 rächste Mënschen op der Welt sech tëscht 2009 an 2014, dass heescht also a fënnf Joer huet deenen hiert Verméige sech verduebelt. Verduebelt a fënnf Joer vun deenen 80 rächste Leit vun der Welt!

An 80% vun der Mënschheet hu 5,5% vum Wuelstand vun der Welt. An 2010 huet et nach 388 Milliardäre gebraucht, fir de Wuelstand vun 80% ze representéieren. An déi hunn haut esou vill Räichtum, esou vill Geld, dass am Fong 80 Milliardären haut duerginn, fir de Räichtum duerstellen, deen 80% vun der Mënschheet zesummen als Räichtum hunn!

An dat sinn am Fong déi Chifferen, déi eis global mussen ze denke ginn. Dass mer amgaang sinn, eng Entwécklung ze maachen, wou mer eng Zwouklassegesellschaft schafen a wou ëmmer méi eng kleng Zuel vu Mënschen op der Welt vill méi räich gëtt an d'Mass vun de Leit gëtt ëmmer méi aarm!

A mir mussen dat och hei zu Lëtzebuerg gesinn. Well wann d'Zuel vun de Mindestlounbezéier sech quasi an de leschten zéng Joer verduebelt huet a mer haut op 57.000 sinn, wat ongeféier 16% vun de Leit, déi schaffe ginn, ausmécht, déi hei zu Lëtzebuerg de Mindestloun oder ëm de Mindestloun verdéngen, da mussen mer eis doriwwer eng Fro stellen.

Well gläichzäiteg hu mer festgestallt an deene leschte Joren, dass d'Zuel vun deene Leit, déi hei zu Lëtzebuerg ënnert d'Aarmutsgrenz falen, dass déi vun 10, 11, 12, 13, 14 op elo 15% eropgaangen ass. Mir hunn also praktesch esou vill Leit hei am Land, déi de Mindestloun verdéngen, wéi mer och gläichzäiteg Leit hei am Land hunn, déi ënnert d'Aarmutsgrenz falen.

An duerfir ass et dach awer schonn e bësse gelungen - fir mech net anescht auszedrécken -, wa mer hei elo dat als eng grouss Errun-



genschaft duerstellen, datt mer de Mindestloun haut ëm 0,1% héijen, wéi wann dat e symbolleschen Akt wier, eng moralesch Unerkennung wier. Ëm Gottes wëllen! Leit, wou mer hei zu Lëtzebuerg eng Debatt féieren, fir deenen emol keng zwee Euro de Mount bäizesetzen, dat ass natierlech... sollte mer da selwer soen, datt mer dat dote gemaach hunn, mä mir sollten et wann ech gelift net iwwert de grénge Kléi och nach luewen.

Et ass an der Lescht och nach en Accord getraff ginn tëschent der Regierung an der UEL, wou am Fong de bestehende Mindestloun, wat de qualifizéierte Mindestloun ubelaangt, sollt enger Reform ënnerzu ginn. Mir wieren och frou, wann den Här Aarbechtsminister eis géif vläicht e bësse méi prezis soen, wat am Fong domadder geduecht ass.

Well et ka jo net sinn, datt mer nach eng Verschlechterung vum Mindestloun oder vum qualifizéierte Mindestloun géifen unhuelen. Well alleguer déi Leit, déi hei am Land musse mat deem dote Mindestloun liewen, dat sinn, op gutt Lëtzebuergesch gesot, lauter aarm Schwäin. Dat si lauter aarm Schwäin, well déi Leit musse wierklech all Euro, och déi manner wéi zwee Euro, déi se derbäikréien, siwemol ëmdréien, ier se e kënnen ausginn, wann ee weess, wat alles kascht.

Et ass haut vum Logement geschwat ginn, mä et ass net nëmmen de Logement. Kuckt emol, wat déi Leit do getraff gi vun enger TVA-Erhéijung! Kuckt emol d'Taxenerhéijungen nëmmen, déi d'Gemenge maachen um Waasser, op de Poubellen! Eis gréng Kollege soen, mir sollen net iwwert de Präis schwätzen, mä mir sollen iwwert den Dreck schwätzen. Neen, d'Leit géifen och gären iwwert de Präis schwätzen.

Kuckt emol, wéi vill héich Rechnungen d'Gemengen haut ausstellen, wat d'Waasser, d'Ofwaassertaxen, d'Kanaltaxen, alles ubelaangt, wat dat d'Leit kascht! Dat si méi wéi zwee Euro de Mount, wou déi Leit do musse vill weider verdéngen. A schwätzt emol mat de Gemengen, an et si jo vill Buergermeeschteren heibanen, gitt emol bei Äre Receveur kucken a frot emol, wéi ëmmer méi Leit Problemer kréien, fir hir Rechnungen an de Gemengen ze bezuelen! Do sinn alleguer an déi dote Leit direkt betraff!

An et ass e bëssen heuchleresch, wa mer hei an der Chamber soen, mir mussen eng Politik maachen, wou mer grad déi Leit um ënneschten Niveau net treffen, datt mer solle kucken... Et ass ëmmer geschwat gi vun de breede Schëlleren, déi solle méi droe wéi déi schmuel Schëlleren. Mä wat ass d'Resultat vun där Politik, déi mer permanent hei maachen?

Mir schwätzen zwar dovun, déi breet Schëllere solle méi droe wéi déi schmuel Schëlleren. An da komme mer hei mat 0,1% a maachen, wéi wa mer Gott weess wat elo fir déi Leit um ënneschten Niveau gemaach hätten! A parallell dozou hiewe mer d'TVA, d'Steieren, d'Taxen an esou virun, wou déi Leit honnertmol méi getraff gi wéi déi zwee Groschen, déi se hei bäigesat kréien!

Et ass wichteg, datt mer dee Projet stëmmen, mä, wann ech gelift...

(Interruption)

Majo sécher ass et wichteg, datt mer e stëmmen!

(Interruptions diverses)

Ma et wier och nach gefeelt, Dir hätt se gekierzt! Ma ech wëll lech awer just...

(Interruption par M. Georges Engel)

Neen, neen. Ech wëll lech just hei de Spiegel virun d'Gesicht halen, wou Der hei opgetratt sidd,...

(Interruption par M. Georges Engel)

...Är Majoritéit opgetrueden ass, wéi wa Gott weess wat mat deenen 0,1% geschitt wier. An Dir hutt ganz vergiess de Leit ze soen, wat Der deeneselwechte Leit an deene leschte Wochen a Méint duerch Är politesch Décisiounen opgebrummt hutt. Dat ass dat Honnertfacht vun deem, wat Der elo hei bäigitt!

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Nächste Riedner ass den Här André Bauler. D'Explokatioun zu där e bësse méi onorthodoxer Riedfolleg: Vu dass mer de Mindestloun haut derbäigeholl hunn, war déi lescht Version nach net bei mir ukomm. Entschëllegt, Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Bauler** (DP).- Merci, Här President. Irenn ist menschlich. Dat ass kee Problem.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen, wéi gesot, haut eng ganz kleng Erhéijung vum gesetzleche Mindestloun. Et kéint ee bal soen, datt et bei esou enger niddreger Hausse bal net derwäert gewiescht wier, fir e Projet de loi ze maachen. Mir sinn

allerdénks der Meenung, datt dat e falscht Signal vun der Politik gewiescht wier, fir den Automatismus bei den Upassungen ze ënnerbriechen. Duerfir ass et richtig, datt desen Text haut zum Vote steet.

Här President, ech erlabe mer, fir an dësem Kader e klenge Bléck iwwer eis Grenzen ze gehei. An deene meeschte Länner vun der Europäescher Unioun, et sinn der 21 vun deenen 28, ass de gesetzleche Mindestloun e feste Bestanddeel vun der Politik, wann een emol vu Groussbritannien ofgesäit, dat sech nach ni esou richtig mat engem staarke Sozialstat konnt ufrënden.

Et ass net verwonnerlech, datt eise Mindestloun mat bal 11 Euro d'Stonn deen héchsten an Europa ass, während zum Beispill a Bulgarien, a Rumänien knapp 1 Euro d'Stonn bezuelt gëtt. Hei däreft een natierlech déi ënnerschiddlech ekonomesch Situatioun a Liewensbedéngungen net vergiessen. Mä awer weisen dës Zuelen, datt et an der Europäescher Unioun e ganz staarkt Loungefall gëtt.

Zanter dem 1. Januar 2015 gëllt och an Däitschland e gesetzleche Mindestloun vun 8,50 Euro d'Stonn. Dëst ass fir Lëtzebuerg, fir d'Konkurrenzfäegkeet vun eiser Ekonomie, eng gutt Saach, well et muss ee sech nämlech ëmmer nees virun Aen halen, datt Lëtzebuerg, eist Land, staark konkurrenzéiert gouf, well de groussen däitschen Noper kee Mindestloun hat a plazeweis, kann ee souguer soen, abstrus niddreg Stonneléin bezuelt huet!

Här President, Lëtzebuerg ass e Land, dat esou Verhältnissen vun Dumpingléin an „working poor“, generell gekuckt, net kennt. Ausser et handelt sech ëm Mëssbräich, zum Beispill ëm Leit, déi net ugemellt sinn oder wieren.

Mir hunn, am Géigesaz zu Däitschland, eng laang Tradition mam Mindestloun. An d'DP huet traditionell all Mindestlounerhéijung gestëmmt a wäert mat där Tradition och haut net brieche.

Den 18. Dezember 2008 hat mäi Kolleg Alexander Krieps zu deemselwechte Sujet Position fir eis Fraktioun bezunn. Deemools, also kuerz nodeem d'Kris ausgebrach war, an och e puer Joer méi spéit, nämlech 2012, koom et hei am Land zu enger Adaptatioun vum gesetzleche Mindestloun. Dës Upassung soll grad deene Salariéen hëllefen, déi um ënneschten Träpple vum der sozialer Leeder stinn an dacks riskéieren, vun Aarbechtslosegkeet getraff ze ginn, well se net héich qualifizéiert sinn an duerfir meeschtens enger stereotyper oder méi einfacher Aarbecht noginn, déi zimlech séier ewechrationaliséiert ka ginn.

Et sinn dëst Leit, an dat solle mer op kee Fall aus den Ae verléieren, fir déi de sougenannten „soziale Lift“ manner oder guer net spillt. Si heescht et ze schützen, zemools wou si enger Schaff noginn, déi net ëmmer déi agréabelst ass a fir déi si etlech Mol e wäite Wee hin an zréck op sech huelen. Si schaffen op enger Plaz, wou se net vun engem Kollektivvertrag profitéieren, deen hinnen een dezente Loun garantéiert.

Ech wëll nach eemol drun erënneren, wat de Kolleg Alexander Krieps schonn 2008 ganz treffend hei op dëser Tribün sot: „D'Adaptatioun vum Mindestloun“, sot hien, „dat ass de Kollektivvertrag vun deene Leit, déi keen esou ee Vertrag hunn.“

Här President, aus reng mënschlecher a sozialer Siicht ass a bleift et richtig a wichteg ze soen, datt een, dee schaffe geet, och vu senger Aarbecht muss kënnen liewen. Mir als DP stinn zu dëser Ausso! De Mindestloun ass e Garant derfir.

De soziale Mindestloun muss awer och a sengem ekonomesche Kontext gekuckt ginn. Wa mer héich Léin allgemeng bezuele wëllen, da spille Facteure wéi Konkurrenzfäegkeet, d'Besteuerung vun de Betriber, d'Produktivitéit an esou weider eng net ze ënnerschätzend Roll. Doriwwer eraus ass och d'Weiderbildung vum Personal an de Betriber eng Bedéngung, fir datt ee Salarié sech, vu sengem Loun hier gekuckt, weiderentwéckele kann.

Här President, ech wëll awer och emol drop hiweisen, datt et Patrone gëtt, déi net héich qualifizéierte Leit d'Chance ginn, fir sech an engem Betrib duerch hiren Engagement an duerch Fläiss ze bewiesen a sech esou och eropzeschaffen. Ech selwer hu schonn d'Expérience gemaach, wou Patronen aus dem Mëtzelstand jonke Leit, déi sech beméien an asetzen, e méi héije Loun bezuele wéi de virgeschriwwene gesetzleche Mindestloun.

Ech warnen also et hei virun enger Stigmatisierung vun de Patronen, och wann et ënner hinnen ëmmer nees vereenzelt schwaarz Schof ka ginn, déi kengem eng Chance ginn. Mä wou gëtt et dës schwaarz Schof net? Do froen ech och léiwer net no, wéi gutt an esou enge Betriber den Aarbechtsklima entwéckelt ass a

wéi sech esou eng Ambiance op d'Qualitéit vum Service nidderschleift. Do, wou „hire and fire“, wéi dat esou schéin heescht, um Menü stinn, ka keng gutt Aarbecht gelescht ginn. Esou Betriber riskéieren dacks, Schëffbroch ze erliden.

Här President, fir eis als DP ass de Mindestloun, wéi scho gesot, en Element vun der sozialer Gerechtegkeet. An duerfir stëmme mir och fir dëse Projet de loi. Mir wëllen awer och e feste Bléck op d'Lounentwécklung behalen an alles drusetzen, datt sech méi Betriber derzou engagéieren, fir Leit anzustellen, déi net weider qualifizéiert sinn, déi awer bereet sinn, ze schaffen, an déi och net scheien, fir sech an de Betriber eropzeschaffen, sief et duerch hiren alideeglechen Asaz an hire Fläiss, sief et duerch Weiderbildungen, déi si méi fit fir den Aarbechtsmaart maachen.

Ech schléissen of, Här President, andeems ech dem Rapporteur, dem Kolleg Goerges Engel, fir säin ausféierleche mëndlechen a schrëftleche Bericht Merci soen, a ginn natierlech dann och den Accord vu menger Fraktioun.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci dem Här André Bauler. Nächste Riedner ass den Här Gérard Anzia, mat der Riedfolleg, d'selwecht Erklärung. Ech hat déi virlescht Fiche consultéiert. Autant pour moi. Et ass un lech.

► **M. Gérard Anzia** (*déi gréng*).- Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, ech schléisse mech un dee Merci vu mengem Virriedner un, un de Rapporteur Georges Engel, fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport a wëll awer nach eng Kéier ënnersträichen, dass déi gréng frou sinn, dass mir zu Lëtzebuerg deen Automatismus vun der Iwwerpräiwung vun all zwee Joer hunn.

Och wann déi Kéier eben déi Augmentatioun ganz kleng ausfällt, mat deenen 0,1%, si mer der Meenung, dass dat awer eng Errungenschaft ass, déi et net an all europäeschem Land ginn ass. An duerfir soll een dat och als positiv ervirstäichen.

Heimat géif ech och den Accord vun där grénge Fraktioun fir dëse Projet de loi erabréngen. Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci dem Här Anzia. Dann huet d'Wuert den Här Serge Urbany.

► **M. Serge Urbany** (*déi Lénk*).- Jo, Merci, Här President. Selbstverständlech wäerte mir och fir déi Erhéijung vum Mindestloun vun 1,93 Euro brutto stëmme fir déi vill Leit, déi dervu betraff sinn. Et ass schonn hei gesot ginn, et sinn de Moment, mengen ech, 40.000 Leit am Land, déi fir de Mindestloun schaffe ginn. An doriwwer leien och nach ganz Kategorie vu Leit, déi net vill méi verdéngen. Dat heescht, dee Phenomeen vun den „working poor“, vun deem schonn hei geschwat ginn ass, dat heescht vun deene Leit, déi aarm sinn, obscho se schaffe ginn, ass och zu Lëtzebuerg eng Realitéit.

De Rapporteur huet gesot, eis Nopeschlänner, déi géifen all méi en niddrege Mindestloun bezuelen. Ech muss do soen, den Nettomindestloun am Verglach zur Aarmutsgrenz, dee läit zu Lëtzebuerg ganz kloer ënnert der Aarmutsgrenz, während en an den Nopeschlänner, weinstens do, wou et e schonn eng Zäit laang gëtt, iwwert der Aarmutsgrenz läit, obschonn en elo net am Montant vläicht iwwer eisem Mindestloun läit.

Dat heescht, esou brillant steet eist Land guer net do, wat de Mindestloun ugeet. Wat awer selbstverständlech net wëllt heeschen, dass et net eng gutt Saach ass, dass de Mindestloun och un d'Lounentwécklung ugepasst gëtt. Wat natierlech problematesch ass, dat ass, dass d'Lounentwécklung am Duerchschnëtt esou niddreg ass a souguer zréckgaangen ass.

Zum Beispill huelen ech ee Secteur, de Botzsektor, do ass et ganz kloer, dass ganz schlecht Léin ausbezuelt ginn. Ech soen och souguer hei: D'Regierung ass net onschëlleg dorunner. Well grad an deem Secteur gëtt scho jorelaang, zéng Joer laang, de Kampf gefouert fir d'Unerkennung vun de qualifizéierte Mindestléin vun deene Leit, déi do schaffen, dee viru Kuerzem en Deelerfolleg virun de Gerichter kritt huet.

An elo gëtt am leschten Accord mam Patronat deen Acquis social, deen zéng Joer laang prozesséiere kascht huet, net vun enger einzelner Persoun, vun Honnerte vu Persounen, fir dass se hir Situatioun, wat eng qualifizéiert Situatioun ass, no enger gewëssener Zäit, dass déi endlech unerkannt gëtt. Wat mécht d'Regierung elo? Si seet: Mir ginn de Patrone recht a mer ënnersichen emol, ob dat net zu Onrecht décidéiert ginn ass do vun de Gerichter.

Et gëtt gesot, dat däreft keen absolutten Automatismus sinn, dass do de Loun einfach no zéng Joer klëmmt, wann net eng entsprechend Qualifikatioun domat verbonnen ass. Dobäi muss ech awer soen, och an deenen Uerteeler ass dat souwisou Bestanddeel dovunner, dass gekuckt gëtt prezis, déi Persoun, ob se och eng gewësse Qualifikatioun konnt kréie während där Zäit, wou se geschafft huet. Do mussen Zeie gehéiert ginn an esou weider. Dat ass also keen Automatismus, wéi ech emol héieren hunn dorëmmer, wat déi Fro do ugeet.

Den Här Engel huet virdru gesot, an dat huet mech awer e bësse rose gemaach, e kéint net méi dat Wuert „Austeritéit“ héieren. Ech verstinn, dass en d'Argumenter vun de Gewerkschaften net méi kann héiere bei all deem, wat d'Regierung mécht, well dat si grad d'Gewerkschaften, déi vun Austeritéit schwätzen. Ech mengen, dass dat Ganzt sech areit an eng gesamt Politik vun der Regierung, déi drop erausleeft, fir d'sozial Rechter, déi zu Lëtzebuerg effektiv staark strukturiert sinn, iwwer verschidde Methoden, an de Mindestloun ass sécher eng Method dovunner...

Déi Liberal, déi Wirtschaftsliberal sinn ëmmer géint de Mindestloun gewiescht. Firwat? Well se dergéint sinn, dass iwwerhaupt iergendeng Instanz, iergende Stat sech amëscht an d'Fixatioun vun de Léin. An duerfir ass och ëmmer d'Ofschafung vun deenen Automatismen, oder weinstens d'deelweis Ofschafung dovunner, eng Fuerderung vun der Union des Entreprises, vun der Chambre des Métiers, déi iwwregens ganz gutt liewen, den Här Kuhn an esou weider, vun deenen Opträg vun der Regierung. Och de Botzsektor leeft ganz gutt vun den Opträg vun der Regierung.

An dobäi handelt et sech a béide Secteuren ëm Aarbechtsplazen, déi un den Territoire gebonne sinn. Do kann een net soen „d'Konkurrenz vu baussen“ an esou weider, wéi ech den Här Schneider héieren hunn. Déi Aarbechtsplaze sinn hei gebonnen. Déi Büro sinn hei zu Lëtzebuerg, wou gebotzt gëtt. Et gëtt also keng Ursach, fir mat Argumenter vun internationaler Kompetitivitéit do Saachen a Fro ze stellen. An déi Saache ginn awer a Fro gestallt. Déi Saache gi ganz kloer elo a Fro gestallt, wat de qualifizéierte Mindestloun ugeet, wou een hanner Uerteeler erëm wëllt zréckkommen.

An do ass d'Regierung schold dorunner, dass se deen Accord mat de Patronen ënnerschriwwen huet.

E weidere Beräich vun deenen Ugrëff, dat ass de Salaire social minimum formation, vun deem vill geschwat gëtt. Ech huele jo net un, dass déi Leit, déi eng Formatioun maachen, méi Mindestloun solle kréien, mä dass se manner Mindestloun solle kréien.

Dat ass erëm eng Kéier esou en Agrëff an deen Automatismus, dee mer hei vum Mindestloun hunn, deen automatesch all Mount festleet, wann d'Léin insgesamt klammen, dass och de Mindestloun klëmmt. Dat ass erëm esou en Agrëff doranner, iwwerhaupt an d'Fixatioun vun engem Mindestloun, well do gëtt jo gesot: De Mindestloun fir déi Leit, déi a Formatioun sinn, ass net emol déi Zomm, déi mer hei genannt hunn an déi kaum duergeet, fir ze liewen, mä et ass nach manner.

Duerfir mengen ech, dass et keen Ulass gëtt, fir hei ze rufen: „Kuckt emol, wat hu mir fir e flotte Sozialstat hei!“ Et ass e Sozialstat, deen amgaangen ass, scheinbeweis a schrëttweis ofgebaut ze ginn. An dat ass den eigentleche Problem. Et géif och nach wierklech feelen, dass Der de Mindestloun allgemeng géift ofschafen!

Nach eng Kéier: Ech stëmme selbstverständlech fir dee Projet hei, mä ech wollt awer d'Geleeeenheet net verpassen, fir e puer Saachen hei nach un de Mann ze bréngen.

Merci.

(Interruption)

An un d'Fra.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och dem Här Urbany. An d'Wuert huet den Här Aarbechtsminister, den Nicolas Schmit.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Dir Dammen an Dir Hären, ech soen natierlech dem Rapporteur villmools Merci, mä ech muss e puer Observatiounen maachen, well ech hunn d'Impressioun, dass verschidde Leit net dat nämleche héieren hunn, wat ech héieren hunn.

Éischtens hunn ech bei kengem eng absolutt Begeeschterung festgestallt fir dee Projet hei. Ech hunn net hei héieren, datt ee gesot hätt,



dat wier elo ee vun deene gréisste Projeten, dee mer an der leschter Zäit oder an der nächster Zukunft wäerte stëmmen.

Hei geet et ganz einfach ëm eng Mécanique. An déi Mécanique ass d'Upassung vum Mindestloun un déi normal Evolutioun vun de Salairen. An ech deelen dat, datt d'Salaires an deene leschten zwee Joer praktesch net geklomme sinn. Dat stelle mer fest. A besonnesch déi, wou mer jo ëmmer héieren, datt Lëtzebuerg dat Land ass, wou d'Salaires explo-déieren, kréien eigentlech hei bewisen, datt d'Salaires hei zu Lëtzebuerg, déi zwee lescht Joren, wat jo och Jore waren, wou Lëtzebuerg affektéiert war vun der Kris, souwuel am Banke-secteur wéi och an anere Secteuren, datt hei d'Salaires net déi Spréng gemaach hunn, déi ons ëmmer presentéiert ginn.

Dat Zweet ass, ech hunn och keen heibannen héieren, Här Urbany, deen de Mindestloun a Fro gestallt hätt. Ech hu jiddweree ganz kloer sech expriméieren héieren, datt de Mindestloun e wesentleche fundamentale Bestandteil vun eisem Sozialsystem ass. An et ass kee Mënsch, deen dee Mindestloun a Fro stellt.

A grad well mer de Mindestloun als en essenzielle Bestanddeel vun eisem System ugesinn, hu mer decidéiert, déi marginal Augmentatioun vun 0,1% ze maachen. Wat hätt Dir gesot, wa mer gesot hätten: „Boff, 0,1%, manner wéi 2 Euro brutto - wéi Der richteg sot -, dat ass net derwäert, fir hei d'Chamber elo esou laang ze mobiliséieren, a mir ginn einfach dor-iwwer ewech a mir setzen dat iergendwou hin a mir kucken dat vläicht an engem oder an zwee Joer unzepassen.“? Dann hätt ech lech gär héieren, wat Der da gesot hätt! Wat wier dann Är Reaktioun gewiescht?

Duerfir gëtt och ëmmer vergiess... Et ass sécher, datt gewësse Punkte vun Upassungen an esou weider stattfannen. Mä et gëtt awer och derbäi vergiess, datt de Mindestloun indexéiert ass, wéi all déi aner Salaires och, an des Re-

gierung decidéiert huet, datt den Index en vigueur bleift. Dat heescht, bei all Indextranche, déi erfollegt... A wann et jo all déi Augmentatiounen gëtt, déi Dir jo beschriwwen hutt, dann heescht dat jo och, datt de Mindestloun dann ugepasst gëtt ëm net 0,1, mä 2,5%. Mir hunn also weider hei zu Lëtzebuerg d'Indexatioun, déi sech och op de Mindestloun appli-zéiert.

Ech hunn och net verstanen, wou d'Afrostel-lung vum qualifizéierte Mindestloun soll sinn. Wat mer natierlech mussen diskutéieren, dat sinn d'Situatiounen, wou effektiv d'Recht op de qualifizéierte Mindestloun kënnt, wat an deenen Texter, déi am Code du Travail stinn, net ganz prezis duergeluecht ass. An ech mengen, et muss méiglech sinn, doriwwer mat de So-zialpartner ze diskutéieren.

Iwwregens, dee Secteur, deen direkt concer-néiert ass, Här Urbany, an Dir hutt et mention-néiert, ass komescherweis net e Secteur, wou et kee Kollektivvertrag gëtt. Am Botzsecteur gëtt et e Kollektivvertrag, och wann déi Négocia-tiounen momentan blockéiert sinn.

Wat mer awer feststellen, dat ass, datt et an all deene Secteuren, wou héich Proportiounen vu Salaréien de Mindestloun kréien, kee Kollektiv-vertrag gëtt. Et gëtt Secteuren, wou 60% vun deene Leit, déi do schaffen, de Mindestloun kréien. An dat si praktesch ëmmer Secteuren, wou et kee Kollektivvertrag gëtt. A mir mussen also driwwer och nodenken, awéiwäit mer och musse probéieren, d'Kollektivvertragswiesen hei zu Lëtzebuerg weider auszedehnen.

An dann, d'Thema vun der Pauvretéit ass en Thema, wat iwwert de Mindestloun ewech-geet. Natierlech ass et essenziell, datt et, éisch-tens emol, derwäert ass schaffen ze goen - ech mengen, do si mer all d'accord -, mä datt et awer och richteg ass, datt, wann ee schaffe geet, een net an d'Aarmut ka gestierzt ginn. An dat ass natierlech e Problem, dat geet iwwert de Mindestloun eraus.

Dat ass e Problem vu Loyereren, dat ass e Pro-blem vun alle méigleche Käschten, déi op d'Leit zrëckfalen. An duerfir hu mer jo awer och - dat muss ee jo awer derbäisoen - eng ganz Rei vun Ausgläichsmoosnamen, déi iwwer Complémenten bezuelt ginn, besonnesch bei deene Familljen, wou de Verdénger e Mindest-lounbezeier ass, an déi Kanner an déi Familljen hunn, wou dann iwwer aner Mechanismen en Ausgläich geschitt.

An ech mengen, dat ass d'Wichtigkeet, dat ass d'fundamental Wichtigkeet vum Sozialstat. A kee Mënsch huet d'Elementer vum Sozialstat jee hei a Fro gestallt. An ech mengen, mir sinn ons bewosst, datt mer derfir suerge mussen, datt d'Lëtzebuurger Gesellschaft net ausernee-brécht an datt et net Leit gëtt, déi komplett décrochéieren. Da musse mer och déi Mecha-nisme weider halen an heiansdo och upassen, voire ausbauen.

An ech mengen, an deem globale Kontext muss een och déi Décisioun hei gesinn, datt mer eben de Prinzip ganz einfach hei wëllen affirméieren, datt de Mindestloun net dierf dé-crochéiere par rapport zu der allgemenger Ent-wécklung vun de Léin.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Aarbechtsminister.

Mir sinn domat um Enn vun eiser Diskussioun ukomm a mir géifen zur Ofstëmmung iwwert de Projet 6766 kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6766 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi per-séinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen.

D'Ofstëmmung ass eriwwer. A vun deene 60 Deputéierten, déi ofgestëmmt hunn, hu sech der 60 fir de Projet ausgeschwat.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Félix Eischen), M. Paul-Henri Meyers (par Mme Diane Adehm), Mme Octavie Modert (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Marc Spautz), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel (par M. Serge Urbany) et Serge Urbany.

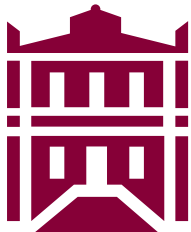
An domat bleift mer just nach d'Fro ze stellen, ob Der d'Dispens vum zweete Vote gitt.

(Assentiment)

Da soen ech lech Merci.

Domat si mer um Enn vun eiser Réunioun ukomm. Rendez-vous muer de Mëtten um zwou Auer fir d'Debatt zu der Erklärung vum Statsminister vun de Mëtten.

(Fin de la séance publique à 18.09 heures)



Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

2. Communication

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

3. Débat sur la déclaration de M. le Premier Ministre, Ministre d'État, sur l'accord entre l'État et les communautés religieuses établies au Grand-Duché de Luxembourg

- M. Gast Gibéryen

- Débat: M. Claude Wiseler, M. Eugène Berger (interventions de M. Claude Wiseler), M. Alex Bodry (M. Roy Reding pose une question) (dépôt d'une résolution et d'une motion), M. Claude Adam (M. Claude Wiseler intervient), M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany

- Prises de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État (M. Serge Urbany intervient), M. Gast Gibéryen (parole après ministre), M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (M. Claude Wiseler intervient), M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur (M. Claude Wiseler intervient), M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, M. Gast Gibéryen (parole après ministre)

- M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. Fernand Kartheiser (fait personnel)

- Résolution 1: M. Roy Reding, M. Serge Urbany

- Vote sur la résolution 1 (adoptée)

- Motion 1: M. Roy Reding, M. Serge Urbany

- Vote sur la motion 1 (adoptée)

4. 6533 - Projet de loi relatif à l'organisation du marché de produits pétroliers

- Rapport de la Commission de l'Économie: M. Frank Arndt

- Discussion générale: M. Claude Wiseler, M. Max Hahn, M. Gérard Anzia, M. Roy Reding

- Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, M. Michel Wolter (parole après ministre), M. le Ministre Etienne Schneider, M. Claude Wiseler

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

5. 6667 - Projet de loi portant transposition de la directive 2011/77/UE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2011 modifiant la directive 2006/116/CE relative à la durée de protection du droit d'auteur et de certains droits voisins et ayant pour objet de modifier la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données

- Rapport de la Commission de l'Économie: M. Claude Haagen

- Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. André Bauler, M. Gérard Anzia, M. Roy Reding

- Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

6. 6700 - Projet de loi portant approbation de l'amendement au Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, adopté à Doha le 8 décembre 2012

- Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Henri Kox

- Discussion générale: M. Marcel Oberweis, M. Roger Negri, M. Max Hahn, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany

- Prise de position du Gouvernement: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

7. 6716 - Projet de loi portant approbation du Protocole sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation relatif à la Convention sur la diversité biologique, conclu à Nagoya le 29 octobre 2010

- Rapport de la Commission de l'Environnement: M. Gérard Anzia

- Discussion générale: M. Laurent Zeimet, M. Roger Negri, M. Max Hahn, M. Fernand Kartheiser

- Prise de position du Gouvernement: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Félix Braz, Romain Schneider, Mme Lydia Mutsch, MM. Dan Kersch, Claude Meisch, Mmes Corinne Cahen et Carole Dieschbourg, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)



1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech maachen d'Sëtzung op a froen direkt d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

► **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Neen, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci, Här Statsminister.

2. Communication

Ech wollt dann der Chamber matdeelen, dass säit gëschter dat sougenannt „Benelux-Parlament“, dat bis elo Conseil interparlementaire consultatif de Benelux geheescht huet, säin Numm geännert huet an Assemblée interparlementaire Benelux. Fir eis bleift et d'Benelux-Parlament.

(*Hilarité*)

A fir eis huet den Ambassadeur Jean-Jacques Welfring déi Konventioun ënnerschrivven.

Communication du Président - séance publique du 21 janvier 2015

Depuis hier le Conseil interparlementaire consultatif de Benelux s'appelle «Assemblée interparlementaire Benelux».

En effet, hier a eu lieu la signature officielle à Bruxelles de la Convention sur l'Assemblée interparlementaire Benelux en présence des représentants gouvernementaux des trois pays (en l'occurrence, l'Ambassadeur Jean-Jacques Welfring pour le Luxembourg).

Sou, mir géifen dann iwwergoen zu eisem Ordre du jour, dem Débat iwwert d'Erklärung vum Statsminister iwwert den Accord tëschent der Regierung an deene verschiddene Glawensgemeinschaften. Ier ech dem éischte Riedner, dem Här Claude Wiseler, d'Wuert ginn, hunn ech eng Wuertmeldung vum Här Gaston Gibéryen. Zum Ordre du jour?

3. Débat sur la déclaration de M. le Premier Ministre, Ministre d'État, sur l'accord entre l'État et les communautés religieuses établies au Grand-Duché de Luxembourg

► **M. Gast Gibéryen** (*ADR*).- Jo, Merci, Här President. Mir hu gëschter an der Presidentekonferenz en Temps de parole festgehale fir déi Debatt haut de Mëtteg. Ech hunn och vun eiser Säit aus d'Zoustëmmung zu deem Temps de parole ginn an ech wëll och elo net, dass mer en aneren Temps de parole huelen.

Ech wollt just froen, ob Der, an Ärer Gentillesse, wéi Der dat ëmmer macht, haut kéint vläicht e bësse méi tolerant sinn, wann eng oder déi aner Minutt géif iwwerzu ginn, dass dat an deem Débat, mengen ech, net onwesentlech wier, fir dass een da kéint awer vläicht déi eng oder déi aner Minutt weider brauchen, fir ze schwätzen, ouni dass mer en aneren Temps de parole huelen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Dir hutt dat ganz fei gesot. Mir wäerten dann och déi gewinnete Kulanz weisen.

Éischte Riedner ass den Här Claude Wiseler. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Wiseler** (*CSV*).- Merci, Här President. A politesche Kreesser, hei an der Chamber oder anzwousch anescht, gëtt oft d'Fro gestallt, ob d'Relioun eng Privatsaach wier. D'Antwort op déi Fro, och d'Antwort, déi mir ginn, dat ass: „Jo, natierlech ass d'Relioun eng Privatsaach. Definitiv eng richtig Privatsaach!“

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Claude Wiseler** (*CSV*).- Et ass privat, et ass perséinlech a jiddweree soll säi Glawen oder säin Netglawen esou kënne liewen, wéi en dat fir richtig empfindt. Fräi liewen, esou wéi en dat mat sengem Glawe fir richtig empfindt. Säi Glawe wiesselen, ophalen, alles dat ass jiddwer eenzelne Mënsch seng Privatsaach.

Mä ech mengen, dass déi do Fro, wann ee se esou stellt, net duergeet an net déi Fro ass, déi een an de politeschen Enceinten, wou doriwwer nogeduecht gëtt, als eenzeg Fro ka stellen. D'Fro ass a mengen Aen: Ass Relioun nëmmen eng Privatsaach? Ass Relioun nëmmen eng Privatsaach? A wann et net nëmmen eng Privatsaach ass, wie geet d'Relioun nach eppes un? De Stat, d'Politik, d'Parteien? A wéi geet deen een oder deen aneren, de Gleewegen, d'Kierchen, d'Politik, d'Parteien, d'Institutionen, d'Chamber mat deenen dote Froen ëm?

D'Politik (veuillez lire: D'Relioun) ass fir eis definitiv eng Privatsaach. Mä ganz sécher awer

gradesou gutt net nëmmen eng Privatsaach! D'Politik (veuillez lire: D'Relioun) schreift sech an den ëffentleche Raum an a schreift sech an d'Gesellschaft an, hei zu Lëtzebuerg an iwwerall anescht op der Welt! D'Politik huet... pardon, d'Relioun schreift sech an d'Gesellschaft an an huet och an deene leschte Jorhonnerten, Jordausenden un der Geschicht vun de Länner matgeschriwwen op déi eng oder op déi aner Aart a Weis.

Fir eis, haut, als CSV, sinn d'Glawensgemeinschaften hei zu Lëtzebuerg - d'Glawensgemeinschaften! - e wichtige Deel vun eiser Gesellschaft an och vum Zesummeliewe vun eiser Gesellschaft. A mat deem Méi un Diversitéit, déi mer hunn an deene leschten 20, 30 Joer, déi jo vill méi grouss ginn ass, net nëmmen, wat d'Nationalitéiten ugeet, mä och, wat d'Kulturen ugeet, och wat d'Reliounen ugeet, stellt déi Fro sech ëmmer méi als eng Zentralfro. A mir soe kloer an däitlech als Partei, dass de Fait religieux der Politik net kann egal sinn. An ech gi souguer weider, dass de Fait religieux der Politik net därerf egal sinn!

Sech net als Politiker, als Institutionen, Chamber, Regierung ëm de Fait religieux, ëm d'Reliounen, ëm d'Glawensgemeinschaften bekëmmern, wär an eisen Aen, haaptsächlech haut, a méi wéi jee haut, e ganz schwéiere politesche Feeler. D'Politik huet eng Rei Responsabilitéiten. D'Politik muss responsabel sinn, an dat zweifelt jo och keen un hei am Sall, fir d'Liberté des cultes, fir d'Liberté d'exercer le culte, fir den Zutritt zu de Reliounen, fir den Austritt aus de Reliounen, dass dat alles an der Fräiheet vu jiddwerengem Eenzelne sengem private Glawen oder Netglawen ka goen.

A mir mengen och, dass d'Politik eng Responsabilitéit huet fir d'Reliationen, déi d'ëffentlech Institutionen mat de Kierchen am Allgemengen hunn. An et ass eng eminent Responsabilitéit vun der Politik, haut méi wéi jee, wann ee kuckt, wat an der Welt geschitt, dass déi politesch Responsabel, dass d'Institutionen wësse wat lass ass an deene verschiddene Glawensgemeinschaften, dass se am Dialog mat de Glawensgemeinschaften konstant an ëmmer sinn.

An den Dialog kann een nëmme féieren op eng uerdentlech Aart a Weis, op eng konstruktiv Aart a Weis, wann ee Relatiounen mat de Kierchen, mat de Glawensgemeinschaften huet a wann een ordonnéiert a koordinéiert, festgeschriwwen, organiséiert Relatiounen mat de Glawensgemeinschaften huet.

Dofir si mir ganz kloer als CSV der Meenung, dass et evident ass, dass an eiser Constitution de Fait religieux, dass heescht d'Relationen mat de Kierchen, esou wéi se am Artikel 22 war, op eng moderniséiert, op eng aner Form - well dat, wat den Artikel 22 haut seet, ass manifestement iwwerlieft - muss der Welt vun haut gerecht ginn, mä dass et net kann ersatzlos gestrich ginn. An dass eng aner Formule op enger anerer Plaz an der Constitution muss hir Plaz fannen, ass fir eis eng Evidenz.

En Artikel ersatzlos sträichen, wär mat der CSV net méiglech. De Fait religieux, d'Relationen mat de Kierchen an d'Relationen tëschent der Kierch an dem Stat, muss an eisen Ae seng Plaz an der Constitution fannen, op eng moderniséiert oder eng adaptéiert Aart a Weis.

An dofir war et fir eis wichtig an där Diskussioun, déi mer an deene leschten Deeg haten, dat war heiansdo eng Diskussioun, wou mer auserneelouchen, eng Diskussioun, wou mer aner Meenunge vertrueden hunn, mä eng Diskussioun, wou ech awer muss soen, dass mer diskutéiert hunn. A schonn dat ass wichtig, dee Sujet. Eng Diskussioun, wou dräi Saache fir eis wichtig waren:

Dat eent, dass ass, dass déi Relatiounen tëschent de Kierchen an dem Stat mussen evidentereis impartial an neutral sinn. Dat ass eng Diskussioun, déi schonn zwee, dräi Joer dauert, wou verschidden Autoren, den Här Meyers, den Här Bodry, sech schonn driwwer a verschiddenen Diskussiounen an der Institutionskommissionen derfir ausgesprach haten. Wou och am Kader vun där Etüd, déi vun der Kommission a vum François Biltgen sengerzäit als Kultusminister an Optrag gi gouf, d'Etüd iwwert d'Relationen tëschent Kierchen a Stat, déi Notiounen erëmkomm sinn. Fir eis ass dat wichtig, dass dat preziséiert ginn ass.

Déi Notioun vu Separatioun ass fir eis och net eng Notioun gewiescht, déi eis Problemer gestallt huet. D'Notioun vu Separatioun, jiddweree muss kennen, d'Kierchen, de Stat, seng Autonomie hunn, seng organesch, wou keng organesch Lienen dertëscht bestinn. Mä awer Relatiounen mateneen hunn. En Dialog mateneen hunn. An déi Separatioun, dat heescht, déi jo d'Trennung vun den organeschen Lienen op där enger Säit an op där anerer Säit déi Relatiounen an deeselwechten Artikel schreiwen, ass fir eis dat, wat soll si fir déi nächst Joren, wa mer d'Beschreibung vun de Relatiounen tëschent Kierch a Stat maachen.

Deen zweete Punkt, dee fir eis wichtig war, dass ass, dass mer eis géifen eens ginn iwwert de Fait, dass an d'Constitution och soll kommen, dass d'Relationen tëschent Kierch a Stat um gesetzleche Wee solle geregelt ginn. Dass och d'Reconnaissance, déi de Stat de Kierche gëtt, soll gesetzlech festgehale ginn an d'Kritären dovunner och kloer an däitlech definéiert ginn. Kloer an däitlech definéiert sinn.

Dat huet eis och absolutt eng Nécessitéit geschénkt, huet eis evident geschénkt, wëssend, dass déi verschidde Kritären haut baséieren op enger Motioun, déi den 18. Juni 1998 an der Chamber gestëmmt ginn ass, wou a sech déi eenzel Punkten opgezielt waren, wou och jiddwer Partei sengerzäit domadder d'accord war. Mä et war fir eis evident, dass an deenen Zäiten, déi kommen, just sech op eng Motioun referéieren a keng gesetzlech Basis hunn, net géif duergoen, fir an Zukunft déi Relatiounen ze gestalten.

Dofir war fir eis absolutt wichtig, dass de Fait, dass e Gesetz géif an d'Constitution ageschriwwen ginn, de Fait, dass d'Relatiounen mat de Reliounen eng gesetzlech Basis géife kréien, en absolutt wesentleche Punkt.

An esou engem Gesetz mussen am Fong och all déi Rechter an déi constitutionnel Fräiheeten, den Ordre public respektiv d'Valeurs démocratiques, an deem sech d'reliéist Liewe muss aschreiwen, kloer an däitlech nach eng Kéier gesot ginn, mussen déi Problemer vum Proselytismus ugeschwat ginn, geléist ginn. Et mussen all déi Froen vun den Egalitéiten, vun der Egalité des traitements, vun de Fraerechter kloer an däitlech definéiert ginn, an déi sech den Exercice vun de Reliounen hei zu Lëtzebuerg muss aschreiwen. An et muss en fin de compte am Intérêt général gehandelt ginn an dat muss och kloer an däitlech an esou engem Gesetz drastoen.

An dann, an dat war den drëtten Punkt, war fir eis wichtig, dass an Zukunft och kéint d'Méiglechkeet vun de Konventionen an der Constitution ageschriwwen bleiwen, op där enger Säit, an op där anerer Säit, dass och kloer géif gesot ginn, dass eng Konvention, déi mat enger Glawensgemeinschaft gemaach géif ginn, och misst duerch d'Chamber goen, och misst an der Chamber akzeptéiert ginn.

Mir kënnen eis net virstellen, dass d'Regierung ouni den Accord vun der Chamber esou Konventionen ofschléisst respektiv ëmännert. Et war och net d'Intention vun der Regierung, weder vun deser nach vun där virdrun, mä et ass gradesou gutt a gradesou kloer, et ass och an der Constitution tel quel festgehalten.

Dofir si mer a sech frou, dass mer de Moie konnten an der Institutionskommission déi dräi Punkten no eisen Diskussiounen zrëckfannen, well fir eis se d'Basis waren, fir kënne mat op esou e Wee ze goen.

Deen anere Punkt, dass ass den Artikel 106 iwwert de Financement vun de Ministres des cultes, vun de Païen an de Pensionen vun de Ministres des cultes. Dir wësst, dass mer säit Méint hei an der Chamber soen, dass fir eis déi do Referendumsfro, esou wéi se gestallt war, net ganz vill Sënn mécht, well se am Fong ee kleng Punkt ass aus enger Diskussioun, déi ëm d'Relationen tëschent Kierch a Stat geet. Just ëm d'Païen, just ëm d'Pensionen eng Fro ze stellen, huet eis ni ganz sënnvoll geschénkt an dat hu mer méi wéi eng Kéier hei op deser Chambertribün gesot, well se reduzéiert de Problem op wierklech e klengen Deel, wat net d'Essenz ass vun deem, wou en Ofkomme muss driwwer kommen.

Elo, wou en Accord tëschent de Kierchen an dem Stat do ass - an ech kommen duerno méi op den Accord zrëck -, fir déi Konventionen ofzeschleissen, ass an eisen Aen dat, wat mer zwar scho säit engem, zwee Joer soen, d'Plaz vun deem Artikel 106 an der Verfassung, an enger neier Verfassung net méi ginn, a si mer och bereet, fir dee falen ze loossen. Den Artikel falen ze loossen a selbstverständlech d'Referendumsfro an deem Kontext och falen ze loossen, well déi huet an eisen Aen nach ni Sënn gemaach. Mä nom Fait, dass mer elo en Accord fonnt hunn, dass d'Regierung en Accord fonnt huet mat de Kierchen, mécht se iwwerhaupt kee Sënn méi, well d'Fro geléist ass.

Mir waren, wat déi Referendumsfro ugeet, am Fong ëmmer der Meenung, dass se am Fong just an de Referendum ageschriwwen gi war, well et eng Aart a Weis war, fir Drock auszuüben. Well mir hunn ni verstanen - ni verstanen -, dass ee konnt engersäits higoen a soen: Mir setzen eis un den Dësch mat de Kierchen, well mer wëllen diskutéieren, wéi an Zukunft déi Konventionen sollen ausgesinn, wéi an Zukunft sollen déi Relatiounen tëschent de Kierchen an dem Stat ausgesinn - a fir eis ass dat dee richteg Wee, sech un den Dësch ze setzen an dat ze diskutéieren -, an dann am selwechten Otemzuch ze soen: A mir stellen d'Referendumsfro! An dann an deene leschte

Wochen hu mer jo gesinn, fir ze soen: Wa mer eis elo net eens ginn, da kënnt se wierklech, a wann Der se wëllt eraus, da mussen mer eis eens ginn!

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Claude Wiseler** (*CSV*).- Mir mussen kloer an däitlech soen, déi Aart a Weis, fir ze verhandelen, hu mer net gutt fonnt, well se just intentionnéiert war, an eisen Aen, fir Drock ze produzéieren. A mir si frou, dass Der am Dialog dat do, well dat dee richteg Wee ass, konnt maachen.

Ech soen awer och nach gär hannendrun, et gëtt och nach eng aner Fro, dass ass déi vum Ausländerwahlrecht, wou mir och der Meenung waren, dass een hätt sollen higoen, an dofir hu mer als CSV eng Proposition op den Dësch geluecht gehat, wou et zumindest derwäert gewiescht wär, dass ee sech zesummesat hätt an eng Ronn diskutéiert hätt, ob een net eng Solution doriwwer fonnt hätt!

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Claude Wiseler** (*CSV*).- Dat war eise Wonsch, an ech soen lech, Här President, dass ass nach ëmmer eise Wonsch! Well och do soll een op Dialog setzen.

Mir hunn dee ganze Prozess, esou wéi en awer war, obwuel mer op den Dialog gesat hunn, als extrem problematesch empfונnt, well vill Drock, well och an der leschter Zäit vill Gehetz war, well ee vill presséiert war, fir alles dat mussen ze maachen.

Mir hu gëschter Moien an der Kommissionssetzung vun der Institutionskommission deen Accord ausgedeeelt kritt a mir sollen haut, 24 Stonnen duerno, iwwert deen Accord do en Entscheed huelen. Ech muss lech éierlech soen, fir mech, fir eis als Fraktioun ass dat net seriö! Et ass net seriö, well mer net d'Méiglechkeet haten, wierklech net d'Méiglechkeet haten, fir all déi Punkten, mir hunn zwar Explikatiounen nogelauschert, der Regierung hir Explikatiounen nogelauschert, mä et ass esou technesch, dass et ganz schwierig ass, alles nozevollzéien, an esou vill Froe bleiwen nach fir eis op, dass mer déi Aart a Weis, wéi dat elo hei zu engem Ofschluss kënnt, als richtig, richtig problematesch empfannen!

E puer Beispiller vun deene Froen, déi sech an eisen Ae stellen.

Zum Beispill, et gëtt gesot, dass déi Enveloppe vun der kathoulescher Kierch vu 24 Milliounen Euro op ronn 6 Milliounen, 6,7, wa meng Erënerung gutt ass, erofgesat gi wär. Ech wëll wëssen, an dat hunn ech gëschter gefrot, do krut ech deelweis eng Antwort: Wéini ass dat dann? Wéini trëtt dat an? Dat ass a 15, 20 Joer. Meng Fro ass: Wat heescht dat da fir d'nächst Joer? Wéi geet dat fir d'nächst Joer? Wat sinn déi Budgetszuelen iwwert de Pluriannuel, deen elo kënnt? Do hu mer einstweile keng Antwerte kritt.

Fir mech ass et awer wesentlech, dass mer wëssen, wat an deenen nächste Joren, wat dat fir déi nächst Joren heescht a vu wat fir enge Gréisstenuerdnungen mer hei schwätzen. Keng Antwort kritt.

Enseignement: Am Enseignement ass et och wichtig, dass mer wëssen, a wat fir eng Richtung déi Programmer ginn, déi an Zukunft kommen. Ech weess, dass een den Detail net ka wëssen haut, well nach vill Aarbechte mussen lafen. D'Richtung wär awer wesentlech gewiescht.

An da sinn och eng ganz Rei Froen, wat d'Reprise vun den Enseignanten ugeet, wou an den Aussoen, déi an deem Pabeier, deen eis virläit, sinn, een net weess, wat et heescht. Et ginn „perspectives professionnelles“ kreéiert. Wat sinn dann déi Perspectives professionnelles? Wat heescht dat da prezis fir all déi Leit, déi direkt do concernéiert sinn?

Et steet och dran, dass d'Regierung déi Instances concernées oder compétentes géif encouragéieren, Propositionen virzeleeën, fir dass déi heiteg Enseignanté kéinten an de Beräich vun der Education nationale eriwergoen. Wat geschitt dann, wann deen Encouragement, wat gutt gemengt ass, an ech stellen dat jo emol guer net a Fro, wann do eng Fin de non recevoir kënnt? Wa vun deenen Instances compétentes gesot gëtt: Mä mir wëllen dat net, mir kënnen dat net! - war et et dann? Oder wat geschitt dann? Wesentlech Froen, déi keng Antworten hunn an déi, wann een dann no 24 Stonnen muss Jo oder Nee soen, engem déi Antwort total onméiglech maachen!

D'Kreatioun vun engem neie Fong, do stelle sech och eng ganz Rei fundamental Froen, och Verfassungsfroen. D'Fro vun der Propriétéit a vum Transfert de propriétés.



► **Une voix.** - Exakt!

► **M. Claude Wiseler** (CSV). - Wéi soll dat goen? Wéi soll dat goen, och verfassungsméisseg, an engem Gesetz eng Propriétéit, déi enger Kierchefabrik gehéiert, an e Fong ze iwwerschreien? Kucke mer emoll! Ech weess net, wéi et soll goen. Ech wëll och keng definitiv Äntwert ginn an dësem Moment.

Wéi ass et mat der Gemengenautonomie? Ech kommen duerno nach dorobber zrëck. Wéi ass et, wann d'Gemengen net matspillen an deem ganze Kontext?

A wéi ass et mat den Donatiounen? Leit, déi eng Donatioun gemaach hu fir eng prezis Kierchefabrik, fir e prezen Zweck an net fir en aneren, déi dat och notariell aktéiere gelooss hunn, wat geschitt domadder, wann dat elo iwwerwise gëtt? Gëtt dat mat iwwerweisen? Wat fir juristesche Froe kommen do op? Wéi gi se geléist? Eng ganz Rei Punkten, déi net gekläert sinn.

An ech sinn och net der Meenung, dass alles muss kënnen oder muss an esou engem Sujet gekläert ginn. Ech soen awer, wann ech dat do liesen, dann, mengen ech, dass eng Rei Froen net kënnen gekläert ginn, wann ech eise juristesche System, eis konstitutionell Basis kennen. An da wënschen ech deenen, déi dat solle maachen, ganz vill Freed, fir et an der Realitéit hinzekréien!

Aner Froen: Zum Beispill déi Konventioun, déi elo soll a Kraaft trieden, déi kritt, oder déi Konventiounen, losse mer et emoll esou ausdrécken, déi elo sollen a Kraaft trieden, déi trieden a Kraaft am Kader, wann ech dat richtig verstane hunn, an ech mengen, et geet net anescht, ënnert der aler Constitioun, der aler, dass heescht déi heutig, aktuell Constitioun.

Ech stellen awer fest, dass déi Konventioun e beinhalten, dass d'Ministres des cultes net méi bezuelt ginn. Or, an der Constitioun, déi aktuell ass an ënnert där déi Konventiounen elo a Kraaft trieden, steet dass awer nach als Titel an als Artikel kloer an däitlech dran! Wéi soll dass da goen? Bei eis ass dass e richteg Problem.

Ass dann déi al Constitioun, deen Artikel 106, deen awer elo nach ëmmer existéiert, och wa mer d'accord sinn, en ofzeschaffen, ass deen dann déi ganzen Zäit en suspens? A wann...

(**Interruption**)

Dat ka jo net sinn! A wann dass esou ass, ass et awer eng schlampeg Aart a Weis, mat där mer hei mat der Constitioun ëmginn. A mir wëllen eis net de Kompliz dovunner maachen.

(**Brouhaha**)

► **Plusieurs voix.** - Très bien! Ganz richtig!

► **Une voix.** - Dat ass net méiglech!

► **M. Claude Wiseler** (CSV). - D'Zäitschinn: Wéi geet dass mat deenen Texter, wéi vill Texter ginn et iwwerhaapt, déi an der Konventioun sollen ëmgesat ginn? Och dass ass an eisen Aen net kloer. An all déi Propriétéitsfroen, déi sech stelle ronderëm d'Kierchefabriken. An ech hunn de SYFEL gelies, wat fir eng Froen déi sech stellen, respektiv de Syvicol, da sinn do déi Transfers de propriétés vun deem engen zu deem aneren nach e richtigen an e risege Problem.

Datselwecht stellt sech fir d'Iwwergab an de Widdersproch mat der Gemengenautonomie. Hei ginn eng Rei Froen, hei ginn eng Rei Problemer ugeschwat, déi och am Kader vun der Gemengenautonomie net geléist ginn. Zum Beispill ass décidéiert, dass d'Gemege mussen an d'Négociatiounen goe mat deenen eenzelne Kierchefabriken, fir ze kucken, wat mat de Gebaier geschitt. Esou steet et am Prinzip do. Et steet „Négociatiounen tëschent Gemengen an de Kierchefabriken“ an Ärem Text.

Sinn d'Gemege consultéiert ginn, ier Der dass als Accord maacht? An en cas de désaccord, sot Der, seet den Text, dass de Législateur géif décidéieren, wien dann - d'Kierchefabrik oder d'Gemeng - d'Propriétéit géif kréien. Ass dass mat de Gemengen esou ofgemaach? A wéi steet et do mat der Gemengenautonomie?

An da steet och am Artikel 20, dass de Kofinanzement vun de Gemengen an Zukunft exclu wär. An an deemselwechten Artikel, e weineg méi spéit, do steet, dass d'Obligation d'entretien en collaboration tëschent de Gemege respektiv deem neie Fong géif gemaach ginn, wann do Problemer wäeren. Wéi passen déi zwee Texter zesummen? Fir d'Éischt Finanzement exclu op där enger Säit. Dräi Reien ënnerdrénner steet, dass awer sech deene Chargen a Kollaboratioun mat de Gemege géif ugeholl ginn. Dass passt a mengen Aen net zesummen. A mir waarden do gespaant op déi Explikatiounen, déi kommen.

Anere Punkt, deen onkloer ass: Den Artikel 7 seet, dass an Zukunft d'Gehälter an d'Paie jo net méi géifen zrëckbezuelt ginn, mir huele jo den Artikel 106 aus der Constitioun eraus, mä dass déi finanziell Relatiounen iwwer eng Enveloppe géife gemaach ginn. Eng Enveloppe, steet dann do, déi „en fonction de l'importance“ vun deene jeeweilege Kierche géif gemaach ginn. Dass ass jo och okay.

Just, et ass awer, et wär net onwichtig, ze wëssen, ier een derfir/dergéint stëmmt, no wat fir enge Kritären dann déi Enveloppe respektiv déi Importance géif ausgerechent ginn. Alles dass steet awer net an der Konventioun. Ech ginn awer dovunner aus, dass natierlech Kritären ugewant gi sinn, soss wäeren déi Zommen, déi elo drastinn, jo net komm. Mä et ass natierlech fir een, deen dass viru 24 Stonne krut, eng wesentlech Fro, fir ze wëssen: Wéi geet dass weider? No wat fir enge Kritären ass dass momentan gerecht?

A schlussendlech ass datselwecht och nach iwwert d'Prärogative vun der Chamber, déi awer zu engem groussen Deel och hei empiétéiert ginn, well am Text, an der Formulatioun, wéi en elo ass, eng Rei Décisiounen drastinn, déi geholl ginn, déi awer den Accord vun der Chamber présupposéieren. All déi Décisiounen, déi am Kader vun der Éducation nationale drastinn, a wann ech emoll nëmmen déi huelen, an et sinn nach eng ganz Rei anerer, dofir brauch ee mindestens e Gesetzestext.

Hei stinn awer schonn Décisiounen dran, ouni emoll ze referéieren, dass den Accord préalable vun der Chamber awer eng absolutt Noutwendegkeet wär, fir déi Punkten, déi hei am Accord stinn, ëmzesetzen. Hei gëtt och op d'Prärogative vun der Chamber empiétéiert.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Wiseler** (CSV). - Ee Punkt, deen ech och nach wëll soen an dee fir mech och wesentlech ass, en inhaltleche Punkt, deen doranner besteet, dass hei eng Décisioun geholl ginn ass, fir de Reliounsunterrecht an e Cours unique ëmzewandelen. Dass stoung an Ärem Regierungsprogramm. Mir hunn ëmmer gesot an där leschter Zäit, dass mer déi Meenung an déi Zilsetzung wierklech net géifen deelen, well mer der Meenung sinn, hei wéi an anere Punkten - hei wéi an anere Punkten! -, dass de Choix net un der Regierung ass, mä dass ee soll higoen an dee Choix den Elteren iwwerloossen an dee Choix de Kanner iwwerloossen.

Wat ass dann de Problem, ob se esou wielen oder anescht wielen, wa se no hirer fräier Wahl kënnen déi Décisiounen huelen? Wat ass dann de Problem, fir dee Choix ze loosse? Op déi hu mer nach keng Äntwert kritt. Mir hu just gesot kritt: „Et steet am Regierungsprogramm an duerfir maache mer et esou!“

Domat hu mer e fundamentale Problem, well hei eng Fräiheet, eng Fräiheet méi de Leit ewechgeholl gëtt, a vum Prinzip hier kënnen mer net d'accord sinn.

Mir si frou zwar, dass an där ganzer Diskussioun, wann dann déi Décisioun do geholl gëtt, de Prinzip vun de Pacta sunt servanda drasteet. Mä ech wëll awer och trotzdeem soen, niewent dem Prinzip vun de Pacta sunt servanda, dee mer begreissen, sinn awer déi ganz Rei Froen, déi ech scho virdrun ugeschwat hunn, nach ëmmer grouss op.

Wat fir eng Perspectives professionnelles ginn dann deene Leit ginn? Et steet do, dass se an Zukunft am Kader vun der Éducation nationale schaffen. Jo, okay, mä wat fir een Typ vun Aarbecht steet dann do? Alles dass ass onprezis, alles dass ass flou an alles dass mécht eis et onméiglech, fir dësem Text zouzestëmme, well mer wesentlech Punkten, déi Leit direkt concernéieren, momentan ignoréieren.

Ech hunn et scho gesot, et gëtt gekuckt, fir déi Instances responsables ze encouragéieren, eng Formation continue unzibidden. Wat geschitt, wa se et refuséieren? Wat bidde se un als Formation continue, fir de Wiessel vun enger Carrière zur anerer ze maachen? Ech weess net, ob Der do scho Saache mat hinnen ofgemaach hutt, mat de Leit, déi concernéiert sinn op där enger Säit, oder mat der Universitéit oder mat soss engem Formatiounsinstitut op där anerer Säit. Mä op jidde Fall, mir wëssen et net, an am Accord steet guer nääscht dran. Wann do scho Saache bekannt sinn, wäer mer awer zumindest frou, déi gewuer ze ginn!

Eng aner Fro, dass ass, et gëtt e Cours unique agefouert. Wien hält déi Coursen an Zukunft? Och dass, wat do drasteet, ass net onproblematesch. Et gëtt gesot, d'Enseignanten hale se. Meng Fro ass: Kréien d'Enseignanten eng Formation continue, fir de Cours ze halen? Wat fir eng Formation continue kréie se?

Bei dem Secondaire steet dran, et ginn an Zukunft, dass heescht, déi Enseignanten, déi haut déi Coursen halen, d'Reliounsenseignanten an d'Enseignanté vun der Formation morale et so-

ciale, ginn duerno Enseignants spécialisés. Wat fir eng Enseignanté sinn dass, déi spécialisés? Wat fir eng Formatioun mussen se gemaach hunn? Wie kann dann an Zukunft ënnert deem Titel „Enseignant spécialisé“ fir Reliounscourse Relioun halen a wien haaptsächlech net? Alles dass si Froen, déi an eisen Aen net gekläert sinn an déi eis et onméiglech maachen, dësem Text zouzestëmme.

Als Konklusioun géif ech soen, dass mer eng Solutioun fonnt hunn am Kader vun der Referendumdiskussioun. An ech sinn och frou, dass mer do konnten e Stéck weiderkommen. An ech sinn och frou, dass mer déi do Diskussiounen konnten hei am Kader vun de politesch Responsabelen, vun de politesch Gewielte féieren an eng juristesche Solutioun fannen, déi jiddwerengem dass gëtt, wat him wichtig ass, och der CSV. An déi dräi Punkten, déi mir gär gehat hätten, déi stinn och an deem Text do mat dran.

Mir sinn awer, wat déi Konventioun ugeet, weder mat der Method nach mat den Äntwerten, déi mer kruten, nach mam Inhalt d'accord a mir kënnen op kee Fall fir déi hei Konventioun eisen Accord ginn. A mir waarde mat ganz vill Spannung, wéi dann elo deen Accord, dee jo warscheinlech dann ënnerschrifwen an ugeholl gëtt, wéi deen dann an d'Realitéit ëmgesat gëtt. Well all déi Froen, déi ech elo am Numm vu menger Fraktioun hei gestallt hunn, all déi Froen, déi bleiwen net nëmmen hei gestallt, mä déi wäerten, wann Der deen Accord duerno wëllt an d'Realitéit ëmsetzen, erëmmen a mussen all eng ganz prezis Äntwert fannen, wa mer se da wëllen am Gesetz, am Reglement oder an enger definitiver Konventioun ëmsetzen.

Dofir kënnen mer deem Accord do net zoustëmme. D'CSV-Fraktioun wäert also dergéint stëmme.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*. - Merci och dem Här Wiseler. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Eugène Berger.

► **M. Eugène Berger** (DP). - Merci, Här Président. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Premier huet geschter vun engem historesche Moment, vun engem historeschen Accord geschwat. Ech kann deem eigentlech nëmme voll a ganz zoustëmme, well dës Regierung huet eppes fäerdegbruecht, en Dénouement an engem schwierege gesellschaftspoliteschen Dossier fonnt, wou jorzéngtelaang driwwer diskutéiert, heiansdo gestriden, oft geschwat ginn ass, mä wou ni eppes Konkretes derbäi erauskomm ass. Dës Regierung huet eppes bougéiere gedoen, wat jorelaang komplett figéiert an immovabel war. Dës Regierung huet et fäerdegbruecht, d'Basis ze leeë fir eng Neiregelung vun de Relatiounen tëschent Kierchen a Stat am Sënn vun der Trennung vu Kierchen a Stat.

Ech wëll duerfir dës Regierung och ganz besonnesch félicitéiere fir déi Aarbecht, fir déi Verhandlungen, déi se gefouert huet. Si huet eng exzellent Aarbecht gemaach. Si huet och an engem Zäitraum déi Aarbecht gemaach, deen och net ze laang gedauert huet. Praktesch an engem Joer sinn déi Aarbechte respektiv déi Diskussiounen, déi jo keng einfach waren, ofgeschloss ginn.

Ech wëll awer op där anerer Säit och deenen anere Partner, déi do um Dësch souzen, Merci soen. Ech war zwar net derbäi, mä ech hunn awer matkritt, dass do ganz kooperativ a ganz konstruktiv diskutéiert a geschafft ginn ass.

Dësen Accord ass also zesummen entstanen am Dialog, a Verhandlung mat de concernéierten Akteuren. Mir haten dass och gesot. Ech hat dass och hei op der Tribün gesot, wéi d'Regierung hire Regierungssaccord hei déposéiert hat: Mir wëllen an deem Dossier kee Kulturkampf kréien, an esou engem sensibelen Dossier. Mir hunn och kee kritt! Wat schlussendlech stattfonnt huet, dass ware verstänneg a konstruktiv Diskussiounen. Op béide Säiten ass gutt verhandelt ginn. An ech mengen, dass ass dass, wat wichtig ass, d'Aart a Weis - l'art et la manière - huet hei och gestëmmt.

Déi eng oder aner hunn an de leschten Deeg sech zu Wuert gemellt a gemenzt, si hätten och eventuell missen um Dësch derbäisëtze bei deene Verhandlungen. Ech sinn net där Meenung, well et jo hei ëm Verhandlungen tëschent spezifesch concernéierte Parteie gaang ass, Parteien am Sënn vu Verhandlungsparteien, à savoir op där enger Säit de Stat, op där anerer Säit déi verschidde Kierchen.

Et ass och kritiséiert ginn op där enger oder anerer Plaz, et wär net genuch Transparenz gewiescht an deenen Diskussiounen. Och do muss ee kloerstellen, op alle Fall op der Säit vun der Regierung. Am Virfeld hat dës Koalitioun sech jo am Regierungsprogramm ganz

kloer festgeluecht, wat se wëllt errechen an dësem Dossier, wéi se géif d'Relatiounen tëschent dem Stat an de Glawengsgemeinschaften gesinn. Duerfir war jo eigentlech och gewosst, mat wat fir enge Positiounen d'Regierung an déi Verhandlungen eragaangen ass. Si huet also nääscht verstoppt am Virfeld. Vun Ufank u war déi Transparenz ginn.

An ech wëll och rappeléieren, dass dass, wat d'Regierung ausgehandelt huet, jo och muss hei duerch d'Chamber goen, dass also en dernier lieu natierlech d'Chamber och hiert Wuert huet, fir dass dann och dass kann ëmgesat ginn, dass also dass Ganzt ëmmer indirekt respektiv direkt ënnert der Kontroll vun der Chamber geschitt ass, ënnert der Kontroll vun der Chamber négociéiert respektiv d'Resultater guttgeheescht ginn.

Ech mengen, Här Präsident, et ass kloer, dass eis Gesellschaft geännert huet, sech verännert huet an deene leschte Joren, Jorzéngten, a keen hei an der Chamber, mengen ech, keen zweifelt drun, dass eng Neiregelung vun de Relatiounen tëschent de Kierchen an dem Stat néideg war, sech wierklech opgedrängt huet. Ech hat virdru scho gesot, mir hunn eigentlech scho Jorzéngten, op alle Fall déi lescht zwee Jorzéngten hei an der Chamber ganz oft doriwwer diskutéiert. Soulaang ech hei derbäi sinn, war dass ëmmer e Sujet, dee regelméisseg diskutéiert ginn ass.

Vläicht ganz kuerz zu dem Inhalt, zu deenen dräi grouse Voleten, e puer kuerz Bemerkungen. Ech mengen, et ass herno un der Regierung, och un den eenzelne concernéierte Fachministeren, déi jo och um Dësch mat souzen, fir vläicht méi en détail op déi eng oder aner Froen och ze äntwerten, déi vu mengem Virriedner hei opgeworf gi sinn.

D'Regierung proposéiert an deem Accord en éischte Punkt, dass ass deen, dee beseet, dass d'Ministres des cultes net méi vum Stat solle bezuelt ginn. Dass ass eng Dispositioun, déi hautdesdaags vu ville Leit a Fro gestallt ginn ass. Vill Leit hunn dass als iwwerlieft ugesinn a fir vill Leit ass dass och eng essenziell Fro vun der Trennung tëschent Kierchen a Stat. Ech mengen, dass hei ass och, déi Dispositiounen oder déi verschidden Artikelen an der Konventioun si jo och dann a ganz enkem Zesummenhang mat dem Artikel 106 aus der Verfassung ze gesinn. An Zukunft wäerten also d'Paie vun de Ministres des cultes net méi vum Stat bezuelt ginn.

Eng kleng Klammer op, ech maache se direkt zou: Et war och net ëmmer, mä an der leschter Zäit kloer, wat genau e Ministre des cultes war. D'Leit haten ëmmer am Kapp, dass dass de klascheschen, ech soen emoll den „klaseschen“ Paschtouer war. Mä am aktuelle Stand waren dass och eng ganz Rei aner Leit, soen ech emoll, déi och am Intérêt vun der Kierch geschafft hunn.

D'Regierung proposéiert awer och eppes als Contrepartie, fir nämlech iwwer eng Konventioun, iwwert déi Konventioun hei mat kloer Kritären dann eng minimal finanziell Hëllef deene verschiddene Kierchen oder Reliouns-gemeinschaften zoukommen ze loosse, dass a Fonctioun ebe vun hirer realer Bedeitung an Importenz am Land. Sécherlech wäert do eng Iwwergangszäit sinn, dass dee System net direkt ganz wäert voll spillen.

Mä déi gesamt Enveloppe wäert, au bout du procès wäert déi da mëttelfristeg also erofgoen. Zum Beispill bei der kathoulescher Kierch, déi hautdesdaags ronn 23 Milliounen all Joers kritt, déi wäert dann, wann dee Prozess ofgeschloss ass, nach ronn 6,5 Milliounen Euro d'Joer kréien.

Deen Accord, deen d'Regierung eis hei proposéiert, dee se ausgehandelt huet, geet awer och iwwert déi reng Finanzéierungsfroe vun de Cullen eraus. Et ass och zu engem Accord komm mat de Glawengsgemeinschaften iwwert de Wäerteunterrecht an der Schoul. Och dass entsprécht ganz kloer der Linn vun deem, wat am Koalitiounsaccord stoung.

Den Accord gesäit vir, dass et een eenheetlechen, harmoniséierte Wäerteunterrecht gëtt, fir eben deen aktuellen, wéi een esou schéi seet, Moralescours an och den aktuelle kathoulesche Reliounsunterrecht ze ersetzen. Ech wëll och drun erënneren, dass dass eng jorelaang Propos vun der DP war, déi mer och regelméisseg all Kéiers an eise Wahlprogrammer stoen haten, an dass mer also och dass do ganz begreissen.

Firwat ass d'Demokratesch Partei fir en allgemenge Wäerteunterrecht? Eng Iddi. Ech ginn elo net am Detail drop an. Ech hunn dass schonn hei op dës Tribün an der Vergaangeneheet och méi wéi eng Kéier gemaach.

Ech mengen, et ass fir eis wichtig, dass d'Kanner zesummen - zesummen - an der Schoul an esou engem Cours sinn, dee rassembleiert an net dividéiert. An ech mengen, fir eis ass et jo



och grad an esou engem eenheetleche Wäerte-unterrecht, datt dat d'Méiglechkeet, d'Chance deenen eenzelne Kanner gëtt, fir de Choix ze maachen, datt se do eigentlech déi ganz Pano-plie virgestallt kréie vun de Wäerter, vun de Reliounen, an datt se eigentlech do da selwer kënnen déi Choixen treffen, wéi se hiert Liewe wëlle gestalten, datt also en eenheetleche Wäerteunterrecht eigentlech carrément oder wierklech dee Choix eigentlech eréischt op-mécht, dee mer alleguerten och gäre wëlle maachen.

► **Une voix.** - Richtig!

► **M. Eugène Berger (DP).** - Ech stelle just fest an enger Zwëschebemierkung, de Claude Wiseler huet virdu gesot, datt dat fir si e ganz grouse Problem wier, deen hei Punkt an der Konventioun. Ech hunn erkläert, firwat datt fir eis deen onbedéngt huet missen an der Konventioun sinn. Ech wëll awer just rappeléieren, datt am CSV-Wahlprogramm 2013 den allgemenge Wäerteunterrecht fir de Secondaire op alle Fall an hirem Wahlprogramm stoung. Ech weess elo net, ob se do d'Meenung geännert hunn, respektiv datt se eventuell awer fir e Wäerteunterrecht am Secondaire keng Problemer hätten.

Ech mengen, d'DP ass och...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dat ass ënner enger Rei Konditiounen, déi och an eise Wahlprogramm relativ kloer ausgedréckt sinn. A fir d'Primärschoul war et kloer an däitlech, wat de Wahlprogramm gesot huet. Do ass et net a Fro komm, datt mer op dee Wee kéinte matgoen.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Jo, wéi gesot, Här President, ech stellen nëmme fest, datt fir de Secondaire do eng aner Vue, op alle Fall emol virun de Wahlen, zum Ausdrock komm war.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Sécherlech net deen, deen elo hei an der Konventioun steet.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Ech wëll soen, datt och hei an der Konventioun, an dat war fir d'Demokratesch Partei awer och wichteg, datt hei eng kloer, eng uerdentlech Solutioun fir dat Personal fonnt gëtt, wat de Moment haapt-sächlech an der Grondschoul de Reliounsunterrecht hält. Ech mengen, am Secondaire sinn déi Froe manner problematesch. Et ass kloer, datt déi Enseignanten oder Chargée vum Reliounsunterrecht vum Stat iwwerholl ginn, datt se dann och déi néideg Ënnerstëtzung kréie mat Formation continue, Formationen ugebuede kréien, fir datt da fir jiddwereen individuell berufflech Solutiounen kënnen fonnt ginn.

Ech muss awer och soen op där anerer Säit, et gi jo och aner Säiten, déi hei Befierchtungen hunn, datt herno den eenheetleche Wäerteunterrecht exklusiv vu fréiere Reliounsenseignantë géif gehale ginn. Ech mengen, dat wäert och net de Fall sinn. Dat ass awer och fir deene Leit, déi do Suerge hunn, de kloer Message ze ginn, datt dat net de Fall wäert sinn.

Ech mengen, de Claude Meisch wäert warscheinlech herno do kuerz drop agoen, datt déi Leit also, déi déi néideg Qualifikatioun hunn, an e Pool de remplaçants wäerte kommen an dann déi normal Regele spille beim Pool de remplaçants - esou hunn ech et verstanen. An dat fannen ech och nëmme richtig als fréieren Enseignant, datt esou e Fach eigentlech prioritär vum Titulaire vun enger Klass soll gehale ginn. Dat ass fir mech, ouni et mussen elo ze motivéieren, mä als fréieren Enseignant eigentlech immens wichteg.

Den drëtte Volet, Här President, datt ass dee vun de Kierchefabriken, wou jo bis ewell ëmmer d'Gemengen hu misse fir den Defizit vun de Kierchefabriken opkommen. Och do nëmme ganz kuerz. Et ass esou, datt do e Fong kreéiert gëtt an datt dann do déi Kierchen drakommen, déi sollen an der Gestiou vun der Kierch bleiwen, an datt aner Kierchen dann eventuell vun de Gemengen iwwerholl ginn. Och dese Punkt, ouni am Detail drop anzegoen, entsprécht dem Koalitiounsaccord an entsprécht och deem, wat mir an eise Wahlprogramm stoen haten.

E lescht Wuert nach zu der Konventioun. Ech stelle just fest, datt eng Rei Froen opgeworf gi sinn, déi sécherlech zum Deel pertinent sinn, wou ech awer mengen, datt mer souwuel gëschter an der Kommissioun eng Rei Äntwerte scho krute wéi datt mer warscheinlech och haut de Mëttag nach wäerten déi eng oder aner Äntwert kréien.

Ech stelle just fest, datt also d'CSV awer hei eng Rei Froen huet zu där Konventioun, wou d'Kierchen, d'Glawensgemeinschaften an och déi kathoulesch Kierch awer an de Verhandlungemanner Froen hate respektiv awer domadder konnten d'accord sinn, soss hätte se jo awer net hiren Accord dozou ginn.

(Brouhaha général)

► **Une voix.** - Dat gleeft kee Mënsch!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Här Berger, mir sinn net d'kathoulesch Kierch a mir waren och an de Verhandlungen net derbäi.

(Interruptions)

► **M. Eugène Berger (DP).** - Et ass nëmme eng Feststellung, Här President, et ass einfach eng Feststellung! Ech weess net, firwat elo d'CSV nervös ass. Et ass einfach eng Feststellung. Op där enger Säit...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - An dat war eng Kloerstellung vun eis.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Datt op där enger Säit d'Glawensgemeinschaften domat d'accord sinn; d'CSV, mä dat ass awer ganz, ganz an der Rei, datt d'CSV do eng Rei Problemer huet a sech Froe stellt. Wéi gesot, wou ech awer...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Sou, an elo lauschtere mer dem Riedner no an e gëtt net méi ënnerbrach! Ech mengen, bis elo ass dat ganz gutt gelaf. Da soll dat och weider esou lafen! Merci.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Also ech sinn op alle Fall ganz zouversichtlech, datt déi verschidde Froen och kënnen zur Satisfaktioun vun der CSV beäntwert ginn.

Fir mech ass hei d'Konklusioun, wat d'Konventioun ubelaangt, datt d'Regierung hei op dräi ganz wesentleche Punkten, déi d'Relatioun tëschent de Reliounsgemeinschaften an dem Stat betreffen, datt mer do en Accord fonnt hunn, datt domadder och d'Regierung hire Koalitiounsaccord, hir Versprechen aus dem Koalitiounsaccord agelëst huet. An, ech mengen, dat ass awer och, ech stinn hei als Vertrieeder vun der Demokratescher Partei, dat entsprécht och deene Fuerderungen, mat deene mir an d'Wahle gaange waren.

Ech mengen, et ass natierlech kloer, dësen Accord, dee mécht och déi Diskussiounen iwwert d'Artikelen 22 an 106 an der Verfassung, déi Diskussiounen sinn erëm nei belieft ginn. Et sinn eng ganz Rei nei Momenter hei gewiescht. Et ass jo esou, datt mer an deene leschte 15, 20 Joer praktesch schon, haut de Moien huet de Paul-Henri Meyers eis rappeléiert, datt praktesch scho 15 Joer an der Chamber iwwert d'Verfassungsreform oder verschidde Punkten diskutéiert gëtt, datt mer also scho ganz laang amgaange sinn.

An et ass eis haut de Moie gelongen, op deene Punkten en Accord ze fannen, haut de Moien an der Institutiounskommissioun. An ech fannen, dat ass eigentlech och scho bal an deem Sënn en historesche Moment an der Chamber selwer, an enger Kommissioun, well mir hunn en Accord fonnt, eng konstitutionell Majoritéit, fir datt mer sollen den Artikel 106, wou et ëm d'Bezuele vun de Ministres des cultes geet, datt mer dee solle sträichen.

(Interruption)

Voilà! All Fraktioun, all Sensibilité politique huet hiren Accord ginn, fir deen Artikel ze sträichen. Dat heescht, wann ech dat richtig interpretéieren, hu mer hei an der Chamber, wann et ëm d'Verfassungsreform wäert goen, beim Artikel 106 60 Deputéierten - alleguerten -, alleguerten d'Volleksvertreieder sinn domat d'accord, fir deen Artikel ze sträichen. Ech mengen, dat ass jo evident.

Duerfir ass et da kloer, datt déi Fro sech am Referendum vum 7. Juni, datt déi eigentlech kee Sënn méi mécht. Wa mer eis wierklech alleguerten hei an der Chamber, alleguerten, 60 Volleksvertreieder, déi jo alleguerten d'Leit, d'Biergerinnen, d'Bierger dobausse representéieren, wa mer eis do eens sinn, da brauche mer déi Fro net méi am Referendum ze stellen.

Well ech wëll jo rappeléieren, firwat eigentlech déi véier Froen à l'origine waren. Well mer jo ebe bei deenen Aarbechten, déi alt schon iwwer 15 Joer daueren, bei e puer Froen ni eng konstitutionell Majoritéit fonnt hunn. Et waren och nach déi Froen, zum Beispill, ech erwähnen déi nëmme als Beispill, well ech jo do och déi eng oder aner parlamentaresch Initiativ geholl hat, vum Erosätze vum Wahlalter fakultativ op 16 Joer. Och do huet ee keng konstitutionell Majoritéit bei den Aarbechten, wou d'Verfassung diskutéiert gëtt. Duerfir sinn et esou Froen, déi mer dann de Biergerinnen a Bierger dobausse stellen, fir ebe Kloerheet och vun hinnen ze kréien, fir eis Aarbechten hei an der Chamber weider ze maachen.

Mä hei ass et also kloer, mir sinn eis eens, datt alleguerten d'Deputéierten deen Artikel wëlle sträichen. An doduerjer eriwvregt et sech, datt mer déi Fro dann och nach spezifesch an engem Referendum stellen.

Ech wëll awer soen trotzdem de Biergerinnen a Bierger dobaussen am Land, datt mer 2016 all d'Biergerinnen an d'Bierger awer nach eng Kéier froen iwwert de gesamten Text vun der

Verfassung, deen neien Text, wou also déi eenzel Artikelen och jo dann eng Kéier zur Diskussioun stinn, an datt do awer d'Biergerinnen an d'Bierger kënnen dann och nach eng Kéier hir Zoustëmmung, hiren Accord ginn.

Här President, mir haten haut de Moien eng grouss Majoritéit, eng Unanimitéit effektiv, fir den Artikel 106 ze sträichen. Mir haten awer och eng ganz grouss Unanimitéit, eng konstitutionell Majoritéit, déi sech do ofgezeechent huet, fir den Artikel 22 aus der Verfassung ze sträichen an en neien Artikel - Artikel 117 wäert et warscheinlech ginn - an d'Verfassung anzuschreiwen. Mir kënnen mat deem neien Artikel an der Verfassung net nëmme liewen, mir fannen och, datt dee richtig dosteet. Firwat?

Well dann och an d'Verfassung verschidde Saachen ageschriwwen ginn, déi fir eis richtig sinn. Da gëtt de Prinzip vun der Neutralitéit a vun der Separatioun an d'Verfassung ageschriwwen. Dat ass eppes, wat fir eis och wichteg ass.

Mir müssen awer och wëssen, wann ee seet „Separatioun“, dat heescht net, datt ee keng Relatiounen huet mat de Glawensgemeinschaften. Duerfir brauche mer eben och e Reliouns-gesetz, wou déi Relatiounen kloer beschriwwen ginn.

Jo, et ass och virdu gesot ginn, de Fait religieux, d'Kierchen, déi sinn en Deel vun eiser Gesellschaft. Mir kënnen dat net verneinen. Duerfir ass et och gutt, datt mer dat an d'Verfassung aschreiwen, fir datt et awer och kloer ass, datt den Ordre public, datt deen och ëmmer iwwert deenen Ordres religieux steet, datt et am Endeffekt ëmmer d'Chamber ass awer, wat den Ordre public ass, an datt deen och respektéiert gëtt. Ech mengen, dat steet jo och ganz kloer an der Konventioun am Artikel 2.

Här President, duerfir kann ech hei am Numm vun der Demokratescher Partei d'Zoustëmmung brénge vun eiser Fraktioun fir déi Konventioun, déi ausgehandelt ginn ass. Duerfir wäerte mer och, den Alex Bodry wäert déi Motioun och hei déposéieren. Mir hunn déi natierlech mat ënnerschriwwen. Mir wäerten déi natierlech och honnertprozenteg ënnerstëtzen.

An, mir wäerten och eis Zoustëmmung ginn zu enger Resolutioun, wou eben d'Chamber mat enger Majoritéit constitutionnelle sech engagéiere wäert, fir den Artikel 106 aus der Verfassung ze sträichen an en neien Artikel 117, wou déi Elementer drastinn, déi ech och elo kuerz skizzéiert hunn, wou déi dann an d'Verfassung wäerte kommen.

Ech mengen, Här President, meng Konklusioun ass déi, datt mer hei wierklech frou sinn, datt mer an engem wichtege gesellschaftspoliteschen Dossier, datt mer dee konnten ofschléissen, datt mer endlech kënnen de Wee opmaache fir eng Neiregelung vun de Relatiounen tëschent Kierchen a Stat am Sënn vun Trennung vu Kierch a Stat.

Ech mengen awer och, dës Konventioun erméiglecht och de Reliounsgemeinschaften, datt déi kënnen uerdentlech fonctionnéieren op Basis vun där Konventioun an datt se och hir Roll kënnen méi onofhängeg an der Gesellschaft an Zukunft spillen.

An deem Sënn Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Berger. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Alex Bodry.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Statsminister huet eigentlech gëschter den Toun ugin, dee fir esou e Sujet a fir esou eng Debatt eigentlech ubruecht ass. Roueg, sober, bestëmmt huet en Erklärunge ginn iwwert dee politeschen Accord an iwwert dee Konventionsentwurf, dee vun der Regierung iwwert déi lescht Méint mat den eenzelne Glawensgemeinschaften ausgehandelt ginn ass.

Dës Koalitioun setzt Akzenter am Beräich vun der Moderniséierung vum Stat a vun der Neidefinitioun vun de Rapporten tëschent dem Stat an den eenzelne Glawensgemeinschaften. Et ass ugaange mat der Neiorganisatioun vun eisen nationale Feierlechkeete fir Groussherzogins Gebuertsdag. An a knapp engem Joer ass méi beweegt ginn, wéi an deene leschte 15 Joer virdrun an deem heite Gebitt.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dat kënnt net vun ongeféier. Dat kënnt, well dës Koalitioun de festen, gemeinsame Willen huet, fir der Iddi vun enger Trennung vu Kierch a Stat konkret Formen ze ginn, fir d'Prinzipie vun Neutralitéit, Onparteiigkeet vum Stat par rapport zu de Reliounen an zu de Reliounsgemeinschaften ëmzesetzen.

Esou eng Trennung schränkt d'Reliounsfräiheet net an. Och wann iwwert dee Punkt net bis elo hei geschwat ginn ass, besteet awer zënter

éiweg e Konsens hei an dësem Parlament, dass an dëser Constitutioun wéi an enger nächster Constitutioun d'Reliounsfräiheet wäert eng fest Plaz an den Opzielunge vun den ëffentleche Fräiheete kréien. Dat ass och a kengem Mooss tangéiert duerch déi Debatten an déi Konventiounen, déi haut Géigestand vun dësen Debatte sinn!

Ech mengen esouguer, dass am Géigendeel dës Trennung den eenzelne Glawensgemeinschaften, den eenzelne Kierche méi Fräiheeten, méi Autonomie gëtt, sech selwer ze organiséieren, wéi si et fir richtig fannen, ouni dass een hinne vu baussen draschwätzt. De Stat mëscht sech net an d'Interna vun de Kierchen an, an d'Kierchen hu sech net an d'Interna vum Stat anzemëchen.

D'Recht, seng reliéis Iwwerzeegung ze liewen, bleift voll a ganz unerkannt. Toleranz a géigesäitege Respekt vu Gleewegen ënnereneen an tëschent Gleewegen an Netgleewegen ass d'Fundament vun enger demokratescher an offener Gesellschaft, wéi mer se glécklecherweis hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer kennen.

An och an deene Relatiounen iwwerweien, dat vergiesse mer oft bei deenen Debatten, déi mer heiansdo hunn, an all deene Relatiounen iwwerweien eigentlech d'Gemeinsamkeete géintwuer den Divergenzen, déi ee kann emol op deem engen oder deem anere Punkt hunn.

Eng Trennung, wéi se sech aus dem Neutralitéitsprinzip ergëtt, heescht net, dass d'Reliounen solle vum Stat ignoréiert ginn, esou maachen, wéi wann et keng géif ginn. Dat wär grad an dësen Zäiten, ech mengen, et ass jiddwereengem bewosst ginn, dass dat eigentlech eppes Falsches ass. An och a Frankräich geet jo eng Diskussioun ronderëm deen dote Froekomplex un, wéi wäit dee franséische Begrëff vun der Laizitéit wierklech duerchzesetzen ass an och eigentlech a senger allerleschter Konsequenz gutt ass fir eng Gesellschaft oder och net.

Si sollen net ignoréiert ginn, well se wéi aner gesellschaftlech Bewegungen e feste Bestandteil vun eise Zesummeliwe sinn. Dat wäert sech och net änneren. Mä aus engem System vun enger dominanter Reliounsgemeinschaft, mat gewëssene Privilegien aus der Vergaangenheet a sécherlech staarke Verbindungen zum Statsapparat, komme mer elo an en neie System eran. E System, deen de reliése Pluralismus férdert an dem Gläichheitsprinzip eng zentral Bedeitung gëtt.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Trennen heescht net, dass guer keng Rapporten tëschent dem Stat an de Reliounen a Kierche bestinn. Eng Plaz fir Kontakter, jo eng gewësse Kooperatioun, geregelt Kooperatioun soll och an Zukunft weiderhi bestoe bleiwen.

Näischt aneschtens steet och am Wahlprogramm vu menger Partei, der LSAP, vun 2013, deen oft relativ karikaturhaft zitéiert gëtt. Dee sech selbstverständlech, an do maache mer jo e grouse Schrott, fir d'Trennung vu Kierch a Stat ausschwätzt, mä awer och gläichzäitig d'Méiglechkeet vu Konventiounen, also och vun Deelfinanzéierung vun de Kierche mat deenen unerkannte Glawensgemeinschaften, als Géigeleeschtung fir bestëmmte Leeschtunge fir d'Gesellschaft, virgesäit.

Jo, an deem Programm vun de Sozialiste steet och d'Aféierung vun engem eenzegen, allgemenggöltege Wäerteunterrecht, net nëmme am Lycée, mä och an der Grondschoul. Dat ass e Punkt, dee wäert ëmgasat ginn, deen och e Bestanddeel ass vun deem Gesamtaccord, dee mat de Glawensgemeinschaften ausgehandelt ginn ass, am Respekt selbstverständlech vu vergaangeneng Engagementen, déi besonnesch par rapport zum Personal geholl gi sinn.

E Wäerteunterrecht, deen a sengem Programm wäert breet ausgeriicht sinn, mä dee selbstverständlech och de Reliounen wäert eng Plaz loosse an deem dote Programm. Iwwert d'Reliounen muss och an engem Wäerteunterrecht geschwat ginn.

(Coups de cloche de la présidence)

An eise Programm stoung eng fundamental Reform vun de Relatiounen vun de Gemengen an de Kierchefabriken. D'Gemeenge sollten net méi fir d'Defiziter vun de Kierchefabriken opkomme mussen, wéi och vun der Verflüchtung befreit ginn, gratis fir d'Paschtéier eng Wunneng zur Verfügung ze stellen. Alles dat ass de toute façon konträr zum Gläichheitsprinzip par rapport zu anere Reliounen an ass eigentlech an den heitegen Zäiten och am Geescht vun enger Autonomie vun de Reliounsgemeinschaften net méi ze verrieden.



Net méi genotzte Kierchegebaier sollen neien ëffentlechen Zwecker kënnen zougefuert ginn. A grad an deem doten drëtte Volet vun der Konventioun ginn eis Fuerderungen aus dem Wahlprogramm zu 100% erfüllt, och wa selbstverständlech déi praktesch Duerchféierung an déi juristesche Handhabung vun där Zentraliséierung, déi elo préconiséiert gëtt vun den Aktiva a Passiva vun de Kierchefabricken, net wäert einfach sinn. Däers ass sech och d'Regierung an d'Koalitioun bewosst. Do muss nach vill mateneen diskutéiert ginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Här Bodry, erlaabt Der, dass den Här Reding eng Fro stellt?

► **M. Alex Bodry** (*LSAP*).- Dat stéiert mech net.

► **M. Roy Reding** (*ADR*).- Villmools Merci. Ech hunn eng ganz kuerz Zwëschefro. Dir sot, de Gemengen erlaben, Kierchen enger anerer Bestëmmung zouzeféieren. Gëschter sot den Här Kersch, wann ech richteg verstanen hunn, op RTL, d'Gemenge géifen déi Gebaier souzezoen d'office desakramentaliséieren. Ass also virgesinn, datt déi Gebaier, déi a Gemengenhandsinn, kënnen virun als Kierch benotzt ginn, oder muss se enger anerer Bestëmmung zougefuert ginn?

Merci.

► **M. Alex Bodry** (*LSAP*).- Also ech sinn der Meenung, dass Kierchegebaier, déi nach fir Kierchenzwecker benotzt ginn, solle weider dat kënnen sinn. Da gi se natierlech an de Besëtz iwwer vun de Kierchen. Da mussen d'Kierche sech drëm bekëmmere. Wa se net méi fir kierchlech Zwecker benotzt ginn, da schéngt et normal ze sinn, dass se sollen an d'ëffentlech Hand kommen.

Natierlech bedéngt dat Verhandlungen. Dat do schéngt mer e ganz einfache Prinzip ze sinn. An ech mengen, dass och de Minister Kersch näischt gesot huet wéi dat, wat ech elo hei grad gesot hunn.

► **Une voix**.- Richteg!

► **Une autre voix**.- Très bien!

► **M. Alex Bodry** (*LSAP*).- Wann ech dat doten also virun Aen hunn, wann ech mer och virun Ae féieren, dass mer mat deem heite Schratt e wesentlecht traditionellt Element vum Grondsazprogramm vun der LSAP konkret amgaange sinn ze verwierklechen, dann ass dat sécherlech fir eis alleguerten op de sozialistesche Bänken e staarke Moment. E Moment, dee mech och erënnet un deem Asaz, dee vill och vun eise Memberen a Militanten haten.

Mä déi aussergewéinlech, déi historesch Dimensioun, déi an där Neidefinéierung vun de Rapporten tëschent der ëffentlecher Hand an de Glawengsgemeinschaften läit, ergëtt sech a mengen Aen nach vill méi doranner, dass dës Entwécklung net ouni Schwieregkeeten, mä awer schlussendlech an engem gemeinsamen Accord, schréfflechen Accord vun alle Concernéierten en Nidderschlag fonnt huet.

E schréfflechen Accord, deem deels juristesche, deels politesche verpflichtend ass, dat hätt ech mer sécherlech ëmmer gewënscht, mä ech hätt mer eigentlech net kënnen virstellen, dass et kéint esou goen. An ech sinn echt frou, dass dat dote méiglech war!

Dëse grouse Sprong no vir ass net géint d'Kierchen also gemaach ginn, mä schlussendlech mat de Kierche gemeinsam gemaach ginn. Wien hätt dat virun e puer Méint fir méiglech gehalen?! Hei ass net mam Bricheisen operéiert ginn, mä mat Verhandlungsgescheck. Verhandlungsgescheck op béide Säite vum Dësch.

An dass elo bei alle Vertragspartei selbsterständlech déi eng oder aner Konzessioun huet misse gemaach ginn, dass ee sech op deem aneren huet misse zoubewegen, dass et normal ass an esou Froen, e Kompromëss schlussendlech als Resultat vun esou laangen a schwieere Verhandlungen ze hunn, dat schéngt mer näischt Aussergewéinlech ze sinn. Dat läit an der Natur vun der Saach, dass dat esou ass. Duerfir stéiert et mech och net, wa vläicht och vun eiser Säit deem een oder deem aneren Ofstrach huet misse gemaach ginn.

Et ass virun allem awer, mengen ech, gewise ginn, dass sech Reformen, déif gräifend Reformen hei zu Lëtzebuerg duerchféiere loosse, wann ee se richteg ugeet a bestëmmt ugeet, ouni irreparabel Grief an der Gesellschaft opzemaachen, déi een herno net méi zoukritt. Dat ass hei net geschitt. An dat ass immens wichteg, dass dat hei net geschitt ass. An duerfir och vusäite vun der LSAP-Fraktioun en éier-

leche Merci un all d'Akteure vun deenen heite Verhandlungen!

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Alex Bodry** (*LSAP*).- Fir eis Fraktioun war entscheidend, dass, iwwert dee rengen Finanzvolet eraus, e globalen Accord ausgehandelt ginn ass, dee sämtlech relevant Aspekter vun de Relatiounen tëschent Kierchen a Stat betrëfft. Mir wäerte selbsterständlech och no deem Accord hei genau weiderhin drop oppassen, dass deem Accord do sécherlech zäitlech verschuppt, mä awer am Endeffekt an all sengen Elementer fristgerecht wäert ëmgesat ginn.

Fir eis ass d'Zil, dass am Schouljoer 2016-2017 den neie Wäerteunterrecht wäert a Lycéeën a Grondschoule kënnen a Kraaft trieden.

Fir d'Ofschaffung vun den alen Texter iwwert d'Kierchefabricken ass de Stéchdatum spéitstens den 1. Abrëll 2017. Do waart sécherlech vill komplizéiert legislativ, regulativ an administrativ Aarbecht op d'Regierung an deelweis och op d'Chamber. Dat geet u bei der Formulierung vum Approbatounsgesetz, wat d'Regierung nom aktuellen Artikel 22 muss an der Chamber abréngen.

Wat dës Kéier méi komplizéiert gëtt, well mer et hei zum Deel mat engem Accord ze dinn hunn, wou eng Rei vu Saache sech direkt applizéieren. Déi kann een an dat Gesetz iwwerhuelen. Anerer awer, politesche Absichtserklärunge sinn a gewëssenen Délaien, gewësse Reformen duerchezéien. Et ass méi komplizéiert, dat an e verbindlechen Text elo schonn eranzebréngen.

Do ass also nach eng Feinaarbecht ze leeschten an deem dote Punkt. Op jidde Fall wäerte mir hei nach eng Kéier eng zweete Kéier an der Chamber iwwert dann de Projet d'approbation vun där Konventioun ze diskutéiere kréien.

Ech bedauern e bëssen, dass sech d'CSV schlussendlech net konnt inhaltlech hannert dat Verhandlungsergebnis stellen. Et si vill formell Grënn ugefuert ginn, mä awer och eng Rei vun inhaltleche Grënn. Dat stéiert mech manner fir d'Regierung. Et kann een der Meenung sinn, dass eng Oppositiounspartei nëmmen do ass, fir Oppositioun ze maachen.

Mä fir mech ass et dach awer och e kleng Schlag an d'Gesicht vun där anerer Verhandlungspartei, wou gewosst ass, dass och an de Kierchen dat Resultat hei net onëmstridden ass. A sécherlech war e Signal vun enger breeder Zoustëmmung hannert deem Accord, deem hei fonnt ginn ass, och e Signal vun Appaisement gewiescht a Richtung vun enger gewëssener Onrou, déi sech an eenzelne Vertragsparteien dach awer schéngt bemierkbar ze maachen.

(*Brouhaha*)

Ech sinn enttäuscht, mä ech sinn awer, ech wëll dat gläichzäitig soen, och berouegt, well d'CSV ka sech och an der selwechter Saach vun hirer gudder Säit weisen.

(*Interruptions diverses*)

Dat huet se de Moie gemaach. Ech weess ni, wéi laang dass et bei hir unhält, mä...

(*Hilarité*)

...si huet dat awer de Moien zumindes an der Institutionskommissioun gemaach vun dësem Parlament, wou se gewisen huet, dass hir Oppositionsstrategie net onbedéngt an eng Obstruktiounshaltung muss eskaléieren.

Mir hunn nämlech de Moien, no enger Rei vu Virgesprécher, déi mer déi lescht Deeg haten, en Accord an der zoustänneger Commissioun hei fonnt, wat eis Propositionen ugeet fir de Volet Cullen an enger neier Verfassung fir Lëtzebuerg. Am Kloertext heescht dat, dass den aktuellen Artikel 106, deem iwwert d'Bezuele vun de Paien a vun de Pensiounen vun de Ministres des cultes, an den Artikel 22 iwwert d'Konventiounen net méi wäerten am neie Verfassungstext erëmzefanne sinn.

Dat geschitt net, et hat ee bal den Androck, op fuerchtbaren Drock vun der CSV, well net méi spët wéi virun e puer Wochen huet d'CSV nach gemengt, et misst een op déi véiert Fro am Referendum kloer Nee soen! Véiermol Neen, sot se, also och véiermol, ënner anere och dergéint, dass déi Verfassungsbestëmmung, dass d'Paien an d'Pensiounen vun de Ministres des cultes misse vum Stat iwwerholl ginn, soll aus enger Verfassung erauskommen.

Mä si huet sech beweegt. Si huet sech hei, an där heiter Fro ëm 180 Grad beweegt. Si huet sech an anere Froe vläicht nëmmen ëm 90 Grad beweegt. An doduerjer, dass d'Positioun net méi déiselwecht ass, déi d'CSV haut huet, wéi se se nach virun e puer Wochen op deenen dote Punkten hat, war et méiglech, iwwerhaupt en Accord ze fannen.

Och wa se elo, zënter e puer Deeg seet, si war nach éiweg der Iwwerzeegung gewiescht, dass

de Prinzip vun der Neutralitéit misst an déi Verfassung erakommen! Ben, ech hu keen Text gesi vun engem CSV-Auteur, deem dat dote proposéiert huet. Ech hunn et proposéiert gehat am Abrëll 2013, a mir hu keen Accord nach op deem dote Punkt fonnt gehat.

Ech hunn och nach schnell den CSV-Wahlprogramm nogelies, dee viles seet iwwert d'Relatiounen Kierch a Stat, mä deem net seet, dass d'CSV sech géif elo staarkmaachen, dass den Neutralitéitsprinzip géif an d'Verfassung integréiert ginn. A selbsterständlech hunn ech och bis elo nach ni ee vun der CSV héieren, dass en d'accord war, fir de Prinzip vun der Separatioun an eng Verfassung eranzeschreiwen.

Also, d'CSV huet sech hei beweegt. Si huet sech richteg beweegt.

Op där anerer Säit, selbsterständlech, war och Bewegung do. Dir wësst, dass déi éischt Positioun, déi insgesamt an de Commissiounen war, fir ze soen, den Artikel vun der Konventioun, dee sollte mer ganz sträichen. Mir hunn eis schlussendlech op en Text geeenegt, wat en neien Artikel ass, dee wierklech eng nei Definitioun mécht vun de Verhältnissen tëschent Kierchen a Stat.

Mir kommen aus engem rengen Konventionssystem eraus, an deem mer haut dra sinn, mat enger verfassungsmëssiger Obligatioun, fir sämtlech Paien a Pensiounen vun de Ministres des cultes ze iwwerhuelen, an e System eran, wou e Gesetz iwwert d'Reliounen besteet am Kader vun der Neutralitéit vum Stat géint iwwer de Reliounsgemeinschaften, am Kader vun der Trennung vum Stat an de Reliounsgemeinschaften.

Dat ass e ganz anere System, mat der Méiglechkeet, fakultativ Konventiounen ze maachen, déi als Exekutioun geduecht si vun de Virgabe vum neie Reliounsgesetz. Reliounsgesetz, dat war e Punkt, wou mer eis effektiv ënnereneen eens waren. Dat ass e Punkt, dee fënnt een an deenen zwou ale Propositionen erëm.

Hei ass also versicht ginn, en Accord ze fannen. Ech mengen, dass hei e gudden Text erauskomme ass, wou et méiglech war, eng breet Majoritéit ronderëm ze bannen. Dorëms geet et: kloer Aussoen ze maachen, eng breet Majoritéit ronderëm eng nei Definéierung vun de Relatiounen vu Kierchen a Stat ze maachen. Et gi keng, et ass net, dass guer keng Relatiounen méi bestinn, et bestinn der nach.

Ech huelen ëmmer d'Beispill, net well ech mengen, dass d'Kierche géifen zum Stat gehéieren, mä d'Beispill vun der Trennung vun de Gewalten huelen ech ëmmer. Mir schwätzen och vun Trennung, Separatioun vun de Statsgewalten. A kengem Land, a scho guer net zu Lëtzebuerg, ass dat eng absolutt Separatioun!

Och an engem separative System hues de ëmmer nach Relatiounen tëschent der Exekutiv an der Legislativ, soss géife mer hei net zesummesetzen. Wa mer eng Separatioun hätten, missten déi Hären an Dammen hei aus dem Sall erausgoen a mir wären ënner eis. Dat ass net de Fall, an duerfir fannen ech, mengen ech, dass een déi Diskussioun ronderëm déi Separatioun soll e bëssen entkrampfen an eigentlech do ronderëm net eppes dropsetzen, wat net de Fall ass.

Wichtig allerdéngs ass effektiv fir mech vläicht nach méi den Neutralitéitsprinzip, dass de Stat par rapport zu Reliounen an Ideologien muss neutral sinn. Dat ass e Prinzip, deem a Frankräich vun de Gerichter ugewant ginn ass, fir de Laizitéitsprinzip praktesch unzewenden um Terrain.

De Laizitéitsprinzip ass jo och e relativ schwammege Begrëff, an d'Gerichter hu misse probéieren, sech un aner Konzepter festzabannen, fir kënnen u sech praktesch ze jugéieren, wat da Laizitéit konkret heescht um Terrain, wa se mat esou Kloe befaasst waren. Do ass et den Neutralitéitsprinzip, deem am meeschten erugeholl ginn ass, fir de laizistesche Prinzip an der Praxis kënnen unzewenden. Ech mengen also schonn, dass aus deem doten ervirgeet, dass mer hei e staarke Punkt eigentlech no vir maaichen.

Domadder, duerch den Accord, dee mer hunn, gëtt déi véiert Fro aus dem Verfassungsreferendum hifälleg, well mer Unanimitéit hunn. Et ass nach net de Fall bei allen Artikelen. Mir hunn oft Majoritéit qualifizéiert. Mä dass mer Unanimitéit hunn, dat hu mer de Moien an der Commissioun festgestallt, op där Fro, dass mer d'accord sinn, net méi an d'Verfassung anzeschreiwen, dass de Stat d'Obligatioun huet, fir fir d'Paien an d'Rente vun de Ministres des cultes opzekommen.

An déi Unanimitéit, soen ech ganz éierlech, mécht déi dote Fro an engem Referendum wierklech iwwerflësseg. Ech kéint mer eis Debatte schlecht virstellen, wa mer do ronderëm den Dësch géife setzen an d'Leit begeschte-

ren, do dann eng Äntwert op déi dote Fro ze ginn.

Et hätt ee kënnen drun denken, an ech hunn och dru geduecht, ob ee kéint déi dote Fro duerch eng aner Fro ersetzen an deem Beräich vun de Relatiounen Kierchen a Stat. Mä deem Accord, dee mer de Moien hei fonnt hunn an der Institutionskommissioun, seet mer, dass och do e ganz breedde, wann och keng Eestëmmegeet, awer e ganz breedde Konsensus op deenen neie Prinzipien besteet, wou mer déi Relatiounen wëllen opbauen.

Ech hunn och do keng Fro fonnt, déi esou kloer wär, dass mer mat der Äntwert herno och eppes kéinte konkret ufänken. Well et geet net duer, eng Fro ze formuléieren, herno muss ee sech iwwert d'Interpretatioun an d'Konsequenz vun der Äntwert och eeneg sinn. An dat ass schwéier, praktesch onméiglech, esou eng Fro hei ze fannen.

Här President, ech géif am Numm vun enger Rei vu Kolleegen hei am Haus, vun deenen dräi Koalitionsparteien, mä och de Kolleg Wiseler huet hei mat ënnerschriwwen, eng Resolutioun abréngen, wou mer eigentlech deem Accord, dee mer haut fonnt hunn an der Institutionskommissioun ronderëm d'Verfassung, wollten och hei an de Plenum bréngen an dorausser dann och en Engagement maache vun der ganzer Chamber, wou et also ganz kloer drëm geet, fir dass den aktuellen Artikel 106 a sengem Inhalt net méi soll an eng nei Verfassung erakommen, an dass mer an eise Projet de révision géifen en neien Artikel proposéiere mat deene Punkten, déi ech virdrun opgezielt hunn, déi d'Relatiounen vu Kierch a Stat ausmaachen, an dass doduerjer géif déi véiert Fro aus der Proposition de loi vum Referendum vum 7. Juni entfalen.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- *considérant les travaux parlementaires menés depuis 2009 sur la proposition de révision de la Constitution (doc. parl. n°6030) et l'accord réalisé au sein de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle;*

- *considérant la proposition de loi n°6738 sur le référendum constitutionnel consultatif qui prévoit, dans sa quatrième question, de consulter les électeurs luxembourgeois sur le principe du maintien dans la Constitution de l'obligation pour l'État de financer les traitements et pensions des ministres des cultes;*

- *considérant le projet de convention entre le Gouvernement, d'une part, et les communautés religieuses, d'autre part, sur la conclusion d'une nouvelle convention qui porte notamment sur les trois volets 1. du financement des cultes reconnus, 2. de l'avenir des fabriques d'église, et 3. de l'introduction d'un cours unique d'éducation aux valeurs dans l'école luxembourgeoise;*

décide

- *de ne pas reprendre l'article 106 actuel de la Constitution dans le corps du texte de la proposition de révision de la Constitution (doc. parl. n°6030);*

- *d'insérer un article nouveau dans le corps du projet de révision de la Constitution qui fait état de la neutralité de l'État en matière religieuse et idéologique ainsi que de son impartialité en vertu de la séparation de l'État et des communautés religieuses, qui prévoit que les relations entre l'État et les communautés religieuses soient réglées par la loi et qui mentionne la faculté de préciser le détail de ces relations par la voie de conventions à approuver par la Chambre des Députés;*

- *de retirer la quatrième question de la proposition de loi n°6738 sur le référendum constitutionnel consultatif.*

(s.) *Alex Bodry, Claude Adam, Eugène Berger, Claude Haagen, Claude Wiseler.*

Da géif ech och nach am Numm dës Kéier awer vun de Majoritéitsfraktiounen eng Motioun abréngen, eng Motioun, déi sech berëfft op de Regierungsprogramm, déi feststellt, dass déi Virgab vum Regierungsprogramm iwwert déi ausgehandelt Accorden a Konventiounen hei respektéiert sinn.

Déi och Akt hält dovunner, dass sech an der Institutionskommissioun eng Majoritéit qualifizéiert gemaach huet ronderëm déi nei Texter, wat d'Culté betrëfft, an enger neier Verfassung. An d'Chamber géif mat der Ofstëmmung vun dëser Motioun d'Regierung opfuerderen, deem Accord, dee se mat de Reliounsgemeinschaften huet, ze formaliséieren a fir an nächster Zäit déi néideg Initiativen ze huelen, fir d'Mise en œuvre fir deem doten Accord ze maachen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- *considérant le programme gouvernemental qui retient que: «Le Gouvernement dénoncera les conventions existantes pour entamer des négocia-*



tions avec les cultes, lancer une discussion sur leur financement et redéfinir les relations entre les communes et les cultes. La législation relative aux fabriques d'église sera remplacée par une réglementation qui garantira la transparence au niveau du patrimoine et des ressources des Églises. Il sera introduit un cours unique neutre et harmonisé d'éducation aux valeurs pour tous les élèves de l'enseignement fondamental et secondaire, lequel remplacera les cours actuels „Formation/Éducation morale et sociale“ et „Instruction religieuse et morale“ dans l'enseignement fondamental et secondaire.»;

- *considérant que les négociations menées entre le Gouvernement et les représentants des cultes ont abouti à un accord global entre toutes les parties qui reflète entièrement les objectifs fixés par le programme gouvernemental;*

- *considérant qu'un accord à majorité qualifiée s'est dégagé au sein de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle sur l'ensemble des dispositions relatives aux cultes dans le cadre de l'examen de la proposition de révision constitutionnelle;*

invite le Gouvernement

- *à formaliser l'accord avec les communautés religieuses au Luxembourg qui permettra de redéfinir les relations entre l'État et les cultes dans le cadre d'une nouvelle convention conformément aux objectifs fixés dans le programme gouvernemental*

et

- *à prendre les initiatives législatives, réglementaires et administratives nécessaires à la mise en œuvre de cet accord.*

(s.) Alex Bodry, Claude Adam, Eugène Berger, Claude Haagen, Lydie Polfer.

Dat gesot, bréngen ech selbstverständlech och den Accord vu menger Fraktioun.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Merci. Merci dem Här Bodry. Nächste Riedner ass den Här Claude Adam.

► **M. Claude Adam** (*déi gréng*).- Här Président, léif Kolleeginnen a Kolleegen, eise Premier huet gëschter gesot, mir géife mat dëser Konventioun Geschicht schreiwen. An déi gréng gesinn dat geneesou. D'Resultater vun den Négociatiounen tëschent Reliounsgemeinschaften, déi zu Lëtzebuerg etabléiert sinn, an der Regierung kënnen wierklech als historesch bezechent ginn. Mir hunn hei en historesche Kompromëss, en historeschen Accord virleien.

Mir Gréng si frou iwwert dës Konventioun. Mir begrëssen d'Resultat vun de Verhandlungen ausdrécklech. Mir hu scho laang, zum Beispill och an engem Débat d'orientation vum 7. Juni 2011, d'Relatiounen tëschent dem Stat, de Gemengen an de Kierchen thematiséiert. Ech hunn och meng Ried vum Juni 2011 nach eng Kéier gelies gëschter a festgestallt, datt bal alles, wat do thematiséiert ginn ass, eng Äntwert fonnt huet, an zwar eng positiv Äntwert.

► **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*).- Très bien!

► **M. Claude Adam** (*déi gréng*).- Mir si frou iwwert déi Konventioun, well mer net zu deene Leit gehéieren, déi wëlle Leit, déi reliéis sinn, géint Leit, déi net reliéis sinn, ausspillen oder ëmgedrëit. Et geet am 21. Jorhonnert an der westlecher Welt net méi ëm den Ënnerscheid tëschent deenen, déi gleewen, an deenen, déi net gleewen, et geet villméi ëm den Ënnerscheid tëschent deenen, déi interesséiert sinn, an deenen, déi onberéiert bleiwen. Dat ass en Zitat, datt ass net vun iergendengem Atheist oder Agnostiker, mä dat ass zrëckzeféieren op den Abbé Pierre.

Ech kéint dat och op „Gréng“ esou ausdrécken: Ob ech mech fir d'Biodiversitéit oder fir den Erhalt vun der Schëpfung asetzen, ass der Natur, ënnert dem Stréch, zimlech egal.

Mir si frou iwwert dës Konventioun, well se zwar eng ganz Rei juristeschen Froen opstoe léisst, awer op eng ganz Rei politesch a mënschlech Froen eng Äntwert gëtt an, wéi mir mengen, eng richtig Äntwert gëtt!

Ech ginn net op all Punkte vun der Konventioun an, si ass jo mëttlerweil publique. An et ass jo och scho vu menge Virriedner villes gesot ginn.

Mir sinn der Meinung, datt et gutt ass, datt d'Relatiounen tëschent dem Stat an de Reliounen geregelt ginn. Mir mengen, datt de Phénomène religieux ee gesellschaftleche Fait ass. Mir huelen den Artikel 19 vun eiser Constitutioun: «La liberté des cultes, celle de leur exercice public, ainsi que la liberté de manifester ses opinions religieuses sont garanties.» Genau sou wichteg wéi den Artikel 20: «Nul ne peut être contraint de concourir d'une manière quelconque aux actes et aux cérémonies d'un culte ni d'en observer les jours de repos.»

Et gëtt eng Rei gutt Grënn, datt mer d'Relatiounen tëschent dem Stat an de Reliounsgemeinschaften regelen. Eng Ursach ass zum Beispill d'Transparenz. Eng weider ass den noutwendegen Dialog. Och wann de Stat sech net an déi intern Reliounsugeleeënheeten amëscht, ass et net onwichtig, datt de Stat weess, wat op sengem Territoire leeft.

Duerfir ass d'Präambel zu der Konventioun och e wichtegen Deel vum Ganzen. Gutt a wichteg ass, datt do steet, datt déi reliéis Communautéiten eis konstitutionell Rechte a Fräiheeten, d'Mënscherechter, d'demokratesch Wäerter an d'Gläichstellung vu Mann a Fra musse garantéieren, wa se wëllen eng Konventioun mam Stat maachen. Wie sech net drun hält, kritt keng Suen!

Eng Reliounsgemeinschaft huet d'Recht, ze soen, datt se net frou ass iwwer verschidden Aussoen, ob dat Texter, Biller oder Karikature sinn. Dat fält an eisen Aen ënnert d'Meenungsfräiheet. Eng Reliounsgemeinschaft däerf awer net d'Pressefräiheet a Fro stellen, well d'Pressefräiheet ass ebe grad ee vun den elementaren demokratesche Wäerter vun eiser Gesellschaft.

(*Interruption*)

D'Press an d'Oppositioun hu gemengt, datt et séier gaangen ass, fir zu de Konventiounen ze kommen. Dat ass net ganz richtig an och net ganz falsch. Et ass net esou séier gaangen. D'Regierung verhandelt schonn iwwer ee Joer mat de Reliounsgemeinschaften! Et ass just, an dat ass eigentlech erstaunlech am Jorhonnert vun de Leaken, näischt un d'Effentlechkeet gedrongen. An awer, jo, mir fannen och, datt et séier gaangen ass. Virun engem Joer hätt ech net geduecht, datt et esou schnell zu engem esou ëmfaassenden Accord géif kommen!

Den honorabele Fraktiounschef vun der CSV huet gëschter op der Télee gemengt, den Accord géif vill Froen oploossen. Hien huet der haut an der Chamber eng Rei opgezielt. En hat souguer gëschter op der Télee gesot, do wier net seriö geschafft ginn!

Datt den Här Wiseler der Regierung esou eng Zensur ausstellt, gehéiert jo wuel zu senger Roll als Chef vun der gréisster Oppositionspartei. Datt hien der Kierch implizit mat ënnerstellt, net seriö geschafft ze hunn an hiren Accord zu enger onseriöer Konventioun ze ginn, dat ass awer schonn e bësse verwonnerlech. An ech mengen, den Här Bodry huet et gesot, den Här Berger huet et gesot, an ech stellen och fest, datt dat och en Deel vun deem historesche Moment ass, vun deem ech virdru geschwat hunn.

Mir hunn den historesche Moment, datt d'CSV net enger Konventioun zoustëmmt, déi d'Regierung mat sämtleche Verrieder vun de Cullen ausgeschafft huet. Dat ass der CSV hiert gutt Recht. Ech bedauern et awer och, grad wéi den Här Bodry, well ech mengen, et wier e flott Zeeche gewiescht fir déi Konventioun, déi och nach wäert an Zukunft ganz vill diskutéiert ginn, well do eben nach eng Rei Froen op sinn, wou mer musse gemeinsam Léisunge fannen. Et wier e flott Zeeche gewiescht. Mä gutt!

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Ech hunn awer och, Här Adam, beschriwwen, ënner wat fir enge Konditiounen se entstanden ass a wat och déi jeeeweileg Leit gesot hunn, déi se mat négociéiert hunn, wéi den Drock exercéiert ginn ass. Hunn ech och beschriwwen, Här Adam!

► **M. Claude Adam** (*déi gréng*).- Merci, Här Wiseler. Dir hutt mer keng Fro gestallt, da brauch ech lech och net dorobber ze äntweren.

(*Hilarité*)

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Et ass gär geschitt, Här Adam.

► **M. Claude Adam** (*déi gréng*).- Ech kommen zu den Inhalter vun deem, wat an där Konventioun, an deem Ofkommen steet.

Éischstens, d'Konventioun selwer. Virun där Konventioun, déi mer dann elo hei virleien hunn, stoung am Artikel 106 vun der Verfassung, datt d'Paien an d'Pensiounen vun den unerkannte Reliounen vum Stat musse finanzéiert ginn. An am Artikel 22 stoung, datt dat iwwert d'Konventiounen geregelt mist ginn. Déi Konventiounen haten eng onbegrenzte Lafdauer a konnten eigentlech net gekënnegt ginn. An iwwert dee Wee si ronn 25 Milliounen Euro d'Joer virun allem un déi kathoulesch Kierche gefloss.

Mir haten als Gréng ëmmer gefuerdert d'Ofschafe vun den Artikelen 106 an 22 an d'Aféiere vun enger fräiwëlleger Kierchesteier. Den Accord hält elo fest, den Artikel 106, deen de Finanzement vum Kierchepersonal duerch de Stat virgesäit, gëtt gestrach. Den Artikel 22, dee virgesäit, datt d'Relatiounen tëschent Stat a Reliounen duerch Konventiounen geregelt ginn, gëtt bäibehalen, awer ëmgeännert, sou datt e just nach d'Relatioun tëschent dem Stat

an de Reliounen beschreift, awer net méi vu Finanzéierung schwätzt.

Déi al Konventiounen ginn opgeléist an neier ënnerschríwwen. Et gëtt eng Iwwergangsperiod, déi virgesäit, datt déi aktuell Paschteier am Déngscht an an der Pensioun an hirem Modell bleiwen. Déi nei falen ënnert den neie Modell. Den neie Modell gesäit vir, all unerkannte Culle kritt e Sockelmontant, fir säi Fonctionnement ze assuréieren. Doriwwer eraus kënnen d'Culté sech iwwert d'steierlech ofsetzbar Memberbäitrag selwer finanzéieren an d'Sockelmontanté stinn och an der Konventioun.

D'Konventiounen sinn u bestëmmte Kritäre gebonnen. Zum Beispill Toleranz, Meenungsfräiheet, Minderheeschutz musse garantéiert sinn. An d'Konventiounen gëlle fir 20 Joer. De Finanzement vun de Reliounsgemeinschaften huet deemno kee Verfassungsrang méi.

Et gëtt elo esou gemaach, wéi wann dat vu virera fir kee Mënsch e Problem gewiescht wär. Ech mengen, et ass awer och drun erënnert ginn, datt mer 15 Joer doriwwer diskutéiert hunn. A mir si frou, datt mer dann elo dozou komm sinn.

Ech mengen, d'Regierung muss nach ee grouse Kommunikatiounseffort maachen insgesamt, wat d'Ofkommen betrëfft, awer och besonnesch, wat de Punkt betrëfft, datt mer eng Konventioun mat der moslemescher Communautéit maachen. Fir déi gréng ass et kloer, datt mer dës Communautéit mussen unerkennen. Et handelt sech hei ëm déi zweetgréisste reliéis Communautéit hei am Land.

Mat der Konventioun erkenne mer dës Fait endlech un. Mir huelen dës Communautéit awer och an d'Flicht. Si musse sech kloer zu den Aussoe vun der Präambel bekennen. Il est temps de régler et de réglementer. Mir mussen eis der gesellschaftlecher Realitéit an eiselem Land stellen.

En zweete Volet sinn d'Kierchefabriken. Virun deem Ofkommen hei, d'Kierchegebaier sinn all vun der Kierch genotzt ginn, während d'Gemengen den Ënnerhalt finanzéiert hunn. Eis Fuerderung war, d'Gemengen trieden d'Kierchegebaier un d'kathoulesch Kierch of, an d'Kierch muss dann och selwer fir den Ënnerhalt vun hire Gebaier opkommen. D'kathoulesch Kierch kann da selwer entscheeden, wéi vill Gebaier se behalen an ënnerhale wëllt. Déi Gebaier, déi se net brauch, ginn dann zrëck un d'Gemengen a kënnen dann eng nei Destinatioun kréien.

An den Accord seet am Fong geholl genau dat, wat mir ëmmer gefrot hunn. De Bistum déciéiert, wéi vill a wéi eng Kierchegebaier fir seng Zwecker weiderbenotzt ginn. Déi Gebaier ginn dann iwwer e spezielle Fong an net méi iwwert d'Kierchefabricke vun der Kierch selwer finanzéiert. D'Gemenge sinn eigentlech komplett aus dem Spill. Déi Gebaier, déi de Bistum net wëllt, gi via Virverkafsrecht un d'Gemeng oder un de Stat. Déi Gebaier gi vum Bistum desakraliséiert a kënnen da fir aner Zwecker genotzt ginn.

D'Gemengen an d'Kierch hu bis den 1. Abrëll 2018 Zäit, fir en Accord ze fannen. Datt do vill driwwer diskutéiert wäert ginn, läit an der Natur vun der Saach! Fir eis ass d'Rumm awer kloer: Deen, deen den Notzen huet, dréit och d'Käschten. Mir stellen eng Relatioun hier tëschent de Käschten an den Notzen. Mir sinn also och, wat den Notze vun de Kierchegebaier ugeet, an der reeller Welt ukomm.

► **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*).- Très bien!

► **M. Claude Adam** (*déi gréng*).- En drëtter Punkt, de Wäerteunterrecht. Mir haten a mir hunn nach ëmmer eng Opdeelung vun de Schüler an de kathoulesche Reliounsunterrecht an an d'Morale laïque. Eis Fuerderung war ëmmer, d'effentlech Schoul soll weltanschaulich neutral fonctionnéieren an där keng Relioun privilegiéieren. E Wäerteunterrecht fir all Kanner an eise Schoulen anzeféieren, ass déi Léisung, déi mir ëmmer ënnerstëtzt hunn.

Mir sinn der Meinung, datt de Stat seng Missioun vun enger Erzéiung am Geescht vun Toleranz an dem Respekt vun de Mënscherechter muss eescht huelen. De Stat däerf net nokuken, wa mer Tendenzen zu méi Gewalt an Desolidariséierung an eiser Gesellschaft musse feststellen. E gemeinsame Wäerteunterrecht wäert bestëmmt net all Problemer léisen, mä nach méi falsch ass et, op esou ee gemeinsame Wäerteunterrecht ze verzichten.

Am Accord steet, de Wäerteunterrecht kënn. A mir si mat de Modalitéiten, wéi e soll kommen, averstanen. De Wäerteunterrecht gëtt ee Schoulfach, wat fonctionnéiert wéi all aner Schoulfächer och. An domat ass eigentlech alles gesot. Mä well dat awer en Thema ass, wou am Virfeld scho vill komesch Kommentaren an d'Welt gesat gi sinn a wou och nach haut Froen opgeworf gi sinn, wëll ech mech nach ee Moment mat dësem Sujet befaassen.

Eng Programmkommissioun schafft ee Programm aus. Déi Kommissioun brauch selbstverständlech net bei null unzefänken, mä kann op eng zolidd Viraarbecht zrëckgräifen, déi schonn an der Vergaangenheet gemaach ginn ass. Natierlech däerfe souwuel d'Leit vun de Culté wéi och all aner interesséiert Leit, sief et vu Gewerkschaften oder agnosteschen oder atheisteschen Associatiounen, hiren Avis zu deem Programm ginn.

Et ass awer de Ministère, deen d'Lerninhalter festhält, an déi fléissen dann an de Plan d'étude eran, genee ewéi bei all anerem Schoulfach. An et ass och dann den Titulaire de classe, deen décidéiert, ob hien dat Fach wëllt selwer halen oder engem anerem Enseignant wëllt ofginn, esou wéi hien dat am Kader vu senger Tache an am Interessi vun der Schoulorganisatioun fir all aner Fach och ka matbestëmmen.

An da si mer endlech an där Situatioun, wou de Schoulinnspekter fir 100% vum Schoulunterrecht d'Surveillance huet an net just fir 93%, wéi bis elo.

déi gréng fannen et richtig, datt, wéi dat och déi ganzen Zäit vun der Regierung gesot ginn ass, keng Leit, déi de Reliounsunterrecht bis elo gehalen hunn, op d'Strooss gesat ginn. Natierlech bedeit dat awer eng berufflech Erausfuerderung an eng Ëmstellung fir all déi Leit. Et ass allerdéngs och kloer, datt keng extra Wurschte gebrode ginn. Dat heescht, datt mer op déi bestehend Méiglechkeeten zrëckgräifen an de Leit, esou wéi et nëmme méiglech ass, hëllefen, sech berufflech nei ze orientéieren.

Mir begrëssen dat och. Datt Leit, déi d'Konditiounen erfëllen, fir an de Pool de remplaçants ze kommen, dat och kënnen maachen, dat schéngt eis eng Selbstverständlechkeet. Alles anescht wier eng negativ Diskriminatioun opgrond vu reliéiseng Wierverzeegungen. An dat ass an eisen Aen net tragbar.

► **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*).- Très bien!

► **M. Claude Adam** (*déi gréng*).- Dann, mäi leschte Punkt, wou ech nach wëll drop agoen: d'Referendumsfro. Déi véiert Fro zu de Culté fält ewech. D'Fro war déi, ob de Stat soll verpflichtet ginn, fir d'Paie vun de Ministres des cultes opzekommen oder net. Et stoung soss näischt an där Fro. Ech hu se och nach eng Kéier erausgeschnidden. Also, et ass esou evident, déi Fro war esou prezis, si huet just geheescht: Sidd Dir mat der Iddi averstanen, datt de Stat net méi d'Verpflichtung huet, d'Paien an d'Pensiounen vun de Kultusdéngeer - mir haten nach laang misse kucken, wéi mer da géifen d'Ministres des cultes op Lëtzebuergesch iwwersetzen -, vun de Kultusdéngeer vun de Glawensgemeinschaften ze iwwerhuelen?

Mir hunn och, déi huet also, well mer eben eens gi sinn op där do Fro, an den Historique ass jo, datt mer Froe gestallt hunn, wou mer e verfassungsrechtleche Problem haten. Mir hunn also en Accord fonnt a mir waren eis eens, datt mer den Artikel 106 géifen aus der Verfassung eraushuelen. An duerfir si mer och der Meinung, datt et richtig ass, fir déi Fro net méi zum Vote ze stellen.

(*Coups de cloche de la présidence*)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Neen, et ass net fir lech.

► **M. Claude Adam** (*déi gréng*).- Ah. Här Président, ech...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Just am Contraire.

► **M. Claude Adam** (*déi gréng*).- Här Président, meng Auer weist näischt un hei. Dir hutt gesot, Dir wiert generéis mat der Zäit. Mä ech sinn am Moment...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Neen, neen, et war e bëssen Onrou am Sall.

(*Brouhaha général*)

An ech wollt, dass de Sall...

► **M. Claude Adam** (*déi gréng*).- Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- ... sech komplett op lech konzentréiere géif.

(*Brouhaha général et hilarité*)

► **M. Claude Adam** (*déi gréng*).- Jo.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.*- Dat war eng Oflenkung.

(*Interruptions*)

► **M. Claude Adam** (*déi gréng*).- Et war vun Ufank un, dat wëll ech awer vun eiser Säit aus betounen, ni de Wëllen, fir e Vote fir oder géint d'Relioun ze maachen. Et war e Vote fir oder géint en Artikel, deen an der Constitutioun



stoung an deen et a sech hat, dat muss een awer soen!

Gutt, mir sinn eis eens, mir zéien dat zrëck. Also si mir och der Meenung, datt mer déi Fro dann net méi brauchen ze stellen.

Mir hunn och en Accord fonnt, fir den Artikel 22 net ewechzeloossen, wéi déi gréng dat am Ufank gefrot hunn, mä fir e substanzieel ofzeänneren. Dat ass e Kompromëss, mat deem mir Gréng gutt liewe kënnen.

Den neien Artikel 22, deen elo op enger anerer Plaz an der Verfassung kënt a wahrscheinlech dann den Artikel 117 gëtt, hält fest, datt de Stat a reliéisen an ideologesche Froen neutral ass. Dat ass wichtig! Datt d'Relationen tëschent dem Stat an de reliéise Communautéiten iwwert d'Gesetz geregelt ginn, an datt dës Relationen iwwert d'Konventiounen geregelt kënnen ginn, net musse ginn!

Mir hunn eis mat deem Kompromëss ugefrënt, well éischters de grouse Prinzip, datt de Stat neutral an onparteiesch ass, do erëmfannen ass. A well, zweetens, d'Realitéit an der Welt an an eisem Land eis weist, datt et falsch ass, de Fait religieux ze ignoréieren oder ze niieren.

Duerfir ënnerstëtze mer den Dialog am Land mat alle Reliounsgemeinschaften a mir soe ganz kloer, datt d'Reliounsgemeinschaften sech solle fräi entwéckelen, mä mat där net onwesentlecher Aschränkung, datt dat an der Rumm vun dem Respekt vun eise gesellschaftleche Rechter a Fräiheete muss sinn. Ob dat elo géint „die reine Lehre“ vun engem laizistesche Stat verstéisst oder net, doriwwer kann ee gär diskutéieren. A mengen Aen ass dat awer net wesentlech.

Sinn déi gréng dann elo op 100% vun hire Fuerderunge komm?

Neen! Mir haten zum Beispill d'Recht op d'Selbstbestëmmung ëmmer gefrot, dat ass net an der Konventioun. Mir haten ëmmer d'Meenung vertrueden, datt et misst ee Recht op Autodeterminatioun ginn, ob een dann elo wëilt an eng Relioun investéieren oder net. Mir haten eis souwuel den däitsche Modell ugekuckt vun der Reliounssteuer wéi och déi italesch Otto per mille. Weder dat eent nach dat anert ass zrëckbehale ginn. Dat ass eben esou. Kompromëss ass Kompromëss.

Eis Fuerderungen hu mer wäitgehend ëmgesat. Den zivilen Akt fir Nationalfeierdag ass scho laang ëmgesat. Den neutralen a gemeinsame Wäerteunterrecht kënn. D'kathoulesch Kierch kënt selwer fir den Ennerhalt vun hire Kierchgebaier op. D'Kierchgebaier, déi de Bistum net brauch oder net wëllt, ginn ëmfunktionaliséiert. De Finanzement vun de Reliounen gëtt aus der Verfassung gestrach. D'staatlech Bähelafen un d'Reliounen ginn drastesch erof, vu 25 op 8 bis 9 Milliounen.

Ech wëll am Numm vun der grénger Partei e grouse Merci de Regierungsmemberen ausdrécken, déi an deene Verhandlungen derbäi waren. Och e grouse Merci un den Här Alex Bodry, dee maassgeblech do matdiskutiert huet an zu engem gudden Accord komm ass. An och selbstverständlech e Merci un d'Vertreider vun deene verschiddene Reliounsgemeinschaften, datt mer zu deem, wéi ech mengen, positiven Accord komm sinn.

An ech bréinge selbstverständlech den Accord vun der grénger Fraktioun zu där Konventioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Adam. Nächst Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Härn, et gëtt an dësem Dossier sécher eng ganz gutt Neiegkeet, dat ass, datt d'Koalitionsparteien elo esou lues um Enn si vun hirem ideologesche Programm a wahrscheinlech, esou hoffe mir op jidde Fall, elo Zäit hunn, fir sech ëm d'Problemer vun Land ze këmmere!

Dat ass zum Beispill de Chômage, dat ass de Wunnensbau. Dat sinn déi reell Problemer. Mir wäresch frou, wann déi Steuerreform, wann d'Regierung elo géif an deenen nächste Méint a Jore weisen, datt se deenen Aufgaben och gewuess ass an net nëmmen an ideologesche Reforme sech austoot!

An dësem Projet, dee mer haut hei gesinn, Projet vun enger Konventioun, do musse mer feststellen, datt déi Rhetorik iwwert d'Trennung vu Kierch a Stat, déi mer an deene leschte Méint a Joren héieren hu vun deene Parteien, eigentlech elo net ëmgesat gëtt. Mir froen eis, wéi Är Basis da reagiert op dat, wat elo schlussendlech zrëckbehale ginn ass.

Mir stelle fest, datt d'Kierchen...

(**Interruption**)

Dat gesi mer!

...datt d'Kierche weider vum Stat bezuelt ginn. Et ass sécher wouer, datt de Volumen, de Finanzvolumen zrëckgeschrauft gëtt, dee sech awer der normaler Entwécklung vum Klerus, esou wéi et am Abléck ausgesäit, upasst.

Et kënnen och weider Konventiounen ofgeschloss ginn. Ech erënnere mech nach u vill Interventiounen, déi sech prinzipiell géint Konventiounen gedréit haten. Elo ass zrëckbehalen, et kënnen weider Konventiounen ofgeschloss ginn. D'Paschtéier behalen de Rôle vum Officier de l'État civil bei de Begräfnisser. Eng weider Kultuscommunautéit ass unerkannt ginn, nämlech déi moslemesch, déi och eigentlech dee grouse Gewënner ass vun dëser Konventioun.

Dat sinn alles Saachen, wou déi Rhetorik, déi mer an deene leschte Joren héieren hate vun de Gambia-Parteien, elo net iwwereneestëmmt mat deem Resultat, wat hei verhandelt ginn ass.

Virun allem ass et awer och wichtig, fir feststellen, datt dat Verhandlungsergebnis iwwerhaupt net kann an net därëm ëmgesat ginn, soulaang d'Constitution net geännert ginn ass! Mir kënnen jo hei weder en Accord ginn nach Gesetzer stëmmen, keen Accord de principe an och keng Gesetzer stëmmen an näscht ëmsetzen, wat déi aktuell Constitution verletz.

An och wa mer hei mat Stëmme vun enger Majoritéit, déi vläicht zustane kënn, eng Déclaration d'intention maachen, datt d'Constitution soll an engem bestëmmte Sënn geännert ginn, da kann awer nach näscht gemaach ginn, soulaang d'Constitution nach net ëmgeännert ass. Dat heescht, deen Text, dee mer elo hei leien hunn, dee bleift ganz laang Zäit um Pabeier. E kann elo net ëmgesat ginn.

Mir hunn och gesinn oder héiere gëschter, datt dat heiten d'Resultat vun intensive Verhandlung gewiescht wär, ee Joer laang. Mä da muss ech soen, datt dat Verhandlungsergebnis net iwwerzeegend ass. Et ass net ganz, et ass voller Lacunen. Et gëtt zum Beispill näscht gesot iwwert dee wichtige Rôle vun de Communautés religieuses, vun de Kierchen am soziale Beräich, am karitative Beräich, am medezinesche Beräich, wou jo awer och all Kéiers finanziell an aner Aspekter matspillen. An duerfir wär et och interessant gewiescht, wann och déi Aspekter hätte kënnen beliicht ginn.

Et gëtt iwwer verschidde reliéis Communautéiten guer näscht gesot, nämlech déi, déi net an der Konventionslogik vun der Regierung sinn, wéi d'Bahai oder eng Rei vu méi kleng chreschtliche Communautéiten oder och iwwert déi moslemesch Communautéiten, déi net an der Schura sinn. Iwwer all déi gëtt näscht gesot, esou als géife se net existéieren. Si hunn awer och hir Problemer, och si hunn hir Relationen mam Stat an de Stat mat hinne. A verschiddener vun hinne sinn och vläicht Problemer fir eis am Alldag, wou mer dann och musse kucken, wéi d'Relationen mat hinne kënnen geregelt ginn.

Et stelle sech och Froen, well de Stat jo hei an deem Text, deen Dir proposéiert, sech dat Recht hält, reliéis Communautéiten unzëerennen. Dat ass jo deen Term, deen Der zrëckbehalen hutt. Da stelle mir eis allerdéngs d'Fro: Wat sinn dann d'Kritäre vun enger Unerkennung? Déi stinn hei net dran. Et wär jo awer interessant, fir ze wëssen, wat dann an den Ae vun der Regierung, wéi eng Kritären da muss eng Kierch, eng reliéis Communautéit erfëllen, fir unerkannt ze ginn.

Da muss een och soen, datt grondsätzlech d'ADR déi Virstellung vun Trennung vu Kierch a Stat, esou wéi Dir se an Ärer Konventioun vertrëtt, net deelt! Mir haten ëmmer gesot, datt mir de wichtige Rôle vun de Kierchen an de Reliounen an der Gesellschaft positiv unerkennen. Mir haten net mat deene matgejaut, déi elo do de Kierchen de Prozess gemaach hunn.

Mir hunn eng Trennung virgeschloen tëschent Kierch a Stat, déi den Interesse vun de Kierche géif entsprechen a gläichzäiteg den eenzelne Leit vill méi Rechter géif ginn. Déi gläichzäiteg de Leit géif erlaben, op hirer Steuererklärung, deen Abléck, wa si bezuelen, selwer ze decidéieren, ob se wëllen eng Kierch finanzéieren, wa jo, wéi eng Kierch, oder léiwer keng Kierch wëlle bezuelen, wa se dat dann eben net wëllen aus iergendengem Grund, an duerfir awer léiwer enger karitativer oder sozialer Organisation dee Bäitrag zoukomme loossen. Dat wär d'Fräiheet gewiescht iwwert den italesche System vum Otto per mille, dee mir de Leit proposéiert hätten an dee mir hinnen nach ëmmer proposéieren.

Awer mir soen och, gläichzäiteg hätte mer awer derfir gesuergt, datt d'Kierch hätt kënnen

esou fonctionnéieren, datt déi spirituell an aner Aufgaben, déi se wouerhëlt, datt déi och hätte kënnen weider erfëllt ginn. Mä deen Otto per mille, dat ass dee System vu Fräiheet, dee mir de Leit proposéieren.

An och wat d'Finanzéierung vun de Kierchen ugeet si jo ganz vill Froen bei lech net gekläert. Wéi ass et zum Beispill mat engem ganz epinösem Dossier, dat ass d'Finanzéierung vun de reliéise Communautéiten aus dem Ausland? Wann Dir enger gewëssener Communautéit 300.000 oder 400.000 Euro gitt a si kréie gläichzäiteg Milliounen eventuell aus anere Länner, da froen ech mech: Wéi soll de Stat sech dann dozou verhalten? An anere Länner an Europa gëtt doriwwer légiféiert. Dir sidd elo an engem Abléck, wou Der hei eng Konventioun proposéiert an dee wichtigen an aktuellen Dossier net emol uschwätzt!

Dir hutt och hei bei de Kierchefabriken, wou mir prinzipiell soen, et ass gutt, datt dee System, deen ass iwwerkomplizéiert, dee mer elo do hu mat de Kierchefabriken, datt dee soll reforméiert ginn. Mä Dir proposéiert eis e Wee, wou mir och juristesche Bedenken hunn an net wëssen, ob sech iwwerhaupt iwwer e Gesetz e Genre vun Transfert de propriétés, fir net vun Expropriatiounen oder anere Saachen ze schwätzen, réaliséiere léisst.

(**Coups de cloche de la présidence**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Hei sinn eng ganz Rei...

Merci, Här President.

Hei sinn eng ganz Rei juristesche Onsécherheeten, och wa mer, wéi gesot, d'Reform vun de Kierchefabricken grondsätzlech begrëssen.

De Reliounsunterrecht ass natierlech en aneren, well Dir wahrscheinlech als acquis betruecht, datt deen elo soll mat der Morale laïque och ofgeschafte ginn an duerch en eenheetlechen, wéi Dir en nennt, „Wäerteunterrecht“ ersat ginn.

D'ADR bekennt sech kloer zum Choix. Dat ass fir eis ganz wichtig, datt d'Mënschen, d'Elteren, d'Kanner, déi jonk Leit kënnen selwer decidéieren, wéi se d'Sënnfroen an hirem Liewe wëllen ugoen. A mir wieren eis dergéint! Mir wieren eis dergéint, datt de Stat sech umoosst, wéi et elo hei de Fall ass, e Monopol ze hunn an der Wäertevermittlung an der Gesellschaft! Dat wor gutt an der DDR. A wéi déi emol eriwuer waren, déi diktatoresche Systemer, du wor et fir déi Leit eng Befreiung, eng Hoffnung, datt ebe just an deenen zentrale Liewensfroen emol e Choix méiglech war. Hei hu mer en a mir schafen en of aus ideologesche Grënn.

Dir schwätzt vun Neutralitéit, mä Dir musst wëssen, datt d'Neutralitéit och eng Ideologie ass. Déi Manéier, wéi Dir d'Reliounen beschreift, fir eng staatlech Neutralitéit ze proklaméieren a Froen, wou vläicht eng Neutralitéit net ëmmer appropriéiert ass, och dat ass eng ideologesch Approche. An et soll een net esou maachen als wär dat eng vornehm Retenue, well dat ass nëmmen eng Deelwourecht. Esou ass et net!

Mir wëllen och e Reliounsunterrecht, an dat muss een éierlech och soen, fir datt mer kënnen eng Kontroll iwwer e Reliounsunterrecht ausüben. Elo an der éffentlecher Schoul, do kann ee kontrolléieren, wat den Inhalt vun Reliounsunterrecht ass. Wann awer elo d'Communautés religieuses dat net méi an der éffentlecher, oder net kënnen an der éffentlecher Schoul maachen, dat an hiren Infrastruktur maachen a Sproochen, déi net déi si vun der éffentlecher Schoul, dann entzitt sech dat eiser Kenntnis, eisem Contrôle.

A wien d'Zoustänn an eisen Nopeschlänner kuckt a se verfollegt a versteet, deem misst dat dach eng Warnung sinn, fir net op deen dote Wee ze goen, mä fir ze kucken, datt och den Enseignement religieux ebe just an déi éffentlech Sphär integréiert gëtt, an enger Transparenz, an enger Oppenheet, an enger Diskusioun mat eisen Instanzen. Dat verhënnert Dir duerch eng ideologesch Approche, fir de Reliounsunterrecht aus de Schoulen erauszedrängen.

(**Coups de cloche de la présidence**)

D'Verhältnis tëschent... An et sinn eng ganz Rei aner Froen, déi Der guer net uschwätzt an deem Text, déi awer d'Verhältnis tëschent dem Stat an de Reliounen essenziell betreffen. Zum Beispill gëtt weider drop insistéiert, datt dat Zivillbestietnis muss virun engem reliéise sinn. Dat ass fir eis en essenzielle Facteur, eng Garantie a villerlee Hisiicht fir déi Leit, virun allem fir d'Fraen, déi bestuet ginn.

Wéi ass et mat engem kloer Verbuert vun enger paralleler Gerichtsbarkeit a gesellschaftleche Froen, enger Sharia? Hätt ee kënnen verbidden hei. An dat hutt Der och verpasst!

Firwat gouf net preziséiert, datt ee muss dat Recht hunn, am Kader vun der Reliounsfräiheet och keng Relioun ze hunn oder d'Relioun ze wiesselen? En elementaren Deel vun der Reliounsfräiheet, esou wéi mir se verstinn. Och dat gouf net ernimmt.

Firwat wëllt de Stat, dee jo eng Trennung wëllt, seet en, tëschent dem Stat an de reliéise Communautéiten, firwat wëllt Der dann nach de Chef vun engem Culte confirméieren? Ass dat dann nach d'Aufgab vum Stat, wann Der net méi an enger Konkordatslogik sidd, datt Der sot, de Chef vun engem Culte soll confirméiert ginn? Da froe mir eis, no wéi enge Kritären.

(**Interruptions**)

Muss et dann zum Beispill e Lëtzebuerger sinn? Muss e Lëtzebuergesch schwätzen? Dat wär Kritären. Wéi eng Kritären huet Der dann?

Ech mengen, den Här Justizminister wëllt mer eng Fro stellen.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Neen, neen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, ech hat och déi Impressioun.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Neen. Dann ass et gutt. Jo, majo, dann hate mer zu zwee déi Impressioun!

An dann, hunn déi Leit dann en Droit de recours, wann dat eng administrativ Décisioun ass? A wat heescht dat am Artikel 2, datt do „écarté de l'organisation de la communauté tout membre“ an esou weider, dee sech net u verschidde Saachen hält? Wéi soll dat da fonctionnéieren?

Wat geschitt mat Neibaute vu Kierchen a Moscheen? Ech erënnere drun, datt den Här Bettel viru Kuerzem nach gesot huet, hie wëllt net, datt, wann eng nei Kierch gebaut gëtt, datt eng nei Kierch nach kann e Kierchtuerm kréien. Dat wär och interessant fir ze wëssen, wat domadder ass.

An dann, vläicht nach e Wuert iwwert d'Propriétéiten vun de Kierchen. Mir hätte gär, datt emol en Inventaire gemaach gëtt iwwert d'Kierchen, fir Konschtwierker, och hiren immaterielle Wäert, wat se bedeite fir déi lokal Communautéiten. A mir hätte gär, datt et méiglech bleift, datt d'Renovatioun vun de Kierchen och staatlech subventionéiert bleift, well duerfir enorm Méttelen, materiell Méttelen néideg sinn, fir d'Kierche kënnen gutt ze ënnerhalen. Mir wëllen net, wéi et am Ausland zum Deel de Fall ass, an eng Situatioun kommen, wou dee wäertvolle Patrimoine culturel, deen d'Kierchen dacks duerstellen, an e Verfall geréit aus Mangel u finanzielle Méttelen.

Mir wëllen och déi Problemer net hei net uschwätzen, déi sech mat där Iddi do vun engem Iwwergang vun enger Rei vu Kierchen an d'Propriétéit vun de Gemenge stellen. Déi Gemengen, wann do eng Majoritéit, zum Beispill eng Gambia-Majoritéit an enger Gemeng ass, ka se jo d'Kierchen elo forcéieren, déi Kierchen ze desakraliséieren. An da wësse mir net, wat dermat geschitt. Si kënnen der Spéculation immobilière déngen, si kënnen e Bistro ginn, si kënnen enger anerer Reliounsgemeinschaft zur Verfügung gestallt ginn oder si ginn ofgerappt - mir erënnere eis nach un de Fall zu Déifferdeng, dee jo nach net laang hier ass.

Op jidde Fall ass fir eis en Zentralelement, datt déi Kierfechter, déi jo am Allgemenge rondërem eng Kierch sinn, an Dignitéit bliwen. Mir kënnen jo net och dann d'Kierfechter desakraliséieren, et sief dann, se géife verluecht. An dat si jo awer och wichtig Froen, déi do...

(**Interruption par M. Alex Bodry**)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här Bodry, dat ass déplacéiert! Also éierlech gesot, éierlech gesot, et ass déplacéiert!

(**Brouhaha**)

Mir schwätzen hei iwwer eppes Helleges, an Dir schwätzt hei...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dir hutt en Hellegeschäin um Kapp!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Op jidde Fall, wa mat deene Kierchen, wann do esou verfuer gëtt, wéi ee sech et ka virstellen, datt dermat verfuer gëtt, wann ee gesäit, mat wéi enger Nonchalance hei iwwer esou Saache geschwat gëtt, da wësse mer, datt mer elo an eng Zäit komme vun emotionale Verletzungen, vu Verdross an och, fir d'Wuert ze benotzen, de Risiko vu Kulturkampf sech muncherueerts stellt. An ech mengen, datt den Don Camillo an de Peppone hei am Land nach eng reell Zukunft kënnen hunn!

► **Une voix.** - Wie sidd Dir dann?

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Wa mer de Fazit...

Den Don Camillo.



Wann de Fazit hei gezu gëtt, da wëll ech lech soen, datt mer hei keng richteg Trennung vu Kierch a Stat hunn. Dat ass de Fazit vun deem, wat Der hei proposéiert, an datt den Islam, d'Communauté islamique den De-facto-Ge-wënner ass vun Ärer Proposition.

Mir hu manner Fräiheet an de Schoulen, man-ner, mir hunn awer e staatleche Monopol-usproch op d'Wäertevermittlungen. Mir hu virprogramméiert Problemer bei de Propri-étéitsfroen. A mir kënnen soen, mir stelle fest, datt d'Kierch net méi am Duerf bleift, mä datt se risquéiert, ofgerappt ze ginn!

Eng Fro nach, fir opzehalen: Et ass fir eis er-staunlech, datt déi reliés Communautéite mat munchem vun deem, wat hei drasteet, konn-ten d'accord sinn! Et ass zum Deel de Contraire vun deem, wat se laang Zäit behaupt hunn a fir dat se agefuehrt sinn. Eis Angscht ass, datt, well se materiell jo net esou schlecht ewech-komm sinn, do Konzessioune gemaach gi sinn an deenen anere Referendumsfroen, also haaptsächlech beim Ausländerwahlrecht, wat jo verschidde vun deene Communautés reli-gieuses hei am Land staark betrëfft. A mir wäer-ten och an där Hisiicht a mat deem Gedanke genau verfollegen, wéi d'Diskussioun an de-enen nächste Wochen a Méint an deem do Beräich verleeft.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Kartheiser. An ech géif mer wënschen, dass d'Debatten op déiselwecht fair an net ën-nerstellend Aart a Weis weidergefuert géife ginn, wéi dat bis elo virun 13 Minutten de Fall war.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Urbany huet d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Domat hat en lech gemengt, net eis!

(Interruptions diverses et hilarité)

► **Une voix.** - Dat hunn der awer 57 anescht verstanen!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jidd-wereen, dee viséiert ass, schneit sech e Stéck dovun of. Merci.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Den Här Bodry ass roueg.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Kann ech ufänken?

► **Une voix.** - Jo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dir hutt d'Wuert.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Well de Compteur leeft schonn. De Compteur leeft schonn! Ech huelen un, dass dat dann ofge-rechent gëtt.

► **Plusieurs voix.** - Joo!

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Dir Dammen an Dir Hären, Här President, ech mengen, et muss een awer soen hei am Ufank, d'Relatiounen tëschent dem Stat a besonnesch der ka-thoulescher Kierch waren ëmmer Géigegand vu gesellschaftlechen Ausenanersetzungen, während enger laanger a kontroverséierter Ge-schicht, och an dësem Land!

Et giong dobäi ëmmer net ëm e kulturelle Kampf, et giong ëmmer ëm de Widdersträit vun de Meenungen a vun den Interessen të-schent deenen, déi Unhänger ware vun engem reliés neutralen a laizistesche Stat, an den Ak-teure vun engem Afloss, vun engem Amësche vun der Kierch an de Stat.

Déi Relatiounen ware ganz hefteg am 19. Jor-honnert a bis 1919. Si hunn déi liberal, bierger-lech Kräften an déi sozialistesche a gewerkschaft-lech Kräften iwwregens zesummegefuert, deemools, géint d'Rietspartei, den Alliiéierte vun der Kierch, déi heiteg CSV.

Zënterhier, schreiwen d'Experte vun engem Rapport, dee mer virleien hunn, wieren déi Re-latiounen méi friddlech ginn. Si si virun allem awer och méi friddlech ginn duerch d'Iwwer-gewicht, dat d'CSV kritt huet an den Institu-tiounen, natierlech duerch d'Aféierung vun all-gemege Wahlrecht 1919, mä och duerch eng Partie vun anere Facteuren: duerch d'Wahl-recht, duerch d'Roll vun der Monarchie an der Gesellschaft an duerch dat institutionellt Ge-wicht vun der Kierch iwwert de Reliounsunter-recht an iwwert d'Präsenz vun der Kierch am ëffentleche Liewen.

Dee fréieren „Wort“-Direkter André Heider-scheid, deen iwwregens och Paschtouer war, huet emol d'CSV bezechent als dee ver-längerten Aarm vun der Kierch an der Cham-ber.

► **Une voix.** - Jo.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Ech wëll virun deem Hannergrond an deenen zéng Mi-nutten, déi ech hunn, meng Impressioun soe vun deem, wat eis hei virläit, wat ouni Zweifel eng nei Etapp ass.

Jo, vun hirer Uluecht hier ënnerscheet dës Konventioun sech vun all deene vu virdrun, déi si och abrogéiert.

Et ass éischters eng Konventioun mat alle Re-lioungsgemeinschaften zesummen, och mat der muslimescher, wat mir ausdrécklech begréis-sen! Dat ass wichteg, well domadder deem elo erëm opbeschwuere Kulturkampf an dem Reliounekampf de Buedem entzu gëtt. „The Clash of Civilisations“, op dee Verschiddener bauen, wäert net hei stattfannen. Lëtzebuerg ass eng multikulturell, eng zesummewuessend Gesellschaft, an dat ass, menge mir, hir Stärkt!

Dës Konventioun mécht, zweetens, och e Broch mat de konstitutionellen Dispositionen, déi de Stat derzou zwéngen, d'Gehälter vun der kathoulescher Kierch ze bezuelen, an de Stat och derzou zwéngen, an hirem aktuelle Wuertlaut nach, Konventiounen mat hir ze maachen.

Mir begréissten och ausdrécklech déi Aussoen, souwuel vun der Regierung wéi vun der Kierch, dass dee Broch och esou gewollt ass, dass dat och d'Philosophie vun deem Accord ass, dee getraff ginn ass, an dass et net méi de Verfas-sungsoptag vum Stat ka sinn, Reliounen ze finanzéieren, mä dass et drëm geet, am Kader vun der Reliounsfräiheet, och Reliounen, esou wéi aner Organisatiounen, eventuell ze ënner-stützen, och finanziell ze ënnerstëtzen.

A mir froen eis, firwat dat dann net elo an där Kloecheet an an där Däitlechkeet vun deenen zwou Parteien, déi deen Accord hei ënner-schriwwen hunn, an d'Verfassung soll kom-men.

D'Verfassungskommissioun huet de Moien, géint eis Stëmm, e faule Kompromëss - eiser Meenung no - mat der CSV geschloss. Déi kloer Formulierung, déi anscheinend vun de Majoritéitspartei virgeschloe war, wéi mer an der Press liesen - mir hunn awer deen Text ni offiziell zougestallt kritt - , ass duerch en onpre-zen a schwammegen Text ersat ginn.

An deem éischten Text stoung kloer dran: «Les églises et communautés religieuses sont sépa-rées de l'État.» Dat wier eng kloer Formulie- rung gewiescht. Dat wier eng Formulierung gewiescht, mat där mer och hätte kënnen d'ac-cord sinn.

Zousätzlech kënnt nach derbäi, dass d'Relation entre l'État et les communautés religieuses e Recht kréien op en eegent Ennerkapitel am Ka-pitel „Statsverwaltungen“ an eiser Verfassung.

Hunn och aner Associatiounen Ennerkapiteln an der Verfassung? Si komme guer net vir an der Verfassung! Souguer d'Beruffskummeren, wat jo institutionell Organisatiounen hei am Land sinn, déi et scho laang gëtt, kommen net vir an der Verfassung, weinstens net an deem Text, wéi e bis elo virläit! Ech fannen, dass dat e Réckschrëtt ass, déi Formulierung, déi do virgesinn ass.

An, ech mengen, grad dat ënnersträicht, wéi privilegiéiert weiderhin d'Kierchen an där neier Verfassung bleiwe sollen, laut deem Text do. Alt erëm eng Kéier, fanne mer, huet d'CSV hiert Kuckucksee hei an d'Verfassungsascht ge-luecht.

Obscho mer ëmmer nach der Meenung sinn, esou wéi och vill Regierungsparteien, dass eigentlech deen Artikel 22 iwwert d'Relatiounen vun der Kierch mat dem Stat soll ganz aus der Verfassung erauskommen, wat awer net méig-lech war, hätte mer déi Formulierung akzep-téiert, déi proposéiert ginn ass an aus där ech virdrun zitéiert hunn a wou de Prinzip vun der Trennung vu Kierch a Stat kloer formuliert gi wier.

A mir hunn och zousätzlech virgeschloen, fir d'Confirmatioun vum Stat als État laïc kloer an den Artikel 1 vun der Verfassung ze schreiwen, wou drasteet: «Le Luxembourg est un État dé-mocratique...», an esou weider, wou ver-schidde Prinzipien, déi wichteg sinn, ervirge-huwe ginn. Do hätt ganz dra gepasst, wann do dra géif stoen: «Le Luxembourg est un État laïc.» Dat hätt eigentlech dem Sënn an der Phi-losophie vun deenen, déi déi Konventioun do geschloss hunn, weinstens laut hirer Duerstel-lung, déi se elo maachen, ganz gutt entsprach.

An dann hätt een de Wieler awer solle froen zu där véierter Fro, déi natierlech an deem Sënn hätt misse ëmformuléiert ginn. Dozou kënnt et elo net. Dat ass de Moien décidéiert ginn. An dat bedauere mer zudéist.

Mir mengen, dass ze dacks d'Vollek, och dat laizistescht Vollek iwwregens, hei am Land net berücksichtegt ginn ass an dass et gutt ge-wiescht wier, wann d'Leit gefrot gi wieren. Ech stëmmen dofir och géint déi Motioun, déi eis

hei virschléit, op déi véiert Referendumsfro ze verzichten.

Mir begréissten awer, dréttens, dass de Re-liounsunterrecht souwuel aus dem Sekundar-wéi aus dem Primärunterrecht soll verschwun-nen. Mir félicitéieren der Regierung och, dass se standhaft an där Fro bliwwen ass. Wat awer net heescht, dass mer mam Detail vun deem Accord, grad op där doter Fro, d'accord sinn. Ech kommen nach drop zrëck.

An, véiertens, mir fannen och, dass den Accord iwwert d'Gemege méi Kloecheet geschafen huet, wat d'Besetzverhältnisse ugeet, méi Kloecheet bei den Obligationen vun de Ge-mengen, obschonn och do nach vill Froen op si wéi zum Beispill déi vun finanziellen Impakt op d'Gemege, gradesou wéi, natierlech, vill aner Froen och opbleiwen.

Wann ech d'Fro gestallt kréien: „Sidd Der dann d'accord awer, dass d'Regierung deen Accord do ënnerscheift?“, da soen ech awer gradesou däitlech: Neen, ech sinn net d'accord, dass d'Regierung deen Accord elo ënnerscheift. Well éischters ass deen Accord elo eréischt pu-blic zënter 24 Stonnen. Verschidden Organi-satiounen hu gefrot, mat abezunn ze ginn an d'Diskussiounen - dat ass elo net méi méiglech wahrscheinlech. Dat sinn awer Organisatiou-nen, déi ganz laang gefrot hunn, dass de Prin-zip vum laizistesche Stat duerchgesat gëtt hei am Land an déi ni recht kritt hunn, an elo, wou se hallef recht kréien, mengen ech, wier et gutt, wa se awer och géifen erkläert kréien, wat dat genau elo an der Praxis bedeit.

Mir schloen dofir vir, dass e Moratoire kënnt, fir déi Konventioun do ze ënnerschreiwen, an dass en Débat an der Gesellschaft stattfënnit do-riwwer, wat dat heescht, wat déi Prinzipie sinn, déi do ëmgesat ginn, wéi dat soll an Zukunft an der Praxis ausgesinn. An ech fannen, dat géif eis guttduen, wa mer dat géifen esou virgesinn.

Well et ass jo och eng Konventioun, muss een awer derbäi soen, déi fir déi nächst 20 Joer géllt! Et ass zwar keng méi fir d'Éiwegkeet, wéi déi Konventiounen alleguerie virdrun, mä et ass awer ëmmerhin nach eng, déi fir eng ganz laang Zäit eis engagéiert.

Ech wëll och eng Partie Kritik maachen un där Konventioun. An ech fannen, dass dat soll iwwerducht och ginn. Mir fannen, dass de Prinzip nämlech vun der Trennung vu Kierch a Stat, virun allem am Schoulberäich, an dat virun allem, wat d'kathoulesch Kierch natier-lech ugeet, déi do präsent ass, net konsequent genuch vollzu gëtt.

De Groupe d'experts, deen den Här Biltgen nach agesat hat, deen iwwregens ganz timide Virschléi gemaach huet an eigentlech net rich-teg wollt de Prinzip vun der Trennung vu Kierch a Stat aféieren, huet dräi Propositionen gemaach, wéi een eventuell kéint de Reliouns-unterrecht änneren, vun deem en awer be-haupt huet, dass en awer ganz populär wier an dass en eigentlech sollt bäibehale ginn.

Eng éischt Méiglechkeet wier en interkonfessio-nelle Cours gewiescht, wou all Reliounen dru bedeelegt gewiescht wieren, oder e Cours vu Culture religieuse oder e Cours d'éveil culturel et religieux, mat däitlechem Hiwäis op de Wäerteunterrecht am Neie Lycée zu Miersch. A mir hunn deen däitlechen Androck, dass et grad dat ass, wat hei ëmgesat gëtt.

Mir hunn och e Problem mat deem Wuert „Wäerteunterrecht“. Dat ass jo e schrecklechen Ausdruck! Wéi wann ee Wäerter kéint léieren, esou wéi ee Grammatik léiert. Deen neie Cours soll grad kee weltanschauliche Cours ginn, eiser Meenung no, esou wéi d'Formation morale et sociale et och elo ass, an et gëtt och guer kee Grond, fir weltanschaulich Organisatiou-nen oder reliés Organisatiounen an de Pro-gramm a quasi als Surveillance vun deem Cours mat eranzehuelen. Wat awer elo ge-schitt!

De Conseil des cultes gëtt regelméisseg consul-téiert. Dat ass dat neit kollektiivt Organ vun de Kierchen. Och beim neie Wäerteunterrecht gi se consultéiert. Et sollen zwar och aner Akteure gefrot ginn. Mä ech halen et prinzipiell mam André Hoffmann, deen an enger Auseaner-setzung mam Norbert Campagna, zwee Philo-sophieprofesseren, am „Forum“ schonn 2008 geschriwwen hat: «(...) je maintiens que le dis-cours philosophique (rationnel) et le discours religieux n'appartiennent pas au même genre (...)». An ech fannen, dass hei eng Vermë-schung vun de Genrë geschitt, wann einfach déi zwee Coursen zesummegewürfelt ginn.

Mir fannen et duerfir och bedenklech zum Bei-spill, dass de Paschtoueschseminär weider nach soll speziell ënnerstëtzt ginn, weinst senge Mis-sions de formation et de recherche. Ech fan-nen, dass et net zu de Missiounen vum Stat gehéiert, déi dote Formation an déi dote Re-cherche finanziell ze ënnerstëtzen. Dat ass och en Aschnëtt schonn eigentlech zum Prinzip vun

Trennung vu Kierch a Stat. Wann een dann och nach weess, dass d'Uni Lëtzebuerg gläichzäiteg Kreditter gekierzt kritt!

Ech stellen och fest, dass d'Kierchen hei den In-dex während 20 Joer garantéiert kréien. Wou ass eng sozial Kategorie hei am Land, déi den Index während 20 Joer garantéiert kritt? D'Leit mat Kanner bestëmmt net!

Et stellt sech och d'Fro, wat fir eng Relatiounen et soll an Zukunft gi mat deem Institut für Re-li-gionspädagogik vun der Kierch. Hei solle jo Leit zum Bachelor ausgebild ginn, déi och eng Ustellung solle fanne bei där neier Formation. An alles deit drop hin, dass déi och sollen do virrangeg habiliteert ginn, fir den Zougang zu deem neie Wäerteunterrecht ze kréien. Op deem Institut léiere se awer, et brauch een nëmmen hire Site ze kucken: Exegese, Funda-mentaltheologie, Dogmatik, Ethik, Kirchenges-chichte, Pastoraltheologie, Liturgik. Ech hunn näischt dogéint. Dat ass d'Reliounsfräiheet an Aktivitéit.

Mä ech hunn awer eppes dogéint, dass se an deem neie Cours sollen, ouni eng Rei vu Bedéngungen, déi musse geschafe ginn, eng Ustellung kréien. D'Optioun iwwerhaupt, déi Aarbechtsplazgarantie, déi do geschafe gëtt fir déi eng Kategorie vu Leit, déi aus der Relioun kommen. A fir déi aner Leit, déi aus der Morale laïque kommen, gëtt et do och eng Aar-bechtsplazgarantie? Ech hunn nach näischt do-vun héieren! Dobäi sollen awer Aarbechtsplaze verschwannen, wa Klassen zesummegeluecht ginn.

De Contenu vun deem neie Cours ass net be-kannt, an och net déi Ausbildung, déi domad-der verbonnen ass. Dat soll nach ausgeschafft ginn. Wien ass an där Commission des pro-grammes? Sinn och Reliounsvertrieeder do dran?

Et ass vill Aarbecht gelescht ginn am Ministère de l'Éducation déi lescht Zäit, fir d'Grondlage vun enger Philosophie pratique auszeschaffen. Do si Bicher geschriwwen ginn. Do sinn Etüde gemaach ginn. Et ass sech op Erfahrungen am Ausland beruff ginn. Dat, wat do ausgeschafft ginn ass, huet vill Beuechtung fonnt och am Ausland bei Leit, déi eppes dovu verstinn.

Op meng Fro hin an der Kommissioun, sot awer den Éducatiounsminister, et géifen zwar Elementer doraus iwwerholl ginn, wa se an dat neit Konzept passen. Dat heescht, et gëtt en neit Konzept ausgeschafft.

Ech sinn direkt fäerdeg, Här President. Ech mengen awer, dass et net därer zu engem laizi-séierte Reliounsunterrecht hei kommen. A wann ee weess, dass et e Wäerteunterrecht soll ginn, dann ass et zimlech no beim Reliounsun-terrecht.

Ech hu verzielt kritt, e Kand hätt an enger Klass vu Morale laïque fir déi Zesummefaassung vun deenen zwee Unterrechten en neien Term ge-schafen, et huet dat „Moralion“ genannt. An ech fannen, dozou soll et net kommen!

Voilà, meng Zäit ass ofgelaf. Ech hätt nach viles ze soen. Ech wäert op jidde Fall net déi Motiounen hei (veuillez lire: déi Resolutioun an déi Motioun hei) stëmmen, déi hei virleien - wou déi eng eis opriff, fir déi véiert Fro aus dem Referendum zrëckzezéien, an déi aner d'Regierung opriff, fir den Accord ze formaliséieren, dat heescht ze ënnerschreiwen -, aus deene Bedenken, déi ech virdu geäussert hunn.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Urbany. Domat si mer um Enn vun der Diskussioun ukomm an de Statsminis-ter huet d'Wuert.

Prises de position du Gouvernement

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Merci, Här President. De Minister Meisch an de Minister Kersch wäerten och duerno d'Wuert nach ergräifen.

Ech wëll hei deene meeschte Spriecher e grouse Merci soe fir déi konstruktiv, solennel a virun allem respektvoll Rieden, déi se hei geha-len hunn, ob dat den Här Bodry, den Här Adam, den Här Wiseler oder den Här Berger war. Ech soen lech véier extra Merci.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - A mir net?

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Well et ass wichteg, dass een hei weist, dass de Respekt vis-à-vis vun der Verschidden-heet, vun aneschtens denken, eppes ass, wat fir eis Demokraten eng Prioritéit ass!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dat schéngt zwar net de Fall hei an der Chamber ze sinn.



► **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Ech hunn... ech reagéieren net...

► **Une voix**.- Neen.

► **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- ...op Extremisten an Dir braucht mech och net ze provoziéieren!

(Hilarité)

Dat huet kee Wäert, wann ee probéiert, eis Gesellschaft just ze splécken.

► **M. Serge Urbany** (*déi Lénk*).- Da wëll ech awer formell dogéint protestéieren. Ech hunn d'Gesellschaft net gespléckt. Ech hu gesot, dass déi Konventioun souguer d'Méiglechkeet bidden, fir d'Gesellschaft zesummenzeféieren, och déi reliéis Gesellschaft, egal wéi se ausgesäit.

► **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Dat war net fir lech elo gemengt, Här Urbany.

► **Une voix**.- Aah!

► **M. Serge Urbany** (*déi Lénk*).- Dir hutt mech awer virdrun net beim respektvollen Émgang erwähnt.

► **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Mä ech hunn...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Ech géif lech bieden, dass mer esou géife virufueren, wéi bei deene véier erwähntene...

► **M. Serge Urbany** (*déi Lénk*).- Beim Här Bettel ass ee séier Extremist!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- ... Riedner. An déi Leit, déi...

► **M. Serge Urbany** (*déi Lénk*).- Dir laaft déi Gefor jo net méi, Här Kersch.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- An déi Leit, déi wëllen hei an den Débat agräifen, bieden ech, wéi ech dat déi leschte Kéier scho gesot hunn, opzestoen, aus Respekt virum Parlament. Merci.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, ech soen lech Merci, esou wéi ech deene véier Riedner virdrun och Merci gesot hunn.

Här President, ech erlabe mer just, hei en Extrait vum Koalitiounsaccord virzeliesen.

«Cultes. Les réalités sociétales requièrent une remise en cause des relations actuelles entre l'État et les cultes. Les partis de la coalition gouvernementale affirment le principe du respect de la liberté de pensée, de la neutralité de l'État à l'égard de toutes les confessions religieuses ainsi que de l'autodétermination des citoyens.

Le Gouvernement dénoncera les conventions existantes pour entamer des négociations avec les cultes, lancer une discussion sur leur financement et redéfinir les relations entre les communes et les cultes. La législation relative aux fabriques d'église sera remplacée par une réglementation qui garantira la transparence au niveau du patrimoine et des ressources des Églises.

Il sera introduit un cours unique neutre et harmonisé d'éducation aux valeurs pour tous les élèves de l'enseignement fondamental et secondaire, lequel remplacera les cours actuels „Formation/Éducation morale et sociale“ et „Instruction religieuse et morale“ dans l'enseignement fondamental et secondaire.

Dès 2014 les célébrations officielles de l'État pour la Fête nationale connaîtront un acte central à caractère civil.»

Ech wëll lech hei matdeelen, dass d'Kapitel iwwert d'Culté mat deem Vote, wann Der haut d'Resolutioun an d'Motioun unhuelt, zou ass. Dann ass dat - wéi wann een Hausaufgaben huet oder et huet een esou Karoen, déi ee muss ausfüllen -, „done“, et ass gemaach. A mir hunn et fäerdegbruecht, zesummen.

An duerfir hunn ech dorop, Här President, gëschter esou insistéiert, all zesummen et ze maachen. Et si Leit, déi hu probéiert, eis auserneendzereiwen. Et si Leit, déi hei nach probéieren, nach bei deem engen oder bei deem aneren, Polemik ze maachen, fir sech selwer d'Fro ze stellen, ob déi Legitimitéit vun deenen Décisiounen, déi getraff gi si vun de Verrieder, richtig ass oder net. Mir loosse eis net auserneendreiwen.

Jo, dës Regierung ass agefruede fir eng Trennung vu Kierch a Stat. An ech zitéieren de Monseigneur Hollerich, deen et selwer gesot huet, et ass eng Trennung vu Kierch a Stat. Do soll een elo net probéieren, ze soen, et ass keng Trennung, et ass net hei, et ass net do. De

Stat huet keng Obligatione méi vis-à-vis vun de Communautés religieuses!

An dat ass selwer relevéiert ginn, soulevéiert ginn, an ech soen net elo, Applaus gewiescht, mä awer vun de Communautés religieuses akzeptéiert ginn a gesot ginn, dass dat en Neistart ass fir de Stat, mä och fir d'Communautéiten, fir net méi vun deem finanzielle Baxter vun engem Stat ofhängeg ze sinn. An ech zitéieren och nach de Generalvikar Gillen, deen de Moie gesot huet, dass d'Culten elo nees am Fong dohi ginn, vu wou se kommen, bei d'Leit.

An ech mengen, et huet keen ze verléieren an haut soll och keen hei erausgoen, fir ze soen, mir hu gewonnen géint deen een oder géint deen aneren.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Dat heiten ass ee Punkt, wou mer sollen zesummen - an dat ass dat, wat mer wierklech an der grousser Majoritéit an där Chamber hei Freed gemaach huet - eis bewosst sinn, dass et verschidde Meenunge ginn, mä dass mer se respektéieren, déi verschidde Meenungen.

An, Här President, ech hunn e puer Informatiounen, déi ech lech och wollt matdeelen. Dat Éischt ass, d'Motioun an d'Resolutioun, selbstverständlech freeë mer eis, dass d'Resolutioun, wou am Fong d'Chamber sech jo selwer engagéiert, aus de Prinzipie vun enger Resolutioun, am Fong seet, dass déi Verfassungsännerunge kënne kommen. Well dat war eng vun de Conditio sine qua non vun de Konventiounen mat de Culten, déi mer wollte maachen. A wa mer do bis gréng Luucht hunn, wa mer do bis d'Garantie hunn, kënne mer och an den nächsten Deeg déi Konventiounen ënnerschreiwen. A mir hunn de Rendez-vous scho fir Méindeg fixéiert, fir d'Konventiounen och ze ënnerschreiwen.

Jo, an et ass och deen een oder deen aneren Deputéieren oder och déi eng oder aner Persoun, déi gesot huet, am Text ass hei nach e Wuert ze vill oder e Saz ze vill gewiescht. Ech muss lech zouginn, dass am „Word“ Informatiksproblemer, déi mer haten, dass och eppes verrutscht ass, an duerfir ass beim Här Kersch direkt niewendrun och am Domän vun de Kierchefabriken - an et ass och an Deputéierten, deen eis dorop opmierksam gemaach huet, Här Eicher, e grousser Merci -, déi definitiv Versioun, déi och komm ass, well mam Correcteur ass do eppes falsch gelaft. Mä et ännert selbstverständlech näischt um Fong! Fir eis ass et dat, wat wichteg ass.

An hei sinn och Froe gestallt ginn: Wéi ass et dann elo ganz genau mat där oder mat där dochter Fro? Mir kréien haut vun lech gréng Luucht. Mir kréie vun lech haut gréng Luucht an et steet präzisément an där Motioun, wéi et soll sinn: «à prendre les initiatives législatives, réglementaires et administratives nécessaires à la mise en œuvre de cet accord». Dat ass dat, wat mer haut froen. Dat ass dat, wat mer haut brauchen!

Duerfir, et soll kee mengen, dass d'Regierung gären hir Rechter dépasséiert a gären der Chamber hir Rechter court-circuitéiert. Au contraire! Mir wäerten déi verschiddenen Texte, déi mer musse maachen, déi verschidde Reglementer, déi verschiddenen administrativ Mesuren, déi mer musse maachen, fir déi doten Texte en vigueur ze setzen, och déposéieren. Mä mir brauche vun lech, Dir sidd den éischte Pouvair, gréng Luucht, fir déi Texte och kënne auszeschaffen an ze finaliséieren.

Duerfir soen ech Merci, well ech, wa mäi Versteesdemech richtig ass, verstanen hunn, dass et eng Zweedréttelmajoritéit gétt hei an deem Haus, fir d'Artikelen vun der Verfassung ze änneren, fir dass déi Modifikatiounen, esou wéi dat och am Koalitiounsaccord drastoung, kënne gemaach ginn.

An ech soe jiddwerengem Merci, an ech soen et nach eng Kéier, virun allem fir déi konstruktiv, respektvoll Debatt. Ech soen et nach eng Kéier, hei ass keen, dee wëllt gewannen, oder een, dee verléiert. Hei geet et drëms, eist Land 2015 un d'Realitéiten unzepassen. An ech soen lech Merci, well ech weess, dass et net evident war. A wa verschidde Leit haut soen: „Mir sinn ëmmer derfir gewiescht.“ Ech weess, dass et vläicht an anere Koalitiounen net méiglech gewiescht wär!

Mä ech soen awer Merci, dass haut, 2015, jiddweree sech bewosst ass, a wéi eng Direktioun mer d'Leit, d'Land probéieren ze kréien op déi modern Schinn an dass mer et virun allem fäerdegbréngen, e Land zesummenzehalen. Jo, well d'Cohésion sociale - dat war mäi Schluss vu gëschter an et ass och mäi Schluss vun haut -, d'Cohésion sociale ass haut méi wichteg wéi jee! An et wier schrecklech gewiescht, wa mer deen ee géint deen aneren hei opgestéipelt hätten.

Well, wann ech verschidde Leit héieren, ass dat hire Fonds de commerce, fir ze probéieren,

deen ee vis-à-vis vun deem aneren net ze respektéieren. Dat maache mir net an ech sinn och duerfir frou, dass mer déi Zweedréttelmajoritéit hei fannen, fir d'Land zesummenzehalen, fir déi néideg Mesuren ze huelen a virun allem fir eist Land och ze moderniséieren.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Gast Gibéryen** (*ADR*).- Här President, Parole après ministre.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Parole après ministre.

► **M. Gast Gibéryen** (*ADR*).- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir verstitt, dass ech Parole après ministre hei huelen no der Interventioun vum Här Statsminister, déi hien elo grad hei gemaach huet.

Den Här Statsminister huet seng Interventioun ugefaangen, am Fong, dass e gesot huet, dass e frou wier, dass, wat déi politesch a reliéis Gemeinschaften ubelaangt, dass ee vis-à-vis vun deem anere Respekt viru senger Meenung hätt. En huet zum Schluss nach eng Kéier gesot: Mir respektéieren déi verschidde Meenungen.

Datt e Statsminister no enger Debatt hei an der Chamber net heihinner kënnt an all Intervenant oder all Partei Merci seet fir dat, wat e gesot huet, dass e de bonne guerre. Ech mengen, virun allem, wann een net op der Linn vun der Regierung läit, dann erwaart ee sech och net, dass de Statsminister heihinner kënnt an engem Kompliment mécht an dass en ee lueft. Alles dat schéngt ganz normal ze sinn.

Datt awer e Statsminister, Här President, de Culot huet, fir eng Partei heibannen, no där Interventioun, déi mäi Parteikolleg Fernand Kartheiser hei gemaach huet, als Extremisten hei ze bezeichnen, dat schléit dem Faass de Buedem aus! Dat verwerfe mir formell!

Ech mengen, den Här Statsminister weess net, wat Extremiste sinn. Kéint Der eis vläicht erklären, wat Extremiste sinn? A kéint Der eis erklären, Här Statsminister... Här President, kéint den Här Statsminister eis erklären, wat Extremistesches un där Deklaratioun war, déi de Fernand Kartheiser haut gemaach huet? Et war eng Meenung, wou mer op verschiddene Punkten net averstane sinn. Et ware Froen an et waren Deklaratiounen. Wat war Extremistesches un esou enger Fuerderung, un esou enger Interventioun, fir dass de Statsminister hei op dës Plaz kënnt an esou eppes hei äusersert?

Ech fannen, dass ass eng hondsgemeng Frecheet vis-à-vis vun enger Partei a vis-à-vis vun all hire Wieler!

An, Här Bettel, ech hunn lech als Statsminister bis haut geschat. Mä ech géif lech invitéieren, dass doten ze relativéieren. An ech géif lech och invitéieren, dass doten zrëckzezéien. Well dat dote loosse mir eis net gefalen!

D'ADR ass eng demokratesch gewielte Partei, wéi all aner Partei heibannen. An d'ADR vertritt hei hir Meenung, déi si fir richtig hält. Si léisst sech kee Maulkuerf opsetzen a si léisst sech virun allem net als Extremisten hei betitelen!

An dat, wat Dir hei gemaach hutt, ech sinn elo 25 Joer hei an deem Parlament, dass huet nach kee Statsminister sech erlaabt, hei op dëser Tribün ze soen! An et si schonn dacks ganz aner Wieder vu verschiddene Parteien a vu verschiddenen Deputéierten heibanne gefall.

Ech géif lech duerfir bieden, Här Statsminister, ëm eiser Relatioun an Zukunft wëllen, Är Wieder nach eng Kéier hei ze widderhuelen oder, besser gesot, déi Wieder do zrëckzezéien!

► **M. Roy Reding** (*ADR*).- Ganz gutt!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Den nächste Regierungsverrieder, den Éducatiounsminister, den Här Claude Meisch huet d'Wuert.

► **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et sinn eng Rei vu Froen, wat selbstverständlech ass, och iwwert d'Afféierung vun engem eenheetleche Wäerteunterrecht, gestallt ginn. Et ass ëm de Programm gaangen. Et ass ëm d'Reprise vum Personal gaangen. Et ass ëm d'Fro gaangen: Wien hält herno dee Cours do?

All déi Froen hunn eis an de leschte Méint beschäftegt. Op all deene Froen hu mer eigentlech allgemeng Prinzipie festgehalten, wat normal ass. An ech denken och, dass et normal ass, dass een, jo, bei deene Prinzipien op deem Stadium op jidde Fall huet misse bleiwen.

Wat de Programm zum Beispill ubelaangt, wär et jo awer scho gelunge gewiescht, wa mer méi Detailler vun engem Schoulprogramm - well den allgemenge Wäerteunterrecht, den eenheetleche Wäerteunterrecht ass herno e Fach wéi all aner -, an enger Konventioun tëscht dem Stat an de Reliounsgemein-

schaften festgehalten hätten. Dat wär op jidde Fall bis elo eenzegaarteg gewiescht. An ech denken, dass et och net esou gemengt war, wann hei gesot ginn ass, et hätten zu deem Stadium méi Detailler misse iwwert de Programm vum eenheetleche Wäerteunterrecht virleien.

Ech denken och, well et bis elo ni esou de Fall war, dass och net gemengt ginn ass, dass mer ewell Schoulprogrammer hei op der Chambertribün diskutéieren. Ech verstinn awer, dass ee seet: Wat soll dee Programm leeschten, wat ass d'Ambitioun vun deem Programm, wat soll en de Kanner, deene Jugendlechen, deene Jonke mat op hire Liewenswee ginn? Well et jo awer vläicht, och wann et e Schoulfach wéi all aner ass, vläicht net ëmmer wéi all aner ass, well et hei wierklech ëm Wäerter geet, ëm Orientéierung geet, wéi e Mënsch sech d'Liewen, säin eegent Liewen, seng Zukunft virstellt, wéi e sech a Relatioun mat senger Émwelt gesäit.

Duerfir hu mer Prinzipie festgehalten, och Prinzipie festgehalten, dass dee Programm soll leeschten. E soll virun allem, an ech wëll et nach eng Kéier widderhuelen, Informatiounen bidden.

Informatiounen iwwert déi Wäertevielfalt, déi mer an enger pluralistescher Gesellschaft haut hunn, selbstverständlech iwwert d'Reliounen, selbstverständlech iwwer net reliéis Denkrichtungen, selbstverständlech iwwert déi verschiddenste philosophesch Approchen.

E soll dass méiglechst no un der Liewensrealitéit festmaache vun deene Jonken. E muss natierlech altersgerecht sinn. An déi Liewensfroen, déi Kanner sech och scho stellen a Jonker sech stellen, altersgerecht och thematiséieren. E muss deene Jonken d'Méiglechkeet ginn an hinnen d'Stärkt mat op de Wee ginn, fir sech hien eegene Wäertetableau kënne opstellen, fir selwer erauszefannen: Wat fir ee Mënsch sinn ech? U wat gleewen ech oder gleewen ech net? A wéi verhalen ech mech an deenen essenziellen ethesche Froen?

An e soll duerfir virun allem deene Jonken de Choix ginn, selwer de Choix ginn, hiert Liewen esou ze féieren, dono mat deenen Informatiounen, déi se kritt hunn, mat där Orientéierung, déi se do kritt hunn, mat all deene Méiglechkeeten, déi se eigentlech do opgezeechent kritt hunn. An duerfir denken ech, dass den eenheetleche Wäerteunterrecht herno méi Choix bitt.

Well de wierkleche Choix, de Choix, wéi een op eenzel Froen, op eenzel Liewensfroen äntwert, kritt ee jo net, wann een eigentlech dës le départ muss soen: Ginn ech an dee Cours oder ginn ech an dee Cours? E wierkleche Choix kritt een, wann een alles kenneléiert. E wierkleche Choix kréien ech, wann ech léieren, driwwer ze diskutéieren. E wierkleche Choix kréien ech, wann ech weess, dass et och aner Meenungen an aner Positionen gétt an ech mech emol muss mat deenen ausenanersetzen an och Toleranz übe par rapport zu anere Meenungen an Iwwerzeegungen. An dat ass dat, wat de Wäerteunterrecht soll leeschten.

Mir wëllen op jidde Fall hei zesummefféieren, d'Kanner an déi Jonk alleguerten zesummefféieren an engem eenheetleche Cours iwwer Valeuren an hinnen do de Choix ginn, iwwert déi Weeër, déi se dono an hirem Liewe kënne aschloen.

A mir soen och: Nieft deem allgemenge Wäerteunterrecht soll et och de Choix bleiwen. An duerfir si mer jo mat der kathoulescher Kierch iwwereneekomm, fir och nach 40 ETPe bei der Kierch ze loosse, hien weiderhin zur Verfügung ze stellen an darselwechter Logik, wéi eigentlech d'Ministres des cultes och widerhi finanzéiert gi vum Stat, fir dass och d'kathoulesch Kierch kann hire Reliounsunterrecht, de kathoulesche Reliounsunterrecht, nach an enger Iwwergangszäit op jidde Fall, mat staatleche Gelder weider finanzéieren an dono dat och selwer, wann d'Demande do ass, kann droen.

Soudatt och do deen, deen haut seet: „Ech wëll wierklech de Choix behalen“, och kann an e kathouleschen Unterrecht goen, dass dat och nach an Zukunft méiglech ass, awer net an der éffentlecher Schoul, net am Programm vun der éffentlecher Schoul, mä ausserhalb vun der Schoul, an zwar dann an de Gebaier vun der kathoulescher Kierch.

Mir wäerten dann... An dat war eng vun de groussen Ambitiounen, dass mer eigentlech net dérogiéieren zu all deem, wat d'gängeg Praxis ass, souwuel wat d'Regelen an der Fonctioun publique ubelaangt a virun allem d'Regele vun der Éducation nationale ubelaangt. Mir wëllen dann dee Programm opstellen an enger Programmkommissioun, wou Enseignanten dra sinn, wou Experten hei awer och derbäi kommen, wou e Moderator derbäi kënnt.

Mir denken, dass et e Sujet ass, deen esou diskutéiert ginn ass an och weider wäert disku-



teiert ginn, datt souwisou e ganz groussen Interessi do ass, soudatt mer och déi Diskussioun, dee gesellschaftlechen Débat ronderëm dee Programm wëllen organiséieren, soudatt mer dës le départ gesot hunn, datt e Conseil des cultes an datt awer och aner Associatiounen, AHA zum Beispill, an aner, sollen do organiséiert hiren Avis kënnen derzou ofginn, deen och erafléisst an d'Diskussiounen an der Programmkommissioun, an datt et finalement ass, wéi an all deenen anere Schoulfächer och, datt de Minister de Programm wäert arrêtéieren.

D'selwecht, no den normale Prinzipie vun der Education nationale, wäert et sinn: Wien hält dee Cours? An ech verstinn eigentlech net, datt och haut hei nach erëm eng kéier gesot ginn ass, do géif et e gewëssenen Doute ginn. Et wär iergendzwousch en däischtere Plang. Do géif dann dropstoen, datt déi Reliounsenseignantë vun haut sollen eng Formatïoun maachen, fir dono spezifesch kënnen de Wäerteunterrecht ze halen. Ech héieren dat nach ëmmer, mer hunn et haut de Mëtteg nach eng kéier héieren.

Esou ass et net. Et ass e Fach, en allgemengt Fach, e Fach wéi all déi aner, an duerfir gëtt et och gehale wéi all déi aner. Den Titulaire de classe am Fondamental, deen décidéiert, ob en dat Fach hält. Wann en et net selwer hält, dann ass en aneren Enseignant oder en anere Chargé de cours, deen dee Kader wäert mat iwwerhuelen, deen dat Fach da wäert assuréieren. An dee muss all déi Konditiounen erfëllen, fir kënnen an der Schoul ze intervenéieren. An e muss sech och an der Reiefolleg, wéi dann eben d'Klasse verdeelt ginn, sief et am Arrondissement, sief et herno an der Schoul, op där richteger Plaz klasséiert hunn.

Jo, et ass theoretesch méiglech, datt een, deen haut de Reliounsunterrecht hält, mat iwwerholl gëtt vum Stat,...

(Interruption)

...zum Beispill an d'Réserve des suppléants kënn, dono och kann déi eng oder aner Stonn Wäerteunterrecht halen, wann en da wéi all déi aner och déi Formatïoun do matmécht. Mä en ënnerläit dann awer och all de Regele vun all deenen aneren Enseignanten och. E gëtt d'selwecht kontrolléiert a superviséiert vum Inspektorat. A mir ginn dovunner aus, datt all déi Leit, déi an eise Schoule schaffen, sech un déi Regele, déi Programmer halen, déi se virgi kréien.

Wat d'Reprise ubelaangt, do huet de Claude Wiseler virun allem Froe gestallt. Jo, do ass nach net kloer: Wat geschitt da mat deenen eenzelnen? Et geet hei ëm 220 individuell Fäll. An all Fall ass aneschtens. A mir hunn och do d'Prinzipie ganz kloer festgehalen, wou ech awer och denken, datt dat deene Leit eng ganz Rei vu Garantë gëtt, wéi et och an hirem individuelle Fall herno wäert ausgesinn. Mä se sinn allegueren aneschtens.

Mir hunn d'Prinzipie festgehalen, datt mer do op d'Basisformatioun kucken. Dat schéngt mer evident ze sinn. Mir hunn d'Prinzipie festgehalen, datt mer och op d'Beruffserfahrung kucken. Och dat schéngt mer evident ze sinn. A mir hu Prinzipie festgehalen, datt een och soll kucken, méiglechst vill Méiglechkeeten ze fanne vu Weiterbildung. An och dat schéngt mer evident ze sinn, well mer denken, datt dat souwisou an de Schoule vläicht nach e Stéck méi misst gemaach ginn, wéi et haut gemaach gëtt.

Mer wäerten duerfir individuell Offeren herno opgrond vun deenen dote Prinzipien ausschafen. An och dat sinn erëm eng kéier gängeg Prinzipien. Déi gëlle fir all déi Leit, déi mer iwwert deen dote Wee elo eriwuer bei de Stat wäerten huelen. Déi Prinzipien do gëllen awer och fir all anere Bierger vun dësem Land, wa se wëllen eng Validation des acquis des expériences professionnelles maachen, wa se wëllen eng Weiterbildung maachen, wa se wëllen och herno op en anere Posten, zum Beispill beim Stat oder an der Education nationale, kommen. Da stinn déi Weeër do jiddwerengem op.

An och déi Formatïoun, déi hei ugeschnidde ginn ass, wou mer gesot hunn: „Jo mir schwätze mat der Uni, well mer eis net fir d'Uni kënnen engagéieren, well d'Uni onofhängeg ass vum Stat an hei net Kontraktpartner war“, dann ass dat och eppes, wat net nei war. Esou eng Formatïoun huet et och schonn eng kéier virun enger Rei vu Jore ginn, wou deemools ganz besonnesch Chargé-de-coursë konnt en iwwer eng speziell Offer vun der Uni Lëtzebuerg de Bachelor-Diplom, fir Enseignant ze ginn, nomaachen.

An dat wär eppes, wat sécherlech hei eng ganz Rei vu Reliounsenseignanten an hirer heiteger Situatioun géif interesséieren. A wann ee mat der Uni do eens gëtt, dann, denken ech, wär dat eng ganz staark Plus-value.

Här President, ech denken, den Här Wiseler wëllt eng Fro stellen.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Här Minister, ech wollt awer just soen, ech mengen, dass an deenen normale Verhandlungen déi Diskussioun mat der Uni hätte misse virdru geschéien, datt et...

► **Une voix.**- Et héiert een näischt.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Ech kann och méi haart schwätzen, dat ass kee Problem.

► **Plusieurs voix.**- Aah!

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Datt déi dote Diskussioun mat der Uni hätte misse virdru geschéien, éier een hei eng Ennerschrëft drëner setzt, datt déi Leit och wëssen, wat se genau erwaart, an iwwerhaupt, ob d'Uni iwwerhaupt mat op esou e Wee geet. Ech verstinn en Engagement net, wat just doranner besteet, datt Dir een encouragéiert, ouni sécher ze sinn, datt iwwerhaupt e Resultat do erauskënnt.

An dat ass dat, wat ech beanstanden. Mir hunn hei eng ganz Rei Fragezeichen hanner Prinzipien, déi extrem vag formuléiert sinn, stoen. A firwat hu mer dat net fir d'Fischt, an et war elo Zäit genuch do... Meng Fro ass: Firwat hu mer dat dann net fir d'Fischt preziséiert, datt ee genau wéisst, wou ee géif higoen? An et sinn net 240 individuell Fäll, mä déi Fäll losse sech a véier, fënnef, sechs Kategorië grosso modo andeelen, wou een duerchaus hätt kënnen wesentlech méi prezis Saache festhalen, wéi déi generell Prinzipien, déi elo hei festgehalen gi sinn.

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.**- Bon, mir hu virun allem ebe probéiert, datt mer eis op generelle Prinzipien ëmmer erëm géifen zrëckfannen, well mer eben hei net wollten extra an nei Prinzipien och schafen, fir déi Reprise, déi hei ze maachen ass, an och fir d'Affektatioun duerno vum Personal, déi jo da virun eis läit.

Duerfir hu mer gesot: Wa mer Formatiounen ubidden, da sinn dat Formatiounen, déi souwisou och ugebuede ginn, déi net nëmme reng si fir déi jëtzege Reliounsenseignanten, mä déi och anere Leit wäerten oppe stoen. Et gëtt zum Beispill eng Formatïoun, déi ech mer ganz gutt ka virstellen, déi souwisou geplangt war an eise Ministère. Déi ass emol net an der Konvention opgefouert. Dat ass eng Formation en cours d'emploi, fir den Educateursdiplom kënnen ze maachen. Do denken ech, dat passt ganz gutt, virun allem fir eng Rei vu Leit, déi Reliounsenseignant sinn, déi kee Bac hunn.

Mä et gëtt do Méiglechkeeten, an et wäerten der sécherlech am Laf vun deenen nächste Joren och nach derbäikommen. Mir wollten awer ganz kloermaachen, datt et net isoléiert Mesurë sinn, mä datt dat Mesurë sinn, déi fir jiddwereen zougänglech sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn och dem Riedner vun der ADR ganz genau nogelauschtert, virun allem och am Kapitel, wat den eenheetleche Wäerteunterrecht ubelaangt. An ech wëll eigentlech op all déi Froen, déi opgeworf goufen, net hei am Detail agoen, well ech mengen, ech hu villes dozou gesot gëschter an der Kommissioun, haut a menger Interventioun hei. A sécherlech kréie mer an den nächste Méint d'Geleeënheet, virun allem an der Kommissioun, déi eng oder déi aner kéier drop zrëckzekommen.

Wat mech allerdéngs wonnert, dat ass, wann de Spriecher vun der ADR haut hei, Januar 2015, esou eng kloer Positioun vertritt fir déi jëtzege Regelung vum Reliounsunterrecht a géint en eenheetleche Wäerteunterrecht, wéi et méiglech war, datt den 10. Oktober 2007 hei eng Resoloutioun erakomm ass, déi ofgestëmmt gouf, awer ofgelehnt gouf, déi net nëmme d'Ennerschrëft gedroen huet vun der Madame Brasseur, déi se abruecht huet, net nëmme vun der Madame Fleisch, vum Här Adam a vum Här Bodry, wou een dat jo alles hätt kënnen verstoen, mä och nach vum Här Gibéryen.

A wat gëtt gefuerdert an där Resoloutioun?

(Interruption)

Wat gëtt gefuerdert an där Resoloutioun? Ma d'Chamber an d'Éducatiounskommissioun vun dësem Haus solle sech dach wann ech gelift emol intensiv mat der Introduction de l'éducation aux valeurs pour tous les écoliers et élèves fréquentant l'école publique luxembourgeoise ausenanesetzen.

(Interruptions)

Do stellen ech mer allerdéngs d'Fro, Här President...

(Interruption)

...Wat vertritt d'ADR dann an den nächste Joren zu deenen dote Themen?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Eise Wahlprogramm.

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.**- Wann

et 2007 dat dote war, 2015 ass et dat dote. Wat ass et dann 2016, '17, '18, an esou weider?

(Interruption)

Déi Fro muss ee sech dann awer stellen. An ech denken, datt esou Interventiounen dann net digne sinn zu dësem Sujet, ëmmer de Choix. Mir huelen eng kéier dat eent an eng kéier dat anert. Dat ass d'Philosophie vun Ärer Partei,...

(Interruption)

...op jidde Fall zu esou eeschten Theme wéi deenen heiten.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Très bien!

(Interruption)

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech kann zur Konklusioun kommen. Fir mech ass et wichteg, datt mer herno en eenheetleche Wäerteunterrecht hunn an eisen öffentleche Schoulen, datt et bei deem Programm net, wéi deelweis och hei an der Interventioun gefaart ginn ass, eppes Zesummegewürfelt ass tëscht deem, wat haut an deem engen an an deem anere Fach besteet, mä awer eppes Ganzes ass, dat no enger eenheetlecher Approche entstanen ass, an datt mer alles dat, wat muss ronderëm diskutéiert ginn, e Programm erstellen, d'Personal iwwerhuelen, d'Affektatioun vum Personal an den öffentleche Schoulen, ëmmer no deene gängige Regele wäerten handhaben.

An ech si gäre bereet, Här President, dozou all Moment zrëckzekommen, virun allem an der Éducatiounskommissioun vun dësem Haus, fir lech Rapport ze maachen iwwert de Fortgang vun den Aarbechten.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Erzéiungsminister. Dann huet elo den Innenminister, den Här Dan Kersch, d'Wuert.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Merci, Här President, fir d'Geleeënheet, och nach eng Rei Prezisiounen ze ginn zu deem Accord, dee mer fonnt hunn am Kader vun de Kierchefabriken. Ech si vläicht, fir unzefänken, ganz eens mam Här Wiseler, dass dësen Accord selbstverständlech net all Froe gekläert huet. Mä ech hoffen awer, dass hien och ka mat mir d'accord sinn, dass en awer zumindest de Virdeel huet, dass en eng ganz Rei vu Froen opgeworf huet an dass en och eng ganz Rei vu Froen enger Léisung kéint zouféiere fir d'Zukunft.

Eng Rei Detailfroen, an dat huet den Här Wiseler hei kloergemaach, mussen an deenen nächste Méint, oder Wochen a Méint, iwwert de legislative Wee gekläert ginn, also hei an der Chamber gekläert ginn. Dat schéngt mer evident ze sinn. An et huet och nach bis elo keen de Géigendeel behaapt.

Ech ginn awer och dervun aus, dass den Här Wiseler eis net virwerft, dass elo verschidde Froen, déi am Kader vun de Relatiounen tëscht de Gemengen an der Kierch opkomm sinn an déi actuellement iwwert den Dekret vun 1809 geregelt ginn, elo am Joer 2015 nei wëlle reglementéieren. An dofir ginn ech och dervun aus, dass se am Fong mat där Approche, déi mer gewielt hunn, kënnen d'accord sinn, och wa se mat deem engen oder anere Punkt, wéi et herno sollt konkret ausgesinn, vläicht hir Schwierigkeeten hunn.

Den CSV-Fraktionspresident huet virdrun d'Fro opgeworf, ob déi nei Regelung, déi mer elo hei ustriewen, iwwerhaupt iwwert de gesetzleche Wee méiglech wär. Et ass ouni Zweifel eng berechtigt Fro, déi mer eis och am Kader vun de Verhandlungse selbstverständlech gestallt hunn. Eng endgültig Antwort op déi Fro hu mer net fonnt, mä mir hunn eis am Fong dräi Géigefroe gestallt: Wat ass dann d'Alternativ dozou? Solle mer nach eng kéier 200 Joer waarden, fir endlech dësen Dossier unzepaken? A mir sinn zum Schluss komm, dass dat net déi richteg Approche wär.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Dir hätt kënnen ee Mount waarden an d'Fro...

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- An déi zweet Fro... Här Wiseler, 1809-2015. An eng zweet Fro, déi ech direkt wëll uschlëssen: Wien aneschtens wéi de Législateur sollt déi Fro dann do iwwerhaupt kënnen léisen?

(Interruption)

An drëtzens: Wat ass dann iwwerhaupt dorun auszesetzen, dass mer am Accord mat der kathoulescher Kierch probéieren, eng Léisung ze sichen, déi jiddwerengem Satisfaktioun gëtt, ouni Kulturkampf, ouni Sträit, mä am Geescht vun enger partizipativer Approche?

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Très bien!

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Et ass awer och derwäert, dat Thema vun der Mengengenautonomie e bësse méi genau unzeschwätzen. An den Här Wiseler huet dat zu Recht gemaach. An och wann ech selwer ëmmer e bësse skeptesch sinn, wa just d'CSV d'Thema vun der Mengengenautonomie opwerft, huet d'Regierung sech - an dat kann ech hei soen - där Fro natierlech net entzunn.

An et muss een dann den État des lieux maachen. Wou sti mer dann haut actuellement an dëser Fro vun de Kierchefabrick bei der Mengengenautonomie? D'Gemengen hunn een, fir net ze soen, si hu kee Choix. Si mussen nämlech fir den Defizit vun de Kierchefabriken opkommen an domat hir öffentlech Mëttelen zur Verfügung stellen, fir déi Defiziter ze decken. Si ginn emol net gefrot. Si si gesetzlech obligéiert, dës Defiziter, wéi ech et gesot hunn, ze decken.

Mat där vun eis proposéierter Léisung kréie se elo endlech Bewegungsfreiheet. Éischten mussen se nëmme méi fir déi Kierchen opkommen, déi hinnen och wierklech gehéieren, an zweetens kënnen se an Zukunft selwer decidéieren, wat se mat dëse Gebaier maachen. An ech kann lech soen, dass et vill gutt Iddie gëtt, fir mat dësen Édificer ganz sënnvoll Projeten ze realiséieren, ouni d'Gefiller vun de Leit ze bleséieren. Well et steet jo och expressément an dësem Accord dran, dass déi Kierchen och an Zukunft eng Verwendung mussen kréien, déi hirem Charakter an der Dignité des lieux entsprécht.

D'Gemengenautonomie gëtt also net méi kleng, mä si gëtt méi grouss duerch dësen Accord. An dat ass och gutt esou.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Très bien!

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Ech war och e bëssesten erstaunt, dass just den Här Wiseler d'Fro opgeworf huet, ob de Législateur de Gemengen einfach kéint verschidde Gebaier zousprieche am Fall, wou et um lokale Plang net zu enger Eenegung géif kommen. Ech hu mech an deem Kontext erënnert un eng ganz Hällewull vu Gesetzter, déi emol komm sinn, fir de Gemengen iwwert de gesetzleche Wee d'Stroossen zouzeschoustore respektiv se ewechzehuelen, ouni dass d'Gemenge gefrot gi sinn, ouni déi geréngste Consultatioun vun de Gemengen. An hei maache mer en ähnleche Wee. Hei betrëfft et ebe just d'Kierchen. Awer et gëtt e wesentlechen Ennerscheid, nämlech mir probéieren d'Gemengen an dee Prozess mat anzebannen a se ëm hir Meinung ze froen.

Ech sinn och e bëssesten...

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Esou ass et zwar net grad, well et ware bei de Stroossen ëmmer Diskussiounen mat de Gemengen, wéi déi Échangë solle geschéien, a large Consultatiounen. An an deene leschte Joren, déi Zäit wéi ech Travaux-publics-Minister war, sinn an alle Gemengen Diskussiounen gewiescht a Gemengeréit, déi Motiounen ugeholl hunn, fir Échangen ze maachen oder net Échangen ze maachen. Ech wëll lech just soen, datt déi Beschreiwung do awer net esou einfach ass.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Ech stellen also fest, dass Der sot, dass et e Präzedenzfall gëtt fir déi Virgehensweis, déi mer elo wëllen hei bei de Kierche maachen. An ech soen lech Merci fir déi dote Prezisioun, och wann ech selwer bei esou Consultatiounen, wéi Dir et genannt hutt, emol schonn derbäi war. An do war et einfach d'Politik: „Vogel friss oder stirb. Et ass esou, wéi mer et soen, oder mir maachen et esou wéi mer denken.“ An ech mengen, dass eng Rei Buergermeeschteren hei am Sall setzen, deenen et net vill aneschtens gaangen ass wéi mir deemools.

Mä, Här Wiseler, ech wëll lech berouegen. Déi Échoen, déi ech aus de Gemenge kréien...

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Ech sinn zwar net nervös.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Ech si frou, wann Dir net nervös sidd, ech si jo och net nervös.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Kommt, mir adresséieren eis elo dann erëm direkt un d'Chamber!

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Ech soen der Chamber dann, dass ech frou sinn, dass den Här Wiseler net nervös ass.

(Hilarité)

Här Wiseler, ech sinn iwwerzeegt, an dat sinn déi Échoen, déi ech aus de Gemenge kréien,



dass an deenen allermeeschte Gemenge wäerte verstänneg Leit do um Dësch sëtzen, déi probéiere Léisungen ze sichen, déi, wéi ech et virdrun ausgedréckt hunn, jiddwerengem Satisfaktioun ginn, an déi virun allem am Respekt vun de Gefiller vun de Leit Léisunge wäerte sichen, déi net wäerten d'Leit verletzen. An et ass och dat, wat mer zesummen ustriewen. Et ass dat, wat de Geescht war vun deene Verhandlungen, déi mer hei gefouert hunn. An ech sinn iwwerzeegt, dass dat, wat mer um nationalen Niveau fäerdegbruecht hunn, och um lokale Plang ka widderholl ginn.

Dann, Här Wiseler, probéiert Der - an ech veriwelen lech dat net -, de Syvicol an och de SYFEL als Zeie fir Är Argumentatioun opzebauen.

(Interruption)

De Syvicol, Dir sot, Dir hätt dat gelies, wat déi gesot hunn. Ech hu bis elo keng offiziell Stellungnahm vum Syvicol gelies, an ech mengen och net, dass et esou eng gëtt zu dësem Thema, mä ech hunn de President vum Syvicol héieren, eng Meenung ausdrécken - hien hat d'Chance, als President dat och op der Televisioun ze maachen -, ech hunn awer och scho mindestens dräi Vizepresidenten vum Syvicol fonnt, déi gesot hunn, dass se déi heiten Approche méi wéi deelen an dass se bereet sinn, mat der Regierung op dese Wee ze goen.

(Interruptions et hilarité)

Ech hoffen, dass de Syvicol dat mécht, wéi en dat och an der Vergaangenheet gemaach huet, dass e seng Membergemenge wäert konsultéieren, ier en offiziell Positioun bezitt. An ech ka mer schlecht virstellen, dass dat an deene leschte 24 Stonne geschitt ass, Här Wiseler.

Beim SYFEL, do gëtt et e bësse méi komplizéiert, an ech bieden lech awer, dat e bësse méi ze bedenken. De SYFEL ass jo dann dee sougenannten „Daachverband“ vun de Kierchefabriken. D'Kierchefabriken, dat wësse mer, hunn eng gesetzlech Basis. Si sinn iwwert den Dekret vun 1809 kreéiert ginn.

(Brouhaha)

An, an dat ass net onwesentlech, an deene Kierchefabrick sinn d'Gemenge vertrauden. An et ass och keen Zoufall, dass d'Gemengen an deene Kierchefabrick vertraude sinn, well se, wéi ech et virdru gesot hunn, jo och mussen den Defizit vun deene Kierchefabriken decken. An, an dat wësst Der och, d'Gemenge mussen all déi grouss Transaktiounen, déi d'Kierchefabrick maachen, an hirem Gemeengerot och approuvéieren. An och dat mécht säi Sënn opgrond vun deenen anere Bestëmmungen, déi an deem Dekret stinn.

An da kënnt do een hin, ouni demokratesch, ouni juristesche Legitimation, a fillt sech beruff, am Numm vun alle Kierchefabriken ze schwätzen. Esou eng Roll ass awer an deem Dekret iwwerhaupt net virgesinn. An ech géif souguer soen: Si ass souguer contraire zu där ganzer lokaler Organisationsstruktur vun de Kierchefabriken.

Dofir kann ech lech nëmme warnen, weiderhin op déi doten Organisatioun ze lauschten, déi a mengen Aen iwwerhaupt keng Legitimation huet, fir an dësem Dossier matzeschwätzen. Wou se a mengen Aen e Recht huet, gehéiert ze ginn, ass am Kader vun deenen Diskussiounen, déi innerhalb vun der Kierch gefouert ginn.

An déi Ausenanersetzungen, déi Sträitdiskussiounen, déi mer zum Deel jo och de Moien um Radio héieren hunn, déi de SYFEL do opgeworf huet, déi adresséiere sech a kengster Weis, esou hunn ech et jiddefalls net opgeholl, un d'Regierung, mä si adresséiere sech un de Bistum. An esou wéi ech et gesot hunn, mengen ech och, dass mir gutt berode sinn, eis doraus erauszehalen. An ech géif si dofir och net gären hei an d'Diskussioun mat integréieren.

Erlaabt mer, nach ee Wuert och zu de Gemengen ze soen. Kee vun de Signataire vun dësem Accord, weder d'Regierung nach d'kathoulesche Kierch, kann a wëllt d'Gemengen zwingen, ze verhandelen, wéi Der dat hei ugedeit hutt. Wa Gemengen e Refus vu Verhandlungen maachen, dann ass et kloer, dann ass den Désaccord etabliert an da mussen d'Regierung an de Législateur hir Verantwortung iwwerhuelen. Och dat steet formal an deem Accord dran. An dat ass och gutt esou. An ech mengen, dass domadder och déi Argumentatioun vun lech, Här Wiseler, widderluecht wär.

Ausdrécklech oder ofschléissend wëll ech wierklech alle Mataarbechter, awer och de Verhandlungspartner Merci soe fir haart, dat wëll

ech hei ganz kloer soen, fir haart, awer fair Verhandlungen. Villes ass geschriwwen, ëmgeschriwwen, dann erëm gestrach an nei geschriwwen ginn an nei verhandelt ginn. Schlussendlech ass awer en Accord erauskomm, deen dëst Land weiderbréngt. An dorëms ass et gaangen.

Merci.

► Plusieurs voix.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. De Statsminister freet d'Wuert nach eng Kéier.

(Interruption)

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Ech wollt just dem Här Gibéryen soen, dass ech hie bestëmmt net perséinlech treffe wollt. A wann dat säi Feeling ass, ass dat wierklech net meng Intention.

Ech wollt just soen, dass ech probéieren, dat Gefill an dat, wat am Ausland, an eise No-peschland geschitt, wou een deen anere probéiert ausereneenzedrécken, hei ze vermeiden! A wa Leit aus Ärer Fraktioun Messagë vu PEGIDA deelen, wou haut de President als Hitler mat enger Hitler-Coupe a mam Schnauz an der Zeitung publizéiert ginn ass, da fannen ech dat net gutt, an et mécht mer Suergen.

An duerfir erlaabt mer just, Här President, dass ech dem Här Gibéryen soen, dass ech... Oder „Je suis PEGIDA.“ vun anere Memberen; ech wollt lech bestëmmt net treffen, mä ech probéieren zu Lëtzebuerg, dass mer zesummenhalen. An ech mengen, dass dat eis all muss geléngen!

► Plusieurs voix.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo, ech hunn hei zwou Wuertmeldunge vum Här Gibéryen a vum Här Kartheiser fir...

Den Här Kartheiser.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Jo, ech wollt dem Här Statsminister och äntwerten.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ah, okay. Parole après ministre.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President. Ech sinn op där enger Säit frou, datt den Här Statsminister hei vis-à-vis vu menger Persoun déi Wieder zrëckgezunn huet, déi e virdrun hei geäussert huet. Hien huet awer virdru vun „Extremisten“ geschwat an en huet domadder eis hei gemengt als Grupp an als Partei.

An ech verwiere mech dergéint, datt dat elo op mech hei reduzéiert gëtt. Hei si Leit, eis Partei ass hei ugegraff ginn, an eis dräi Deputéierte sinn hei ugegraff ginn. A fir elo heihinnerzkommen an en Amalgam ze maache mat PEGIDA, wou mir jo näischt dermat ze dinn hunn, a wann haut eng Karikatur iergendwou annonciéiert ginn ass mam PEGIDA-Chef als Hitler, ech hunn déi iwwregens och um Internet haut gesinn: Wat huet dat mat där Debatt hei a wat huet dat mat eis ze dinn?

Ech fannen, dat do ass schonn erëm eng Ënnerstellung. An engersäits gëtt sech entschëllegt an zrëckgezunn an anerersäits gëtt schonn erëm eng noheheit, andeem datt mir elo hei mat enger Karikatur, déi haut Gott weess wien an der Welt publizéiert huet, wou de PEGIDA-Chef do als Hitler ass, elo gëtt do deen Amalgam erëm mat eis gemaach. Ech fannen, dat ass einfach schrecklech, wéi einfach hei Leit hingginn an do Amalgamer maache vun deem enge mat deem aneren.

Wann Der komm wäert an Dir hätt elo lech vis-à-vis vu mir korrekt gemaach a gesot: „An dat zielt och vis-à-vis vun Ärer Partei.“, an Dir hätt dann e Punkt gemaach, da wier d'Saach an der Rei gewiescht. Mä fir dann erëm direkt en Amalgam mat eppes ze maachen, wou mir jo net... Gott weess, wat elo vläicht erëm een um Internet an d'Welt setzt.

Wat huet dat domadder ze dinn, de PEGIDA-Chef, datt do haut eng Karikatur ass, wou deen als Hitler drop gemoolt ass, wat huet dat hei mat där Debatt ze dinn?

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Et ass eng Foto!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Maja, et ass eng Foto, mä wat huet dat mat eis ze dinn? A wat huet dat mat dëser Debatt ze dinn? Firwat bréngt Der dat, wann Der...

(Interruption par M. Xavier Bettel)

Ma, dat huet kee vun eise Spriecher gepost. Dat huet kee vun eis gepost. Ma et sinn der vill... Här Statsminister...

(Interruption par M. Xavier Bettel)

Här President, den Här Statsminister ass jo... Den Här Statsminister ass jo vill op Facebook, da misst e jo och wëssen, wéi dat fonctionnéiert. Mir hunn dat dote scho gëschter gesinn. A mir hunn dat gëschter direkt kontrol-

léiert alles. Vun eise Leit huet keen et gepost. Vun eise Leit huet dat kee gepost, well mir observéieren déi Saachen do och.

An dofir fannen ech et schlëmm, datt op där enger Säit sech hei entschëllegt gëtt a gläichzäiteg gëtt erëm eppes aneschtens, en Amalgam an d'Welt gesat. Mir distanzéieren eis formell als Partei dovunner, a mir hunn och domadder näischt ze dinn. An dofir hunn ech gesot, ech wier frou, wann den Här Statsminister déi Ënnerstellungen net nëmme vis-à-vis vu mir - well en huet vun „Extremisten“ geschwat -, mä vis-à-vis vun eiser Partei an eise Leit géif zrëckzéien.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Fait personnel.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo, selbstverständlech. Ech géif och bieden, dovun auszegoen, dass mer hei 60 Deputéierten hunn an déi alleguer gewielten Deputéierte sinn, déi also alleguer déiselwecht Legitimitéit hunn. Ech ginn dann dem Här Kartheiser d'Wuert fir Fait personnel.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Statsminister huet hei eppes gemaach, wou ech mech elo net wëll an emotionell Elanen hei erasteigern, ech wëll awer vläicht e puer Wuert soen.

Wann ee Statsminister ass vun engem Land, wéi Dir et sidd, dann huet een eng ganz héich Verantwortung an et ass een och Vertrieeder vun enger gewësser politescher Kultur.

Déi Verantwortung, déi Dir hutt, an dat ass déi alleréisch, dat ass emol, ze wëssen, den Ënnerscheed ze maachen tëschent Meenungen am demokratesche Meenungsspektrum an extremistesche Meenungen. Dat ass keng Saach, déi ee kann op déi lichte Schëller huelen, do hânt ganz vill drun. An ech mengen, e Minister vun enger Regierung, dee jo awer konfrontéiert ass, och geheimdéngschtlech Informatiounen kritt, d'Aktualitéit an der Welt kuckt, misst jo awer capabel sinn, politesch, intellektuell a moralesch den Ënnerscheed ze maachen tëschent enger Debatt an engem Parlament, wou och kontradiktorech Meenungen openeestoussen, a Saachen, déi wäit ausserhalb vun engem demokratesche Meenungsspektrum sinn an déi kéinte mat Extremismus an och mat anere Saachen associéiert ginn, déi domadder zesummenhängen, wéi eng gewëss Gewaltbereetschaft oder aner Saachen.

Mir hunn hei am Land, glécklecherweis, déi Situatioun, datt mer am Prinzip esou en Extremismus net hunn! Fir dann hinzegoen an an engem Parlament, wou et dat scho guer net gëtt, esou Meenungen ze äusseren, fir e politesch Géigner ze diskreditéieren, dat stellt Är Kreditibilitéit als Statsminister a Fro, well et weist, datt Der dat wichtegst Ënnerscheedungsverméigen net hutt, oder op jidde Fall et net weist!

Wat Är Argumentatioun do ugeet, den Här Gibéryen huet gesot, dat hätt jo mat eis näischt ze dinn, wat fir eng Debatten do am Ausland gefouert ginn. Ech wëll awer och dozou ee Wuert soen. Wat mir zentral schéngt a wat och an Däitschland ze bedauern ass: Mir sinn an enger Zäit ukomm, wou mer verléiert hunn, leider, oder vill Leit verléiert hunn - d'ADR sécher net! -, datt et an engem demokratesche Stat muss eng Fräiheet ginn, déi net nëmmen an der Constitutioun steet.

Eng Meenungsfräiheet an och eng Demonstrationsfräiheet, déi mussen kënne gelieft ginn, ouni datt déi Leit dofir schlechtgemaach ginn, datt se demokratesch Grondrechter notzen. A wann do Leit op d'Strooss gi fir Uleiessen, déi hinne wichteg sinn, da soen ech: Si hunn dat Recht, dat ze maachen. Egal wien dat ass. Soulaang se keng Gewalt benotzen, egal wien et ass, hunn d'Leit d'Recht, hir Meenung ze soen an enger demokratescher Gesellschaft. Dofir sti mir, net nëmmen ech perséinlech, mä mir och als Partei an.

Et gëtt jo dee Saz, deen dem Voltaire prêteiert gëtt, deen awer net vun him ass: „Ech sinn net d'accord mat lech, mä ech si bereet ze stierwen, fir datt Dir Är Meenung kënnt soen!“ Dat ass eng demokratesch Kultur, déi mer erëm solle léieren.

Datt Dir als Statsminister elo heihikommt an Demonstratiounen an Däitschland do huet, fir hei Argumentationsketten opzerichten, déi mat eiser Realitéit am Land näischt ze dinn hunn, ass en Zeeche vu Schwächt. Dir hätt wierklech besser gehat, dat do net ze maachen.

(Interruption par M. Xavier Bettel)

Elo hunn ech d'Wuert, Här Statsminister! Ech hunn d'Wuert an ech hunn...Ech soen lech nach...

(Brouhaha général)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Wann ech gelift!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Ech soen lech nach ee Saz, Här Statsminister, an huet et als gutt gemengte Rot.

(Brouhaha)

Dir sidd net nëmme Statsminister vun enger Regierung an engem demokratesche Land, wat lech déi Verantwortung gëtt, déi ech probéiert hunn, ze beschreiben, Dir sidd och nach Member an enger Partei, an där ech och laang Member war, déi heescht „Demokratesch Partei“, déi sech an hirer Parteikultur laang Zäit, haut anscheinend net méi, dat weess ech net, zu deene Grondwäerter bekannt huet vun engem liberale Statswiesen. Méi - well dat wor eigentlech dat, wat si sech op d'Fändele geschriwwen hat -, Dir misst den lerve sinn.

(Brouhaha général)

Dir misst den lerve si vun der demokratescher Kultur vun Ärer eegener Partei. An ech wäert probéieren, op jidde Fall - ech hu jo gesot: ech wëll mech net opreegen - an där Argumentatioun, déi mir hunn, deen Niveau ze halen, deen enger demokratescher Kultur entsprécht!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Très bien!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Ech soen lech Merci.

► **M. Roy Reding (ADR).**- Très bien!

(Interruption par M. Xavier Bettel et brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Sou, Merci. Da kéiert elo erëm Serenitéit an d'Parlament.

(Brouhaha)

Ech géif feststellen, dass d'Debatt eriwwer ass. Mir si saisiéiert mat enger Resolutioun an enger Motioun.

Résolution 1

Ech géif fir d'Éischt d'Resolutioun zur Diskussioun respektiv zur Ofstëmmung bréngen. Ech ginn dovun aus, dass zu der Resolutioun alles gesot ass. Ausser... Den Här Reding huet d'Wuert.

► **M. Roy Reding (ADR).**- Jo, Här President, ech wollt kuerz zur Resolutioun Stellung huelen. Si begräift dräi Punkten. Mat de Punkten 1 an 3 kënne mir absolutt d'accord sinn. Ech mengen, eis Partei ass fir d'Trennung vu Kierch a Stat. Dat steet och an eise Wahlprogramm. Dofir si mer ganz d'accord, datt den Artikel 106 vun der Constitutioun gestrach gëtt. Do hu mer jo och eng Proposition gemaach, wéi en alternativt Finanzement vu Communautés religieuses ee kéint virgesinn duerch en Otto per mille, wou den eenzelen Bierger géif décidéieren, wouzou seng Kontributioun benotzt gëtt.

Par contre kënne mer net d'accord si mam zweete Paragraf, wou d'Insertioun vun engem neien Artikel proposéiert gëtt. Deen neien Artikel, deen do soll kommen, schreift sech an an e Kapitel 8: «De certaines dispositions relatives à l'administration de l'État». An do soll dann eng nei Sektion kommen: «les relations entre l'État et les communautés religieuses». Dat schéngt jo dann, wéi wa bei de Communautés religieuses géif en Amalgam gemaach gi mat Administration de l'État, wat fir eis jo schonn de Contraire ass vun enger Trennung vu Kierch a Stat.

Dann ass deen Text, deen haut de Moien..., wou en Accord fonnt ginn ass vu 55 Deputéierten, dee seet: «En matière religieuse et idéologique l'État respecte, en vertu du principe de séparation, les principes de neutralité et d'impartialité.» Dat schéngt mer e Saz ze sinn, dee parfaitement superflu ass, vu datt mer jo den Artikel 2 hunn an eiser Constitutioun, dee seet, datt de Stat onofhängeg ass an neutral, wéi dat jo och soll sinn! Mir mussen jo elo net virun all einzelnen Artikel vun der Constitutioun soen: De Stat ass impartial. Selbstverständlech muss de Stat impartial sinn an neutre à l'égard de tout le monde, ob e croyant ass oder ob en net croyant ass.

Da seet deen Text virun: «La loi règle les relations entre l'État et les communautés religieuses ainsi que leur reconnaissance.» Ass dat eng Trennung vu Kierch a Stat, wa mer soen, eng Communauté religieuse oder eng Église misst unerkannt ginn? Ma, ech däreft dach eng Communauté religieuse hunn, ouni mussen vum Stat unerkannt ze ginn.

Da seet deen Text virun: «Dans les limites et formes fixées par la loi, des conventions à approuver par la Chambre des Députés peuvent préciser les relations entre l'État et les communautés religieuses reconnues.» Mir brauche keng Constitutioun, déi eis als Chamber autoriséiert, Gesetzer ze huelen. Mir därefen an alle Matière Gesetzer huelen, soulaang wéi d'Constitutioun eis et net verbitt.



A wat heescht „les relations“? Heescht dat „le financement“ oder net? Ech mengen net, dass an enger Constitution sollt esou e flouen Text stoen. An dann nees eng Kéier „les communautés religieuses «reconnues»“. Alt nees eng Kéier moosst de Stat sech un, gewëss Communautéiten unzërkennen an anerer net.

Dat ass an eisen Ae keng Trennung vu Kierch a Stat. Dat doten ass genau de Contraire dervun. Et ass rengen Etiketteschwindel. An dofir wäerte mir déi Resolution als ADR net matstëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Den Här Urbany huet d'Wuert.

► **M. Serge Urbany** (*déi Lénk*).- Ech hat elo scho virdrun erklärt, firwat mer se net stëmme wäerten. Et fält mer elo op, et steet souguer dran, hei géif de Prinzip vun der Séparation de l'État et des communautés religieuses agefouert gi mat deem Text, deen de Moien ugeholl ginn ass. Ech stellen awer fest, dass dat an deem Text net drasteet. Dat stoung an deem ursprénglechen Text dran. Do stoung kloer dran: «Les églises et communautés religieuses sont séparées de l'État.»

Elo steet eng ganz vag Formulatioun dran, déi schwätzt vun engem Principe de séparation, deen emol net extra erklärt gëtt. Et weess een emol net d'Séparatioun vu wem mat wem.

An da kënn nach derbäi, ech hunn et och scho gesot, dass dat en eegent Kapitel soll ginn an der Verfassung. A mir fannen, dat ass Contraire zu deem grouse Prinzip vun der Separatioun, deen eigentlech misst a grouse Letteren an deem neie Constitutionstext drastoen, grad wéi de Prinzip vun engem État laïc misst drastoen.

Dofir, och wa mir mat enger anerer Formulierung d'accord gewiescht wieren, dass dat hei drastoe kënn, kënnen mer deen Text hei net stëmme. Mir si selbstverständlech derfir, dass deen Artikel iwwert d'Gehälter erausgeholl gëtt. Do gëtt et jo Unanimitéit anscheinend hei an der Chamber.

Mir sinn och net d'accord, dass déi véiert Fro net gestallt gëtt. Well souguer, wa mer eis alleguerten hei iwwert d'Formulatioun eeneg wieren, si mir der Meenung, dass d'Vollek awer soll gefrot ginn. Déi Fro ass ugekënnegt. Et ass ugekënnegt, dass de Laizitéitsprinzip an den Trennungsprinzip am Stat e wichtege Prinzip ass an dass doriwwer d'Vollek gefrot gëtt. Et geet elo net, fir am leschte Moment, opgrond vun engem Accord politique, deen onzefriddestellend ass - och nach derbäi! -, déi Fro zrëckzezéien. Aus där Ursach stëmme mer géint déi Resolution hei.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Soss keng Wuertmeldunge méi? Da géife mer zur Ofstëmmung iwwergoen iwwert d'Resolution.

Vote sur la résolution 1

D'Ofstëmmung fänkt un. Déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer. D'Resolution ass mat 55 Jo-Stëmmen bei 5 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Laurent Mosar), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel (par M. Serge Urbany) et Serge Urbany.

Motion 1

Da géife mer iwwergoen zu der Motioun. Dozou Wuertmeldungen? Den Här Reding huet d'Wuert. Ech wëll lech allerdéngs just soen, dass nach ganz wéineg Zäit iwwreg bleift.

► **M. Roy Reding** (*ADR*).- Ech hale mech dann extrem kuerz.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Voilà!

► **M. Roy Reding** (*ADR*).- Här President, léif Kolleegen, wat d'Motioun ugeet, bei allem Verständnis fir d'Euphorie iwwer e présupposierten historeschen Accord, deen an eisen Ae keen ass, sinn ech awer als Verfassungsrechtler der Meenung, dass eng Chamber net kann dozou opruffen, en Text ze maachen, deen antikstitutionell ass.

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*).- Très bien!

► **M. Roy Reding** (*ADR*).- Am Moment ass dat, wat hei virläit, net konform zu eiser Constitution. Dat kann änneren, wa mer eng nei Constitution kréien. Dat présupposéiert awer e Vote hei an der Chamber, dee vu 40 Deputéierte gedroe gëtt, an dat présupposéiert, dass an deenen dräi Méint duerno d'Vollek mat méi wéi 50% och d' Ratifikatioun virhëlt. Mir kënnen also zum jëtzege Zäitpunkt net de Gouvernement invitéieren, en Accord ze formaliséieren, deen antikstitutionell ass. Dat verbitt eisen Eed, Här President.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Den Här Urbany. Datselwecht gëllt wéi fir den Här Reding. D'Zäit ass...

► **M. Serge Urbany** (*déi Lénk*).- Ech hale mech ganz kuerz, Här President. Mir fannen, dass deen Accord hei - deen ech virdrun och am Detail kritiséiert hunn, deen och gewësse positiv Saachen awer enthält, dat wëll ech hei ganz daitlech betounen - géif u Kredibilitéit gewannen, wann en nach eng Zäit kéint och an der Gesellschaft diskutéiert ginn. An duerfir hu mir virgeschloen, e Moratoire anzeféieren, dat heescht sech eng Zäit ze setze bis zu deem den Accord soll ënnerschiwwen ginn, fir dass en enger breeder Diskussioun kann ënnerzu ginn. Dat ass offensichtlech net de Wëlle vun der Regierung. Duerfir kënnen mer och déi Motioun hei net stëmme, a mir wäerten dergéint stëmme.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Weider Wuertmeldungen zur Motioun?

Dat ass net de Fall. Da géife mer zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmmung fänkt un. D'perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

D'Motioun ass mat 32 Jo-Stëmmen bei 28 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Laurent Mosar), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel (par M. Serge Urbany) et Serge Urbany.

Domat hätte mer dësen Deel vum Ordre du jour ofgeschloss. Ech soen lech Merci a géif dann zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. An do geet et ëm de Projet de loi 6533, deen d'Organisatioun vum Pétrolsmaart betrëfft. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Här Frank Arndt.

4. 6533 - Projet de loi relatif à l'organisation du marché de produits pétroliers

Rapport de la Commission de l'Économie

► **M. Frank Arndt** (*LSAP*), *rapporteur*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi, deen d'Organisatioun vum Marché vun de Pétrolsprodukter regelt, gouf den 28. Januar 2013 vum Minister fir Économie an Aussenhandel déposéiert. An de Méint duerno gouf de Projet vun de Beruffschamberen an och eng éischte Kéier vum Statsrot aviséiert. D'Ékonomieskommissioun

huet sech eng éischte Kéier de 6. Februar 2014 mat deem Projet auserneegesat a mech als Rapporteur bestëmmt.

Datt et awer elo nach bal e weidert Joer gebraucht huet, bis de Projet konnt an d'Plénière kommen, läit dorun, dass et opgrond vun den Aarbechten an der Commissioun noutwendeg war, zweemol Amendementer ze maachen, déi jee weils an engem Avis complémentaire vum Statsrot aviséiert goufen. D'Commissioun huet sech net manner wéi 15-mol gesinn, fir dese Projet de loi auszeschaffen, an dat, well et net nëmmen eng einfach Ëmsetzung vun enger Direktiv war, wéi Der elo wäert gesinn.

Mëttlerweil ass et wierklech dréngend ginn, dass mer dese Projet de loi hei an der Chamber stëmme. Et geet hei nämlech ënner anerem ëm d'Ëmsetzung an d'nationaalt Recht vun enger europäescher Direktiv iwwert d'Verpflichtung vun de Memberstaten, fir Mindestreserven u Pétrolsprodukter prett ze halen.

Als Erënnerung: Dës Direktiv hätt misse bis Enn 2012 ëmgesat gi sinn. Scho wéi de Projet de loi virun zwee Joer déposéiert ginn ass, ware mir deemno a Verspéidung. De 25. September 2014 krute mer vun der EU-Kommissioun en Avis motivé, well mer d'Direktiv nach ëmmer net ëmgesat haten, soudatt et elo héich Zäit gëtt, fir eis endlech a Konformitéit mat dem europäesche Recht ze setzen.

D'Zil vun der Direktiv ass et, ee Mechanismus ze verbessern, deen am Fall vun enger Verknappung vun de Pétrolsliwwerunge muss gräifen. D'Regelen, déi dofir opgestallt goufen, setzen op d'Solidaritéit tëscht de Memberstaten. Si suergen derfir, dass d'Mechanismen, déi am Noutfall a Kraaft trieden, zouverlässeg an transparent kënnen fonctionnéieren.

Zu deene wichtegste Bestëmmunge gehéiert, dass all Memberstat Pétrolsreserve muss prett halen, déi an der Quantitéit mindestens 90 Deeg dem duerschneittlechen deeglechen Nettoimport entsprechen. An den Annexe vun der Direktiv ass genau geregelt, wéi dës Quantitéit berechent ginn. An der Direktiv gëtt och festgehalen, wéi déi Stocke geféiert ginn, wéi den Accès geregelt gëtt, wéi iwwert d'Reserve muss Buch gefouert ginn an esou weider.

Laut der Direktiv kënnen d'Memberstaten een net kommerziellen Organismus grënnen, dee sech ëm den Akaf a Verfall vum Pétrol an zum Deel ëm aner Gestionsaufgabe këmmert.

D'EU-Kommissioun sammelt detailléiert Informatiounen iwwert déi bestehend Reserven an der Europäescher Unioin a si kann iwwerpréiwen, wéi gutt déi eenzel Memberstaten op eng Krisensituatioun virbereet sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Pétrolschock vun 1973 huet verdäitlecht, wéi wichteg dass eng Reserv vu Pétrolsprodukter ka sinn. Deemools ass während dem Jom-Kippur-Krich vun der OPEC en Embargo operluecht ginn op d'Liwwerung vu Pétrolsprodukter u Länner, déi Israel ënnerstëtzt hunn, wat derzou gefouert huet, dass de Präis vun Barrel dramatesch an d'Luucht gaangen ass.

Zu Lëtzebuerg hu mir, fir de Secteur vun de Pétrolsprodukter ze regelen, am Moment just e groussherzoglecht Reglement vum 31. Oktober 1973, dat am Laf vun der Zäit adaptéiert gouf, mä awer net méi ganz aktuell ass.

De Projet de loi, deen lech hei virläit, schafft d'Reglement of, iwwerhëlt awer eenzel Bestëmmungen doraus an iwwerhëlt och an enger adaptéierter Form d'Deklaratiounsprozedur vun den Importateuren vu Pétrolsprodukter aus dem Reglement vun 1973. De reglementaresche Kader, deen d'Importateuren mussen respektéieren, fir dass eng permanent Sécherheetsreserv garantéiert ass - dat heescht eng Reserv, déi 93 Deeg vum duerschneittlechen deeglechen Nettoimport entsprécht -, gëtt esou méi transparent a komplett.

Eng ganz wichteg Neierung ass d'Schafe vun enger nationaler Agence de stockage. Domadder notzt Lëtzebuerg d'Optioun, déi an der Direktiv virgesinn ass, fir eng Rei vun Aufgaben an deem Beräich un eng spezialiséiert Agence ze iwwerdroen. Op den Detail dovunner kommen ech nach eemol zrëck.

D'Ékonomieskommissioun huet sech ausféierlech mat den Avice vun de Beruffschamberen a vum Statsrot auserneegesat an déi néideg Erklärungen vun de Mataarbechter vum Ékonomiesministère kritt. Do e grouse Merci un d'Mataarbechter aus dem Ékonomiesministère fir déi gutt Virbereedungen, déi mir all Kéiers haten.

Ee Punkt, dee besonnesch diskutéiert gouf, war d'Demande vun dem Lëtzebuenger Grouperement Pétrolier, fir de Krees kënnen auszedehnen, dee fir de regionalen Niveau vum Stockage gëllt. D'Commissioun huet Versteesdemech gehat, dass de Pétrolssektor gäre gehat hätt, dass Rotterdam mat an de Krees abezu gi wier, well dat fir si ekonomesch am gënsch-

tegste gewiescht wier. Allerdéngs iwwerweit fir d'Commissioun den Aspekt vun der Versuerungssécherheet.

Souwuel vun der Distanz wéi vun den Transportméiglechkeeten hier bitt Rotterdam net déi optimal Bedingungen, fir an enger Krisensituatioun eng schnell a verlässlech Versuergung kënnen ze garantéieren. Et ass awer méiglech, dass 33 Deeg vun deene virgeschriwwenen 93 Deeg zu Rotterdam kënnen stockéiert ginn. Och ass et méiglech iwwer e Règlement grand-ducal eng gewësse Flexibilitéit fir déi strategesch Reserve festzeleeën. Des Weidere schléit d'Commissioun vir, eng Phase transitoire anzeféieren. Antwerpen huet eng Uelechpipeline op de Site de stockage vu Feluy an der Wallonie. Ee vun den Haaptstocken, vu wou Lëtzebuerg beliwwert gëtt. An der Praxis ännert sech op deem Punkt also wéineg.

Ofgesi vun dem kommerzielle Stockage ass all Land, dat Member ass vun der Agence internationale de l'énergie, eben och verpflichtet, strategesch Reserve fir 90 Deeg unzeleeën, déi nëmmen am Fall vun enger Kris kënnen genotzt ginn. Lëtzebuerg deet sech schwéier, dee Minimum ze erreechen. An der Vergaangenheet krute mer scho Verwarnungen, well mer dës Verpflichtung net agehalen hunn. Verschidde Jore konnte mer dës Zil just erreechen, well mer en Deel vun eise Sécherheetsreserven am Ausland stockéiert hunn.

Fir e klengt Land läit esou eng Léisung natierlech op der Hand, am Ausland ze stockéieren. Et bedeit awer och, dass mir mussen un d'Diversitéit oder d'Flexibilitéit vun den Transportméiglechkeeten denken. Well mir riskéieren dann, wann zum Beispill op der Eisebunn gestreikt gëtt, wann d'Autobunnen duerch Ais oder Schnéi zou sinn, wann d'Musel wéinst Dréchent kee Waasser huet oder ze vill Waasser bei Héichwaasser, dass mer da Geforafen, hei zu Lëtzebuerg net méi deen néidege Volume vu Pétrolsprodukter zur Verfügung ze hunn, fir dass eis Wirtschaft kann dréinen.

Wa mer elo kucken, wat hei am Land soll stockéiert sinn, si schonn elo no den aktuelle Bestëmmungen vun eise Règlement grand-ducal eis Stockagecapacitéiten un Lëtzebuenger Territoire vill ze kleng. Derbäi kënn, dass d'Capacitéite sech an de kommende Joren nach daitlech kënnen reduzéieren, well verschidden Autorisatiounen auslafen. Et besteet also Handlungsbedarf.

Dofir ass d'Commissioun och der Meenung, dass mir wéinstens tëscht aacht an zéng Deeg hei am Land mussen lagere an dass eng Reserv fir 35 Deeg regional grenziwwerschreidend muss gelagert ginn.

Eng wichteg Roll an deem Kontext wäert déi nei Agence nationale de stockage spillen. Si huet als Éischt emol d'Aufgab, déi néideg Stockagecapacitéiten ze bauen an ze exploitéieren respektiv ze lounen oder ze kafen. Weider Missioun sinn anschlëssend de Kaf a Verfall vu Pétrolsprodukter, d'Uleeën an d'Gestioun vu kommerziellen a strategesche Reserven. Ënner bestëmmte Bedingunge kann d'Agence och Participatiounen an Institutiounen oder Entreprises huelen. Op Demande vum Minister verfolge d'Agence d'Évolutioun vum Pétrolssektor hei zu Lëtzebuerg.

Länger Diskussiounen goufen et doriwwer, wat déi am beschte géeeget juristesche Form wier fir esou eng Agence nationale de stockage. Dobäi goufen d'Missiounen vun der zukünftiger Agence genau gekuckt an nei bestëmmt. Dës Missiounen kënnen nëmmen dann erfollegräich ausgefouert ginn, wann deen néidegen Handlungsspillraum do ass. Esou war et zum Beispill net méiglech, doraus e Service de l'État a gestion séparée ze maachen, well d'Agence domat keng eege Personnalité juridique gehat hätt an och de finanzielle Kader net hätt kënnen fonctionnéieren.

Och wa mir all wëssen, dass et net ganz zefriddestellend ass, dass mer am Laf vun der Zäit ëmmer erëm nei Établissement-publicke geschafen hunn, déi leider net all nom selwechte Modell fonctionnéieren an net allgemenge Regeln ënnerleien, esou ass et dach um Enn d'Form vum Établissement public, déi hei am beschte fir déi nei Agence nationale de stockage gepasst huet an och zrëckbehalte gouf.

Zum Schluss nach e puer Erklärungen zum finanziellen Impact vun deem Projet de loi. Dee wichtegsten Deel vun den Ausgaben entsteeet dee Moment, wou d'Agence nationale de stockage geschafe gëtt an déi éischt Stocke vu Pétrolsprodukter kaaft ginn. Duerno kann d'Agence de Pétrolsimportateuren d'Fraisen, déi mat der Gestiou an dem Erhale vun de Sécherheetsreserve verbonne sinn, verrechnen.



Iwwer eng jährléch Dotatioun vum Stat muss de Bau respektiv d'Locatioun oder de Kaf vun der Infrastruktur finanzéiert ginn. Datselwecht gëllt, wann d'Agence Participatiounen an enger Entreprise fir de Stat hält.

Wann d'Agence bis gegrënnt ass, stellt si en Direkter an, dee vun engem Employé ënnerstëtzt gëtt. Fir dat éischt Joer stellt de Stat 200.000 Euro zur Verfügung. Dës Zomm entsprécht de gesamte Frais de fonctionnement vun der Agence fir dat éischt halleft Joer respektiv de Frais d'exploitation fir déi zweet Halbschent vum éischte Joer, déi net a Verbindung sti mam Stockage.

D'Fraise fir de Stockage kënnen integral dem Importateur vun de Pétrolsprodukter verrechent ginn. An deene Joren duerno ginn 100% vun de Frais de stockage - also d'Personalkäschten, Experts- a Conseilskäschten, déi mam Stockage zesummenhängen - un d'Importateure weiderverrechent. Deen aneren Deel vun de Fraisen, déi net dem Stockage ugerechent kënnen ginn, wäert iwwer eng Dotatioun aus dem Statsbudget bezuelt ginn.

D'Detailer iwwert d'Diskussiounen, déi mir an der Ekonomieskommissioun iwwert déi eenzel Artikelen, Avisa vun de Beruffschamberen a vum Statsrot gefouert hunn, fannt Dir am schrëftleche Rapport.

Am Numm vu menger Fraktioun wëll ech just soen, datt ech aus zwee Grënn frou sinn, datt mir déi Aarbechten un deem neie Gesetz haut kënnen ofschléissen. Mir kommen domat nach just zurzäit eisen internationale Verplichtungen no, fir net nach méi mat substantielle Sanktiounen vun der EU-Kommissioun konfrontéiert ze ginn. Virun allem leeë mir awer heimat endlech no laange Jore vu Stagnatioun d'Grundlag, fir eis Versuergung mat Pétrolsprodukter och am Noutfall ofzesécheren.

Mir müssen eis bewusst sinn, datt et aus deenen ënnerschiddlechste Grënn vun engem Moment op deen aneren zu enger Verknappung vun de Pétrolsprodukter um Marché ka kommen. An dann hänkt alles dervun of, wéi gutt mir op esou Ausnahmesituatiounen virbereet sinn. Et ass gutt, datt mir am Kader vun der Europäescher Unioun a vun der Agence internationale de l'énergie an e gutt fonctionnéierend Netzwierk agebonne sinn an op d'Solidaritéit vun eisen Nopeschlänner kënnen zielen. Mä mir müssen och op eise eegenen Territoire déi néideg Konditiounen schafen, fir Alternativen ze hunn, wann déi üblech Versuergungsweeër ënnerbrach sinn.

Op dëser Plaz ee Merci un d'Kommissiounsmitgliedern, fir dësen dach techneschen Dossier mat esou villen Argumenter ze beliewen, dem Sekretär der Kommissioun fir déi wäertvoll an net ëmmer einfach Aarbecht op deem Projet de loi. An ech därëf lech och hei den Accord zu deemem Projet de loi vun der LSAP-Fraktioun ginn.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Arndt. Éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Claude Wiseler.

Discussion générale

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Merci, Här President. Ech fänke mat deem un, woumat de Rapporteur opgehalen huet. Och vu menger Säit fir d'Alleréischte e grouse Merci un hien als Rapporteur fir säi schrëftlechen a fir säi mündlechen Rapport. Dat war net ëmmer einfach, well et awer ganz technesch war, well mer vill Diskussiounen mat de Beamten haaptsächlech hatten, den Hin an Hier mam Conseil d'État. Mä schlussendlech hu mer et awer esou hikit an engem Text, dee vun der Technizitéit hier awer elo verständlech ass an, ech mengen, och jiddwerengem Satisfaktioun gëtt.

De virleiende Gesetzesprojet setzt am Fong déi europäesch Direktiv vun 14. September 2009 an eis national Gesetzgebung ëm. An no dëser Direktiv sinn d'Memberstaten derzou verpflichtet, minimal Stocke vu Pétrol oder Pétrolsproduite virzugesinn. Dës europäesch Richtlinn setzt zouverlässeg an transparent Mechanisme fest, déi op der Solidaritéit vun den europäesche Memberstate berouen. An d'Virgoensweis am Fall vun enger starker Verknappung ass kloer definéiert. An den Hannergrond vun dëser Direktiv ass de Constat, datt d'Verwaltung vun de Pétrolsreserven an der leschter Zäit sécherlech Mängel opgewisen huet.

D'Kommissioun huet de Reservesystem vun der EU iwwerpréift. Pétrol ass a bleift déi wichtegst Energiequell um europäeschen Niveau. An et ass dowéinst extrem wichteg, d'Versuergungs-

sécherheet ze verbesseren an esou d'Auswierkung vum enger eventueller Kris ofzufiedere.

Dës Risiko sinn evidentement net reng theoretesch. Zanter de 70er Joren huet de Risiko vun enger Perturbatioun um Pétrolsmaat net ofgehol. Am Géigendeel, deen ass nach ëmmer extrem aktuell. An dat huet ganz oft mat de Produktiounskapacités ze dinn. Dat huet och mat de geopolitischen Tensiounen ze dinn. A wann ee weess, wat haut am Noen Oste lass ass, wann ee weess, wéi d'Pétrolspräisser an der leschter Zäit op- an ofgaange sinn: Haut si se déif, mä wie weess, wat muer geschitt? Wie weess, ob net eng Rei Staten op eemol decidéieren, d'Produktiounskapacités aus welche Grënn och ëmmer staark ze limitéieren, soudatt dee Moment d'Capacitéit bei eis Problemer stellt?

Dat kann och vun Naturkatastrophen ofhängen. Ech weess net, wie sech nach un 2005 erënnere kann, wéi de Wirbelsturm Katrina an den USA d'Pétrolscapacités esou erofgesat hat, datt et an den USA, och weltwäit, Problemer gouf mam Approvisionnement. Alles dat si Saachen, déi net wäit vun eis ewech leien an déi all Moment kënnen virkommen a wou ee muss e System an Europa opbauen, dee logesch an dee sënnvoll ass.

Ech ka mech d'ailleurs och nach erënneren, datt mir virun dräi, véier Joer - dat ware sengerzäit dem Här Schneider säi Vorgänger, den Här Krecké, an ech selwer - duerch d'Land gepilgert sinn an enger Zäit, wou mer e ganz, ganz staarke Wanter fir zwou, dräi Wochen hatten, dee mat sech bruecht hat, datt op där enger Säit d'Stroossen zougefruen waren, deelweis d'Autobunnen am Ausland zougemaach gi sinn, an datt op där anerer Säit en Accident op der Musel an um Rhäin war, deen och de Waasserwee zougemaach huet. Dat heescht, et ware keng Schëffer méi komm. An zur selwechter Zäit hate sech eng Rei Grëven op der Bunn déclenchéiert, soudatt den Approvisionnement iwwert den Zuch och net konnt gemaach ginn.

Dee Moment war et effektiv net evident. Ech war do méi concernéiert mat de Salzreserve fir Ponts et Chaussées. Den Här Schneider war concernéiert mat de Pétrolsreserve sengerzäit. An do huet ee gesinn, u wat fir engem seidene Fuedem dat heiansdo hänkt, wann een déi Reserve vun deem engen an deem aneren net huet, net grëffbereet huet, net präsent huet zu deem Moment, wou ee se brauch, wéi schnell et ka goen a wéi schnell een iergendwou a Problemer kann erakommen.

Dat ass elo e ganz klengt Beispill. Ech mengen, déi europäesch Direktiv, déi geet nach op ganz aner Problemer an. Mä dat war just, fir am Fong ze beweisen, wéi wichteg et ass, datt mer an deem ganze System do zu Lëtzebuerg matmaachen.

D'Energieversuergung ass haut zu Lëtzebuerg duerch e Reglement vun 31. Oktober 1973 geregelt. Dat gesäit ënner anere eng Lagerungsverpflichtung, eng Obligation de stockage, um nationale Plang vir, wéi och eng obligatoresch Deklaratiounsprozedur fir den Importeur, wéi och d'Verpflichtung fir déi betraffe Persounen, gewësse Reserven ze halen. D'Reglement vun '73 gëtt mam virleiende Projet de loi ofgeschafft, mä eng ganz Rei vu Moossnamen, vun Dispositiounen ginn iwwerholl, wéi zum Beispill de Prinzip vun enger Obligation de stockage oder d'Deklaratiounsprozedur fir den Importeur, déi ënner enger adaptierter Form weidergefouert gëtt.

Mir hunn also elo schon eng Rei vu pertinente Moossnamen, déi mer och weider behale wäerten, mä mir optiméieren haut de Kader. De Kader gëtt méi komplett a méi kloer, wat och d'Obligatione fir den Importeur ugeet, fir zu all Moment sécherzustellen, datt e gewëssene Sécherheitsniveau disponibel an zougänglech ass. De Prinzip vum Stockage um nationalen Niveau bleift erhalen, mä do dernieft gëtt och d'Méiglechkeet vun engem Stockage um regionalen an um europäeschen Niveau agefouert.

Et ass ganz kloer, datt d'Reserve solle prioritär zu Lëtzebuerg stockéiert ginn. Et muss een awer och der Realitéit vun eise Land Rechnung droen. Mir sinn e klengt Land an eis Lagerungskapacités ginn net duer. An de Statsrot huet a sengem Avis d'Méiglechkeet fir den Importeur, de Stockage de sécurité och ausserhalb vu Lëtzebuerg ze halen, zwar kritiséiert. Obwuel dës Kritik berechtigt ass, ass et awer fir eis inévitable, datt mer fir eng Partie vun de Sécherheitsstocken och d'Méiglechkeet hunn, fir se am noen Ausland ze lagere. D'ailleurs, mengen ech, gesäit... net mengen ech, mä weess ech, datt d'Direktiv déi Méiglechkeet och tel quel virgesäit.

Wat wichteg ass, ass, datt garantéiert gëtt, datt eng Partie vum Stockage de sécurité no bei eis wäert sinn an datt d'Reserven esou ouni Weideres op Lëtzebuerg kënnen bruecht ginn.

De virleiende Projet gesäit nach eng Rei vu Moossnamen, vu Punkten oder wichtegen Elementer vir, op déi ech momentan net wëll agoen, well de Rapporteur dat an allem Detail gemaach huet. Et ass nach ee Punkt, deen ech wëll hei opgräfen. Dat ass d'Kreatioun vun enger Agence nationale de stockage, déi geschafe soll ginn.

Dës Agence soll ënner anere d'Pétrolsstocke kafen, erhalen, géréieren oder nach verkafen. Si soll kënnen wéi all aneren Operateur um Pétrolsmaat agéieren. Dës Agence soll ënnert der Form vun engem Etablissement public fonctionnéieren. D'Direktiv vun 2009, déi hei transposéiert gëtt, gesäit d'Méiglechkeet vir, fir zentral Entitéiten ze schafen, mam Zil, den nationale Lagerungssystem ze verbesseren.

D'CSV gesäit net richtig d'Opportunitéit, en Etablissement public ze schafen. Am Mee d'lescht Joer hate mer an der Kommissioun en Échange de vues mam Minister a mat senge Beamten doriwwer. Mir sinn a bleiwen der Meinung, datt d'Missiounen vun dëser Entitéit, esou wéi se am Gesetz libelléiert sinn, duerch aus vum Ministère selwer kéinten iwwerholl ginn.

D'Explikatiounen vum Minister a vu senge Beamten, déi vun der Flexibilitéit a vun der Onofhängegkeet vun esou engem Etablissement public geschwat hunn, hunn eis dee Moment an och haut net iwwerzeegt, éischstens, well mer mengen, datt d'Onofhängegkeet, déi d'Regierung gären an d'Vitriinn stellt, fir hire Choix ze rechtfertegen, dach zimlech relativ ass, wann een d'Zesummesetzung vum Conseil d'administration kuckt. Sécher ass den Artikel 52 ofgeännert ginn, wou déi Beamten net méi hire Ministère respektiv hire Minister representéieren. Nach kann een hei net, wann ee wëllt vun enger Onofhängegkeet schwätzen, dat esou an d'Vitriinn stellen.

Mir gesinn hei, datt och an der Zesummesetzung vun deem Etablissement public, deen a sech aus engem Conseil d'administration besteet, wou siwe Membere genannt ginn - dräi aus dem zoustännege Ministère, een aus der Economie, een aus dem Budget, een aus den Travaux public, een aus den Transports -, datt hei siwen héich Beamten an engem Conseil d'administration zesummekommen, fir an enger éischter Etapp emol een Direkter an een Employé anzustellen.

Mir fannen, datt déi Organisatioun, esou e Conseil d'administration, deen esou ausgestatt ass, fir a sech déi Aarbechtskräften dann anzustellen an ze géréieren, awer eng Aart a Weis ass, fir deelweis mat Kanounen op Spatzen ze schéissen an domat eng Administratioun an en Apparat en place ze setzen, deen iwwerdisproportionéiert ass fir dat, wat en fin de compte duerno soll aus där ganzer Saach erauskommen.

En résumé: Mir begrëssen d'Mise en place vun där Transposition vun der Direktiv an d'Gesetz. Mir deelen och déi Zilsetzungen, déi hei stinn. Mir deelen net dee Choix, dee gemaach ginn ass, deen net eng Obligation vun der Direktiv ass, fir hei en Etablissement public ze kreéieren. An aus deem Grond wäerte mir eis hei bei deem Gesetz enthalten.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Wiseler. Nächste Riedner ass den Här Max Hahn.

► **M. Max Hahn (DP).** - Här President, Dir Dammen, Dir Härren, fir d'Éischt wëll ech dem Rapporteur Merci soe fir säin exzellente schrëftlechen awer och mündlechen Rapport.

D'Haaptzil vun deemem Projet de loi ass et ze garantéieren, dass eist Land genuch Pétrolsreserven huet, fir weiderhin ze fonctionnéieren, falls d'Pétrolsversuergung vu Lëtzebuerg ënnerbrach wier. Dëst kéint zum Beispill de Fall si bei enger Terrorattack, bei enger Naturkatastroph oder wann e Krich a pétrolproduzéierende Länner géif ausbriechen, mä och, wann zum Beispill e Feier an enger Raffinerie entsténgt, Autobunne gespaart wieren oder e Streik bei der Bunn wier.

Här President, Lëtzebuerg ass e klengt Land, dat 100% vu senge Pétrolsproduiten importéiere muss. Fir mech ass et wichteg, dass trotz dëser Ofhängegkeet bei eis eng Versuergungs-sécherheet garantéiert ass. Et ass net nimm fir eis Economie, mä och fir eis Bierger wichteg, dass eist Land nach ka weider fonctionnéieren, wann e puer Deeg keng nei Liwwerunge méi mat Pétrol kommen. Duerch dëst Gesetz gëtt garantéiert, dass eis Reserven, déi mer huele müssen, duerginn, fir dass esou eng Situatioun ni antriebe wäert.

(**Mme Simone Beissel prend la présidence.**)

Nieft dem obligatoreschen Stock, deen der Quantitéit vun 90 Deeg entsprécht, muss mer

och garantéieren, dass dës Sécherheitsstock, deen och „stock dormant“ genannt gëtt, permanent disponibel an accessibel ass. Lëtzebuerg muss och detailléiert Buch féieren, fir dass d'Europäesch Kommissioun à tout moment weess, wéi vill Reserve mer hunn, wou eise Sécherheitsstock sech befënnt a wéi en zesummegeallt ass.

D'Pétrolsimportateuren, déi hir Produiten hei am Land verkafen, ginn awer och an d'Verantwortung geholl a müssen dofir dës Reserve lagere. Momentan gëtt nach duerch Ausnahmeregelungen toleréiert, dass e Pétrolsimportateur seng Reserven integral am Ausland därëf stockéieren. Domat wäert elo Schluss sinn, soudass jiddwer Importateur genuch Reserven hei am Land muss stockéieren. Vu dass d'Lagercapacités hei am Land awer begrenzt sinn, wäert e groussherzoglecht Reglement festleeën, wat fir eng Quantitéit si hei am Land, an der Groussregioun an och doriwwer eraus muss stockéieren.

Fir genuch Reserven ze hunn, muss een awer och genuch Lagere hunn, fir dës Reserven ze stockéieren. An do gesinn ech e Problem. Momentan hu mer zu Lëtzebuerg Stockagecapacités vun 196.000 m³ fir de Stock commercial an de Sécherheitsstock. Well fir verschidden aktuell Pétrolsdepoten d'Autorisatiounen auslafen an net gewosst ass, ob dës verlängert ginn, riskéieren eis Stockagecapacités bis 2020 op just nach 70.000 m³ ze falen.

Zu Mäertert ass elo e Kommodo ugefrot gi fir d'Erweiterung vun de Lagercapacités, fir déi vu 60.000 m³ op 90.000 m³ ze erhéien. Dës Erweiterung, déi scho säit 2007 geplangt ass, ass och batter néideg. Ech perséinlech fannen de Standuert Mäertert fir zousätzlech Lagercapacités ideal. D'Liwwerunge kënnen per Schëff oder Zuch ëmweltfrëndlech a bëlle ukommen. En plus ass d'Autobunnsopfahrt op nëmmen 100 m.

Mä och hei muss garantéiert sinn, dass déi elementar Sécherheitsregelen an Distanzen agehale ginn, fir d'Liwwensqualitéit vun de Bierger aus den Nopeschgemengen net ze beaflossen. Ech verstinn och déi Leit, déi keen Tanklager virun hirer Hausdier wëllen. Ech als Dippecher Jong si mat engem Tanklager a menger Gemeng grouss ginn. Ech hu mech dowéinst awer ni onsécher gefillt. Als Pompjee weess ech och, dass streng Sécherheitsmesuren agehale mussen ginn an dass d'Rettungsdéngschter regelméisseg den Noutfallzeenario üben.

Bei Tanklagere ass et besonnesch wichteg, dass déi néideg Distanzen zu Wunngebiddern respektéiert ginn. Et därëf nämlech net sinn, dass en Tanklager d'Liwwensqualitéit vun de Leit beaflosst. Et muss och séchergestallt sinn, dass déi adequat Sécherheitsmesurë getraff sinn, sief dat beim Schutz vum Grondwaasser, mä och, wat de Brandschutz ugeet.

Här President, d'Stockagecapacités zu Lëtzebuerg si limitéiert. Momentan huet Lëtzebuerg Stockagecapacités fir plus/minus 20 Deeg, woubäi d'Halschent dovun als nationale Sécherheitsstock blockéiert ass. Dat heescht also, dass de Stock commercial, also deen Undeel, deen d'Pétrolieren um Marché verkafe kënnen, just fir zéng Deeg Consommatioun duergéet.

D'Consommatioun vun Pétrolsproduiten ass déi lescht Jorzéngte stänneg an d'Luucht gaangen. Et ass awer net sécher, dass deen Trend unhält. Momentan gëtt nämlech viles ënnerholl, fir d'Consommatioun vu Pétrolsproduiten ze reduzéieren. Dofir ass et méiglech, dass an Zukunft de Besoin u Pétrolsproduiten net méi klëmmt, mä éischter nach ofhuele wäert.

Eis Gesellschaft huet déi lescht Jore vill Progrès gemaach a Saachen Energieeffizienz. D'Camionen an d'Autos verbrauchte manner Sprit. D'Mazoutsheizung ginn ëmmer méi rar a ginn duerch Gasheizungen oder, besser nach, duerch Pelletsheizungen ëmweltfrëndlech ersat. Duerch Efforten, déi bei der Isolatioun vun eise Gebaier gemaach ginn, sief et bei Passivhauser oder Niddregenergiehauser, muss och manner gehëtzt ginn. Elektroautos verbrauchte souguer guer kee Bensin. An d'Industrie probéiert, hir Käschen ze drécken, andeems se méi energieeffizient produzéiert. All dës Efforten droen dozou bäi, dass d'Consommatioun u Pétrolsproduiten an Zukunft éischter ofhuele wäert.

Donieft ass eis Bevëlkerung awer rasant geklommen. Mä d'Lagercapacités fir Pétrolsproduite sinn net erweidert ginn. Neen, et riskéieren der souguer éischter ewechzefalen. Momentan ass just d'Erweiterung zu Mäertert geplangt. Dofir ass et wichteg, dass mir eis Gedanke maachen, fir déi néideg Lagere unzeleeën, déi mer brauche fir eis obligatoresch Reserven.

Här President, ech wëll awer och hei betounen, dass dës Projet de loi net definéiert, wou nei Tanklagere wäerten entstoen. Et geet also net drëm ze debattéieren, wou se sollen entstoen,



mä et muss ee sech bewosst sinn, dass der müssen entstoen!

Wat elo d'Agence nationale de stockage de produits pétroliers ugeet, déi duerch dëse Projet de loi virgesinn ass, wëll ech Folgendes soen: Esou eng Agence gëtt et a bal all eisen Nopeschlänner. Dës Agence wäert als Haupt-mission d'Gestioun vun eisem nationale Sécherheestsstock u Pétrolsprodukten hunn. Firdeen ze géréieren, ka se Stockagecapacités lounen oder bauen.

Ech sinn der Meinung, dass déi bescht Léisung wier, dass dës Agence Investisseure fénnt, fir Lagercapacités ze bauen, an dës da bei hinne lount, fir hiren Obligationen nozekommen.

Et ass och esou, dass d'Pétrolsimporteuren, déi hei um Marché tätég sinn, net alleguer selwer Lagercapacités hei zu Lëtzebuerg besëtzen. Déi, déi keng hunn, mussen Lagercapacités bei deene lounen, déi der hunn. An do kann et da schlëmmstefalls zu wettbewerbsverzerrender Situatione kommen. Dofir ass et wichteg, dass dës Agence, déi jo als Aufgab wäert hunn, en Deel vun den obligatoreschen Reservestocke vun den Importeuren ze géréieren, schnellstens entsteet. Si muss derfir suergen, dass et tëscht all den Akteuren op deem Marché hei zu Lëtzebuerg en „level playing field“ gëtt, wat d'Lagere vun obligatoreschen Reserven ugeet.

Dës gesot, ginn ech den Accord vun der Demokratischer Partei an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.* - Merci dem Här Hahn. Als nächste Riedner ass ageschriwwen: den Här Gérard Anzia. Här Anzia, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gérard Anzia** (*déi gréng*). - Merci, Madame Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kollegen, e grouse Merci dem Frank Arndt fir säin exzellenten, ausféierleche mëndlechen a schrëftleche Rapport. Eng ganz Partie Saache sinn opgegraff ginn, virun allem och zu där nei ze schafender Agence de stockage, wourop ech dofir elo hei net wëilt am Detail agoen. Mä e puer Iwwerleeungen hunn ech awer elo hei unzehrëngen, déi mat deem Projet de loi verbonne sinn.

Fir d'Éischt emol den Titel vum Projet de loi, dee kéint een e bëssen irleeden, fannen ech. Well hei geet et jo net drëm, de Maart vun den Uelechprodukter zu Lëtzebuerg nei oder anescht ze organiséieren, mä et geet un éischter Stell drëm, d'Reservcapacités zu Lëtzebuerg fir all d'Pétrolsprodukter, sief et Bensin, Diesel, Mazout, Kerosin oder anerer, sécherzestellen an en neie legislative Kader dofir festzeleeën.

Mir sinn zu Lëtzebuerg jo och an enger ganz spezieller Situation, dass mer am Moment eng Gesetzgebung hu vun 1973, wou u sech eng Reservcapacitéit virgesinn ass vu 45 respektiv 55 Deeg a wou mir awer aktuell nëmmen eng Capacitéit hu vun zirka 20 Deeg, entspriechend 200.000 m³. Mir ginn also där aler Gesetzgebung net méi gerecht an dofir mussen mer och elo hei aktiv ginn.

Op där anerer Säit, léif Kolleeginnen a Kollegen, do sidd Der jo all mat mir averstanen, dass de Verkauf vu Pétrolsprodukter an de leschte 40 Joer staark zougehooll huet. Mir sinn am Moment op enger Consommation vun zirka 10.000 Fudder pro Dag. Erschweierend kënnt an deem Dossier och nach derzou, dass vun eise bestehende Sitte vu Bartreng, Holle-rech, Leideleng, Findel, Mäertert, Dippech der mussen bis 2020 eng Rei zougemach ginn, well se eben de Bestëmmungen net méi entsprechen, sief et ze no beim Wunraum sinn oder Ahnleches. Ech denken do just u Bartreng, wou déi Lageren, eis gréisst Lageren, u sech quasi mëtten an engem Wunnegebitt leien.

Bis 2020 geet eis also hei am Land eng grouss Capacitéit verluer. Mir ginn erof vun deenen zirka 20 Deeg op nach zirka 7 Deeg, wann net elo gehandelt gëtt. An dofir, menger Meinung no, muss och elo gehandelt ginn.

Richtig ass awer och, dass mer eng Reservcapacitéit - ausserhalb vun deenen 20 Deeg - am Moment vun 73 Deeg am Ausland reservéiert hunn, sief et an der Belsch, an Holland oder a Frankräich. An ech fannen, dat ass och vertriebar, wann ee weess, dass mir vun dëse Länner och de Gros vun alle Pétrolsprodukter bezéien. Eng eenzeg Ausnahm mécht do Däitschland, wou mer zwar zirka 17% bezéien, awer keng där Reservcapacités hunn.

Mir kënnen eis och elo hei zu Lëtzebuerg net nëmmen d'Kiische vum Kuch stibitzen. Mir müssen och, soen ech emol, de Kuch baken an d'Miel lagere, wëllt heeschen, Verantwortung iwwerhuelen. Wa mer op där enger Säit d'Suen aus dem Tanktourismus wëllen an eise Budget mat eranhuelen, da mussen mer op där anerer

Säit och natierlech d'Nuisancen akzeptéieren. An dozou gehéiert ënner anerem, nieft dem Verkéier, och de Stockage vun dëse Produkter.

Déi Nuisancë müssen awer esou kleng wéi méiglech gehale ginn. An natierlech muss „la meilleure technologie possible“ agesat ginn, dat am Sënn vum Schutz vum Mënsch a vun der Ëmwelt. Mir dierfen och eis Verflichtung grad am Ëmwelt- an am Klimaschutzberäich net vergiessen, net aus den Ae verléieren, wou mir dës Ofhängegkeet vum Tanktourismus menger Meinung no, der Partei hirer Meinung no, och müssen an Zukunft sécherlech hannerfroen. Mir si jo och amgaang, grouss Efforten ze maachen am Beräich vum Wunnen, vum Isoléiere vun den Haiser.

Wat elo d'Planung an d'Verdeelung vun dëse Reservcapacités hei zu Lëtzebuerg an Zukunft ugeet, esou muss ee vun den Hauptkritären natierlech dee si vun der Sécherheet, dem Zougang zu deene Lageren, also vum Transportnetz. D'Ubannung un d'Autobunn, un den Zuch an un d'Schëff sinn do en Haaptkritär.

En zweete Kritär muss sécherlech awer och dee geografesche Verbrauch am Moment sinn. Dat heescht, eis Pétrolslagere müssen natierlech och dohinner gebaut ginn, wou eis gréisst Tankstellen, eis gréisst Consommateure sinn.

Wa mer also op där enger Säit d'accord sinn, dass am Statsbudget all Joers Recettë vun de Steiere vun de Pétrolsprodukter ageschriwwen ginn, da mussen mer op där anerer Säit och domat d'accord sinn, dass déi bestehend anei Sitten zu Lëtzebuerg - dat ass de Revers vun der Medail - och mussen gebaut ginn. Dat muss mer a Kaf huelen. Alles anescht wier net éierlech!

Mä opgepasst, et gëtt am Liewen näischt fir näischt! Wa mir do zirka 750 Milliounen Euro Steieren am Budget hunn, déi mer duerch den Tanktourismus ënner anerem erakriegen, da stinn och Käschte fir Klimaschutz, Stroosseninfrastrukturen an effentlech Ausgabe fir d'Gesondheet vun de Leit deem géigeniwwer.

Ërem eng Kéier zrëck zum Projet de loi: Vu dass mer vun der Europäescher Kommissioun schonns de 25. September 2014 eng Mahnung kruten, well mer d'Délaien zu Lëtzebuerg fir d'Ëmsetzung vun der Direktiv vun 2009 net agehalen hunn, da wëll ech elo hei dee Prozess och net méi laang ophalen a ginn heimat den Accord vun der grénger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.* - Merci dem Här Anzia. Da fir den ADR den Här Reding.

► **M. Roy Reding** (*ADR*). - Merci, Madame Presidentin. Ech faasse mech ganz kuerz. Et ass bal alles gesot ginn zu dësem Projet, just nach net vu jiddwerengem.

D'Leit vum Ministère vum Här Schneider hunn hei eng exemplaresch Aarbecht geleescht. Et ass e ganz, ganz gudden Text, dee mir och wäerte matstëmmen. Ech deelen allerdéngs d'Kritik vum Här Wiseler, vum Kolleg Wiseler, datt siwe Leit an engem Conseil d'administration vun enger Agence nationale vläicht e bësselche wäit gegräff sinn. Mä nom CSV-Stat muss jo och de Gambia-Stat kucken, datt e seng Leit ënnerkritt.

Da ginn ech och de grénge Kollege ganz recht, wat d'Lageren ugeet. Et geet net duer, datt mer hei e Gesetz maachen iwwert d'Reserven, mir müssen och nach wëssen, wou mer déi Lageren opriichten.

Mä dem Kolleg Max Hahn soen ech: Macht lech keng Gedanken! Dir wäert gesinn, et geet wéi ëmmer an der Lëtzebuerger Politik, déi lokal rout, blo, gréng, schwaarz Leit wäerte järezen dergéint. Dir sidd derfir. An dann um Schluss kritt jiddwereen déi Stëmme vun deene Leit, wou e wunnt, an dann hutt Der nees Är Majoritéit. Voilà!

Also, mir stëmmen trotzdeem deenen heiten Text. Merci.

► **M. Gast Gibéryen** (*ADR*). - Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.* - Merci, Här Reding. Ech gesi kee vun déi Lénk. Da géif ech der Regierung d'Wuert ginn. Ech proposéieren, fir dem Här Minister Etienne Schneider direkt d'Wuert ze ginn.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie.* - Merci, Madame Presidentin. Wéi Der wësst a wéi de Rapporteur dat richtig gesot huet, geet et hei drëm, eng Direktiv vum September 2009 ëmzesetzen, wat de Stockage pétrolier ugeet. Et ass och esou, dass mer entretemps an enger Procédure d'infraction si vusäit vun der Europäescher Kommissioun, vun där mer en Avis motivé kritt hunn. Dofir sinn

ech lech ganz dankbar, dass mer dat haut evakuéiert kriegen an dann aus där Problematik erauskommen.

Et geet hei drëm, fir de Stockage national vun de Pétrolsprodukten ze regelen, dat souwuel op nationalem Plang wéi och op regionalem Plang. An ech wëll hei dat ënnersträichen, wat de fréieren MDDIs- an Transportminister, de Claude Wiseler, gesot huet: Mir waren zäitweis ganz, ganz no drun, dass mer um Dréchene gesiess hätten, well mer net genuch Capacités hei zu Lëtzebuerg haten. Mir haten, ech mengen, virun zwee oder dräi Joer war et, viru Chrëschttag, do hate mer nach genee fir een Dag Reserven. Wann dat dee Moment bekannt gi wär, wär natierlech all Mënsch an engem Rush op d'Tankstelle gerannt an dann hätte mer dréchegeleeën. Mir hunn dat deemools mat e puer, ech soen elo emol, Astucé verhënnert kritt.

Mä et ass esou an et bleift esou, dass mer müssen - an ech sinn och dem Här Anzia dankbar fir seng Aussoen - eis Responsabilitäten huelen, dass mer net op där enger Säit just kënnen vum sougenannten „Tanktourismus“ profitéieren an op där anerer Säit eis Responsabilitäten net huelen, fir de Stockage ze maachen.

An ech mengen, dat war deen eenzege Punkt, wou ech elo aus der Debatt héieren hu vum Här Wiseler, iwwert déi Agence de stockage, dass et do eng Différence de vue gëtt.

D'Agence internationale de l'énergie huet eis un d'Häerz geluecht an deene ville Gespréicher, déi mer mat hir haten, fir esou eng Agence de stockage ze maachen, aus deem einfache Grond, well et qualitativ méi Garantien doduerch gëtt, dass eise Stockage dann och kloer geregelt an assuréiert ass.

Dir musst wëssen, mir importéiere jo all eis Pétrolsprodukten a mir hu keng eege Raffinerien hei zu Lëtzebuerg. Dat heescht, mir sinn drop ugewisen, dass mer op dat, wat mer hei stockéiere respektiv wat mer an der Groussregioun stockéieren, och Accès hunn an domat eis Versuerungssécherheet kënnen garantéieren. Mir hunn och mat deene Länner geschwat, déi esou Agence geschafen hunn, wéi mir se elo haut hei schafen, an déi hunn alleguer ganz positiv Erfarunge gemaach.

An da vläicht zu deem Punkt vum Här Wiseler, wat den Établissement public ugeet: Do ass et effektiv esou, dass mer op en Établissement public wëllen zrëckgräifen, fir méi flexibel ze sinn, souwuel wat den Approvisionnement ugeet, dat heescht den Akaf vu Pétrolsprodukten, wéi och de Verkauf vu Pétrolsprodukten.

De Problem ass, wann een dat iwwert de Ministère géif regelen, wéi Dir dat proposéiert, Här Wiseler, dann hu mer ëmmer erëm budgetär Problemer, well mer da müssen Engagementer maachen a well dat alles Zäit kascht. A beim Pétrol ass et e bësse wéi bei Aktien, do kënnt et op dee richtige Moment un, fir zouzepräifen. Zemoos an deene Quantitéiten, vun deene mer schwätzen, geet et heiando ëm Minutten oder Stonnen, dann ass de Präis an anerem. An déi ganz budgetär Prozeduren, déi een hätt, wann een dat iwwert de Ministère géif regelen, géifen eis do Geld kaschten.

Wat de Conseil d'administration ugeet, Här Wiseler, do hutt Der fonnt, dass ze vill Ministèreren dora vertruede sinn.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Ech wëll lech just drop opmierksam maachen, dass, wéi Dir nach zoustänneg Minister waart, Äert Haut drop gehalen hu, dra vertrueden ze sinn.

► **Une voix.** - Ooh!

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie.* - Ech kann lech hei soen, dass ech ganz gären...

► **M. Claude Wiseler** (*CSV*). - Ech hunn net gesot „ze vill Ministère“, mä „ze vill Leit“ am grouse Ganzen.

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie.* - Ech kann lech garantéieren, Här Wiseler, dass ech ganz gär och déi Agence de stockage selwer géréieren, ouni dass nach aner Ministèreren da sinn. Mä dat war deemools op Är Demande...

► **M. Claude Wiseler** (*CSV*). - Da kann et jo schéi ginn, sot.

(Hilarité)

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie.* - Dat war deemools op Är Demande hin.

(Interruption)

► **Une voix.** - Dat ass scho laang hier.

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie.* - Dat ass scho laang hier. Ech wëll awer och hei betounen, dass mer den Text op Är De-

mande hin oder op Är Kritik hin awer dohi-goend geännert hunn, dass mer zwar wuel als Ministère Leit doran designéieren, mä dass dat keng Beamte mussen vun deene jeeweilege Ministère sinn, mä dass dat duerchaus kënnen Experten oder extern Experte sinn.

Et ass awer wichteg, dass déi verschidde Ministère vertruede sinn, fir eng Vue op deen Dossier do ze hunn, deen awer net onwichtig ass. Fir de Rescht ass et esou, dass déi meescht Agencen, déi mer an den europäesche Länner hunn - a se si bal an hinnen allegueren -, separéiert si vum Ministère selwer, dee sech ëm d'Énergie këmmert. An dofir, mengen ech, si mer hei um richtige Wee.

Voilà. Dat gesot, soen ech dem Rapporteur nach eng Kéier e grouse Merci. Ech soen alle Riedner e grouse Merci an ech soen alle Fraktiounen e Merci fir déi wierklech jorelaang Diskussiounen, déi mer op deem Projet haten, an dass mer en elo haut hei stëmme kënnen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Merci och dem Här Minister.

► **M. Michel Wolter** (*CSV*). - Parole après ministre.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Den Här Wolter huet Parole après ministre.

► **M. Michel Wolter** (*CSV*). - Här President, ech wollt e puer Wieder trotzdeem soen, an enger duebeler Fonctioun, déi ech bekleeden, well ech drop gewaart hunn, ob den Här Minister géif oder net e Sujet uschwätzen, deen awer vun enger Rei Virriedner ugeschwat ginn ass.

Et ass mengen Informatiounen no nämlech net esou, dass d'Sitte géife gesicht ginn. Et ginn ëmmer Sitte gesicht, mä ech ka mech drun erënneren, dass viru véier Joer - fënnf Méint virun de Gemengewahlen - de Buergermeeschter vu Suessem an ech selwer d'Visite hate vun zwee Ministere, déi eis gesot hunn: „Et muss d'urgence eppes geschéien. A mir hunn eng Flächenetüd gemaach iwwert d'ganz Land, d'Landesplanung, de Stockage, den Arrivage iwwert den Zuch an iwwert d'Strooss an iwwer alles. A mir hunn dräi Sitten erausgesicht.“ Dat ass e Site am Mäerterter Hafen, dat ass e Site zu Leideleng, deen awer och tangéiert op d'Gemeng Lëtzebuerg, an et ass e Site, deen an der Gemeng ass, an där ech Buergermeeschter sinn.

Et ass also mengen Informatiounen no net esou - oder Dir misst eis dat elo soen, dass Der amgaange sidd, komplett nei Sitten ze sichen -, mä et steet fest: Viru véier Joer - a kuerz virun de Gemengewahlen, wéi gesot - ass dat geschitt!

An dunn hunn zwou Gemenge gesot, si wären absolut net domadder d'accord. An dat wëll ech nämlech och soen, iwwert den NIMBY: Et huet eng Gemeng gesot, si wär net onbedéngt dergéint, well se géif agesinn, dass landesplaneresch an approvisionnementsméisseg an esou weider e Site, deen annerhallwe Kilometer vun der éischter Uertschaft ewech wär, scho géif Sënn maachen, besonnesch wann et am Süde vum Land wär, deen no regionale Kritäre jo och do ausgesicht ginn ass.

An dat, wat ech lech wëll soen, Här Minister, dat hunn ech Ärem Virgänger scho gesot, an ech hunn et och Ären anere Kollege gesot: Wann ee sechs Méint oder fënnf Méint virun de Gemengewahlen bei Buergermeeschtere geet, fir hinnen ze soen: „Mir hunn eng relativ désagréabel Neigkeet fir lech. Sidd Dir bereet, dat ze maachen?“, an et seet ee jo, an duerno héiert ee véier Joer näischt méi - véier Joer näischt méi! Keen ee Kontakt, vu kengem Ministère, an deem Dossier! Je trouve ça pas très sérieux!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Jo, Merci dem Här Wolter. Dozou den Ekonomiesminister.

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie.* - Jo, ech wëll just dem Här Wolter soen, wann e vu véier Joer schwätzt, da kann e mech net gemengt hunn als Minister, dee bei him war, well ech sinn à tout casser dräi Joer Minister. Also muss do en lertum virleien.

Ech menge just, eent ass ganz kloer: Mir hunn dräi Sitten definéiert. Dir hutt se opgezielt a mir stinn natierlech zu deene Sitten. Mä ech sinn haut express net op déi Sitten agaan, well ech hei keng Polemik iwwer Sitten haut wollt hunn. Dovun ofgesi sinn déi an de Plansectoriellen da virgesinn a se ginn och an deem dote Kader diskutéiert, souwuel mat de Gemenge wéi och mam Public. An dofir wollt ech et dobäi beloossen.



Mä wann Der wëllt, kënnen mer awer och nach gär eng Debatt iwwert déi Sitten an hir Protagonisten, respektiv déi, déi sech dergéint wieren, féieren. Mä ech mengen net, dass dat an de Kader vun deem heite Gesetz passt.

Mä eent ass kloer: wa mer déi Agence de stockage do grënnen, dass mer och parallel musse Sitten hunn, wou mer de Stockage pétrolier kënnen assuréieren. An ech mengen, dass eng Rei Riedner dorobber agaange sinn.

Merci.

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Här President, ech wollt dem Här Schneider dorobber äntweren, dass ech a kengem Moment gesot hunn, hie wär do gewiescht. Ech hu gesot: „D'Regierung war do mat zwee Ministeren“, an ech hunn him kee Reproche gemaach. Ech hu just d'Fro opgeworf, wann de Stat vun de Gemenge gäre Saachen hätt an et kritt ee véier Joer, nodeem ee gebiede gouf, innerhalb vun enger Woch ëffentlech Versammlungen ze maachen - véier Joer duerno!, egal, wien de Minister ass, egal, wat fir eng Faarf dass et ass -, als Gemeng ni méi e Feedback - ni méil -, ech hunn d'Fro gestallt: „Fannt Der dat seriö?“

Meng Äntwert ass: Ech fannen dat net seriö! Besonnesch wa jiddwereen heibanne seet, wéi noutwendeg et ass, wéi wichteg et ass, dass mer déi Lager hunn. Et gëtt een zesummegetrommelt an duerno geschitt näischt méi!

Wann also d'Regierung sech heiansdo wonnert, dass d'Gemegepolitiker - dat war eigentlech de Message, deem ech dem Här Minister wollt ginn - net méi esou schrecklech begeeschtert sinn, fir eng Rei Saachen ze maachen, da soll ee sech heiansdo d'Fro stellen, firwat dass dat ass! An deem heite präzise Punkt hunn ech eng ganz konkret Äntwert.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Ech mengen, de Message war kloer, an ech mengen, de Message ass och verstanen. Dofir kënnen mer...

► **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*.- Ech mengen, de Message, dee gëllt jo da fir een CSV-Minister an ee freieren LSAP-Minister. Mä ech huelen en awer gäre mat op de Wee fir dann d'Zukunft.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Ech wëll just soen, dass den Energieminister responsabel ass fir d'Implantatioun vun den Tanken. Den CSV-Minister, deem Dir gemengt hutt, ass responsabel fir de Contournement vun der Strooss. Ech wëll lech just ganz kloer soen, wéi d'Rollenopdeeling war an ass!

(Brouhaha général)

► **Une voix**.- Ech schenken dem Här Wolter meng Tanken.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Ech mengen, doriwwer kënnen mer och nach eng Kéier en Débat maachen, mä mir sinn awer haut den Owend um Enn vun deem ukomm an ech géif dann direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet 6533 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6533 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

57 Deputéiert hunn un der Ofstëmmung deelgeholl. 34 hu mat Jo gestëmmt, bei 23 Abstentiounen. Ech ginn dovunner aus, dass d'Abstentiounen motivéiert sinn.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Eugène Berger), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc

Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet.

Ech wollt awer trotzdem froen, ob d'Chamber bereet ass, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn.

(Assentiment)

Dat ass dann esou décidéiert.

(Interruption)

Jo, et war zwar en zaghafte Jo, mä et war e Jo.

Da soen ech lech Merci, a mir géifen zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Do geet et ëm de Projet 6667, eng Ofännerung vun enger Direktiv iwwert d'Autorerechter. An do huet direkt d'Wuert de Rapporteur, den Här Claude Haagen.

5. 6667 - Projet de loi portant transposition de la directive 2011/77/UE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2011 modifiant la directive 2006/116/CE relative à la durée de protection du droit d'auteur et de certains droits voisins et ayant pour objet de modifier la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données

Rapport de la Commission de l'Économie

► **M. Claude Haagen** (LSAP), *rapporteur*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 6667 huet als Objet, d'EU-Direktiv 2011/77 ëmzesetzen an dat bestehend Gesetz vum 18. Abrëll 2001 iwwert d'Droit-d'auteurs, d'Droits voisins an d'Bases de données ze änneren, fir datt eis national Gesetzgebung konform zu dësen europäeschen Normen ass. Déi nei Direktiv modifizéiert och déi al Direktiv 2006/116, déi d'Dauer vum Schutz vum Urheberrecht concernéiert.

Dëse Projet de loi gouf de 17. Mäerz 2014 vum Wirtschaftsminister déposéiert. D'Ekonomieskommissioun huet sech déi Éischte Kéier den 2. Oktober 2014 mat dem Projet auserneegeat, an den Avis vum Statsrot ass op deem Datum an där Kommissioun analyséiert ginn. De 25. November 2014 huet de Statsrot an engem Avis complémentaire d'Amendementen positiv aviséiert, an d'Kommissioun huet dëse Rapport vun dem Projet de loi de 15. Januar vun dësem Joer ugeholl.

D'Direktiv 2011/77 hätt scho sollen den 1. November 2013 transposéiert sinn. Dowéinst krute mer de 16. Oktober 2014 en Avis motivé vun der Europäescher Kommissioun. An deem Kontext soll awer och gesot ginn, datt mer hei zu Lëtzebuerg net vill Jurisprudenzen an dësem Domän verlieden hunn, soudatt d'Regierung op d'Transpositioun vun dëser Direktiv vun eise belschen a franséischen Nopere gewaart huet.

Den Haaptobjektiv vun dëser Direktiv an domadder dësem Projet de loi ass, de Kënschtler an Duersteller, also deene Leit, déi virdroen, en adequaten Niveau u Schutz ze garantéieren. Heimadder soll hir kreativ kënschtleresch an artistesch Kontributioun a Leeschtung unerkannt ginn. A genau dowéinst soll ënner anerem och d'Dauer vum Urheberrecht verlängert ginn. Fir prezis ze sinn, hei geet et ëm Kënschtler, déi vun den Droits voisins, oder aneschtens genannt dem Leeschtungsschutzrecht, profitéieren.

Ech erënneren drun, datt Lëtzebuerg schon 1997 d'Dauer vum der Protektioun vun 20 op 50 Joer fir déi ausübend Kënschtler an Tounträgerproduzenten, also am Audiobereich, verlängert huet. Elo gëtt déi Dauer, an dat ass am Fong den Haaptmessage, op 70 Joer eropgesat. Dëst ass e vertriebbar Schrëtt, wann ee bedenkt, datt d'Kënschtler ëmmer méi jonk ufänken an datt d'Dauer vun deene 50 Joer ze kuerz ka sinn, fir vun deene Revenue vun hire Wierker bis zum Liewensenn ze profitéieren.

No der Prestatioun oder der Verëffentlechung fänkt d'Urheberrecht beim Kënschtler, beim Artist un. Wat d'Produzente vu Phonogrammen ugeet, also och Audio-Opzeechner genannt, gëtt fir si d'Dauer och op 70 Joer verlängert, ausser si hätten net an deenen éischte 50 Joer eng zoulässeg Kommunikatioun gemaach.

Kënschtler hunn an der Realitéit oft Schwierigkeiten, d'Revenue vun hire Wierker bis zu hirem Liewensenn ze kréien, oder Problemer, fir hir Rechter anzekloen, dëst ass Käschtegrënn, Noweigrënn oder Zäitgrënn.

D'Artiste brauche schon eleng aus soziale Grënn eng finanziell...

(Coups de cloche de la présidence)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Dir Lexen aus der zweeter Reil

► **M. Claude Haagen** (LSAP), *rapporteur*.- Da sinn ech frou, datt ech an der éischter Rei sinn.

(Hilarité)

Wéi gesot, d'Kënschtler hunn oft Schwierigkeiten, d'Revenue vun hire Wierker bis zu hirem Liewensenn ze kréien, oder Problemer, fir hir Rechter anzekloen. Dat hunn ech elo grad gesot. Dofir brauche se schon eleng aus soziale Grënn eng finanziell an eng zäitlech Ofsécherung vun eben hire Wierker. Dës a weider Ännerunge féieren dozou, datt et an deem Domän vill méi gerecht zougeet.

Ech wëll hei nëmmen op e puer Punkte vun dësem Projet de loi ganz kuerz agoen. D'Ofsécherung gëtt also am Audiobereich, bei den Tounträger, vu 50 op 70 Joer gehuewen. D'Rechter an d'Protektioun vun de Filmproduzenten bleiwe bei 50 Joer.

D'Kënnegung vun de bestehende Kontrakter tëschent den Artisten an de Kënschtler mat de Producteuren ass an der internationaler Konvention zum Schutz vun den Artisten verankert an och determinéiert. No engem Préavis vun engem Joer kann dëse Kontrakt gekënnegt ginn, wann de Producteur oder de Radiosender hir Obligatiounen net anhalen.

En anere Punkt betrëfft d'Cessiounskontrakter oder d'Transferrechter tëschent de Producteuren an den Artisten. De Producteur muss 20% vum Total vun de Rechter - Distributiounsrechter, Reproduktiounsrechter, d'Mise à disposition an esou weider - garantéieren, an dat fir all ganz Joer no deene virgenannte 50 Joer.

Mat dësem Projet de loi gëtt och de Prinzip agefouert, datt d'Artiste während der Verlängerung vun hire Rechter Redevancen oder Rémunératiounen kréien, déi net an de bestehende Kontrakter waren oder definéiert sinn.

D'Harmonisatioun vun der Dauer vun der Protektioun vun de musikalesche Kompositiounen, wou Musek an Texter entstane sinn, fir zesummen opgefouert oder gespillt ze ginn, ass e weidere Punkt vun dësem Projet de loi. D'Ënnerscheeder, d'Differenze vun der Protektiounsduer an der Gesetzgebung vu verschiddenen europäeschen État-membré souwéi de Principe vun der libre Circulation vun de Services a vun de Wuere brénge mat sech, datt d'Rechter während 70 Joer nom leschte Verstuerwenen, an dësem Fall entweder dem Auteur vum Text oder dem Compositeur vun der Musek, garantéiert sinn.

All weider Detailer zu dësem Projet de loi fannt Der a mengem schrëftleche Rapport, an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn natierlech den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci dem Här Haagen. Éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Laurent Mosar.

Discussion générale

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Jo, Merci, Här President. Fir d'Alleréischte Merci dem Rapporteur, deem an engem technesch schwierge Sujet eng exzellent Aarbecht gemaach huet, souwuel schrëftlech wéi mëndlech.

Mir wäerten och dee Projet stëmmen, allerdings net mat där allergréisster Begeeshtung. Net wéinst deem heite Projet, mat deem mer parfaitement kënnen liewen, mä et muss ee jo wëssen: Hei geet et elo just ëm d'musikalesch Rechter an déi, déi dovunner ofhänken. Déi nächst Etapp wäert kommen. Do kommen dann och all déi aner Leit, déi Autorerechter ze kréien hunn, nottament am Film, am Bild. Déi wäerten natierlech elo déiselwecht Extensioun vum Délai froen. An do muss eiser Meenung no awer iergendwéi eng Kéier eng Brems ageleucht ginn.

A mir hunn an der Kommissioun vun deem zoustännege Beamten och héieren, datt d'Positioun vun der Lëtzebuergescher Regierung elo net onbedéngt eng wär, déi géif doranner bestoen, ëmmer do matzelafen, well si och déi dote Schwierigkeiten gesäit. Dofir wëlle mir nach eng Kéier op deen dote Punkt insistéieren, datt een awer muss e bësselche versichteg sinn, well mir sinn amgaangen, eigentlech dee ganzen Esprit an d'Essenz vun den Autorerechter hei bei hirer Substanz ze huelen.

Dann eng zweet Bemierkung, Här Minister, wou ech wëll dovu profitéieren, fir op e Problem opmierksam ze maachen, dee mer scho ganz laang an dem Land hunn an dee mer net richteg geléist kréien: Dat ass d'Problematik vun den Autorerechter bei de Kabeloperatiounen.

Do ass et nämlech nach ëmmer esou, datt an de Kabelnetzer eng ganz Rei vu Programmen net kënnen legal agespeist gi wéinst enger Thematik vun Autorerechter. An do besteet dann natierlech eng Konkurrenz mat de Satelliten, déi deen dote Problem net hunn, wat derzou féiert, datt de Kabel ëmmer manner attraktiv gëtt, de Satellit méi attraktiv gëtt. Wat awer - an ech gesinn d'Ëmweltministesch doniewent

setzen - net onbedéngt gutt ass fir d'Ëmwelt, wa mer do zu enger Multiplikatioun vu Satellitenantennen op den Diech, niewent den Diech, op de Fassaden an an de Gäert kommen.

Dofir nach eng Kéier, Här Minister, et wär vläicht net schlecht, wann Der géift deen ähnlechen Exercice maachen, deem Der an engem aneren Domän gemaach hutt, nämlech deem zoustännege Kommissär eng Kéier e Brëf schreiwen, fir dorop opmierksam ze maachen, datt hei zu Lëtzebuerg eng ganz Rei Programmen net kënnen agespeist gi wéinst Autorechter. An ech ginn lech just ee Programm, wat awer net deem am mannste wichtege ass, dat ass d'BBC. Déi kann, leider, nach ëmmer hei net agespeist ginn.

A wéi gesot, dofir deen Appell un de Minister, deem, wat ech och weess, eng Sensibilitéit fir dee Sujet huet. Et wär gutt, wann Der do nach eng Kéier géift hannert deen zoustännege Kommissär goen.

Dat gesot, wäerte mir dee Projet stëmmen.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och dem Här Mosar. Nächste Riedner ass den Här André Bauler.

► **M. André Bauler** (DP).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'Éischt d'Geleeënheet notzen, fir dem Claude Haagen, dem Rapporteur, Merci ze soe fir säi Rapport.

Erlaabt mer nach e puer Gedanken. Nom Zweete Weltkrich huet d'SACEM zu Lëtzebuerg ugefaangen, d'Droit-d'auteurs vun de franséische Chansonnieren anzekasséieren, déi op Radio Lëtzebuerg gespillt goufen. E grouse Meilestee war dann och deem, wéi d'SACEM 2003 zu Lëtzebuerg eng eegen Entitéit geschaaft huet. Op d'Beméie vu véier Leit, déi an der Musekszeen zu Lëtzebuerg beschteens bekannt sinn, an zwar de Bob Krieps, de Gast Waltzing, den Alexander Mullenbach an den Olivier Toth, ass d'SACEM Luxembourg als Société civile enstane.

Dëst huet et erlaabt, datt d'Redistributioun vun den Droit-d'auteurs endlech der Lëtzeburger Realitéit Rechnung gedroen huet an déi einheimesch Kënschtler méi dovunner haten. Zanterhier ass d'SACEM Luxembourg zu Lëtzebuerg zoustänneg, fir d'Rechter vun den Auteurs, de Compositeuren an Éditeurs am Museksbereich ze verdeedegen. Si suert derfir, datt dës eben eng gerecht Bezuelung fir hiert kënschtleresch Schafen erhalen. Fir Lëtzeburger Kënschtler ass dat eng wichteg finanziell Ënnerstëtzung, déi et hinnen erlaabt, weiderhi kreativ tätég ze sinn.

Momentan zielt d'SACEM Lëtzebuerg iwwer 800 Memberen, déi 2014 zesummen iwwer eng Millioun Euro u Droit-d'auteurs ausbezuelen kruten. Jiddwereen, dee Musek ofspillt, muss dës Droit-d'auteurs un d'SACEM bezuelen. Dat gëllt net nëmme fir d'Télee an d'Radiosenderen, mä awer och fir all Buttek, Restaurant, Café, Buvette an Disco, an och aner Geschäfte natierlech.

Dës Sue ginn dann no engem Schlëssel, deem der Realitéit vun der Diffusioun Rechnung dréit, un d'Auteurs vun de Wierker weiderginn. Esou muss zum Beispill en Duerfveräin, deem e Bal organiséiert, 6,41% vun de Recetten op den Entréesbilljeeën un d'SACEM bezuelen. Mellt den Organisateur de Bal am Virus bei der SACEM un, esou kritt en eng Remise vun 12,5%.

Här President, d'Haaptuleies vun dësem Gesetz, wat d'Direktiv 2011/77 ëmsetzt, ass eben, fir, et ass gesot ginn, d'Dauer vum Schutz vun den Droit-voisine vu 50 op 70 Joer ze erhéien. Et muss ee wëssen, datt d'Droit-d'auteurs elo schonns bis 70 Joer laang nom Doud vum Auteur geschützt sinn. Den Ënnerscheed tëscht den Droit-d'auteurs an den Droits voisins ass eben deem, datt d'Droits voisins nottament un d'Interpreten an d'Produzente vu Lidder oder Texter ginn, déi en Auteur geschaaft huet an déi also scho bestinn.

Et muss ee wëssen, datt, wat d'Droits voisins ugeet, also d'„verwandte Schutzrechte“, wéi déi Däitsch dat nennen, Lëtzebuerg eent vun de weénege Länner ass, wou dës guer net opgehuewe ginn. Et gëtt effektiv keng Firma zu Lëtzebuerg, déi sech dorobber spezialiséiert huet. Dat heescht, datt e Lëtzeburger Interpret, ob dat e Rockmuseker, en Cellist aus dem OPL, e Gittarist aus engem Jazzensemble oder all anere Performer ass, keng Droit-voisinen aus enger Lëtzeburger Perception kritt, obwuel him dës Rechter eigentlech genausou wéi engem Créateur-auteur zoustinn.

D'Lëtzebuerg Musekszeen ass déi lescht Joren awer esou gewuess an huet sech och esou diversifizéiert, datt et un der Zäit wier, datt dës Kënschtler och hir gerecht Rémunératioun kréien. Lëtzebuerg ass e Land, wou de Schutz vun der Propriété intellectuelle groussgeschriwwen gëtt. Dëst si Wäerter, déi och mir als



Demokratesch Partei verteidegen an ëmmer nees verteidegt hunn. Dofir wier et och nëmmen normal, wann d'Droit-voisinen och hei zu Lëtzebuerg un eis Kënschtler géifen ausbezuelt ginn. Leider ass, wéi gesot, nach keen do, deen dëst mécht, wéi d'SACEM dat bei den Droit-d'auteurs ganz gutt mécht.

Et muss ee wëssen, datt d'Interpreten dat net selwer an d'Hand huelen. Dat muss schonns an der Form vun enger Gestion collective gemaach ginn. Ech hoffen, datt d'Basis, also déi concernéiert Kënschtler aus der Musekszeen, genau wéi dat och bei der SACEM 2003 geschitt ass, sech staark maachen, fir sech fir hir Rechter anzsetzen, an datt esou eng Firma erkennt, datt d'Lëtzeburger Musekszeen et derwärt wier, fir hei och d'Droit-voisinen anzammelen an ausbezuelen.

Ech fannen et nämlech fundamental, datt och hei zu Lëtzebuerg all Rechter rémunéiert ginn, siefen dat déi vum Auteur oder déi vum Interpret oder Produzent. D'Droit-d'auteurs an d'Droit-voisine ginn Hand an Hand.

Dëst gesot, ginn ech den Accord vun der demokratescher Fraktioun.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Bauler. Nächste Riedner ass den Här Gérard Anzia.

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Här President, léif Kolleeinnen a Kollegeen, e grouesse Merci un de Rapporteur fir säin ausféierleche schréfftlechen a mëndleche Rapport. Ech géif weider keng Ausféierung méi zu deem Projet de loi ginn an d'Zoustëmmung vun eiser grénge Fraktioun dozou ginn.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Nächste Riedner ass... - ah, ech hat den Här Kartheiser hei stoen - den Här Reding.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Merci, Här President. Mir wäerten als ADR dësen Text stëmmen, deen exzellent ass. Effektiv, ouni Droit-d'auteurs, siefen dat elo Droits d'auteur proprement dits oder Droits voisins, gëtt et keng Kreatioun. D'Essenz ass d'Rémunéatioun vum Schafenden, vum Konschtschafenden, vum Komponist, vum Auteur, vum Interpret. An dat ass esou e wichtegt Uleies, datt mer dat onbedéngt sollten hei ënnerstëtzen.

Nodeem den Här Mosar eng Lanz gebrach huet fir d'Kabelbedreier an den Här Bauler fir d'SACEM an am Rahme vun der Transparenz iwwer eise Lobbyismus deklaréieren ech dann, datt ech Membre associé si vun der SABAM. Voilà.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. No dësem kollektiven Outing...

(**Hilarité**)

...géif ech da froen, ob nach eng Wuertmeldung do ass.

Dat ass net de Fall. Dann huet de Minister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Merci, Här President. Ech soen dem honorabele Rapporteur Merci fir säi mëndlechen a schréfftleche Rapport. Och alle Spriecher vun deene verschiddene Fraktiounen soen ech e Merci, an och dem Här Mosar. Seng Kritik ass gehéiert. An ech ginn em och recht. Mir selwer waren als Regierung och net ganz glécklech iwwert den Detail vun där doter Direktiv, hunn eis awer leider op europäeschem Niveau net zu méi kënnen duerchsetzen oder net méi wäit kënnen duerchsetzen. Mä mir wäerte weider do en A drop halen.

An domat soen ech lech alleguerte Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Domat wäre mer um Enn vun eisen Diskussiounen a mir géifen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6667 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6667 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

58 Deputéierter hu selwer oder par procuration um Vote deelgeholl an 58 hu sech der mat Jo ausgedréckt. Domat ass de Projet unanime ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Félix Eischen), MM. Laurent Mosar, Marcel

Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

An ech wollt d'Chamber froen, ob se d'Dispens gëtt.

(**Assentiment**)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

A mir géifen zum virleschte Projet iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6700, en Amendement zum Kyoto-Protokoll. An ech wollt direkt drop insistéieren, dass dëse Projet laut Artikel 114 vun der Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmme brauch. De Vote par procuration ass hei net zougelooss, soudass jiddweree weess, wou en drun ass. An de Rapporteur, den Här Henri Kox, huet direkt d'Wuert.

6. 6700 - Projet de loi portant approbation de l'amendement au Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, adopté à Doha le 8 décembre 2012

Rapport de la Commission de l'Environnement

► **M. Henri Kox (déi gréng), rapporteur.** - Merci, Här President. Da kann ech d'Ried op deem Punkt e bësse verkierzen, dann ass dat scho gesot. Effektiv geet et ëm d'Randifikatioun vum Kyoto-Protokoll, an dëst vun der Convention-cadre vun der UNO, déi den 8. Dezember 2012 zu Doha geholl ginn ass.

Dir hutt an de leschten Deeg oder Wochen an der Press kënnen liesen: Säit 2000 waren all déi Joren hannendrun déi wärmste säit der Klimamoossung. Insbesondere 2014 war eent vun deene wärmsten, an dat och net nëmmen international an deenen anere Länner, mä och hei zu Lëtzebuerg. Dat kënnt net vun ongeféier an et gëtt och schonn des Éftere confirméiert a ganz renomméierte wëssenschaftleche Rapporten. Dee leschte Rapport, deen erauskomm ass, dat ass dee vun der UNO, vun de Klimaexperten, deen am Oktober erauskomm ass. Dat war de fënnefte Bericht successiv, deen dat nach eng Kéier bestätegt.

Wat huet dee Bericht gesot? Dräi Moosname vläicht, déi wichteg sinn: Éischstens, de Klimawandel ass eendeiteg. A säit 1950 gëtt en och successiv bestätegt. Fir d'Zweet ass e vu Mënschenhand gemaach, an dat ass och eppes, wat och haut net méi contestéiert gëtt. An drëttens, dat ass, dass d'Länner alleguerten opgefuerdert ginn, eppes ze ënnerhuelen. An dat ass och nach eng Kéier zu Lima am Dezember vun deenen 195 Länner, déi an deem Accord mat verhandelen, bestätegt ginn.

Dat heescht fir eis a fir mech ganz perséinlech, dass d'Lutte géint de Klimawandel eng Prioritéit muss vun all de Regierungen sinn. Dat soll och eis Chamber interesséieren. Dofir hu mer jo och en Débat d'orientation mat Rapport geplangt, dee mer hoffen, virum Summer awer kënnen hei dann ze debattéieren an dann och Moosname fir Lëtzebuerg kënnen auszuféieren.

Wat seet dat Gesetz selwer? Dir wësst, dass de Klimawandel säit 1992 an der Diskussioun ass. An dat ass duerch déi Convention-cadre vun der UNO an d'Liewe geruff ginn. '94 gouf se hei zu Lëtzebuerg ratifizéiert, '95 ginn eréischt d'Diskussiounen un a '97 si mer eréischt a sech zu deem Kyoto-Accord komm.

Wat huet dee gesot? Deen huet a sech gesot, dass all d'Länner, déi dee ratifizéieren - dat waren a sech d'Industriellänner -, 5% vun hire klimaschiedegende Gasen an der Period 2008 bis 2012 sollté reduzéiere par rapport zum Joergang 1990.

Et hätt sollen zu engem zweete Kyoto-Accord kommen, an dat no 2012. Et ass awer net zu deem Accord komm. An dofir ass et just zu engem Amendement zu deem Kyoto-Accord komm. An dat ass dat, wat mer haut ratifizéieren.

Wat huet dee gesot? Deen huet gesot, dass dann d'Period vun 2013 bis 2020 leeft an net méi 5% musse reduzéiert ginn, mä am Ganzen 18%. Dat heescht, et ass an d'Luucht gaangen. Et ass awer och nach e weidere Klimagas derbäikomm, dat ass de Stickstofftrichlorid. Ech wëll déi aner Stoffen net mat opzielen, mä dee bekanntesten ass den CO₂, deen am meeschten ëmmer an de Mënnern ass.

Wéi gesot, et muss ratifizéiert ginn, fir dass e kann ugewannt ginn, dësen Accord, dat heescht, op d'mannst vun dräi Véirels vun deenen 192 Länner, déi deemools de Kyoto-Accord mat ënnerschriwwen hunn.

Wat heescht dat fir d'Europäesch Gemeinschaft? D'Europäesch Gemeinschaft huet gesot: 20% reduzéieren. An do deklinéiert sech dat Ganz op Lëtzebuerg. A Lëtzebuerg huet och gesot, et géif reduzéieren, an dat och ëm 20%, awer net par rapport zu 1990, mä par rapport zu 2005. An där neier Period bis 2020 muss Lëtzebuerg eben déi Efforte maachen.

Zu der legislativer Prozedur nach dräi Datumen. De 24. Juni 2014 gouf dëst Gesetz déposéiert. Den 21. Oktober 2014 huet de Statsrot säin Avis gesot. An den 30. September huet d'Chambre des Métiers och eppes gesot. An den - also véier Datumen - 20. November gouf ech als Rapporteur zu dësem Projet ernannt.

De Conseil d'État huet gesot, dass déi Zweek-Drëttel-Majoritéit hei muss genannt ginn. Den Här President huet dat scho virdu gesot. D'Chambre des Métiers hat a sech keng Observatioun.

Dofir géif ech mengen, dass deen Accord, wou et sech just ëm een Artikel handelt, och vun eis sollt kënnen mat grousser Majoritéit gestëmmt ginn. An ech bréngen dofir och den Accord vun der grénge Fraktioun.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Rapporteur. D'Wuert huet elo den Här Marcel Oberweis.

Discussion générale

► **M. Marcel Oberweis (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Madame Ministesch, erlaabt mer am Ufank, wéi dat hei am Haus übblech ass, dem Henri Kox Merci ze soe fir dee schréfftlechen an och säi mëndleche Rapport. Hie wor a senger Gedanken an Ausféierung ganz wäit gaangen. Ech wëll dozou näischt méi bäifügen, wollt awer am Numm vun der CSV mer e puer Gedanken zum Klimawissel maachen.

Mir hunn hei gesot kritt, dass am Kyoto-Protokoll en Amendement gemaach ginn ass. An deen ass jo awer esou geplangt, dass en 2020 zu Enn soll kommen. Mä maache mer eis dach näischt vir: Wann deen zu Enn soll kommen, de Klimawissel geet virun! Zënter dem Akraaftriede vun dësem Protokoll am Joer 2005 sinn d'Dreifhausgasen net erofgaangen, mä au contraire, si sinn eropgaangen. All Joers hu mer en neie Rekord gebrach. An dat kënnt, well an der ganzer Welt, a ville Schwellelänner och mëttlerweil fossill Energien agesat ginn.

Momentan bedroen d'Emissiounen schonn 43 Milliarden CO₂-Equivalent. Dat si 50% méi wéi 1992! Dobäi war den Energieverbrauch an de leschte Joren duerch d'Kris erofgaangen. Interessant op alle Fall: Wann een dës Emissiounen op d'Weltbevölkerung iwwerdréit, da leie mer bei sechs Tonne pro Kapp! Dem Weltklimarot no, deen elo kuerz ugesprach ginn ass, mussen déi awer bis 2050 op 20 Milliarden erofgedréckt ginn, dat heescht nach just zwou Tonne op de Kapp fir déi Leit, déi dann nach liewen. Ech net méi, mä déi Jonk vun eis, déi liewen dann nach.

An der Europäescher Unioun ass d'Moyenne néng Tonne. A Lëtzebuerg huet natierlech ëmmer e Spëtzwäert vu 27 Tonne. Do kënnt Der lech virstellen, wat fir eng Aarbecht virun ons läit, fir op zwou Tonne während deenen nächste Joren erofzuegoen. An dobäi huet dann d'Europäesch Unioun, dat muss een awer soen, vill gemaach, well mir hunn nach just 11% vun de weltwäiten Emissiounen.

De Cocktail vun de géftege Gasen an der Atmosphär huet negativ Auswierkungen, Dir wësst et: Waasserknappheet, Iwwerschwemmungen an esou virun, d'Uklamme vum Mieressniveau. D'Joer 2014, et ass elo grad gesot ginn, dat lescht Joer war dat wärmstent zënter de Moossungen, zënter 1854. Dobäi huet Lëtzebuerg souguer och seng Moyenne ëm 1,5 Grad eropgehuewen. A mir kënnen hoffen, dass et net esou weidergeet!

Bei der rezenten Ëmweltkonferenz zu Lima, wou d'Madame Ministesch jo derbäi war, ass zu Recht bemängelt ginn, dass déi gutt Usätz am Kyoto-Protokoll net weider befollegt si ginn. Et ass nach schlimmer agetratt: Vill Länner hunn opgehele matzemaachen, si souguer aus dem

Protokoll erausgetrueden. An domadder huet d'Effikassitéit jo och ofgehall.

Wa mer keng Remedur maachen, dann ass dat Zil, dat mer eis ginn, 2 Grad net ze iwwerschreiden, net haltbar! An d'Klimatologen soen eis jo schonn, dass et wahrscheinlech dräi bis véier Grad wäerte méi ginn. Mir hunn also hei d'Ausmoossungen total verfeelt (veuillez lire: d'Ausmooss total ënnerschätzt!)

An de leschte Joren, muss een awer soen, sinn awer hei a Lëtzebuerg e puer Moosnamen ergraff ginn. Mir sollen net maachen, wéi wann näischt geschitt wier. Mir hunn am Amendement festgehale, et ass elo grad gesot ginn: Eng éischt Period, do sollt mer ëm 5% erofgoen; déi zweet Period, do sollt mer ëm 18% erofgoen. D'Europäesch Unioun als Virreider seet: „Mir maachen 20%.“ A si wëllt souguer 40% maache bis 2030. Also, mir ginn eis do ganz ambitiéis Ziler! Hoffe mer, dass déi aner matmaachen.

Niewent dem ETS-Zertifikatiounssystem fir d'Industrië mussen awer och déi aner Beräicher, d'Net-ETS, Mesuren ergräifen, fir den Energieverbrauch erofzesetzen an domadder och dann d'Dreifhausgasemissiounen.

Ech dierf awer drun erënneren, wat e bëssen dramatesch ass, dass mëttlerweil d'Tonn vun CO₂ mat manner wéi 5 Euro gehandelt gëtt. An et war tabléiert ginn, haut wiere mer bei 30, 40; also wäit ewech dovunner! An dat mécht d'Saach och net einfach. Bis zum Joer 2020 muss de Präis eropgehuewen ginn, well mer probéiere jo, iwwerall Reduktiounen anzeféieren.

Am Bau hei am Land ass ganz kloer en Dréi geholl ginn, well mer duerch Passivhaus- an Niddregenergiebauweis virukommen. An ech muss och soen, de Klimapakt hei am Land huet a bal 106 Gemenge gegraff. An et kann ee jo nëmmen houfreg sinn, dass d'Leit um Terrain matmaachen.

Ee Beräich awer, wou mer versot hunn - ech géif do soen, mir hu kollektiv versot -, ass de Verkéier. Ech dierf just drun erënneren: Am Joer 1998, do hate mer 9,8 Milliounen (veuillez lire: 9,8 Milliounen Tonnen) Emissiounen. An dat war minus 28%, déi mer eis selwer ginn haten. Mä leider ass doropshin awer den Tanktourismus esou geklommen, dass mer haut erëm bal bei 12 Milliounen leien.

Eng kleng Note nach dozou. D'Europäesch Kommunikatioun 689 aus dem Joer 2014 huet gesot gehat, Lëtzebuerg wäert seng Ziler bis 2020 ëm plus 23% iwwerschreiden. D'europäesch Moyenne ass minus 1%. Dir kënnt lech virstellen, wat mer do erëm eng Kéier eng Aarbecht virun ons hunn! An ech denken, dass d'Madame Ministesch e puer Wuert dozou wäert soen.

Si soen och an hirem Pabeier, der Kommunikatioun: Mir mussen eis Kraaftstoff eroptaxéieren. Wéi mer dat hei maache wäerten, dat soll da gemeinsam organiséiert ginn. Mä ech denken, d'Etüd „Tanktourismus“, déi wäert eis do nei Weeër soen. An ech soe ganz kloer: De Klimawandel, net all Mënsch erkennt dat, do muss awer - an ech mengen, dat maachen déi meescht Leit mat - e Mentalitéitswandel kommen!

Ech kommen zum Schluss, Här President. Ech wollt just soen, wa mer eis net ustrengen, da wäerten déi Käschten, déi hei ufalen - net fir ons, fir mech, mä fir meng Kanner oder fir Är Kanner a Kandskanner -, ganz grouss Käschten erviruffen. A mir kënnen hoffen, dass deen nächste Vertrag zu Paräis hei en neit Resultat wäert bréngen!

An ech bréngen den Accord vun der CSV mat a soe Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Oberweis. Dann huet den Här Roger Negri d'Wuert gefrot.

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech soe fir d'Éischt dem Rapporteur Henri Kox e grouesse Merci fir seng Rapporten, déi mëndlech, schréfflech, déi ganz komplett waren. An dofir wëll ech och just e puer Wieder aus der Siicht vun der LSAP soen.

Mir stinn effektiv virun enger duebeler Erausforderung, souwuel hei zu Lëtzebuerg wéi als Member vun der Europäescher Unioun. An och wann de Klimaschutz aus der politescher Aktualitéit verschwonnen ass, ass en nach ëmmer do an e gëtt net méi kleng, wat mer méi laang waarden.

Mir hunn zu Doha leider misse feststellen, dass zwee Länner haaptsächlech, d'USA a China,



net matmaachen an där zweeter Kyoto-Etapp. An dofir ass et ëmsou méi wichteg, dass d'Europäesch Unioun hei un engem Strang zitt an hir Responsabilitéit hält an dat net nëmmen a Sonndesriede mécht, mä an effektiv rechtlech verbindlechen Ziler och ëmsetzt. An dat kënnen mir och nëmme weider ënnerstëtzen.

A wann d'Prognose vu renomméierten Experten och nëmmen e bësse stëmmen, dann ass et ganz kloer, dass mer hei gefuerdert sinn, a besonnesch hei zu Lëtzebuerg, wou mer en héije Liewensstandard hunn. D'Verbesserung virun allem vun der Energieeffizienz an d'Entwicklung vun neie Materialien an Technologien hei an der Recherche - ech mengen, mat deenen neien CRPen hu mer jo do déi Méiglechkeet - sinn e ganz wesentlecht Element am Kampf géint de Klimawandel.

Verbindlech Klimaziler, déi an der ganzer EU Uwendung fannen, ënnerstëtzen eis dobäi, grad an engem Moment, wou d'Energiepräisser esou niddreg sinn a wou mir alleguer natierlech versicht sinn, do net esou spuersam mat deser Ressource ëmzegoen.

An deem Sënn wollt ech vläicht eis Ministesch froen, ob se eis kéint e puer Detailer ginn, wat no der Konferenz vu Lima Enn d'lescht Joer erauskomm ass, besonnesch en vue vum nächste Sommet, wou jo dann en definitiven Accord soll fonnt ginn, zu Paräis, an dat am Kader vun der Lëtzebuerger Présidence.

An deem Sënn géife mir als LSAP dese Projet ënnerstëtzen a ginn och domadder den Accord.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Negri. Dann huet den Här Max Hahn d'Wuert.

► **M. Max Hahn (DP).** - Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ech soe fir d'Éischt op deser Plaz dem Rapporteur Merci fir säin ausféierleche schréfflechen awer och mëndleche Rapport.

De Gesetzesprojet, iwwert dee mir de Mëtten diskutéieren, gesäit en Amendement zum Kyoto-Protokoll vun 1997 vir, an dat fir sécherstellen, dass de Klimaschutz och weiderhin eng Prioritéit bleift. Wéi scho gesot ginn ass, verlängert des Annerung och déi lëtzebuergesch Engagementer op deem Niveau; elo emol bis 2020.

Här President, ech mengen, jiddwereen heibannen ass d'accord, dass mer op eis natierlech Ressourcen oppasse mussen. Dëst, fir dass sech eis Gesellschaft op laang Dauer weiderentwéckele kann a mir eise Kanner eng Welt hanterloossen, déi liewenswäert ass. Et wier onverantwortlech, wa mir eis Ëmwelt haut esou beschiedege géifen, dass et fir eis Kanner muer onméiglech wier, vun enger bestëmmter Liewensqualitéit ze profitéieren. Dofir mengen ech, dass de Klimaschutz en Thema ass, wat iwwert d'Parteigrenzen erausgeet.

An deem Sënn hat dëst Haus och 2001 de Kyoto-Accord guttgeheescht, an deem mir eis engagéiert hunn, den Ausstouss vu geféierleche Gase bis d'Joer 2010 ëm 28% par rapport zum Stand vun 1990 ze kierzen. Jo, dëst war en ambitiëst Zil, an et ass bestëmmt net falsch, fir an deem Beräich éiergäizeg ze sinn.

Et muss een awer och realistesch sinn an agestoen, dass mer trotz ville Beméiungen et net fäerdegbruecht hunn, eis Ziler ze erreechen. Amplaz vun deenen ugepeiltenen 28% hu mer nëmme ganzer 8% gepackt. Dëst soll awer kee Grond sinn, de Kapp hänken ze loossen. Et soll vill méi eng Opfuerderung un eis alleguer sinn, fir nei Weeër ze fannen, wéi mer d'Energie méi effizient a méi propper notze kënnen, ob dat am Beräich vun de Privatpersounen oder vun de Betriber ass.

Jo, et ass richtig, sech weider ambitiëst Ziler ze setzen, esou wéi mir dat och haut de Mëtten hei maachen. Mä mir brauchen och eng Diskussioun iwwert d'Moyenen, wéi mer et fäerdegbréngen, eis Ziler hei am Land ze erreechen.

Här President, an deem Kontext wëll ech drop hiweisen, dass d'Sous-kommissioun, déi den Débat d'orientation zum Thema virbereet, sech dëst zum Zil gesat huet. Et geet hei drëms, d'Potenzialer beim Klimaschutz erauszuschelen, fir feststellen, wou mer hei am Land nach Méiglechkeeten hätten, fir eis Energie méi effizient ze notzen.

Erlaabt mer dann awer och, kuerz drop hinze weisen, dass d'Demokratesch Partei während deene leschte Joren d'Konzept vun der Klimabank ëmmer weider virugedriwwen huet an ech am Oktober d'Geleechenheet hat, eis Iddi vun enger Klimabank ganz konkret ze erklären.

Et handelt sech dobäi ëm eng Kooperatioun tëscht dem Stat an agréierte Banken hei am Land, bei deenen een e Prêt logement kréie kann, fir säin Haus ze renovéieren an et domadder energetesch ze verbessern. Well ee jo no esou enger Renovatioun manner Heizkäschtchen huet, kann ee mat deem Erspurnis de Prêt zréckbezuelen. De Stat géif an deem Fall d'Zënse vum Prêt iwwerhuelen, soudass et e Crédit à taux zéro géif ginn. An anere Wieder: De Stat hëllef de Leit, hiert Haus energetesch ze sanéieren, andeems hien en Deel vun de Käschtchen duerch eng Virfinanzéierung iwwerhëlt.

Dës Iddi mécht a villerlee Hisiicht Sënn: Éischtens ass et besser, mir investéieren hei am Land, wéi dass mer d'Sue fir Projeten am Ausland ausginn; zweetens gëtt esou d'Bausubstanz hei zu Lëtzebuerg erneiert; drëttens kréien eis lokal Handwerksbetriber méi Optrag, a véiertens ginn d'Privatstët duerch d'Aspuerung bei den Heizkäschte finanziell entlaascht. Här President, d'Klimabank ass also e Moyaen, wéi een eng nohalteg Klimapolitik an eng iwwerluechte Wirtschaftspolitik zesummebréngen kann. De Mëtte gi mir eis weider Klimaschutzziler. Elo ass et un der Zäit, fir Konzepter op den Dësch ze leeën, mat deene mir eis éiergäizeg Ziler erreeche wäerten. Eist Land huet vill Potenzial. Et geet drëms, dës fräizesetzen!

Ech soen Iech Merci, an ech ginn heimat den Accord vun der Demokratescher Partei.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Hahn. Nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, d'ADR kann hei e Bäitrag leeschten, andeems se vläicht méi e realistesch Bléck op déi Debatt hei an déi Problematik haut propo-

séiert. Mir huelen, wéi all Partei hautzudaags, den Ëmweltschutz extrem eescht, inklusiv selbstverständlech de Schutz vun der Atmosphär. A mir begrëssen et, dass an engem Accord, wéi elo zu Doha, och ëmmer weider Gassen a méiglech Dreifhausgasen do op déi Lëscht gesat ginn an dass dat zu enger Ustrennung féiert, fir d'Natur méi ze schounen.

Trotzdem muss een awer och realistesch sinn a feststellen, dass de System, deen zu Kyoto agefouert gouf, largement ineffikass ass. Ech wëll hei just e puer Zitater vun eise Rapport aus der Cour des Comptes vun 2013 bréngen, déi dat ganz kloer soen.

D'Cour des Comptes sot, éischtens, dass deen Objektiv, dee mir eis als Lëtzebuerg gesat hatten, «complètement irréaliste» wär. Dat Zweet, wat d'Cour des Comptes gesot huet, dat ass, dass déi Mechanismen, déi agefouert gi sinn, «très critiquables d'un point de vue écologique» wäeren. An déi drëtt Constatatioun, dat wor, dass deen «marché de quotas d'émission de gaz à effet de serre», deen do agefouert gouf, «s'est avéré comme un échec.» Dat ass dat, wat d'Cour des Comptes gesot huet.

A mir musse jo och gesinn, wa mer Europa insgesamt gesinn an d'Emissiounen weltwäit - verschidde Virriedner hunn op Aspekter do schonn opmierksam gemaach -, mä an Europa ass dee gréissten Deel vun der Reduktioun vun den Emissiounen där Tatsaach ze verdanken, dass déi osteuropäesch Industrien eben no 1990 ofgebaut goufen a keng Emissiounen méi bréngen.

Deen Amendement, dee mer haut hei solle stëmmen, betrëfft maximal 15% - et gëtt geschat 13% - vun de Weltemissiounen an Equivalent CO₂. Do sinn déi wichteg Staten ausserhalb der Europäescher Unioun iwwerhaapt net vertrauten. Also, et sinn u sech d'Europäesch Unioun an e puer anerer, déi deen do Engagemement op sech huelen.

Fir Lëtzebuerg bedeit dat, dass mir bei deenen 13% mat 0,000... Ech weess net, ob d'Regierung genau weess, wat do genau eise Pourcentage ass, mä deen ass fir d'Welt, net fir eis, mä fir d'Welt an d'Emissiounen weltwäit absolut négligeabel!

Mir mussen eis awer froen: Déi do Kontributioun, déi mir bréngen, wat bedeit déi fir eis an eis Economie? Mir hunn, an dat wësse mer, Problemer op der Finanzplaz a mir hunn als Land e Problem, dass mer ze vill ofhängeg si vun de Servicer vun engem Secteur vun der Economie. Et ass also dofir wichteg, dass mer d'Méiglechkeete vun der Diversifikatioun ëmmer nees präiwen an och no vir driiwen. An et ass och wichteg, dass mer déi aner Industrien oder aner ekonomesch Akteuren am Land, wéi d'Industrien, net découragéieren an net delokaliséieren.

Elo seet awer d'FEDIL eis ganz kloer, dass si enorm Problemer huet. D'Energiepräisser sinn ze héich a si ënnersträicht de Risk vun der Delokalisatioun vu Betriber aus der Europäescher Unioun eraus, och aus Lëtzebuerg eraus, wat also dann eis Ofhängegkeet géintiwwer vum Finanzsektor nach méi géif erhéijen an Zäiten, wou awer do genuch Problemer sinn.

Mir mussen also kucken, dass mer elo net nëmmen, wa mer hei iwwer Klimaschutz schwätzen, déi eng Dimensioun gesi vun deem Bäl-

trag, dee souwéiso fir Lëtzebuerg négligeabel ass, mä mir mussen de Gesamtbléck op eis Economie an eis ekonomesch Interessen an op d'Noutwendegkeet vun der Diversifikatioun vun eiser Industrie och huelen.

Mir hätte gär als ADR, dass mer selbstverständlech eng éierlech a realistesch an ëmsetzbar Ëmweltpolitik féieren. Mir hätten awer och gär, dass mer ouni Ideologie a mat Realismus op d'Interesse vun eiser Economie oppassen. A mir hätte gär, dass mer net aus ideologesche Grënn eng wichteg finanziell Kontributioun zu eise Statsbudget - an dat ass den Tanktourismus - elo einfach op d'Spill setzen, wou mer souwéiso schonn e Budgetsdefizit hu beim Stat, wou mer souwéiso schonn Ausfall hunn duerch d'Ewechfale vun de Steieren am Beräich vum elektronischen Handel an esou virun. Et ass net an där Situatioun - och egal wéi wichteg elo d'Ëmweltpolitik eis ass -, fir liichtfankeg mat deenen anere finanziellen an ekonomeschen Interesse vum Land ëmzegoen!

Et ass also méi verlaangt wéi en eesäitege Bléck op déi reng Ëmweltaspekter, wéi gesot, déi fir Lëtzebuerg souwéiso an deser Problematik net ganz bedeitend sinn, weltwäit gesinn.

A wat mer nach als leschte Punkt wëlle bréngen, ass eben deen Aspekt, dass mer hei souverän Rechter ofginn an engem Domän, wou dat net néideg ass!

Mir sinn als ADR souwéiso ëmmer der Meinung, dass mer sollen déi Saachen, déi mer kënnen national decidéieren, sollen national decidéieren. Wa mer souverän Rechter ofginn, muss dat an engem Sënn sinn, dass et eng temporär Derogatioun ass. Esou steet et jo och an eiser Constitutioun. Et soll eis eng Souveraineté partagée ginn. Et soll eis gläichzäiteg méi Handlungsméiglechkeete bréngen. Vun deene Kritären ass hei keen erfüllt. Dofir si mir am Prinzip och net dermat d'accord, dass mer an deem Beräich souverän Rechter ofginn.

Mir wëllen, wéinst der Wichtigkeet och, deen den Ëmweltschutz fir eis huet, net géint des Ratifikatioun stëmmen, mä aus all deenen anere Considératiounen, déi ech hei hu kënnen bréngen, wëlle mer eis enthalen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Kartheiser. De leschte Riedner ass den Här Serge Urbany.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Merci, Här President. Ech wëll zu där Debatt hei just soen, dass mer eist Kyoto-Zil, dat heescht eng Reduktioun vun 28%, grandios verfeelt hunn! Mir hu just 8% aus eegener Kraaft gepackt, an déi sinn och just zréckzeféieren op d'Ëmstellung vun den traditionellen Héichwien op Elektrostolwierker an den 90er Joren. Déi feelend 20% hu mer erkaaft iwwer Kompensatiounsmoosnamen, wéi se och am Kyoto-Protokoll erlaabt sinn an deene sougenannten „flexibele Mechanismen“.

D'Cour des Comptes huet dës Praxis virun engem Joer an engem Avis schaarf kritiséiert. D'Klimapolitik, huet se gesot, géif hei als e rene Kontabilitéitsexercice gesi ginn, andeem zousätzlech Emissiounsrechter kaaft ginn oder Kompensatiounsmoosnamen an deene Länner finanzéiert ginn, wou se am bëllegste sinn, an net do, wou se am meeschte Sënn géife maachen.

■ L'actualité parlementaire sur www.chd.lu

■ Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.

■ La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.

■ L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.

■ Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.

■ De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.



d'Chamber online op
www.chd.lu



Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Espace Médias S.A. / Polygraphic S.A., Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries

Saint-Paul Luxembourg S.A. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg,
Editpress S.A. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

An esou e massive Réckgrëff op Kompensatiounsmesurë wier - esou d'Cour des Comptes deemools, an dat gëllt och haut nach - och guer net am Sënn vum Kyoto-Protokoll, deen déi Mesuren nëmmen als complémentaire gesäit niewent deenen nationale Beméiungen am Land selwer. Während hei am Land am Fong geholl et ëmgedrëit funktionéiert an déi real Mesuren hei an der Wirtschaft éischter als complémentaire a fakultativ ugesi ginn.

Zu Lëtzebuerg huet den Emissiounshandel iwwerdeems zu enger Festleung vum engem Wirtschaftsmodell gefouert, deen op fossille Brennstoffe baséiert an Investitiounen a reell Klimaschutzpolitik gebremst a blockéiert huet.

D'Versoen an d'Onkontrolléierbarkeet vum deem Zertifikatsmarché huet och derzou gefouert, dass grouss Konzernner a Spekulanten drop sëtzen an dermat massiv Geld verdéngen. Virop natierlech - Dir wësst et alleguer - ArcelorMittal, déi esou Zertifikater am Wäert vum iwwer 300 Milliounen besëtzt, déi se fir näischt kritt huet an elo net méi wëllt zrëckginn.

Esou en Instrument kann net Deel vum enger Klimaschutzpolitik sinn. Et steet där éischter am Wee. An déi zu Doha decidéiert Verlängerung vum Kyoto-Protokoll verflucht d'EU elo zu enger Reduzéierung vum 20% bis 2020; wat e schwaacht Zil ass, wéinstens wann een den Ëmweltorganisatiounen nolauschtert an och wann ee gewësse Wëssenschaftler nolauschtert, déi sech dozou geäussert hunn. Déi fuerderen e Minimum vum 30%.

Wat Lëtzebuerg ugeet, muss fir dës zweet Peri-od just nach e Minus vum 20% par rapport zu 1990 virgewise ginn. D'Europäesch Ëmwelt-agentur huet awer an hirem leschte Rapport ausgerechent, dass Lëtzebuerg mat der aktueller Politik, wann déi fortgefouert gëtt, e Stéck méi wäert ausstousse wéi nach 1990, souguer méi wéi haut nach. A souguer mat zousätzleche Mesurë géifen eis Emissiounen konstant bleiwe par rapport zu 1990.

Wa mer elo deen Amendement hei stëmmen zum Kyoto-Protokoll, verflachte mer eis am Kader vum der EU genee dozou. Méi net, och net manner. Dobäi wier et, menge mir, grad wichtig, an d'Zukunft ze investéieren, net nëmme wéinst Kyoto, mä och aus aneren Ursaachen, wéinst der wirtschaftlecher Diversifikatioun, wéinst der Liewensqualitéit generell hei am Land.

E Beispill ass den Ausbau vum den erneierbaren Energien, wou den Undeel um Gesamtverbrauch de Moment bei 3,1% nëmme läit, wat en immens niddregen Undeel ass am Verglach och zu deem am Fong geholl wéineg ambitiësen Zil, dat Lëtzebuerg sech gestallt hat, vum 11%.

Mir mengen och, dass de massiven Ausbau vum ëffentlechen Transportréseau néideg wier, fir méi Autoen a Camionen vum der Strooss ze kréien, an net fir méi Autoen a Camionen op d'Stroossen ze kréien, wéi dat bei verschiddene Contournementen de Fall ass, vum deenen och schonn an där Debatt hei virdru geschwat ginn ass, déi géint all Prinzipie vum der Landesplanung verstoussen, och well se a Konkurrenz stinn zu enger vill befuerener a vill benotzter Eisebunnstreck an där Géigend.

D'Verlängerung vum Kyoto-Protokoll, menge mer awer, wier hei noutwendeg a wichtig, och wann et just e Minimalkonsens ass. Et ass en Iwwergangsinstrument bis 2020. A mir hoffen, dass duerno e méi ambitiëst - hoffe kann ee jo ëmmer! - a wierksam Ofkomme a Kraaft trëtt, dat och de Kader setzt fir eng Klimaschutzpolitik op internationalem an europäeschem Plang, déi deen Numm och verdéngt.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Urbany. An dann hätt d'Regierung d'Wuert, d'Madame Ëmweltminister Carole Dieschbourg.

Prise de position du Gouvernement

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement.** - Här President, Dir Dammen, Dir Hären, éischters emol e grouss Merci engersäits dem Henri Kox fir säi gudden mëndlechen a schrëftleche Rapport an awer och den eenzelne Fraktiounen fir dee Soutien, dee mer hei kréien, fir déi Ënnerstëtzung a fir déi engagéiert Wieder.

Déi engagéiert Wieder och vum Här Oberweis, vum Här Negri, vum Här Hahn, dat weist, de Klimawandel ass eng Realitéit, et beweist, dass et hei an och...

(Interruption)

...genau, och vum Här Urbany...

(Interruption)

Genau!

(Brouhaha)

Op jidde Fall, un lech allegueren e grouss Merci...

(Hilarité)

..fir déi Ënnerstëtzung!

De Klimawandel ass keng ideologesch Astellung. De Klimawandel ass Realitéit an de Klimawandel ass haut scho sichtbar an d'Auswierkungen dervun. Si si bei eis sichtbar. Mir müssen Adaptatiounsmesuren huelen. Aner Länner hunn eng national Sécherheet, déi se mussen protégéieren, si hu Land, dat verschwënnt. An dat ass dat, vum deem mer, ënner anerem och, zu Lima schwätzen! Dat ass dat, vum deem mer op internationalem Niveau schwätzen.

An ech si frou, dass mir als Lëtzebuerg hei eis Responsabilitéit iwwerhuelen. Eng Responsabilitéit engersäits, wéi och den Här Hahn et gesot huet, vis-à-vis vum eise Kanner. Eng Responsabilitéit vis-à-vis vum engem Liewen, wat nach kënnt a wat sech och hei soll entwéckelen.

Wa mer vu Klimawandel schwätzen an dann d'Ekonomie mat an d'Spill huelen, Här Kartheiser, da muss ech lech soen, dass mir eis eng nohalteg Ekonomie wënschen, eng, déi op déi Challenges ageet, déi sech hir stellen. Eng innovativ an eng, déi Effizienz och am Beräich vum der Energie gesäit an och am Beräich vum den Emissiounen.

Ouni gesond Loft, ouni proppert Waasser an ouni e gudden Buedem ka sech hei a Lëtzebuerg an néieren op der Welt eng gesond Ekonomie entwéckelen an ass och keng Wirtschaft méiglech. Dofir ass dat de Grond, firwat et wichtig ass, fir géint de Klimawandel anzetrieden.

Et ass e grousst Zeechen, grad well mer och d'Présidence hu vu Lëtzebuerg, wa mer dat Amendement vum Doha elo ratifizéieren, am Virfeld vu Paräis.

Et ass och esou, an doriwwer sinn ech ganz frou, dass mer zu Lima nieft dem Basisdokument - an do ginn ech op dem Här Negri seng Fro an -, nieft dem Basisdokument vu véier Säite plus 37 Säiten - also vum 41 Säiten insgesamt -, wat eis all Weeër oplëscht, och op europäeschem Niveau konnten dank ville Sëtzen an Accord fannen, dass mer dat Doha-Amendement zum Kyoto-Protokoll och op europäeschem Niveau kënne guttheeschen, soudass mer de 17. Dezember konnten als Ëmweltminister soen: „Dat doten akzeptéieren als europäesch Länner.“ Dat war wichtig. Polen

hat bis zu deem Zäitpunkt nach blockéiert an no Lima hate mer do e gemeinsamen Accord.

A Lëtzebuerg ass elo eent vun deenen éischten, wat dat och a Musek ëmsetzt. Dofir e grouss Merci! Ech denken, dass et och net ass, well anerer net matmaachen, dass een net soll als EU dat gutt Virbild sinn. Als EU e Leader bleiwen, dat ass dat, wat mer musse maachen! Déi positiv Geschicht erzielen, net nëmmen d'Erausforderungen nennen, mä och d'Chancë gesinn, déi sech opdi fir eis Wirtschaft, d'Chancë gesinn, wéi och den Här Hahn et gesot huet.

Ech soen lech e grouss Merci fir Är Ënnerstëtzung!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madame Minister. Da wäre mer um Enn vum der Diskussioun a mir géifen zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6700 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänt un. D'perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen.

(Interruptions)

Keng Procuratiounen, sorry! Dat ass „die Macht der Gewohnheit“. Keng Procuratiounen! An d'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

Et hu 57 Deputéierter selwer ofgestëmmt, 54-mol Jo an 3 Enthaltungen. Domat ass de Projet mat enger qualifizierter Majoritéit ugehall.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haag, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

M. Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

An et bleift mer just nach ze froen, ob de Projet eng Dispens vum zweete Vote kritt.

(Assentiment)

Da soen ech lech Merci.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Här President!

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Dëst ass och en Accord... Mir brauchen nach eng Kéier eng Dräiviertelmajoritéit.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Wéi dee leschten...

(Interruptions)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, mä...

Jo! Also, mir géifen zum nächste Projet iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6716, erëm e Protokoll, dës Kéier iwwert den Zougang zu genetesch Ressourcen. An d'Wuert huet de Rapporteur, den Här Gérard Anzia.

7. 6716 - Projet de loi portant approbation du Protocole sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation relatif à la Convention sur la diversité biologique, conclu à Nagoya le 29 octobre 2010

Rapport de la Commission de l'Environnement

► **M. Gérard Anzia (déi gréng), rapporteur.** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn elo hei zu spéider Stonn ënnerwee an et ass net méi gradesou einfach, dann déi ganz Konzentratioun dofir opzebréngen,...

(Brouhaha général)

...wat eis awer bestëmmt nach wäert geléngen. Ech probéieren, mech esou kuerz wéi méiglech ze faassen an esou laang wéi néideg d'Ausféierungen ze maachen.

Et geet also elo ëm d'Approbatioun vum Nagoya-Protokoll, déi mer um Programm stoen hunn. E Protokoll, deen un éischter Stell enger gewësser Biopiraterie soll entgéintwierken, dat heescht, der Notzung vum natierlechen a genetesch Ressourcen ouni d'Averständnis vum deem Land, wou déi Ressourcë sech be-fannen, an ouni dass dat Land dofir entlount gëtt.

Et geet an deem Protokoll drëm, d'Biodiversitéit ze erhalen an ze schützen an e juristesche Kader se setze fir d'Notzung vum de genetesch Ressourcen. Och ginn d'Rechter an d'Flichte vum deenen eenzelnen Akteure festgehalen. Dat sinn op där enger Säit d'Länner, déi déi genetesch Ressourcen hunn, an op där anerer Säit déi industriell a kommerziell Notzer, déi déi Ressourcen exploitéiere wëllen, zum Beispill an der Kosmetik, der Pharmaindustrie an nach villen anere Beräicher.

Et si véier grouss Prinzipien, déi an deem Protokoll niddergeschriwwen sinn:

Éischters, et ass festgehalen, dass d'Notzung vum de Ressourcen nëmmen a géigesäitegem Averständnis ka geschéien.

Zweetens, dass a Contrepartie zu der Notzung eng gerecht an équitabel Deelung vum den Avantagen, vum den Uwendungen a vun de Ressourcë geschitt. Dat kann a Form vu Suen, Retour vu Fuerschungseresultater an/oder och vum Technologietransfert geschéien.

Drëttens, dass dat Land, dat déi Ressourcë besëtzt, awer och muss den Accès zu de Ressourcë garantéieren an esou regelen, dass den Accès gerecht an net willkürlech ass.

A véiertens, zu gudder Lescht, sinn déi zwou Partien, also déi, déi d'Ressourcen notzen, an déi, déi d'Ressourcë besëtzen, opgefuerdert, eng nohalteg Notzung ze garantéieren an d'Biodiversitéit op der Plaz ze erhalen.

Eng oppe Fro ass an der Kommissioun awer nach bliwwen: Wat geschitt, wann déi zwou Partie sech net eens ginn? De Protokoll ass do net ganz eenditeg. An dës Fro muss nach an de Verhandlungen zwëschen deene verschiddene Parteien da geklärt ginn.

Elo nach zum prozeduralen Deel. De Protokoll vum Nagoya ass den 29. Oktober 2010 ugehall ginn. Lëtzebuerg huet dee Protokoll den 23. Juni 2011 ënnerschrivven. Den Europäesche Conseil huet de Protokoll de 14. Abrëll 2014 approvuiert. De Projet de loi ass den 11. September vum leschte Joer an der Chamber déposiert ginn. De Protokoll ass zwëschenzäitlech den 12. Oktober 2014 a Kraaft getrueden, well dunn eben 51 Länner e ratifizéiert haten.

Den Avis vum der Chambre des Salariés ass de 27. September, dee vum der Chambre de Commerce de 7. November 2014 erstallt ginn. Déi hunn alle béid de Projet de loi approvuiert.

De Conseil d'État huet säin Avis den 11. November 2014 erstallt a bemierkt, dass e sech hätt kënne virstellen, dass de Protokoll zesumme mat den Ausféierungsreglementer an engem Gesetz hätt kënne regroupéiert ginn, an approvuiert de Projet de loi awer mat enger klenger kosmetescher Korrektur vum engem Bindestréch.

D'Ëmweltkommissioun huet dunn den 3. Dezember 2014 de Rapporteur genannt an de 15. Januar 2015 de Rapport ugehall. Domat wär ech um Enn vu mengem Rapport ukomm.

Ech ginn d'Zoustëmmung vum der grénger Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Anzia. An deenen éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Laurent Zeimet.

Discussion générale

► **M. Laurent Zeimet (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dës Protokoll, dee mer dann elo kënne, wa mer wëllen, approvuiieren, steet an der direkter Suite vum der Rio-Konferenz an der Konvention iwwert d'Biodiversitéit an ass deenen éischten Erfolleg u sech an der Suite vum deene Konferenzen zanter dem Kyoto-Protokoll, dee mer viru Kuerzem - jo elo just - nach diskutéiert hunn.

Lëtzebuerg war zu Nagoya duerch de Marco Schank vertrueden. Ech weess et net, mä ech mengen - ech si ganz sécher -, datt seng Präsenz a seng Matdiskussioun do mat derfir gesuergt hunn, datt dës Succès konnt zustane kommen!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!



► **M. Laurent Zeimet** (CSV).- An dofir gi mer och mat Freed den Accord vun eiser Fraktioun a soen dem Rapporteur Merci fir d'Erklärungen.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

(*Brouhaha*)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci dem Här Zeimet. An dann den Här Roger Negri.

► **M. Roger Negri** (LSAP).- Merci, Här President. Ech wëll just dem Rapporteur Gérard Anzia e grouse Merci soe fir seng exzellent Rapporten a ginn domadder och den Accord vun eiser Fraktioun.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci, Här Negri. Den Här Max Hahn huet d'Wuert.

► **Plusieurs voix**.- Ooh!

(*Brouhaha général*)

► **Une voix**.- Ech ginn den Accord.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- An dat kann lech net ëmstëmmen?

(*Hilarité*)

► **M. Max Hahn** (DP).- Wat eng Freed!

(*Interruption et hilarité*)

Wat eng Freed! Här President, Dir Dammen, Dir Hären, fir d'Éischt wëll ech dem Rapporteur a mengem fréiere Professer Merci soen...

► **Plusieurs voix**.- Aah!

(*Interruptions*)

► **M. Max Hahn** (DP).- ...fir säin ausféierlechen a ganz schnelle Rapport. Ech wäert probéieren, dann och eng ganz kuerz Interventioun ze maachen.

Wéi ech den Objet vun deem heite Projet gelies hunn, hunn ech mer gesot: Et ass dach evident, dass déi Länner, déi genetesch Ressourcen hunn, derfir entschiedegt ginn. Ech konnt mer net virstellen, dass hautdesdaags nach eng Zort Biopiraterie géif herrschen.

► **Une voix**.- Et gött alles!

► **M. Max Hahn** (DP).- Fir déi Leit, déi net wëssen, wat Biopiraterie ass, wollt ech lech dat kuerz un engem klenge Beispill erklären.

(*Brouhaha*)

Jiddefalls si Biopirate keng Piraten, déi Bioproduiten am Supermarché klauen.

(*Brouhaha et interruption*)

Neen, Spaass beisäit! E sougenannte Biopirat ass e Fuerscher vun enger Firma, deen zum Beispill an den Amazonas geet a sech do als Tourist ausgëtt. Hien heuchelt e staarkt Interessi un deem, wat déi Eenheemesch mat hire Planzen a Blumme maachen. Hien observéiert, wéi dat Vollek déi verschidde Wirkstoffe asetzt, fir zum Beispill eng Krankheet ze heelen.

Heemlech hält hien en Échantillon vun dëser exotescher Planz mat a léisst se am Labo vu senger Firma analyséieren. Do gött da mam Wirkstoff vun dëser Planz gefuerscht an, deemno wéi, en neit Medikament oder och en exotesche Parfum dorauer hiergestallt. Déi Firma léisst sech dës „Inventioun“ da patentéieren, ouni dass déi Leit, déi d'Wësse vun där Planz scho säit jore benotzt hunn, eppes dovunner hätten an och finanziell dofir géife beleunt ginn. Dëst ass en einfacht Beispill, wéi Biopiraterie an der Praxis ka funktionnéieren.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Max Hahn** (DP).- Dofir begréisst d'Demokratesch Partei et ausdrécklech, dass et zu dësem Protokoll komm ass. De Protokoll stellt nämlech kloer, dass esou Ressourcen an och d'Wësse ronderëm dës Ressourcen net méi ouni Contrepartie dierfen „geklaut“ ginn.

Här President, de Protokoll stellt och kloer, dass, wann esou eng Ressource gebraucht gött, éischstens, d'Besëtzer vun dëser Ressource musen au courant sinn an och averstane sinn, dass dës Ressource benotzt gött. Zweetens muss eng Firma, déi op Basis vun esou enger Ressource en neie Produit op de Marché bréngt, dem Fournisseur vun der Ressource eng gerecht Entschiedegung derfir ginn, sief dat a Form vu Suen oder andeems d'Besëtzer vun de Ressourcen - vun der Erfahrung - vun dëser Erfindung mat profitéieren.

Et muss och an deem Sënn kloergestallt ginn, dass dës Contrepartie vun den Entreprisé sécherstellt, dass d'Biodiversitéit an där Géigend erhalen bleift. Da gött awer och nach

kloergestallt, dass d'Besëtzer, déi hir Ressourcen den Entreprises zur Verfügung stellen, an och d'Entreprises, déi se mathuelen, d'Ëmwelt respektéieren an all Handel mat dëse Ressourcen eng nohalteg Entwécklung respektéiert.

Dëst gesot, ginn...

► **Une voix**.- Aah!

► **M. Max Hahn** (DP).- ...ech den Accord vun der Demokratescher Partei a soen lech villmools Merci fir d'Nolauschteren. Voilà!

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

(*Brouhaha et hilarité*)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och dem Här Hahn. Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

(*Brouhaha général*)

A wann ech gelift, wann ech gelift, nach...

► **Une voix**.- Pscht!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- ...e bësse Gedold an e bësse Rou. Merci!

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären,...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Och an der zweeter Rei!

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Dir wësst jo elo, wat Biopiraterie ass. Dofir wëll ech mech eigentlech op déi Aspekter beschränken, déi ech wollt der Madame Minister mat op de Wee gi fir d'Suite elo vun deem Ganzen.

Mir wäerten dat hei als ADR och matstëmmen, mä no deenen Diskussiounen, déi mer an der Ëmweltkommissiounen haten, mengen ech, sinn awer eng Partie praktesch Kommentaren néideg fir d'Suite, wéi mer déi Konventioun sollen ëmsetzen.

Dat Éischt, mengen ech, dat ass, datt et wichtig ass, wann déi Texter dem Parlament virgeluecht ginn, datt mer besser informéiert sinn iwwert d'Implikatiounen, déi wierklech fir Lëtzebuerg domat verbonne sinn. Dat betrëfft hei an dësem Fall zum Beispill d'Statslaboratoiren, mä och d'Industrien. A mir hätten eis gewënscht, datt och d'Regierung dee Reflex hätt, fir déi Partner besser anzebannen a se virdrun ze froen.

Wa mer elo higinn a mir maachen en Ëmsetzungs-, en Exekutioungsgesetz, wat mer relativ séier brauchen, da wollt mir als ADR lech mat op de Wee ginn, fir d'Implikatiounen op d'Patentrecht besonnesch ze kucken. Well d'Resourcen, déi an der Fuerschung do..., oder d'Fro ass eigentlech, ob d'Fuerschung all déi Sourcen, déi se huet, muss oppeleeën, muss bekannt ginn, wann e Patent ugemellt gött. Well mir wëllen einfach verhënneren, datt do spezifesch Nodeeler fir déi Lëtzebuergesch Fuerschung par rapport zur Konkurrenz kennen entstoen.

Den Zweck vum Protokoll ass jo eigentlech, andeem een d'Biopiraterie zwar verhënnert, den Zougang zu genetesch Ressourcen awer ze erliichteren. Dat ass jo eigentlech dee Grond oder deenen Interessi, dee mir op eiser Säit hunn, fir esou e Protokoll matzedroen. An dofir ass et wichtig, datt mer eng Rei Saachen, déi och eis Ekonomie kënne betreffen, mat berücksichtigen.

Dat Éischt ass: Mir mussen op déi Propriété intellectuelle, déi schonn existéiert, oppassen, fir datt mer déi net a Fro stellen. Dat göllt och fir dat sougenannt „traditionellt Wëssen“ an deem Protokoll, dat awer schonn am Domaine public ass.

Mir wëllen och keng administrativ Belaaschtung vun eise Fuerschungsrichtungen oder vun den Entreprises. A mir insistéieren och drop, datt d'Gültgkeet vum Nagoya-Protokoll ausschliisslech natierlech sech op déi Länner bezitt, déi och Partie si vum Nagoya-Protokoll, an datt de Geltungsberäich net kann doriwwer ausgedehnt ginn.

Da si wichtig fir Lëtzebuerg nach zwou Saachen: Mir mussen déi Firma schützen, déi zwar eis national an d'EU-Gesetzgebung an deem Domän respektéieren, déi awer trotzdeem an den Hierkunftsänner vu genetesch Ressourcen kënne Prozesser kréien.

Dat ass besonnesch de Fall mat Indien, wou verschidden Transportentreprisen oder Tëschenentreprisen am logistesche Beräich kënne mat Prozesser konfrontéiert ginn, obscho se an den Ae vun der Europäescher Unioun oder och vun nationalen Autoritéite konform gehandelt hunn. A fir e Land, wat am Transportsektor oder an der Logistik awer eng gewësse Bedeutung huet, ass et wichtig, datt mer bei der Ëmsetzung vum Nagoya-Protokoll déi Aspekter mat berücksichtigen.

Da wëlle mer och am selwechte Geescht zum Schutz vun eisen Entreprises an eise Fuer-

Sommaire des séances publiques n^{os} 20 et 21

20^e séance

Ouverture de la séance publique p. 296

Communications p. 296

Ordre du jour p. 296

Déclaration de M. le Premier Ministre, Ministre d'État, sur l'accord entre l'État et les communautés religieuses établies au Grand-Duché de Luxembourg p. 297

6719 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national p. 297-298

6518 - Projet de loi modifiant le Code d'instruction criminelle afin d'y introduire le jugement sur accord p. 298-301

6586 - Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant 1. transposition de la directive 2004/113/CE du Conseil du 13 décembre 2004 mettant en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'accès à des biens et services et la fourniture de biens et services; 2. modification du Code pénal; 3. modification de la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance p. 302-306

6766 - Projet de loi modifiant l'article L.222-9 du Code du Travail p. 306-308

21^e séance

Ouverture de la séance publique p. 309

Communication p. 309

Débat sur la déclaration de M. le Premier Ministre, Ministre d'État, sur l'accord entre l'État et les communautés religieuses établies au Grand-Duché de Luxembourg p. 309-319

6533 - Projet de loi relatif à l'organisation du marché de produits pétroliers p. 319-322

6667 - Projet de loi portant transposition de la directive 2011/77/UE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2011 modifiant la directive 2006/116/CE relative à la durée de protection du droit d'auteur et de certains droits voisins et ayant pour objet de modifier la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données p. 322-323

6700 - Projet de loi portant approbation de l'amendement au Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, adopté à Doha le 8 décembre 2012 p. 323-325

6716 - Projet de loi portant approbation du Protocole sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation relatif à la Convention sur la diversité biologique, conclu à Nagoya le 29 octobre 2010 p. 325-326

schungsrichtungen éviter, datt et och hei kann zu enger Ëmkéierung vun der Beweislaascht kommen. Dat göllt bei deenen zwou Exigence vum Protokoll vum „prior informed consent“, wou mer op d'Responsabilitéit vun den Hierkunftsänner insistéieren, an och bei den „mutually agreed terms“, déi mussen dokumentéiert ginn op eng Manéier, fir eis Entreprisë duerno kënne ze schützen.

Dat gesot, wäerte mir dat als ADR matdroen. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci dem Här Kartheiser. Domat si mer um Enn vun der Diskussioun ukomm an d'Ëmweltministesch huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*.- Ech maachen et kuerz. Ech wollt dem...

(*Brouhaha*)

...Gérard Anzia villmools Merci fir säi Rapport soen an alle Fraktiounen fir hir Ennerstëtzung, an ech huelen all Remarqué mat.

Villmools Merci.

(*Exclamations*)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci der Madame Ëmweltminister.

Hei war virdrun d'Fro opgeworf ginn no der qualifizierter Majoritéit...

(*Interruption*)

...oder net.

(*Interruption*)

Eist Generalsekretariat seet: „Wahrscheinlech net“ oder „neen“. Mä mir maachen esou wéi wann, an da kucke mer...

(*Hilarité*)

Am schliëmmste Fall géife mer d'Procuratiounen ewechloossen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6716 et dispense du second vote constitutionnel

Also, Kolleegen, d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. An, wahrscheinlich, d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Mir hate 57 Deputéierter, déi heibanne waren, an insgesamt 59 Stëmmen. Dovun 59 Jo, mir hunn also all Zorte Majoritéit, déi mer gären hätten. A mir sinn domat an dréchenen Dicher.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par Mme Martine Mergen), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Justin Turpel (par M. Serge Urbany) et Serge Urbany.

Si mer och d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

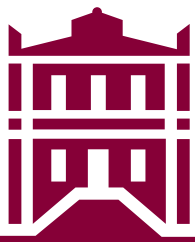
(*Assentiment*)

Villmools Merci.

Da si mer um Enn vun enger laanger Sëtzung ukomm. Villmools Merci a kommt gutt heem! Déi nächst Sëtzungswoch ass déi vum 24. bis de 26. Februar. Merci.

D'Sëtzung ass eriwwer.

(*Fin de la séance publique à 19.03 heures*)



RAPPORT D'ACTIVITÉ DE LA MÉDIATEURE

Extraits du rapport 2014

Avant-propos de la médiatrice

L'Ombudsman - Un concept à géométrie variable

La révolution numérique a transformé la vie des sociétés. Les voies et outils de communication abolissent les distances matérielles et établissent de nouveaux espaces relationnels.

Les nouvelles technologies ont modifié notre façon de communiquer. La proximité virtuelle a créé une nouvelle géographie en supprimant les distances réelles mais au lieu d'améliorer la qualité de la communication interhumaine celle-ci en a été affectée.

La facilité matérielle des moyens de communication réduit les interactions directes entre les personnes et les innombrables messages envoyés et lus à la va-vite contribuent à créer de nombreux malentendus. Bien que joignables à tout moment les personnes sont de moins en moins disponibles et de moins en moins à l'écoute des besoins de leurs interlocuteurs.

Dans ce contexte complexe la médiation est censée apporter une réponse contemporaine et alternative aux problèmes de communication voire au traitement de conflits, en parant au déficit de communication directe entre les membres de notre société que ce soit dans le domaine familial, scolaire, judiciaire ou social.

La médiation est une méthode dont le but - avant même d'être un traitement alternatif des conflits - est de faciliter la circulation des informations, la communication et l'établissement voire le rétablissement des relations.

Le terme «médiation» apparaît de plus en plus souvent dans le langage courant, dans les médias et les discours politiques où elle est parfois présentée comme un remède à tous les maux sociaux.

Si la médiation n'est pas une un remède miracle, il n'en est pas moins vrai qu'elle répond au besoin d'un «meilleur» moyen de communication, de nouvelles formes de résolution de conflits, de nouveaux lieux de socialisation.

L'expansion de la médiation a inévitablement mené à une diversification croissante de celle-ci.

Paradoxalement, on constate que plus l'emploi du terme se multiplie - comme un terme à la mode à connotation positive - moins il est utilisé à bon escient. Sous la dénomination de médiation on retrouve à la fois des lieux et des acteurs différents, ce qui provoque des confusions conceptuelles qui vont à l'encontre d'une promotion efficace de la médiation, de la communication et du traitement extrajudiciaire des litiges.

C'est donc opportunément que la Résolution 1959 (2013) du Parlement européen recommande (4.3) de ne pas multiplier les institutions de type médiateur, si cela n'est pas strictement nécessaire pour la protection des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, au risque de voir les citoyens ne plus s'y retrouver entre les différentes voies de traitement des litiges qui s'offrent à eux.

En somme, le terme de médiation est employé sans qu'il ne désigne la médiation proprement dite. Il en résulte que plus le terme est mal utilisé, plus le concept perd en signification réelle, en rigueur initiale et en force symbolique ou réelle d'action.

Les nombreuses facettes de la médiation rendent particulièrement ardue la description de son contenu et de sa signification.

Il importe de clarifier le concept même de médiation pour en dégager la spécificité par rapport à d'autres moyens de traitement alternatif des conflits afin que le lecteur attentif comprenne la signification précise des termes comme transaction, négociation, arbitrage et conciliation d'un côté et du jugement de l'autre:

- la transaction est l'arrangement d'une solution à l'amiable entre deux personnes sans l'intervention d'un tiers;

- la négociation est le l'arrangement transactionnel d'une solution sans l'intervention indispensable d'un tiers;

- l'arbitrage consiste à s'en remettre à un tiers librement choisi par les parties en conflit qui tranchera le conflit (en droit);

- la conciliation est généralement préalable à un jugement et implique l'intervention d'un tiers investi d'un pouvoir de conciliation ce qui est le cas de différents juges dont la mission est aussi celle «de concilier les parties si faire se peut» avant de décider par jugement.

À côté de ces moyens dits alternatifs existe la solution classique de résolution des conflits: la justice.

Précisons d'emblée que les notions de «juge» et de «médiateur» sont antinomiques. Bien que les deux termes impliquent l'impartialité et l'indépendance du tiers professionnel, leur rôle respectif dans le traitement du litige est différent. Tandis que le juge tranche en droit une affaire, le médiateur lui, la dénoue en rétablissant la communication entre les parties qui cherchent elles-mêmes leur propre solution qui doit être conforme au droit en la matière.

La médiation est censée apporter une «réponse contemporaine» à des situations personnelles ou sociales complexes et variées, ce qui par ailleurs explique l'existence d'une pluralité de définitions qui ne permettent pas toujours d'exprimer le caractère intrinsèque de la médiation, ni sa signification précise par rapport à d'autres modes alternatifs de traitement de différends.

«La médiation est une pratique qui se caractérise par un processus structuré dans le sens d'une pratique sociale», selon Michèle Guillaume-Hofnung, voire même, selon Jean de Munck, «un processus de transformation des sociétés démocratiques permettant la formulation des litiges dans un langage qui dépasse celui, formel, du droit».

La médiation: un concept précis

La médiation ne peut se passer de la présence d'un tiers indépendant, dont l'indépendance doit être à la fois personnelle, institutionnelle et financière. À cette indépendance s'ajoute la nécessaire apparence d'indépendance.

Le tiers médiateur doit être neutre quant à la solution à trouver, celle-ci devant être celle des parties.

Le tiers médiateur doit être impartial et n'avoir aucun droit de décision c'est-à-dire écouter avec empathie chacun des médiés, sans pour autant prendre partie pour l'un ou l'autre.

Comme la médiation se déroule dans le cadre d'un processus particulier, la compétence spécifique du médiateur est sa formation au processus de médiation, qui vient parfaire une formation de base et une pratique professionnelle variée. Il importe de préciser que le médiateur est responsable du seul processus, mais non du résultat de la médiation.

Toute médiation doit être confidentielle et volontaire pour toutes les parties concernées ainsi que le médiateur. Elle se caractérise aussi par l'absence de pouvoir de décision du médiateur.

Le besoin de clarification des concepts s'impose également au niveau européen en raison d'une nouvelle directive (2013/11/UE) relative au règlement extrajudiciaire des litiges de consommation et modifiant le règlement n°2006/2004 et la directive 2009/22/CE qui devrait être transposée en droit national pour le 9 juillet 2015.

Cette directive concerne des litiges de consommation y inclus les services prestés aux personnes privées par les professionnels indépendants. La directive définit en effet les professionnels «comme toute personne physique ou morale, qu'elle soit publique ou privée, qui agit, y compris par l'intermédiaire d'une personne agissant en son nom ou pour son compte dans le cadre de son activité commerciale, industrielle, artisanale ou libérale».

Cette directive est le signe indubitable que l'Union européenne encourage le traitement extrajudiciaire des conflits et établit des exigences harmonisées pour les entités et les procédures de traitement extrajudiciaire des litiges pour garantir aux consommateurs l'accès à des mécanismes extrajudiciaires de règlement des litiges de grande qualité, efficaces, transparents et équitables dans toute l'Union européenne.

La médiation de droit public est-elle de la médiation au sens précis du terme?

L'élément sine qua non c'est-à-dire existentiel de toute médiation est l'entremise du tiers indépendant, neutre, pluri-partiel et sans pouvoir de décision dans le cadre d'un processus structuré. Ces critères comme celui de la confidentialité et du caractère volontaire de la média-

tion sont rarement respectés dans toute la signification du terme pour les médiateurs institutionnels nommés généralement par les parlements.

Si son caractère de représentant du particulier face à l'Administration impose à l'Ombudsman de rendre compte de son activité par un rapport annuel devant la Chambre des Députés, l'exercice de ses fonctions n'en est pas moins indépendant et confidentiel.

Cependant l'apparence d'indépendance du médiateur n'est pas entière du fait que celle-ci par rapport à l'Administration n'est jamais totale puisque le médiateur fait généralement partie de la fonction publique dont il doit contrôler le fonctionnement correct. On pourrait en conclure que l'apparence de l'indépendance du médiateur serait renforcée si son statut était externe à la fonction publique comme tel est le cas du Défenseur des droits français.

L'article 14 de la loi sur le médiateur précise à l'alinéa 4 que les collaborateurs du médiateur ont la qualité de fonctionnaires. Le médiateur lui-même ainsi que les membres de son secrétariat faisant partie de la Fonction publique, font du médiateur un responsable de service particulier qui recrute forcément selon les besoins généraux de la Fonction publique.

Un assouplissement du statut des collaborateurs du médiateur lui permettrait de recruter des agents dont le profil professionnel lui paraît particulièrement adapté sans obliger le candidat de passer par l'examen d'accès à la fonction publique.

L'indépendance fonctionnelle du médiateur luxembourgeois est précisée dans la loi à l'article 1^{er}; il n'en est pas de même de l'indépendance personnelle et de l'indépendance financière.

Dans un souci d'indépendance, l'Ombudsman doit être financièrement indépendant comme l'indique l'article 17 de la loi qui fixe la ligne de crédit du médiateur comme un crédit non limitatif et sans distinction d'exercice. Cette terminologie devrait permettre à l'institution de pouvoir adapter en cours d'exercice les fonds budgétaires alloués en cas d'imprévus et de pouvoir transférer d'un poste à un autre et d'une année à une autre comme tel est le cas pour les services de l'État à gestion séparée (règlement grand-ducal du 3 février 2006).

Toute médiation doit être volontaire pour toutes les parties concernées. Or, en médiation publique seul l'administré/le réclamant a réellement cette liberté; alors que le médiateur et les administrations y sont obligés «ex officio» pour ainsi dire.

Par ailleurs la confidentialité n'existe pas en totalité dans la médiation publique en raison du fait que les médiateurs publics ont l'obligation de présenter un rapport d'activité qui ne garde que l'anonymat des administrés concernés, mais non celles des administrations.

Quant à la mission proprement dite des médiateurs publics, on note que les textes en la matière assignent souvent à ces derniers une mission de conciliation. C'est le cas de la loi luxembourgeoise dont l'article 4 alinéa 1 de la loi du 22 août 2003 instituant un médiateur, est libellée comme suit: «le médiateur suggère toutes les recommandations aux services visés et aux réclamants qui lui paraissent de nature à permettre un règlement à l'amiable». Il s'agit donc bien d'un pouvoir de conciliation axé sur l'obtention d'un résultat, ce qui n'est pas compatible avec la médiation dans le cadre de laquelle le médiateur est responsable du seul processus et non du résultat du litige, qui relève de l'exclusive responsabilité des médiés en tant qu'experts de leur propre conflit.

Il résulte des éléments ci-dessus décrits que la loi sur le médiateur ne comprend pas tous les éléments intrinsèques à la médiation proprement dite tout en s'y apparentant sur quelques autres éléments constitutifs.

Pour être clair il y a lieu de préciser qu'il y a entre le médiateur privé et public des similitudes aussi bien que des différences.

Dans les deux cas, le médiateur est un tiers impartial et indépendant qui ne reçoit d'instructions de personne et qui n'a d'intérêt personnel dans la solution du litige. Les deux types de médiation ont pour but principal de: permettre la recherche de solutions «sur-mesure», acceptées par les médiés, et conformes au droit existant.

En revanche, la médiation publique n'organise qu'exceptionnellement des rencontres entre les

parties et le médiateur dépourvu de pouvoir de décision a néanmoins le pouvoir d'enquête et celui de faire des recommandations. Par ailleurs, la médiation publique n'est volontaire que pour la partie privée dont l'anonymat reste préservé. Finalement la gratuité de la médiation publique qui est appréciée par les particuliers constitue une des différences avec la médiation privée qui elle est normalement payante.

Dans le souci d'utiliser le terme «médiation» à bon escient et d'en assurer la promotion efficacement, la question de la dénomination du service du «médiateur» s'impose.

À la vue des développements législatifs européens ainsi que de certains pays voisins sur les moyens alternatifs de traitement des conflits, certains changements concordants pourraient être apportés à la loi instituant l'Ombudsman luxembourgeois.

Le nom de l'institution

La clarification terminologique impose le remplacement du terme de «médiateur» par un terme plus approprié à la fonction pour assurer une concordance avec les textes nationaux et internationaux.

Il est par ailleurs, dans l'intérêt d'une communication non équivoque, plus judicieux, voire indispensable, de ne retenir qu'un seul nom qui sera évidemment celui qui correspond au mieux à la signification du terme employé de par sa définition.

Il est proposé de garder le seul terme d'«Ombudsman» pour éviter toute équivoque avec les médiateurs privés.

Le concept de l'Ombudsman trouve son origine en Suède où, dès le début du dix-neuvième siècle, un médiateur est désigné par le Parlement pour protéger le citoyen contre les abus de pouvoir de la justice.

Le modèle de l'Ombudsman parlementaire s'est ensuite largement répandu au cours de la seconde moitié du vingtième siècle partout dans le monde. Ce développement n'est pas fortuit alors qu'il tend d'une part à améliorer la relation entre le citoyen et les autorités et de l'autre à rendre plus efficace le fonctionnement de l'Administration. Le but final de l'institution étant de renforcer, par l'amélioration du fonctionnement du service public, la confiance de la population en l'État.

En pratique, la tâche de l'Ombudsman consiste à fournir une information correcte, à lever des malentendus et à remédier au manque de communication, autrement dit à améliorer la compréhension réciproque entre l'individu et l'Administration.

Bien que l'homologue suédois actuel ait des pouvoirs plus étendus - tels que le droit d'auto-saisine et le pouvoir de prendre des décisions juridiques généralement acceptées par l'Administration -, ce terme paraît plus cohérent à la fonction décrite par la loi luxembourgeoise sur le «médiateur». En effet, selon notre loi certains pouvoirs sont ceux d'un Ombudsman tel que le droit d'investigation et celui de faire des recommandations.

La loi sur le médiateur luxembourgeois correspond également à la définition de l'Ombudsman telle qu'établie par l'Institut International Ombudsman (IOO): «Sa tâche est de répondre aux plaintes du public au sujet de décisions, d'actions ou d'omissions de la part de l'administration publique. Le rôle de l'Ombudsman est de protéger la population contre les violations de droits, les abus de pouvoir, les erreurs, la négligence, les décisions injustes et la mauvaise gestion. Son action contribue à améliorer l'administration publique, elle rend les actions du Gouvernement plus transparentes et responsabilise les administrateurs publics envers les citoyens.»

Par ailleurs, le terme Ombudsman en suédois est un titre neutre, le terme «man» avec un «n» signifiant «personne». Le service du médiateur a acquis une notoriété certaine au sein de la population luxembourgeoise et frontalière qui connaît le service essentiellement sous le terme d'Ombudsman, qui signifie «porte-parole des griefs du peuple».

Le changement officiel de nom réglerait également la confusion avec le médiateur civil et



RAPPORT D'ACTIVITÉ DE LA MÉDIATEURE

commercial mis en place en 2012, comme avec ceux qui seront institués par la nouvelle directive dans le domaine de la protection des droits du consommateur.

Cette solution a déjà été suggérée lors des débats parlementaires sur la loi sur la médiation civile et commerciale de 2012 par l'ancien Ministre de la Justice qui a conclu son discours en disant que l'existence du médiateur judiciaire rendait nécessaire le changement du titre de médiateur institué en 2003, pour éviter toute confusion.

Promotion et protection des droits de l'Homme

L'article 41 de la Charte des droits fondamentaux stipule que «le citoyen européen a le droit à une bonne administration».

Cet article constitue l'argument incontournable et la preuve irréfutable que la mission de l'Ombudsman relève indubitablement des droits humains. Ce n'est donc qu'à titre subsidiaire que nous développons ici d'autres arguments qui n'ont pas encore été développés auparavant.

Depuis sa création, le médiateur a été chargé de nouvelles missions: ainsi en 2011 du Contrôle externe des lieux privatifs de liberté c'est-à-dire du contrôle du respect des droits humains des personnes majeures et mineures, privées de liberté (mécanisme national de prévention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants dans le cadre du contrôle externe des lieux privatifs de liberté). En 2012, le médiateur a été chargé de la mission de promotion et de protection des droits des personnes handicapées sans que de nouvelles compétences ne lui aient été confiées à cet égard.

Ces trois missions du médiateur font référence à des conventions internationales ayant trait aux droits de l'Homme, ce qui fait que la mission du médiateur s'inscrit dans le cadre des droits humains.

Selon Victor O. Ayen, les médiateurs contemporains sont autant des organismes de protection et de promotion des droits de l'Homme que des institutions de justice administrative.

La protection des droits humains fait partie intégrante de la fonction de médiateur qui est inextricablement liée au caractère fondamental de l'institution. L'Ombudsman d'aujourd'hui est indéniablement une institution des droits de l'Homme.

La protection des droits de l'Homme n'est donc pas une fonction accessoire de l'Ombudsman, mais une raison fondamentale de son existence. Il ne suffit en effet pas de fixer les droits des citoyens, mais il faut aussi en garantir l'application.

En ce sens Barbara vonTigerstrom a justement constaté à propos du fondement philosophique de la fonction que «le rôle dans la protection des droits de l'Homme vient naturellement à l'Ombudsman».

L'institution de l'Ombudsman est fondée sur les principes de dignité humaine et de justice et se consacre au traitement juste et équitable de tous les individus dans la société. Une fonction essentielle du service de l'Ombudsman est d'établir un équilibre du pouvoir entre les gouvernants et les gouvernés, en offrant aux gens les moyens de se plaindre et de corriger un échec possible de la part des dirigeants à remplir leurs obligations et à respecter les droits des gouvernés. Tout ceci relève des droits humains fondamentaux. L'Ombudsman est particulièrement bien placé pour faire respecter ces droits de l'Homme.

Victor O. Ayen relève à juste titre qu'il n'y a pas de mur de séparation réel entre les principes utilisés par un Ombudsman et une organisation des droits de l'Homme pour prendre leurs décisions; plutôt, il y a chevauchement évident. Alors que les deux types d'organisation peuvent parfois fonder leurs décisions sur différents ensembles de principes, ces principes ne sont pas distincts les uns des autres et partagent un certain nombre de caractéristiques communes, y compris les concepts importants d'égalité et de non-discrimination.

Deux groupes de principes sont, au mieux, complémentaires: Les droits humains sont les principes selon lesquels les États doivent finalement être jugés, mais l'adhésion aux principes de la justice administrative est une condition nécessaire pour l'accomplissement des obligations en matière de droits humains d'un État.

L'adoption du «guide des bonnes pratiques administratives» peut également servir à humaniser les rapports des administrés avec les administrations (voir recommandation n°49/2012).

Sans l'efficacité administrative les droits humains peuvent en effet être violés par l'État, quelle que soit la loi en vigueur.

L'Administration est le mécanisme par lequel l'État s'acquitte de ses obligations, y compris les obligations liées au respect des droits de l'Homme. Si l'État se doit d'être efficace dans la promotion et la protection des droits de l'Homme, il semble que l'administration efficace, efficiente et juste est une nécessité voire une condition sine qua non.

Par conséquent, selon Victor O. Ayen, l'idée d'un droit à une bonne administration a un poids philosophique qui est intrinsèquement lié à ce que font les médiateurs. Comme garants des normes de bonne administration et de justice administrative, de part leur travail, les médiateurs - si l'on accepte le principe d'un droit humain à une bonne administration - protègent alors les droits de l'Homme.

Il est entendu que la protection desdits droits s'inscrit dans le cadre des seules compétences de l'Ombudsman et que les médiateurs sont, par la nature même du rôle qu'ils jouent, inévitablement amenés à traiter les plaintes qui sont directement ou indirectement liées aux questions des droits de l'Homme et ce, indépendamment du mandat législatif de l'institution.

L'article 2 alinéa 1 de la loi organique du 22 août 2003 instituant un médiateur dispose clairement que celui-ci a pour obligation de veiller au respect des conventions, lois et règlements en vigueur.

Il est évident que cette disposition inclut les Conventions internationales parmi lesquelles l'article 41 de la Charte des droits fondamentaux est primordial. Ledit article stipule que tout citoyen européen a le droit à une bonne administration. Il est en fait à la base de tout Ombudsman ou médiateur. C'est donc en vertu de cet article, qui concerne le contrôle de légalité, que la protection des droits humains fait partie intégrante des missions du médiateur dès son origine.

Le médiateur n'a pas la prétention d'être seul investi de la mission du contrôle des droits de l'Homme alors qu'il existe la Commission consultative des droits de l'Homme (CCDH), le CET (Centre pour l'égalité de traitement) et l'ORK (Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand); le Gouvernement entend réunir tous ensemble dans une «Maison des droits de l'Homme» où le médiateur actuel respectivement l'Ombudsman et le médiateur de la Santé devraient trouver leur place.

S'il est vrai que la CCDH est la seule structure agréée selon les principes de Paris il n'en reste pas moins que ses compétences sont exclusivement consultatives. Les missions de la commission et de l'Ombudsman sont donc en fait complémentaires les unes des autres.

Pour conclure, l'Ombudsman est impliqué dans la protection des droits humains. Il ne s'agit pas là de lui octroyer des pouvoirs supplémentaires, mais ce rôle mérite l'inclusion de l'Institution dans notre Constitution.

Garantie constitutionnelle pour l'institution et le droit de faire une réclamation contre les administrations

L'Ombudsman luxembourgeois n'est pas mentionné dans la Constitution.

Afin de préserver l'indépendance et la neutralité de l'Ombudsman, éléments essentiels au bon fonctionnement de cette institution, il est important - selon la Commission de Venise - que le statut de cette institution repose sur une base législative solide. Il est hautement souhaitable que l'existence de l'institution soit garantie au niveau constitutionnel, fut-ce dans le chapitre des droits de l'Homme.

Selon les normes européennes et internationales en vigueur, une garantie constitutionnelle pour la fonction de l'Ombudsman est considérée comme préférable pour la stabilité de l'institution. Le Conseil de l'Europe dans sa Recommandation 1615 (2003) et la Commission de Venise dans son avis vont dans le même sens tout comme la résolution de l'AOMF tel qu'elle a été acceptée au Congrès de Dakar en 2013.

En raison de ce qui précède je suggère d'inscrire l'Ombudsman dans la Constitution sous le chapitre des droits humains en ces termes: «la personne qui se plaint du fonctionnement correct de l'Administration a le droit de faire une réclamation à l'Ombudsman», inspirés par la formulation de la loi française.

Les compétences spécifiques de l'Ombudsman

Sans aucun doute, l'Ombudsman est compétent pour tout litige mettant en cause un service public à savoir ministères, administrations et établissements étatiques et communaux.

Il va de soi que l'Ombudsman n'est pas compétent dans les litiges d'ordre privé, il serait

pourtant nécessaire d'inclure, suivant le modèle français, les organismes investis d'une mission de service public.

La loi française dispose:

«Le Défenseur des droits peut être saisi: 1° Par toute personne physique ou morale qui s'estime lésée dans ses droits et libertés par le fonctionnement d'une administration de l'État, d'une collectivité territoriale, d'un établissement public ou d'un organisme investi d'une mission de service public» (art 5 Loi organique n°2011-333 du 29 mars 2011 relative au Défenseur des droits).

Nombreux sont les organismes investis d'une mission de service public et revêtant un statut de droit privé, tels que certains hôpitaux (qui tomberont sous la compétence du médiateur de la Santé), écoles privées, CIPA (Centres intégrés pour personnes âgées) et services de garde pour enfants dont le fonctionnement échappe actuellement à tout contrôle externe.

Cofinancées par des deniers publics, les structures prémentionnées devraient logiquement être soumises à un contrôle externe, même si ce contrôle ne doit pas rentrer forcément pour chacune d'elles dans le champ de compétence de l'Ombudsman alors que des médiateurs sectoriels peuvent être nommés, comme tel est le cas pour le médiateur de la Santé par exemple.

Pouvoir d'investigation

a. L'inefficacité du délai fixe pour les réponses et les recommandations de l'Ombudsman

Selon l'article 6, le médiateur luxembourgeois peut demander tout renseignement nécessaire dans des délais qu'il fixe aux fins d'obtenir satisfaction. Cependant, un délai fixe à lui seul ne garantit pas que ce délai soit respecté par l'administration.

La loi belge renforce l'efficacité du pouvoir d'investigation en qualifiant d'«impératif» le délai en question.

L'article 11 de Loi organique belge instaurant le médiateur fédéral du 22 mars 1995 stipule que les médiateurs peuvent fixer des délais impératifs de réponse aux agents ou services auxquels ils adressent des questions dans l'exécution de leurs missions.

Il est souhaitable, pour des raisons d'efficacité, que ce délai contraignant soit également repris dans notre législation même si toute révision d'une décision administrative et la mise en œuvre des propositions et suggestions pratiques relèvent en fin de compte de l'administration.

b. Droit d'investigation exceptionnel pour maladministration constatée dans un cas concret dans l'hypothèse d'un éventuel dysfonctionnement systémique

En pratique et dans un souci d'intérêt général, on a pu constater l'importance de pouvoir, à partir d'une requête individuelle, traiter d'un cas en général au lieu de rester cantonné au cas isolé de la requête. Il serait fortement souhaitable d'instaurer un droit d'investigation pour contrôler à partir d'un cas concret afin d'assurer au-delà du règlement d'un problème individuel tout éventuel dysfonctionnement systémique. Dans le cas d'une investigation exceptionnelle c'est-à-dire dans le cas où un dysfonctionnement systématique est suspecté, un pouvoir d'enquête élargi serait par ailleurs de mise.

c. Les experts

En pratique, l'Ombudsman se fait déjà assister par certains professionnels, notamment des médecins ainsi que par des experts dans d'autres domaines.

Il serait partant opportun d'ajouter expressis verbis la possibilité de se faire assister par des experts tel que prévu par la loi belge et française.

Recommandations

Comme le médiateur privé, l'Ombudsman n'a pas de pouvoir de décision mais contrairement au médiateur privé, il a un pouvoir de recommandation. Ces recommandations ne sont pas contraignantes ce qui explique que sur 50 recommandations, 25 n'ont pas été suivies d'effet au Luxembourg. À titre d'exemple, la Belgique a exécuté en 2014 80% des recommandations de l'année précédente.

De ce fait, il arrive que des recommandations mêmes acceptées en principe ne soient pas traitées dans les textes. La Commission de Venise préconise que la loi fixe un délai imparti pour la prise de position du Gouvernement et si la position du Gouvernement était négative, un délai pour la publication d'une motivation du refus de transposition de la recommandation.

Un délai adapté à ce stade serait de 3 mois.

Il serait opportun d'emprunter la démarche recommandée ci-avant pour modifier l'article 4 alinéa 1 sur les moyens d'action du médiateur en ce sens et de prévoir qu'en cas d'acceptation du principe d'une recommandation, celle-ci soit transposée dans un délai raisonnable.

Les autres moyens d'action du médiateur

La loi française prévoit à l'article 4 alinéa 6 que le médiateur peut donner son avis sur des questions relevant de son domaine de compétence de la loi c'est-à-dire en matière de médiation, d'avis et de recommandations émises dans le cadre d'une réclamation concrète dont l'Ombudsman a été saisie.

La médiateure luxembourgeoise en fait de même sans que ce ne soit précisé dans la loi; il serait partant opportun de l'y ajouter expressis verbis pour plus de clarté et de transparence. En ce sens, l'article 26 de la loi française dispose: «Le médiateur peut procéder à la résolution à l'amiable des différends entre parties par voie de médiation (et) de conciliation.» Une telle précision compléterait utilement la loi luxembourgeoise en son article 4 alors qu'elle permettrait expressis verbis la médiation sans la prescrire.

Interruption ou suspension des délais de recours?

L'article 3 de la loi de 2003 précise que la réclamation adressée au médiateur n'interrompt pas les délais de recours, devant les juridictions compétentes.

L'Ombudsman ne pouvant prendre des recommandations contraignantes, la suspension des délais de recours semble bien nécessaire comme l'a à juste titre reconnu le Parlement européen dans la directive 2013/11/UE ainsi que certaines législations de nos pays voisins.

La Belgique a introduit un tel délai de suspension de trois mois (renouvelable une fois) qui correspond à celui prévu dans le cadre de la médiation civile et commerciale sous l'article 1251-12(6) de la médiation judiciaire luxembourgeoise, il est recommandé de reprendre cette idée dans les termes suivants: «Lorsque les parties demandent conjointement une médiation, les délais de procédure qui leur sont impartis sont suspendus à dater du jour où elles formulent cette demande.»

Précisons que la suspension des délais de forclusion se justifie par le fait qu'il est dans l'intérêt du citoyen d'éviter des frais judiciaires inutiles quand une médiation est en cours tout en évitant que la médiation ou d'autres moyens de règlement extrajudiciaire des litiges (REL) ne soient utilisés comme moyen dilatoire.

Démarches préalables

La loi luxembourgeoise prévoit que la réclamation doit être précédée des démarches administratives appropriées auprès des organes mis en cause aux fins d'obtenir satisfaction. Comme les formalités de cette démarche ne sont pas précisées, la compréhension de l'article pose problème et mérite d'être révisé.

Il est partant recommandé de remplacer «démarches administratives appropriées» par la formulation suivante: «L'administré a le droit de saisir l'Ombudsman s'il n'a pas obtenu satisfaction auprès de l'autorité compétente.»

L'Ombudsman, la formation et les compétences requises

L'article 34 de la loi française prévoit que le défenseur des droits contribue à la mise en œuvre d'un programme de formation à la médiation et au sein de son secrétariat.

La loi luxembourgeoise gagnerait en précision à reprendre cette idée. En fait, la médiateure a contribué à la formation en médiation au sein de l'INAP (Institut national d'administration publique) et du CMCC (Centre de Médiation Civile et Commerciale). Elle a aussi fait des séances d'information dans les écoles et à l'OLAI (Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration). Le premier médiateur a lui aussi fait des séances d'information à l'INAP sur le fonctionnement de la loi sur le médiateur.

Il serait utile de reprendre le texte de la loi française dans notre loi à l'article 4 alinéa 7 pour lever toute incertitude à cet égard.

Les compétences requises de l'Ombudsman

Que ce soit pour le médiateur public, l'Ombudsman ou le médiateur privé, sa formation revêt une importance particulière.

Le code de conduite des médiateurs européens précise que les médiateurs doivent être compétents et bien connaître la procédure de médiation. Ils doivent notamment posséder une bonne formation de base et continuer à se former constamment sur le plan théorique et pratique, en fonction notamment des normes ou systèmes d'accréditation en vigueur dans le domaine de la médiation privée.



On ne saurait souligner assez l'importance de la formation des médiateurs aux outils de la médiation pour garantir le succès de ce moyen de traitement alternatif des conflits. La médiation étant essentiellement un processus structuré, que l'on se doit de maîtriser de sorte qu'il ne s'agit donc pas seulement de savoir mais aussi de savoir-faire.

Concernant la formation, la directive 2013/11/UE exige à son article 332-5 des «compétences nécessaires» en précisant qu'il n'est pas important d'avoir une formation accomplie dans le domaine dans lequel un médiateur est amené à travailler, mais qu'une compréhension générale de la matière devrait suffire.

Une formation spécifique en résolution extrajudiciaire des litiges est obligatoire et sera fixée par règlement grand-ducal.

La procédure de nomination de l'Ombudsman

L'article 9 alinéa 1 de la loi sur l'institution du médiateur prévoit que le médiateur est élu à la majorité simple des députés présents sans que la procuration ne soit possible. Selon la Commission de Venise, il est recommandé de faire élire le médiateur à une majorité qualifiée pour éviter qu'il ne soit considéré comme le candidat de la majorité gouvernementale en place au moment du vote.

L'indépendance de l'institution de l'Ombudsman découlant de celle de son titulaire, il serait judicieux de modifier le texte de l'article 9 alinéa 1 en ce sens pour renforcer la nécessaire apparence d'indépendance et l'impartialité de l'Ombudsman.

En outre, la nomination de l'Ombudsman par une majorité renforcée des députés garantirait le soutien indirect d'une grande partie de la société, avec comme conséquence incontestable un gain en termes d'apparence d'indépendance et d'impartialité.

Comme les deux premiers médiateurs ont été élus avec une franche majorité un texte en ce sens ne devrait pas poser de problème d'ordre pratique.

Le serment des médiateurs et de l'Ombudsman

Tout médiateur agréé et l'Ombudsman étant bel et bien des professionnels à part entière, ils sont partant incontestablement des professionnels formés entre autres à la médiation.

Dans cet ordre d'idées, l'agrément des futurs professionnels devrait partant être précédé ou suivi par l'affirmation solennelle d'exercer leurs fonctions dans le respect des règles déontologiques des médiateurs européens et luxembourgeois.

L'engagement de respecter les règles déontologiques des médiateurs européens viendrait partant compléter logiquement l'actuel serment du fonctionnaire prévu dans la loi de 2003.

Ce serment concernerait plus spécialement l'engagement sans faille à l'impartialité, la neutralité et la confidentialité dans l'exercice de leur fonction.

Finalement on peut s'interroger s'il ne serait pas logique que l'Ombudsman prête serment devant le Président de la Chambre des Députés puisque c'est elle qui le désigne.

Remarques finales

La cohérence des textes légaux passe par l'emploi correct des termes qui désignent des pratiques semblables mais non identiques.

Cette indispensable cohérence revêt une importance particulière en raison de la directive européenne 2013/11/UE qui devrait être transposée pour le 9 juillet 2015. Cette directive modifiant celle de 2009/22/CE qui introduit la loi sur la médiation civile et commerciale signifie une extension sensible des structures de règlement extrajudiciaire des litiges de consommation c'est-à-dire des plaintes des consommateurs contre des professionnels, y compris les prestations de service par des professionnels indépendants.

Il importe donc de clarifier de façon globale et cohérente les fonctions, la formation initiale et continue et la dénomination correcte des personnes en charge du REL, qu'elles soient actives dans le domaine public ou privé.

Dans un souci d'harmonisation, il va falloir réformer également la loi sur la médiation pénale, organiser la formation initiale et continue ainsi que la supervision des professionnels en charge des REL et autres médiations.

Le code de conduite européen pour les médiateurs constitue à cet effet la base éthique de la profession.

Ce code de conduite énonce une série de principes que les médiateurs peuvent volontairement s'engager à respecter, sous leur propre responsabilité. Il pourrait être adapté par les

médiateurs intervenant dans tout type de médiation en matière civile et commerciale ainsi que par toute personne morale, offrant des services de médiation, qui devrait aussi s'engager à respecter et faire respecter le code de conduite européen pour les médiateurs, et exiger des médiateurs travaillant sous leur égide de respecter ledit code.

Comme tous les professionnels REL seront censés respecter le code de conduite européen pour les médiateurs, il serait logique de songer à la façon par laquelle ils et elles s'y engageront.

La prestation d'un serment devrait compléter l'agrément des futurs professionnels de la médiation. Il paraît en effet logique qu'après avoir acquis les outils de la médiation, l'accession au métier s'accompagne d'un serment comprenant l'engagement de respecter le code de conduite européen pour les médiateurs.

Le titre de médiateur n'est à ce jour soumis à aucune restriction. Il serait partant utile de songer à établir des critères que tout service de médiation devrait respecter. Après l'euphorie initiale, le besoin se fait à présent ressentir (entre autres dans le chef des médiateurs eux-mêmes) de s'accorder sur les objectifs ainsi que sur les modalités de la fonction de médiation dans le contexte luxembourgeois.

Lydie ERR

Partie 1

1.1. Statistiques

Nombre de réclamations par mois:

janvier 2014:	82
février 2014:	58
mars 2014:	66
avril 2014:	61
mai 2014:	51
juin 2014:	68
juillet 2014:	58
août 2014:	33
septembre 2014:	48
octobre 2014:	63
novembre 2014:	54
décembre 2014:	47

Relevé global - du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2014

Le taux de correction est déterminé sur base du nombre de dossiers clôturés, déduction faite des réclamations irrecevables, non fondées, transmises à d'autres médiateurs, des affaires que la médiatrice a refusé d'examiner ainsi que de celles dans lesquelles le réclamant s'est désisté.

Les dossiers clôturés provisoirement sont comptabilisés parmi les affaires en cours et ne sont pas pris en considération pour la détermination du taux de correction.

→ taux de correction: 82,53%

Ventilation par suites réservées à la réclamation

Nombre total de réclamations	689
Dossiers en cours	154
(y compris 7 dossiers clôturés provisoirement)	
Dossiers clôturés	535
Transmis à un autre médiateur	0
Réclamations non fondées	189
Désistement du réclamant	62
Pas de correction obtenue	40
Correction partielle obtenue	46
Correction totale obtenue	143
Demandes irrecevables	25
Refus d'examiner	30
Ventilation détaillée	
<u>Demandes irrecevables</u>	25
Jugements coulés en force de chose jugée	4
Incompétence ratione materiae	20
Incompétence ratione loci	0
Non-immixtion dans une affaire judiciaire pendante	1
<u>Refus d'examiner</u>	30
Demandes prématurées	19
Demandes manifestement non fondées	8
Absence de démarches préalables	3
Actio popularis	0
Obscurum libellum	0

Légende:

dossiers clôturés: les dossiers dont l'instruction est clôturée

réclamations irrecevables: les réclamations dont l'objet n'est pas dans la compétence de la médiatrice, il s'agit notamment de réclamations qui ne sont pas dirigées contre un organisme public

refus d'examiner: il s'agit dans l'essentiel de réclamations qui n'ont pas fait l'objet de démarches préalables anonymes, de réclamations à libellé obscur ou de réclamations qui ne concernent pas directement les réclamants

désistement des réclamants: les réclamations dont l'instruction a été arrêtée sur demande du réclamant

clôtures provisoires: il s'agit plus particulièrement de dossiers mis en attente sur demande du réclamant

1.1.1. Affaires relevant de l'État

1.1.1.1. Immigration, visas, passeports

Nombre d'affaires	62
Affaires clôturées	47
Affaires en cours	14
(y compris 1 clôturée provisoirement)	
En cours	15
Correction totale/partielle	15
Pas de correction	2
Réclamations non fondées	16
Refus d'examiner	0
Demandes irrecevables	5
Désistement du réclamant	9
Transmis à un autre médiateur	0
→ taux de correction: 88,24%	
1.1.1.2. Logement et Classes moyennes	
Nombre d'affaires	38
Affaires clôturées	28
Affaires en cours	10
En cours	10
Correction totale/partielle	13
Pas de correction	2
Réclamations non fondées	8
Refus d'examiner	0
Demandes irrecevables	5
Désistement du réclamant	0
Transmis à un autre médiateur	0
→ taux de correction: 86,66%	
1.1.1.3. Fiscalité (ACD, AED, Administration des Douanes et Accises)	
Nombre d'affaires	78
Affaires clôturées	58
Affaires en cours	20
En cours	20
Correction totale/partielle	30
Pas de correction	5
Réclamations non fondées	17
Refus d'examiner	0
Demandes irrecevables	2
Désistement du réclamant	4
Transmis à un autre médiateur	0
→ taux de correction: 85,17%	
1.1.2. Affaires relevant des communes	
1.1.2.1. Urbanisme	
Nombre d'affaires	18
Affaires clôturées	12
Affaires en cours	6
En cours	6
Correction totale/partielle	1
Pas de correction	1
Réclamations non fondées	4
Refus d'examiner	0
Demandes irrecevables	0
Désistement du réclamant	6
Transmis à un autre médiateur	0
→ taux de correction: 50%	

1.1.2.2. Affaires communales générales

Nombre d'affaires	63
Affaires clôturées	44
Affaires en cours	19
En cours	19
Correction totale/partielle	9
Pas de correction	6
Réclamations non fondées	11
Refus d'examiner	5
Demandes irrecevables	0
Désistement du réclamant	13
Transmis à un autre médiateur	0
→ taux de correction: 60%	
1.1.3. Affaires concernant les établissements publics relevant de l'État ou des communes (y compris l'ADEM, la CNPF, le FNS)	
1.1.3.1. Affaires de sécurité sociale	
Nombre d'affaires	114
Affaires clôturées	83
Affaires en cours	31
En cours	31
Correction totale/partielle	32
Pas de correction	6
Réclamations non fondées	40
Refus d'examiner	0
Demandes irrecevables	2
Désistement du réclamant	3
Transmis à un autre médiateur	0
→ taux de correction: 84,22%	
1.1.3.2. Agence pour le développement de l'emploi (ADEM)	
Nombre d'affaires	62
Affaires clôturées	55
Affaires en cours	7
En cours	7
Correction totale/partielle	19
Pas de correction	5
Réclamations non fondées	28
Refus d'examiner	0
Demandes irrecevables	2
Désistement du réclamant	1
Transmis à un autre médiateur	0
→ taux de correction: 79,17%	
1.1.3.3. Caisse nationale des prestations familiales (CNPF)	
Nombre d'affaires	33
Affaires clôturées	29
Affaires en cours	4
(y compris 3 affaires clôturées)	
En cours	4
Correction totale/partielle	8
Pas de correction	2
Réclamations non fondées	13
Refus d'examiner	0
Demandes irrecevables	0
Désistement du réclamant	6
Transmis à un autre médiateur	0
→ taux de correction: 80%	
1.1.3.4. Fonds national de solidarité (FNS)	
Nombre d'affaires	21
Affaires clôturées	17
Affaires en cours	4
(y compris 1 affaire clôturée)	
En cours	4
Correction totale/partielle	4
Pas de correction	2



Réclamations non fondées	9
Refus d'examiner	0
Demandes irrecevables	2
Désistement du réclamant	0
Transmis à un autre médiateur	0
→ taux de correction: 66,67%	

Partie 2

2.1. Recommandations de la médiateure et suites y réservées par les autorités compétentes

La médiateure constate que sur 50 recommandations faites depuis 2004, 25 n'ont pas été suivies d'effets.

Ce constat regrettable mérite une réflexion approfondie sur la façon dont le suivi de ces recommandations est assuré.

En ce qui concerne l'historique de la Recommandation 42, il est renvoyé au Rapport de 2013 à la page 77 et pour la Recommandation 45 à la page 80 et suivantes

Recommandations 42 et 45

Réponse

Le médiateur regrette de constater qu'au cours de l'année 2014, aucune suite effective ne semble avoir été réservée aux divers projets, que ce soit par les différents ordres et chambres professionnels ou par la FTI (Fédération luxembourgeoise des travailleurs intellectuels indépendants Asbl) dans son ensemble.

En mars 2014, je me suis renseignée sur l'état d'avancement du projet d'un service de médiation commun des membres de la FTI. J'ai été informée que l'instauration d'un service type «médiateur» au sein de la FTI a été abordée lors de l'assemblée générale de celle-ci. Il aurait été retenu qu'il faudrait diviser cette tâche entre une phase d'instruction et une phase de médiation/conciliation.

Selon le coordinateur, il aurait été retenu que l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg élabore une proposition de texte avec une telle procédure qui me sera présentée dès validation par le Conseil d'Administration de la FTI.

Ayant essayé à plusieurs reprises de me renseigner sur l'état d'avancement de ce projet, j'ai appris fin 2014 qu'en raison de la Directive 2013/11/UE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2013 qui impose à chaque État membre de mettre en place des entités extrajudiciaires de règlement amiable des litiges de consommation entre professionnels et consommateurs, la FTI avait suspendu tout travail sur le projet convenu.

Entre-temps, le Projet de loi portant introduction du règlement extrajudiciaire des litiges de consommation dans le Code de la consommation et modifiant certaines autres dispositions du Code de la consommation a été déposé le 16 janvier 2015. Je salue le fait que le nouveau texte prévoit, dans l'intérêt du consommateur, la possibilité de régler un éventuel litige avec un professionnel en dehors du système judiciaire.

Je suis toutefois d'avis que toute instance de médiation en matière de consommation est vouée à l'échec si le recours à celle-ci reste volontaire pour la partie professionnelle.

Bien que la médiation soit habituellement volontaire pour toutes les parties, cette caractéristique d'une médiation conventionnelle pose problème lorsqu'il s'agit de réclamations adressées par un client à l'égard d'un professionnel indépendant. Mis à part les problèmes de disponibilité des professionnels, la nature des rapports contribue à ce que l'intérêt de résoudre un problème n'est jamais vécu de la même façon des deux côtés d'un litige donné. Il est nécessaire de prévoir des moyens d'incitation pour encourager la participation des professionnels à la médiation et cela d'autant plus que la situation du professionnel risque déjà d'être perçue comme privilégiée par rapport à celle de son client.

Je tiens à signaler qu'au cours de l'année 2014, le Secrétariat de la médiateure a reçu de nombreuses réclamations à l'encontre de membres de plusieurs chambres et ordres professionnels indépendants, provenant notamment de clients de ces derniers.

En raison de ce qui précède, il est important que le projet de loi susmentionné offre des réponses adéquates à ces problèmes.

D'après une étude d'impact récente du Parlement européen dénommée «„Rebooting“ the

Mediation directive: assessing the limited impact of its implementation and proposing measures to increase the number of mediations in the EU», le taux de satisfaction en médiation civile et commerciale est de 70% au niveau européen. Il me semble évident qu'un tel taux de satisfaction ne saurait être atteint par le règlement judiciaire des litiges.

Dans l'intérêt de la qualité des futures médiations en matière de consommation, je suis d'avis qu'il serait indispensable d'exiger un agrément spécifique de la part de tout médiateur, intervenant dans ce domaine. Finalement une formation spécifique en médiation de la consommation devrait être requise parmi les critères d'agrément.

En ce qui concerne l'historique de la Recommandation 49 relative à l'introduction d'un code (guide) de bonne conduite ainsi que sur les principes du service public, il est renvoyé au Rapport 2013 page 89

Recommandation 49

Réponse

Cette recommandation se base sur le «Code européen de bonne conduite administrative» qui a été approuvé par une résolution du Parlement européen C 50302/2001 du 6 septembre 2001. Il s'agit d'une synthèse des principes de bonne administration communément admis.

La plupart des Ombudsmans appliquent un code de bonne conduite administrative qu'ils ont eux-mêmes élaboré et publié. L'objet d'un tel code ne se limite pas à formuler des règles déontologiques s'appliquant personnellement aux agents publics mais consiste à présenter une vue systématique des critères d'évaluation de l'action de l'administration en tant que telle.

Il est important de souligner que ces principes de bonne administration constituent un droit flexible („soft law“) et supposent toujours une appréciation au cas par cas. C'est pourquoi une formulation de ces principes en tant qu'obligations légales et précises est hors de question. Il n'est donc pas question de consacrer les principes proposés dans la Recommandation n°49 dans un texte législatif ou réglementaire.

La médiateure est d'avis que ces principes devraient néanmoins faire l'objet d'une reconnaissance officielle de préférence au niveau de la Chambre des Députés.

En ce qui concerne l'historique de la Recommandation 50 concernant les conditions de recevabilité de la demande d'achat rétroactif de périodes d'assurance, il est renvoyé au Rapport 2013 page 93

Recommandation 50

Réponse

Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale a proposé de maintenir pour le moment la date limite actuelle (l'âge de 65 ans). Il part de l'idée que normalement les affiliés introduisent leur demande en vue de l'octroi d'une pension de vieillesse avant d'atteindre l'âge de 65 ans et ainsi un recours à l'achat rétroactif resterait possible. En outre, la CNAP serait à la disposition des affiliés pour les informer de leurs droits à pension dès l'âge de 55 ans. En outre, une campagne de sensibilisation a été lancée en 2013 qui aurait amélioré l'information du public en matière d'achat rétroactif de périodes d'assurances.

La médiateure n'entend cependant pas renoncer à cette recommandation. Certes, il n'est pas aisé de se faire une idée précise de l'ampleur du problème posé par cette date limite auprès des assurés. Même si le nombre des personnes qui s'adressent à la médiateure à ce sujet ne s'élève qu'à deux ou trois personnes par an, il peut néanmoins s'agir d'un problème de taille pour les personnes concernées.

Il n'en reste pas moins qu'à côté des assurés bien au courant des dispositions légales, il y a les autres, mal informés de leurs droits qu'il s'agit de protéger.

Monsieur le Ministre a d'ailleurs invoqué la pratique suivie par la Caisse Nationale d'Assurance de Pension (CNAP) qui accepte les demandes de rachat d'assurés introduites après l'âge de 65 ans (donc après la date limite) à condition qu'une demande de pension ait été introduite auparavant. Cette pratique favorable aux assurés n'est cependant pas conforme au texte légal. Si la CNAP elle-même a estimé nécessaire d'introduire dans sa pratique une dérogation à la date limite, il faut en déduire qu'il est nécessaire de modifier le texte légal.

La prolifération dans notre législation de délais de forclusion souvent très brefs est problématique et recèle toujours un élément d'équité. Les personnes défavorisées pour lesquelles ces prestations ont précisément été créées sont aussi les moins bien informées. Le souci de simplification administrative exige de revoir ces délais de forclusion, surtout ceux qui ne sont

pas vraiment justifiés au niveau administratif comme le délai inscrit à l'article 174 du Code de la sécurité sociale.

2.2. Recommandations et suggestions à la Chambre des Députés, au Gouvernement et aux administrations

1. Retour à meilleure fortune

Conformément à l'article 28 (1) a) de la loi du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti, le Fonds national de solidarité réclame les montants versés à titre d'allocation complémentaire contre le bénéficiaire revenu à meilleure fortune. Le Fonds national de solidarité interprète très largement cette notion. Suivant les termes employés par le Ministère de la Famille et de l'Intégration, «toute attribution d'une somme-capital qui n'est pas un revenu professionnel» tombe sous cette notion de sorte qu'un réel enrichissement n'est même plus nécessaire.

L'allocation de dommages-intérêts en réparation d'un préjudice subi, le versement d'une rente d'accident en capital suite à une demande de rachat d'une rente viagère, le paiement d'un prix de vente en cas de cession d'un bien meuble donnent lieu au versement d'une «somme-capital» et constituent un retour à meilleure fortune sans qu'il n'y ait d'enrichissement. La médiateure suggère que le législateur définit plus restrictivement cette notion. Sous couvert d'être revenus à meilleure fortune, les bénéficiaires d'RMG sont en fait soumis à un régime d'incapacité de recevoir toute «somme-capital».

2. Délai de prescription trentenaire

La médiateure suggère que dans tous les cas d'application du délai de prescription trentenaire, l'administration applique dans ces demandes de remboursement ou de paiement un délai de prescription décennal en attendant la transposition de la recommandation n°44 du 21 décembre 2010 relative à la réduction du délai de prescription de droit commun.

3. Couverture sociale en cas d'incapacité de travail

Le salarié a droit à une indemnité pécuniaire en cas d'incapacité de travail pour cause de maladie ou d'accident de travail. Or selon la jurisprudence actuelle qui est suivie par l'Administration du contrôle médical, seule «l'incapacité générale d'exercer tout travail rémunérateur» est indemnisée à ce titre. Cette interprétation restrictive risque de jeter dans la précarité les salariés qui ont récupéré une certaine capacité de travail mais sont toujours hors d'état d'occuper leur poste de travail. Etant donné que la couverture sociale en cas d'incapacité de travail est une composante fondamentale de tout système de sécurité sociale, le législateur devrait examiner cette problématique et améliorer la prise en charge de ces salariés.

4. L'information des chômeurs indemnisés dans un délai acceptable de la fin de leurs droits

Dans le cadre d'un dossier, le réclamant n'a été averti par écrit que 6 mois après l'arrêt de versement des indemnités de chômage complet et suite à l'intervention de son avocat de sorte qu'il était privé de son droit de recours pendant cette période. La médiateure a suggéré, comme l'année dernière, de veiller systématiquement à ce qu'une information complète écrite et orale soit assurée à chaque clôture d'un dossier. Une telle procédure serait conforme à l'article 9 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'État et des communes. Cette disposition prévoit que «sauf s'il y a péril en la demeure, l'autorité qui se propose de révoquer ou de modifier d'office pour l'avenir une décision ayant créé ou reconnu des droits à une partie, ou qui se propose de prendre une décision en dehors d'une initiative de la partie concernée, doit informer de son intention la partie concernée en lui communiquant les éléments de fait et de droit qui l'amènent à agir».

5. Respect d'un délai de réponse raisonnable par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

La médiateure suggère au Ministère de répondre dans un délai raisonnable à toutes les questions posées et de motiver les décisions qui doivent être communiquées dans un délai raisonnable alors qu'en attendant les personnes concernées ne peuvent ni comprendre ni réagir à une décision qui leur porte préjudice.

6. Détachement d'un fonctionnaire luxembourgeois - congé parental

Au cas où des fonctionnaires luxembourgeois sont détachés à un poste auprès d'une institution européenne ou internationale pour représenter le Grand-Duché de Luxembourg et ne peuvent pas rester affiliés au système de sécu-

rité sociale luxembourgeois pendant ce détachement, la médiateure suggère de modifier la législation en matière de congé parental en ce sens que la période de détachement est assimilée à une affiliation à la sécurité sociale luxembourgeoise.

S'il n'était pas possible de prévoir une telle exception en matière de congé parental, elle suggère aux ministères pouvant être concernés par la problématique de prévoir une solution pour leurs agents, comme par exemple une indemnisation comparable à l'indemnité de congé parental permettant à ces agents de prendre un congé parental indemnisé comme tout autre travailleur remplissant les conditions.

7. Formulaires et informations données par les administrations

La médiateure constate que souvent les formulaires ou informations données sur les sites internet des administrations ne sont pas clairs ou incomplets. Les usagers risquent de se tromper sur des informations données ou n'arrivent pas à correctement remplir un formulaire.

Ainsi, la médiateure suggère aux administrations de revoir régulièrement leurs formulaires et sites internet et de les compléter, voire les simplifier, le cas échéant.

8. Importance de la communication directe

Dans le cadre du traitement de ses dossiers, la médiateure constate que la communication entre l'administration et les administrés mérite d'être améliorée. Pour cette raison, il serait bénéfique que les administrations soient prêtes à rencontrer les administrés à la médiateure pour clarifier les faits. Il se trouve en effet que souvent les entretiens et les courriers sont sources de malentendus.

La médiateure invite dès lors les administrations et notamment les communes à répondre positivement à une demande de rencontre ayant pour but de clarifier des faits et de s'expliquer en vue d'une issue amiable d'un litige.

9. Le dispositif du reclassement interne et externe

a) Aux termes de l'article L.515-5 paragraphe (2) du Code du travail «si, au terme de la durée légale de paiement de l'indemnité de chômage, y compris la durée de prolongation, le salarié visé à l'article L.551-1 n'a pu être reclassé sur le marché du travail, il bénéficie de l'indemnité d'attente».

Suivant un arrêt de principe de la Cour de cassation du 2 juillet 2009 (n°47/09), le terme de la durée légale de paiement de l'indemnité de chômage dont question à l'article L.551-5 (2) ne constitue pas une condition à laquelle le paiement de l'indemnité d'attente est subordonné, mais indique seulement le point de départ du paiement de l'indemnité d'attente.

Le paiement d'indemnités de chômage ne peut donc constituer une condition à laquelle le versement de l'indemnité d'attente est soumis. Celle-ci ne peut être refusée à une personne bénéficiaire d'un reclassement externe qui n'a pas rempli les conditions pour l'octroi d'indemnités de chômage ni avant le reclassement externe ni après.

Il est évident que si le versement de l'indemnité d'attente est refusé faute d'attribution préalable d'indemnités de chômage, celle-ci est nécessairement érigée en condition sine qua non du versement de l'indemnité d'attente.

La CNAP résiste à cette interprétation de l'arrêt de la Cour de cassation en maintenant que «pour obtenir une indemnité d'attente, il faut donc bien, à un moment ou un autre, avoir bénéficié d'indemnités de chômage».

La médiateure estime qu'il appartient au législateur de clarifier ce point.

b) Il n'est pas rare que des assurés en congé de maladie prolongé se voient accorder sur avis du Contrôle médical une pension d'invalidité avec effet rétroactif.

En cas de reclassement interne, le salarié en congé de maladie reçoit en remplacement de son salaire des indemnités pécuniaires de maladie et continue de bénéficier de l'indemnité compensatoire versée par le Fonds pour l'Emploi.

En cas d'indemnités pécuniaires versées par une caisse de maladie luxembourgeoise, les arrérages de pension d'invalidité seront assignés à la caisse de maladie conformément à l'article 190 al. 2 du Code de la sécurité sociale. Dans le même article, le législateur a prévu que le montant à rembourser à la caisse de maladie ne pourra pas dépasser le montant des arriérés de la pension d'invalidité.

Le Fonds pour l'Emploi demande lui aussi le remboursement des indemnités compensatoires versées au salarié reclassé durant son congé de maladie dans la mesure où celui-ci se



RAPPORT D'ACTIVITÉ DE LA MÉDIATEURE

recoupe avec la période de rétroactivité de la pension d'invalidité.

La médiatrice suggère au législateur de prévoir que le montant maximal du remboursement prévu par l'article 190 al. 2 du Code de la sécurité sociale s'applique aussi aux demandes de remboursement des indemnités compensatoires du Fonds pour l'Emploi et que les arrérages de pension d'invalidité dus pour la période en question constituent toujours le montant maximal à rembourser par le salarié.

c) Le texte coordonné du Projet de loi portant modification du Code du travail et du Code de la sécurité sociale concernant le dispositif du reclassement interne et externe dans sa version du 10 juillet 2014 a modifié le paragraphe 2 de l'article 551-6 du projet de loi initial.

Suivant le projet de loi initial, «le salarié en reclassement professionnel interne qui perd son emploi pour une raison indépendante de sa volonté, est en droit de saisir la Commission mixte endéans les vingt jours à partir de la fin du contrat de travail en vue d'un reclassement professionnel externe».

La nouvelle version écarte toute possibilité pour un salarié en reclassement interne ayant perdu son emploi d'obtenir un reclassement professionnel externe sauf le cas exceptionnel prévu à l'article L.125-1, paragraphe (1) du Code du travail (cessation des affaires de l'employeur).

En revanche, la nouvelle version maintient l'ancienne formulation pour le salarié en reclassement professionnel externe: s'il perd son nouvel emploi pour une raison indépendante de sa volonté, il garde son statut de personne en reclassement professionnel sous condition d'inscription dans un délai de vingt jours comme demandeur d'emploi auprès de l'ADEM.

Le salarié en reclassement interne qui perd son emploi est donc beaucoup moins bien traité que le salarié en reclassement externe se trouvant dans la même situation. Cette divergence de statut est discriminatoire.

Elle aboutit aussi à traiter la personne en reclassement interne moins bien qu'un travailleur susceptible d'être reclassé suivant les conditions de l'article L.551-1, paragraphe 2, point 2 du Code du travail: «(...) peut encore bénéficier d'un reclassement externe, le bénéficiaire de l'indemnité pécuniaire dont le contrat de travail a été résilié après la vingt-sixième semaine d'incapacité de travail pour un motif autre que celui prévu à l'article L.124-10 ou dont le contrat de travail a pris fin pour une autre cause indépendante de la volonté de l'assuré (...) mais qui présente une incapacité pour exécuter les tâches correspondantes à son dernier poste de travail».

La médiatrice suggère au législateur de réexaminer cette question pour voir si effectivement un alignement du statut du reclassé interne à celui du reclassé externe donne lieu à trop d'abus.

d) Suivant la jurisprudence du Conseil supérieur de la sécurité sociale n°2013/0171 du 15 novembre 2013, l'article L.551-1, paragraphe 2, point 2 ouvrant le bénéfice du reclassement externe au bénéficiaire de l'indemnité pécuniaire ne s'applique pas en cas de licenciement intervenu avant la vingt-sixième semaine d'incapacité de travail. Dans la mesure où ce licenciement est intervenu pour un motif autre que

celui prévu à l'article L.124-10, la médiatrice suggère de ne pas exclure ces personnes du reclassement.

e) En cas de reclassement externe, l'indemnité compensatoire n'est due qu'à condition que la personne reclassée ait été assignée par les services de l'ADEM. Cette disposition est discriminatoire pour les personnes qui font des efforts personnels et parviennent à trouver un emploi par leurs propres efforts.

10. Longs délais concernant les avis du Service médical de l'Immigration

En ce qui concerne les longs délais d'attente en matière de sursis à l'éloignement, le Service médical de l'Immigration de la Direction de la Santé, qui analyse les certificats médicaux produits à l'appui des demandes, accuse un retard certain dans le traitement des dossiers en raison du nombre important de ceux-ci.

Dans un de ces dossiers, le ministre en charge de l'Immigration et de l'Asile a informé la médiatrice qu'il était intervenu auprès du Ministre de la Santé afin de lui faire part de ce problème et pour que le nécessaire soit fait pour raccourcir le délai de traitement.

La médiatrice souhaite souligner la nécessaire rapidité de traitement de ce genre de dossier pour éviter tout inconvénient d'ordre médical aux demandeurs.

11. Nécessité de renforcer le nombre du personnel de la Direction de l'Immigration

Il est apparu à l'occasion d'un dossier de désistement de prise en charge, que la Direction de l'Immigration est confrontée à un nombre important de demandes en obtention de titre de séjour et de demandes assimilées, demandes que la Direction de l'Immigration ne traite pas avec la rapidité nécessaire en raison du manque d'effectif.

Dans le dossier en question, les personnes se sont adressées à plusieurs reprises à la Direction de l'Immigration par courriers et par téléphone et se sont rendues sur place, sans obtenir la moindre réponse concrète à leur question et ce pendant trois mois.

Bien que les services de la Direction de l'Immigration traitent avec diligence les dossiers qui leur sont soumis, il est inacceptable que le manque d'effectif engendre ce genre de problèmes, de sorte que l'augmentation du personnel devrait sérieusement être considérée.

12. Informations détaillées au sujet de la qualité de «bénéficiaire» d'aides au logement tenu au remboursement des aides

Étant donné l'intérêt considérable pour les personnes qui ont bénéficié d'aides au logement, il est absolument nécessaire que le Ministère du Logement publie des informations détaillées au sujet de l'étendue des obligations de remboursement susceptibles de naître dans les diverses situations pouvant survenir en pratique (colocation, hébergement temporaire, union libre, partenariat, mariage).

13. L'imposition des associations religieuses à l'impôt minimum

Les congrégations et associations religieuses au sens de l'article 159 alinéa (1), point A, chiffre

3 L.I.R. sont soumises à l'impôt sur le revenu des collectivités et elles sont donc également visées par l'impôt minimum.

Étant donné les difficultés de définir la notion d'association religieuse par rapport aux associations et fondations sans but lucratif poursuivant des buts culturels, charitables ou d'intérêt général, la médiatrice suggère une modification législative en vue d'éliminer les diverses rigueurs qui sont apparues dans l'application pratique de l'impôt minimum.

14. Simplification de la législation fiscale

La médiatrice est d'avis qu'un constant effort doit être entrepris en vue de simplifier la législation fiscale. Ce souci de simplification devrait se traduire par la création d'un organisme ayant pour mission d'émettre des recommandations au Gouvernement.

15. Partenariat du fonctionnaire européen

En raison de l'article 14 du Protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes, les fonctionnaires européens sont censés avoir gardé leur domicile fiscal dans leur pays d'origine. Ainsi, bien qu'ils aient cohabité en fait au Luxembourg, il ne leur est pas possible, en cas de partenariat, de bénéficier de l'imposition collective au Luxembourg.

La médiatrice suggère de modifier la loi afin de permettre aussi à ces partenaires d'opter pour l'imposition collective.

2.3. Suggestions concernant l'amendement portant sur la loi du 22 août 2003 instituant un médiateur

Pour toute motivation il est renvoyé à la préface.

I. Dénomination de l'institution

Pour éviter une confusion avec les médiateurs privés œuvrant dans des domaines divers il est proposé d'opter pour la dénomination unique d'Ombudsman.

II. Attributions et pouvoirs

1. Mention des droits de l'Homme dans la compétence générale de l'Ombudsman.

2. Extension des compétences de l'Ombudsman aux organismes investis d'une mission de service public.

3. Extension exceptionnelle de la saisine de l'Ombudsman au-delà d'une réclamation individuelle concrète dont l'Ombudsman a été saisi pour remédier à d'éventuels dysfonctionnements systémiques.

Extension dans cette hypothèse des pouvoirs d'enquête de l'Ombudsman au-delà de l'objet d'une réclamation individuelle et concrète dont il a été saisi et dans le cadre de laquelle il existe une suspicion d'un dysfonctionnement systémique.

Investigation sur place, dans les lieux ou locaux de l'administration même non ouverts au public.

Droit d'entendre toute personne susceptible de fournir des informations ou des explications.

Accès à l'information auprès d'autres administrations non directement visées par la réclama-

tion, mais détenant des informations nécessaires ou utiles pour la solution du différend.

4. L'Ombudsman peut consulter ou se faire assister dans ses travaux par tout expert de son choix.

5. L'Ombudsman peut donner, dans le cadre de la procédure législative, son avis sur des questions concernant la médiation ou relevant d'un sujet auquel son attention a été attirée par une réclamation.

6. Concernant le suivi des recommandations, il est proposé, conformément à l'avis de la Commission de Venise, que le Gouvernement prenne position de principe dans un délai de 3 mois à partir de sa publication et exécute les recommandations en cas d'acceptation de principe dans un délai fixe voire raisonnable.

III. Réclamations

1. Formulation plus impérative des dispositions relatives au délai dans lequel une administration est appelée à prendre position par rapport à une réclamation.

2. Suspension des délais de recours contre les décisions administratives pendant une durée de trois mois prenant cours à la date de la saisine de l'Ombudsman.

3. Remplacer les termes «démarches administratives appropriées» par la formulation suivante: «L'administré a le droit de saisir l'Ombudsman s'il n'a pas obtenu satisfaction auprès de l'autorité compétente.».

4. L'Ombudsman peut procéder à la résolution à l'amiable des différends dont il est saisi par voie de médiation et/ou par voie de conciliation.

5. Évaluation du fonctionnement de l'Administration au regard de normes de bonne conduite administrative communément admises.

IV. Statut organique

1. Attribution à l'Ombudsman d'un pouvoir de délégation de signature voire de délégation de compétences / de pouvoirs.

2. Mention du droit des particuliers de porter plainte auprès de l'Ombudsman dans la Constitution.

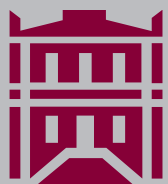
3. Renforcement de l'indépendance budgétaire et de l'apparence d'indépendance.

4. Assouplissement du statut du personnel assistant l'Ombudsman dans ses fonctions, afin de permettre un recrutement des agents du secrétariat en dehors de la fonction publique.

5. L'élection de l'Ombudsman à une majorité renforcée des députés présents au moment du vote. Prestation d'un serment concernant son engagement à l'impartialité, à la neutralité et à la confidentialité dans l'exercice de ses fonctions, le cas échéant devant le Président de la Chambre.

6. La formation des médiateurs, de l'Ombudsman et du personnel de son équipe comprendra une formation en médiation selon les critères fixés par la directive européenne sur les REL (règlement extrajudiciaire des litiges).

(Le rapport d'activité intégral peut être consulté sur www.ombudsman.lu.)

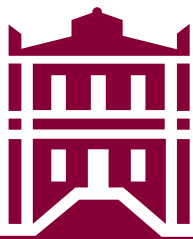


Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vu 19:00 Auer un

d'Chamber online op

www.chd.lu



Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
0836	Martine Hansen	Présence de l'Administration de la Nature et des Forêts sur le réseau Facebook
0837	Marc Spautz	Fermeture des routes CR106 et CR164
0838	Diane Adehm, Gilles Roth	Politique fiscale du Gouvernement
0839	Marc Angel	Droits des enfants intersexes et trans'
0840	Justin Turpel	Précarité énergétique
0841	Diane Adehm, Gilles Roth	Restrictions au niveau de la chasse
0842	Jean-Marie Halsdorf	«Passenger name record»
0843	Martine Hansen, Marco Schank	Mesures écologiques compensatoires
0844	Roy Reding	Echinococcus multilocularis
0845	Fernand Kartheiser	Renforcement des droits du père
0846	André Bauler	Tourisme
0847	Marco Schank	Reclassement de la vallée Mamerdall
0848	Aly Kaes, Marco Schank	Assainissement des eaux usées de la localité de Rodershausen
0849	André Bauler	Ancienne Maison de retraite de Vianden
0850	Laurent Mosar	Lutte contre le terrorisme
0851	Guy Arendt	Population des sangliers
0853	Gilles Baum	Différentiation interne dans l'enseignement fondamental
0854	Gilles Baum	Passage de l'enseignement fondamental vers l'enseignement secondaire
0855	Françoise Hetto-Gaasch, Marc Spautz	Hausse des loyers des baux commerciaux
0856	Françoise Hetto-Gaasch	Sous-représentation des hommes dans l'enseignement
0857	Diane Adehm, Gilles Roth	Impôt d'équilibrage budgétaire temporaire
0858	Claudia Dall'Agnol	Monorail suspendu entre Thionville et Luxembourg-ville
0859	Laurent Mosar	Bâtiment Jean Monnet
0860	Martine Mergen	Vols de nuit à l'Aéroport de Luxembourg
0861	Gusty Graas	Utilisation d'écocombis
0862	Marc Spautz	Mesures de protection acoustique à apporter aux infrastructures et au matériel ferroviaire luxembourgeois
0863	Josée Lorsché	Réforme de l'assurance dépendance
0864	Diane Adehm, Gilles Roth	Décisions fiscales anticipées des autorités étrangères
0865	Gilles Baum	Nombre de communes permettant la célébration d'un mariage civil les samedis
0866	Martine Hansen, Marco Schank	Cartes des zones inondables et cartes des risques d'inondation
0867	Laurent Mosar	«Roaming»
0868	Sylvie Andrich-Duval	Services de taxis
0869	Gilles Roth	Passage à niveau de la ligne ferroviaire Luxembourg-Kleinbettingen à Capellen
0870	Justin Turpel, Serge Urbany	Priorités de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne au deuxième semestre 2015
0871	Justin Turpel	Protection des données à caractère personnel sur Facebook
0872	Diane Adehm, Gilles Roth	Taxation des voitures de «leasing»
0873	Martine Hansen, Félix Eischen	Attribution de l'aide financière de l'État pour études supérieures
0874	André Bauler	Élaboration d'un code de déontologie pour les élus communaux
0875	Gusty Graas	Limitation de vitesse en dessous des 90 km/h sur les voies publiques autres que les autoroutes en dehors des agglomérations

0876	André Bauler	Projet de modernisation et de réaménagement du site de la gare de Clervaux
0877	André Bauler	Espace rural
0878	Marcel Oberweis	Protection contre l'abus de boissons énergisantes
0879	Marco Schank, Emile Eicher	Centre d'émissions radio de Marnach
0881	Martine Hansen	Aide financière de l'État pour études supérieures
0882	Diane Adehm, Gilles Roth	Jeux de hasard
0883	Cécile Hemmen, Taina Bofferding	Introduction de quotas de femmes dans les conseils d'administration
0884	Claudia Dall'Agnol	Service médico-sportif
cf. 0885		
0885	Nancy Arendt	Service médico-sportif
cf. 0884		
0886	Laurent Mosar	Vente des participations d'E.ON et RWE dans Enovos International SA
0887	Taina Bofferding	Transport de personnes atteintes d'un handicap
0888	Nancy Arendt	Contrôles dans les cafés et les discothèques
0889	Martine Hansen	Réforme de la formation professionnelle
0890	Diane Adehm, Gilles Roth	Vente des actions de l'État dans LuxConnect
0891	Serge Wilmes	Exécution du budget de l'État pour l'exercice 2014
0892	Alex Bodry	Affaire «Swiss Leaks»
0893	Sylvie Andrich-Duval	Plan d'action national d'égalité des femmes et des hommes et de la Convention CEDAW (Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes)
0894	Marcel Oberweis	Émission de particules fines PM10
0895	Claude Adam	Éducation linguistique des enfants
0896	Laurent Mosar	«Patent boxes»
0897	Max Hahn	Déplacements transfrontaliers par voie ferroviaire
0899	Josée Lorsché	Ratification de la Convention sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique («Convention d'Istanbul»)

Question 0836 (13.01.2015) de Mme Martine Hansen (CSV) concernant la présence de l'Administration de la Nature et des Forêts sur le réseau Facebook:

L'Administration de la Nature et des Forêts a récemment partagé sur le réseau social Facebook une série d'articles intitulée «Der unsichtbare Preis des Fleisches» publiée par un quotidien luxembourgeois et qui porte sur les conséquences sur l'environnement de la production de viande et de fourrage au Luxembourg comme à l'étranger. Or, le contenu de ces articles n'est pas neutre et certains raisonnements sont plus que contestables.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Quels sont les critères sur base desquels l'Administration de la Nature et des Forêts décide de publier respectivement de partager des articles sur le réseau social Facebook?
2. Quel est le but poursuivi par l'Administration de la Nature et des Forêts par le partage de ces articles sur les réseaux sociaux?
3. Madame la Ministre n'estime-t-elle pas que toute publication sur le site Facebook ou tout autre site Internet d'une administration publique devrait refléter une certaine objectivité et surtout informer de façon neutre les citoyens?
4. Madame la Ministre partage-t-elle le contenu des articles susmentionnés?
5. Madame la Ministre partage-t-elle l'affirmation avancée dans le deuxième article publié que «Die lokale Fleisch- und Futtermittelproduktion in Luxemburg stellt eine schwere Belastung für die Umwelt dar»?

6. Dans l'affirmative, quelles sont les vues de Madame la Ministre sur la production de denrées alimentaires au Luxembourg?

Réponse (12.02.2015) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement:

Il m'importe de préciser que les trois articles auxquels fait référence l'honorable Députée ont été publiés par la chercheuse Madame Aline Schaltz dans le quotidien luxembourgeois «Luxemburger Wort». Ils constituent une sorte de résumé du travail de Master de Madame Schaltz réalisé sous la direction du Professeur Frank Scholzen à la «Faculty of Science, Technology and Communication» de l'Université du Luxembourg. Les affirmations faites dans les trois articles sont le fruit d'une recherche approfondie de la littérature relative au sujet du mémoire.

Quant aux questions posées:

Ad 1. L'Administration de la Nature et des Forêts (par la suite ANF), de par sa mission définie dans la «loi du 5 juin 2009 portant création de l'Administration de la Nature et des Forêts», doit assurer «la mission de sensibilisation du public dans les domaines de la nature et des forêts». Dans le cadre de cette mission l'ANF utilise aussi le vecteur des réseaux sociaux et y publie régulièrement des informations sur les activités de l'administration (p. ex. annonces de visites guidées). De plus, l'ANF partage également des informations ou articles sur des sujets d'actualité ayant trait à ses missions dans



les domaines de la protection de la nature, de la chasse et de l'exploitation forestière.

Ad 2. Le domaine de la protection de la nature a des liens étroits avec le secteur agricole qui cultive deux tiers des zones vertes. Le but de la publication était de partager les trois articles intéressants parus dans le «Luxemburger Wort» pour information aux citoyens qui suivent le profil de l'ANF.

Ad 3. Je suis d'avis que le résumé d'un travail de Master réalisé selon une déontologie scientifique et basé sur une recherche approfondie de la littérature à l'Université du Luxembourg est suffisamment objectif pour pouvoir être mis à disposition du grand public par une administration. Par ailleurs, la publication respecte les critères énoncés par le «Guide d'utilisation des médias sociaux» du Gouvernement, qui invite les services du Gouvernement à se limiter à la communication d'informations «neutres et factuelles» sur les médias sociaux.

Ad 4., 5. et 6. Je considère que le travail scientifique de Madame Schaltz est une contribution intéressante au débat autour de l'orientation de la politique agricole et environnementale au Luxembourg. Il est indéniable que certaines pratiques agricoles nuisent à l'environnement naturel et peuvent constituer un risque à long terme pour la qualité de vie des citoyens. Ainsi les pesticides constatés il y a peu dans certaines nappes phréatiques obligent non seulement le Gouvernement, mais tout le secteur agricole à remettre en question le principe de la maximisation de la productivité au dépens de l'environnement. Personne ne pourra nier le fait que le maintien de la qualité de vie au Luxembourg repose sur la qualité de nos ressources naturelles, principe d'ailleurs consacré par l'article 11bis de la Constitution en tant que droit fondamental. Il est primordial que la politique mette en œuvre des aides ciblées et un système de conseils agricole intégrés pour favoriser des pratiques agricoles durables. C'est d'ailleurs dans ce but que l'accord de coalition stipule qu'«une préoccupation majeure du Gouvernement consistera à la conciliation de la politique agricole avec les défis de la protection de la nature et des ressources naturelles, notamment l'eau potable et les terres agricoles».

Dans un autre contexte, on peut constater que l'apport de l'agriculture à l'évolution des émissions de gaz à effet de serre, responsables du changement climatique, n'est pas négligeable. En effet, même si on observe une légère réduction depuis quatre à cinq ans, la consommation d'énergie a doublé dans le secteur agricole par rapport à l'an 2000 (source: Statec). Pour l'ensemble des pratiques agricoles (énergie, élevage et cultures), les chiffres de 2012 estiment les émissions de gaz à effet de serre à 727.000 tonnes par an, ce qui correspond à 43% des émissions du trafic routier national (1,7 mio to en 2012).

Question 0837 (13.01.2015) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant la **fermeture des routes CR106 et CR164**:

Suite au glissement de terrain entre Esch et Mondercange le CR106 est fermé depuis plusieurs mois. En outre, en raison de travaux, le CR164 entre Noertzange et Bergem est barré à toute circulation depuis mai 2014. La circulation est entre autres déviée par le rond-point de Schiffflange (rue de Hédange) ce qui entraîne des bouchons aux heures de pointe.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- De quelle manière Monsieur le Ministre entend-il déléster le trafic à court terme?

- Monsieur le Ministre peut-il informer dans quels délais les CR en question pourront être ouverts au trafic?

- Dans la négative, est-ce que de nouvelles routes de déviation sont en train d'être planifiées?

- Est-ce que Monsieur le Ministre a l'intention d'accroître la capacité du rond-point afin d'éviter les bouchons permanents?

- Est-ce que le Ministère du Développement durable et des Infrastructures mène des discussions avec les communes concernées?

Réponse (23.02.2015) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Dans sa question parlementaire du 13 janvier 2015, l'honorable Député Marc Spautz s'inquiète sur les problèmes de circulation dans la région Mondercange-Esch-sur-Alzette-Schiffflange.

Effectivement, deux routes sont actuellement barrées au trafic dans cette région:

Le chemin CR106 entre Esch-sur-Alzette et Mondercange qui a été détruit suite à un éboulement important de la décharge de Mondercange en date du 14 mars 2014 ainsi que le CR164 entre Noertzange et Bergem qui a été barré au trafic à partir du 26 mai 2014 à cause des travaux de reconstruction d'un pont vétusté OA69 enjambant l'Alzette. Pour ces routes barrées des déviations ont été mises en place comme la déviation signalée pour la reconstruction du pont OA69 sur le chemin CR164 se fait par Schiffflange ou Huncherange.

Le chemin CR164 entre Noertzange et Bergem sera réouvert à la circulation en juin 2015 tandis que la date de réouverture du CR106 entre Esch-sur-Alzette et Mondercange est tributaire de l'évolution des acquisitions des diverses emprises nécessaires pour dévier la route. L'Administration des Ponts et Chaussées est en train de finaliser le dossier pour le tracé de déviation.

Une réouverture d'une des deux routes et à l'aide de nouvelles routes de déviation locale n'est pas possible du point de vue technique à court terme.

En ce qui concerne les bouchons au niveau du rond-point CR168/CR169 «Général Patton» à Schiffflange, je peux vous confirmer que la capacité du giratoire sera augmentée par l'aménagement d'un by-pass dans le cadre des travaux de réorganisation de l'échangeur de Schiffflange, travaux qui sont programmés de débuter en 2015 conformément à l'échelonnement annuel des liquidations du Fonds des routes.

Il est évident que tout chantier routier est organisé en étroite collaboration avec les communes concernées. Ainsi, dans le cas de l'éboulement de la décharge de Mondercange, les communes d'Esch-sur-Alzette et de Mondercange sont représentées dans le comité de suivi technique.

Question 0838 (14.01.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant la **politique fiscale du Gouvernement**:

Selon les informations relayées récemment par la presse, le DP s'est prononcé dans le contexte d'une future réforme fiscale contre l'introduction d'un impôt sur les successions en ligne directe. Le DP a par la même occasion marqué son opposition à l'égard d'un nouveau taux d'imposition maximal pour personnes physiques («Räichesteier»).

D'autre part, les présidents successifs du parti politique LSAP Alex Bodry et Claude Haagen ont fait savoir à diverses reprises qu'une «Räichesteier» fera son entrée dans l'arsenal fiscal luxembourgeois.

Dans sa réponse à la question parlementaire n°0680 du 5 novembre 2014 des Députés Laurent Mosar et Gilles Roth (cf. *compte rendu n°4/2014-2015*), Monsieur le Premier Ministre a entendu préciser que «la réforme fiscale englobante qu'envisage le Gouvernement se fera à la suite d'un large processus de consultation, processus auquel les partenaires sociaux seront intégrés dès la phase préparatoire de la réforme en 2015. Il serait dès lors à mon avis particulièrement malvenu d'hypothéquer ces consultations par des déclarations prématurées concernant les contours de la réforme».

Nous voudrions dans ce contexte poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre:

- Est-ce que la position du DP visant à exclure dans le cadre d'une future réforme fiscale l'introduction d'un impôt sur les successions en ligne directe tout comme l'introduction d'un nouveau taux d'imposition maximal pour personnes physiques («Räichesteier») est partagée par l'ensemble des membres du Gouvernement?

- Est-ce que Monsieur le Premier Ministre n'est pas d'avis que les propos du DP vont à l'encontre des principes qu'il a lui-même défendu il y a à peine six semaines dans sa réponse à la question parlementaire n°0680 précitée, à savoir que des déclarations prématurées concernant les contours d'une future réforme fiscale risquent d'hypothéquer les consultations avec les partenaires sociaux?

Réponse (27.01.2015) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

Dans leur question n°0680, Madame la Députée Diane Adehm et Monsieur le Député Gilles

Roth m'avaient invité à «clarifier personnellement une fois pour toutes la situation en répondant de manière non équivoque» à une série de questions concernant les principaux éléments de la future réforme fiscale. C'est dans cette perspective que je m'étais exprimé au nom du Gouvernement en répondant que des déclarations prématurées concernant les contours d'une future réforme fiscale risquaient d'hypothéquer les consultations avec les partenaires sociaux, engageant en cela le seul Gouvernement. Les partis politiques demeurent évidemment libres de mettre en avant leurs idées et suggestions concernant la réforme fiscale et je m'abstiendrai de commenter à ce stade les propositions des uns et des autres.

Question 0839 (15.01.2015) de **M. Marc Angel** (LSAP) concernant les **droits des enfants intersexes et trans**:

Depuis dix ans, de plus en plus d'initiatives internationales s'intéressent aux droits fondamentaux des personnes transgenres et intersexes.

Récemment, le rapport «Les droits des enfants intersexes et trans» sont-ils respectés en Europe? Une perspective» rédigé par Monsieur Erik Schneider et publié par le Conseil de l'Europe est paru. Selon ce rapport, on entend par enfant trans les enfants qui ressentent un décalage entre ce qu'ils sentent être et les attentes de leur entourage fondées sur le sexe qui leur a été assigné à la naissance. Les enfants intersexes sont définis comme «des enfants dont les caractères sexuels sont atypiques ou non conformes aux normes généralement admises».

Selon l'auteur du rapport, la situation des enfants trans et intersexes n'est pas assez prise en compte, notamment au sein du système de santé. Ainsi il existerait un manque de connaissances généralisé sur les questions trans. L'absence d'analyse spécifique des besoins des enfants intersexes et trans aurait des conséquences sur l'absence d'élaboration de prestations sociales appropriées. Ainsi, il ne serait pas rare qu'une approche fondée sur la correction explicite des comportements de l'enfant (approche dite «correctrice») et consistant à réprimer chez l'enfant tous les comportements qui s'apparentent à ceux du sexe considéré comme opposé soit appliquée, alors qu'elle est particulièrement préjudiciable et traumatogène pour l'enfant. Par ailleurs, le rapport souligne que des opérations de «normalisation» sont souvent effectuées sur des jeunes enfants intersexes.

Ces traitements sont contestés par des personnes pour lesquelles ils ont eu des effets dévastateurs. En effet, le mauvais sexe serait assigné à l'enfant dans 8,5% à 20% des cas, voire 40%, c'est-à-dire que ces enfants finissent par rejeter le sexe qui leur a été assigné. De grandes atteintes à l'intégrité psychique de l'enfant en résultent. De plus, des traitements hormono-chirurgicaux de normalisation pratiqués sur un enfant intersexe qui n'est pas en mesure de donner un consentement éclairé sont contraires à l'intérêt supérieur de l'enfant.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Madame la Ministre peut-elle renseigner sur l'encadrement et le suivi réservés aux enfants intersexes ou trans et à leurs parents au Luxembourg? Des approches correctrices ou de «normalisation» sont-elles appliquées?

- Le Luxembourg soutient-il le retrait du transsexualisme de toute rubrique sur les pathologies mentales lors des discussions en cours à l'OMS sur la révision de la Classification internationale des maladies?

- Est-il envisagé de remplacer le terme de «syndrome de dysphorie de genre» dans les statuts de la CNS (Caisse Nationale de Santé) par une terminologie non pathologisante comme, par exemple, celle retenue dans le projet actuel de l'OMS: «non-concordance de genre» ou encore celle de «réassignation sexuée»?

Les jeunes trans souhaitent initialiser une hormonosubstitution doivent, selon un règlement de la CNS, présenter un «rapport médical détaillé établi par un médecin spécialiste en psychiatrie documentant le suivi de la personne protégée au cours de son expérience en vie réelle pendant la durée d'au moins douze mois permettant au Contrôle médical de la sécurité sociale de conclure au caractère indispensable du traitement médicamenteux envisagé». Selon le rapport de l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand» (ORK) de 2014, cela voudrait dire que la jeune personne en question doit vivre pendant un an en public sous l'identité de genre recherchée sans avoir pu commencer les

changements de son apparence physique qui reste opposée à son vécu intérieur. Cela revient à un «outing» prématuré et imposé qui mettrait ces jeunes en danger.

- Monsieur le Ministre suivra-t-il la recommandation de l'ORK en abrogeant cette condition d'expérience de vie réelle qui, selon l'ORK, n'est conciliable ni avec les droits de l'enfant, ni avec les droits de l'Homme?

Réponse commune (13.02.2015) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Les services du Ministère de la Santé ne sont pas au courant de l'existence d'enquêtes ou de données sur des approches correctrices et le suivi réservé aux enfants intersexes ou transsexuels respectivement à leurs parents.

Toujours est-il que l'encadrement et l'accompagnement des enfants intersexes ou transsexuels dans leur parcours scolaire, voire dans leurs différents milieux de vie, sont fonction des besoins de même manière que pour tout enfant ayant des besoins spécifiques.

Le projet d'accompagnement individualisé peut être initié dès l'identification du besoin spécifique de l'enfant, ses caractéristiques et son enveloppement dépendant du plan de prise en charge établi par les professionnels impliqués, de la demande de l'enfant et des parents, et des besoins du personnel enseignant et pédagogique. Si une situation particulière est connue, si une collaboration de confiance entre tous les impliqués a pu être établie, un accompagnement de qualité peut se développer, qui au surplus est attentif aux signes de mal-être ou de détresse qu'un enfant ou un adolescent peuvent vivre dans le parcours intersexe ou transgenre.

Actuellement, les services de la Direction de la Santé accompagnent déjà plusieurs enfants et jeunes concernés, ainsi que leurs familles, dans leur parcours scolaire. Toutefois, ce sont uniquement des situations rares et fort probablement il y a bien plus d'enfants et d'adolescents touchés qui ne sont pas suivis tels que leurs besoins le nécessitent.

En ce qui concerne plus particulièrement les dispositions statutaires, celles-ci sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2014. Elles ont été mises en place devant le constat d'abord de la réalité du besoin de la prise en charge des personnes transsexuelles, transgenres ou de genre non conforme, ensuite de l'absence au Luxembourg d'un cadre légal ou réglementaire tant pour les personnes concernées que pour les professionnels de santé dans le cadre de leur prise en charge médicale et psychologique et finalement celui de l'absence, au Luxembourg, de centres de référence permettant une prise en charge intégrée des personnes transsexuelles, transgenres ou de genre non conforme par des équipes multidisciplinaires spécialisées.

Les statuts avaient pour finalité de garantir l'accompagnement des concernés dans un contexte psychologique et médical complexe, voire difficile, souvent irréversible et coûteux. Les auteurs des statuts avaient conscience de la variété des options thérapeutiques et du fait que le nombre, le type et la chronologie des interventions peuvent varier d'un individu à un autre.

En vertu de l'article 23 alinéa 1^{er} du Code de la sécurité sociale «les prestations à charge de l'assurance maladie (...) doivent être conformes aux données acquises par la science et à la déontologie médicale». La prise en charge des soins accordés aux personnes transsexuelles, transgenres ou de genre non conforme ne saurait se soustraire à ce prérequis légal qui constitue même un droit fondamental pour le patient, ce en vertu de l'article 4 (1) de la loi relative aux droits et obligations des patients.

Lors de la rédaction des statuts, la Caisse Nationale de Santé (CNS) et le Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS) ont pris connaissance des recommandations de bonne pratique existantes en la matière et se sont fondés notamment sur «les Standards de soins pour la santé des personnes transsexuelles, transgenres et de genre non conforme» de la «World Professional Association for Transgender Health» (WPATH), ainsi que sur la «Leitlinie 028/014» intitulée «Störungen der Geschlechtsidentität im Kindes- und Jugendalter» de la «Deutschen Gesellschaft für Kinder- und Jugendpsychiatrie, Psychosomatik und Psychotherapie» (DGKJP).

Il y a lieu de constater que les sociétés scientifiques internationales se heurtent parfois à un manque de consensus en ce qui concerne les stratégies thérapeutiques à privilégier, situation qui s'accroît dans le contexte de la prise en charge des enfants et des adolescents.

Sur base de l'expérience acquise au cours de l'année qui suit l'entrée en vigueur des dispositions statutaires, le CMSS et l'administra-



tion de la CNS restent convaincus de la pertinence des prémisses retenues lors de l'élaboration des statuts qu'était le juste équilibre entre:

- la prise en charge de la personne souhaitant bénéficier de la contribution financière de l'assurance maladie pour son traitement face aux dépenses importantes auxquelles elle est confrontée, sa situation sociale éventuellement difficile, son état de santé fragile,

- la conscience de la situation du corps médical face à l'absence de cadre réglementaire et déontologique précis,

- les contraintes de l'assurance maladie légalement obligée de ne prendre en charge que les soins correspondant aux données acquises par la science et à la déontologie médicale.

Une proposition d'adaptation ponctuelle sera proposée au Comité-directeur de la CNS lors d'une de ses prochaines réunions. Conformément à cette proposition l'expérience en vie réelle dont la pertinence et le caractère indispensable ne sont pas vraiment contestés est maintenue, mais ne précèdera en tout état de cause plus que les interventions entièrement irréversibles, en particulier celles de la chirurgie de réaffectation sexuelle.

Il convient, en effet, de rappeler que l'hormonostitution constitue une étape délicate, étant donné que, d'une part, elle aboutit à des résultats partiellement irréversibles pour la personne et que, d'autre part, elle place le médecin prescripteur en dehors du cadre juridique de l'autorisation de mise sur le marché et du cadre statutaire de la prise en charge par l'assurance maladie.

Les contraintes juridiques tout comme l'absence d'unanimité et de courant majoritaire au niveau des standards internationaux sur le bon moment de l'expérience en vie réelle, avaient amené la CNS et le CMSS à opter pour une position de prudence lors de l'initialisation de la prise en charge financière de l'hormonostitution sur base d'un rapport médical documentant aussi les démarches en vie réelle.

Il semble toutefois actuellement que les courants plaçant l'expérience en vie réelle devant la seule chirurgie de réaffectation sexuelle prédominent, ce qui a amené les auteurs à adapter leur position.

Le CMSS, amené à aviser les dossiers et en contact régulier avec les associations représentatives des personnes concernées, de même qu'avec le collège médical, a conscience de la problématique et traite ces dossiers dans une démarche de dialogue et de progrès.

En ce qui concerne la question de la terminologie à adopter en vue de la dépsychopathologisation et d'une déstigmatisation des personnes, la CNS et le CMSS ne sont pas d'avis qu'il faut à ce stade changer le terme «dysphorie de genre». Alors qu'au niveau des classifications officielles la terminologie n'est pas univoque (dysphorie de genre, incongruence de genre...), il faut considérer que les prestations dont la prise en charge par l'assurance maladie est sollicitée visent à atténuer la souffrance causée par la discordance entre l'identité de genre d'une personne et son sexe d'assignation à la naissance et que toute «non-concordance de genre» ne nécessite un traitement à charge de l'assurance maladie.

Dans ce contexte «World Professional Association for Transgender Health» écrit dans son actuelle version des «Standards de soins»: «Ainsi les personnes transsexuelles, transgenres et de genre non conforme, ne sont pas des personnalités pathologiques. C'est plutôt la détresse liée à la dysphorie de genre, quand elle est présente, qui est l'élément préoccupant à diagnostiquer et pour laquelle différentes options de traitement sont disponibles. L'existence d'un diagnostic de dysphorie facilite souvent l'accès au système de soins et peut guider jusqu'à nouvel ordre des recherches de traitements efficaces. La recherche mène à de nouvelles nomenclatures de diagnostics, et les termes changent tant dans le DSM (...) que la CIM. Pour cette raison, ces termes familiers sont employés dans les SDS et leurs définitions sont explicitées lorsque ce sont des termes émergents».

Question 0840 (15.01.2015) de **M. Justin Turpel** (*déi Léink*) concernant la **précarité énergétique**:

„Viele Haushalte haben große Probleme, ihre Strom- und Gasrechnungen zu begleichen. In eintausend Fällen hat Enovos daher im vergangenen Jahr beantragt, dass Haushalten, die ihre Rechnungen nicht zahlten, der Energiehahn zugeordnet wird. Zwei Jahre zuvor, 2012, war dies nur 400-mal der Fall.“ (cf. lessentiel.lu am 9. Januar 2015) Diese Beschreibung spie-

gelt die drastische Zunahme des Phänomens der Energiearmut in den letzten Jahren auch in Luxemburg wider.

Laut Gesetz über die Regulierung des Strom- und Gasmarktes ist der Strom- oder Gaslieferant im Falle einer Zahlungsunfähigkeit eines Haushaltes verpflichtet, dies dem zuständigen Sozialamt („office social“) zu melden. Falls das Sozialamt die Kosten nicht übernimmt, sperrt der Netzbetreiber, nach schriftlicher Aufforderung des Lieferanten, die Strom- resp. Gaszufuhr des betroffenen Haushaltes innerhalb von 30 Tagen (von 2007 bis 2012 innerhalb von 14 Tagen) ab.

Ich möchte darauf hinweisen, dass die Regierungserklärung „die konsequente Bekämpfung der Energiearmut“ als eine ihrer vorrangigen Aufgaben vorsieht. Als energiearm werden oftmals Haushalte bezeichnet, die mehr als 10% ihres Einkommens für Energie (Strom, Heizung, Warmwasser) ausgeben.

In diesem Zusammenhang möchte ich der für Familie und Integration zuständigen Ministerin sowie dem für Energie zuständigen Wirtschaftsminister folgende Fragen stellen:

1. Wie hat sich - über das angegebene Beispiel von Enovos hinaus - die Anzahl der zahlungsunfähigen Haushalte bei den verschiedenen Strom- und Gaslieferanten in den letzten fünf Jahren entwickelt? Welches ist die Lage in Bezug auf Heizöl?

2. Wie sind die personelle Zusammensetzung und die Einkommenssituation dieser Haushalte?

3. In wie vielen Fällen wurden die Kosten vom betreffenden Sozialamt übernommen, in wie vielen Fällen kam es zum Absperren der Strom- resp. Gaszufuhr (in den letzten fünf Jahren) und in wie vielen Fällen wurde vom Lieferanten - und aus welchen Ursachen -, trotz Nichtzahlung, auf eine Absperrung verzichtet? Wie groß waren im Falle von Absperrung die Zeitspannen bis zur Wiederherstellung?

4. Gibt es eine umfassende Studie über die Energiearmut, über Ursachen, Betroffene, gesamte und regionale Entwicklung und Konsequenzen sowie internationale Vergleiche in Luxemburg? Wenn ja, wo ist diese Studie zugänglich? Wenn nicht, beabsichtigt die Regierung, eine solche in Auftrag zu geben? Wann?

5. Welche Maßnahmen gedenkt die Regierung zu ergreifen, um ihr Vorhaben zur „konsequenten Bekämpfung der Energiearmut“ zu verwirklichen?

Réponse commune (16.03.2015) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Economie*:

In seinem jährlichen Bericht über die Entwicklung des Strom- und des Gasmarktes in Luxemburg stellte das Institut luxembourgeois de régulation (ILR) im September 2014 fest, dass im Jahr 2013 die Stromlieferanten 3.360-mal eine Prozedur eingeleitet haben, um eine Abschaltung der Kunden, die ihre Rechnung nicht bezahlt hatten, vorzunehmen. Im Gasbereich waren es in der gleichen Zeitspanne 1.979 solcher Fälle.

Die umgeänderten Gesetze vom 1. August 2007 zur Organisation des Strom- bzw. des Gasmarktes sowie das umgeänderte Gesetz vom 18. Dezember 2009 zur Organisation der Sozialhilfe sehen Aufgaben sowohl für die Energielieferanten als auch für die Kommunalbehörden in Bezug auf die minimale Energieversorgung und die Unterstützung von schutzbedürftigen, zahlungsunfähigen Haushaltskunden vor.

So beschreiben Artikel 2, Absatz 8 des Gesetzes zur Organisation des Strommarktes und Artikel 12, Absatz 5 des Gesetzes zur Organisation des Gasmarktes die Prozedur, die die Energieversorger befolgen müssen, wenn ein Haushaltskunde in Zahlungsverzug gerät: Zwei Wochen nach dem Fälligkeitsdatum der Rechnung muss eine erste Zahlungserinnerung dem Kunden zugesandt werden und nach weiteren 14 Tagen muss eine zweite Zahlungsaufforderung erfolgen mit der Mitteilung, dass der Kunde innerhalb von 30 Tagen abgeschaltet wird. Gleichzeitig sind die Versorger gehalten, das zuständige Sozialamt zu informieren, welches innerhalb von zehn Tagen dem Energieversorger gemäß Artikel 30 des Gesetzes über die Sozialhilfe eine Rückmeldung geben muss, ob es sich um schutzbedürftige Kunden handelt und gegebenenfalls deren Energierechnung übernommen werden kann.

Die Mindestfristen von jeweils 14 Tagen zwischen dem Fälligkeitsdatum der Rechnung und der ersten und der zweiten Zahlungserinnerung sowie von 30 Tagen zwischen der zweiten Zahlungsaufforderung und des eigentlichen Abschaltens fallen laut Informationen der Energielieferanten in der Praxis deutlich länger aus. Auf Anfrage bei den Strom- und Gaslieferanten wird eine derartige Abschaltprozedur in der Re-

gel, je nach Lieferanten, erst ab dem Versenden von zwei bis vier Mahnungen eingeleitet. Bevor die Kunden aber tatsächlich abgeschaltet werden, nehmen die Lieferanten im Allgemeinen persönlichen Kontakt mit den zahlungsunfähigen Kunden auf. Falls das Sozialamt mitteilt, dass der Kunde nicht als schutzbedürftig anzusehen ist, beantragt der Lieferant beim zuständigen Netzbetreiber eine Abschaltung des Kunden. Bis es zu einer Abschaltung kommt, können noch einmal mindestens 30 Tage bis zu mehreren Monaten vergehen. Die meisten Energielieferanten beantragen darüber hinaus auch keine Abschaltung während der Wintermonate.

Zur Übersicht sind in der folgenden Tabelle die von der Regulierungsbehörde ILR veröffentlichten Zahlen seit 2010 aufgeführt. Die endgültigen Zahlen des Jahres 2014 liegen zurzeit noch nicht vor.

	Einleitung einer Abschaltprozedur		Antrag zur Abschaltung beim Netzbetreiber		Tatsächlich durchgeführte Abschaltungen	
	Strom	Gas	Strom	Gas	Strom	Gas
2010	6.128		4.493		923	
2011	4.313	1.120	2.574	202	779	202
2012	3.496	1.430	1.666	240	496	233
2013	3.360	1.979	1.069	219	746	216

Aus diesen Zahlen lässt sich erkennen, dass lediglich etwa 20% der Haushaltskunden, die ihre Rechnung nicht bezahlt hatten, auch tatsächlich abgeschaltet wurden. Die Rechnungen der restlichen Kunden wurden dann nachträglich selber bezahlt oder, im Falle von schutzbedürftigen Kunden, vom zuständigen Sozialamt übernommen.

So haben die 30 Sozialämter die Möglichkeit, diesen zahlungsunfähigen Kunden, die Sozialhilfe empfangen können, eine finanzielle Hilfe zu gewähren, um Energierechnungen begleichen zu können.

Folgende Tabellen geben Auskunft über die Gesamtzahl der Hilfeempfänger pro Energiequelle:

Tabelle A: Anzahl der Hilfeempfänger pro Energiequelle (30 Sozialämter)

	Strom	Gas	Heizöl
2010	k. A.	k. A.	k. A.
2011	367	112	34
2012	298	54	35
2013	309	70	45
2014	252	57	26

Tabelle B: Gesamtbetrag der ausbezahlten Hilfen pro Energiequelle (30 Sozialämter)

	Strom	Gas	Heizöl	TOTAL
2010	k. A.	k. A.	k. A.	
2011	155.122 €	69.780 €	24.484 €	249.386 €
2012	139.519 €	37.041 €	29.197 €	205.757 €
2013	144.697 €	43.858 €	36.000 €	224.555 €
2014	111.173 €	52.163 €	19.057 €	182.393 €
TOTAL	550.511 €	202.842 €	108.738 €	862.091 €

Im Rahmen der Ausarbeitung der Gesetze zur Organisation des Strom- und des Gasmarktes wurden bereits in den Jahren 2006 und 2007 intensive Diskussionen über mögliche Lösungsansätze geführt, mit dem Ziel, eine angepasste Lösung zu finden, die eine adäquate Antwort für diesen Problembereich darstellt. Den Ergebnissen dieser Diskussionen wurden in den vorgenannten Gesetzen Rechnung getragen und sie haben den Grundstein gelegt für die Berücksichtigung der Problematik der Energiearmut der einkommensschwachen Haushalte. Die entsprechenden Regelungen sind im August 2007 in Kraft getreten.

Im Rahmen der Arbeiten am Gesetz über die Organisation der Sozialhilfe wurden die Diskussionen über die Fragen der Energiearmut zwischen den zuständigen Ministerien ebenfalls aufgegriffen, um damit eine optimale Verzäh-

lung zwischen der Sozialgesetzgebung sowie der Gesetzgebung im Energiebereich zu erzielen. Die entsprechenden Regelungen sind Anfang 2011 in Kraft getreten.

Um die Umsetzung der in der Sozial- sowie in der Energiegesetzgebung enthaltenen Regelungen optimal begleiten zu können, wurden im Jahre 2010 Gespräche mit den betroffenen Sozialämtern sowie mit den Hauptakteuren aus dem Energiesektor gesucht, um eine optimale Umsetzung der Regelungen zu garantieren.

Die derzeitigen Regelungen geben damit eine angemessene Antwort auf die Risiken der Energiearmut, da mittels der getroffenen Maßnahmen die Versorgung mit Energie bei den einkommensschwachen Haushalten abgesichert werden kann.

Es gilt abschließend noch zu unterstreichen, dass myenergy, die nationale Struktur für Infor-

mation und Beratung in den Bereichen Energieeffizienz und erneuerbare Energien, im Jahre 2014 ein Pilotprojekt mit einem ausgewählten Sozialamt durchgeführt hat, um weitere Erkenntnisse bei der Begleitung von einkommensschwachen Haushalten zu gewinnen. Hier wurden insbesondere die Möglichkeiten des konkreten Energiesparens analysiert, mit dem Ziel, die Möglichkeiten der vorhandenen Einsparpotenziale zu identifizieren und neue Wege im Bereich der Energieeinsparung bei einkommensschwachen Haushalten zu entwickeln. Die ersten Erfahrungen sollen durch weitere Projekte weiterentwickelt werden, um auf einer soliden Basis neue Ansätze zu entwickeln, die auf nationaler Ebene Anwendung finden könnten.

Question 0841 (16.01.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant les **restrictions au niveau de la chasse**:

Il nous revient que le Conseil de Gouvernement compte adopter aujourd'hui un règlement grand-ducal sur la chasse interdisant entre autres la chasse du renard sur toute l'année et la chasse du sanglier pendant six semaines durant la période allant de mars à avril.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Madame la Ministre peut-elle nous confirmer l'élaboration d'un tel règlement grand-du-

cal et son adoption au sein du Conseil de Gouvernement?

2. Quelles sont les raisons pour lesquelles Madame la Ministre veut interdire la chasse du renard définitivement?

3. Quelles sont les raisons pour lesquelles Madame la Ministre veut limiter la chasse du sanglier?

4. En cas de dommage causé par le gibier, le locataire de la chasse est d'après la loi du 25 mai 2011 relative à la chasse responsable du



dommage causé par le gibier. Dans le cas où la chasse du sanglier sera interdite pendant six semaines tous les ans, qui sera alors responsable du dommage causé par le gibier pendant cette période?

5. Madame la Ministre compte-t-elle intervenir dans les contrats de bail de chasse conclus actuellement ou seront-ils réformés en ce sens que le locataire ne paiera pas de loyer pendant les six semaines durant lesquelles la chasse du sanglier sera interdite? Le cas échéant, qui paiera alors les indemnités pendant les six semaines en question au propriétaire de la chasse?

Réponse (16.02.2015) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

Ad 1. Oui. En application de l'article 9 de la loi du 25 mai 2011 relative à la chasse, un règlement grand-ducal est en élaboration qui a été adopté par le Gouvernement en Conseil en date du 16 janvier 2015 et qui sera valable du 1^{er} avril 2015 au 31 mars 2016.

Néanmoins, contrairement aux informations des deux députés, la chasse au sanglier ne sera pas fermée pendant six semaines durant la période allant de mars à avril. Elle ne pourra cependant être exercée qu'en plaine pendant ces six semaines.

Ad 2. Premièrement, ce n'est pas une fermeture définitive de la chasse au renard étant donné que le règlement grand-ducal n'est valable que pendant une année.

Deuxièmement, dans une époque où le fait de tuer des animaux uniquement pour le plaisir respectivement sans aucune raison n'est plus accepté, il incombe aux chasseurs de fournir de bonnes raisons pour chasser une espèce. Or, de tels arguments n'ont pas été fournis lors des discussions menées dans le Conseil supérieur de la chasse. Au contraire, il n'existe quasiment pas d'utilisation du renard, que ce soit pour sa fourrure ou que ce soit pour sa viande.

Ad 3. Pendant la période du 1^{er} au 15 avril 2015, et du 1^{er} au 31 mars 2016, toute chasse est suspendue. La seule exception est justement la chasse au sanglier en plaine en vue de garantir la prévention contre les dégâts sur les terrains agricoles. Une chasse au sanglier en plaine combinée avec l'arrêt de la chasse en forêt résultera en une réduction des dégâts.

Il y a lieu de rappeler qu'avant l'apparition de la peste porcine classique il y a environ douze ans, la chasse était également fermée pour certaines catégories de poids du sanglier, et ce pendant une période beaucoup plus longue que six semaines. Pendant ces temps, personne ne se demandait si les dégâts en agriculture étaient faits par un sanglier de 60 kg (fermé à la chasse) ou par un sanglier de 30 kg (ouvert à la chasse).

Ad 4. Comme mentionné ci-avant, la chasse au sanglier ne sera pas interdite. Cette question est donc basée sur des informations erronées.

Par ailleurs et pour information aux députés Roth et Adehm, les tableaux de chasse du sanglier (et par conséquent également les populations) ainsi que les dégâts de sanglier sont en baisse depuis quelques années.

En outre, je tiens à signaler que l'ouverture de la chasse au sanglier pendant les six semaines en question ne signifierait pas qu'il n'y aurait pas de dégâts pendant cette période, étant donné que pendant cette période il n'y a quasiment pas d'activités cynégétiques.

Ad 5. Non, je ne compte pas intervenir dans les contrats de bail étant donné que ces contrats ont été conclus entre les syndicats de chasse et les locataires de chasse. Comme les députés Roth et Adehm ne l'ignorent certainement pas, il n'incombe pas à l'État d'intervenir dans des contrats entre parties privées.

Par ailleurs, il y a lieu de noter que les contrats de bail conclus contiennent le paragraphe suivant: «Die Jagd ist bei Genehmigung des Pachtvertrages auf Gefahr und Kosten des Pächters; dieser kann Einwendungen nicht erheben noch sonst ein Recht geltend machen, die auf Minderung des Jagdpreises oder auf Schadenersatz wegen Erschwerung oder Behinderung an der Ausübung der Jagd abzielen, selbst dann nicht, wenn diese Erschwerung oder Behinderung auf einen gewöhnlichen oder außergewöhnlichen, vorhergesehenen oder unvorhergesehenen Zufall zurückzuführen sind; ähnlich verhält es sich bei der Ausführung von Arbeiten oder von Bewirtschaftungsmaßnahmen, bei Änderungen des Nutzungsmodus oder der Kulturart, die die Eigentümer an ihren Grundstücken, auf denen die Jagd verpachtet ist, vorzunehmen für gut

finden. Im Falle von außergewöhnlichen Umständen, welche gewichtige Auswirkungen auf die Ausübung der Jagd haben, kann der Jagdpächter eine gerichtliche Auflösung des Jagdpachtvertrages fordern».

Finalement, je tiens à rappeler que des changements aux périodes d'ouverture de la chasse sont effectués chaque année.

Question 0842 (16.01.2015) de **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV) concernant le «**passenger name record**»:

Le «passenger name record» (PNR) est un fichier des passagers aériens qui comporte toutes les données collectées par les compagnies aériennes auprès des voyageurs quand ils achètent leur billet d'avion: nom et prénom du passager, adresse, numéro de téléphone, moyen de paiement du billet, numéro de carte de crédit, date et itinéraire du voyage, escales, infos sur les bagages, numéro de siège et aussi nom de l'agence de voyage. Les autorités américaines ont largement accès à ces données depuis les attentats du 11 septembre 2001. Depuis cette époque, les compagnies qui assurent des liaisons passager au départ, à destination et via les États-Unis, sont obligées de mettre à disposition les données PNR aux autorités américaines. Dans la lutte contre le terrorisme, les services de renseignement et de police peuvent croiser les PNR avec des listes de personnes dangereuses.

En France, la loi antiterroriste de novembre 2014 prévoit que les autorités aient un accès facilité aux PNR. Le système devrait être prêt pour septembre 2015. Les autorités françaises demandent que ce système fonctionne au niveau européen pour une meilleure efficacité. Le but est d'éviter par exemple que, pour échapper au PNR français, un Français soupçonné de terrorisme quitte le territoire en voiture pour prendre ensuite un avion dans un pays européen pour se rendre finalement en Syrie. Mais pour l'instant la mise en place d'un PNR au niveau européen est bloquée au Parlement européen qui estime ce système trop intrusif. Or, suite aux événements récents à Paris, il semble que les douze ministres européens de l'Intérieur réunis dimanche 11 janvier à Paris soient tombés d'accord sur le PNR.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre à la Grande Région:

- Quelle est la position du Gouvernement par rapport au PNR?

- Le Gouvernement entend-il légiférer au niveau national ou attend-il une initiative européenne?

Réponse (18.02.2015) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

Dans sa résolution sur les mesures de lutte contre le terrorisme adaptée d'une large majorité le 11 février 2015, le Parlement européen s'engage à tout mettre en œuvre pour finaliser la directive PNR d'ici fin 2015, c'est à dire sous Présidence luxembourgeoise. Le Parlement encourage par ailleurs le Conseil à progresser parallèlement sur le paquet législatif relatif à la protection des données.

Les chefs d'État et de Gouvernement, par leur déclaration commune lors du Conseil informel du 12 février 2015 se sont engagés à assurer la sécurité des citoyens de l'UE tout en soulignant leur attachement aux valeurs fondamentales et aux droits de l'Homme.

Le Gouvernement luxembourgeois reste profondément convaincu de la nécessité d'un PNR européen assorti de dispositions solides en matière de protection des données.

Question 0843 (19.01.2015) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** (CSV) concernant les **mesures écologiques compensatoires**:

En réponse à notre question parlementaire n°0097 du 3 février 2014 (*cf. compte rendu n°4/ session extraordinaire 2013*), Madame la Ministre avait annoncé dans le contexte des mesures écologiques compensatoires de renforcer la collaboration entre l'Administration de la Nature et des Forêts et l'Office national du remembrement afin de dégrader suffisamment tôt les surfaces les moins conflictuelles pour accueillir de telles mesures. Des pistes devraient être discutées en détail avec les représentants du milieu agricole «dans les semaines à venir».

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Quelles sont les pistes dégagées par l'Administration de la Nature et des Forêts et l'Office national du remembrement?

2. Est-ce que ces pistes ont fait l'objet d'une discussion avec les représentants du milieu agricole?

3. Dans l'affirmative, quels sont les résultats de ces discussions?

Réponse (16.02.2015) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

Ad 1. L'ANF et l'ONR ainsi que l'ASTA et le SER et le département de l'Environnement se sont mis d'accord sur une répartition des charges dans le cadre de la mise en œuvre d'un nouveau système de gestion des mesures compensatoires. Alors que l'ANF sera chargée du volet de la planification, de la mise en œuvre et du contrôle des mesures, l'ONR interviendra de manière privilégiée au niveau des opérations foncières (achat, échange et, le cas échéant, remembrement) nécessaires. Un comité de gérance, réunissant les acteurs principaux dans ce domaine, sera institué à travers une modification y relative dans la loi modifiée du 19 janvier 2004.

L'analyse de conflits et convergences des projets précis est en cours et il est trop tôt pour l'instant de dégager des conclusions concises.

Ad 2. Non. Une telle discussion sera menée une fois l'analyse précitée achevée.

Ad 3. Cette question est sans objet pour l'instant.

Question 0844 (19.01.2015) de **M. Roy Reding** (ADR) concernant l'**echinococcus multilocularis**:

An Kader vun den Diskussiounen iwwert d'Juegd op Fiiss sinn ech nees op eng Krankheet opmierksam ginn, déi vun deenen Déieren iwwerdroe gëtt: de Fuussebandwuerm. Dofir wëll ech dës Froen un d'Madame Gesondheetsministesch stellen:

1. Gouf et zu Lëtzebuerg déi lescht zéng Joer Fäll, wou Mënschen um Fuussebandwuerm erkrankt sinn, a wa jo, wéi vill?

2. Ass dës Kränkt heelbar?

Réponse (11.02.2015) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

De Fuussebandwuerm ass e Bandwuerm, dee beim Fuuss am Daarm leeft a sech duerch Eeër, déi an der Fuusslousung ausgescheet ginn, vermëit. Wann déi Eeër an den Daarm vu Mais zum Beispill kommen, schlüpfen heirauser Larven, déi sech dann am Kierper vun deenen Déieren, dem normalen Zwëschewiert, festsetzen a sech do vermëien. Wann de Fuuss dann esou eng befale Maus frësst, da verwandelt déi Larv sech am Fuuss sengem Daarm zum Bandwuerm an den Zyklus ass geschloss.

De Mënsch kann awer duerch onglécklech Ëmstänn zoufälleg e puer esou Eeër ofschlécken an da geschitt datselwecht wéi beim normalen Zwëschewiert: d'Larve schlüpfen a kënnen sech an der Liewer festsetzen an do no laanger Zäit, eng etlech Méint oder Joren, e Schued verursaachen, deen zum Doud ka féieren, wann en net behandelt gëtt. Wéi et derzou kënnt, dass de Mënsch solch Eeër ophëlt, ass net richtig erfuescht. Hënn oder heiansdo Katze kënnen och emol Iwwerträger vun deem Wuerm sinn a spillen no rezenten Ënnersuchungen eng gewësse Roll bei mënschleche Fäll.

Déi Krankheet ass meldeflichteg zu Lëtzebuerg. Se ass éischter rar bei eis an et sinn an deene leschten zéng Joer zwee mënschlech Fäll vun Echinococcose beim Gesondheetsministère gemellt ginn.

Jee no Stadium ginn et Behandlungsmethoden, wéi zum Beispill eng Entfernung aus der Liewer duerch e chirurgeschen Agrëff: Esou kann een eventuell déi Krankheet heelen. Wann dat net méiglech ass, gëtt et eng Therapie mat Medikamenter, déi d'Verschlimmerung vun der Krankheet verhënnert an iwwer laang Jore muss geholl ginn.

Folgend Virsichtsmoosname sinn unzzeroden:

1. Hënn a Kaze regelméisseg entwuermen.

2. No der Aarbecht dobaussen (Gaart, Feld, Bësch...) soll ee sech d'Hänn gutt wäschen.

3. Kot, dee kéint vun engem Hond, enger Kaz oder engem Fuuss sinn, net beréieren, wa méiglech entsuergen a sech duerno ëmmer gutt d'Hänn wäschen.

Question 0845 (19.01.2015) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le **renforcement des droits du père**:

Den Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter huet am Fall vun enger Koppel, déi iwwert d'Émgangsrecht vum Papp gestridden huet, d'däitsch Justiz gerügt. D'Gesetzer hätte Lacunnen an d'Rechter vum Papp géingen an Däitschland net konsequent genuch verdeedegt ginn. D'Gericht huet gefuerdert, mat Geldstrofen d'Recht vum Papp duerchzesetzen an d'Prozedure viru Gericht méi kuerz ze maachen. Duerfir meng Froen un den Här Justizminister:

1. Ass dat Uerteel vum Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter hei zu Lëtzebuerg zur Kenntnis geholl ginn?

2. Denkt den Här Minister drun, d'Lëtzebuerger Gesetzer am Liicht vun dësem Stroossbuerger Uerteel unzepassen?

Réponse (12.02.2015) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

De Justizministère stellt fest, datt dat Uerteel géint Däitschland vum Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter ganz rezent ass an huet et zur Kenntnis geholl.

Déi viregt Regierung huet den 11. Abrëll 2008 e Gesetzesprojet iwwert d'Responsabilité parentale an der Chamber déposéiert. Do ass virgesinn, am Intérêt vum Kand, eng Egalitéit an de Rechter vun deenen zwee Elteren ze schaffen. D'Regel gëtt e gemeinsam Ausübe vun der Autorité parentale, ausser a grave Fäll.

Am Moment schaffen d'Servicer vum Justizministère un enger fundamentaler Reform, déi souwuel déi gemeinsam elterlech Rechter consacréiert fir all Elteren a fir all Situationen, wéi och d'Schafe vun de sougenannten „JAF“, d. h. Juges aux affaires familiales, fir d'Prozedure fir d'Rechter vun de Kanner an och den Elteren ze vereinfachen a méi schnell ze maachen.

Question 0846 (20.01.2015) de **M. André Bauler** (DP) concernant le **tourisme**:

Le tourisme constitue une branche dynamique de notre économie dont la contribution à la formation du produit intérieur brut (PIB) est entre-temps comparable à celui de l'industrie manufacturière.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1. Monsieur le Ministre dispose-t-il de statistiques clés de la branche touristique, notamment en termes de création d'emplois, de part dans le PIB et de types d'entreprises qui se sont spécialisées en ce domaine?

2. Quelles sont les offres ou formules touristiques qui attirent le plus grand nombre de voyageurs étrangers au Luxembourg? Quels sont les attractions et sites les plus fréquentés? Quel rôle joue la capitale dans ce contexte? Et quelles sont les forces et faiblesses de son hinterland?

3. Est-il possible de dresser un profil des touristes qui rendent visite au Luxembourg (âge, nationalité, durée de la visite, services demandés, sites visités, etc.)?

4. Quelles sont les initiatives que le Gouvernement se propose de lancer durant les années à venir afin de diversifier davantage l'offre touristique de notre pays? Dans ce contexte, les stratégies d'information à l'étranger qui sont développées essentiellement par l'Office National du Tourisme (ONT) seront-elles soumises à une analyse critique? La stratégie «nation branding», actuellement en cours de développement, englobera-t-elle également le domaine du tourisme?

5. Les initiatives des Offices Régionaux du Tourisme (ORT) feront-elles également l'objet d'une analyse mettant en évidence leurs forces et faiblesses?

Réponse (24.02.2015) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

Ad 1. Le Ministère de l'Économie dispose des chiffres émanant des rapports du «World Travel & Tourism Council» (WTTC), qui estime qu'en 2013 le domaine du tourisme représentait 8,7% de l'emploi total, ce qui équivalait à 19.700 emplois qui dépendent directement ou indirectement du secteur. L'emploi direct est estimé à 5.500 unités en 2013 et WTTC prévoit une augmentation à 8.000 emplois jusqu'en 2024. La contribution directe et indirecte du secteur au PIB est estimée à 6,5%, la contribution directe se situant à 1,9% du PIB.



L'Horesca a communiqué que leurs membres ont recruté 2.830 personnes en 2014, dont 738 occupent des emplois nouvellement créés. 76% de ces emplois créés sont des contrats à durée indéterminée.

Par ailleurs, le Ministère de l'Économie a constitué un groupe de travail composé des représentants du secteur de l'hébergement (Horesca, Camprilux, Centrale des Auberges de Jeunesse), du Statec et de la police afin de réformer la fiche d'hébergement qui sert à recenser les arrivées et nuitées des touristes, ceci en vue d'une simplification administrative pour les hébergeurs. Le Ministère de l'Économie espère ainsi disposer moyennant le futur dispositif de statistiques plus fiables. Par la suite la mise en place d'un «compte satellite du tourisme» sera examinée.

Ad 2. Les motivations des voyageurs étrangers arrivant au Luxembourg sont très diverses.

Selon les enquêtes de l'Office National du Tourisme, le tourisme d'affaires représente 60,3% des nuitées réalisées dans l'hôtellerie. Faisant partie du segment tourisme d'affaires, le secteur MICE («Meetings, incentive, conventions, events») compte pour 14% de l'ensemble des nuitées dans l'hôtellerie. Le Gouvernement considère que le segment MICE possède un fort potentiel de développement pour notre destination. C'est la raison pour laquelle le Ministère de l'Économie a pris l'initiative de créer un cluster MICE Luxembourg avec les acteurs du secteur. À ce jour, ce cluster regroupe 27 membres.

En ce qui concerne le tourisme de loisir, les motivations dominantes pour un séjour au Luxembourg sont les «city trips», le tourisme actif (randonnée, vélo, VTT), la gastronomie et l'oénologie ainsi que l'offre culturelle. Ces sujets seront également le plus mis en avant dans la promotion touristique nationale au cours de l'exercice 2015.

La capitale est le principal pôle d'attraction. 40% des nuitées sont générées dans la capitale (Source: Statec) et 66% des touristes interviewés lors d'une enquête réalisée en août 2014 sur des sites touristiques à travers le pays ont visité la ville de Luxembourg lors de leur séjour.

Top 8 attractions	Visiteurs 2014	Variation par rapport à 2013
Visites guidées, Luxembourg-ville	254.080	+3,7%
Parc Merveilleux	247.655	+9,4%
Château de Vianden	160.161	+5,2%
Casemates	130.296	+7,4%
Mudam	79.435	+12,5%
Télesiège Vianden	73.442	+13,3%
Hop-on hop-off	59.278	+10,3%
Pétrusse Express	45.652	+20,4%

Source: Office National du Tourisme

Ad 3. Traditionnellement les marchés émetteurs les plus importants pour le tourisme au Luxembourg sont nos pays voisins ainsi que les Pays-Bas. Selon les enquêtes de l'ONT les Pays-Bas représentaient 25% des nuitées en 2014, la Belgique 17%, l'Allemagne 12% et la France 9%. 11% des nuitées en 2014 ont été réalisées par des hôtes émanant de l'intérieur du pays.

L'évolution du marché touristique mondial et les efforts de promotion des dernières années ont cependant permis de développer de nouveaux marchés (p. ex. Chine ou Japon).

Selon les enquêtes de l'ONT, la durée moyenne de séjour en 2014 se situait à 1,91 nuits dans l'hôtellerie et à 7,55 nuits sur les campings.

En ce qui concerne l'âge des visiteurs, les enquêtes de l'ONT montrent qu'en 2014 16% des nuitées dans l'hôtellerie ont été réalisées par des personnes de plus de 55 ans et 12% par des familles avec enfants. Sur les campings, les visiteurs de plus de 55 ans représentaient 28% et les familles avec enfants 53% de l'ensemble des nuitées.

Ad 4. Le plan quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique est l'outil permettant au Gouvernement de soutenir le développement de l'offre des infrastructures touristiques. Par ailleurs, il appartient aux structures conventionnées avec le Ministère de l'Économie, et plus précisément aux Offices Régionaux du Tourisme de développer des offres touristiques attractives qui puissent faire l'objet d'une promotion à l'étranger.

Afin de renforcer l'équipe de l'Office National du Tourisme, le ministère a décidé de rapatrier les effectifs des agences à l'étranger et de les

intégrer dans l'équipe de l'ONT afin de mener une communication plus centralisée et cohérente moyennant le recours à des outils de communication modernes.

L'ONT mise dans sa stratégie d'information sur les possibilités offertes par les nouvelles technologies de l'information et de communication du marketing comme p. ex. le SEO ou le SEA («search engine optimisation» ou «search engine advertising»).

La présence ciblée du Ministère de l'Économie sur les foires touristiques à l'étranger et sur des workshops spécialisés dans le domaine du tourisme à l'étranger viennent compléter cette stratégie.

Depuis que le tourisme fait partie des attributions du Ministère de l'Économie, le secteur participe aux missions économiques à l'étranger afin de promouvoir le Luxembourg en tant que destination touristique.

Les acteurs des secteurs du tourisme et de la culture sont directement impliqués dans les travaux d'élaboration d'une image de marque forte et cohérente du Luxembourg. Dès lors que la phase de définition de cette image de marque aura abouti, les éléments pertinents seront intégrés dans la communication et la promotion touristique du Grand-Duché.

Ad 5. Les initiatives des ORT ont été prises en compte et seront dorénavant davantage synchronisées avec la stratégie nationale. Par ailleurs, la collaboration des ORT avec l'ONT a été renforcée.

Des KPI («key performance indicators») font désormais partie intégrante des nouvelles conventions qui lient le ministère aux ORT.

Question 0847 (20.01.2015) de **M. Marco Schank** (CSV) concernant le **reclassement de la vallée Mamerdall**:

L'arrêt du 23 décembre 2014 de la Cour administrative confirme un jugement du Tribunal administratif du 3 juillet 2014 annulant le règlement grand-ducal du 30 novembre 2012

qui classe en zone protégée d'intérêt national la réserve naturelle et le paysage protégé de la vallée Mamerdall. Les juges avaient relevé que le règlement en question avait comme base la loi du 19 janvier 2004 relative au Plan National de Protection de la Nature qui classe la vallée Mamerdall en zone protégée, mais sur une étendue de 285 hectares et non 2.378 hectares comme le prévoyait le règlement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Quelles sont les réactions de Madame la Ministre suite à l'arrêt de la Cour administrative cité ci-dessus? Envisage-t-elle une possible réduction de la zone en question, le cas échéant à 285 hectares, avec des conséquences défavorables pour l'environnement et la biodiversité de la vallée Mamerdall?

- Madame la Ministre, quelles sont les suites possibles dans le dossier du reclassement de la vallée Mamerdall?

- Par quelles mesures Madame la Ministre pense-t-elle protéger davantage l'environnement et la biodiversité dans la vallée Mamerdall?

Réponse (24.02.2015) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

Vu l'importance de la vallée de la Mamer pour la diversité biologique de notre pays, la Ministre de l'Environnement regrette l'annulation du règlement grand-ducal du 30 novembre 2012 classant zone protégée d'intérêt national la réserve naturelle et le paysage de la vallée Mamerdall par la Cour administrative.

En effet, la Cour a conclu à une divergence substantielle entre le cadre défini par le premier Plan National de la Protection de la Nature (par la suite PNPN) et la délimitation de la zone protégée telle qu'opérée par le règlement grand-ducal.

Étant donné que la procédure de révision du PNPN de 2007 est actuellement en cours et sera finalisée avant la fin de cette année, le Gouvernement disposera dans quelques mois d'un nouveau cadre politique en matière de protection de la nature.

Suite à l'adoption du deuxième PNPN un nouveau règlement grand-ducal de classement de la vallée de la Mamer sera soumis au Gouvernement en Conseil. Une réduction majeure de la surface de la future zone par rapport à la zone protégée annulée n'est pas prévue.

En ce qui concerne l'état de la biodiversité dans la vallée de la Mamer, il y a lieu de rappeler que cette dernière fait partie de la zone Natura 2000 «Vallée de la Mamer et de l'Eisch» (LU0001018) et qu'elle bénéficie de ce fait d'ores et déjà d'un certain statut de protection.

Il importe encore de souligner qu'il ne suffit pas de protéger l'existant par des actes réglementaires, mais que la gestion des forêts et des terrains agricoles par les propriétaires tant privés que publics soit respectueuse de l'environnement afin d'éviter toute détérioration de nos ressources naturelles. Les événements des derniers mois ont montré à quel point l'utilisation de pesticides et d'engrais chimiques présente des risques à long terme pour le cycle écologique de l'eau.

Par ailleurs, un rôle important incombe également aux autorités communales, responsables pour l'épuration des eaux usées et, par conséquent, de la qualité écologique des cours d'eau, dont la Mamer.

Question 0848 (21.01.2015) de **MM. Aly Kaes** et **Marco Schank** (CSV) concernant **l'assainissement des eaux usées de la localité de Rodershausen**:

Afin de traiter de façon adéquate les eaux usées de la localité de Rodershausen, le Syndicat Intercommunal de Dépollution des Eaux résiduaires du Nord (SIDEN) avait proposé de raccorder Rodershausen via Kohnenhof à la station d'épuration de Stolzembourg mis en service en 2014. Cette solution présentait non seulement des avantages financiers mais également de nettes améliorations écologiques et environnementales pour le cours d'eau récepteur de l'Our. Or selon nos informations, cette proposition a été récemment refusée par le Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Quelles sont en détail les raisons pour le refus du raccordement de la localité de Rodershausen à Stolzembourg?

2. Existe-t-il à travers le pays d'autre cas de refus de raccordement de localités à une installation d'épuration existante et, le cas échéant, pour quelles raisons?

3. Au niveau de la politique d'assainissement, le Gouvernement entend-il encourager à l'avenir des solutions décentralisées par rapport aux solutions centralisées et, le cas échéant, pour quelles raisons?

Réponse (24.02.2015) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

Ad 1. La construction de la station d'épuration Rodershausen est inscrite dans le programme de mesures qui fait partie intégrante du plan de gestion de district hydrographique déclaré obligatoire pour le cycle 2009-2015 par le règlement grand-ducal du 26 décembre 2012 déclarant obligatoire le plan de gestion des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse du Grand-Duché de Luxembourg. Partant, sa mise en œuvre est rendue obligatoire non seulement par le règlement grand-ducal du 26 décembre 2012 précité, mais aussi par le paragraphe 3 de l'article 28 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau.

Le projet de construction de la station d'épuration Rodershausen dispose d'une approbation et d'un engagement ministériels de 2011 concernant le cofinancement par le biais du Fonds pour la gestion de l'eau. Par conséquent, le chantier aurait déjà pu être soumissionné en même temps que les travaux de construction des stations de pompes et bassins d'orages du réseau d'assainissement de Rodershausen actuellement en cours.

L'Administration de la Gestion de l'Eau favorise une philosophie décentralisée dans le domaine des infrastructures d'assainissement dans le but d'éviter l'évacuation d'eaux usées par de longs et coûteux collecteurs. Dans le cas d'un raccordement des eaux usées de la localité de Rodershausen à la station d'épuration de Stolzembourg l'obtention des droits de passage nécessaires pour la pose du collecteur constitue un facteur d'incertitude non négligeable, et ceci tout aussi bien sur le territoire luxembourgeois que sur le territoire allemand étant donné qu'il s'agissait d'un projet purement national d'évacuation des eaux usées, et non d'un projet transfrontalier pour lequel l'association des autorités allemandes est nettement plus facile.

Du point de vue de la qualité et de la protection des eaux de surfaces, il s'agit d'éviter un rejet ponctuel trop important issu d'un cumul de plusieurs agglomérations dans les cours d'eau et d'en diminuer l'impact en optant pour la solution plus écologique de diverger la charge polluante vers plusieurs rejets plus faibles.

Les stations d'épuration sont planifiées pour une période de 25 ans en ajoutant trois ans pour la construction. Les réserves en charges polluantes sont évaluées en tenant compte de l'évolution démographique des agglomérations connectées. La station d'épuration de Stolzembourg a été planifiée en tenant compte de l'évolution démographique des localités prévues pour être connectées lors de sa conception. Si l'on utilisait les réserves en capacités épuratoires pour le raccordement de Rodershausen, il y a lieu de renoncer à d'autres réserves, sous risque de devoir procéder à un agrandissement prématuré et non prévu de la station d'épuration de Stolzembourg.

Ad 2. Des décisions similaires ont été prises dans des projets concernant entre autres les communes de Beaufort (raccordement de Beaufort à la station d'épuration d'Echternach) et Buschdorf.

Ad 3. Le Département de l'Environnement compte maintenir la philosophie préconisée de l'aménagement décentralisé des ouvrages de traitement des eaux usées et de leurs ouvrages connexes.

Au niveau de l'impact sur le prix de revient de l'eau, l'évaluation des coûts au niveau communal a démontré que l'aménagement de longs réseaux engendre une augmentation disproportionnée du prix de l'eau facturé aux citoyens.

En général, la conception et la réalisation de longs collecteurs se voient confrontés à des problèmes significatifs au niveau de l'obtention des droits de passage et des différentes autorisations requises.

Les cours d'eau récepteurs luxembourgeois sont caractérisés par de faibles débits et la dilution des effluents des stations d'épuration s'en trouve impactée. Une émission ponctuelle de grande envergure engendrée par une station centralisée a, par conséquent, des effets plus négatifs sur la qualité de l'écosystème que plusieurs effluents moins chargés et répartis le long du cours d'eau.

Question 0849 (21.01.2015) de **M. André Bauler** (DP) concernant **l'ancienne Maison de retraite de Vianden**:

Situés à côté de l'église historique des Trinitaires, les bâtiments de l'ancienne Maison de retraite de Vianden ont été fermés en 2013 après l'ouverture de la nouvelle Maison de soins Servior, sise rue de la Frontière. À l'heure qu'il est, les bâtiments susdits, qui sont la propriété de l'État, ne sont pas occupés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Madame la Ministre de la Culture:

1. Madame la Ministre et Monsieur le Ministre peuvent-ils fournir un historique succinct de l'édifice en question qui se situe au noyau de l'ancienne ville?

2. Madame la Ministre et Monsieur le Ministre peuvent-ils informer sur une éventuelle rénovation ou réaffectation de l'ancienne Maison de retraite de Vianden? Quelles sont les administrations qui seraient chargées de la gestion de ce dossier et quel serait leur rôle respectif?

3. Quelle pourrait donc être la nouvelle destination de cet immeuble? Des idées précises en



la matière auraient-elles déjà vu le jour? Un projet concret serait-il élaboré, le cas échéant, en collaboration avec les autorités municipales de Vianden?

Réponse commune (06.03.2015) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **Mme Maggy Nagel**, *Ministre de la Culture*:

Ad 1. Les constructions de l'ancien cloître ainsi que de la maison de maître (Maison König), dans leurs configurations actuelles, remontent à 1753.

L'État a successivement acquis:

- l'ancienne maison de retraite en 1953 (ancien cloître),

- l'annexe en 1963,

- et la maison de maître, ayant servie de maison pastorale, en 1972.

L'ancienne maison de retraite ouvrit ses portes en 1958. Dans le cadre du «programme national pour personnes âgées» en 1992, l'ancienne maison de retraite devint un CIPA, Centre intégré de l'État pour personnes âgées. Le CIPA déménageât en avril 2013 dans son nouveau bâtiment sis 4, rue de la Frontière à Vianden, laissant l'ancien immeuble inoccupé depuis lors.

Bien que l'immeuble en question ne soit pas classé, il y a lieu de préciser que l'église des Trinitaires, appartenant à la commune de Vianden et directement adjacente à l'ancien immeuble du CIPA, est classée monument national.

Voilà pourquoi cet ensemble de bâtiments représente une valeur historique et architecturale manifeste dans le noyau de Vianden.

Ad 2. Le bâtiment en question est inoccupé suite au déménagement du Centre intégré pour personnes âgées vers son nouveau bâtiment en 2013. Les services compétents du Ministère des Finances ont été chargés d'analyser les possibilités de réaffectation de l'ancienne maison de retraite. Les administrations appelées à se charger de la gestion de ce dossier ainsi que leurs rôles respectifs dépendront de la nouvelle affectation de l'immeuble.

Ad 3. Selon les informations dont disposent mes services, aucun projet concret quant à la nouvelle destination de l'immeuble n'a été retenu jusqu'à présent. Toutefois, il importe de préciser que, compte tenu de l'agencement du bâtiment, ce dernier se prêterait plutôt à la réalisation de logements. Il est évident que les autorités communales seront mises au courant dès qu'un projet de réaménagement se concrétise.

Question 0850 (22.01.2015) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant la **lutte contre le terrorisme**:

Suite aux événements en France et en Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg devra également intensifier la lutte contre le terrorisme. Lors du dernier briefing à la presse le 16 janvier 2014, le Ministre de la Sécurité intérieure a exposé une série de mesures envisagées, dont le renforcement de la CAT (cellule antiterroriste) de la Police grand-ducale et du Service de Renseignement et la mise en place d'un dispositif d'alertes en cas de menace terroriste à l'échelle nationale.

À l'occasion du Conseil «Affaires étrangères» le 19 janvier 2015 à Bruxelles, le Ministre luxembourgeois des Affaires étrangères a de son côté critiqué une collaboration insuffisante des services compétents au sein de l'Union dans le contexte de la sécurité des citoyens face à ce type de menaces.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Qu'implique l'état actuel de «vigilance accrue» pour les forces de l'ordre et pour la population au Luxembourg?

- Qu'entend Monsieur le Ministre concrètement par un renforcement de la CAT de la Police grand-ducale?

- Monsieur le Ministre peut-il dévoiler de plus amples renseignements au sujet du dispositif d'alertes à l'échelle nationale?

- Comment se positionne Monsieur le Ministre par rapport à une collaboration plus étroite entre les différents Services de Renseignements de l'Union européenne dans le cadre de la sécurité des citoyens? Le Gouvernement envi-

sage-t-il d'adapter la réforme du Service de Renseignement de l'État du Luxembourg dans le sens d'une coopération plus efficace sur le plan international?

Réponse (18.02.2015) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

Dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, le Gouvernement luxembourgeois a intensifié ses efforts d'évaluation de la menace par la Police grand-ducale ainsi que par le Service de Renseignement de l'État.

Dans le même contexte, le directeur général de la police a invité tous les membres de la police à respecter scrupuleusement les mesures de sécurité à l'occasion de leurs interventions. Par ailleurs, la police a également adapté son dispositif général de sécurité.

La cellule antiterroriste a été renforcée de manière à permettre un suivi rapide des informations lui parvenant et de la sorte parfaire l'évaluation de la menace, conformément aux besoins annoncés par le Service de police judiciaire.

Le groupe de coordination «terrorisme» (GCT), sous la responsabilité du Haut-commissariat à la Protection nationale (HCPN), a été chargé d'élaborer un plan d'alerte au plan national. Le 6 février 2015 le Haut-commissaire a dressé un premier bilan des travaux à Monsieur le Premier Ministre et a été chargé de continuer ses travaux en concertation étroite avec le directeur général de la police et le directeur du Service de Renseignement de l'État.

Outre la coopération bilatérale entre Services de Renseignement, il existe, au niveau de l'Union européenne, une enceinte assurant la coopération en matière de lutte antiterroriste entre les Services de Renseignement des États membres, à savoir le groupe antiterroriste (GAT), mis en place à la suite des attaques du 11 septembre 2001. Ce groupe réunit régulièrement les chefs des unités antiterroristes des Services de Renseignement de tous les États membres de l'Union européenne. Ce réseau favorise l'échange d'information en continu, le suivi de l'évolution de la menace et le partage de bonnes pratiques.

Comme il n'y a pas lieu de remettre en question cette coopération tant au niveau bilatéral que multilatéral, le Gouvernement estime qu'il n'est pas nécessaire de prévoir des dispositions supplémentaires portant sur la coopération internationale lors de la réorganisation du Service de Renseignement. Un des principaux objectifs du projet de loi actuellement en préparation et portant sur la réorganisation du Service de Renseignement vise justement, par le biais d'une définition explicite des moyens et méthodes de renseignement, à hisser le Service de Renseignement au niveau des capacités dont disposent les principaux services européens ce qui facilitera la coopération et les échanges au niveau du renseignement entre le Luxembourg et ses principaux partenaires internationaux. Par ailleurs, une bonne coopération nécessite des relations de confiance entre les Services de Renseignement des pays concernés. À cet égard, l'arrêt 104 du 25 octobre 2013 de la Cour constitutionnelle a considérablement contribué à consolider cette confiance mutuelle.

Question 0851 (23.01.2015) de **M. Guy Arendt** (DP) concernant la **population des sangliers**:

Le projet de règlement grand-ducal concernant l'ouverture de la chasse pour l'année cynégétique 2015-2016 vient d'être adopté par le Conseil de Gouvernement le 16 janvier 2015.

Il y est prévu d'interdire la chasse sur le renard pendant toute l'année et de réduire la période de chasse sur le sanglier.

Dans sa réponse à ma question parlementaire n°0547 (*cf. compte rendu n°2/session extraordinaire 2013-2014*), Madame la Ministre de l'Environnement a confirmé que les populations de sangliers ont connu une augmentation dramatique depuis les années 1980. Elle affirme également que les plans de tirs des années 2013-2015 visent une réduction massive de la population vu les dégâts agricoles élevés. Cependant, elle admet que les plans de tir prévus pour cette période (13.470 sangliers) ne pourront être réalisés par les chasseurs car cela impliquerait qu'ils devraient encore tirer 10.100 sangliers jusqu'à la fin de la période cynégétique en cours.

Dans la même réponse, Madame la Ministre affirme que les populations de sangliers pourraient être réduites sous condition que les chasseurs fassent preuve d'une volonté ferme et nette pour aider à atteindre cet objectif.

Vu ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

1. Vu l'augmentation dramatique de la population des sangliers au Luxembourg et vu que les chasseurs n'arrivent pas à atteindre les plans de tirs fixés et vu le souhait de Madame la Ministre que les chasseurs fassent preuve d'une volonté ferme et nette pour aider à réduire les populations de sangliers, Madame la Ministre ne pense-t-elle pas que le fait d'interdire la chasse sur le sanglier pendant six semaines va à l'encontre des propos énoncés dans sa réponse à la question parlementaire n°0547?

2. L'avis du Conseil de la Chasse concernant l'introduction d'une période de «repos» pour le gibier ainsi que l'interdiction de la chasse du renard a-t-il été favorable?

3. Dans la négative, pourquoi l'avis de cet organe n'a pas été pris en compte?

4. Madame la Ministre peut-elle me dire si des cas de grippe porcine africaine ont déjà pu être constatés au Luxembourg? Les mesures prises par ledit règlement ne favorisent-elles pas la propagation de cette grippe?

5. Madame la Ministre dispose-t-elle de statistiques sur la population des renards au Luxembourg qui auraient servi de base pour motiver l'interdiction de la chasse du renard? Madame la Ministre ne craint-elle pas une surpopulation de renards suite à cette interdiction?

6. Est-ce que des mesures sont prévues pour dédommager les dégâts futurs causés par les renards aux agriculteurs?

7. Est-ce que des mesures sont prévues pour faire en sorte que les renards restent en dehors des milieux urbanisés?

Réponse (18.02.2015) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

Ad 1. La chasse au sanglier reste autorisée toute l'année en plaine. La fermeture en forêt peut avoir comme effet que l'effort de chasse se concentre sur la zone la plus sensible aux dégâts pendant cette période, à savoir le milieu ouvert. Comme au Luxembourg, selon les indications des chasseurs, environ 80% du tableau en sangliers est réalisé aux chasses en battue, cette mesure de fermeture partielle, qui ne concerne que six semaines sur les 52 pendant lesquelles le sanglier peut être chassé à l'approche et à l'affût n'empêchera pas les chasseurs de réaliser leurs plans de tir. À titre indicatif, pendant la période de peste porcine classique, où la chasse, même aux petits marcasins, était très intense, seulement 2,8% et 3,3% du tableau de sangliers des années 2002, 2003 et 2004 étaient tirés en mars et avril respectivement (10.165 pièces au total).

En outre, nombreux sont les chasseurs qui ont peu ou pas chassé le sanglier pendant cette période principale de mise bas de sangliers pour réduire le risque de tirer une femelle ayant des marcasins à peine nés et qui ne la suivent pas encore.

Ad 2. Non. Sur douze membres présents, cinq ont marqué leur accord à cette mesure, et sept ont marqué leur désaccord.

Ad 3. L'avis étant purement consultatif, les responsables ont préféré se baser sur les arguments et les avis d'experts plutôt que sur le résultat d'un vote.

Ad 4. Il y a lieu de suggérer au Député Arendt de s'adresser au Ministre de l'Agriculture pour la première question, ce dernier étant responsable des aspects vétérinaires.

Pour ce qui est de la deuxième question, je suis d'avis que les mesures prises par ledit règlement ne favorisent pas la propagation de cette grippe. Comme expliqué plus haut, le nombre de sangliers tirés ne risque pas d'être influencé par la mesure.

Ad 5. Le Ministère dispose de statistiques de tir basées sur les chiffres indiqués par les locataires de chasse à la fin de chaque année cynégétique. Ces chiffres montrent une régression de 57% du nombre de renards tirés, depuis 1998. La même évolution s'observe dans d'autres pays d'Europe, comme p. ex. en Suisse. Dans une étude sur l'impact de la chasse sur le renard, publiée dans le journal de renommée «Nature» (2002; vol. 419, page 34), les chercheurs britanniques Baker, Harris et Webbon sont venus à la conclusion suivante: «Our results argue against suggestions that fox populations would increase markedly in the event of a permanent ban on hunting.»

Il semble donc que la chasse au renard n'ait guère d'influence sur les populations et qu'une surpopulation n'est pas à craindre.

Ad 6. De quels dégâts parle le Député Arendt? Il n'existe pas de mesures pour dédommager des dégâts de renards. Il ne faut pas perdre de vue qu'en général, le renard est bel et bien très utile à l'agriculture, de par sa consommation

massive de micromammifères dont surtout des rongeurs.

Ad 7. Ce problème est indépendant de l'ouverture de la chasse au renard. Même durant les périodes de chasse intense le renard s'est approprié le milieu urbain et il est utopique d'imaginer qu'on puisse le «garder en dehors».

Une sensibilisation du public pour expliquer la cohabitation avec le renard, et les précautions à prendre, a été élaborée sous forme de brochure par l'ANF et distribuée aux acteurs multiplicateurs de la protection de la nature. Par ailleurs, un exemplaire de cette brochure a été envoyé à tous les locataires de chasse, dont également l'honorable Député Monsieur Guy Arendt.

Question 0853 (23.01.2015) de **M. Gilles Baum** (DP) concernant la **différentiation interne dans l'enseignement fondamental**:

La population scolaire au Luxembourg devient de plus en plus hétérogène, les défis pour les enseignants de l'enseignement fondamental ne cessent de croître.

La différenciation interne au sein d'une classe ne permet non seulement d'investir plus de moyens en les élèves à apprentissage difficile, mais également de motiver les élèves qui n'ont pas de difficultés et de leur proposer d'autres tâches.

Force est de constater que la différenciation tarde à faire son entrée dans maintes classes de notre pays.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de l'Enfance:

- Comment Monsieur le Ministre compte-t-il encourager les enseignants du fondamental à miser plus sur la différenciation interne?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que les moyens pédagogiques sont suffisants?

- La différenciation trouve-t-elle une place adéquate dans la formation des futurs enseignants respectivement dans le futur stage des enseignants nouvellement admis à la fonction?

- Monsieur le Ministre compte-t-il mettre un accent spécial sur la différenciation au sein de la formation continue obligatoire?

Réponse (16.02.2015) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Du point de vue de la législation en place, l'article 9 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental dispose que chaque titulaire de classe est tenu «d'amener, par des mesures de différenciation pédagogique, ses élèves à atteindre les objectifs définis par le plan d'études». Dans le même contexte, l'article 22 de la loi précitée dispose que «pour permettre aux élèves d'atteindre les objectifs fixes par le plan d'études dans le temps imparti, les équipes pédagogiques s'appuient sur les dispositifs et les mesures de différenciation pédagogique suivants:

1. des dispositifs de différenciation des parcours de formation à l'intérieur de la classe pour aider les élèves qui éprouvent des difficultés et pour stimuler les élèves qui manifestent des aptitudes particulières;

2. des mesures de décroisement consistant à permettre à des élèves de différentes classes d'être regroupés temporairement selon leurs besoins, leurs intérêts ou leur niveau de compétence;

3. la possibilité offerte à un élève de suivre des enseignements dans un autre cycle;

4. des mesures d'accompagnement décidées en fin de cycle pour être mises en œuvre au cycle suivant selon les besoins de l'élève.»

Pour aider à mettre en œuvre les dispositifs de différenciation les équipes multiprofessionnelles nouvellement créées comptent parmi leurs missions celle qui consiste à conseiller le titulaire de classe et l'équipe pédagogique dans la mise en œuvre de mesures de différenciation. Il en est de même pour les instituteurs-ressources dont la fonction a été créée, entre autres, afin d'assurer l'accompagnement des équipes pédagogiques et des instituteurs nouvellement nommés notamment dans le domaine de la gestion de classe et de la différenciation des apprentissages.

D'autre part, il incombe aux inspecteurs de l'enseignement fondamental de s'assurer de la bonne marche des écoles et de veiller à l'observation des lois, règlements et directives officielles.

Depuis le lancement de la réforme de l'enseignement fondamental, l'élaboration de nou-



veaux manuels et de matériels didactiques a été axée sur la mise à disposition d'un matériel qui facilite aux enseignants la mise en œuvre de la différenciation des apprentissages, ce qui a pu être initié notamment pour les cours de mathématiques aux cycles 2 à 4 et de langue allemande au cycle 3.

Il est clair que des efforts supplémentaires sont à prester dans le domaine du développement de programmes et de matériels innovants qui fait partie des neuf axes prioritaires de la politique éducative de mon département, définis conformément au programme gouvernemental du 3 décembre 2013. Dans cette optique, les manuels et matériels didactiques continueront à être revus et mieux adaptés aux besoins d'un enseignement individualisé.

En ce qui concerne la formation initiale des enseignants à l'Université du Luxembourg, le syllabus du Bachelor en sciences de l'Éducation comporte plusieurs modules portant essentiellement sur la différenciation des apprentissages. Par ailleurs les cours de didactique sont axés sur la différenciation interne et l'évaluation formative des élèves. Il en est de même pour les organismes étrangers de formation. Aucune formation initiale préparant au métier d'enseignant ne peut faire l'impasse sur la différenciation pédagogique des apprentissages qui figure obligatoirement parmi les sujets qui sont à approfondir pour le concours de recrutement des instituteurs.

Dans le même ordre d'idées le futur stage est conçu de manière à offrir un soutien concret au jeune enseignant au niveau professionnel et personnel dès son entrée en fonction. Le contenu du stage sera centré sur l'activité en classe.

Pour ce faire, le parcours de formation pendant le stage est individualisé pour chaque enseignant en fonction de sa formation initiale, de son contexte professionnel et des domaines de développement individuels identifiés dans le cadre de l'accompagnement par un conseiller pédagogique formé et compétent.

Les cours prennent appui sur des situations critiques en classe, contextualisent les contenus de la formation initiale, les approfondissent et les éclairent sous de nouveaux points de vue, afin de développer des pistes pour une transformation de la pratique professionnelle.

Au-delà de cette différenciation du parcours de professionnalisation du stagiaire, le programme de formation proposé aux stagiaires comprendra des modules de formation au choix sur la différenciation dans les divers domaines de développement et d'apprentissage du plan d'études.

L'obligation de formation continue est instaurée par l'article 70 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental:

«Le personnel intervenant et les inspecteurs ont le droit et le devoir d'entretenir et de perfectionner leurs compétences professionnelles moyennant la formation continue.

Le Ministre veille à assurer la formation continue du personnel intervenant par des offres régulières proposées, si possible, en dehors des heures de classe. Il fixe chaque année des domaines prioritaires de la formation continue et il désigne les unités de formation continue qui sont obligatoires.»

Depuis l'année scolaire 2009-2010, la différenciation interne figure parmi les domaines de formation prioritaires.

Pour l'année scolaire 2014-2015, le libellé relatif à la différenciation interne dans les priorités en matière de formation continue est le suivant:

«Priorité 1: l'enseignement et l'apprentissage dans le cadre d'une approche par compétences - concevoir et faire évoluer des dispositifs de différenciation...»

Il est à noter également que de nombreuses écoles fondamentales ont inscrit dans leur Plan de Réussite Scolaire (PRS), établi pour la période 2014-2017, un objectif en lien avec la différenciation et que, parmi les mesures de mise en œuvre du PRS, figure souvent une formation interne d'école ou d'équipe sur cette thématique.

Le nombre global d'inscriptions à des formations continues sur la différenciation ainsi que le nombre de formations internes d'école ou d'équipes est en nette progression, preuve de l'importance accordée par les enseignants à cette thématique.

année scolaire	formations confirmées	dont formations internes d'école	inscriptions	formations annulées faute d'inscriptions
2012-2013	10	5	163	4
2013-2014	10	8	186	4
2015-2015	15	11	243	1

Les formations continues portent soit sur la différenciation des apprentissages en général, soit sur des dispositifs de différenciation dans les divers domaines de développement et d'apprentissage du plan d'études.

L'Institut de Formation continue du SCRIPT met à disposition des enseignants et des écoles différents formats de formation sur la différenciation afin de répondre aux besoins variés:

- séminaires: séances ponctuelles d'une durée variable comprise entre un et deux jours consécutifs,

- formations séquentielles: plusieurs séances de formation rythmées dans le temps et permettant une mise en pratique autonome en classe entre les séances de formation ainsi qu'un suivi dans des séances d'approfondissement,

- «hospitations»: visites de classe entre professionnels favorisant l'échange de pratiques et d'expériences.

Question 0854 (23.01.2015) de **M. Gilles Baum** (DP) concernant le **passage de l'enseignement fondamental vers l'enseignement secondaire**:

Il est un secret de polichinelle que le passage des élèves de l'enseignement fondamental vers l'enseignement secondaire et secondaire technique pose des problèmes pour beaucoup d'élèves, notamment au niveau de l'évaluation et du contenu des programmes.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de l'Enfance:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les branches dans lesquelles les élèves rencontrent le plus de problèmes?

- Monsieur le Ministre est-il disposé à mettre en place un groupe de travail dont l'objectif serait de faciliter le passage de l'enseignement fondamental vers l'enseignement secondaire et secondaire technique?

- Dans l'affirmative, quelle serait la composition d'un tel groupe et dans quels délais pourrait-il commencer ses travaux?

Réponse (09.03.2015) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Le passage de l'enseignement fondamental vers l'enseignement secondaire et secondaire technique est un moment clé du parcours scolaire d'un élève. La procédure actuelle a été introduite en 2012-2013. Elle prévoit une prise de décision par un conseil d'orientation sur base d'un profil de l'élève qui renseigne sur ses progrès et ses performances dans les différentes branches et notamment sur le degré de maîtrise des compétences en allemand, en français et en mathématiques, ainsi que sur ses dispositions, ses intérêts et ses aspirations. La procédure dépasse ainsi la prise en compte d'indicateurs de performance isolés de certaines branches.

Suite à une évolution préoccupante des résultats de la procédure d'orientation - de moins en moins d'élèves sont orientés vers l'enseignement secondaire et de plus en plus d'élèves sont orientés vers le régime préparatoire de l'enseignement secondaire technique - j'ai décidé de mener une analyse approfondie des dynamiques et des processus dans le contexte de ladite procédure.

À cette fin a été créé un groupe de réflexion qui réunit des représentants du collège des inspecteurs de l'enseignement fondamental, des collègues des directeurs de l'enseignement secondaire et de l'enseignement secondaire technique, des enseignants expérimentés de l'enseignement fondamental, des collaborateurs du Centre de psychologie et d'orientation scolaires ainsi que des collaborateurs de mon ministère. Dans les mois à venir, le groupe de réflexion discutera les constats de l'analyse avec les différents acteurs scolaires. Des recommandations sur base de ces constats seront présentées d'ici la fin de l'année scolaire. J'envisage d'adapter la procédure d'orientation actuelle dans les meilleurs délais.

Les analyses statistiques des résultats de la procédure d'orientation montrent une consistance remarquable entre les évaluations des performances des élèves en allemand, en français et

en mathématiques, tant au niveau des bilans de fin de cycle qu'au niveau des résultats aux épreuves communes. Par conséquent, il s'avère difficile d'identifier la branche qui pose le plus de problèmes aux élèves. Il semble plus opportun d'analyser les raisons pour lesquelles un certain nombre d'élèves n'atteignent pas les degrés de savoirs et d'aptitudes tels qu'ils sont attendus pour une certaine tranche d'âge et à un certain moment de la scolarité et de déterminer des pistes afin de prévenir cette situation voire d'y remédier.

À ce stade de réflexion, une révision de la pratique actuelle qui prévoit un conseil d'orientation pour chaque élève s'impose. La concordance élevée entre la décision d'orientation de l'équipe pédagogique et l'avis d'orientation des parents (82,9% de concordance en 2012-2013 et 82,8% en 2013-2014) remet en question la nécessité d'un conseil d'orientation pour chaque élève. Limiter le nombre de conseils aux seuls cas où les avis respectifs des parents et de l'équipe pédagogique divergent réduira considérablement le temps de concertation des conseils d'orientation et permettra de se concentrer davantage sur les cas les plus délicats. Cette manière de procéder présenterait l'avantage que l'équipe pédagogique ainsi que les parents seraient davantage responsabilisés dans le processus d'orientation.

Un rapprochement entre l'école fondamentale et postfondamentale en dehors de cette procédure à grand enjeu est d'ailleurs indispensable. Il est nécessaire de multiplier les moments significatifs de collaboration entre enseignants du fondamental et du secondaire et de promouvoir l'échange entre les deux secteurs à tous les niveaux. Ceci en vue de clarifier les attentes des deux côtés, d'assurer une cohérence entre les programmes et les objectifs à atteindre à différents moments cruciaux de la scolarité d'un élève ainsi que de créer ou promouvoir des réseaux régionaux des écoles et lycées.

Question 0855 (26.01.2015) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Marc Spautz** (CSV) concernant la **hausse des loyers des baux commerciaux**:

Il nous revient que bon nombre de commerçants sont actuellement confrontés à un surenchérissement continu et important des loyers des baux commerciaux, souvent provoqué sous l'effet de la pression foncière exercée par les groupes étrangers désireux de s'installer à Luxembourg respectivement par des spéculateurs immobiliers. Cette situation risque de mettre en danger des emplois et de nuire à la mixité commerciale.

Afin de contrecarrer cette situation sur le terrain et de garantir une certaine sécurité de planification et de développement pour les commerçants, le Gouvernement avait marqué son accord en date du 4 octobre 2013 avec un avant-projet de loi sur le bail commercial et modifiant certaines dispositions du Code civil et de la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation. L'objectif du projet de loi était de renforcer les droits des commerçants preneurs de bail dans le contexte d'un accroissement des pratiques abusives et de la spéculation en matière de baux commerciaux, dans le but de garantir la viabilité et la planification des commerces et avec cela la pérennité des emplois attachés à ces commerces.

Dans son programme, le Gouvernement a annoncé que la législation sur le bail commercial sera adaptée afin de pouvoir éviter à l'avenir des situations abusives envers les locataires et que l'avant-projet de loi portant sur le bail commercial serait amendé.

Au vu de ce qui précède nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Comment le Gouvernement entend-il endiguer la hausse des loyers des baux commerciaux?

- Le Gouvernement entend-il donner une suite favorable à l'avant-projet de loi susmentionné?

- Sur quels points le Gouvernement envisage-t-il d'amender cet avant-projet de loi?

- Quand le Gouvernement entend-il déposer un projet de loi sur le bail commercial à la Chambre des Députés?

Réponse (03.03.2015) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

Les honorables Députés ont posé plusieurs questions.

En ce qui concerne le nécessaire «endiguement de la hausse des loyers des baux commerciaux», la question postule, d'une part, que les loyers seraient trop élevés et, présume, d'autre

part, que l'autorité publique devrait donc limiter le montant de ces loyers.

Il convient de noter, d'emblée, que seule la ville de Luxembourg est réellement concernée par ce type de loyers commerciaux particulièrement élevés, et encore seulement certaines rues prestigieuses.

Il ne faut en outre pas perdre de vue qu'il ne s'agit ici pas de loyers correspondant à des logements, mais attenants à une activité commerciale, donc soumis en toute logique à la loi du marché.

Enfin, l'occupation des meilleures adresses par des enseignes prestigieuses est un phénomène généralisé, correspond au standing desdites adresses et à leur fréquentation, notamment par de nombreux touristes, dont les quelque 140.000 asiatiques qui parcourent le centre-ville chaque année.

Or, si naturellement les commerçants espèrent toujours des loyers aussi bas que possible afin de limiter leurs frais de fonctionnement, s'ils se plaignent à juste titre que les loyers leurs paraissent excessifs, il semble néanmoins qu'ils soient comparables à des villes régionales dynamiques (Bâle, Zurich, Cologne, Düsseldorf, Munich...), voire même à ceux des meilleures artères commerciales de métropoles cosmopolites, comme Bruxelles.

Quant aux loyers d'adresses comparables à Paris ou à New York, ils sont jusqu'à dix à 30 fois plus élevés.

Une limitation des loyers commerciaux ne va donc pas de soi sur le plan des principes, y compris constitutionnels, et semble en outre très difficile à mettre en œuvre, sans compter sur le phénomène alors inévitable de pas de portes et rétributions occultes destinées à compenser un éventuel plafonnement des loyers.

Il n'est pas inutile de rappeler que la piste d'un plafonnement des loyers avait été écartée - sans doute pour les raisons évoquées plus haut - dans l'avant-projet de loi adopté par le Gouvernement précédent en date du 4 octobre 2013.

En ce qui concerne «la suite que le Gouvernement entend donner à l'avant-projet de loi» portant sur le bail commercial et les «points que le Gouvernement envisage d'amender», ainsi que la date de dépôt d'un projet de loi, il convient de rappeler que le projet de loi déposé par l'ancien Gouvernement a été retiré aux fins de réexamen de la situation, notamment en ce qui concerne les droits des preneurs et afin de procéder aux consultations usuelles, sans céder à la précipitation qui a caractérisé l'élaboration du texte original.

Cet exercice a été effectué, les chambres professionnelles ont été consultées et ont émis leurs suggestions, soumis leurs doléances et apporté des contributions utiles. Le texte initial sera donc amendé en conséquence, notamment en améliorant la situation du preneur et de son fonds de commerce, et ce sans pour autant affecter les droits légitimes du bailleur, ainsi qu'en élargissant la liberté des parties, qui sont réputées rompues aux pratiques du commerce.

Un projet de loi devrait partant pouvoir être adopté au cours du 1^{er} semestre 2015.

Question 0856 (26.01.2015) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant la **sous-représentation des hommes dans l'enseignement**:

Le 30 avril prochain, les élèves âgés de douze à 20 ans peuvent à nouveau participer au «Girls' Day - Boys' Day» pour découvrir des métiers et professions atypiques. Ce serait par ailleurs une bonne idée pour justement faire connaître la profession de l'enseignant aux garçons, sachant que les hommes sont sous-représentés dans l'enseignement fondamental. Le domaine de l'enseignement est aujourd'hui très féminisé.

Dans ce contexte, et selon mes informations, plusieurs garçons se sont malheureusement vus refuser une place de stage pour le «Girl's Day - Boy's Day» dans une école précoce et préscolaire par l'inspecteur responsable.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité des chances et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils me confirmer la véracité de ces affirmations?



- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons de ces refus?

- Quelles mesures le Gouvernement veut-il prendre pour rendre la profession de l'enseignant plus attractive aux garçons?

Réponse commune (02.03.2015) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de l'Égalité des chances*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Depuis le 15 janvier 2015, les entreprises et institutions peuvent déclarer des places de stage pour l'édition de cette année du «Girls' Day - Boys' Day».

D'après les informations reçues par le service d'Orientation professionnelle de l'Agence pour le développement de l'emploi, qui est en charge de la coordination de l'offre et de la demande des places de stage, quatre écoles fondamentales ont déclaré des places de stage pour garçons.

Le service n'a pas connaissance des faits relatés par l'honorable Députée, à savoir du refus par l'inspection responsable, de places de stage à des garçons dans une école précoce et préscolaire.

Lors de la dernière réunion du collège des inspecteurs, il a été retenu que pour l'année 2016 un contingent défini à l'avance de postes pour des garçons au sein du cycle 1 sera offert. Pour cette année scolaire, les inspecteurs acceptent les demandes pour le cycle 1 selon les disponibilités des écoles et en fonction de toutes les demandes de stage adressées aux écoles. Ils informeront les enseignants concernés. Il revient aux patrons de stage de certifier le stage à l'intéressé.

D'une manière générale, le Gouvernement soutient la diversification des choix professionnels et s'engage, dans ce contexte, à combattre les stéréotypes et préjugés au niveau de l'orientation professionnelle. Pour atteindre cet objectif, seront notamment réalisés des projets de sensibilisation et de formation continue en matière de politique du genre s'adressant particulièrement aux professionnels en la matière.

Question 0857 (26.01.2015) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant **l'impôt d'équilibre budgétaire temporaire**:

La contribution pour l'avenir des enfants, encore appelée impôt d'équilibre budgétaire temporaire qui, aux termes de la loi du 19 décembre 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015, constitue un prélèvement sur le revenu des personnes physiques, donc à l'exclusion des personnes morales, soulève un certain nombre d'interrogations.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- L'impôt d'équilibre budgétaire temporaire de 0,5% viendra-t-il s'ajouter à la retenue à la source sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière de 10% qualifiée «libératoire» par la loi du 23 décembre 2005 dans le chef des résidents?

- Dans l'affirmative, le Ministre peut-il indiquer si seuls les produits souscrits depuis le 1^{er} janvier 2015 tomberont dans le champ d'application de ce nouvel impôt ou si, indépendamment de la date de souscription, la date du paiement des intérêts sera déterminante, i. e. après le 1^{er} janvier 2015?

- À supposer que la retenue à la source de 10% reste libératoire, le Ministre entend-il le préciser via règlement grand-ducal?

Réponse (25.02.2015) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Les intérêts soumis à la retenue libératoire de 10% ne font partie ni de la base d'assiette prévue à l'article 33 du Code de la sécurité sociale, ni des revenus nets visés soit à l'article 10, soit à l'article 156 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu. En conséquence, ni le Centre commun de la sécurité sociale, ni l'Administration des Contributions directes ne prélèvent l'impôt d'équilibre budgétaire temporaire sur ces intérêts.

L'article 7, paragraphe 8 de la loi budgétaire pour l'exercice 2015 du 19 décembre 2014 prévoit qu'un règlement grand-ducal peut majorer les taux des différentes retenues prévues

par la loi modifiée concernant l'impôt sur le revenu au titre de l'impôt d'équilibre budgétaire temporaire. Or, ce règlement grand-ducal n'a pas été émis.

Pour le reste, il importe de signaler aux honorables Députés que les paiements d'intérêts soumis à la retenue libératoire de 10% le sont en vertu des dispositions de la loi du 23 décembre 2005 portant introduction d'une retenue à la source sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière, et non pas en vertu d'un taux prévu par la loi concernant l'impôt sur le revenu.

Ainsi, seule une modification législative du taux de 10% pourrait, le cas échéant, tenir compte de l'introduction de l'impôt d'équilibre budgétaire temporaire en matière d'imposition des intérêts en question.

Question 0858 (27.01.2015) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant le **monorail suspendu entre Thionville et Luxembourg-ville**:

D'après différents médias luxembourgeois et lorrains (notamment «L'essentiel» et le «Républicain Lorrain»), la députée-maire de Thionville Anne Grommerch aurait, dans le cadre d'un conseil communal, proposé la faisabilité d'un monorail suspendu entre Thionville et Luxembourg-ville, à l'instar du projet canadien entre Québec et Montréal.

Toujours d'après les médias cités, «il y a quelques années», le maire de Terville Patrick Luxembourger aurait déjà lancé l'idée d'une nouvelle infrastructure de transport le long de l'A31.

Avec ce monorail suspendu, Anne Grommerch pense avoir trouvé la technologie idoine. Il s'agirait de bâtir une structure en acier supportant deux rails, sur lesquels seraient suspendues des petites capsules d'une soixantaine de personnes, reliant Thionville à Luxembourg-ville en une vingtaine de minutes seulement. «Cette technologie présente deux avantages majeurs» est citée Anne Grommerch. «Elle est écologique parce que 100% électrique. Mais elle est aussi économique: il n'y aurait aucune acquisition foncière à faire puisque les piliers supportant les rails peuvent être implantés sur le terrain central de l'A31. Je demande simplement que cette possibilité soit mise à l'étude», aurait conclu Anne Grommerch son exposé.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de ces propos précités de la députée-maire de Thionville, respectivement des idées formulées «il y a quelques années» du maire de Terville?

- Dans l'affirmative, quelle est la position de Monsieur le Ministre par rapport à un monorail suspendu entre Thionville et Luxembourg-ville? Est-ce qu'un tel projet respectivement l'étude d'un tel projet serait envisageable par le Gouvernement luxembourgeois?

Réponse (11.03.2015) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

La question parlementaire de l'honorable Députée, Madame Claudia Dall'Agnol, porte sur la proposition d'un monorail suspendu entre Thionville et Luxembourg-ville, tel que le projet canadien entre Québec et Montréal qui est censé circuler à 250 km/h.

En ce qui concerne mes connaissances en matière des propositions d'un monorail de la députée-maire de Thionville, je me suis déclaré, par l'intermédiaire de ma porte-parole, très surpris de la sortie médiatique de Madame Anne Grommerch.

En effet, celle-ci avait lancé cette idée lors d'un débat dans le cadre d'une discussion sur des nouvelles solutions pour la mobilité transfrontalière sans en avoir thématisé le sujet au préalable avec les responsables politiques au Grand-Duché de Luxembourg.

En ce qui concerne le projet du monorail canadien auquel il est fait référence, il y a lieu de savoir que celui-ci est actuellement une idée élaborée par un physicien canadien et soutenue par un ex-député.

D'après le site Internet qui soutient ce projet du monorail, celui-ci nécessiterait tout d'abord un programme de recherche et de développement qui exigerait un investissement de 200 à 225 M\$ et qui se poursuivrait sur une période de cinq ans afin de développer tous les systèmes nécessaires et afin de réaliser un banc d'essai de cinq kilomètres pouvant permettre d'optimiser les éléments du système et de faire

la démonstration de l'efficacité et du fonctionnement du monorail.

Il ne s'agit donc pas d'un projet mais clairement d'une idée pour laquelle une recherche très importante devra être menée et dont la faisabilité devra encore être démontrée avec tous les risques qui y sont rattachés.

Or, notre transport public transfrontalier nécessite aujourd'hui la mise en œuvre de projets concrets, éprouvés dont les budgets et plannings sont contrôlables.

À cet effet, le Gouvernement luxembourgeois a retenu en concertation avec les autorités françaises un nombre important de projets pour améliorer la mobilité franco-luxembourgeoise. Ainsi, on peut citer entre autres le dédoublement de la ligne ferroviaire Luxembourg-Bettendorf, l'agrandissement et la construction des P&R ainsi que des extensions de l'offre de service sur le rail et les lignes de bus transfrontalières. Y contribuent également la construction du tramway dans la ville de Luxembourg ainsi que l'élargissement à trois voies de l'autoroute A4.

Tous ces projets s'intègrent parfaitement dans la stratégie MoDu et dans le SMOT réalisé entre le Luxembourg et la Lorraine. Ils sont réalisables à court ou moyen terme et les procédures y relatives sont soit en cours ou conclues. Nous disposons pour tous ces projets de lois de financement et ils sont prévus dans le programme pluriannuel des dépenses de l'État.

Tous ces investissements sont donc consacrés à des projets d'infrastructure concrets améliorant la qualité du service, ayant une plus-value importante et permettant ainsi une augmentation considérable des capacités de transport.

En ce qui concerne la transposition du projet canadien sur la relation Thionville-Luxembourg, on ne peut trouver que très peu d'informations. On peut cependant d'ores et déjà noter les éléments suivants:

- Le monorail entre Thionville et Luxembourg ne présente pas un avantage considérable en ce qui concerne le temps de parcours annoncé (20 minutes), étant donné que les trains nécessitent aujourd'hui 25 minutes (30 minutes pour le train avec arrêts intermédiaires).

- Il en est de même pour la capacité du train qui a une capacité dix fois plus élevée que le monorail (678 contre 60/75 places assises). Il faudrait donc mettre en place un nombre très important de navettes roulant à une cadence élevée. Or, on sait que les cadences élevées combinées avec les vitesses élevées présentent toujours un risque en termes de fiabilité et de sécurité.

- En ce qui concerne l'infrastructure à mettre en place, il y a lieu de noter que sur le trajet Thionville et Luxembourg, une trentaine de ponts devraient être traversés par le monorail, engendrant ainsi des surcoûts importants. Comme la structure soutenant les rails devrait être installée à une hauteur permettant de surpasser les ponts, l'impact visuel pour la population de même que les conséquences négatives pour les oiseaux et ainsi sur l'environnement ne seraient pas à négliger.

- En ce qui concerne les piliers supportant les deux rails à planter dans le terrain central de l'autoroute, il est à considérer que tout obstacle latéral peut représenter un risque pour un véhicule en détresse. En conséquence ces obstacles (piliers) sont à protéger par un dispositif de retenue (mur de protection en béton/mur californien). En considérant les exigences à un tel dispositif de retenue (zone d'influence W = largeur de l'élément + déplacement en cas de choc), la largeur du terrain central n'est pas suffisante pour recevoir les piliers du monorail.

L'on constate par conséquent que cette idée n'est nullement prête à être réalisée, le coût d'investissement est totalement inconnu et ne constitue donc aucunement une alternative, ni à court terme, ni à moyen voire long terme à tous les projets en voie de réalisation sur base du MoDu précité.

Question 0859 (27.01.2015) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant le **bâtiment Jean Monnet**:

Les 1.600 fonctionnaires de la Commission européenne hébergés dans le bâtiment Jean Monnet au Kirchberg auraient dû être évacués à partir de l'été 2014 en raison de la présence d'amiante dans l'édifice. Selon plusieurs organes de presse, le Ministre des Affaires étrangères et européennes a promis de trouver une solution définitive d'ici mi-février. Le Gouvernement et la Commission européenne sont depuis environ six mois à la recherche de nouveaux locaux pour reloger le personnel.

Le journal «d'Lëtzebuerger Land» a par ailleurs précisé dans son édition du 23 janvier 2015 qu'il serait question de l'ancien bâtiment de la société «PricewaterhouseCoopers» sis à la Cloche d'Or. Dans un article paru aujourd'hui dans la presse électronique, les cas de maladie dus à l'exposition à l'amiante dans le bâtiment Jean Monnet seraient désormais au nombre de quatre. Les fonctionnaires concernés se sentent de plus en plus délaissés et craignent pour leur santé mise en danger à cause de procédures trop lentes du côté des autorités compétentes.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer les cas de maladie dus à l'exposition à l'amiante détectée dans le bâtiment Jean Monnet?

2. Monsieur le Ministre peut-il confirmer que l'ancien siège de la société «PricewaterhouseCoopers» est envisagé comme site provisoire?

3. Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre est-il en mesure de chiffrer les coûts de location du bâtiment? Peut-il déterminer la clé de répartition de la prise en charge de ces frais locatifs?

4. Monsieur le Ministre peut-il fixer l'échéance du transfert des fonctionnaires?

Réponse (05.02.2015) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, Monsieur Laurent Mosar, le Ministre des Affaires étrangères et européennes confirme que, suite à la décision de la Commission européenne de quitter le bâtiment Jean Monnet pour cause de présence d'amiante dans le bâtiment, le Gouvernement a travaillé en étroite coopération avec la Commission pour trouver des solutions afin de lui permettre de continuer à fonctionner dans les meilleures conditions possibles à Luxembourg.

Un groupe de travail de haut niveau regroupant des représentants du Gouvernement et de la Commission, assure le suivi du relogement des agents du bâtiment Jean Monnet. Le ministre des Affaires étrangères et la commissaire en charge des ressources humaines et de la sécurité, la vice-présidente, Madame Kristalina Georgieva, se sont rencontrés à trois reprises depuis novembre 2014 pour faire faire le bilan des préparations en cours. Il est prévu qu'un accord global sera finalisé dans le courant de ce mois.

Ad 1. Le Ministre des Affaires étrangères ne peut pas confirmer que les cas de maladie des agents en question sont dus à l'exposition à l'amiante détectée dans le bâtiment Jean Monnet. Les autorités luxembourgeoises n'ont pas eu accès aux dossiers médicaux des personnes en question et n'ont pas eu connaissance de leurs lieux d'affectation successifs. Il convient par ailleurs de souligner que la période de latence entre l'exposition à l'amiante et le développement de la maladie est généralement de 20, voire de 30 ans. Le Gouvernement luxembourgeois et la Commission européenne ont pris connaissance de la présence d'amiante dans le bâtiment en 1997, suite à une étude, qui, tout en constatant la présence d'amiante dans le bâtiment, affirmait qu'elle n'était pas de nature à mettre en danger la santé des occupants de l'immeuble. Depuis ce moment, toutes les mesures de protection nécessaires étaient prises. Des prélèvements de la qualité de l'air sont réalisés périodiquement pour vérifier que les seuils autorisés ne sont pas dépassés. Notons encore que le bâtiment a reçu une autorisation d'exploitation de l'Inspection du travail et des mines (ITM) compétente en matière de sécurité des personnes dans les bâtiments de bureaux jusqu'en 2020.

Ad 2. Le Ministre des Affaires étrangères et européennes n'est pas en mesure de confirmer que l'ancien siège de la société «PricewaterhouseCoopers» est envisagé comme site provisoire. La Commission européenne a lancé en août 2014 un appel à prospection immobilière et les autorités luxembourgeoises n'ont pas encore eu confirmation des bâtiments retenus par la Commission.

Ad 3. Si le Gouvernement s'est engagé à participer aux frais de relogement, la clé de répartition, ainsi que la nature des contributions, sont encore en train d'être finalisés.

Ad 4. Tous les éléments qui permettront de retenir l'échéancier du transfert des fonctionnaires ne sont pas encore connus. Le choix des bâtiments retenus, mais également les aménagements de ces bâtiments détermineront la suite du transfert. Les autorités luxembourgeoises ne sont pas en mesure de préciser le temps dont la Commission aura besoin pour déménager ses services ainsi que les locaux techniques et le centre de données.

Le Ministre des Affaires étrangères et européennes tient encore à assurer à l'honorable



Député que la santé et sécurité des agents sont au centre des préoccupations des autorités luxembourgeoises et de la Commission et que tous les efforts sont entrepris pour assurer les meilleurs conditions de travail et de vie aux agents de la Commission.

Question 0860 (28.01.2015) de **Mme Martine Mergen** (CSV) concernant les vols de nuit à l'Aéroport de Luxembourg:

Exprimant son inquiétude relative aux conséquences du trafic aérien nocturne pour l'environnement et les riverains, Monsieur François Bausch avait déposé le 15 novembre 2012, en tant que membre de la Chambre des Députés, une motion dans laquelle il demandait au Gouvernement entre autres la fermeture systématique de l'aéroport entre 23.00 heures et 06.00 heures.

Alors que le principe de l'interdiction des vols de nuit demeure en l'état, force est de constater dans les statistiques existantes que l'évolution des vols enregistrés pendant la fermeture nocturne de l'aéroport, soit entre 23.00 heures et 06.00 heures, se traduit par une hausse notable, le nombre de mouvements passant de 1.256 en 2012 à 1.554 en 2014.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Monsieur le Ministre est-il en mesure de confirmer cette évolution du nombre de mouvements de nuit à l'Aéroport de Luxembourg depuis 2012?

2. Monsieur le Ministre peut-il expliquer le cas échéant les raisons de cette évolution?

3. Monsieur le Ministre est-il toujours en faveur d'une fermeture systématique de l'Aéroport de Luxembourg entre 23.00 heures et 06.00 heures, tel qu'il l'avait revendiqué en 2012? Monsieur le Ministre approuve-t-il toujours la publication mensuelle des vols de nuit, complétée par les raisons des autorisations?

4. Dans l'affirmative, comment et dans quels délais Monsieur le Ministre envisage-t-il la mise en pratique de la fermeture systématique de l'Aéroport de Luxembourg entre 23.00 heures et 06.00 heures?

Réponse (09.03.2015) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Députée Martine Mergen, il m'échoit d'apporter les réponses suivantes:

Ad 1. Il y a effectivement eu 1.256 vols de nuit en 2012 et 1.554 en 2014.

Ad 2. Le nombre de mouvements commerciaux internationaux est passé de 59.785 mouvements en 2012 à 62.260 mouvements en 2014. L'augmentation du nombre de vols de nuit est corrélée à l'augmentation des mouvements en général.

Ad 3. + 4. En ce qui concerne la fermeture systématique de l'aéroport, une interdiction totale des vols de nuit à l'aéroport unique du pays aurait certainement une incidence sur l'économie luxembourgeoise. Il ne faut pas oublier, avec tous les efforts fournis pour réduire les nuisances sonores, que 20.000 emplois directs ou indirects dépendent de l'activité aéroportuaire qui génère 4,8% du PIB luxembourgeois.

Par ailleurs, une fermeture nocturne complète de l'aéroport n'est pas envisageable étant donné que certains avions doivent toujours avoir la possibilité d'atterrir ou de décoller en pleine nuit.

Pour réduire les nuisances nocturnes, une des mesures qui a d'ores et déjà été mise en œuvre, avec effet au 1^{er} janvier 2015, est la modulation renforcée des redevances d'atterrissage des avions en fonction de la performance acoustique et des plages horaires.

Depuis le 1^{er} janvier 2015, une redevance terminale a remplacé la taxe d'atterrissage perçue. Cette redevance terminale (TNC) est due pour chaque décollage de l'aéroport et prend en considération deux facteurs environnementaux, le bruit réel et l'heure de départ.

Le facteur multiplicateur de la TNC est de 1,5 entre 23.00 heures et minuit, respectivement deux entre minuit et 06.00 heures.

Le poids maximum au décollage de l'avion est également utilisé pour le calcul de la redevance terminale.

Il est escompté que cette mesure qui est directement liée au niveau du bruit émis soit de nature à décourager les opérateurs à effectuer des vols pendant ce créneau horaire et à les inciter à reprogrammer, dans la mesure du possible, leurs opérations en faveur d'autres créneaux

horaires diminuant ainsi l'impact du bruit en période nocturne et d'utiliser des machines moins bruyantes durant toute la période de jour et de nuit.

L'État luxembourgeois est le premier pays européen à avoir introduit le principe du pollueur-payeur dans la modulation de la taxe terminale. Cette taxation des avions les plus bruyants et des vols de nuit suit les recommandations de l'Organisation mondiale de la Santé.

Mes services ont été priés de revoir l'organisation des vols de nuit afin d'arriver à une diminution de leur nombre de 5% par rapport à la moyenne des trois dernières années.

Pour terminer, les statistiques mensuelles des vols de nuit sont publiées sur le site Internet de l'ANA. Une publication des raisons qui ont amené à ce que ces autorisations soient accordées n'est pas prévue. Cependant, les informations relatives à chaque autorisation et à chaque refus de vol de nuit au départ de Luxembourg sont notées dans un fichier informatisé au sein de l'ANA.

Il convient d'ajouter que les autorisations sont accordées le plus restrictivement possible dans le respect de l'article 13 du règlement grand-ducal modifié du 24 mai 1998 fixant les conditions d'exploitation technique et opérationnelle de l'Aéroport de Luxembourg. Selon cet article, les vols réguliers retardés par rapport à leur horaire programmé ont le droit de décoller jusqu'à minuit et d'atterrir durant toute la nuit. En revanche, bien que l'article 13 autorise également le décollage après minuit pour les vols réguliers retardés, chaque départ programmé après minuit doit faire l'objet d'une demande dûment motivée par l'opérateur et recevoir l'autorisation des services concernés de l'ANA.

Question 0861 (28.01.2015) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant l'utilisation d'écocombis:

Dans certains pays (e. a. Pays-Bas, les pays de la Scandinavie), les écocombis, un type de camion allant jusqu'à 25,25 mètres de longueur et pouvant atteindre une charge totale de 60 tonnes, sont légalement utilisés sur le réseau routier. En effet, la directive 96/53/CE du 25 juillet 1996 prévoit la possibilité pour les États membres d'autoriser la circulation de ce type de camion sur le territoire national. Dans ce cadre, des projets pilotes sont menés à de plus en plus grande échelle en Allemagne. Les défenseurs de cette technologie indiquent que leur utilisation se traduit par une réduction des émissions de CO₂ de 33% (en tonnes-km par litre) vu leur longueur supérieure par rapport aux camions conventionnels.

Les premières expériences en matière d'écocombis seront effectuées sous peu également en Flandre belge. Selon des experts en la matière, ce projet d'écocombis serait bénéfique pour la compétitivité des pays du Benelux. Actuellement un document juridique permettant la circulation transfrontalière d'écocombis dans les pays du Benelux est en préparation.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quelle est la position du Ministère du Développement durable et des Infrastructures concernant l'utilisation d'écocombis?

- Est-ce que Monsieur le Ministre est au courant des initiatives belges et néerlandaises afin de créer une base juridique autorisant l'utilisation d'écocombis au niveau du Benelux?

- Dans l'affirmative, est-ce que le Luxembourg serait prêt à participer à l'élaboration d'un tel document?

- Est-ce que Monsieur le Ministre partage les opinions des experts au sujet d'une compétitivité accrue pour le Benelux, donc également pour notre pays?

Réponse (11.03.2015) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'interroge sur la position du Ministère du Développement durable et des Infrastructures concernant l'utilisation d'écocombis, les initiatives belges et néerlandaises concernant la création d'une base juridique autorisant l'utilisation de ces véhicules, les intentions afférentes du Luxembourg et, finalement, la position du Luxembourg concernant un éventuel renforcement de la compétitivité du Benelux dû à l'utilisation d'écocombis.

La circulation des véhicules longs et lourds a été sujet de discussion tant au niveau européen, c'est-à-dire dans le cadre de l'élaboration d'une proposition de directive du Parlement

européen et du Conseil modifiant la directive 96/53/CE du 25 juillet 1996, fixant, pour certains véhicules routiers circulant dans la Communauté, les dimensions maximales autorisées en trafic national et international et les poids maximaux autorisés en trafic international, qu'au niveau du Benelux où un avant-projet de décision du Comité des Ministres Benelux afférent est en voie d'élaboration.

Dans les deux cas, le Luxembourg s'est toujours opposé à une circulation de véhicules longs et lourds (VLL) sur son territoire.

L'autorisation des VLL au Luxembourg est clairement en contradiction avec ses efforts déployés sur le terrain pour encourager le transport de marchandises par rail. S'y ajoutent des aspects relatifs à la sécurité routière et à l'infrastructure.

La présence de VLL a en effet des répercussions négatives sur la sécurité des autres usagers de la route et, en particulier, des usagers vulnérables, surtout lorsque les VLL se déplacent en milieu urbain. En outre, une analyse détaillée de l'infrastructure routière en place est préalablement requise afin de vérifier si le réseau routier satisfait aux exigences découlant de la circulation de ces véhicules. À titre d'exemple, un rond-point standard ne satisfait certainement pas à l'heure actuelle aux exigences des VLL.

En ce qui concerne enfin l'avant-projet de décision du Comité des Ministres Benelux, il y a lieu de noter tout d'abord que ce projet de texte ne permettra pas automatiquement la circulation de VLL au sein du Benelux, mais stipule qu'une autorisation explicite de chaque pays concerné (en Belgique des régions) doit être émise par les autorités compétentes avant que le trafic international des VLL soit possible.

Partant, à l'instar de sa politique poursuivie dans le passé, le Luxembourg n'autorisera pas la circulation de VLL sur son territoire. D'ailleurs, en marge du prochain Conseil européen des Ministres des Transports, je suggère à mes homologues belge et néerlandais de renoncer à une «solution Benelux» et de recourir en contrepartie à des accords bilatéraux dans ce domaine.

Question 0862 (28.01.2015) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant les mesures de protection acoustique à apporter aux infrastructures et au matériel ferroviaire luxembourgeois:

En 2012, le Gouvernement de l'époque avait annoncé un certain nombre de mesures de protection acoustique apportées aux infrastructures et au matériel ferroviaire luxembourgeois.

Les responsables avaient notamment accordé une priorité à la voie ferroviaire Luxembourg-Esch-sur-Alzette. Grâce à la modernisation du viaduc ainsi qu'à l'installation de murs antibruit, les mesures prévues pour la ville d'Esch ont été achevées. À l'arrêt de Noertzange certaines mesures ont été réalisées.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Le Gouvernement accorde-t-il toujours une priorité aux mesures annoncées en 2012?

- Quelles sont les mesures de lutte contre le bruit envisagées sur le tracé en question à Schifflange, à Noertzange, à Fennange, à Bettembourg et à Berchem?

- Quels sont les priorités et les délais pour la mise en œuvre de ces mesures?

- La mise en œuvre est-elle assurée par la SNCFL?

Réponse (10.03.2015) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire n°0862 du 28 janvier 2015 l'honorable Député Marc Spautz souhaite s'informer sur les mesures de protection acoustique à apporter aux infrastructures et au matériel ferroviaire luxembourgeois.

Le projet pilote de mise en œuvre de mesures antibruit à l'endroit de l'arrêt de Noertzange est finalisé et l'installation d'un mur antibruit sur le viaduc d'Esch-sur-Alzette est également achevée. En se basant sur l'expérience acquise sur le projet pilote de Noertzange et après finalisation en 2013 d'une étude acoustique des protections à mettre en œuvre sur l'ensemble du territoire de l'agglomération de Schifflange, en y intégrant d'ores et déjà les éléments des projets des suppressions des trois passages à niveau 91, 91a et 92, l'avant-projet détaillé est en cours de finalisation. Après l'obtention d'une motion de la Chambre des Députés fin 2014 pour le projet de mise en œuvre de mesures antibruit à travers l'agglomération de

Schiffange, les barrages de ligne nécessaires au projet intégrant la suppression des trois passages à niveau, la reconstruction de l'arrêt ferroviaire et la construction des murs antibruit ont déjà été réservés pour 2017. Le projet global s'étendra sur trois années.

En ce qui concerne les autres sites mentionnés par Monsieur le Député Spautz, les études de la nouvelle ligne ferroviaire Luxembourg-Bettembourg sont en train d'être finalisées. Elles intègrent le volet concernant les protections antibruit à réaliser à travers l'agglomération de Bettembourg (murs antibruit et absorbeurs de rail). Considérant la complexité du projet de la nouvelle ligne ferroviaire intégrant un grand nombre de phases de travaux, la réalisation des mesures antibruit à Bettembourg est programmée à l'horizon 2020.

Après la relance du projet de reconstruction (mise en conformité) de l'arrêt de Berchem, il est possible d'envisager d'intégrer à ce projet la mise en œuvre des mesures antibruit à travers la commune de Berchem et éventuellement étendre ces travaux aux communes de Fennange et Noertzange, tout en sachant que si l'on considère la globalité de ce projet, les mesures antibruit de ces trois sites devront certainement faire l'objet d'une nouvelle motion à faire approuver par la Chambre des Députés. Des travaux sur site ne sont pas planifiés avant 2020. Il faut aussi rappeler que ces trois sites n'ont pas la même priorité d'un point de vue du bénéfice acoustique par rapport au nombre d'habitants que les sites de Schifflange ou de Bettembourg (donnée extraite du plan d'action de 2010).

Finalement, toutes les mesures antibruit nécessaires et possibles sont planifiées selon le plan d'action en vigueur depuis 2010 tout en tenant compte des budgets alloués, des autres projets ferroviaires déjà planifiés et pouvant présenter une symbiose avantageuse d'un point de vue technique et économique pour le budget du Fonds du rail, ainsi que l'effectif disponible pour la réalisation de l'ensemble des projets.

Question 0863 (28.01.2015) de **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*) concernant la réforme de l'assurance dépendance:

Le bilan de l'assurance dépendance, établi en 2013, a clairement souligné la nécessité d'une réforme structurelle du système actuel. Lors d'un débat de consultation ayant eu lieu en juillet 2014, Monsieur le Ministre a posé à la Chambre des Députés un certain nombre de questions essentielles relatives à la réforme envisagée. Lors de son discours, il a par ailleurs informé les députés qu'un groupe de travail interne aurait pour mission de tirer un bilan sur le fonctionnement du système en vigueur depuis 15 ans et d'analyser la législation actuelle afin de pouvoir entamer la mise en œuvre de la réforme en bonne et due forme.

Dans cet ordre d'idées, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Quels sont les acteurs internes qui ont été impliqués dans les missions du groupe de travail en question et quelles sont les conclusions que ce groupe peut d'ores et déjà tirer, notamment quant à une éventuelle adaptation des principes fondamentaux qui sont à la base de notre système d'assurance dépendance de haute qualité?

2. Est-ce que des acteurs externes, tels que la Confédération des prestataires et ententes dans les domaines de la prévention, de l'aide et des soins aux personnes dépendantes (COPAS) ainsi que les partenaires sociaux représentant les intérêts du personnel concerné sont également impliqués dans l'élaboration de la réforme et quelle est, le cas échéant, leur attitude générale face à la réforme?

3. Quels sont les moyens que Monsieur le Ministre entend mettre en place afin d'assurer une plus grande transparence au niveau des mesures de soutien et d'aide afin de prévenir d'éventuels abus dans ce domaine hautement sensible?

4. Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les délais de finalisation de la réforme et notamment de sa mise en œuvre?

Réponse (03.03.2015) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

1. Les acteurs internes impliqués

En réponse à la première question, il y a lieu de relever que les travaux relatifs à la réforme de



l'assurance dépendance sont suivis par un comité de coordination, composé de représentants du Ministère de la Sécurité sociale, de l'Inspection générale de la sécurité sociale, de la Cellule d'évaluation et d'orientation et de la Caisse Nationale de Santé. En vue de faciliter la coopération entre les départements ministériels, des représentants des départements de la Famille et de la Santé ont été adjoints au comité de coordination.

Ce comité est chapeauté par un comité de pilotage présidé par le Ministre de la Sécurité sociale et regroupe un représentant du Ministère de la Sécurité sociale, de l'Inspection générale de la sécurité sociale, de la Cellule d'évaluation et d'orientation et de la Caisse Nationale de Santé. Les décisions dans le cadre de la réforme sont prises par ce comité de pilotage.

Des groupes de travail, auxquels des missions concrètes ont été assignées, étudient actuellement les divers sujets en vue de proposer une réforme de l'assurance dépendance permettant de garantir des aides et soins de qualité aux bénéficiaires, tout en maîtrisant les coûts pour assurer la viabilité du système pour les générations futures.

Ces travaux sont guidés par une réaffirmation des principes qui avaient déjà guidé les rédacteurs de la loi du 19 juin 1998 relative à l'assurance dépendance.

Le programme gouvernemental de 2013 prévoit une révision de l'actuel processus d'évaluation et de détermination de la dépendance par la Cellule d'évaluation et d'orientation, devant permettre notamment un regroupement et une forfaitisation des actes de l'assurance dépendance. Une telle approche permettrait d'assurer une plus grande flexibilité dans la fourniture des aides et soins et une simplification des procédures.

Constatant les limites de l'actuel outil d'évaluation et de détermination de la dépendance utilisé par la Cellule d'évaluation et d'orientation, le comité de pilotage a décidé d'acquiescer ou d'exploiter un nouveau programme informatique permettant de supporter un outil qui soit scientifiquement validé.

Les travaux relatifs au regroupement et à la forfaitisation des actes constituent l'élément principal de la réforme, les décisions à prendre dans ce domaine ayant un impact sur toutes les autres mesures envisagées.

Ces autres mesures concernent notamment la qualité des aides et soins et le contrôle de celle-ci, le rôle de l'aidant dans la fourniture des aides et soins en cas de maintien à domicile, les activités de soutien et de conseil, la prise en charge des tâches domestiques, la documentation des aides et soins et les échanges transparents d'informations et la coordination entre les acteurs.

2. La collaboration avec les acteurs externes

Il tient à cœur au Ministre de la Sécurité sociale, comme à son prédécesseur, de consulter toutes les parties concernées par la réforme de l'assurance dépendance, dès le début des travaux de conception.

Ainsi, en 2012, la fédération COPAS a présenté une série de réflexions au sujet de la réforme de la législation sur l'assurance dépendance annoncée par le Gouvernement en place.

Suite à la présentation du bilan sur le fonctionnement et la viabilité financière de l'assurance dépendance, une entrevue présidée par Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale en fonction à cette époque, avait eu lieu au mois de juillet 2013 entre les représentants du département de la Sécurité sociale et la COPAS. En conséquence, la COPAS a complété sa prise de position en mars 2014.

Les idées évoquées dans ces deux documents ont été discutées avec une délégation du conseil d'administration de la COPAS lors d'une réunion commune organisée en mars 2014.

En juillet 2014, l'avis des députés a été pris lors d'un débat de consultation à la Chambre des Députés. Les résultats des discussions menées lors de ce débat sont pris en compte dans les analyses du comité de coordination précité.

Dans un souci d'impliquer tous les acteurs concernés, une réunion a été organisée le 10 novembre 2014 entre les membres du comité de coordination précité et les délégués d'organisations représentant tant les prestataires d'aides et de soins (COPAS, Association Nationale des Infirmiers et Infirmières Luxembourgeois ANIL, Association Luxembourgeoise des Aides-Soignants ALAS) que les ayants droits («Patient

Vertriedung», Conseil supérieur des personnes âgées CSPA).

Les acteurs concernés apprécient d'être associés aux travaux de la réforme de l'assurance dépendance, conscients que des mesures doivent être prises pour assurer la viabilité financière d'un système offrant des prestations de qualité.

3. Transparence des mesures de soutien

Les mesures de soutien constituent l'un des sujets d'analyse du comité de coordination de la réforme de l'assurance dépendance et de ses groupes de travail. Les concepts envisagés doivent être mis en parallèle avec les concepts retenus au niveau international et compris dans l'outil d'évaluation et de détermination de la dépendance qui sera choisi pour jouir d'une reconnaissance scientifique.

Ces analyses, comme toutes les autres, sont guidées par le souci de pouvoir assurer, dans le cadre de l'assurance dépendance, la prise en charge des aides et soins requis aussi bien pour les ayants droits actuels que pour la génération future.

4. Délais de finalisation

Compte tenu de l'envergure des travaux et études à réaliser, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre d'un nouvel outil pour l'évaluation et la détermination de la dépendance, le regroupement et la forfaitisation des actes tout en conservant une certaine individualité des aides requises par les bénéficiaires et les adaptations informatiques importantes à réaliser au niveau des différents départements de la sécurité sociale, le dépôt du projet de loi à la Chambre des Députés n'est envisageable qu'en automne 2015. La réforme en projet pourrait entrer en vigueur au 1^{er} janvier 2017.

Question 0864 (29.01.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant les **décisions fiscales anticipées des autorités étrangères**:

D'après un article paru sur tageblatt.lu, un accord en matière d'échange d'informations relatives aux décisions fiscales anticipées aurait récemment été trouvé entre les autorités luxembourgeoises et les autorités belges.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quelle est la base (légale) qui règle l'échange d'informations en cette matière?

- Quel est le contenu exact de l'accord trouvé avec les autorités belges?

- Des accords similaires ont-ils été conclus/sont-ils en voie d'élaboration avec d'autres pays de l'UE et/ou en dehors?

- Au vu des décisions fiscales anticipées accordées par les autorités étrangères aux entreprises luxembourgeoises, le Ministre pourrait-il nous informer du déchet fiscal qui en résulte pour le Luxembourg?

Réponse (02.03.2015) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

L'échange d'informations relatif aux décisions anticipées entre les autorités fiscales luxembourgeoises et belges se base sur la directive 2011/16/UE du Conseil du 15 février 2011 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal, transposée en droit interne luxembourgeois par la loi du 29 mars 2013 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal.

En date du 5 février 2015, les Gouvernements luxembourgeois et belge ont convenu, à l'intérieur du cadre juridique actuel de l'échange d'informations sur demande, d'échanger des renseignements relatifs aux décisions anticipées impliquant leurs contribuables respectifs et vraisemblablement pertinents pour l'autre État.

Des pourparlers entre le Luxembourg et la France sont actuellement en cours afin de définir exactement les modalités du traitement de la demande d'assistance transmise par les autorités compétentes françaises à l'autorité compétente luxembourgeoise en décembre 2014.

En ce qui concerne le déchet fiscal éventuel en rapport avec des décisions anticipées accordées par les autorités étrangères aux entreprises luxembourgeoises, il importe de préciser qu'une décision anticipée n'est que la confirmation écrite des dispositions incluses dans la loi. Pour cette raison, une relation directe entre l'émission d'une décision anticipée et un éventuel déchet fiscal ne peut être trouvée.

Question 0865 (29.01.2015) de **M. Gilles Baum** (DP) concernant le **nombre de communes permettant la célébration d'un mariage civil les samedis**:

Selon l'article 165 du Code civil, «le mariage sera célébré publiquement devant l'officier de l'état civil de la commune et dans la commune où l'un des époux aura son domicile ou sa résidence à la date de la publication prévue par l'article 63. et, en cas de dispense de publication, à la date de la célébration». La date de la célébration du mariage est en principe fixée par l'officier de l'état civil de la commune de sorte qu'une partie des mariages civils célébrés au Luxembourg ne peuvent avoir lieu que les jours ouvrables.

Voilà pourquoi je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre dispose-t-il du nombre de communes qui offrent la possibilité de procéder au mariage civil les samedis?

- Monsieur le Ministre juge-t-il opportun le fait qu'un grand nombre de communes se limite aux jours ouvrables quant aux dates de célébration du mariage offertes aux futurs époux?

Réponse (04.03.2015) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

Le Ministère de l'Intérieur ne dispose pas de statistiques renseignant sur le nombre de communes offrant la possibilité de célébrer le mariage civil les samedis.

Suivant les dispositions de l'article 75 du Code civil, le jour de la célébration du mariage est désigné par les parties, implicitement en accord avec l'officier de l'état civil de la commune. Le Ministre de l'Intérieur ne peut se prononcer sur l'opportunité d'une telle décision, émanant notamment des autorités communales et ce conformément au respect du principe de l'autonomie communale.

Il est à préciser que dans certaines communes la célébration de mariages civils se fait les samedis, dimanches, voire les jours fériés.

Question 0866 (29.01.2015) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marco Schank** (CSV) concernant les **cartes des zones inondables** et les **cartes des risques d'inondation**:

En date du 17 septembre 2014, Madame la Ministre a présenté des cartes des zones inondables et des cartes des risques à la Commission de l'Environnement. Au cours de cette réunion, Madame la Ministre a précisé que ces cartes permettront désormais une extension, sous certaines conditions, du périmètre de construction. Cette annonce constitue une véritable nouvelle parce que jusqu'à présent toute construction dans une zone inondable est interdite.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Quelles sont les raisons qui ont amené le Gouvernement à étendre le périmètre de construction dans des zones inondables respectivement dans des zones à risque d'inondation?

- Quelles sont les conditions qui rendent désormais possible la construction dans une zone inondable?

- Est-ce que des mesures écologiques compensatoires doivent être réalisées en cas de construction dans une zone inondable et, le cas échéant, lesquelles?

- Madame la Ministre peut-elle nous dire combien de hectares de terrain peuvent être viabilisés par cette extension du périmètre de construction?

Réponse (03.03.2015) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

Les annonces relatives aux constructions dans les zones inondables faites par la Ministre de l'Environnement en date du 17 septembre 2014 à la Commission de l'Environnement de la Chambre des Députés ne constituent pas une nouvelle approche, mais se basent sur les dispositions concernant la gestion des risques d'inondation de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau et de la directive 2007/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation.

Les cartes de zones inondables («Hochwassergefahrenkarten») indiquent les zones géographiques susceptibles d'être inondées et ont été établies conformément aux dispositions du règlement grand-ducal du 30 décembre 2010

concernant les aspects techniques du programme directeur de gestion des risques d'inondation pour trois scénarios différents, en l'occurrence des crues de faible probabilité (scénarios d'événements extrêmes), des crues de probabilité moyenne (période de retour probable de 100 ans) et des crues de forte probabilité (période de retour de dix ans), et montrent, pour ces trois scénarios les hauteurs d'eau et l'étendue de la crue. Les cartes des risques d'inondation («Hochwasserrisikokarten») renseignent pour les mêmes scénarios sur les conséquences négatives potentielles associées aux inondations et comportent une évaluation des dommages que peuvent encourir les personnes, les biens et l'environnement. La publication des cartes de zones inondables et des cartes des risques d'inondation par voie de règlement grand-ducal est imminente. Conformément aux dispositions de l'article 38 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 précitée, les relevés cartographiques susmentionnés font partie intégrante en tant que zone superposée des plans d'aménagement généraux des communes, des plans d'occupation du sol, des plans d'aménagement particuliers et des plans directeurs ainsi que de l'étude préparatoire à présenter lors de l'élaboration ou de la mise à jour d'un plan d'aménagement général.

Les conditions relatives aux constructions dans les zones inondables et à la désignation d'une nouvelle zone urbanisée ou destinée à être urbanisée à l'intérieur des zones inondables sont établies par l'article 39 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 précitée. De façon transitoire, les règlements grand-ducaux pris en application de la loi modifiée du 21 mai 1999 concernant l'aménagement du territoire déclarant obligatoire la partie du plan d'aménagement partiel «zones inondables et zones de rétention» pour le territoire des communes confrontées à l'aléa d'inondation sont restés en vigueur conformément aux dispositions de l'article 71 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 précitée, leur abrogation étant imminente.

Ainsi une construction nouvelle dans une zone inondable fixée par la cartographie susmentionnée est soumise à l'autorisation du ministre ayant la gestion de l'eau dans ses attributions dans la mesure où elle ne fait que combler une lacune dans le tissu construit existant et à condition que toutes les mesures appropriées soient prises pour compenser la perte de volume de rétention ou pour prévenir les dommages pour les personnes, les biens ou l'environnement.

Une nouvelle zone urbanisée ou destinée à être urbanisée peut être désignée ou une zone urbanisée ou destinée à être urbanisée existante peut être agrandie ou changée d'affectation à l'intérieur des zones inondables susmentionnées, si le volume de rétention perdu peut être compensé et s'il n'en résulte aucune augmentation du risque de dommages pour les personnes, les biens ou l'environnement liés à des inondations, ni à l'intérieur de la zone en question, ni dans des zones inondables situées en amont ou en aval. Ces mesures sont également soumises à une autorisation du ministre ayant la gestion de l'eau dans ses attributions.

Étant donné que la désignation de zones urbanisées ou destinées à être urbanisées relève de la compétence et de l'autonomie des autorités communales, il n'est pas possible d'en évaluer la superficie. À titre d'exemple, il y a lieu de noter que les projets d'urbanisation planifiés au niveau de la «Nordstad» ne sont possibles que sur base des dispositions prémentionnées.

Question 0867 (30.01.2015) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant le **«roaming»**:

D'après un article paru sur latribune.fr, le Conseil européen souhaiterait reporter de trois ans la fin des frais d'itinérance facturés par les opérateurs mobiles, alors qu'il a été prévu de supprimer ces frais d'ici la fin de l'année.

Étant donné que, toujours d'après l'article précité, cette décision sera très probablement entérinée lors du Conseil européen de la semaine prochaine, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

- Il semble que le Gouvernement luxembourgeois ait donné son accord à la proposition lettonne de reporter la fin du «roaming» de trois ans, voire sa proposition de créer un quota de communications au tarif local. Le Ministre peut-il confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons ayant amené le Gouvernement luxembourgeois à soutenir cette position, alors que celle-ci est préjudiciable pour les consommateurs européens et luxembourgeois?



Réponse (02.03.2015) de **M. Xavier Bettel**,
Ministre des Communications et des Médias:

Monsieur le Député fait référence à une proposition législative soumise par la Commission européenne en septembre 2013 qui visait, entre autres, à encourager les opérateurs à renoncer aux surcharges pour les communications en itinérance à partir de juillet 2016. Dans la procédure législative qui suit une telle proposition, le Parlement européen a pris position en avril 2014 en proposant l'abolition des surcharges d'itinérance sur tous les appels, SMS et transfert de données (Internet) à partir du 15 décembre 2015, sous réserve toutefois de certaines limites. Le Conseil de l'Union européenne est de son côté en train de finaliser sa position de façon à lui permettre d'entrer en négociation avec le Parlement européen, dans le but d'arriver à un accord entre les deux colégislateurs. Ceci dit, la suppression à terme des frais d'itinérance reste l'objectif déclaré des trois institutions européennes, ce qui est fortement soutenu par le Gouvernement luxembourgeois.

L'abolition des frais d'itinérance signifie un alignement des coûts des communications européennes sur les tarifs nationaux (appelé «roam like at home»). Or, l'ORECE, l'organe des régulateurs des États membres, souligne dans son rapport de décembre 2014 que l'itinérance comporte des coûts et qu'in fine une des parties prenantes au dispositif devra supporter ces coûts.

Les personnes en déplacement utilisent le réseau du pays visité, mais ils ont leur abonnement auprès d'un opérateur de leur pays de résidence. Ce dernier devra alors indemniser l'opérateur du réseau utilisé par son client dans le pays visité. En raison du déséquilibre des déplacements en Europe (certains États membres sont des destinations touristiques typiques, d'autres moins), ces versements entre opérateurs ne se compensent pas. Les opérateurs des pays les plus visités sont bénéficiaires nets de ces paiements, mais ils doivent aussi investir dans leurs réseaux pour que ceux-ci ne soient pas congestionnés par le trafic accru pendant la saison touristique. Les opérateurs des autres États membres devront donc leur payer une compensation quand leurs clients se déplacent. Si on applique le «roam like at home», ils ne pourront plus récupérer ces coûts auprès de l'abonné. Ils subiront donc une perte sur les communications de leurs clients en voyage dans l'Union européenne, et ils chercheront à compenser cette perte par une hausse des tarifs nationaux. Pour cette raison le Conseil, et le Luxembourg également, s'inquiète de ce qu'une démarche trop brusque ne s'accompagne d'une hausse des prix nationaux qui porterait finalement préjudice aux consommateurs. De surcroît, les consommateurs qui ne voyagent jamais, ou peu, en dehors de leur pays, seraient doublement pénalisés puisqu'ils seraient amenés à payer - via la hausse du prix de leur abonnement national - pour les communications de ceux qui peuvent se permettre de passer leurs vacances à l'étranger.

Pour éviter cet effet non désiré de l'abolition des frais de «roaming», la Présidence lettone propose de réduire encore une fois très fortement les frais d'itinérance, mais d'atténuer, dans une première phase, l'approche «roam like at home» par le maintien d'une surcharge minimale qui permettrait aux opérateurs de récupérer leurs coûts, tout en mettant définitivement fin aux profits excessifs retirés du «roaming». En même temps, chaque utilisateur pourrait bénéficier d'un quota fixe mais limité d'appels, de SMS et de données sans surcharge. Ces propositions sont toujours en négociation.

Le Gouvernement considère qu'une telle approche plus progressive - sans pourtant renoncer à l'objectif ultime qui reste l'abolition des frais d'itinérance - évitera des effets contre-productifs d'une abolition trop radicale, aux dépens des consommateurs.

Question 0868 (30.01.2015) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** (CSV) concernant les **services de taxis:**

Les services de taxis ont récemment fait la une des journaux. Alors que d'un côté les exploitants se plaignent de ne pas avoir voix au chapitre, les chauffeurs de taxis ne sont pas tous satisfaits de leurs conditions de travail.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

- Combien d'exploitants de services de taxis sont actuellement enregistrés auprès des autorités publiques luxembourgeoises?

- Messieurs les Ministres ont-ils connaissance de «plaintes» formulées à l'encontre des exploitants de services de taxis par les chauffeurs pour non-respect des dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles en matière de droit du travail? Combien de dossiers sont actuellement pendants devant l'Inspection du travail et des mines (ITM)?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils m'indiquer combien de contrôles l'ITM a réalisés au cours des dernières années dans le secteur des taxis? Quels ont été les résultats de ces contrôles?

- Messieurs les Ministres sont-ils en mesure de m'informer si la commission paritaire des contrats, instituée par la convention collective des chauffeurs de taxis déclarée d'obligation générale, a pris des décisions interprétatives en la matière? Si oui, lesquelles?

Réponse commune (10.03.2015) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'interroge sur la réforme des services de taxis.

En ce qui concerne la première question relative au nombre exact d'exploitants de taxis enregistrés au Luxembourg, l'on précise tout d'abord qu'à l'heure actuelle, le régime légal des taxis relève de la compétence communale à l'exception de l'Aéroport de Luxembourg. Par conséquent, il n'existe pas de données centralisées en matière d'exploitants de taxis enregistrés auprès des autorités étatiques. Cependant, les derniers chiffres disponibles se rapportant à l'année 2013 de la part de la Chambre des Métiers indiquent un total de 224 exploitants de services de taxis.

En ce qui concerne la question sur les plaintes reçues et les contrôles effectués les dernières années par l'Inspection du travail et des mines, l'on précise qu'il y a eu entre 2012 et 2015 97 saisines de l'ITM par des salariés-chauffeurs de taxis qui ont donné lieu:

- au titre de la mission de conseil à 56 interventions;

- au titre des contrôles à 28 interventions sur des contestations salariales;

- à sept interventions pour non-respect de la convention collective d'obligation générale pour chauffeurs de taxis dont une pour non-application de la convention;

- à deux contrôles pour travail illégal dont un au titre de l'emploi illégal de ressortissants de pays tiers.

Pour les contestations salariales deux cas sont pendants devant le Tribunal du travail, une autre intervention ayant abouti aux paiements des sommes rédues. Une intervention a été entreprise dans le cadre d'un licenciement, mais le salarié a dû en fin de compte se pourvoir devant le Tribunal du travail.

Dans le cadre des contrôles du respect de la convention collective des chauffeurs de taxis, certaines irrégularités ont été relevées en particulier dans l'application de l'article 15 concernant le salaire minimum et le salaire effectif lié aux recettes du chauffeur, de l'article 17 concernant les feuilles de contrôle et l'obligation d'annexer le rapport mensuel des courses à la fiche de salaire ainsi que de l'article 18 relatif à la fiche de salaire elle-même.

Actuellement, une réclamation de 2015 est en cours de traitement.

Enfin, en ce qui concerne la question relative aux décisions interprétatives de la commission paritaire instituée par la convention collective pour chauffeurs de taxis, l'Inspection du travail et des mines n'a pas eu communications ou informations par les partenaires sociaux ou par les membres de la commission elle-même d'une quelconque décision interprétative intervenue à ce jour.

Question 0869 (30.01.2015) de **M. Gilles Roth** (CSV) concernant le **passage à niveau de la ligne ferroviaire Luxembourg-Kleinbettingen à Capellen:**

Il s'avère que récemment le délai d'attente devant le passage à niveau de la ligne ferroviaire Luxembourg-Kleinbettingen à Capellen s'est fortement allongé. Cela a pour conséquence des files de plusieurs centaines de mètres, surtout lors des heures de pointe.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer cet état des choses?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons à la base de ce temps d'attente prolongé?

- Par quels moyens le Gouvernement entend-il y remédier?

Réponse (09.03.2015) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°0869 du 30 janvier 2015 l'honorable Député Gilles Roth souhaite s'informer sur le délai d'attente devant le passage à niveau n°81b situé sur la ligne ferroviaire Luxembourg-Kleinbettingen à Capellen.

Dans le cadre du projet Eurocap-Rail, les nouvelles installations de contrôle-commande, de signalisation et de télécommunication de la ligne Luxembourg-Kleinbettingen ont été mises en service en date du 30 novembre 2014. La modernisation de ces installations sert essentiellement à optimiser les circulations ferroviaires sur cette ligne.

En ce qui concerne le délai d'attente devant le passage à niveau en question, des analyses des temps de fermeture ont été effectuées et il en résulte que:

- Le temps de fermeture moyen du passage à niveau se situe à environ trois minutes et 20 secondes.

- À l'heure de pointe, le matin entre 07.30 heures et 08.30 heures, le passage est fermé au total pendant environ 30 minutes.

- Les temps de fermeture varient entre une minute 50 secondes et sept minutes. Ils dépendent de la vitesse et du sens de circulation des trains, ainsi que du fait que lors de la desserte de l'arrêt de Capellen par les trains en provenance de Kleinbettingen le temps d'arrêt a un impact sur le temps de fermeture du passage. Lors du croisement de trains entre Mamer et Kleinbettingen et en fonction de la cadence des trains, le temps de fermeture peut se rallonger dans des cas rares jusqu'à sept minutes.

Afin de remédier à cette situation et en considérant que le trafic routier ne semble pas diminuer à court terme sur cette route (CR103), l'idée de la suppression du passage à niveau et la mise en place d'un ouvrage de substitution adéquat devra être analysée.

Question 0870 (30.01.2015) de **MM. Justin Turpel** et **Serge Urbany** (*déi Lénk*) concernant les **priorités de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne au deuxième semestre 2015:**

De juillet à décembre 2015, le Luxembourg assurera pour la douzième fois la Présidence tournante du Conseil de l'Union européenne. Assurer la Présidence du Conseil de l'UE signifie, entre autres, de planifier et de présider les sessions du Conseil des Ministres et une série de réunions de ses instances préparatoires. En plus, la Présidence tournante représente le Conseil de l'UE dans ses relations avec les autres institutions européennes, notamment avec la Commission européenne et le Parlement européen et elle s'occupe de la mise en œuvre de ces rapports avec d'autres institutions de l'UE. La Présidence veille au déroulement harmonieux du processus législatif ainsi qu'à une bonne coopération entre les États membres.

Depuis l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne en 2009, les pays assurant la Présidence, par groupes de trois, coopèrent de manière renforcée. Ce trio définit ses tâches sur le long terme et élabore le programme commun pour les 18 mois à venir. Ainsi, les priorités de l'actuelle troika (Italie, Lettonie et Luxembourg) qui préside au processus législatif de l'UE du 1^{er} juillet 2014 au 31 décembre 2015, ont été fixées le 17 juin 2014 dans le document du Conseil 10948/1/14.

Nonobstant, chaque Présidence fixe ses propres priorités et son programme semestriel, qu'il présente au Parlement européen. Le programme de la Présidence luxembourgeoise du Conseil sera ainsi présenté au début du mois de juillet 2015.

Dans ce contexte, nous aimerions savoir de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Quelles sont les priorités que le Gouvernement a l'intention de proposer pour la Présidence du Conseil de l'UE pendant le deuxième semestre 2015?

2. Le Gouvernement est-il d'accord de présenter ses vues de ces priorités dans toutes les commissions parlementaires concernées?

3. Le Gouvernement est-il d'accord pour mener un débat de consultation au sein de la

Chambre des Députés sur les priorités de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'UE?

4. Le Gouvernement est-il d'accord pour consulter les organisations de la société civile sur les priorités de la Présidence? Dans l'affirmative, sous quelle forme et dans quels délais une telle consultation pourrait avoir lieu?

5. De quelle façon les citoyens peuvent-ils contribuer par leurs idées et actions à l'élaboration des priorités, de même qu'à la préparation et au déroulement de la Présidence?

6. En vue de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne, le Gouvernement a annoncé la mise en ligne d'un site Internet spécifique à l'adresse www.eu2015lu.eu. À partir de quand ce site sera accessible et quel sera son contenu (structure)?

7. Sachant que les préparatifs ainsi qu'un certain nombre d'embauches ont déjà été effectués, quel est le budget global que le Gouvernement entend consacrer à la préparation et au déroulement de la Présidence? Comment ce budget est-il ventilé?

Réponse (03.03.2015) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes:*

Ad 1. Le programme de la future Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne, qui comprend les priorités luxembourgeoises, est actuellement en cours d'élaboration. Comme il est de coutume, ledit programme sera présenté au niveau européen à partir du 1^{er} juillet 2015. Les priorités de la Présidence luxembourgeoise seront définies, dans leurs grandes lignes, en tenant compte de quatre documents clés, à savoir:

- le Programme stratégique pour l'Union à l'ère du changement, approuvé par le Conseil européen en juin 2014;

- le programme de Monsieur Jean-Claude Juncker, Président de la Commission européenne («Un nouvel élan pour l'Europe: mon programme pour l'emploi, la croissance, l'équité et le changement démocratique»);

- le programme annuel de travail de la Commission européenne;

- le programme du trio des Présidences italienne, lettone et luxembourgeoise de l'UE.

Ad 2. Le Gouvernement est disposé à présenter un aperçu de l'état des préparatifs du programme de la future Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'UE à la Chambre des Députés, en cas de souhait exprimé par celle-ci. Il appartient à la Chambre des Députés de déterminer dans quel cadre une telle présentation pourrait avoir lieu. Un état des lieux des travaux préparatoires de la Présidence luxembourgeoise a d'ailleurs été fourni au début de l'année à la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration à l'occasion de la présentation du rapport annuel sur la politique européenne.

Ad 3. Le Gouvernement est également disposé, en cas de souhait exprimé par la Chambre des Députés, à participer à un débat à la Chambre sur les futures priorités de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'UE. Ce sujet a déjà été évoqué à la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

Ad 4. Le Ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE) assure la coordination de la politique européenne du Luxembourg à travers le Comité de coordination de la politique européenne (CICPE). À ce titre, le MAEE est régulièrement destinataire de prises de positions d'organisations de la société civile luxembourgeoise qui sont prises en considération dans le processus décisionnel interne. Le Ministère accueille également des organisations de la société civile pour recueillir leurs vues et participe également à des forums de discussions publiques sur les grands dossiers européens afin d'y expliquer l'action et la politique du Gouvernement en matière européenne. Il est également renvoyé dans ce contexte au site Internet europaforum.lu, qui constitue une plateforme d'information, de dialogue et de discussion sur le Luxembourg et l'Europe.

Un processus de consultation formel de la société civile au niveau national dans le cadre de la préparation des priorités de la Présidence luxembourgeoise de l'UE n'est actuellement pas prévu. Il convient de noter qu'au niveau européen, la Commission européenne organise régulièrement des consultations publiques afin de permettre aux différentes parties prenantes



de participer activement à l'élaboration des politiques de l'Union européenne. Ces consultations sont organisées tout au long du processus législatif - de la formulation des politiques à l'adoption définitive d'un acte par le législateur et à sa mise en œuvre, en passant par la présentation des propositions de la Commission.

Ad 5. Voir supra.

Ad 6. En vue de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne, un site Internet spécifique sera accessible à l'adresse suivante: www.eu2015lu.eu. On y trouvera notamment les principaux événements de la Présidence. Ce site multilingue, qui sera le principal vecteur d'information et de communication de la Présidence luxembourgeoise, sera accessible dans sa version finale vers le milieu du mois de juin 2015. Le site sera structuré selon un schéma traditionnel recommandé par le Conseil de l'Union européenne. La structure de ce site se présentera comme suit:

- 1. La Présidence

• 1. À propos de la Présidence

1. Qu'est-ce que la Présidence du Conseil ?; 2. Programme et priorités; 3. Qui est qui; 4. Le logo de la Présidence; 5. Lieux des réunions; 6. Programme culturel; 7. Sponsors; 8. Présidences précédentes

• 2. À propos de l'UE

1. Les institutions et organes de l'UE; 2. Les Groupes de Travail du Conseil; 3. Démocratie et prise de décision au sein de l'UE; 4. Financement de l'UE; 5. L'initiative citoyenne européenne; 6. Comprendre le jargon européen; 7. Dates charnières de l'UE

• 3. Les domaines d'action de l'UE

1. Affaires générales; 2. Affaires étrangères; 3. Affaires économiques et financières; 4. Justice et affaires intérieures; 5. Emploi, politique sociale, santé et consommateurs; 6. Compétitivité; 7. Transports, télécommunications et énergie; 8. Agriculture et pêche; 9. Environnement; 10. Éducation, jeunesse, culture et sport

• 4. Le Luxembourg et l'UE

1. Le Luxembourg et l'Europe au fil du temps; 2. Le Luxembourg, siège des institutions européennes; 3. Les Luxembourgeois dans les institutions européennes; 4. Musée européen Schengen

- 2. À propos du Luxembourg

1. Visiter le Luxembourg - Conseils pratiques (en synergie avec www.luxembourg.lu); 2. Se déplacer au Luxembourg; 3. Le Luxembourg en bref; 4. Le Luxembourg politique; 5. L'économie luxembourgeoise; 6. Géographie et population

- 3. Actualités

1. Articles d'actualité; 2. Communiqués; 3. Discours; 4. Interviews; 5. Ordres du jour; 6. Notes de fond; 7. Conclusions du Conseil

- 4. Calendrier/Agenda

- 5. Espace presse

1. Accréditation; 2. Informations aux médias; 3. Contacts; 4. Galerie photo; 5. Galerie vidéo; 6. «News widget» (éventuellement); 7. Centre de presse

La tâche du site est d'expliquer les enjeux d'une question à laquelle la Présidence est confrontée et de narrer les événements qui y sont liés. Il mettra en avant la fonction de législateur et de colégislateur du Conseil et de la Présidence, qui est depuis l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne plus que jamais en charge de trouver les compromis nécessaires au sein du Conseil et avec le Parlement européen.

Ad 7. Le budget total estimé de la Présidence s'élève à 93 millions d'euros pour la période 2014-2016.

Le budget Présidence 2015 voté par la Chambre des Députés le 18 décembre dernier s'élève à 71 millions d'euros, dont 61,5 millions d'euros sont gérés par le Ministère des Affaires étrangères et européennes. La différence de 9,5 millions d'euros est constituée par le budget Présidence alloué à la Police grand-ducale ainsi qu'à l'Administration des bâtiments publics, les deux seules autres administrations qui disposent d'un budget spécifique Présidence à côté du Ministère des Affaires étrangères et européennes.

Le budget Présidence 2015 de 61,5 millions d'euros du Ministère des Affaires étrangères et européennes est constitué de quatre articles

budgétaires, à savoir les frais de personnel (20,9 millions d'euros); les frais de route et de séjour à l'étranger (quatre millions d'euros); les frais de matériel, de réunion et de réception (36,5 millions d'euros) ainsi que les dépenses en capital (ordinateurs, machines de bureau, mobilier: 100.000 euros).

Question 0871 (02.02.2015) de **M. Justin Turpel** (*déi Lénk*) concernant la **protection des données à caractère personnel sur Facebook**:

Ab 1. Februar 2015 ändert Facebook seine Allgemeinen Geschäftsbedingungen (AGB), um die Daten, Bilder, Nachrichten, Kontakte, Verknüpfungen, Neigungen und Vorzüge der Nutzer dieses Netzwerkes für kommerzielle Zwecke, unter anderem für gezielte Werbung, zu nutzen. Den Nutzern dieses Netzwerkes bleibt nur die Option, die neuen AGB zu akzeptieren oder das Netzwerk zu verlassen. Sogar beim Verlassen ist nicht abgesichert, dass der Benutzer alle gespeicherten Daten und Verbindungen ausgehändigt bekommt und/oder löschen lassen kann. Facebook ist nicht ein marginales Netzwerk, sondern hat in diesem Bereich den Stellenwert eines Quasimonopolisten, der sich dementsprechend verantwortlich verhalten müsste.

Bei einer Anhörung im Rechtsausschuss des Bundestages vorgestern, am 29. Januar, wurde bekannt, dass die neuen AGB von Facebook auf jeden Fall gegen deutsches Recht verstoßen.

In diesem Zusammenhang möchte ich dem für Datenschutz zuständigen Staatsminister und dem Justizminister folgende Fragen stellen:

1. Entsprechen die AGB von Facebook, so wie sie ab 1. Februar gelten, dem Luxemburger Recht, insbesondere in Bezug auf den Schutz der Daten und der Privatsphäre?

2. Entsprechen die AGB von Facebook, so wie sie ab 1. Februar gelten, dem europäischen Recht, insbesondere in Bezug auf den Schutz der Daten und der Privatsphäre?

3. Kann eine Einverständniserklärung, wie sie Facebook von seinen Nutzern verlangt, allgemeingeltende rechtliche Bestimmungen außer Kraft setzen?

4. Welches ist die Meinung der Datenschutzkommission zu diesen drei Fragen?

5. Im Falle von Widersprüchen zum Luxemburger oder zu europäischem Recht, was gedenkt die Regierung respektive die Datenschutzkommission zu tun?

6. Falls formale Vereinbarkeit zu Luxemburger oder zu europäischem Recht bestehen sollte, was gedenkt die Regierung zu tun, um bestehendes Recht an die Notwendigkeit eines wirklichen Datenschutzes und Schutzes der Privatsphäre anzupassen?

7. Ist es möglich, in Erfahrung zu bringen, wie viele Menschen in Luxemburg Facebook benutzen und also von der Veränderung der AGB betroffen sind?

Réponse commune (06.03.2015) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*, et de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias*:

In Luxemburg gibt es keine Facebook-Niederlassung. Facebook hat seinen europäischen Sitz in Irland (Facebook Ireland Ltd.). Der europäische Nutzer, der ein Facebook-Konto eröffnen will, muss demnach die von Facebook Ireland Ltd. festgelegten Nutzungsbestimmungen anerkennen und in die Datenverarbeitung von Facebook Ireland Ltd. einwilligen. Der vom Nutzer abgeschlossene Vertrag mit Facebook Ireland Ltd. unterliegt demnach irischem Recht und der Aufsicht der irischen Datenschutzbehörde („Data Protection Commissioner“).

Das luxemburgische Datenschutzrecht findet also keine Anwendung. Ob die neuen Nutzungsbedingungen von Facebook gegen europäisches Datenschutzrecht verstoßen, kann nur durch den Europäischen Gerichtshof endgültig geklärt werden.

Eine Einverständniserklärung, wie Facebook sie von seinen Nutzern verlangt, darf nicht gegen das irische Datenschutzrecht und allgemeingültiges Recht verstoßen.

Sowohl die luxemburgische Datenschutzbehörde als auch die „Artikel 29 Datenschutzgruppe“ (in welcher alle europäischen Datenschutzbehörden Mitglieder sind) verfolgen die weitere Entwicklung in dieser Angelegenheit. Die Niederlande, Belgien und Deutschland (in denen es im Gegensatz zu Luxemburg Facebook-Niederlassungen gibt und somit diesen Behörden ein Anknüpfungspunkt gegeben ist) haben eine „Task Force“ gegründet, die mit

der Überprüfung der neuen Nutzungsbedingungen von Facebook beauftragt ist, um festzustellen, ob diese Nutzungsbedingungen der europäischen Datenschutzrichtlinie 95/46/EG entsprechen. Diese „Task Force“ wird eng mit der irischen Datenschutzbehörde zusammenarbeiten und der „Artikel 29 Datenschutzgruppe“ Bericht erstatten.

Die Europäische Union arbeitet zurzeit an einer Datenschutzreform, welche als Ziel die Stärkung des Datenschutzes innerhalb der Europäischen Union verfolgt. Da die neuen Regeln in einer Verordnung festgelegt werden, werden diese bei ihrer Annahme verbindlich und unmittelbar in jedem Mitgliedstaat gelten.

Jeder luxemburgische Nutzer, der seine Privatsphäre auf Facebook verletzt sieht, kann zurzeit und auch nach der Reform seine Beschwerde an die luxemburgische Datenschutzbehörde richten. Die CNPD leitet diese Beschwerden dann an die zuständige Stelle, sowohl bei Facebook Ireland Ltd. als auch an die irische Datenschutzbehörde weiter.

Laut der Internetseite „<http://www.internet-worldstats.com/europa.htm>“ wurde die Zahl der in Luxemburg angemeldeten Facebook-Nutzer am 31. Dezember 2012 auf 227.520 festgelegt. Die aktuellen Zahlen kennt nach Ansicht der CNPD nur Facebook selbst.

Question 0872 (02.02.2015) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant la **taxation des voitures de «leasing»**:

La taxation des véhicules donnés en «leasing» est un sujet récurrent qui a de nouveau fait surface à l'approche du festival de l'automobile. Alors que les uns réclament une hausse des impôts à son égard pour des raisons économiques et environnementales, d'autres plaident au moins pour un statu quo.

C'est ainsi que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer si le Gouvernement a l'intention d'augmenter la taxation des voitures de «leasing» dans l'immédiat, voire dans le cadre de la réforme fiscale?

- Le Ministre peut-il nous renseigner sur les impacts positifs et négatifs d'une telle hausse sur l'économie luxembourgeoise et les finances publiques?

Réponse (02.03.2015) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

La détermination de la valeur de l'avantage résultant de la mise à la disposition d'une voiture de «leasing» peut être réalisée de manière forfaitaire, basée sur le prix global d'acquisition du véhicule à l'état neuf, y compris options et TVA, diminué, éventuellement, de la remise accordée à l'acquéreur. Dans le cas d'un contrat de «leasing» ou de location, la même valeur doit être mise en compte. Il en est de même lorsqu'il s'agit d'une voiture d'occasion.

La valeur mensuelle de l'avantage est fixée à 1,5% de la valeur du véhicule neuf telle que décrite ci-dessus.

Si, à l'expiration du contrat de «leasing», le salarié rachète un véhicule de service à un prix de faveur, cet avantage supplémentaire peut éventuellement donner lieu à une imposition supplémentaire. Cet avantage successif à la mise à la disposition du véhicule est cependant plafonné. L'imputation successive au salarié bénéficiaire des deux avantages en nature, à savoir mise à disposition gratuite et rachat à un prix favorable, est limitée au prix d'acquisition global tel que défini ci-dessus, diminué des participations aux frais de la part du salarié reconnues comme déductibles. En cas de dépassement de ce plafond lors du rachat, l'avantage du salarié est à diminuer du montant correspondant.

Le taux de 1,5% de la valeur du véhicule neuf a récemment été confirmé par la circulaire L.I.R. n°104/1 du 20 novembre 2014, et, il n'est pas envisagé de majorer celui-ci dans un futur proche.

Pour cette raison, les impacts positifs et négatifs d'une hausse sur l'économie luxembourgeoise et les finances publiques n'ont pas été examinés.

Question 0873 (03.02.2015) de **Mme Martine Hansen** et **M. Félix Eischen** (CSV) concernant **l'attribution de l'aide financière de l'État pour études supérieures**:

La loi du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures a introduit le nouveau système géré par le Centre

de Documentation et d'Information sur l'Enseignement Supérieur (CEDIES).

De nombreux étudiants font état d'un traitement très tardif de leur demande en vue d'une aide financière de l'État dans le cadre de leurs études supérieures. Cette situation provoque chez certains étudiants de réels problèmes financiers, notamment chez ceux qui ne disposent d'aucune autre source de financement.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes au Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Combien de demandes le CEDIES a-t-il reçu pour le 1^{er} semestre de l'année académique 2014-2015? Parmi ces demandes, combien ont été acceptées et combien ont été refusées?

- Comment Monsieur le Ministre explique-t-il les délais importants alors même que 4,5 postes supplémentaires ont été créés au sein du CEDIES?

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance d'éventuelles complications concernant l'établissement par les administrations étrangères compétentes des documents requis dans le cadre des dispositions anticumul?

- Monsieur le Ministre compte-t-il remédier aux cas de détresse financière dus à une longue attente de l'attribution des bourses et des prêts, sachant que les dossiers ont été remis dans les délais et de manière complète? Dans l'affirmative, de quelle manière?

- De manière générale, comment le Gouvernement envisage-t-il d'optimiser le système d'attribution des aides financières en place?

Réponse (04.03.2015) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

J'ai l'honneur d'apporter les précisions suivantes en réponse à la question parlementaire n°0873 de Madame la Députée Martine Hansen et de Monsieur le Député Félix Eischen.

En ce qui concerne le semestre d'hiver de l'année académique 2014-2015, le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a été saisi de 27.100 dossiers de demande concernant une aide financière, dont 18.400 ont été acceptés et 1.200 ont été refusés. Les 7.500 dossiers restants seront clôturés dès que leur complétude est établie.

Concernant les 4,5 postes supplémentaires mentionnés, il y a lieu de signaler que le CEDIES a déjà eu recours aux services de trois personnes sous contrat intérimaire pour traiter tous les dossiers de l'année académique 2013-2014, ceci suite à la loi du 19 juillet 2013. Ainsi l'augmentation nette des postes pour traiter les dossiers de l'année académique 2014-2015, par rapport à l'année académique précédente, a été seulement de 1,5 équivalents temps plein.

La mise en place d'un nouveau «back office» informatique ainsi que les tests nécessaires en vue de la stabilisation de l'outil informatique au courant du mois d'août 2014 ont occasionné un retard unique d'un mois au niveau du traitement des dossiers dans la mesure où l'administration ne pouvait pas entrer en phase de traitement de dossiers pendant cette période. L'application et l'implémentation d'une nouvelle législation nécessite en outre un temps de rodage pour les agents.

Finalement il faut préciser que le délai de traitement des dossiers de demande est étroitement lié à leur date de dépôt. Ainsi, à titre d'exemple et sans préjudice de la complétude des dossiers, une demande introduite en août 2014 était traitée dix fois plus rapide que celle introduite fin novembre 2014.

En ce qui concerne la complétude des dossiers de demande, notamment ceux des étudiants non résidents, il y a lieu de souligner que les documents requis dans le cadre du dispositif anticumul ainsi que les informations sur le revenu du ménage font le plus souvent défaut. Afin d'améliorer le degré de la qualité des dossiers, le CEDIES informe régulièrement aussi bien les étudiants que les administrations nationales et étrangères sur les exigences de la législation luxembourgeoise en matière d'aide financière pour les études supérieures. En outre il est prévu d'offrir aux étudiants pour la rentrée académique 2015-2016, une introduction électronique du dossier de demande via le Guichet.lu. Cet outil permettra d'informer le requérant, dès la constitution du dossier, sur les documents manquants.

Dans un souci d'égalité de traitement et de transparence, l'administration n'accorde pas de traitement préférentiel. En cas de détresse financière évidente, un traitement sur mesure, comme dans le passé, reste cependant possible.



Question 0874 (03.02.2015) de **M. André Bauler** (DP) concernant **l'élaboration d'un code de déontologie pour les élus communaux**:

Dans sa réponse à ma question parlementaire n°0430 du 29 juillet 2014 concernant l'introduction d'un code de conduite pour élus locaux (*cf. compte rendu n°10/session extraordinaire 2013-2014*), Monsieur le Ministre avait signalé que, «le Gouvernement élaborera un code de déontologie pour les élus communaux et ce en étroite collaboration avec le Syvicol, travaux qui pourraient s'inscrire dans le cadre de la refonte générale de la loi communale».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Le Ministère de l'Intérieur est-il en train d'élaborer un éventuel projet de texte en la matière?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le Syvicol n'a pas encore présenté, de sa propre initiative, un papier de réflexion, voire une prise de position en relation avec un code de déontologie pour les édiles communaux?

- Monsieur le Ministre est-il disposé à inviter le Syvicol à s'exprimer clairement sur ce sujet d'une importance particulière?

Réponse (04.03.2015) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

Il y a lieu de rappeler qu'actuellement les devoirs de délicatesse qui touchent au secteur communal sont entre autres établis par l'article 20 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 qui stipule:

«Il est interdit à tout membre du corps communal, au secrétaire et receveur:

1) d'être présent aux délibérations du conseil communal et du collège des bourgmestre et échevins sur des objets auxquels il a un intérêt direct, soit personnellement, soit comme chargé d'affaires ou fondé de pouvoir ou auxquels ses parents ou alliés jusqu'au troisième degré inclusivement ont un intérêt personnel et direct. Cette interdiction s'applique tant aux discussions qu'au vote;

2) d'intervenir comme avocat, avoué ou chargé d'affaires dans les procès dirigés contre la commune. Il ne pourra, en la même qualité, servir la commune, si ce n'est gratuitement;

3) de prendre part, directement ou par personne interposée, à aucun marché de travaux, de fournitures ou de services pour la commune. Cette interdiction s'applique également aux sociétés civiles, en nom collectif, en commandite simple ou à responsabilité limitée dans lesquelles le membre du corps communal, le secrétaire ou le receveur est associé, gérant ou mandataire salarié ainsi qu'aux sociétés par actions ou coopératives dans lesquelles il est administrateur chargé de la gestion courante ou employé dirigeant.

Cette interdiction s'applique encore aux sociétés par actions et sociétés coopératives dans lesquelles un membre du collège des bourgmestre et échevins appartient au conseil d'administration.

L'interdiction visée aux alinéas qui précèdent sub 3) ne s'applique pas aux fournitures et prestations urgentes de faible envergure faite par un commerçant ou artisan, lorsqu'aucune autre entreprise de la même branche n'existe dans la commune ou dans le voisinage.

Elle ne s'applique pas non plus aux sociétés visées à l'article 13 de la loi modifiée du 14 février 1900 concernant la création de syndicats de communes.»

Les travaux préparatoires relatifs à la refonte générale de la loi communale se trouvant en pleine phase de finalisation, il est de mise de décider à ce stade en collaboration avec le Syvicol sous quelle forme juridique les futurs devoirs déontologiques des élus communaux devront être établis.

En réponse à la question de l'honorable Député, je peux confirmer qu'aucune contribution du Syvicol au sujet du code de déontologie pour édiles communaux ne m'est parvenue à l'heure actuelle. Toutefois, ce dernier s'est engagé à contribuer à l'élaboration d'un code de déontologie pour élus communaux à l'occasion d'une entrevue que j'ai eue avec les membres du bureau du Syvicol en date du 25 février 2015.

Question 0875 (03.02.2015) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant la **limitation de vitesse en dessous des 90 km/h sur les voies publiques autres que les autoroutes en dehors des agglomérations**:

Ces jours, la presse allemande s'est fait l'écho de propos d'experts de la sécurité routière préconisant la fixation de la vitesse maximale autorisée en dehors des agglomérations sur les voies publiques autres que les autoroutes à 80 km/h au lieu des 100 km/h actuellement permis en Allemagne. Selon des études, une telle mesure contribuerait à minimiser les accidents de la route. La législation luxembourgeoise fixe la limite de vitesse à 90 km/h pour les routes de cette catégorie.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance d'études conseillant une limitation de vitesse en dessous des 90 km/h sur le type de route mentionné?

- Dans l'affirmative, serait-il prêt à mener des réflexions dans le sens de réduire cette limitation de vitesse sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg?

Réponse (09.02.2015) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'interroge sur une réduction de la limitation de vitesse en dehors des agglomérations sur les voies publiques.

Le plan d'action «sécurité routière» 2014-2018, validé par tous les acteurs concernés le 8 décembre 2014, est basé sur trois piliers visant les usagers de la route, les infrastructures routières et les véhicules.

Hormis les projets en cours, comme la réforme du permis à points et l'installation de radars, d'autres mesures y sont prévues, dont celle d'étudier l'opportunité voire la faisabilité de réduire la vitesse maximale hors agglomération.

La discussion sur ce point a été lancée avec tous les acteurs concernés qui analysent en particulier l'opportunité de l'introduction dans notre législation d'une réduction générale de la vitesse hors agglomération voire d'une éventuelle réduction de la vitesse de 110 à 90 km/h sur les tronçons à trois voies sans séparation médiane. Il va de soi que les réflexions menées par nos experts nationaux prendront en considération les études et les expériences menées à l'étranger.

Question 0876 (03.02.2015) de **M. André Bauler** (DP) concernant le **projet de modernisation et de réaménagement du site de la gare de Clervaux**:

Il m'a été signalé que le Gouvernement se propose de moderniser et de réaménager le site de la gare de Clervaux.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre aurait-il la possibilité de présenter le projet en question (programme de construction, coût estimatif, etc.)?

- Dans quelle mesure ce projet tiendra-t-il compte de la construction du futur Lycée de Clervaux (LCL)? Y aura-t-il des quais spéciaux réservés aux lycéens et personnels du LCL?

- À l'heure qu'il est, combien de personnes passent tous les jours ouvrables par la gare de Clervaux? Comment leur nombre pourra-t-il évoluer dès l'ouverture du LCL en 2018?

- Dans la perspective d'un réaménagement du site de la gare de Clervaux, Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions concernant l'évolution du nombre d'emplacements pour voitures automobiles aux alentours de cette infrastructure ferroviaire (état actuel/état futur)?

Réponse (09.03.2015) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire n°0876 du 3 février 2015 l'honorable Député André Bauler souhaite s'informer sur le projet de modernisation et de réaménagement du site de la gare de Clervaux.

Dans leur mission de gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire, les CFL ont été approchés par l'Administration des bâtiments publics en 2012 afin d'apporter leur contribution au projet du nouveau Lycée de Clervaux. À ce titre,

les CFL ont été mandatés par l'Administration des bâtiments publics pour la reconstruction du Pont Rivière situé au point kilométrique 77,509 de la ligne du Nord, suite à une demande à ce propos par l'Administration de la Gestion de l'Eau.

En effet, une étude hydraulique réalisée par les bureaux d'études a mené à la conclusion que la reconstruction du pont susmentionné s'avérerait nécessaire afin de supprimer une pile intermédiaire et de planifier le nouvel ouvrage en biais et non plus perpendiculaire à la ligne de chemin de fer. Complémentairement à d'autres mesures hydrauliques planifiées par la maîtrise d'ouvrage du futur lycée, ces mesures permettront de garantir la sécurité du nouveau lycée par rapport à un risque d'inondation. Le coût de ces travaux a été intégré à la loi de financement du nouveau lycée.

La voie de garage en gare de Clervaux sera supprimée afin de pouvoir créer un accès piétonnier allant du futur lycée vers le quai 2 de la gare. À l'heure actuelle, une nouvelle gare routière est planifiée entre le lycée et la gare. La gare routière existante dispose de 145 emplacements, mais elle ne pourra être agrandie qu'en la déplaçant.

En ce qui concerne le futur, à court terme, de la gare de Clervaux, il y a lieu de spécifier qu'il n'existe actuellement pas de projet de modernisation de cette gare au plan d'investissement décennal du Fonds du rail. Les futurs lycéens chemineront en sécurité vers la gare par le nouvel accès planifié par l'Administration des bâtiments publics et ils utiliseront les infrastructures existantes de la gare (quais, souterrains, escaliers, salle d'attente).

Depuis l'augmentation de la cadence des trains avec effet au 14 décembre 2014 (deux trains par heure dans les deux sens), la capacité de prise en charge nécessaire est garantie pour les futurs lycéens désirant utiliser le train comme moyen de transport, tout en sachant que 1.372 voyageurs montants ou descendants par jour au mois de janvier dernier en gare de Clervaux ont été comptés.

Question 0877 (03.02.2015) de **M. André Bauler** (DP) concernant **l'espace rural**:

L'espace rural forme un milieu de vie dominé des siècles durant par l'agriculture. Depuis des années, il se caractérise par un processus de transformation sociologique et économique qui mérite bien une analyse creusée, une réflexion prospective et donc tout l'intérêt des décideurs politiques nationaux et européens.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

1. Quelles sont les communes du pays définies comme appartenant à l'espace rural? Combien de citoyens vivent actuellement dans ces communes?

2. Quelle est l'évolution du nombre et de la taille des exploitations agricoles dans les différents cantons du Grand-Duché depuis 2004? Combien de personnes travaillent dans ces exploitations?

3. Quels ont été les projets phares financés par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) depuis 2007?

4. Quels ont été les projets phares financés par le Programme LEADER depuis 2007?

5. Quels sont les accents ou projets développés par le Gouvernement au bénéfice des communes dites rurales au cours de cette législature?

Réponse (05.03.2015) de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*:

Ad 1. Dans le cadre de la nouvelle législation concernant le soutien au développement rural

il est prévu de désigner 79 communes, réparties sur cinq des six régions d'aménagement du territoire national, à savoir les régions Nord, Centre-Nord, Est, Centre-Sud et Ouest, parmi les 105 communes luxembourgeoises comme «communes en milieu rural» au Luxembourg.

Au courant de la période de programmation 2007-2013 93 sur 116 communes au total du pays étaient considérées comme «communes en milieu rural». Uniquement la région d'aménagement Sud densifiée ne représente que des communes urbaines.

Ainsi, les 26 communes désignées «urbaines» et à exclure de l'espace rural au Luxembourg sont-elles dans l'ordre alphabétique: Bertrange, Bettembourg, Bettendorf, Colmar-Berg, Diekirch, Differdange, Dudelange, Erpeldange, Esch-sur-Alzette, Ettelbruck, Hesperange, Käerjeng, Kayl, Kopstal, Luxembourg, Marner, Mondervange, Pétange, Rumelange, Sandweiler, Sanem, Schieren, Schifflange, Steinfort, Strassen et Walferdange.

Les 79 communes en milieu rural, avec une superficie totale de 2.125,44 km² occupent 82,2% du territoire national de 2.586,36 km². Les 79 communes des zones rurales du pays, avec un total de 206.001 habitants, représentent quelque 37,48% de la population résidente totale de 549.680 habitants au Grand-Duché de Luxembourg (Statec, 01.01.2014).

Au vu d'une moyenne nationale en densité de population de 212,5 hab/km², les communes en milieu rural présentent une moyenne en densité de population nettement inférieure, à savoir 96,9 hab/km².

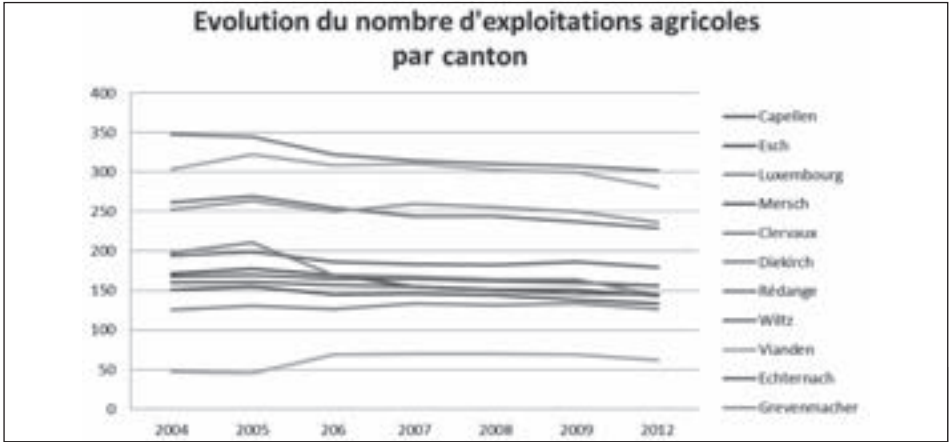
En général, les 79 communes en milieu rural des cinq régions d'aménagement du territoire ont une population résidente communale entre 1.000 et 3.000 habitants, avec une très large fourchette en termes de densité de population, allant d'un minimum de 31,7 hab/km² à un maximum de 243,7 hab/km². Sont à notifier tout de même trois exceptions de communes plus densifiées, à savoir la ville de Wiltz (277,1 hab/km²), la ville de Grevenmacher (282,0 hab/km²) et la ville de Remich (650,9 hab/km²). En tant que centres de développement et d'attraction (CDA), ces petites villes à l'échelle du Grand-Duché de Luxembourg, avec une population communale résidente de <5.000 habitants, sont situées dans leur entités territoriales respectives, à caractère nettement rural et à faible densité de population moyenne, à savoir le canton de Wiltz (56,5 hab/km²) ainsi que les cantons de Grevenmacher (129,1 hab/km²) et de Remich (158,0 hab/km²).

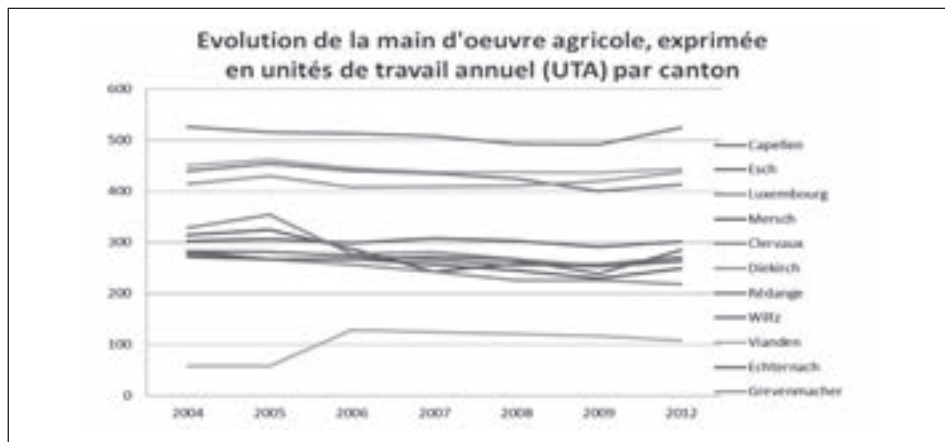
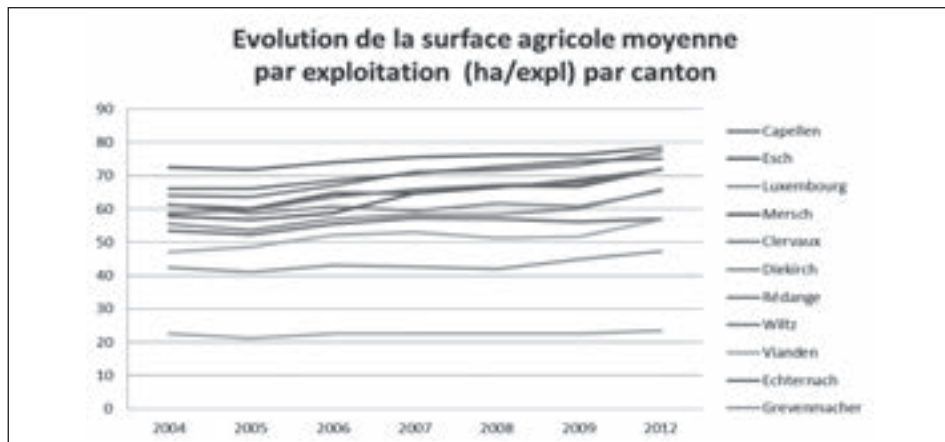
D'autre part, les 26 communes des espaces urbains du pays comptent un total de 343.679 habitants, soit 62,52% de la population résidente totale au Grand-Duché de Luxembourg (Statec, 01.01.2014), avec une moyenne en densité de population de 745,6 hab/km², nettement supérieure à la moyenne nationale.

Ad 2. L'évolution du nombre d'exploitations agricoles, de la taille des exploitations agricoles, exprimée en hectares de surface agricole utilisée par exploitation et de la main-d'œuvre agricole, exprimée en unités de travail annuel, par canton est retracée dans les graphiques ci-dessous qui couvrent la période 2004 à 2012. Les données sont issues de l'enquête sur la structure des exploitations agricoles du Statec.

Les principaux résultats de l'enquête sur la structure des exploitations agricoles sont disponibles sur le portail «statistiques» www.statistiques.public.lu sous la rubrique entreprises/agriculture/structure des exploitations agricoles.

Un aperçu régional des structures des exploitations agricoles pour l'année 2012, basé sur les données par canton, est donné dans la publication «Bulletin du Statec 3/2013» intitulée «La structure des exploitations agricoles en 2012 et les méthodes de production agricole en 2010». Voir sous: <http://www.statistiques.public.lu/fr/publications/series/bulletin-statec/2013/03-13-structure-agricole/index.html>





Ad 3. Afin de soutenir le développement des zones rurales qui couvrent plus de 90% du territoire du Grand-Duché, le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs (MAVPS) a élaboré le Plan stratégique national du Grand-Duché de Luxembourg pour la période de programmation 2007-2013 en concordance avec les orientations stratégiques de la communauté. Il a été élaboré en concertation étroite avec le secteur agricole, les autorités et les organismes nationaux concernés ainsi qu'en collaboration avec la Commission européenne.

Les aides au développement rural peuvent être réparties en deux volets: d'une part, il existe des aides cofinancées par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et, d'autre part, des aides d'Etat financées uniquement par des moyens financiers nationaux.

Le Programme de développement rural (PDR) 2007-2013 du Grand-Duché de Luxembourg regroupe les aides cofinancées par le FEADER.

L'ensemble des mesures du PDR sont regroupées sous quatre axes prioritaires définis par le Conseil européen (règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le FEADER).

Une enveloppe budgétaire de 393 millions d'euros, cofinancés par une participation du FEADER avec un taux de cofinancement moyen de 23,7%, est investie par la main publique pour l'exécution du PDR au Grand-Duché de Luxembourg pendant la période de programmation 2007-2013.

La répartition de l'enveloppe se fait en fonction des axes prioritaires:

Axe 1 - Amélioration de la compétitivité des secteurs agricole et forestier: 156 mio. d'euros.

Axe 2 - Amélioration de l'environnement et de l'espace rural: 209 mio. d'euros.

Axe 3 - Amélioration de la qualité de vie en milieu rural et la diversité de l'économie rurale: 15 mio. d'euros.

Axe 4 - Approche LEADER: mise en œuvre des stratégies locales de développement: 13 mio. d'euros.

Comme les axes 3 et 4 sont traités dans le cadre des questions 3. et 4., il y a lieu de traiter sous la question sous analyse les axes 1. et 2. Les projets phares ont été mis en œuvre dans le cadre des mesures suivantes:

Formation professionnelle et actions d'information:

Cette mesure vise la formation professionnelle et les actions d'information, y compris la diffusion des connaissances scientifiques et des pratiques novatrices, pour les personnes actives dans les secteurs agricole, alimentaire et forestier.

Installation des jeunes agriculteurs

L'objectif est de développer des exploitations agricoles par l'installation de jeunes à titre principal. Cette installation est encouragée notamment par le paiement de primes à l'installation et par un complément d'aide à l'investissement.

Modernisation des exploitations agricoles

Les objectifs de cette mesure phare sont multiples. Outre le maintien de l'activité agricole sur l'ensemble du territoire luxembourgeois, le soutien aux investissements vise surtout à maintenir ou améliorer la productivité et les conditions de travail en agriculture, ainsi que les structures de production. L'innovation constitue un autre objectif poursuivi par cette mesure, dont notamment l'investissement dans des installations de bio-méthanisation.

Indemnité compensatoire

L'indemnité compensatoire vise les agriculteurs qui exploitent des surfaces agricoles dans une zone défavorisée pour compenser le handicap naturel auquel ils sont soumis et qui fait que leur situation économique est moins favorable que celle de leurs collègues dont l'exploitation n'est pas située dans une zone défavorisée. Au Luxembourg, plus que 95% de la surface agricole utile est éligible à cette mesure.

Paiements agro-environnementaux

Les agriculteurs, les horticulteurs, les pépiniéristes et les viticulteurs dont l'exploitation est située sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, qui exploitent une surface minimale et respectent une série de conditions ayant trait notamment à l'exploitation des surfaces, à l'entretien des éléments du paysage, à la fumure organique et minérale, à la charge de bétail, à la rotation et à l'utilisation de matériel d'épandage techniquement au point, peuvent bénéficier de la prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel et à l'encouragement d'une agriculture respectueuse de l'environnement.

D'autres mesures, plus ciblées, visent à soutenir l'agriculture biologique, le maintien d'une faible charge de bétail d'herbivores, la réduction des fertilisants azotés dans des cultures arables, la réduction de l'emploi des produits phytopharmaceutiques, la prévention de l'érosion, l'amélioration des techniques d'épandage de lisier et de purin, l'extensification des prairies, l'entretien des vergers traditionnels, l'entretien des haies sur et en bordure des champs, la gestion extensive des bordures des champs, la création de bandes herbacées, le retrait de terres agricoles et gestion de terres abandonnées ainsi que la conservation de races locales menacées.

Ad 4. Au cours de la période de programmation LEADER 2007-2013, 139 projets ont été approuvés par le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs avec un engagement financier (étatique + communautaire) total s'élevant à 13.623.325,51 euros. En tout, cinq régions rurales ont pu bénéficier d'un soutien financier dans le cadre de l'approche LEADER, à savoir

les régions rurales des Groupes d'Action Locale (GAL) Redange-Wiltz, Clervaux-Vianden, Mülenthal, Miselerland et Lëtzebuerg West.

Les chiffres suivants démontrent le succès de l'approche LEADER: 58 communes et 89 organisations ont participé dans les GAL. La zone LEADER a couvert une superficie totale de 1.629,16 km² avec 125.965 habitants.

Les projets LEADER se caractérisent surtout par leur caractère innovateur, par l'approche ascendante basée sur le partenariat ainsi que par une grande diversité thématique: loisirs, culture et tourisme, agriculture, sylviculture et viticulture, produits régionaux, économie, nature et environnement, affaires sociales, jeunesse et participation, formation et conseil, communication.

Des brochures régionales regroupant tous les projets LEADER réalisés depuis 2007 seront publiées en juillet 2015. Comme il s'avère très difficile de citer un projet phare par région - cette sélection revêtirait un caractère absolument subjectif - il y a lieu de renvoyer aux sites Internet des cinq GAL ou les projets réalisés peuvent être consultés:

- GAL Redange-Wiltz: www.rw.leader.lu;

- GAL Clervaux-Vianden: www.cv.leader.lu;

- GAL Mülenthal: www.mu.leader.lu;

- GAL Miselerland: www.leader.miselerland.lu;

- GAL Lëtzebuerg West: www.letzebuergwest.lu.

Reste à noter que le Luxembourg est le seul pays en Europe où tous les GAL ont réussi à mettre en œuvre au moins un projet de coopération transnationale au cours de la période de programmation 2007-2013. Les douze projets de coopération transnationale réalisés se caractérisent tous par une qualité extraordinaire et ils ont apporté une plus-value considérable à leur région respective. Finalement, dans ces projets ont été impliqués non seulement des GAL partenaires des trois pays voisins, mais également des GAL d'Italie, d'Autriche, de la Suède, de la Finlande et d'Estonie.

Ad 5. Les accents ou projets développés par le Gouvernement au bénéfice des communes dites rurales au cours de cette législature sont les suivants:

- La planification communale intégrée PDC (Plan de développement communal):

Le MAVPG accompagne activement les communes dans l'élaboration des programmes et Plans de développement rural (PDR) depuis plus d'une vingtaine d'années avec une envergure de participation étatique moyenne de quelque 220.000,00 euros par exercice budgétaire.

Outre une assistance logistique et technique, il participe aux frais d'élaboration des programmes de planification communale, avec un taux maximal de 50% du coût total à charge des communes commettantes.

Dans l'optique d'une planification concertée, le MAVPG met à la disposition des communes intéressées et des groupements d'études mandataires un contrat-type PDC ainsi qu'un cahier des charges relatif aux prestations PDC définies. Les dernières actualisations des dispositions d'élaboration et de concertation intégrées sur la planification PDC datent d'août 2012.

Pour l'élaboration respectivement l'actualisation des Plans de développement communaux (PDC), les communes engagent un groupement d'études interdisciplinaire mandataire de leur choix ainsi qu'en fonction de leurs priorités.

Jusqu'à la fin d'exercice 2014, un total de 88 sur les 105 communes des différentes régions du pays et pour la plupart à prédominance rurale, s'étaient intéressées et informées sur la planification intégrée «PDC».

En tout, 85 communes en milieu rural se sont concrètement engagées, soit dans l'élaboration d'une planification communale PDC, soit dans l'actualisation des concepts de développement, ou encore dans la mise en œuvre de projets sectoriels de développement rural intégré.

À la fin de l'exercice 2014, 74 des communes engagées avaient parcouru les différentes phases de planification PDC. L'inventaire, l'analyse, la stratégie et les concepts étaient concertés avec le conseil communal et présentés au public.

Au cours de la démarche PDC intégrée et participative, les responsables communaux, les acteurs ruraux intéressés et les groupements d'études mandataires développent un diagnostic des localités sur base d'un inventaire détaillé pour les différents axes thématiques du PDC:

- le contexte régional, l'évolution démographique, les structures socio-économiques et équipements collectifs;

- l'habitat et le milieu habité, l'aménagement communal et le développement urbanistique;

- l'environnement naturel et humain, l'écologie en milieu habité;

- les activités socioculturelles, l'identité locale et les lieux de rencontre.

L'interdisciplinarité d'une telle évaluation globale met en évidence les atouts et les faiblesses de la commune avec ses localités, son cadre de vie et ses activités socio-économiques. Elle relève également les potentialités et synergies de développement à favoriser, tout comme les déficiences et antagonismes de certaines évolutions à contrecarrer ou à redresser.

- La mise en œuvre de l'axe 3: Amélioration de la qualité de vie en milieu rural et diversification de l'économie rurale:

Au-delà de la planification PDC le MAVPC poursuit l'accompagnement et la coordination de projets communaux retenus également à un autre niveau. Leur mise en œuvre est soutenue dans le cadre du PDR.

Pour la période de programmation 2007-2013, les différentes mesures affichent une envergure de participation publique (étatique + communautaire) de 32.517.000,00 euros aux divers porteurs de projets (publics et privés).

Quatre mesures sont déployées surtout au bénéfice des 79 communes en milieu rural:

- l'aide à la création et au développement des PME (petites et moyennes entreprises);

- les activités récréatives et touristiques en milieu rural;

- les services de base et essentiels pour la population rurale;

- la conservation et la mise en valeur du patrimoine culturel et naturel des villages.

L'évaluation d'un 1^{er} appel aux projets, lancé en juillet 2008, a su rassembler un total de 186 projets publics signalés voire engagés par les acteurs communaux, en plus de la notification/l'engagement de 24 projets privés ou associatifs. La grande majorité des projets signalés étaient éligibles sous une des mesures proposées.

À la fin de l'exercice 2014 et après une analyse des priorités de mise en œuvre des projets, opérée ensemble avec les communes concernées, un nombre total de 94 projets communaux restent inscrits dans le cadre des seuils d'investissement accordés. 56 communes en milieu rural ont ainsi été retenues.

Question 0878 (04.02.2015) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant la **protection contre l'abus de boissons énergisantes**:

La caféine est devenue un sujet controversé dans l'Union européenne, particulièrement depuis qu'elle fait l'objet d'allégations de santé, ce qui amène certains États membres à s'interroger sur le signal qui est donné. La Lituanie par exemple a décidé fin 2014 d'interdire la vente de boissons énergisantes aux moins de 18 ans pour des motifs sanitaires.

La caféine est un stimulant présent dans un grand nombre de boissons et de produits alimentaires: les boissons énergisantes peuvent en contenir entre 70 et 400 mg par litre et parfois plus. Les principaux effets de la caféine résultent de la stimulation du système nerveux central, ce qui contribue à accroître la vigilance et la concentration, mais peut aussi causer une hypertension artérielle et des troubles du rythme cardiaque.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Quelle est la situation de la consommation de boissons énergisantes au Luxembourg?

- Madame la Ministre envisage-t-elle de suivre l'exemple de la Lituanie?

- Dans la négative, quelles mesures Madame la Ministre vise-t-elle prendre pour informer notamment les jeunes adultes des conséquences de l'abus de ces boissons énergisantes ainsi que pour attirer leur attention sur les possibles effets nuisibles provoqués par l'adjonction d'alcool dans ces boissons ou par mélange avec d'autres drogues?

Réponse (06.03.2015) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

Face à une insuffisance en matière de données relatives à la consommation de boissons «énergisantes» constatée au sein de l'Union européenne (UE), la Commission européenne a chargé l'EFSA (Autorité européenne de la sécurité alimentaire) de mener une étude à ce sujet en 2013.

L'étude portait sur plus de 52.000 personnes issues de 16 des 27 États membres sélectionnés



pour représenter de manière adéquate la population de l'UE et les différents schémas de consommation qu'on y rencontre.

L'objectif de l'étude était de rassembler pour la première fois des données relatives à la consommation de boissons énergisantes par des groupes cibles spécifiques, à savoir les adultes, les adolescents et les enfants. L'étude fournit également une estimation du degré d'exposition à certains principes actifs présents dans les boissons énergisantes, principalement la caféine, la taurine, et le D-glucuronolactone. Enfin, l'étude a également analysé les habitudes spécifiques de consommation, telle la consommation concomitante avec l'alcool ou la consommation avant ou pendant la pratique d'une activité physique intense.

Les principaux résultats de l'étude sont les suivants:

- Adultes: (18 à 65 ans):

30% d'entre eux ont déclaré avoir consommé des boissons énergisantes au moins une fois au cours de l'année écoulée;

12% d'entre eux ont déclaré une consommation «élevée et chronique», à savoir quatre à cinq jours par semaine ou plus, et quatre à cinq litres par mois en moyenne;

11% ont déclaré consommer au moins un litre en une fois, ce qui équivaut à quatre canettes de 250 ml (consommation «élevée et aiguë»).

- Adolescents: (dix à 18 ans):

68% d'entre eux ont déclaré avoir consommé des boissons énergisantes au moins une fois au cours de l'année écoulée; ce pourcentage grimpe à 73% chez les 15 à 18 ans;

12% d'entre eux ont déclaré une consommation «élevée et chronique», à raison de sept litres par mois en moyenne;

12% d'entre eux ont déclaré consommer au moins un litre en une fois (consommation «élevée et aiguë»).

- Enfants: (trois à dix ans):

18% d'entre eux ont déclaré avoir consommé des boissons énergisantes au moins une fois au cours de l'année écoulée;

16% d'entre eux ont déclaré une consommation «élevée et chronique», à savoir 0,95 litre par semaine en moyenne, donc près de quatre litres par mois;

- Consommation associée avec celle d'alcool:

56% des adultes et 53% des adolescents ont déclaré avoir eu une consommation concomitante de boissons énergisantes et d'alcool.

- Consommation associée à la pratique d'activités sportives:

52% des adultes et 41% des adolescents ont déclaré consommer des boissons énergisantes durant la pratique d'une activité sportive.

- Contribution des boissons énergisantes à l'exposition totale à la caféine:

La part de boissons énergisantes dans la consommation totale de caféine représentait 8% chez les adultes, 13% chez les adolescents et 43% chez les enfants.

Les principaux composants des boissons énergisantes et leurs effets sur notre métabolisme, sont les suivants:

- La caféine:

On en trouve 70 à 400 mg par litre de boisson énergisante, sachant qu'une tasse de café bien serré en contient 80 mg.

La caféine est un stimulant du système nerveux central et du système cardio-vasculaire. Une absorption rapide et massive peut être dangereuse, car la caféine induit de la dépendance, des effets cardio-vasculaires (hypertension, tachycardie), digestifs, respiratoires (difficultés à respirer), urinaires (effet diurétique), et neuro-comportementaux (anxiété, irritabilité, tremblements, nervosisme).

- La taurine:

Est présente en dose élevée dans les boissons énergisantes (de l'ordre de 1.000 mg par cannette de 250 ml), sachant que cela représente la quantité moyenne de taurine consommée en huit jours de consommation alimentaire normale.

La taurine est un acide aminé naturellement présent dans le corps humain et dans certains aliments (huîtres, œufs, viande). Elle joue un rôle dans le système nerveux central, le système cardio-vasculaire, et les fonctions musculo-squelettiques. C'est une substance réputée pour améliorer les performances sportives, augmenter la résistance au stress et lutter contre l'épuisement.

- Le D-glucuronolactone:

Il s'agit d'un composant chimique produit naturellement par le corps humain, faisant partie

du composant structurel des tissus conjonctifs. Il s'agit d'un dérivé du glucose qui a la réputation d'avoir un effet positif sur la mémoire, la concentration, et agirait comme un stimulant et un antidépresseur. Une cannette de boisson énergisante peut en contenir 600 mg, alors que les apports journaliers sont de 1 à 2 mg/jour en moyenne dans une alimentation normale.

- Autres composants:

des glucides (saccharose et glucose);

des vitamines du groupe B (B2, B3, B5, B6, B12);

de l'eau gazéifiée;

de l'inositol (édulcorant);

des arômes;

des colorants (E 150, E 129);

des correcteurs d'acidité (E 331);

des acidifiants (acide citrique, citrate de sodium);

de la théobromine (proche de la caféine);

des conservateurs (sorbate de potassium (E 201)).

Les boissons énergisantes sont commercialisées pour leurs effets réels ou perçus en tant que stimulants, énergisants et améliorateurs de performance.

Elles jouissent d'un engouement spécifique auprès des jeunes consommateurs.

Elles suscitent des inquiétudes lorsqu'elles sont consommées fréquemment, en volumes de consommation élevés, surtout par des adolescents et des enfants.

Des habitudes de consommation à risque particulier sont leur consommation concomitante avec l'alcool, ce qui peut entraîner des intoxications alcooliques aiguës, car l'alcool est consommé en plus grandes quantités puisque le ressenti des effets désagréables de l'ivresse est contrebalancé par l'effet stimulant de la boisson énergisante. Les épisodes d'alcoolisation massive peuvent en plus se prolonger, car la vigilance est accrue par l'effet de la boisson énergisante. La prise de risque (conduite en état d'ivresse, accidents, violences) peut en être majorée significativement en conséquence.

Contrairement à l'exemple suivi par la Lituanie, le Luxembourg a cependant toujours promu une approche harmonisée européenne en matière de réglementation alimentaire.

Dans cette optique, le Ministère de la Santé va promouvoir des actions de prévention et des campagnes d'information, ainsi que de sensibilisation ciblant préférentiellement les jeunes, qui auront pour objectifs la prévention des conduites addictives, la promotion des modes de vie sains, l'éducation nutritionnelle, la lutte contre les effets nocifs de l'alcool et de la surconsommation de caféine et d'autres stimulants.

Le Gouvernement préconise, comme développé dans le programme gouvernemental, la création d'un «Fonds pour la Santé».

Actuellement, les services du Ministère et de la Direction de la Santé sont en train de préparer une étude scientifique qui aura comme objectif d'étudier en détail les avantages, voire les inconvénients d'une taxe destinée à alimenter ce fonds, et qui serait prélevée sur les ventes de produits et de substances dont la consommation nuit à la santé. En effet, plusieurs pays européens, comme la France, la Hongrie ou la Roumanie, se sont déjà lancés dans la même voie. L'analyse des expériences vécues par ces pays sera également prise en considération dans le cadre de cette étude.

Question 0879 (04.02.2015) de **MM. Marco Schank** et **Emile Eicher** (CSV) concernant le **centre d'émissions radio de Marnach**:

Depuis des années les riverains du centre d'émissions radio de Marnach se mobilisent contre les nuisances provoquées par le rayonnement autour du site. Il nous revient dans ce contexte qu'un émetteur d'ondes électromagnétiques a été récemment mis à l'arrêt et démonté.

Au vu de ce qui précède nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

- Le Gouvernement a-t-il trouvé un accord avec la BCE (Broadcasting Center Europe) sur la mise à l'arrêt du centre d'émissions radio de Marnach?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il nous fournir des précisions sur un tel accord?

- Est-il prévu que les émetteurs qui sont encore opérationnels vont être mis à l'arrêt d'ici la fin de l'année?

Réponse (27.02.2015) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias*:

Je suis en mesure d'informer les honorables Parlementaires que le Gouvernement a en effet trouvé un accord avec RTL relatif aux activités de radiodiffusion sur le site de Marnach.

Cet accord prévoit que toutes les activités de radiodiffusion sur ce site seront définitivement et irrémédiablement arrêtées à la fin de cette année 2015.

Une première antenne a déjà été démantelée. Les équipements résiduels seront démantelés dans la foulée de l'arrêt de la radiodiffusion.

L'État se portera acquéreur en 2016 des terrains du site de radiodiffusion au prix du marché.

Question 0881 (04.02.2015) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant l'**aide financière de l'État pour études supérieures**:

En vigueur depuis l'année académique 2014-2015, la loi du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures définit les différentes bourses et modifie une série de dispositions, dont l'anticumul. Approchant la fin du 1^{er} semestre académique, un bilan s'avère indiqué et certains éléments du nouveau système d'aide financière méritent d'être éclaircis.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Combien d'étudiants, résidents et non résidents, ont pu bénéficier de la bourse sur critères sociaux et selon quel échelonnage?

- Quel est le montant moyen des bourses accordées aux étudiants résidents et non résidents? Quid des prêts?

- Concernant les dispositions anticumul, Monsieur le Ministre peut-il dresser une liste exhaustive des aides et avantages financiers découlant du fait que le demandeur est un étudiant au sens de la loi sous rubrique?

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les allocations familiales dont bénéficient les étudiants de parents frontaliers ne sont pas cumulables avec l'aide financière de l'État luxembourgeois? À combien s'élève le montant moyen de ces allocations?

Réponse (05.03.2015) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

J'ai l'honneur d'apporter les précisions suivantes en réponse à la question parlementaire n°0881 de Madame la Députée Martine Hansen relative à la loi du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures.

L'aide financière pour études supérieures versée à l'étudiant, est une aide de substitution accordée par année académique. Partant d'un plafond défini et identique pour tout étudiant, l'aide financière, le cas échéant, accordée par l'État luxembourgeois, est calculée en tenant compte des aides financières dont le concerné peut bénéficier dans son État de résidence et de tout avantage financier découlant du fait d'être étudiant. Conformément à l'article 8 de la loi précitée, le montant relatif aux avantages cités ci-avant est déduit de l'aide financière accordée au semestre d'hiver.

Ainsi les dispositions législatives concernant l'anticumul pèsent, le cas échéant, beaucoup plus lourd au semestre d'hiver qu'au semestre d'été. Il m'importe d'attirer votre attention sur le fait que, par conséquent, les informations fournies ci-après ne reflètent pas l'effet de la loi sur une année académique.

En ce qui concerne le semestre d'hiver de l'année académique, le CEDIES a été saisi de 27.100 dossiers de demande, dont jusqu'à présent 18.400 ont abouti à une réponse favorable impliquant une aide financière de la part de l'État. 7.500 dossiers devront encore être complétés avant qu'une décision en la matière puisse être prise.

Le pourcentage des étudiants, résidents au Luxembourg, à qui une bourse sociale a été accordée est de 57% sur un total d'environ 14.000 bourses liquidées pour le semestre d'hiver. Le pourcentage des étudiants non résidents à qui une bourse sociale a été accordée est de 75% sur un total de 4.400 bourses liquidées pour le semestre d'hiver.

Pour le semestre d'hiver, le montant moyen des bourses accordées aux étudiants, résidents au Luxembourg, est d'environ 2.400 €. Vu les explications présentées ci-avant concernant le calcul de l'anticumul, notamment le fait que celui-ci affecte essentiellement le semestre d'hiver,

ver, les étudiants non résidents jouissent d'une bourse moyenne d'environ 650 € pour le semestre d'hiver et liquidée par l'État luxembourgeois. Ce montant est payé on top des avantages dont les étudiants non résidents profitent dans leur pays de résidence respectif.

En ce qui concerne les prêts pour le semestre d'hiver de l'année académique 2014-2015, les montants moyens accordés aux étudiants résidents et non résidents ne varient guère. En effet, le montant moyen des prêts accordés aux étudiants non résidents s'élève à environ 3.600 € pour le semestre d'hiver, celui accordé aux étudiants résidents à 4.000 €.

En ce qui concerne les aides et avantages financiers considérés dans le calcul de l'anticumul, il est impossible d'établir une liste exhaustive reprenant tous les avantages proposés par les États membres de l'Union européenne, ainsi que les autres pays. À titre d'exemple, citons les aides et avantages financiers suivants qui sont considérés: CROUS, bourses régionales et APL alloués par la France, les allocations d'études allouées par la Belgique, la bourse Bafög allouée par l'Allemagne et les aides communales spécifiques allouées au Luxembourg.

Les allocations familiales, attribuées dans certains pays parce que la personne concernée poursuit des études, tombent sous le champ d'application de l'anticumul. Elles sont par conséquent déduites du plafond théorique attribuable. Comme les systèmes d'attributions sont très différents d'un pays à l'autre, il est impossible de fournir un montant moyen représentatif.

Question 0882 (04.02.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant les **jeux de hasard**:

Le Centre de Prévention des Toxicomanies a mené en février 2013 à la demande de divers ministères une enquête auprès des lycéens afin de connaître leur pratique des jeux de hasard. Cette enquête a révélé que les jeux les plus fréquentés étaient les jeux de grattage (71%). Les jeux de cartes, tels que le Poker (58,4%) furent également régulièrement cités, de même que Euro Millions (31,1%), les paris sportifs ou les pronostics (28%).

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Quels sont les enseignements que Messieurs les Ministres ont tirés de cette enquête? Quelles sont les mesures concrètes adoptées depuis lors? Des campagnes de sensibilisation des élèves sont-elles prévues? Messieurs les Ministres envisagent-ils d'interdire les jeux de hasard pour les mineurs en instaurant des sanctions pénales aux vendeurs de ces jeux?

- Messieurs les Ministres ont-ils, le cas échéant, demandé que l'enquête menée en 2013 soit actualisée et approfondie? Dans l'affirmative, quelles ont été les conclusions de cette nouvelle enquête?

- Alors que le prix et l'accessibilité des jeux de hasard semblent expliquer l'attrait des jeunes pour ces jeux, quelles sont les mesures préconisées par Messieurs les Ministres pour inverser la tendance?

Réponse commune (10.03.2015) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*, et de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

L'enquête «LXGS 2010 Luxembourg Gambling Survey 2010» sur la pratique des jeux de hasard auprès des élèves des écoles secondaires luxembourgeoises a été commanditée par le Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. Elle a été réalisée avec le soutien du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur et du Service National de la Jeunesse (SNJ).

Cette étude cible le comportement particulier des jeunes au niveau de la problématique de l'addiction aux jeux en général et elle décrit certaines pratiques des jeunes.

Le plan d'action annuel de l'initiative gouvernementale BEE SECURE prévoit une campagne dont le thème est chaque fois choisi de manière à répondre à une problématique urgente



et de manière à compléter utilement et durablement la panoplie des thèmes des actions de sensibilisation de BEE SECURE dans les écoles et maisons de jeunes.

Le thème des jeux de hasard a été abordé une première fois dans le cadre de la campagne «Bee Balanced» qui s'est déroulée pendant l'année scolaire 2013-2014. Cette campagne abordait le sujet des jeux en ligne sous l'aspect de l'éventuelle perte d'argent, mais aussi sous l'aspect de la dépendance au medium engendrant des pertes de temps et d'ancrage social.

La surconsommation de l'internet a été thématisée pour la première fois durant l'année scolaire 2013-2014 dans les écoles. Annuellement environ 700 sessions de sensibilisation sont organisées dans les écoles, lycées et maisons de jeunes. En outre, la documentation élaborée dans le cadre de ladite campagne continue à être utilisée. À noter qu'une table ronde sur la dépendance en ligne à destination du grand public a été organisée en automne 2013 en partenariat avec «Anonym Géksspiller».

Les jeunes qui ne pensent pas pouvoir gérer seuls leur consommation excessive peuvent être dirigés vers l'asbl «Anonym Glécksspiller» qui est responsable du site www.ausgespillt.lu. Finalement, le Centre de Prévention de la Toxicomanie (CePT) peut intervenir de manière ciblée à la demande des écoles.

Dans le cadre d'une étude sur l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) réalisée en 2014 par l'Université du Luxembourg et financée par le SNJ, coordinateur de BEE SECURE, le volet des jeux de hasard en ligne a été analysé. Les résultats de ce sondage sont attendus d'ici l'été 2015.

La problématique des dépendances aux jeux de hasard, de même que les dépendances aux jeux vidéo en ligne, est abordée dans le cadre de la mission de prévention du CPOS et des SPOS.

Le CPOS organise régulièrement des formations, des journées d'études et des conférences axées sur la prévention et le bien-être des jeunes, à l'attention d'un public de professionnels des champs psycho-socio-éducatifs, d'enseignants et de parents.

Ainsi, en novembre 2014 le CPOS a organisé la journée d'études intitulée «Les écrans et les adolescents dans tous leurs états: risques et vertus du virtuel» avec plus de 130 participants. La veille, la conférence «Les parents face aux écrans de leurs adolescents» a réuni deux spécialistes de l'enfance, de l'adolescence et du numérique proposant un dialogue avec les parents et les professionnels de l'enfance autour de questions en relation avec l'usage intensif des écrans en tentant d'apporter quelques pistes de réflexion sur la façon de bien vivre avec la réalité virtuelle aujourd'hui.

La question de l'interdiction légale générale des jeux de hasard aux mineurs fait déjà partie des travaux d'un groupe de travail interministériel qui sont actuellement en cours en vue d'une réforme globale du cadre légal des jeux de hasard au Luxembourg, de même que la mise en œuvre au Luxembourg de la recommandation 2014/478/UE de la Commission européenne du 14 juillet 2014 relative à des principes pour la protection des consommateurs et des joueurs dans le cadre des services de jeux d'argent et de hasard en ligne et pour la prévention des jeux d'argent et de hasard en ligne chez les mineurs.

En ce qui concerne les exploitants de jeux de hasard qui relèvent de la compétence du Ministère de la Justice sur base de la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives, il convient de préciser que deux sociétés allemandes, à savoir Lotto Rheinland-Pfalz GmbH et Saartoto GmbH, disposent actuellement des autorisations requises par la loi pour exploiter des paris sur épreuves sportives ainsi qu'une loterie dénommée «Glücksspirale». Les conditions d'exploitation de ces paris sportifs et de cette loterie, déterminées par les autorisations précitées, excluent formellement la participation de mineurs. Le non-respect de cette interdiction est passible d'une peine d'emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 251 à 25.000 euros ou d'une de ces peines seulement, en application des articles 14 et 17 de la loi précitée du 20 avril 1977.

Il en est de même pour les jeux de hasard offerts par le Casino 2000 à Mondorf-les-Bains, où l'admission aux jeux de mineurs est interdite par l'article 75, alinéa 2, du règlement grand-ducal modifié du 12 février 1979 pris en exécution des articles 6 et 12 de la loi modifiée

du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives.

En ce qui concerne les produits offerts par la Loterie nationale, dont l'organisation est confiée à l'Œuvre nationale de Secours Grande-Duchesse Charlotte, il convient de noter que la Loterie nationale veille à informer clairement le public des chances réelles de gain pour chaque type de produit proposé et organise régulièrement des campagnes d'information sur les risques économiques, sociaux et psychologiques liés à la dépendance au jeu. Elle collabore par ailleurs avec les autorités compétentes et les diverses associations œuvrant dans le secteur en vue d'une politique active et coordonnée de prévention et d'assistance en matière de dépendance au jeu.

Question 0883 (05.02.2015) de **Mmes Cécile Hemmen et Taina Bofferding (LSAP)** concernant **l'introduction de quotas de femmes dans les conseils d'administration:**

L'introduction de quotas en vue d'une représentation équilibrée entre femmes et hommes dans la prise de décision, prévue par le programme gouvernemental, fait actuellement l'objet de discussions animées sur les réseaux sociaux et dans les médias. Une partie des opposants aux quotas se réfèrent à un «sondage» dans lequel une majorité de personnes se serait exprimée contre l'introduction de tels quotas.

Dans ce contexte, nous aimerions poser à Madame la Ministre de l'Égalité des chances les questions suivantes:

- Madame la Ministre est-elle au courant de ces discussions?

- Madame la Ministre a-t-elle connaissance du «sondage» auquel se réfèrent les opposants aux quotas?

- Comment Madame la Ministre considère-t-elle la pertinence de ce «sondage»? Les chiffres avancés sont-ils fiables?

- Comment Madame la Ministre évalue-t-elle la position de la population par rapport à une politique en faveur d'une représentation équilibrée entre femmes et hommes dans la prise de décision en général et par rapport aux quotas en particulier?

Réponse (10.03.2015) de **Mme Lydia Mutsch, Ministre de l'Égalité des chances:**

Il m'est effectivement revenu que les opposants à l'introduction de quotas électoraux légaux au Luxembourg, prévus par le programme gouvernemental de 2013 et faisant partie intégrante de la stratégie du Gouvernement pour un meilleur équilibre entre hommes et femmes, adoptée en septembre 2014, se réfèrent aux résultats d'un «mini-sondage» publié sur le portail Internet du Ministère de l'Égalité des chances.

En l'occurrence, les données en question ne sont que le résultat de «polls» sur un site Internet. Ils ont été recueillis parmi les utilisateurs de ce site durant les années 2011 à 2013 et ne constituent nullement un échantillon représentatif de la population, mais uniquement une réaction «à chaud» de certains utilisateurs de ce site.

Dans ce contexte, j'ai chargé les gestionnaires du site mega.public.lu de modifier les dénominations utilisées dans les différentes rubriques du site afin d'éviter à l'avenir des malentendus de la sorte.

Je suis convaincue que l'introduction de quotas légaux en matière politique trouve une assise solide dans la population.

En effet, d'une étude scientifique et représentative sur l'égalité des femmes et des hommes réalisée par TNS ILReS entre septembre et octobre 2014, il ressort que 69% de la population se prononcent en faveur de l'introduction de quotas sur les listes de candidats des partis politiques. Ce pourcentage varie légèrement en fonction du sexe: la proposition trouve l'approbation de 77% des femmes et de 60% des hommes interrogés.

L'intégralité des résultats de l'étude est disponible sur le site mega.public.lu.

Question 0884 (05.02.2015) de **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP)** concernant **le service médico-sportif:**

Un article de presse d'aujourd'hui relate les difficultés du service médico-sportif de faire face aux nombreuses demandes de rendez-vous

pour effectuer les examens médicaux obligatoires pour les sportifs souhaitant obtenir une licence sportive ou prolonger la validité de leur licence. Ces longues attentes pour obtenir un rendez-vous au service médico-sportif constituent un réel problème pour les sportifs qui ne peuvent pas participer à des compétitions sans licence valable.

De plus, il semblerait que le service souffre d'un problème d'ordre logistique, car un grand nombre de médecins du sport ne disposeraient pas de bureaux attribués, mais doivent se partager une pièce avec les responsables de la médecine scolaire. Cette situation ne permettrait pas un échange d'information efficace entre les médecins du sport.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

- De quel montant le budget du service médico-sportif a-t-il été réduit?

- Quelle est la durée moyenne d'attente pour obtenir un rendez-vous?

- Quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il prendre afin d'écourter le temps d'attente?

- Qu'entend entreprendre Monsieur le Ministre afin de faciliter l'échange d'informations?

- Les examens médicaux doivent être faits pour les sportifs âgés de douze, 15, 18, 22, 26, 30, 35, 40, 45 et 50 ans. Serait-il envisageable de déléguer un certain nombre de ces analyses à des médecins généralistes afin de soulager le service médico-sportif?

Question 0885 (05.02.2015) de **Mme Nancy Arendt (CSV)** concernant **le service médico-sportif:**

Tous les sportifs qui souhaitent obtenir ou renouveler une licence de compétition d'une fédération sportive doivent se soumettre à un contrôle médico-sportif. En absence d'une telle licence, les sportifs ne peuvent pas participer à des concours officiels. Or, selon un article paru dans le «Luxemburger Wort», les concernés doivent attendre plusieurs semaines, voire des mois, pour recevoir un rendez-vous auprès de l'un des 16 centres médico-sportifs du pays. À cela s'ajoute le problème que les centres ont des heures d'ouvertures différentes et beaucoup de médecins se partagent les locaux avec le service médical scolaire. Cette situation ne facilite pas le travail des centres médico-sportifs.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre des Sports:

- Les ministres peuvent-ils me confirmer la véracité de ces affirmations?

- Dans l'affirmative, quelle est la durée moyenne d'attente pour recevoir un rendez-vous dans un centre médico-sportif?

- Les ministres peuvent-ils me fournir des informations sur le nombre de concernés (enfants et adultes) qui n'ont pas pu participer à des compétitions officielles à cause de ces longs délais d'attente?

- Comment le Gouvernement envisage-t-il remédier à cette situation?

- Les ministres ne jugent-ils pas opportun de revoir l'organisation générale des centres médico-sportifs afin de garantir aux sportifs un examen dans les meilleurs délais?

Réponse commune (26.02.2015) de **Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé**, et de **M. Romain Schneider, Ministre des Sports:**

Les faits relatés dans un article de presse paru dans un quotidien luxembourgeois en date du 5 février 2015 font l'amalgame de plusieurs éléments:

- Pour les contrôles médico-sportifs, un montant de 748.113 € était inscrit au budget de l'État pour 2014; pour 2015, un montant de 765.867 € est prévu. Il n'y a donc pas de réduction au niveau budgétaire. Néanmoins, il est envisagé de diminuer ce montant pour 2016 et au-delà en trouvant des recettes supplémentaires, une des pistes pouvant être, sans préjudice d'une concertation préalable avec le COSL, de faire payer les athlètes ou clubs pour des rendez-vous non pris comme expliqué ci-dessous.

- Les délais d'attente pour obtenir un rendez-vous varient entre un jour et un mois dans les différents centres répartis à travers le pays, celui de Luxembourg-ville accusant les délais les plus importants.

Ces délais peuvent être raccourcis avec une volonté accrue de discipline des clubs et athlètes. En général, les clubs ou athlètes sont censés savoir exactement à partir de quel jour ils doivent renouveler leur licence et ils disposent, si les informations entre club et athlète circulent bien, d'une année entière pour régler les formalités. Ils ont donc largement le temps de prendre

leurs dispositions, comme ils le feraient pour n'importe quel autre rendez-vous médical. Si les athlètes ou clubs ne prennent pas leur rendez-vous suffisamment en avance, il peut arriver qu'il n'y a plus de plage horaire disponible. De plus, les clubs ou athlètes prennent plusieurs rendez-vous à la fois pour être sûrs d'en obtenir un seul et de ce fait bloquent des plages pour d'autres athlètes, sans pour autant prendre soin d'annuler les autres rendez-vous «non utilisés» lorsqu'ils ont passé l'examen, ce qui vient augmenter les délais d'attente.

À préciser que plusieurs centres réagissent aux nombreuses demandes par une grande flexibilité en proposant des rendez-vous pendant les vacances scolaires, ou par la prolongation des heures de visite.

- Un rappel à la discipline et à l'autoresponsabilisation des athlètes et clubs est une possibilité pour remédier au problème, encore faut-il que les parties impliquées, fédérations, clubs et athlètes, jouent le jeu pour mettre fin à un absentéisme trop important et coûteux d'un point de vue deniers publics.

- Le Ministre des Sports ne dispose pas d'informations quant au nombre de sportifs qui n'auraient pas pu participer à des compétitions en raison d'un non-renouvellement de leur licence dans les délais.

- En ce qui concerne l'échange d'informations, il est préconisé de mettre en place une plateforme de prise de rendez-vous centralisée, accessible aux clubs, dans le respect de la protection des données. Cependant une telle mise en place comporte un certain coût et nécessite un certain délai.

- Pour ce qui est de déléguer un certain nombre des analyses à des médecins généralistes, il faut prendre garde à ne pas alourdir outre mesure le régime actuel. Par ailleurs, le médecin ayant l'autorisation de faire ces examens a une qualification spécialisée en médecine du sport, permettant de porter un regard différent sur ses patients sportifs qu'un médecin généraliste. Donc l'intérêt de déléguer une partie des analyses à des médecins généralistes n'est pas évident.

- Dans certains centres, les locaux servent à la fois pour les examens dispensés dans le cadre de la médecine scolaire et ceux du contrôle médico-sportif, ce qui n'est pas idéal. Les locaux scolaires mis à disposition pour ces examens relèvent de la compétence des communes.

- Ceci étant, le système luxembourgeois du contrôle médico-sportif est unique en son genre et compte, à côté de l'Italie, parmi les meilleurs en Europe.

Question 0886 (05.02.2015) de **M. Laurent Mosar (CSV)** concernant **la vente des participations d'E.ON et RWE dans Enovos International SA:**

D'après des informations concordantes de la presse internationale et luxembourgeoise, la vente des actions détenues par E.ON et RWE dans le capital d'Enovos International SA serait sur le point d'être actée.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre peut-il donner de plus amples détails quant à l'exercice par l'État luxembourgeois respectivement la SNCI de son droit de préemption?

- Monsieur le Ministre avait indiqué en mai dernier que, vu les réserves élevées de la SNCI, il aurait une préférence de voir la SNCI financer la majeure partie, voire l'intégralité de cet investissement. Peut-il confirmer que tel est actuellement le cas? À combien se chiffre l'investissement de la SNCI et, le cas échéant, de l'État dans ce contexte et pour combien de parts?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations relatives à la personne restée anonyme intéressée à se joindre à Ardian, l'État, la ville de Luxembourg et la SNCI pour l'achat des titres vendus par E.ON et RWE dans Enovos International SA?

Réponse (09.03.2015) de **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie:**

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Laurent Mosar relative à la vente des participations d'E.ON et RWE dans Enovos International SA, je puis vous communiquer les informations ci-après:

Pour rappel, Enovos International SA a été créée en 2009 à l'issue de la fusion de Cegedel, Saar Ferngas et Soteg. Les actionnaires initiaux étaient l'État luxembourgeois, la SNCI, Arcelor-Mittal, RWE, E.ON et Electrabel.



Après qu'en juillet 2012, AXA Private Equity (aujourd'hui sous la nouvelle dénomination Ardian) ait repris la participation d'ArcelorMittal dans Enovos International, l'actionnariat actuel d'Enovos International SA se compose comme suit:

État luxembourgeois: 25,44%,

SNCI: 10,01%,

ville de Luxembourg: 8,00%,

Ardian (anc. AXA Private Equity): 23,48%,

RWE: 18,36%,

E.ON: 10,00%,

GDF Suez (Electrabel): 4,71%.

Début mars 2014 l'État a été informé individuellement par E.ON et RWE que ces deux actionnaires considéraient vouloir éventuellement aliéner leurs participations dans l'actionnariat d'Enovos International SA dans le cadre des stratégies globales des groupes respectifs. Entre-temps les vendeurs potentiels ont initié un processus commun ayant fait appel aux acteurs du marché, tout en respectant les règles prévues par le pacte d'actionnaire.

Comme précisé dans ma réponse à la question parlementaire n°0214 du 11 avril 2014 de l'honorable Député Frank Arndt (*cf. compte rendu n°6/session extraordinaire 2013-2014*), il reste de l'intention commune de l'État, de la SNCI et de la ville de Luxembourg d'analyser en détail l'option de profiter de leur droit de préemption respectif afin d'acquérir ensemble une majorité dans l'actionnariat d'Enovos International SA.

Comme indiqué en introduction, si transaction il y aura, cette transaction est pilotée par les vendeurs potentiels qui contrôlent ce processus. Dans la mesure où le processus de vente initié par E.ON et RWE est en cours, il n'est pas possible de communiquer des informations précises quant aux acheteurs potentiels, les parts exactes ou encore les prix potentiels de cette transaction commerciale.

Il est toutefois important que l'actionnariat d'Enovos International SA continue à se composer à côté des actionnaires publics d'autres actionnaires privés, qu'ils soient du secteur financier ou industriel, et qui sont tous intéressés à apporter leur expérience et leurs connaissances en vue du développement durable de l'entreprise.

Question 0887 (06.02.2015) de Mme Taina Bofferding (LSAP) concernant le transport de personnes atteintes d'un handicap:

Selon les informations transmises par les médias, le transport de personnes atteintes d'un handicap fera l'objet de changements.

En effet, jusqu'à présent les personnes handicapées travaillant sur le premier marché de l'emploi pouvaient profiter d'un transport gratuit entre leur domicile et le lieu de travail. Dorénavant, pour faire ces trajets, les personnes concernées devront payer un abonnement régulier de 440 euros par an ou 50 euros par mois.

Ces informations ont été transmises par courrier aux personnes concernées le 30 janvier dernier en vue d'une entrée en vigueur au 1^{er} mars 2015.

Or, selon les personnes concernées, différents problèmes se posent:

Tout d'abord les informations transmises ne sont accessibles ni aux personnes malvoyantes ou aveugles, ni aux personnes atteintes d'un handicap mental. Le même problème se pose par ailleurs au sujet du formulaire à remplir pour faire la demande d'un abonnement de transport public.

Ensuite, il semble que malgré l'abonnement à payer, les personnes atteintes d'un handicap devront continuer à payer 5 respectivement 8 euros par course avec le NOVABUS, si elles doivent se déplacer en dehors de trajets professionnels, p. ex. pour se rendre chez le médecin. Ces courses ne peuvent se faire qu'entre 7 et 22 heures et sont limitées au nombre de 15 - indépendamment d'autres facteurs, comme p. ex. du fait que les personnes concernées disposent ou non d'un véhicule privé adapté à leurs besoins grâce aux aides publiques, qu'elles puissent ou non se déplacer à l'aide du transport public ordinaire.

Par ailleurs, les personnes atteintes d'un handicap travaillant dans un atelier protégé pourront continuer à profiter du transport gratuit entre leur domicile et leur lieu de travail.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre ainsi qu'à Madame la Ministre les questions suivantes:

- Monsieur le Ministre et Madame la Ministre peuvent-ils me confirmer les changements con-

cernant le transport des personnes atteintes d'un handicap?

- Monsieur le Ministre et Madame la Ministre ne pensent-ils pas que les informations transmises tout comme les formulaires à remplir devraient être accessibles également aux personnes malvoyantes, aveugles ou atteintes d'un handicap mental?

- Monsieur le Ministre et Madame la Ministre sont-ils d'accord pour dire qu'en ce qui concerne l'utilisation du NOVABUS, le nombre des courses tout comme le prix devraient mieux tenir compte de la situation particulière des personnes concernées?

Réponse (11.03.2015) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Députée s'interroge sur les modifications proposées dans le cadre des transports spéciaux et en particulier dans le domaine du NOVABUS.

En effet, l'on peut confirmer les changements énoncés dans les médias concernant les deux services de transports spéciaux offerts par le département des transports c'est-à-dire, d'une part, le service gratuit CAPABS, (Transport Complémentaire d'Accessibilité pour Personnes à Besoins Spécifiques concernant en particulier le transport vers les ateliers thérapeutiques, ateliers protégés, centres Ediff, etc.) et, d'autre part, le service Adapto (anciennement le NOVABUS concernant les besoins occasionnels et les trajets vers le marché du travail primaire).

Tout d'abord, je précise que de manière générale, les personnes invalides ont toutes, indépendamment de la nature de leur handicap, accès gratuit aux transports publics nationaux, conformément au règlement ministériel du 19 décembre 2012 fixant les tarifs des transports publics, lorsqu'elles sont en possession d'une des cartes d'invalidité prévues par la loi modifiée du 23 décembre 1978 sur les cartes d'invalidité et de priorité.

En outre, dans le passé, un certain nombre de personnes bénéficiant du statut de travailleur handicapé et ayant d'importants problèmes de mobilité, ont été transportées depuis leur domicile vers leur lieu de travail sur le premier marché de l'emploi, dans le cadre des transports dits Ediff, renommés CAPABS.

Or, ces transports Ediff sont réglés de façon générale par les articles 4 et 6 de la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics ainsi que par la loi du 14 mars 1973 portant création d'instituts de services d'éducation différenciée qui prévoit la gratuité des transports pour les enfants à particularités mentales, caractérielles ou sensorielles, ainsi que par la loi du 16 août 1968 portant création d'un centre de logopédie et de services audiométrique et orthophonique qui prévoit que le ramassage des élèves soit fixé par règlement grand-ducal. D'ailleurs, la loi budgétaire précise depuis des années qu'il s'agit du «transport effectué pour le compte des élèves fréquentant les établissements de l'éducation différenciée et de l'intégration scolaire, des personnes fréquentant les centres pour handicapés physiques et polyhandicapés, ainsi que des travailleurs handicapés et des jeunes en mal d'insertion professionnelle».

Par conséquent, l'on a dû réformer complètement cette situation.

Suite à la réorganisation des transports spéciaux et après une soumission publique dans ce domaine, ces transports ne rentrent plus dans les nouvelles conditions appelées CAPABS. Dorénavant et conformément aux textes précités, ceux-ci se limiteront strictement aux transports vers les centres et ateliers spéciaux et thérapeutiques.

Les autres personnes qui ont un travail sur le premier marché de l'emploi, à savoir quelque 70 à 80 personnes, continuent à jouir d'un transport individuel spécial vers leur lieu de travail par les services spéciaux Adapto (anciennement NOVABUS) tout en supprimant en leur faveur certaines restrictions d'utilisation généralement inhérentes à ce service. Ils bénéficient donc d'un transport journalier adapté à leurs besoins, les frais du transporteur étant portés par l'État suivant les modalités d'un contrat de concession bilatéral.

Cependant, ces transports ne seront dorénavant plus gratuits. La proposition que ces personnes devront se procurer un abonnement au même prix que les abonnements ordinaires existants dans les transports publics (abonnement mensuel ou annuel), ne fait que preuve d'une égalité de traitement entre tout autre salarié et les personnes bénéficiant du statut de travailleur handicapé.

Dans cette même logique, les services occasionnels spécifiques de transports de personnes adaptés aux personnes à mobilité réduite, connus actuellement sous le nom de NOVABUS et renommés Adapto font l'objet d'une certaine

réforme qui sera prochainement discutée avec les associations du secteur.

En effet, à l'époque en 2008, lors de l'introduction du NOVABUS, le département des transports a voulu faciliter l'accès et la participation autonome à la vie sociale aux personnes fortement réduites dans leur mobilité en leur offrant un moyen de mobilité adapté à leurs besoins. La condition qui était requise pour avoir accès à l'utilisation de ces transports consiste en la détention d'une carte d'invalidité telle que définie par la loi précitée du 23 décembre 1978, de type B (invalidité >50%) ou C (invalidité >75%).

Or, les critères d'obtention pour une carte d'invalidité de type B ne correspondent pas aux attentes du département des transports alors que l'invalidité du détenteur n'avait parfois aucun rapport avec sa mobilité. La conséquence en est une clientèle en forte croissance et des dépenses dépassant actuellement déjà les 10 millions d'euros.

Par conséquent, une réforme s'impose pour limiter ce service uniquement aux personnes qui n'ont pas la possibilité d'utiliser les transports publics ordinaires et pour pouvoir offrir un service plus adapté à leurs besoins.

Enfin, en ce qui concerne le reproche que les courriers émis par mon département n'étaient pas accessibles aux personnes malvoyantes, aveugles ou atteintes d'un handicap mental, l'on consent que certes, de manière générale, les administrations ne sont pas équipées en ce qui concerne l'accessibilité de documents à des personnes aveugles ou en état mental tel qu'ils ne peuvent pas remplir des formulaires. Cependant, je me permets toutefois de relever que des prestations spécifiques notamment de la part de l'assurance dépendance existent et qui sont destinées à subventionner des équipements spéciaux pour l'accessibilité à des documents aux personnes qui en ont besoin.

Question 0888 (06.02.2015) de Mme Nancy Arendt (CSV) concernant les concerts dans les cafés et les discothèques:

En juillet 2013 la Chambre des Députés a voté une loi qui renforce celle de 2006 relative à la lutte antitabac. Ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2014, une interdiction générale de fumer dans les lieux publics est en vigueur au Luxembourg. Par conséquent il est dès lors aussi interdit de fumer dans les cafés et discothèques. Selon un reportage par RTL Radio, diffusé le jeudi 5 février 2015, un contrôle récent par la police aurait révélé qu'un cafetier n'aurait pas respecté les interdictions prévues par la loi. Le propriétaire aurait reçu un avertissement taxé ainsi que certains de ses clients.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Combien de contrôles ont jusqu'à présent été effectués dans les établissements visés par la loi susmentionnée?

- Combien de propriétaires et combien de clients ont été condamnés à des amendes?

- La conformité des fumoirs est-elle régulièrement contrôlée?

- Dans ce contexte, combien de fumoirs ont été contrôlés?

- En tout état de cause, le Gouvernement a-t-il constaté des problèmes au niveau de la mise en pratique de la loi susmentionnée, notamment en ce qui concerne la conformité des fumoirs?

Réponse (06.03.2015) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

Depuis l'entrée en vigueur, au 1^{er} janvier 2014, de la loi du 18 juillet 2013 modifiant la loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac, il est interdit de fumer dans tout débit de boissons. Cette loi crée la possibilité d'exploiter, sous certaines conditions, un fumoir dans les débits de boissons, dans les établissements de restauration, ainsi que dans les locaux à usage collectif des établissements d'hébergement.

Je tiens à rappeler que les discothèques sont des endroits non fumeurs pour lesquels le législateur n'a pas prévu l'option de l'installation d'un fumoir.

Dans le cadre notamment de ses contrôles relatifs au droit de cabaretage et de la législation sur la sécurité alimentaire, l'Administration des Douanes et Accises contrôle accessoirement et systématiquement aussi le respect de l'interdiction de fumer dans des établissements tombant dans le champ d'application de la loi modifiée du 11 août 2006.

Ainsi un contrôle en matière d'hygiène dans un établissement de restauration s'est soldé par

deux avertissements taxés dressés à l'encontre du personnel employé qui ne respectait pas l'interdiction de fumer dans la cuisine.

L'Administration des Douanes et Accises est intervenue huit fois de façon ciblée en relation avec l'interdiction de fumer.

Deux contrôles ont été effectués dans des établissements de restauration sur demande du Ministère de la Santé.

Six contrôles ont été effectués dans des restaurants, cafés et établissements de petite restauration suite à des dénonciations.

Les prescriptions relatives à l'installation d'un fumoir prescrit par la loi précitée du 18 juillet 2013 étaient respectées dans les deux contrôles effectués sur demande du Ministère de la Santé.

Dans les autres cas aucune infraction n'a été constatée. Les propriétaires/gérants invités de veiller à l'affichage relatif à l'interdiction de fumer obligatoire correct se sont conformés et ont régularisé la situation de suite.

Les agents de la Direction de la Santé sont plus particulièrement chargés de contrôler si les exigences légales et réglementaires concernant un fumoir sont remplies avant que l'autorisation d'exploitation ne puisse être accordée par la Ministre de la Santé. La conformité de l'ensemble des fumoirs autorisés a été contrôlée.

Au 6 février 2015 le Ministère de la Santé a été saisi de 65 demandes en vue de l'exploitation d'un fumoir. La conformité des fumoirs en projet a été contrôlée par les agents de la Direction de la Santé. 30 fumoirs ont finalement été autorisés.

Certaines demandes d'autorisation de fumoirs ne répondaient pas aux exigences de la loi relative à la lutte antitabac. Les demandeurs ont été invités à rendre leur installation conforme à cette législation. Au cas où ceci n'a pas été fait, le fumoir n'a pas été autorisé.

Question 0889 (06.02.2015) de Mme Martine Hansen (CSV) concernant la réforme de la formation professionnelle:

Plusieurs aspects de la réforme de la formation professionnelle restent non résolus et contribuent à une grande inquiétude parmi les concernés. En ce qui concerne l'organisation des modules non encore réussis, Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale répond à une question parlementaire du 10 décembre 2014, que: «Les dispositions prévues par l'avant-projet de loi et ses projets de règlements grand-ducaux prévoient des dispositions spécifiques pour les élèves qui ne terminent pas les études dans la durée normale prescrite par la législation de 2008. En ce qui concerne l'organisation des différents modules à rattraper, des discussions sont en cours.»

Pourtant le projet de loi 6774 portant modification 1) de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle, ne prévoit aucune démarche concrète pour les élèves qui se trouvent dans le système actuel. Ainsi, les règlements grand-ducaux ne sont pas encore disponibles.

Un autre problème persistant concerne l'accès des techniciens aux études techniques supérieures. En absence d'un système de notes chiffrées, les diplômés luxembourgeois sont assimilés à la note la plus basse dans les universités étrangères. Les élèves se retrouvent alors au bout du classement et se voient souvent refuser l'accès aux études. Dans une réponse à une question parlementaire du 13 novembre 2014 (*cf. question parlementaire n°0707/compte rendu n°04/session ordinaire 2014-2015*), le Ministre souligne que: «Le Ministère de l'Éducation nationale en collaboration avec le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a retenu de mettre en place un système de conversion des mentions du système actuel de la formation professionnelle vers un système de notes chiffrées. Cette information sera transmise dès la mise en place du système de conversion à tous les lycées concernés pour informer les élèves en début de l'année 2015.»

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

1. Quel est l'état actuel des «discussions en cours» et quelles «dispositions spécifiques» sont prévues dans le contexte de l'organisation des modules à rattraper?



2. Dans l'espoir qu'à partir de cette année l'accès à la formation universitaire soit plus juste pour les diplômés luxembourgeois, le Ministre peut-il me fournir de plus amples informations concernant la mise en place d'un système de notes chiffrées?

3. Quand le Ministre envisage-t-il informer les lycées et les élèves concernés de ce changement?

Réponse (10.03.2015) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Avant de répondre aux questions de l'honorable Députée, je me permets de fournir les informations liminaires résument les principales modifications prévues dans le cadre de l'adaptation du règlement grand-ducal portant sur l'évaluation et la progression des élèves de la formation professionnelle.

Les projets de règlements grand-ducaux relatifs au projet de loi portant modification:

1) de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle,

2) de la loi du 15 juillet 2011 visant l'accès aux qualifications scolaires et professionnelles des élèves à besoins éducatifs particuliers,

3) de l'article L.222-4 du Code du Travail,

ont été soumis au Gouvernement en Conseil en date du 27 février 2015.

Le projet de règlement grand-ducal portant sur l'évaluation et la progression des élèves de la formation professionnelle prévoit notamment les modifications suivantes:

1. L'évaluation des modules:

Actuellement, la réglementation en vigueur dispose:

- une compétence est «acquise» ou «non acquise»;

- un module est «réussi» ou «non réussi» avec une éventuelle mention «bien» ou «très bien»;

- un module est réussi si 80% des compétences obligatoires sont acquises.

Ces principes ne sont pas modifiés, cependant il est prévu de donner à l'enseignant ou au formateur la possibilité d'apprécier un module comme «réussi» s'il juge que l'élève a fait preuve d'un degré satisfaisant d'acquisition des compétences évaluées dans leur globalité, et ce même si la condition des 80% des compétences obligatoires acquises n'est pas remplie. Cette nouvelle disposition donnera davantage de liberté pédagogique aux enseignants et formateurs et elle renforcera les principes d'une évaluation selon une approche holistique des compétences qui forment un module.

2. Il est prévu d'introduire le principe d'une progression annuelle:

- Il est introduit un nombre seuil qui est un nombre entier arrondi à l'unité la plus proche et qui équivaut à 10% du total des modules obligatoires des deux premières années de la formation.

- En classe de 10^e, la progression de l'élève est autorisée si le nombre de modules obligatoires non réussis (dont au plus un module fondamental) ne dépasse pas le nombre seuil. Les modules non réussis sont rattrapés en classe de 11^e.

- En classe de 11^e, le conseil de classe dresse un bilan intermédiaire qui est réussi si le nombre de modules obligatoires non réussis ne dépasse pas le nombre seuil (à noter que tous les modules fondamentaux doivent être réussis et au plus deux modules de l'enseignement professionnel peuvent être non réussis).

Si le bilan intermédiaire est réussi, l'élève accède à la classe de 12^e et ne doit plus rattraper les modules non réussis des classes de 10^e et de 11^e.

Le risque que l'élève cumule trop de rattrapages est banni; l'organisation des rattrapages est simplifiée d'autant plus que le rattrapage peut être offert comme mesure de remédiation, en dehors des heures de cours.

- À noter qu'en formation CCP, le nombre seuil de modules obligatoires non réussis est de 20%.

- L'élève en échec à la classe de 10^e peut, sous certaines conditions, être autorisé par le conseil de classe à s'inscrire une deuxième fois dans la même classe. Pour toutes les autres classes, une autorisation «partielle» de progresser peut être accordée par le conseil de classe. Le conseil de classe peut aussi décider une réorientation vers une formation mieux adaptée.

- Après le bilan intermédiaire: pour les formations d'une durée de quatre ans, une décision de progression est également prise à la fin de la classe de 12^e, suivie d'un bilan final en classe de 13^e et en cas de réussite de ce bilan, de l'épreuve du projet intégré final. Si la formation a une durée de trois ans, le bilan final est dressé à la fin de la classe de 12^e suivi de l'épreuve du projet intégré final en cas de réussite de ce bilan. À noter qu'à partir de la classe de 12^e, un nouveau nombre seuil est calculé sur base des modules obligatoires restants suivant la grille horaire de la formation.

- L'élève peut profiter de deux années supplémentaires (au lieu d'une actuellement) pour réussir la formation. Ces années supplémentaires peuvent être prises suite à la classe de 11^e, de 12^e ou de 13^e si l'élève ne peut pas progresser.

3. Dorénavant un projet intégré final est introduit en formation CCP.

4. Pour les formations DAP et DT, le projet intégré intermédiaire est aboli pour les classes à plein temps et mixtes et maintenu pour les formations concomitantes dès la classe de 10^e.

5. En classe de 10^e et de 11^e, une réunion avec les parents est obligatoire en début d'année.

6. Sous certaines conditions, le directeur à la formation professionnelle peut autoriser l'inscription de l'élève à une formation même si celui-ci ne remplit pas toutes les conditions d'accès.

7. La possibilité de limiter le nombre de postes d'une formation plein temps ou mixte est prévue. Une commission décide de l'admission.

À condition que le projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 décembre 2008 concernant la réforme de la formation professionnelle soit voté, le nouveau dispositif réglementaire devrait entrer en vigueur à partir de l'année scolaire 2015-2016.

Ci-après, les réponses aux questions posées par l'honorable Députée.

Ad 1. Dans le règlement grand-ducal déterminant l'évaluation et la progression des élèves de la formation professionnelle, des dispositions transitoires sont prévues pour les élèves inscrits actuellement dans le système de la formation professionnelle:

- Les élèves actuellement en classe de 11^e devront rattraper tous les modules non réussis au cours de l'année scolaire 2015-2016. Si certains modules ne sont toujours pas réussis à la fin de l'année scolaire, ils sont comptabilisés pour la décision de progression ou du bilan en fin d'année.

- Les élèves en classe de 12^e ou de 13^e bénéficient de dispenses pour des modules complémentaires non réussis dans les classes de 10^e et de 11^e. Le nombre de dispenses est au plus égal au nombre seuil calculé selon les dispositions du point 2. À noter que le nombre de dispenses concernant les modules obligatoires non réussis de l'enseignement professionnel, y compris le cas échéant l'enseignement général spécifique, doit être au plus égal à 2.

Le conseil de classe décide des dispenses des modules complémentaires à accorder à l'élève. À cet effet, le directeur du lycée convoque le conseil de classe au début de l'année scolaire 2015-2016.

Les modules non réussis et non dispensés sont rattrapés pendant l'année scolaire 2015-2016. S'ils ne sont toujours pas réussis, ils sont comptabilisés pour la décision de progression ou le bilan en fin d'année.

- Pour la décision du bilan intermédiaire des élèves qui suivent une classe de 11^e pendant l'année scolaire 2015-2016, le conseil de classe remplace le nombre seuil par le nombre de modules obligatoires non réussis de la classe de 10^e au cas où celui-ci serait supérieur au nombre seuil. En cas de réussite du bilan, l'élève accède à la classe de 12^e mais doit rattraper un nombre de modules correspondant à la différence entre le nombre seuil et le nombre de modules obligatoires non réussis de l'élève à la fin de la classe de 11^e. Le conseil de classe décide des modules que l'élève est tenu de rattraper.

Les lycées et les élèves seront informés de ces nouvelles dispositions au début du 3^e trimestre de l'année scolaire 2014-2015.

Ad 2 et 3. D'après les informations disponibles, seules les universités et écoles supérieures allemandes demandent, à l'heure actuelle, un certificat attestant la correspondance des mentions et des résultats luxembourgeois par rapport au système de notation allemand.

Le Service de la formation professionnelle du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse s'est concerté avec le Centre de Documentation et d'Information sur l'Enseignement Supérieur (CEDIES) du Ministère de

l'Enseignement supérieur et de la Recherche pour convenir d'une démarche permettant la conversion des mentions et des résultats du système actuel de la formation professionnelle vers le système de notation allemand.

Ainsi, à la demande de l'intéressé, un certificat attestant la correspondance de la mention du diplôme et des résultats obtenus dans les modules obligatoires d'une certaine formation par rapport au système de notation allemand sera fourni.

Les élèves, par le biais de leur lycée, seront informés par écrit de la possibilité d'obtention de ce certificat.



Question 0890 (09.02.2015) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant **la vente des actions de l'État dans LuxConnect**:

Dans un communiqué de presse, Monsieur le Ministre des Communications et des Médias annonce la vente des actions de l'État (99,92%) dans LuxConnect SA à l'opérateur Telecom Luxembourg Private Operator.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communication et des Médias:

- Monsieur le Ministre peut-il indiquer quel a été le coût pour monter le réseau de fibres optiques reliant le pays aux centres primaires d'accès à Internet situés en dehors des frontières du Luxembourg?

- Monsieur le Ministre peut-il par ailleurs indiquer à quel prix l'État luxembourgeois a vendu ses actions dans LuxConnect?

- Monsieur le Ministre peut-il indiquer si l'entreprise des P&T avait fait une offre pour l'acquisition des titres détenus par l'État? Dans l'affirmative, pourquoi cette offre a-t-elle été écartée?

- Monsieur le Ministre peut-il enfin expliquer pourquoi l'État n'a pas voulu rester un des actionnaires majeurs de cette société?

Réponse (06.03.2015) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias*:

Dans leur question parlementaire, les honorables Députés, Madame Diane Adehm et Monsieur Gilles Roth, se réfèrent à un communiqué de presse diffusé le 6 février dernier et repris ci-dessous. Dans ce communiqué, il est question de la vente du réseau international de LuxConnect SA.

Le coût d'investissement du réseau international s'élevait à EUR 1.624.725. De plus amples informations sur la vente sont reprises dans le projet de cession publié au Mémorial.

À souligner que LuxConnect restera active dans les marchés des centres de données et de la connectivité nationale.

Une vente des actions détenues par l'État dans la société LuxConnect n'a pas été et n'est pas à l'ordre du jour du Gouvernement.

- Début du communiqué de presse -

Communiqué de presse

06.02.2015

Connectivité internationale du Luxembourg: mission accomplie pour LuxConnect

Le Ministre des Communications et des Médias Xavier Bettel a autorisé la société anonyme LuxConnect à mettre en vente son réseau de fibres optiques reliant le pays aux centres primaires d'accès à Internet situés en dehors des frontières du Luxembourg.

Il s'agit d'une nouvelle étape pour LuxConnect. La société fut créée en 2006 par le gouvernement pour améliorer notamment la connectivité internationale du Luxembourg. Cet objectif est aujourd'hui atteint: alors que le Luxembourg disposait de trois connexions en fibre optique vers l'étranger en 2005, il en dispose désormais de 23, faisant du Luxembourg le premier pays mondial quant à la bande passante internationale par internaute. En plus, il s'agit d'un marché largement concurrentiel, étant donné que pas moins de neuf opérateurs nationaux et internationaux proposent leurs services dans ce domaine.

«LuxConnect a accompli sa mission de connecter le Luxembourg à l'étranger», explique Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, «il est donc utile et logique que l'État, qui détient 99,92% des parts de la société, se retire de ce marché devenu concurrentiel, au profit d'un acteur purement privé. Toute l'équipe de LuxConnect a fourni un travail remarquable et je l'en félicite».

Suite à un processus de sélection lancé par LuxConnect en juin 2014, l'offre de l'opérateur Te-

lecom Luxembourg Private Operator a été retenue.

Les marchés des centres de données et de la connectivité nationale n'ayant pas encore atteint le même niveau de maturité que celui de la connectivité internationale, LuxConnect restera active dans ces domaines.

À travers des investissements conséquents dans la connectivité et dans les centres de données hautement sécurisés, le Luxembourg s'est forgé au cours des dernières années une image de marque de centre international de haut niveau pour le commerce électronique et la distribution de contenus numériques, efforts qui seront poursuivis entre autres dans le cadre de «Digital Lëtzebuerg».

Communiqué par le Service des médias et des communications

Fichier joint: Représentation schématique de la connectivité internationale du Luxembourg en 2005 et 2014.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)



Question 0891 (09.02.2015) de **M. Serge Wilmes** (CSV) concernant **l'exécution du budget de l'État pour l'exercice 2014**:

Le 23 janvier 2015, Monsieur le Ministre des Finances a entre autres informé la Commission des Finances et du Budget (Cofibu) de la Chambre des Députés sur l'exécution du budget de l'État pour l'exercice 2014, ceci sur base de chiffres provisoires au 31 décembre 2014.

Selon les informations relayées dans la presse, Monsieur le Ministre s'est félicité de la bonne exécution de ce budget et du fait que les objectifs et prévisions tels que fixés par le Gouvernement aient été réalisés.

En mars 2014, lors du dépôt du projet de budget 2014 à la Chambre des Députés, Monsieur le Ministre avait annoncé que le Gouvernement avait ficelé un «Spuerpak» se chiffrant à 230 millions d'euros. Il avait expliqué que le Gouvernement avait activé les leviers sur lesquels il pouvait agir directement et à court terme, en l'occurrence les frais de fonctionnement de l'État, les investissements publics et la rémunération des fonctionnaires et employés publics.

Dans ce contexte, permettez-moi, Monsieur le Ministre, de vous poser les questions suivantes:

- Est-ce que la progression des dépenses de consommation intermédiaire (couvrant l'essentiel des frais de fonctionnement) de 57,3 millions d'euros ou +6,3% telle que présentée à la Cofibu est compatible avec l'objectif fixé d'une réduction du niveau absolu des dépenses de fonctionnement de l'État de 8,5% par rapport à son niveau de 2013? Au cas où l'objectif ne serait pas atteint fin décembre 2014, est-ce que l'objectif est susceptible d'être atteint au terme de la période complémentaire?

- Est-ce que l'évolution des investissements directs (formation de capital) et indirects (transferts en capital) telle que présentée à la Cofibu (-1,6 millions d'euros) est bien compatible avec l'objectif annoncé d'une réduction des investissements de 137,2 millions d'euros? Au cas où l'objectif ne serait pas atteint fin décembre 2014, est-ce qu'il est susceptible d'être atteint au terme de la période complémentaire?

- Fin décembre 2014, le poste «rémunération des salariés» a évolué de +168,9 millions d'euros ou +6%. Dans quelle mesure cette évolution est compatible avec l'annonce de freiner significativement l'évolution des effectifs - et partant de la masse salariale - de l'État par rapport à l'exercice 2013, sachant qu'en 2013, le poste «rémunération des salariés» a évolué de +132,3 millions d'euros ou +4,8%?

Réponse (10.03.2015) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

L'exercice budgétaire 2014 n'étant pas encore clôturé, il n'est actuellement pas possible de tirer des conclusions définitives sur l'évolution des dépenses budgétaires de l'exercice 2014. C'est la raison pour laquelle le Ministre s'est concentré lors de la Cofibu du 23 janvier 2015 sur l'analyse des recettes de l'État en 2014 qui elles sont connues plutôt que sur les dépenses. Pour celles-ci en effet, la date du 31 décembre ne constitue pas la date de clôture puisque d'après la législation sur la comptabilité de l'État, les opérations relatives au paiement des dépenses peuvent se prolonger jusqu'au 30 avril 2015.

La discussion sur l'exécution du budget 2014 est à l'ordre du jour de la réunion de la Cofibu prévue pour le 19 mai 2015.



Question 0892 (09.02.2015) de **M. Alex Bodry** (LSAP) concernant l'affaire «Swiss Leaks»:

Le consortium international de journalistes ICJC (www.icij.org) vient de publier une nouvelle série de documents révélant cette fois-ci des données confidentielles concernant une centaine de milliers de clients d'une banque privée suisse, filiale d'un grand groupe bancaire britannique.

Les données ont été saisies par les autorités françaises fin 2008 et ont été offertes par la suite aux administrations fiscales de nombreux pays. En France, cette saisie a entraîné l'ouverture d'enquêtes judiciaires à l'encontre de 62 personnes et a provoqué une vague de régularisations fiscales dans de nombreux autres cas.

Selon les informations mis en ligne, parmi la centaine de milliers de cas dévoilés, 222 auraient un lien direct avec le Luxembourg, représentant un volume de 2,9 milliards de USD.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Le Luxembourg s'est-il vu proposer les données bancaires en question par les autorités françaises ou par une autre voie?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il confirmer les informations concernant le Luxembourg (222 clients, 2,9 Mrd \$ dont presque la moitié en relation avec un seul client)? Depuis quand les autorités luxembourgeoises disposent-elles de ces données? Quelles ont été les démarches administratives et/ou judiciaires entamées en conséquence?

- Dans la négative, le Gouvernement respectivement l'Administration des Contributions directes ont-ils l'intention de se procurer ces informations et d'y donner, le cas échéant, les suites qui s'imposent?

Réponse (11.03.2015) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Selon mes informations, le Luxembourg n'a pas reçu de renseignements bancaires de la part des autorités françaises en rapport avec l'affaire dite «Swiss Leaks». Toutefois, lors de la visite officielle du Président Hollande au Luxembourg, celui-ci a indiqué que les autorités compétentes françaises réserveraient une suite favorable à toute demande conforme aux dispositions internationales qui leur serait faite en ce sens.

Il appartient à l'Administration des Contributions directes (ACD) de s'assurer que chaque contribuable s'acquitte correctement des impôts dus, et c'est en ce sens qu'elle fait le suivi du dossier. La transmission de données bancaires par les autorités compétentes n'est pas le seul moyen envisageable pour arriver aux fins voulues. En ce sens, l'ACD épuiserait en particulier les voies domestiques avant de recourir, le cas échéant, aux instruments juridiques en matière d'assistance internationale dans le domaine fiscal.

Question 0893 (09.02.2015) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** (CSV) concernant le **Plan d'action national d'égalité des femmes et des hommes et de la Convention CEDAW (Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes)**:

Dans la déclaration gouvernementale de 2004 le Gouvernement luxembourgeois s'est donné l'outil pour contrôler la mise en œuvre de la Convention CEDAW et des documents de la plate-forme d'action de Pékin (PFA) qui préconisent la mise en œuvre de la politique d'égalité des femmes et des hommes.

Ainsi, le Gouvernement a lancé en 2006 un premier Plan d'action national d'égalité des femmes et des hommes (PAN Égalité) qui prévoit des mesures ciblées à réaliser par les départements ministériels et qui a été reconduit, après trois ans et une évaluation externe, pour la période de 2009 à 2014. Le dernier plan est, partant, arrivé à échéance fin 2014.

Madame la Ministre avait annoncé la présentation du nouveau PAN Égalité pour la prochaine période lors de la réunion de la Commission parlementaire de la Santé, de l'Égalité des chances et du Sport du 18 novembre 2014 pour le mois de décembre 2014.

De même le 6^e rapport périodique CEDAW du Luxembourg est venu à échéance.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité des chances et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

- Le deuxième PAN Égalité a-t-il été évalué par un agent externe? Si oui, lequel et quels ont été les résultats de cette évaluation?

- Quand Madame la Ministre envisage-t-elle de présenter et de publier le nouveau PAN Égalité valable à partir de 2015?

- Quand le Gouvernement entend-il présenter le 6^e rapport périodique CEDAW du Luxembourg?

Réponse commune (10.03.2015) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de l'Égalité des chances*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

1. La mise en œuvre du PAN Égalité 2009-2014 a fait l'objet d'un processus d'accompagnement permanent par un expert externe dont la mission comprenait, en cas de besoin, des conseils aux acteurs concernés. Les travaux en question avaient été confiés au Professeur Robert Plasman de l'Université Libre de Bruxelles qui peut se prévaloir d'expériences établies et d'expertise à la fois en ce qui concerne le contexte luxembourgeois qu'en ce qui concerne la matière du gender mainstreaming.

Le rapport d'évaluation est disponible sur le site mega.public.lu

Il a été tenu compte des principales conclusions de cette évaluation dans le cadre de l'élaboration du Plan d'égalité des femmes et des hommes pour les années 2015-2018.

2. La présentation du Plan d'égalité des femmes et des hommes 2015-2018 figurait à l'ordre du jour de la séance du Conseil de Gouvernement du 11 février 2015. Le document définitif est en voie de finalisation et sera validé sous peu. Je me tiens à disposition de la Commission parlementaire compétente pour une présentation dans un délai rapproché.

3. L'élaboration des 6^e et 7^e rapports périodiques sur la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) est en cours. Le Gouvernement a introduit une demande pour pouvoir profiter d'une procédure simplifiée pour la présentation et la soumission desdits rapports et est actuellement dans l'attente d'une réponse de la part du comité d'examen de la convention.

Question 0894 (09.02.2015) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant l'émission de **particules fines PM10**:

Selon une étude de l'association agréée de surveillance de la qualité de l'air en région Île-de-France réalisée pour la municipalité parisienne («Airparif»), pas moins de 41% des particules fines PM10 émises par le trafic routier proviendraient de l'abrasion des pneus, du revêtement routier et du freinage des véhicules. Ces particules s'avèreraient par conséquent aussi dangereuses que celles issues des pots d'échappement.

Un article paru le 20 janvier 2015 dans le journal «Le Monde» a relaté qu'aux États-Unis le taux de cuivre contenu dans les plaquettes de frein ne pourra excéder 5% à partir de 2020 et devra même disparaître complètement à partir de 2025. L'Union européenne de son côté a fixé l'objectif dans le cadre de «Horizon 2020» de réduire à 50% les émissions issues de l'abrasion des freins.

Dans ce contexte, j'aimerais poser une série de questions à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de l'étude conduite par «Airparif»?

- Quels sont le niveau et l'évolution des particules fines PM10 mesurés à travers les six stations localisées dans le Grand-Duché depuis les dernières années?

- Les valeurs limites concernant les particules fines imposées par la réglementation communautaire sont-elles toujours respectées au Grand-Duché?

- Le Gouvernement juge-t-il suffisamment adapté l'objectif fixé dans le programme «Horizon 2020»? Le cas échéant, est-il en faveur d'une réglementation plus stricte par rapport à l'émission des particules PM10 due à l'abrasion des freins?

Réponse (11.03.2015) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

L'honorable Député souhaite avoir des informations concernant l'émission de particules fines PM10.

L'étude en question a été réalisée par l'Association de surveillance de la qualité de l'air en région Île-de-France («Airparif») et consiste dans

la mise à jour de l'inventaire des émissions atmosphériques de la région Île-de-France calculées pour l'année 2012. Selon cette étude, l'abrasion des routes, pneus et freins contribue à raison de 41% aux émissions de particules fines PM10 du trafic routier. Sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, un pourcentage de 65% de ces émissions a déjà été atteint en 2013.

Le niveau moyen annuel des particules fines PM10 dans les différentes stations de mesure du Luxembourg a évolué d'un niveau de 27 µg/m³ en 2007 pour atteindre progressivement un niveau entre 16 et 24 µg/m³ selon le site de mesure. La valeur limite annuelle dans l'Union européenne est de 40 µg/m³.

Une deuxième valeur limite prescrit une moyenne journalière de 50 µg/m³ à ne pas dépasser pendant plus de 35 jours par an. Le nombre de jours avec dépassement varie entre deux et 18 jours par an selon le site de mesure.

Les valeurs limites sont donc respectées au Luxembourg de façon ininterrompue depuis 2007, avec une marge de sécurité confortable.

L'«Horizon 2020» est le programme européen en faveur de la recherche et de l'innovation pour la période allant de 2014 à 2020, adopté par une décision de la Commission européenne en juillet 2014. Ce paquet de mesures vise notamment des projets dans le domaine des transports à faibles émissions dont le développement des méthodes de limitation des émissions dues à l'abrasion des freins, avec un objectif de réduction de 50%.

Le Luxembourg ne peut qu'approuver ces programmes de recherche et serait également en faveur de l'introduction au niveau européen d'une limitation par rapport aux émissions de particules fines dues à l'abrasion des freins. En effet, l'impact relatif des émissions de particules issues du freinage des véhicules devient de plus en plus important avec la progression des nouvelles normes Euros applicables aux moteurs à combustion.

Question 0895 (10.02.2015) de **M. Claude Adam** (*déi gréng*) concernant l'éducation **linguistique des enfants**:

Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse avait remarqué le 8 juillet de l'année passée que les enfants des familles luxembourghophones sont souvent confrontés à des faiblesses en français, tandis que les enfants de familles immigrées se voient souvent confrontés à des problèmes en allemand et luxembourgeois. Comme l'apprentissage des langues et l'acquisition d'une langue étrangère semble se faire avec plus de facilité à un jeune âge, Monsieur le Ministre réclame que les crèches luxembourgeoises devront jouer un rôle plus important dans l'éducation linguistique des enfants.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les précisions suivantes:

1. Au Luxembourg, combien de crèches publiques existe-t-il et combien d'enfants y sont inscrits?

2. Combien de crèches privées, non conventionnées existe-t-il et combien d'enfants y sont inscrits?

3. Combien de crèches privées, conventionnées existe-t-il et combien d'enfants y sont inscrits?

4. Combien d'enfants vont actuellement dans une crèche à régime linguistique luxembourgeois?

5. Combien d'enfants vont actuellement dans une crèche à régime linguistique français?

6. Existe-t-il des crèches qui fonctionnent sous un autre régime linguistique, et, le cas échéant, quelles sont les langues employées?

7. Quel est le nombre de crèches qui offrent actuellement un régime bilingue/multilingue? Combien d'enfants sont concernés?

8. Quels régimes linguistiques sont offerts par ces crèches bilingues/multilingues?

9. Est-ce que le MEN dispose de données fiables quant à la première langue parlée au domicile des enfants, ou bien de la nationalité de ces enfants? Dans l'affirmative j'aimerais bien voir les réponses aux questions 1. à 8. réparties selon ces critères.

Réponse (16.03.2015) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Ad 1. - 3. Le nombre de services d'éducation et d'accueil (maisons relais, foyers de jour, crèches) agréés au Luxembourg s'élève à 346 unités à vocation commerciale et à 409 unités bénéficiant d'une convention financière avec l'État.

Un arrêté ministériel définit la capacité d'accueil maximale des services d'éducation et d'accueil à vocation commerciale et des services conventionnés avec l'État. Il est à préciser qu'une même place peut être occupée par plusieurs enfants à des plages horaires différentes.

Au niveau des services d'éducation et d'accueil conventionnés (maisons relais, foyers de jour et crèches), l'offre s'élève à 35.579 places, dont 4.786 places pour les enfants non scolarisés (zéro à quatre ans) et 30.793 places pour des enfants scolarisés (quatre à douze ans).

Au niveau des services d'éducation et d'accueil à vocation commerciale (maisons relais, foyers de jour et crèches), l'offre, en décembre 2014, s'élevait à 10.371 places, dont 8.870 places pour des enfants non scolarisés (zéro à quatre ans) et 1.501 places pour des enfants scolarisés (quatre à douze ans).

Le service de l'éducation et de l'accueil du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ne dispose pas de chiffres relatifs au nombre d'enfants inscrits dans les différents types de services d'éducation et d'accueil.

Le dispositif du chèque-service accueil renseigne cependant sur le nombre de factures émises par les différents services. Ainsi 38.978 factures ont été émises pour la période de facturation de décembre 2014.

Les services d'éducation et d'accueil conventionnés ont émis 29.174 factures:

- 4.843 factures ont porté sur des prestations offertes à des enfants non scolarisés (zéro à quatre ans).

- 24.331 factures ont porté sur des prestations offertes à des enfants scolarisés (quatre à douze ans).

Les services à vocation commerciale ont émis 9.804 factures:

- 7.927 factures ont porté sur des prestations offertes à des enfants non scolarisés (zéro à quatre ans).

- 1.877 factures ont porté sur des prestations offertes à des enfants scolarisés (quatre à douze ans).

Ad 4. - 9. Le service de l'éducation et de l'accueil du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ne dispose actuellement ni de données statistiques complètes relatives aux concepts pédagogiques ni de données relatives au régime linguistique employé par les différents services d'éducation et d'accueil. Les données collectées actuellement par le dispositif du chèque-service accueil sont de nature à permettre en premier lieu une facturation des prestations réalisées par les services d'éducation et d'accueil et par les assistants parentaux et ne renseignent que subsidiairement et de manière limitée sur le contexte démographique et social des bénéficiaires.

Toutefois les mesures d'assurance qualité prévues au projet de loi 6410 sur la jeunesse devraient permettre de disposer de données pertinentes quant aux modes de fonctionnement des crèches. Le Ministre souhaite ainsi mettre en exergue que le projet de loi 6410 prévoyant notamment la création d'un «Observatoire de l'Enfance» dont une mission principale consistera dans la mise en place d'un suivi statistique plus détaillé permettant une analyse plus profonde.

En effet le recueil de données quant à la première langue parlée au domicile des enfants serait plutôt à traiter dans le cadre d'une étude scientifique, ceci en vue du nombre de familles multilingues, multiculturelles, recomposées. Il faut aussi souligner que nationalité ne rime pas forcément avec langue parlée.

Question 0896 (10.02.2015) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant les «**patent boxes**»:

Dans sa réponse à ma question parlementaire du 18 août 2014 (*cf. question parlementaire n°0470/compte rendu n°11/session ordinaire 2013-2014*) Monsieur le Ministre des Finances a indiqué que «ce sujet est en discussion au sein du Forum sur les pratiques fiscales dommageables de l'OCDE» et que ces régimes fiscaux seraient analysés «sous l'angle de la substance des activités de recherche et de développement menées dans ledit pays».

Le 6 février 2015 l'OCDE a diffusé les informations suivantes sur son site Internet:



«Le projet BEPS compte aussi parmi ses principaux objectifs l'examen des régimes en matière de propriété intellectuelle (tels que les patent boxes) et des autres régimes préférentiels, afin de déterminer s'ils constituent, ou non, des pratiques fiscales dommageables. À Brisbane, les dirigeants du G20 ont retenu la solution proposée par l'Allemagne et le Royaume-Uni pour déterminer la présence d'une activité substantielle aux fins d'un régime en matière de propriété intellectuelle. Cette proposition - qui repose sur une «approche du lien» et permet à un contribuable de bénéficier d'avantages au titre d'un revenu provenant d'un élément de propriété intellectuelle à proportion des dépenses engagées pour générer ce revenu - a depuis été entérinée par tous les pays de l'OCDE et du G20. Les pays ont également défini des dispositions transitoires applicables aux régimes existants, comme la date limite de juin 2016 après laquelle aucun nouvel adhérent ne sera admis, et travaillent actuellement à leur mise en œuvre.»

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quelle est la position du Gouvernement? A-t-il appuyé la solution proposée par l'Allemagne et le Royaume-Uni?

- En quoi consiste cette solution concrètement? Quelles en sont, le cas échéant, les implications pour le Luxembourg?

Réponse (03.03.2015) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Concernant la première question, il convient de faire part de ce qui suit:

Des travaux intensifs ont été poursuivis tant au niveau de l'OCDE (au «Forum of Harmful Tax Practices») qu'au niveau de l'Union européenne dans le cadre du code de conduite (fiscalité des entreprises) afin de dégager une approche du critère d'activité substantielle concernant les régimes fiscaux favorables applicables aux biens incorporels, ceci dans l'objectif d'une évaluation de tels régimes.

Les discussions au niveau de l'OCDE s'inscrivent dans le cadre des travaux BEPS («Base erosion profit shifting»), à savoir de l'Action 5 du Plan d'action BEPS.

Pour ce qui est du groupe code de conduite, il a été invité par le Conseil ECOFIN du 10 décembre 2013 d'analyser pour la fin du mois de juin 2014 le troisième critère énoncé dans le mandat du code de conduite (à savoir celui de l'octroi d'avantages fiscaux même en l'absence de toute activité économique réelle). Il a encore été invité par le Conseil à évaluer tous les régimes fiscaux favorables aux brevets, y compris ceux ayant déjà fait l'objet d'une évaluation ou d'un examen, et ce pour la fin de 2014, en cohérence avec le principe de l'égalité de traitement et dans le contexte des développements internationaux, y compris ceux en rapport avec l'initiative BEPS de l'OCDE.

Or, trois méthodes différentes pour exiger la présence d'activités substantielles dans un régime de propriété intellectuelle ont été discutées dans ces enceintes (une approche référant à la création de valeur, une approche de prix de transfert et une approche du lien). Ces trois approches sont décrites dans le rapport de l'OCDE de septembre 2014 intitulé «Lutter plus efficacement contre les pratiques fiscales dommageables, en prenant en compte la transparence et la substance».

Beaucoup de pays ont été dès le début favorables à l'approche du lien modifiée («modified nexus») autorisant un contribuable à bénéficier d'avantages fiscaux prévus par un régime de propriété intellectuelle uniquement s'il peut prouver qu'il a lui-même supporté les dépenses engagées pour générer un revenu de propriété intellectuelle, comme par exemple celles de recherche & développement. Certains pays dont notamment le Luxembourg avaient pourtant une préférence pour la méthode de prix de transfert permettant à un régime d'accorder des avantages à tout le revenu généré par la propriété intellectuelle à trois conditions: que le contribuable ait localisé un nombre donné de fonctions importantes dans la juridiction offrant ce régime, qu'il soit propriétaire légal des actifs donnant lieu aux avantages fiscaux et qu'il utilise les actifs en question, et qu'il supporte les risques économiques liés aux actifs donnant droit aux avantages fiscaux.

Afin de parvenir à un consensus, l'Allemagne et le Royaume-Uni ont soumis une proposition qui a été approuvée par l'ensemble des membres de l'OCDE et du G20. Il s'agit donc d'un nouveau standard pour les régimes de pro-

priété intellectuelle qui vient ainsi d'être consacré sur le plan international, et qui sera applicable à tous les États en garantissant ainsi un «level playing field».

Le Gouvernement du Luxembourg s'est lui aussi rallié à cette approche.

À noter en outre que suite à ce consensus au niveau de l'OCDE, le groupe code de conduite a également atteint fin 2014 un accord en vue de l'interprétation du troisième critère du code de conduite, ce dont le Conseil ECOFIN a pris note le 9 décembre 2014.

Concernant ensuite la deuxième question:

L'approche convenue est décrite dans un rapport de 2015 de l'OCDE/G20 dans le cadre de BEPS, intitulé «Action 5: Agreement on a modified nexus approach for IP regimes».

Elle conserve le principe fondamental de l'approche du lien modifiée exposée dans le rapport pré-mentionné de l'OCDE de septembre 2014, mais y apporte certaines modifications décrites brièvement ci-dessous:

- Majoration de 30% des dépenses éligibles - les dépenses qu'un contribuable engage pour créer la propriété intellectuelle et qui peuvent être prises en compte dans les calculs effectués selon l'approche du lien peuvent, dans certaines circonstances, être majorées de 30%.

- Fermeture des anciens régimes aux nouveaux adhérents - les pays dont le régime de propriété intellectuelle n'est pas conforme à l'approche du lien devront, dès 2015, prendre des mesures visant à adapter ce régime. En outre, ces régimes de propriété intellectuelle ne pourront accueillir aucun nouvel adhérent après le 30 juin 2016.

- Clauses de sauvegarde et transition - les contribuables bénéficiant d'un régime existant ne respectant pas l'approche du lien ne pourront plus bénéficier des avantages fiscaux correspondants à compter du 30 juin 2021.

À mentionner que des travaux relatifs à la mise en œuvre pratique de l'approche du lien se poursuivent notamment à l'OCDE. Ils portent essentiellement sur trois domaines:

1. Développer une approche plus détaillée sur la manière dont les entreprises peuvent suivre les dépenses et les recettes afin de prouver qu'elles appliquent correctement l'approche du lien.

2. Envisager des mesures de protection (par exemple exigence d'une transparence renforcée et d'un «monitoring» des nouveaux entrants dans les régimes existants de propriété intellectuelle) afin d'empêcher que de nouveaux adhérents utilisent indûment la période de transition.

3. Mettre au point des indications afin de clarifier la définition des actifs de propriété intellectuelle éligibles.

Il est prévu que les travaux relatifs à la mise en œuvre pratique de l'approche du lien au niveau de l'OCDE seront achevés pour le 30 juin 2015 et que l'approche convenue, ainsi que les indications supplémentaires, seront réunies dans le rapport d'étape 2015 sur l'Action 5.

Il convient encore de mentionner que le Conseil ECOFIN du 9 décembre 2014, après avoir tenu compte de l'accord également atteint au sein du code de conduite, a lui aussi mis en exergue qu'il sera nécessaire d'entamer déjà en 2015 le processus législatif afin de modifier les différents régimes fiscaux favorables à la propriété intellectuelle et a demandé au groupe code de conduite de surveiller ce processus.

Pour ce qui est des implications pour le Luxembourg, il résulte de cet accord qu'il conviendra d'entamer encore en 2015 la procédure législative en vue de l'adaptation du régime de propriété intellectuelle du Luxembourg ancré à l'article 50bis L.I.R. conformément à ce nouveau standard international pour les régimes de propriété intellectuelle, à savoir de prévoir l'abolition du régime existant et l'application d'une période transitoire dans les délais relevés ci-avant ainsi que de concevoir le nouveau régime suivant les critères de l'approche du lien modifiée telle qu'elle a été convenue sur base de la proposition de l'Allemagne et du Royaume-Uni.

Question 0897 (10.02.2015) de **M. Max Hahn** (DP) concernant les **déplacements transfrontaliers par voie ferroviaire**:

Les gouvernements belge et luxembourgeois ont annoncé lors de leur réunion conjointe de la Gäichel VIII la mise sur pied d'un groupe de travail pour avancer vers une tarification unique des déplacements transfrontaliers belgo-luxembourgeois. Ils constatent en effet dans une déclaration jointe que «Les prix des tickets de train luxembourgeois sont (...) inférieurs aux prix pratiqués en Belgique». Selon le Statec, le marché du travail luxembourgeois compte actuellement environ 165.000 frontaliers, dont 82.000 ressortissants français, 41.000 ressortissants belges et 41.000 ressortissants allemands.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Madame le Ministre à la Grande Région:

- Madame et Monsieur les Ministres disposent-ils de statistiques sur le nombre quotidien de frontaliers belges, français et allemands se rendant au Luxembourg par voie ferroviaire?

- Madame et Monsieur les Ministres jugent-ils opportun l'idée de proposer aux autorités françaises, allemandes et belges la mise en place d'un abonnement ferroviaire «Grande Région»? Ceci dans le but de créer un tarif unique pour tous les déplacements transfrontaliers et d'abolir ainsi toutes les inégalités existantes de nos jours pour les frontaliers venant travailler au Luxembourg à partir de nos trois pays voisins.

- Dans la négative, Madame et Monsieur les Ministres envisagent-ils des négociations avec les autorités politiques françaises et allemandes afin d'aboutir à une tarification moins élevée des déplacements transfrontaliers par voie ferroviaire?

Réponse commune (10.03.2015) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures* et de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre à la Grande Région*:

Par sa question parlementaire n°0897 du 10 février 2015 l'honorable Député Max Hahn souhaite s'informer sur les déplacements transfrontaliers par voie ferroviaire.

Le nombre d'abonnements transfrontaliers vendus en 2014 se présente comme suit:

Pays d'origine	Abonnements vendus en 2014	Vente mensuelle/moyenne
Allemagne	21.541	1.795
Belgique	22.695	1.891
France	95.781	7.982

Les chiffres communiqués sont basés sur les ventes des abonnements réalisées en 2014 par les CFL ainsi que par la DB, la SNCB et la SNCF.

En ce qui concerne l'idée de proposer aux autorités françaises, allemandes et belges la mise en place d'un abonnement ferroviaire «Grande Région», il y a lieu de relever que la quote-part mensuelle à payer par tous les frontaliers pour l'emprunt de l'ensemble des transports publics au Grand-Duché de Luxembourg se chiffre à 42,50 euros en 2^e classe de voiture et le prix de l'Oeko-Pass national de 2^e classe étant de 50 euros pour la même validité géographique.

Il faut aussi préciser que les prix de vente des abonnements mensuels valables au départ de Thionville (85,80 euros), Arlon (91,50 euros) et Trèves (85,00 euros) sont très rapprochés, les menues différences de prix étant générées par les quotes-parts des entreprises ferroviaires étrangères, celles-ci basées sur la tarification nationale respective.

Question 0899 (11.02.2015) de **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*) concernant la **ratification de la Convention sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique («Convention d'Istanbul»)**:

La Convention d'Istanbul est un outil qui vise à lutter efficacement contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique en général et plus particulièrement contre le problème des mutilations génitales féminines pratiquées en Europe. En date du 11 mai 2011, la convention fut adoptée par le Conseil de l'Europe et a jusqu'à présent été ratifiée par 16 pays. En date du 25 novembre 2014, Amnesty International et le Conseil de l'Europe ont par ailleurs publié un guide destiné à attirer l'attention des responsables politiques sur la lutte contre les mutilations génitales dans le contexte de la mise en œuvre de la Convention d'Istanbul.

Le Luxembourg, un des premiers pays signataires, n'a toujours pas ratifié la convention. J'aimerais donc poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité des chances et à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Les Ministres peuvent-ils confirmer mes informations selon lesquelles l'élaboration d'un projet de loi de ratification a été lancée fin avril 2014?

2. Une analyse détaillée de la jurisprudence luxembourgeoise relative à la prévention contre toute sorte de violence à l'égard des femmes a-t-elle été réalisée dans ce contexte afin de dépister les points communs à la convention?

3. Dans l'affirmative, quelle est l'échéance prévisible pour le dépôt du projet de loi portant sur la ratification de la Convention d'Istanbul?

Réponse commune (10.03.2015) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de l'Égalité des chances*, et de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

Le programme gouvernemental de 2013 prévoit la ratification par le Luxembourg de la Convention sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (Convention d'Istanbul).

Le Gouvernement a mis en place un groupe de travail interministériel qui est en train d'effectuer une analyse détaillée des différents articles afin d'identifier les dispositions législatives nationales, réglementaires et/ou pratiques correspondantes respectivement les articles qui nécessiteront, le cas échéant, une intervention du législateur.

Il importe de rappeler qu'il s'agit d'un texte à la fois complexe et multidisciplinaire dont l'examen nécessite l'apport et l'expertise d'une multitude de départements ministériels et d'administrations.

Le groupe de travail peut baser ses recherches sur une riche documentation disponible et notamment sur les rapports annuels du comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence, qui centralise et étudie les statistiques présentées par les différentes instances représentées au sein du prédit comité, à savoir les parquets auprès des tribunaux d'arrondissement de Luxembourg et de Diekirch, la Police grand-ducale et le Service d'assistance aux victimes de violence domestique, et qui examine la mise en œuvre et les éventuels problèmes d'application pratiques de la loi.

Le prédit comité transmet, sous la forme d'un rapport écrit, les statistiques et le résultat des examens susvisés au Gouvernement, par l'intermédiaire de la Ministre de l'Égalité des chances.

L'élaboration d'un projet de loi portant ratification de la Convention d'Istanbul sera finalisée dans les meilleurs délais dès la fin des travaux d'analyse en cours.



Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op

www.chd.lu

¹ Cf. le document explicatif de l'OCDE concernant l'accord sur l'approche du lien modifiée des régimes de PI publié sur le site Internet de l'OCDE (<http://www.oecd.org/fr/ctp/document-explicatif-beeps-action-5-accord-sur-approche-du-lien-modifiee-des-regimes-de-PI.pdf>).